LEGUES CHAINE

après qu'on ent actue de n e dans un bal dans le Gen e dans un bal dans le Gen e dans dans un correction de se mettre un correction de se mettre su faffection de se mette su fatfection de se estacteristique e printenent de la créativité. Comme il et me puble de créer, il c chois le magail.

Le beau-père de Jean Elba, avait, en fait, perdu tou ont out avait, en fait, perdu tou ont out avait, en fait adoptif depui, aus, devait dire a un jount de R.T.L.: c C dat une un tels rentermée. Il a cultur at une espèce de révolte internit aus forme d'études anantie. Je pensais que cele ailait in p le pensais que cele allait la ser, mais sa mère mintenha.

A la question : Penson qu'il était capais de la la hamme? > M. P. L. 2 Font en pouvait clier à de ca

enution et la peur

Madrid pour le meante, 2011 one nië jusqu'au bom fa membre de la poi le some

Le Parisien libers (2000 to pasion de réglet d'un cud me ses comples : - -- Avec to + Sacrations, #13 P.-D. G. du Creat torrege Paris. à 9 h 45 mm.

won purament im 12 mg icin Cembi par la facia i amar Ser toe pour no cas target. Bulsme : « Un mis vita insp Micolde s'efforce de pere a **ಶಿಷ್ಣಕ್ಕೆ ಜಿನ ಬೆಕೆದಿ**ವಾಕುವ ಬರ್ಚುಕ್ಕಾಗ್ರ

2 L'AFP_ 8

Oues du 7.00.

THE THE ST

nopolika Euro albana Na psi taponina sinin Na de M. Chaire pont

de détraire une attrevier BOR REVENDEMENT IN THIS egitting mark to winds in Custo and a - La pousse reframe. : « Ce.a .arr dans Findifference or the A 16 mode of

Poir lour familiant in Litera grandent de plus et distile. - Faul- : ecard d'Etter -- Les syndia M. Chang etc. (278)

. * : : • • '

cetta podázation de alicada **Funtraciriso** repairates 46 deutringnetrats ou en til an correct com Et cetta tricum in alta John Buck, ein und En (L) La chimirgia marima in ti-

bigg des ent. / - 4/5 Cur 21 ? Le meurire eur de la caración boa, fimauta . 12 22 Kamangama, territ 38 5759 : 57 × 5 · 1 5/4 5 · la gangua, din inventori

A Topionse

DES INCONNUS S'EN PREMI A PLUSIEURS ETABLISHE

(De notre cont Tenuver — in Jensi 12 ma la co de M. Jacquer C. out lance it's anr les façades de parent de la constant de la cons et des Pars-Bat. eligo de journa.

American de la contracto Queique 5 place de Te saretgre tan 44£ 2 Mart aus P.D. G. A. A. Inter plants Chistes a state Let anteum " west gas ein ander gette les conditions Mile Selvie Police 9 mars decision on the day of the bonds for a distance of the day Totali, ine lien gis ent action gilê atre Will Mario Inhire Lation. fan et Bernard De ancient membre d'action me in mattage - 1122 et dort is Cour de atterte de

Pour les élections municipales

Le P. S. unanime va négocier avec le P.C.F. des listes d'union de la gauche LIRE PAGE 10



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur: Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA; Marce, 1,30 dfr.; Tunisie, 100 m.; Allemagne, 1 DM; Aptriche, 10 sch.; Reigique, 11 fr.; Canada, \$ 0,55; Danemark, 3 fr.; Esagne, 25 pes, Erande-Bretzne, 18 p.; Grbes, 18 dfr.; Iran, 45 ris.; Italie, 300 l.; LBan, 125 p.; Luxembourg, 11 ffr.; Norvège, 2,75 br.; Parys-Bas, 1 ff.; Partugal, 12,50 esc.; Subde, 2,25 kr.; Solsse, 1 fr.; U.S.A., 65 cfs; Yougeslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 43 5. RUE DES PLAIDENS 75427 PARIS - CEDEX 29 C.C.P. 4207-23 Paris Télex Paris nº 690572 Tél. : 246-72-23

Le voyage de M. Giscard d'Estaing aux États-Unis Les crises du Proche-Orient

Des sentiments complexes

Dans les sentiments des Français pour les Américains il entre toujours de la nostalgie, sinon de l'envie. Avec un peu plus de perspicacité, de ténacité et aussi de chance, la France pouvait ne pas manquer l'aventure du Nouveau Monde, et les grands espaces au nord du rio Grande auralent pu être français. Bien sûr, il est vain de récrire l'histoire, et nul n'imagine d'ailleurs que la France eut maintenn sur ces terres ce que de Gaulle appelait, à Québec. sa souveraineté inconsolable » plus longtemps que sa rivale britannique ne put le faire. Mais ce rève avorté rend plus complexes encore leurs sentiments, faits de sympathie et de rancune, pour le peuple américain, à la fois si proche et si différent d'euxmèmes, dont la vitalité les l'ascine, et qu'ils rencontrent à chaque nas de leur histoire, à chaque instant

de leur vie quotidienne. Les Etats-Unis, selon André Mairaux, sont devenus la plus grande puissance du monde sans le vouloir. Ils n'ont — vient-il de répéter - « aucune vocation historique à la maîtrise du monde » Ce n'est pas un paradoxe. Leur montée en première ligne des démocraties occidentales a été provoquée moins par la volonté de leur opinion publique que par la chute des puissances europeennes. Les guerres mondiales ont amene les Etats-Unis en Europe, la « guerre froide » les y a retenus, et c'est à la demande de leurs allies qu'ils s'y sont implantés en force.

Ainsi, à partir de 1940, la puissance américaine, jusqu'alors purement économique, s'est diversifiée et fortifiée du déclin de celle de la France. Les deux nations segsont trouvées, par une sorte de l'atalité, sur des trajectoires opposées. Le conflit poli-tique, ouvert ou latent, étalt mévitable.

Les relations de la IV République avec les Etats-Unis ne furent en rien idylliques. Wash-ington paysant outre aux objections de M. Bidault contre la reconstitution d'un Etat allemand, menaçant M. Mendes France d'une révision déchirante » de la politique américaine s'il n'accep-ta... pas le réarmement allemand, barrant, d'accord avec Moscou, la barrant, d'accord avec Mescou, la route de Suez à Gny Mollet, ce sont là antant d'épisodes d'une sont là autant d'épisodes d'une « guerre froide » franco américatrie que le général de Gaulle devait conduire à son paroxysme.

Vue d'outre-Atlantique, la politique gaulliste ne pouvait paraitre que négative et même systématiquement bostile. On s'étonnait que le général de Gaulle ne cherchât pas à tirer profit de sa annisance value », de 52 « faculté de nuire», pour obtenir, par un geste, un mot plus engageant, les bonnes grâces américaines. Poser la question était se méprendre sur les mobiles de son action. Ce que cherchait le général de Gaulle, mêlant aux 'propos flatteurs pour « notre plus vieil allié» des accusations contre l'a bégémonie américaine », ce n'était pas l'appui, forcément puissance du monde. C'était une chose que la France ne pouvait obtenir que d'elle-même : le respect, le « rang » et, au-delà, la reconnaissance par les Américains d'une Europe qui soit elle-même,

qui ait aussi « son rang ». l'Eurone Cet ultime objectif, ni le général de Gaulle ni ses successeurs ne l'ont approché. La conjoncture électorale américaine n'est évidemment pas propice aujourd'hui à une conversation à longue portée sur ce thème fondamental évoqué par le président de la République dans une « lettre à l'Amérique » publiée par le maga-

zine « Time ». Du moins M. Giscard d'Estaing pourra-t-il s'informer sur ce que pourraient être les relations d'une Europe dont, en dehors de la France, la grande faiblesse est la crainte, sinon le refus. d'exister indépendamment des Etats-Unis, et une Amérique qui, sans avoir rien perdu de sa puissance. n'aura sans doute plus, après les élections de novembre. les ambitions tutélaires de M. Kissinger.

Le président Ford réaffirmerait le soutien américain à la cause européenne

Le Concorde, transportant M. Giscard d'Estaing et sa suite, était attendu ce lundi 17 mai vers 10 heures (16 heures heure de Paris) à la base aérienne d'Andrews près de Washington. Conformément à la tradition, la cérémonie d'accueil aura lieu une demi-heure plus tard, sur la pelouse de la Maison Blanche, où le président français se posera en hélicoptère.

d'une heure avec le président Ford, le dépôt d'une gerbe au cimetière national d'Arlington sur la tombe de John Kennedy, une réception à la société des Cincinatti, qui regroupe les descendants des officiers américains ayant participé à la guerre d'indépendance, enlin un dîner à la Maison Blanche, au cours duquel des allocutions à caractère politique seront prononcées.

compte réaltirmer l'appul des Etats-Unis à la cause europé

d'Estaing aura sans doute du mal à secouer l'indifférence des Américains pour les visiteurs étran-gers en général et pour ceux qui se présentent dans cette impor-tante semaine électorale en par-ticulier. Si le résultat n'est pas à la mesure de son attente, ce ne sera pas faute d'efforts du côte français. Depuis plusieurs mois, M. Roger Vaurs, ancien directeur du bureau d'information newyorkais de l'ambassade de France et ancien porte-parole du Quai d'Orsay, a largement délaissé ses actuelles fonctions d'ambassadeur à Ankara pour tenter de «ven-dre» M. Giscard d'Estaing aux Américains, utilisant pour cela ses nombreuses relations aux Etats-Unis. L'ambassade de France à Washington a com-mandé un supplément special sur les relations franco-américaines, publié dans les éditions de diman-

Ces efforts ont dejà, il est vrai, produit quelques déceptions. Le sondage commandé à l'institut Harris par le gouvernement français a feit apparation cais a fait apparaitre que MM. Wilson et Schmidt sont plus connus de l'Américain moyen que le président français, qu'une grande majorité des interrogés estiment que la Grande-Bretagne est un pays plus avancé sur le plan économique que le nôtre; enfin que la France est considérée davantage comme un pays

che du New York Times.

ami » qu' « allié ». De toute manière, l'intérêt pour la France ne pouvait que dimi-nuer dans l'esprit du public, dans la mesure où ce pays a cessé d'être na mesure ou ce pays à cesse d'elle un problème ou un défi pour la diplomatle americaine — comme il l'était du temps du général de Gaulle. — et où il n'est pas en-core menacé d'avoir à installer des communistes dans son gouver-

nement comme l'Italie.
Il est vrai que la France risque à nouveau de poser des problè-mes si on en juge par les nom-breuses déclarations faites sur le « danger communiste » en Europe par des personnalités américaines. du général Haig au prési-dent Ford. Ces inquiétudes ont-elles suscité dans une partie de establishment > politique américain une tentation de considérer les pays d'Europe du Sud, à forte implantation marxiste. comme peu surs, et de mettre l'accent sur les relations avec les seuls pays « sérieux » de l'Europe du

Le programme de la première journée comporte un entretien

Au cours des entretiens de cette semaine, le président Ford

De notre envoyé spécial

Washington. - M. Giscard Nord? M. Giscard d'Estaine semble avoir entrevu l'éventualité d'une telle évolution à Washington, car il a tenu, dans les diverses declarations qu'il a faites ces derniers jours à la presse américaine, à en détourner très forte ment ses interlocuteurs .

MM. Ford et Kissinger s'emploleront sans doute à dissiper les appréhensions de leur inter-locuteur sur ce point, et aussi à le convaincre de leur soutien à cause européenne, un soutle que l'on avait eu quelque raison Paris, de mettre en doute ces dernières années.

De son côté, M. Giscard d'Es-taing redira sans doute, comme Georges Pompidou à Reykjavik, en 1973, que l'engagement amé-ricain en Europe est jugé par la France essentiel à la sécurité du continent. MICHEL TATU.

(Lire nos informations page 4.)

• LIBAN : les tirs d'artillerie ont fait de très nombreuses victimes

CISJORDANIE: tension après la mort de deux manifestants arabes

Tandis que l'impasse politique persiste au Liban, la journée du 16 mai, qualifiée de « dimanche noir » par la presse, a été l'une des plus meurtrières de la guerre civile. Selon un bilan partiel, cent cinquante personnes ont été tuées à Beyrouth et quelque quatre cents autres blessée: Dans la matinée de lundi, selon des sources palestiniennes, un obus est tombé sur un jardin d'entants du camp de rétuglés de Tel-Al-Zataar, au sud-ocest de la capitale. Dix enfants auralent été tués et une trentair d'autres blessés.

On estime que les combats des cinq derniers lours ont fait enviror cinq cents morts et neul cent vingt blessés, pour la plupart civils. La mort de notre correspondant Edouard Saab, tué dimanche après-midi, et de Elias Chlala, rédacteur du quotidien indépendant « Al Nahar », trouvé mort samedi sur une route de montagne, porte à douze le nombre de journalistes tués depuis le début de la guerre civile.

En Cisjordanie, une jeune fille de dix-huit ans a été tuée par des soldats israéliens à Naplouse. Deux journées de deuil et de grève générale ont été décidées dans la ville. Ce lundi matin, un jeune homme de vingt ans, résident du camp de réfuglés de Kalandya, près de Ramallah, a été tué au cours d'un violent accrochage avec les forces de l'ordre, portant à neul le nombre des victimes depuis le début des incidents.

 EN CISJORDANIE, la situation était particulièrement tendue, ce lundi matin, et d'importants renforts ont été envoyés d'urgence dans les principales villes, en prévision de nouvelles manifestations. Une vive agitation règne à Djenine et à Tulkarem, où les lycéens font la grève et où les commerçants ont fermé boutique en signe de deuil. Le chef d'étatmajor israélien, le général Mor-dekhal Gour, a pris en main l'enquête pour déterminer les causes de la mort de la jeune fille tuée à Naplouse. Aiors que

que la jeune Cisjordanienne s été tuée à bout portant par des soldats israéliens, tandls que, poursuivie par la troupe, elle tentait de se réfugier à l'intérieur d'une maison. Le conseil municipal de Na

plouse, qui s'est réuni dimanche soir en séance spéciale, a envoyé des télégrammes de protestation au gouverneur militaire, à la Croix-Rouge internationale et au secrétaire général de l'ONU, M. Kurt Waldheim.

LA R.D.A., CINQUIÈME PUISSANCE D'EUROPE

Le IXe congrès du parti socialiste unifié la République démocratique allemande (SED) se tient à Berlin-Est, du 18 au 22 mai. tique, n'assistera pas à ces assises, et la délégation d'U.R.S.S. sera conduite par M. Souslov, membre du bureau politique, chargé des questions d'idéologie. La délégation du P.C.F. sera dirigée par M. Paul Laurent, membre du bureau politique et du secrétariat.

Le centre de presse du congrès a été inau-

guré, dimanche. Cinq cents journalistes de I presse écrite, parlée et télévisée de cinquantedeux pays se sont fait accréditer. Seuls les nts des organes des «partis res - auront accès directement au - palais de la République », récemment inauguré, où se dérouleront les travaux. Les autres devront suivre les débats sur des écrans de télévision au centre de presse.

Nous commençons ci-dessous la publication d'une série d'articles sur la R.D.A.

1. — Le miroir d'un village de Thuringe

Dachwig. - C'est un petit village de Thuringe enfoui dans la verdure : quelques maisons basses, délà anciennes, deux cafésrestaurants à plat unique, une Karl-Marx-Platz minuscule, un palais de la culture avec son entrée en marbre blanc, une salle de bal et le portrait du chef du parti reprodult nalvement à la main. Un peu à l'écart du bourg, déjà presque au milieu des champs et des cerisiers en fleur, se trouvent les nouvelles villas

De notre envoyé spécial MANUEL LUCBERT

individuelles construites avec l'aide de l'Etat.

Devant le temple protestant, guère fréquenté nous dit le maire — « une trentaine de personnes chaque dinanche > sur une population d'environ un millier d'habitants. — le monument aux morts disparaît sous les ronces et les mauvaises herbes. Seuls les noms des soldats tombés pendant la première guerre sont inscrits dans la pierre.

« La liste des morts de la deuxième guerre mondiale prendrait bien plus de place », remarque laconiquement le fonctionnaire du parti qui nous accompagne. « Est-ce la raison pour laquelle elle n'a pas été aioutée? »

« A quoi bon aarder le souvenir d'un régime qui n'a rien apporté de bon à l'Allemagne ? », réplique le maire, qui a passé deux jours à Paris à cette époque maudite. Il servait alors dans la marine.. Du loup des mers, le bourg-

mestre de Dachwig, M. Just, a gardé le caractère bougon mais

peu lourde de ceux qui n'aiment pas se retrouver sur le plancher des vaches. Au revers du veston il arbore, comme notre accompagnateur, l'insigne du parti socialiste unifié (SED), le parti marxiste, né il y a trente ans de la fusion des partis communiste et socialiste ; d'où le symbole figurant sur l'insigne ; une poignée de main sur fond de drapeau

direct, et la démarche lente et un

ouge flottant au vent. (Live la suite page 6.) Édouard Saab

| Correspondant du « Monde »

est tué à Beyrouth

Notre correspondant à Beyrouth, Edouard Saab, a été tuè dans l'après-midi de dimanche à Beyrouth, alors qu'une jois de plus il parcourait la ville au rolant de sa voiture pour rassembler les éléments de son article quotidien.

Un des cent cinquante morts d'une journée de guerre civile comme les autres. Mais l'absurdité sanglante de ce combat a tué dimanche l'ami de beaucoup de ceux qui connaissaient et aimaient le Liban. Sa bonté chaleureuse, son humour resté inaltérable dans l'épreuve, sa connaissance admirable des hommes et des secrets de son pays, son acceptation tranquille et lucide des risques, lui avalent valu l'affection de ses innombrables amis et de tous ceux qui ont pour mission d'informer. So fin, qu'il semblait par instants pressentir, ajoute une touche de grandeur à ce portrait d'un Libanais attaché à sa communauté chrétienne mais incapable par nature d'amertume, de haine ou d'esprit

C'est un destin cruel pour un journaliste que de devenir, dans son propre pays, le spectateur et le témoin de la guerre civile. Pour les lecteurs du « Monde » qu'il informait depuis de nombreuses années, Edouard Saab l'avait accepté avec dévouement, rendant compte jour après jour d'un conflit navrant, et gardant pourtant espoir dans l'avenir de son pays déchiré. Nous nous inclinons avec gratitude devant ce destin, symbolique. A Mme Soob l'aggravation du danger, il avait mis à l'abri à Paris il y a quelques semaines, nous disons que leur douleur est partagée et que leur épreuve est, pour cette maison, le deuil d'un collaborateur précieux et d'un omi très cher.

JACQUES FAUVET.

(Live page 3 le portrait d'Edouard Saab.)

LE PROCÈS DU DOCTEUR SIMEONI S'EST OUVERT **DEVANT LA COUR**

DE SURETÉ DE LÉTAT (Live page 15.)

AU FESTIVAL DE CANNES

Le dernier film de Luchino Visconti

ressentie, il y a deux mois, quand

conti. Ces mots reveillent l'émotion nous apprimes la mort du grand cinéaste. Son dernier film, son dernier regard sur la beauté et la tristesse du monde, le demier témolgnage d'un homme dont on

Le dernier film de Luchino Vis- savait qu'il avait encore beaucoup Oui, nous étions émus, tandis que défliait le générique de l'innocent, et qu'en gros plan la main de

l'auteur tournait les pages du livre de d'Annunzio. Qu'attendait-on, qu'espérait-on, plus qu'un beau film, sans doute : une présence. Cette présence voilée, hautaine, mais combien déchirante, que nous avions perçue dans Mort à Venise et dans Violence et Pession. La présence de Visconti lui-même, murmurant dans l'ombre quelques-uns de ses secrets. Et le film commença : des lustres

de cristal, des plantes vertes, des hommes en habit, des femmes en tournure, le grand salon d'une princesse italienne, à la fin du siècle demier. Un éblouissement visuel, comme seul Visconti savait en créer. Etait-ce le prélude d'un nouveau chef-d'œuvre? On pouvait y croire, on y crut un moment. Et puis, progressivement ce fut le doute, una sorte de malaise, les premiers coups de griffes de la déception...

JEAN DE BARONCELLI. (Lire la suite page 27.)

Yves Berger le fou d'Amérique Le vrai roman de l'Amérique Les Indiens, les oiseaux, les bisons, Christophe Colomb, les coureurs des bois, les trappeurs, les trafiquants de fourrures, la Louisiane, le Colorado et toujours les Indiens, c'est le Fon d'Amérique!

AU JOUR LE JOUR

C'est un vieux débat de savoir si les magistrats et les fonctionnaires sont au service de l'Etat ou au service du gouvernement. Le pouvoir dont ils exercent une parcelle est détenu provisoirement par le gouvernement. Mais l'Etat en est le possesseur, et c'est le peuple, en fin de compte, qui en est le propriétaire.

Dès lors, jaut-il que, sous peine d'être brûlés comme sacrilèges, ceux qui se consi-

Chasse aux sorcières

derent comme des serviteurs de la collectivité publique se plient aux exigences des gouvernants qui croient que l'Etat c'est eux? La chasse aux sorcières est un ieu d'apprenti sorcier, car

les sorcières ont plus d'un tour dans leur soc, et un jour vient où leurs balais innombrables. multipliès par la sottise. l'arrogance et la prétention des chasseurs, font place nette.

ROBERT ESCARPIT.

Inde

La presse commente avec prudence l'accord conclu entre New-Dehli et Islamabad

De notre correspondant

On précise, d'autre part, dans

Bangkok (U.P.L., Reuter). — Une centaine de guérilleros communistes se sont emparés, dimanche 16 mai avant l'aube, d'un camp de volontaires de la défense civile situé dans a province de Nakhon-Si-Thammarat, dans le sud du pays, vient d'annoncer la police.

Au cours de l'attanna qui a duré

New-Delhi. — « The proof of the pudding lies in the eating » (« Pour savoir st un pudding est bon, il faut le manger. ») Ce com-mentaire du National Herald, quo-tidien de la gauche du parti du Congrès, illustre la prudence avec laquelle les éditorialistes indiens présentent à leurs lecteurs l'accord de principe conclu avec le Pakis-tan le 14 mai (le Monds daté 16-17 mai). un des journalistes les mieux informés, arrêté après la proclamation de l'état d'urgence et reiâché depuis. Le gouvernement de New-Delhi devrait faire connaître dans les tout prochains jours le calendrier qu'il propose pour l'application de l'accord. Il semble que les Pakistanais aient affirmé leur volonté d'aller vite. 16-17 mai).

16-17 mai).

Surpris par la rapidité des événements, le public est informé que queiques sujets de mécontentement subsistent malgré la décision de renouer les relations diplomatiques. A în s i, en ce qui concerne le trafic routier, de nouvelles mesures vont être prises pour accélérer le transit des marchandises, mais les camions indiens ne pourront toujours pas pénétrer sur le territoire pakistanais, et vice versu. Pourquoi le peneter sir le terraine parista-nais, et vice versa. Pourquoi le Pakistan s'est-il opposé à la libre circulation des poids lourds? « L'explication n'est pas difficile à trouver, affirms le National Herald. L'industrie des transports routiers n'est pas aussi dévelop-pée chez notre voisin et l'essentiel du trafic aurait été assuré par l'Inde. »

A côté de supputations peu cha-ritables sur les raisons qui auraient cobligé » M. Bhutto à enterrer la hache de guerre, il y a aussi le rappel insistant de la déception que suscita à New-Delhi l'application restrictive de l'accord de 1974 sur la reprise des échanges commerciaux. Les In-diens, qui avaient acheté un peu de coton au Pakistan, n'ont requ aucune commande en retour. aucune commande en retour.

Néanmoins, les commentateurs officieux expriment l'espoir que l'accord permettra de creer rapil'accord permettra de créer rapi-dement une situation propice à la reprise du commerce. Ces vœux rejoignent ceux de l'agence Tass, dont le commentaire a été large-ment reproduit dans la presse indienne. Rappelant l'existence de liens « historiques et géographi-ques » entre les deux pays, l'agence estime que les échanges commerciaux permettront à l'Inde et au Pakistan de « résoudre le

commerciaux permettront à l'Inde et au Pakistan de « résoudre le problème crucial du développement économique ».

A New-Delhi, on souligne que les deux parties sont engagées par un accord global (« package deal ») dont toutes les clauses devront être observées « plus ou moins simulianément ». « L'ambassadeur de l'Inde pousrait bien rejoindre son poste par le nouveau voi entre New-Delhi et Islamabad », écrit par exemple, dans un article optimiste M. Kuldip Nayar,

Séjournant à Paris

LE VICE-PREMIER MINISTRE SUD-CORÉEN ÉTUDIE LES MOYENS DE DÉVELOPPER LA COOPÉRATION AVEC LA FRANCE

M. Nam Duck Woo, vice-premier ministre et ministre du plan de la République de Corée (Séoul), arrivé à Paris dimanche 16 mai, étudie lundi et mardi les moyens de développer la coopération économique bilatérale entre les deux pays, indique une source sud-coréenne.

Plusieurs projets sont envisagés. Framatome s'intéresse au projet de construction de deux centrales nucléaires dont le coût est évalué à 5 milliards de francs. Alsthom, pour sa part, souhaiterait participer à la construction du barrage hydro-électrique d'Imge, dont le coût est de 225 millions de francs. Un bureau français de recherches, la Sogreah, en étudie actuellement les possibilités de réalisation. Alsthom s'intéresse aussi au projet de construction de deux centrales thermiques à Asan, dont le coût sera de 594 millions de francs. D'importants contrais ont déjà été conclus depuis le début de l'année, concernant l'électrification des chemins de fer sudicimenterie de Sangyong et de l'extension du complexe sidérurgique de Pohang. M. Nam souhaiterait maintenant que des investissements français solent faits dans l'industrie lourde et l'industrie chimique. Enfin, la République de Corée sonhaite conclure un accord de garantie dans l'industrie lourde et l'industrie chimique. Enfin, la République de Corée sonhaite conclure un accord de garantie dans l'industrie lourde et l'industrie chimique. Enfin, la République de Corée sonhaite conclure un accord de garantie dans l'industrie lourde et l'industrie chimique. Enfin, la République de Corée sonhaite conclure un accord de garantie dans l'industrie lourde et l'industrie chimique. Enfin, la République de Corée sonhaite conclure un accord de garantie dans l'industrie lourde et l'industrie chimique. Enfin, la République de Corée sonhaite conclure un accord de garantie dans l'industrie chimique et d'experiment d'experiment d'experiment d'experiment d'experiment d'experiment d'experiment de l'experiment d'experiment d'experiment d'experiment d'experiment d'experiment d'experiment d'experiment d'experiment d'experim avec diverses personnalités, dont MM. Fourcade, ministre de l'éco-nomie et des finances : Ceyrac, président du CNPF : Sudreau, ancien ministre : Duseigneur, pré-sident du comité France-Corée.

 A SEOUL, la seconde audience du procès de M. Kim Dae Jung, chef de l'opposition démocratique, et de dix-sept de ses amis a eu lien vendredi 14 mai Les avocats ont quitté la salle, le profesiont de la cour refusant de Les avocats ont quitté la salle, le président de la cour refusant de débattre des entraves aux droits des accusés de s'entretenir avec leurs défenseurs. Une quarantaine de personnes ont manifesté dans la rue, affirmant que le procès était « truqué». La prochaine audience est prévue pour le 29 mai. — (A.F.P.)

Chine

du déclenchement de la révolution culturelle

Pékin (A.F.P.). — La presse chinoise a marqué le dixième anniversaire du déclenchement de la
révolution culturelle en publiant,
dimanche 16 mai, en première
page, sous un titre à l'encre rouge,
un éditorial conjoint du Quotidien
du peuple, du Drapeau rouge et
du Journal de l'armée de libération. Les noms des motidiens du peuple, du Drapeau rouge et dinaftre dans les tout prochains uts le calendrier qu'il propose du l'application de l'accord. Il mble que les Pakistanais aient firmé leur volomté d'allier vite. On précise, d'autre part, dans capitale indienne qu'à la fin se pourparient, M. Agha Sahi, n'égoclateur pakistanais a souté la question du Cachemire. In homologue indien a alors jecté que l'ordre du jour fixè re Mme Gandhi et M. Bhuttons leur correspondance prélimaire ne prévoyait pas cette scussion. La délégation indienne eu, cependant, l'impression que sali n'avait agi que « pour la rouge all'inde consire aujourd'hni qu'il n'y a pas u de revenir sur le statu quo ns la province disputée du JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

du peuple, du Drapeau rouge et dibération. Les noms des quotidiens, qu'il s'agisse du journal Clarté ou du Quotidien du peuple, ont aussi été imprimés en rouge, ainsi qu'une citation de M. Mao Tsetoung, qui déclare : « La grande révolution culturelle prolétarienne en cours est tout à fait indispensable et on ne peut plus opportune pour consolider la dictature du prolétariat, précent la dictature du prolétariat, précent la restautration du capitalisme et édifier le socialisme. » L'éditorial, long de quatre mille cinq cents caractères, est intitulé : « La grande révolution culturelle resplendira à jumité du parti, de la revue de doctrine du parti et du journal de l'armée — aucun texte portant cette triple signature n'avait été publié depuis plusieurs mois — traduit un

On précise, d'autre part, dans la capitale indienne qu'à la fin des pourpariers, M. Agha Sahi, le négociateur pakistanais a soulevé la question du Cachemire. Son homologue indien a alors objecté que l'ordre du jour fixé par Mme Gandhi et M. Bhutto dans leur correspondance préliminaire ne prévoyait pas cette discussion. La délégation indienne a eu, cependant, l'impression que M. Sahi n'avait agi que « pour la jorme». On peut déduire de ces commentaires que l'Inde considère aujourd'hui qu'il n'y a pas lieu de revenir sur le statu quo dans la province disputée du Nord.

Thailande

Dans le sud du pays

UN CAMP D'ENTRAINEMENT MILITAIRE RASÉ PAR LES INSURGÉS

consensus d'opinion au sujet de la campagne actuelle contre M. Teng Hsiao-ping et reflète en particu-lier pour la première fois l'appro-bation formelle par les hautes instances militaires de la récente destitution du vice-premier mi-nistre.

L'éditorial est centré sur la pu-hication en 1966 par M. Mao Tse-toung de la « circulaire du 16 mai » dans laquelle le président du parti dénonçait un programme politique « révisionniste » connu sous le nom de « thèses de fépriet >.

Cette circulaire, dont l'existence ne fut révêtée publiquement qu'un an plus tard, constituait un appel à la destitution de certains hauts dirigeants — non encore désignés à l'époque — « engagés sur la voie capitaliste et jaujilés dans le parti et le gouvernement ».

Le président de la République, Liu Shao-chi, était le pius impor-tant d'entre eux, et M. Teng Hsiao-ping, qui était alors secré-taire général du parti, devait aussi être destitué une première fois.

L'éditorial, qui n'apporte pas d'éléments nouveaux significatifs à la campagne « anti-droitiste » en cours, dresse néanmoins un parallèle en tre le programme « déviationniste », que voulait faire appliquer jusqu'au début de cette année M. Teng-Hsiao-ping, et les « thèses de février » de 1966.

chèses de févriers de 1966.

Différence essentielle entre les deux époques : en 1966, la « tête » de la tendance politique « erronée», Liu Shao-chi, n'était pas encore tombée — ni même désignée, — tandis que, en mai 1976, M. Teng Hsiao-ping, chef de file du nouveau courant « déviation-niste », a déjà été destitué de toutes ses fonctions.

L'éditorialiste pe laigre pas pré-

Bangkok (U.P.I., Reuter). — Une contraine de guérilleros communistes se sont emparés, dimanche 16 mai avant l'aube, d'un camp de volontaires de la défanse civile situé dans a province de Nakhon-Si-Thammarat, dans le sud du pays, vient d'annoncer la police.

Au cours de l'attaque, qui a duré quatre-vingt-dix minutes, et au cours de l'attaque, qui a duré quatre-vingt-dix minutes, et au cours de laquelle les insurgés ont utilisé des fusils M-16 et des lancegrenades M-79, quinze personnes au moins ont été inées, dont neuf volontaires, deux femmes et quatre disparus. Les femmes et les enfants; treixe blessés ont été hospitalisés, et on compte en durir dusparus. Les femmes et les enfants tigurant au nombre des victimes sont des membres des victimes au police précise que les assaillants ont brâté les corps des victimes et rasé les installations du camp. Ils ont, avant de les libérer, fait un cours à leurs prisonniers sur victimes sont des membres des victimes et rasé les installations du camp. Ils ont, avant de les libérer, fait un cours à leurs prisonniers sur victimes sont des membres des victimes et rasé les installations du camp. Ils ont, avant de les libérer, fait un cours à leurs prisonniers sur victimes sont des membres des victimes et rasé les installations du camp. Ils ont, avant de les libérer, fait un cours à leurs prisonniers sur victimes sont des membres des victimes et rasé les installations du camp. Ils ont, avant de les libérer, fait un cours à leurs prisonniers sur victimes sont des membres des victim L'éditorialiste ne laisse pas présager de nouvelles destitutions « au sommet » — il déclare que les complices de M. Teng Hsiaoping ont pu être « rapidement acculés à la déjaite ». — mais il es complices de M. Teng Hsiao-les complices de M. Teng Hsiao-ping ont pu être « rapidement acculés à la déjatie ». — mais il lance une mise en garde contre les manœuvres des « ennemis de classe ».

PROCHE-ORIENT

En Cisjordanie

Les journaux célèbrent le dixième anniversaire | Une jeune fille de 17 uns fuée à Naplouse par les soldats israéliens

De notre correspondant

tations bien moins importantes que prévu.

que prévu.

En Israël même, certains milieux arabes de Galilée voulaient commémorer la mort des six Arabes tués lors des manifestations du 30 mars. L'ordre n'a cependant pas été troublé, pas plus dans la région de Gaza que dans le sud de la Cisjordanie (la Judée). En revanche, en Samarie, la tension a été très grande dans de nombreuses villes où des écoliers ont une fois de plus lancé des plerres sur des policiers avant de brûler des pneus.

Une manifestation de jeunes,

Une manifestation de jeunes, Une manifestation de jeunes, dimanche matin à Naplouse, a pris un tour tragique. Une jeune fille de dix-sept ans, Mile Lina Naboulsi, fille d'un riche commercant musulman de la ville, a été tuée alors que des soldats poursuivaient un groupe de jeunes gens dans l'escalier d'un immeuble où lis s'étaient réfugiés. La balle est partie accidentellement, affirme le communiqué officiel; une enouête est ouverte afin une enquête est ouverte afin d'établir les circonstances du dé-cès de la jeune fille.

Dès que fut connue la nouvelle. l'émotion a été très grande dans toute la Samarie et l'enterrement dans l'après-midi de dimanche a donné lieu à une imposante manifestation groupant quelques milliers de personnes. Au-dessus

❸ Un diplomate tchécoslovaque, M. Rudolf Konvalinka, chef de la section financière de l'ambassade

Jérusalem. — La journée du de la foule qui scandait des slo-15 mai marquant, seion le calen-drier grégorien, l'anniversaire de la création en 1948 de l'Etat d'Is-raël a donné lieu à des manifes-tations hien moins importantes de grave générale neur jours Napiouse a ordonné deux jours de grève générale pour marquer le deuil de la ville où règne, ce lundi, une extrême tension.

M. Oury Avnery, journaliste, membre du comité pour la paix Israël-Palestine, a réclame la constitution d'une commission d'enquête officielle asin que toute la lumière soit faite sur les cir-constances dans lesquelles un certain nombre de personnes ont été tuées au cours de manifestations anti-israéliennes. — A. Sc.

AFRIQUE

Nigéria

SEPT PERSONNES IMPLIQUÉES DANS LE COMPLOT DE FÉVRIER OHT ÉTÉ EXÉCUTÉES

Le colonel Dimka, l'officier qui avait organisé le 13 février le complot qui avait coûté in vie an chef de l'Etat nigérian, le général Murtaia Muhammed, a été exécuté le 15 mai en compagnie de six complices. Déjà, le 11 mars, trente personnes avaient été exécutées en public pour leur rôle dans l'affaire (e le Monde n du 13 mars). Le colonel Dimka, qui avait pris la fuite après l'échec du coup de force, n'avait été arrêté que le 5 mars.

Le chef de l'Etat, le général Olesegun Obasanio, qui a annoncé samedi à la radio les exécutions, a ajouté que le général Yakubu Go-won, ancien chef de l'Etat, avait été wou, antien ener de l'Etat, avait été exclu de l'armée et qu'il serait désormals recherché s pour répondre des accusations portées contre lui a Le général, qui séjourne à Londres, serait impliqué dans la tentative de coup d'Etat. Le capitaine Danda Usman et le sergent Clément Yildar ont, eux aussi, été rayés des rangs de l'armée et sont recherchés par la justice. « Tout pays qui accorderait son hospitalité à ces hommes n, a ajouté le général Obasanjo, commettrait un acte inamical à l'égard du gouvernement et du peuple du Nigé-ria. » Il a aussi précisé que le gou-vernement britannique lui avait déjà fait connaître son refus d'accèder à sa demande d'extradition du général Gowon. — (A.F.P., Reuter.)

Afrique du Sud

LA MORT D'UN NOIR DANS LES LOCAUX DE LA POLICE SUSCITE UNE VIVE POLÉMIQUE

(Correspondance.)

Le Cap. — Les photos du corps d'un Africain. M. Joseph Mdluli, qui avaient été produi-tes, devant la Chambre des communes britannique la se-maine dernière, comme celles d'une victime de la police, sont au centre d'une vive polémique en Afrique du Sud. Afrique du Sud.

M. Mdluli est, en effet, mort au lendemain de son arresta-tion à Durban, le 13 mars. Les soupcons sur les circonstances de sa mort sont nés lorsque la police refusa de rendre le corps à sa famille et s'opposa à ce qu'un médecin étranger aux ser-vices officiels assistât à l'autop-sie.

Il a èté révélé depuis lors qu'un employé des pompes funèbres avait pris des photos du corps de M. Mdiuli avant l'inhumation.

M. Mdluli avant l'inhumation.

La police a démenti vigoureusement que les mutilations visibles sur le corps soient dues à des tortures. Un porte-perole du ministère de la justice les a attribuées à l'autopsie et le ministère de la police, M. Jan Kruger, a tenu à préciser : « Le point important, c'est que la photo a été prise après l'autopsie. Il s'agit en fait d'une nouvelle campagne de calo m n'i es contre l'Afrique du Sud. »

Toutefols, l'auteur des photographies assure y voir des traces de sévices. « Je vois plus de cent cinquante cadavres par mois, a-t-il dit, et je sais reconnaître une grave contusion quand fen vois une. »

© L'Union générale des cadres, ingénieurs et technicieurs C.G.T. de la Loire, réunie en congrès départemental, samedi 15 mai, à Roaune, a demandé, dans une motion, au consulat algérien d'intervenir afin que MM. Felloie et Chauchard, les deux ingénieurs français condamnés par la Cour de sûreté de l'Etat algérienne, bénéficient d'une remise de peine. Elle demande au gouvernement français d'engager une action di plo matique en ce sens— (Corresp.)



Solex 3800. Malgré 25 ans de succès, il est resté très simple.

Tout simplement parce qu'il y a 25 ans qu'il est au point.

Quand un deux-roues est solide, robuste, et confortable, que pourrait-on lui ajouter de plus? Un moteur?

Cela fait 25 ans qu'il en a un. Un moteur silencieux, qui tourne rond, sans jamais tomber

en panne. Naturellement en 25 ans, on l'a un peu perfectionné. Sur des points de détail.

Mais le fond est resté le même. Simple Chacun sait que les choses les plus simples sont toujours les meilleures.

SOLEX 3800. C'EST UN VELO AVEC UN MOTEUR.

Distribué par Motobécane-Motoconfort.



A THE RES

palique palestinien : de 1

signific confict annexista for

o mis l'occess

and the Sales of the Sales 化光谱 经营业的现在

· / 12 cm 16

ent judan d Anton vitali

A CONTRACTOR OF STREET

الموقع المداعد الم

- L 24 4-24 ক ক্রেছেটি লাং প্রাক্তি স্থিতির হয়েত হ ুইক

عومون الأواع المناسبين والراء in the second second a see seeme to 40 mm mm mm 一 一 一

1 2 F 14 1946 ्रवात है विकास है। इस सम्बद्धां के क्षेत्रक के स्वाप्त संदर्भ के सम्बद्धां के सम्बद्धां and the second section in the مر عبرشاتها بالاو مد حوث Discus 2000年2016年2016年2月 - 1982年2月 - 1982年21月 - 1982年21月 - 1982年21月 - 1982年21月 - 1982年21月 - 1982年21月 - 19 george in the probability in the TATIANT OF THE STATE OF THE STA

- to provide the state of Contract to the second rmializazan ili appor mariation of profession Committee and the second ्राप्त सम्बद्धाः स्टब्स्स स्टब्स्स्य स्टब्स्स्य स्टब्स्स्य स्टब्स्स्य स्टब्स्स्य स्टब्स्स्य स्टब्स्स्य स्टब्स् स्टब्स्स्य स्टब्स्स्य स्टब्स्स स्टब्स्स स्टब्स्स स्टब्स्स स्टब्स्स स्टब्स्स स्टब्स्स स्टब्स्स स्टब्स्स स्टब्स् ينو چەغداكىدىد دې زار COMPANY SATE · Factor garth, Mr. 3 A DE CONTRACTO LES CARROS

्ते हार्यक्षे प्रश्चिक्ष<mark>्यं प्रकृतिहरू</mark> भागास्थाने कुळाडून क्षण्यं स्ट्री

इन्हर कर्नेड **इ**ड लक्ष्में

ମଧ୍ୟ ପ୍ରଥମ (୧୯୯୭) ହିଲ୍ଲ ହିଲ୍ଲ ୧୯୧୯ କଥାଲେ ଅଞ୍ଚଳର ଓ ଅଞ୍ଚଳ THE THE GALL Control free and a serving শ্ৰু সেগৰা হয়কার **ভাগের** Comment of the state of the sta TOTAL PROPERTY OF THE PARTY OF

A istanbul les problèmes chypriote et palest

Moniné les débats de la conférence The second of th Participant Services

The first time of the second o

- भारतीय कारतीय कार अस्तिक कारतीय कारती in the second s

CHE-ORIENT

En Cisiordanie

de 17 ans tuée à Rob anties seldats isruéliens

notre correspondant

principle da

de la foule qui scandait e gans anti-israéliens, de de drapeaux palestiners de été déployés. La muneux Napiouse a ordonné deu de grève générale pour le deuil de la ville qui lundi, une extrême tente M. Oury Avnery, imperative du

M. Oury Avner, por membre du Comité por a l'acconstitution d'une constitution d'une constances of any lesquelle a lumière soit faite are constances dans lesquelle rain nombre de persones a tuées au cours de manier anti-israéliennes. — A à constances d'une constances au cours de manier anti-israéliennes.

Nigéria

SEPT PERSONNES IMPLE DANS LE COMPLOT DE RE ONT ETE EXECUTE

Le colonel Dimin, l'offe avait organise le 13 ferile les qui avait endid la 16 m Finat nigérian. le granda Mahammed. a cie escata en compagnie de su conse le II man, treste pence. the executives on about 18 mars). Le colore to 25 mars). Le colore to 25 mars). comp de force, n'aran e. nue le 5 mars. Le chef de l'Etat frien

regun Obasini.

samedi à la radio de aponte que le gener. La radio de l'imperiore excis de l'arme de d' disermals recherche per Le général, qui e com p comp d'Eran. Le manie ! ent, eux auss. et. ne an de l'armée et sont framm. fusiliate at Tout per large sen keppitalit and misajonté le géneral deux se trafactus acte inames, care posternement et un porti-ria, o il a auss. press del perarment britannique aus

Afrique du 🗽

this committee on this lear

Gower, - (A.F.F. Ship)

religió de serio compagnos do serio

and the property of the state of

LA MORT JIN 離 DANS LES LOCAUX DE LAN SUSCITE UNE VIVE PUBL

(Committee) traine de au centre d'une vier Afrique du Bar M. Melin et et ele

M. Md.

as lender

tion à Dura

soupcon

se mon

poince refus

à 33 fam

guinn mode TION Cities a Mile of a

Il a èté W Milwi La police

sement que

bles sur

des porters

municiere

braées de la S terru a pr DOM: CT THE LETTER ac c. Transfer grant has a second control of the s

engenicus de la Loui département Residue direction. Carl tare ration as control of terrenia Chanenan. français co de sait Property and the same of the s

PROCHE-ORIENT

Le « colloque palestinien » de Bruxelles a mis l'accent sur la lutte contre l'annexion rampante>

De notre envoyé spécial

15 mai, un « colloque palesti-nien», les organisateurs, parmi lesquels des députés belges mem-bres de l'association parlementaire euro-arabe et des représentants de l'O.L.P. et de la Ligue arabe, ont d'abord voulu, semble-t-il, mesurer les progrès de la cause palestinienne dans l'opinion publique d'un pays considèré jusqu'ici comme plutôt favorable à Israël. La capitale belge avait abrité un mois et demi auparavant un grand congrès sioniste.

A cet égard, le colloque pales-tinien a été un succès. Des pro-fesseurs, des hommes d'affaires, des industriels, des étudiants de plusieurs pays, ont assisté nom-breux à la séance inaugurale dans une salle de la tour du Midi, et ont participé aux débats tenus à l'université libre de Bruxelles.

La rencontre a connu deux temps forts. Vendredi, des Arabes palestiniens originaires de Cis-jordanie et des Arabes israéliens jordanie et des Arabes israéliens ont témoigné de la situation dans les territoires occupés et évoqué le sort des citoyens arabes de l'Etat juif. Le docteur Ahmed Hamzeh, qui figurait en tête de la liste victorieuse des élections municipales à Hébron, a raconté comment il avait été expulsé le 27 mars dernier et transporté en hélicoptère au-delà de la frontière israélo-libanaise, dans la tière israélo-libanaise, dans la tière Israélo-libanaise, dans la région de l'Arkoub, où il était arrivé un quart d'heure avant que le tribunal ne se réunisse pour juger de la légalité de l'opération. « C'est pourquoi, conclutil, aujourd'hui je suis tei alors que devrais être, selon les règles de la démocratie, maire de Hébran l'a

Le refus de l'O.L.P. et de l'État israélien de se recomaître

Selon le docteur Hamzeh, les élections municipales en Cisjor-danie ont été l'occasion d'un véritable sursaut contre l'occupa-tion israélienne, l'a annexion rumpante » et les installations de colonies dans les territoires occupés. Elles ont constitué un véri-table plébiscite en faveur de l'O.L.P. Ces conclusions ont été celles d'un grand nombre d'ora-

La discussion politique — second moment important de la réunion — ne s'est engagée véritablement que samedi. Elle a été ouverte par une intervention de M. Mohamed Sid Ahmed, rédaction d'ell Ahmen le quotidien. teur d'Al Anrum, le quotoien officieux du Caire, qui a présenté des propositions précises en vue de surmonter le refus mutuel de l'OLP, et de l'Etat israélien de l'OLP, et de l'Etat israélien de se reconnaître. L'orateur a cité l'exemple des deux Allemagnes et celui de la conférence sur le Vietnam en 1054. Il a suggéré que les deux parties ne se reconnaissent que de jacto et organisent, en attendant mieux, la coexistence entre un Etat juif, qui aurait consenti à évacuer les territoires occupés, et un Etat palestinien créé dans ces mêmes palestinien créé dans ces mêmes territoires, selon la décision prise par le conseil national de l'OLP.

Bruxelles. — En réunissant à l'OLP à Paris, ont insisté sur-Bruxelles, vendredi 14 et samedi tout, quant à eux, sur l'imporl'OL P à Paris, ont insisté sur-tout, quant à eux, sur l'impor-tance de l'idée d'un Etat démo-cratique et la révolution palesti-nienne. Ils ont affirmé que tout Etat créé dans une partie seu-lement de la Palestine ne pourrait constituer qu'une étape dans cette direction.

Au cours d'une conférence de presse tenue à l'issue du colloque, M. Farouk Kaddoumi, interrogé M. Farouk Kaddoumi, interrogé à propos des événements du Liban, a affirmé que l'OLP, et la gauche libanaise étaient prêtes à coopérer avec le nouveau président de la République et qu' « il y avait un accord en sept points ». Le chef palestinien a affirmé également qu'en déplt des divergences entre l'OLP, et la Syrie « il y aurait toujours entre l'une et l'autre une alliance stratégique ». M. Kaddoumi a démenti la que ». M. Kaddoumi a démenti la nouvelle selon laquelle M. Arsfat aurait lui-même donné l'ordre à l'armée de libération de la Palestine de se retirer du Liban. Seul le commandement des forces palestiniennes est habilité à donner de tels ordres, a-t-il déclaré.

ROLAND DELCOUR.

M. PIERRE MENDÈS FRANCE Israël doit faire un geste à l'égard des Palestiniens.

M. Pierre Mendès France lance.

M. Plerre Mendès France lance, dans le numéro daté du lundi 17 mai du Nouvel Observateur, un appel à Israël pour qu'il prenne une initiative en vue de débloquer la situation au Proche-Orient et tenter de régler le problème palestinien. Il déclare notamment : « Israël doit créer une situation nouvelle, jaire nour une situation nouvelle, faire pour cela un geste significatif, faire sauter le verrou qui bloque tout. Vous savez ce que devrait être ce geste: dire aux Palestimiens qu'on n'entend pas faire obstacle à leur liberté et à leur droit.» L'ancien président du conseil, qui vient d'effectuer un séjour de deux semaines à Jérusalem, estime que la situation se dégrade au Proche-Orient et note les réactions nouvelles des Israéliens arabes, ce qui dit-il, « est peut-être une des choses les plus graves qui soient survenues en Israél depuis 1948 ». En outre, ciente til descripte des les plus graves qui soient survenues en Israél depuis 1948 ». En outre, ciente til descripte de puis Misajoute-t-il, « lorsque la crise liba-naise sera enfin réglée, lorsqué les élections américaines seront les élections americaines seront passées, alors ce sera une échéance redoutable (pour Israel). C'est pourquoi je préfère de toutes mes forces qu'Israel prenne les devants. Pour éniter un nouveau Munich Une offre d'Israel vaut mieux, en tout cas, qu'une solution forcés, même si elle presque semblable ». D'autre part, M. Mendès France a sévèrement critiqué la politique française au Proche-Orient. Il a

française au Proche-Orient. Il a affirmé notamment que Paris ne semblait pas avoir « rééquilibré » son attitude à l'égard de Jérusalem. « Je ne vois pas d'amélioration, bien au contratre », a-t-il dit, ajoutant : « Je suis sévère envers ceux qui, de l'extérieur, jettent de l'huile sur le jeu, au lieu de chercher des occasions de conciliation et de compromis. Le gouvernement vrend parti d'une au Caire, au cours de l'été de 1974. Ces propositions ont été vigoureusement soutenues par M. Claude Bourdet.

MM. Nabil Shaath, du centre de planification de l'O.L.P., et Ezzedine Kalak, représentant de conciliation et de compromis. Le gouvernement prend parti d'une manière aussi agressive que mesquine. Le président jrançais ne veut pas recevoir à déjeuner le président israélien... Quelle est l'explication de musleries de ce genre? »

A istanbul

Les problèmes chypriote et palestinien ont dominé les débats de la conférence islamique

communique qui préconise « l'abo-lition des privilèges de certains Etats au sein des Nations unies s grâce à la révision de la charte de cette Organisation. Les parti-cipants entendaient ainsi remettre en cause l'institution des membres permanents au Conseil de sécurité et leur droit de veto.

Les débats, qui ont duré quatre jours, ont surtout porté sur les questions méditerranéennes. Le gouvernement turc a obtenu des quarante-deux pays musulmans qu'ils appuient les efforts de la communauté turque de Chypre pour se faire entendre dans les institutions internationales sur un pled d'égalité avec les représentants chypriotes grees. Il a été admis que cette communauté aura un titre d'«invité permanent » dans les assises musul-

Dès l'ouverture de la session, le gouvernement turc avait fait une importante concession aux pays arabes en autorisant l'ouverture d'un bureau de l'O.L.P. à Ankara. Les autorités iraniennes ont pris samedi 15 mai une décision similaire. Les Palesti-niens peuvent aussi de féliciter d'avoir obtenu le soutien de tous les pays musulmans à la lutte menée à l'intérieur des terri-

Istanbul (AFP.). — La septième session de la conférence islamique des ministres des affaires étrangères s'est terminée samedi 15 mai par l'adoption d'un communiqué on préconise s'abotoires occupés et en islaci membre. Les délégués, en effet, n'ont pas hésité à parler dans la résolution adoptée à ce sujet « des territoires occupés en 1948 » et non plus seulement de ceux conquis en 1967. Le texte ne demande pas cerendant explicitment. L'expas cependant explicitement l'ex-clusion d'Israël de l'ONU, alors que cette sanction était très clairement exigée lors de la précé-dente réunion à Djeddah, en 1975 Cette modération résulte notamment de la position égyptienne et des interventions du Gabon et du Sénégal. L'unanimité s'est faite sur la

condamnation du racisme et du colonialisme. A ce titre, la France a été mise sur la sellette, les délégués demandant qu'elle re-tire ses troupes de Mayotte, considérée comme partie intégrante des Comores, et qu'elle accorde une indépendance sans restrictions au Territoire des Afars et des Issas. La prochaine session de la conférence islamique se tiendra en Libye en 1977.

● Une réunion de solidarité avec les prisonniers politiques iraniens aura lieu le mardi 18 mai, à 20 h. 30, au Poyer international d'accueil de Paris (30, rue Cabanis, Paris-14°), à l'appel de plusieurs organisations, dont le P.C.I., le P.S., le Front progressiste, Témoignage chré-tien, la C.G.T., la C.F.D.T., l'UNEF et l'UNCAL

Liban

DE NOMBREUSES VICTIMES

(Suite de la première page.) Le conseil municipal demande l'envoi d'une commission d'en-quête dans les territoires occupés et proteste très vivement contre le comportement des forces israéliennes, qui, selon lui, « constitue une violation des conventions de La Haye et de Genève ».

AU LIBAN, l'accalmie a été

AU LIBAN, l'accalmie a été brusquement rompue dimanche après-midi à Beyrouth à la suite d'un bombardement massif des quartiers ouest de la capitale par les forces de droite. Les progressistes ont riposté à l'artillerie lourde, pilonnant Beyrouth-Est et faisant de nombreuses victimes. Dans la soirée, les combais reprenaient tout le long de la ligne de front à Beyrouth-dans la banlieue et en montagne, notamment dans la région du centre de sports d'hiver de Faraya, au nord-est de la capitale. De part et d'autre, des chars, des canons de campagne, des roquettes, et des armes automatiques de fous calibres sont utilisés. Dans les quartiers musulmans, trois obus sont tombés sur un cinéma bondé de spectateurs, faisant une cinquantaine de morts et deux cents blessés. La veille, sept obus avaient atteint l'ambassade de France à Beyrouth. Ces tirs n'ont pas fait de victimes parmi le personnel de l'ambassade, mais un obus de nationalité libanise dans le bâti-120 mm a tué deux personnes de nationalité libanaise dans le bâtiment de l'ambassade de Suisse, situé à proximité. De source phalangiste, on an-

nonçait dimanche soir que les pilonnages du secteur chrétien

avaient fait cent soixante-quinze

blessés et d'importants dégâts.
Alors que les combats repre-naient, la présidence de la Répu-blique Ilbanaise diffusait un communiqué critiquant les déclara-tions de l'imam Moussa Sadr chef spirituel de la communauté musulmane chilte. Ce dernier, qui était rentré samedi soir de Damas, était rentré samedi soir de Damas, avait déclaré que les Syriens étaient prêts à mettre leurs forces armées à la disposition des dirigeants libanais « après la démission du président Frangé, et si la président étu, M. Elias Sarkis, prenait l'initiative de les réclamers. La présidence de la République a réaffirmé à cette occasion que « la démission du président Frangé est une affaire purement libanaise. Elle ne dépend que des seuls Libanais, et non d'une volonté émanant de l'extérieur des frontières du pays ou de pressions

frontières du pays ou de pressions à caractère confessionnel s.

Pour des « observateurs », cités par l'A.F.P., la reprise des combats et le communique de la présidence de la République confirment le refus du président Frangié de présenter sa démission dans les circonstances actuelles, ainsi qu'un net refroidissement entre les net refroidissement entre les conservateurs chrétiens et Damas, où, rappelle-t-on, M. Yasser Ara-fat, chef du comité exécutif de l'OLP, se trouve depuis dimanche après-midi. Le séjour du chef de l'OLP, à Damas ainsi que les déclarations de l'imam Sadr sur les réserves de la Striic fote sur les réserves de la Striic fote les réserves de la Syrie face aux derniers développements auraient pu — selon cette interprétation — inciter les chrétiens conservateurs à reprendre les combats sur une

LA MORT D'ÉDOUARD SAAB

Un journaliste passionnément attaché à son métier et à son pays

Edouard Saab est tombé victime de son dévoir. Il revenait d'Achrafieh, où il se rendait de temps à eutre pour s'informer de la situation dans le « ghetto » chrétien de Beyrouth, quand il a été pris dans le teu croisé des combattants. Il se dirigeait vers son bureau à l'Orient-le Jour, dont il était le rédacteur en chel, pour rédiger le « papier » qu'il destinait eu Monde.

Double symbole; la balle qui l'a atteint à la tête l'a tué sur la ligne de démarcation qui sépare les deux camps. Chrétien maronite Edouard Seah était solidaire de sa communauté. Né et élevé en Syrie, vivant dans Islamo-progressistes, spécialiste du monde arabe, il avait une compréhension intime des trustrations et des aspirations de ses compatriotes musulmans. Ecartelé, il tentait de rendre justice aux deux camps, ce qui lui valalt les récriminations, les pressions, parfols même les menaces de l'un et de l'autre. Tous, cependant, continualent à lul témoigner leur estime. Son sens de l'humour, sa bonne humeur inaltérable, son optimisme débordant, le mettaient à l'abri de la haine.

Une grande notoriété

Chacun devinait la passion

que nourrissait Edouard Saab pour son métier. D'une curiosité insatiable. Il se déplacait à Beyrouth, souvent sous une pluie d'obus et de bailes, pour aller vérifier le bien-fondé d'une information qu'on lui avait communiquée. Depuis le début de la guerre civile, il y a treize mois, il travalilait sans désemparer, se refusant un jour de repos. Ayant mis sa famille à l'abri, d'abord dans se maison de campagne, à Broumana, ensuite à Paris -- depuis la mi-avril, --il s'était installé dans un hôtel proche de son bureau ainsi que d'une ligne téléphonique qui pouvait le relier directement à la rédaction parisienne du Monde. Jour après jour, pariois d'heure en heure, il informatt notre journal des péripéties d'une guerre civile qui ensanglantalt sa patrio et endeuillail nombre de ses proches.

Maigré ses multiples occupations, ses lourdes responsabilités à l'Orient-le Jour, où on lui confleit souvent la tâche ingrate et délicate entre toutes de rédiger l'éditorial dans lequel il n'hésitait pas à s'engager avec tougue, Edouard Saab ne manquait pas de prêter son concours aux confrères en quête d'informa-

« LE QUOTIDIEN DE PARIS » : curiosité, sensibilité et amitié

«L'humour inimitable d'Edouard Saab, sa chaleur méri-dionale si communicative, ses passions contagleuses, pas iou-jours faciles à concilier d'ailleurs, et pour son métier et pour son pays, sa curiosité jamais satts-faite, sa logique si personnelle qui se remettait sans cesse en cause

sont les envoyés spéciaux de la presse internationale qui garderont le lui le souvenir reconnaissant d'un homme accueillant et chaleureux, dont le bureau, et partois même la malson, demeuraient ouverts à tout journaliste de passage. Il est significatif à cet égard qu'Edouard Saab solt mort ayant à ses côtés Henry Tanner, l'envoyé spécial du New York Times, ami de longue date, qui l'accompagnalt, comme tant d'autres avant lul, dans certains de ses déciacements professionnels. Bevrouth, en effet, n'avait aucun secret pour Edouard Saab, dont tique étalent aussi étendues que

tions ou de contacts. Nombreux

De grande notoriété au Liban, Edouard Saab ne l'était pas moins dans le monde arabe, qu'il n'avait cessé de sillonner. Du Maroc à l'Irak, en passant par l'Egypte, le Koweit, l'Arabié Secudite ou le Yémen, il adressait, entre autres, à notre journal, ses enquêtes et ses reportages. Très attaché au pays qui l'a vu naître, il a consacré l'une de ses deux œuvres à la Syrie, ou la révolution dans la rancœur (Julliard, 1968). Sensibilisé par le drame palestinien, atten-tit à celui de ceux qui turent les victimes de l'holocauste nazi, il publia, en collaboration avec Jacques Derogy, les Deux Exodes (Denoel, 1968).

Il ignoralt alors qu'il serait, un jour, le témoin d'un troisième exode, celui de ses compatriotes. Pour sa part, il refusait obstinément de guitter le Liban, tout en souttrant d'être séparé de sa femme et de ses trois enfants, et maigré les offres aliéchantes de publications étrangères qui lui auralent permis de s'installer en Europe. Cette guerre civile absurde, nous disait-il à Bevrouth, il y a quelques jours, mals le Liban est le seul pays au monde où je me sens capable de vivre. .

ERIC ROULEAU.

[Edouard Saab est né le 17 novembre 1929 à Latakieh (Syrie). Après des études secondaires chez les jésuites, il a pusés sa licence en droit à l'université Saint-Joseph, à Beyrouth. Rédacteur de politique étrangère successivement à l'Action, au Soir (1954-1957) et à l'Orient (1951-1957), et à l'Orient (1951-1957), et, enfin, de l'Orient le Jour. Collaborateur régulier de plusieurs publications européennes, Edouard Saab assuratt la correspondance du Monde depuis avril 1958.]

treraient Edouard Saab. »

elle-même, sa sensibilité extrême son sens si vare de l'amitié, tout cela désormais manquera à ceux, et ils sont nombreux, qui avaient d'autant plus de plaisir ou, depuis quelques mois, d'autant moins de déplaisir à se rendre à Beyrouth qu'ils savaient qu'ils y rencon-

COLLECTION **COMBATS** DIRIGÉE PAR CLAUDE DURAND



Jean Ziegler **Une Suisse** au-dessus de tout soupçon

"Si vous voyez un banquier suisse sauter de c fenêtre, sautez derrière l'argent à gagner VOLTAIRES

GOLDMAN SOUVENERS OBSCURS DUN JUIF POLONAIS NE EN FRANCE

Pierre Goldman Souvenirs obscurs d'un juif polonais né en France

Ce que je ne pouvais supporter, c'était d'être prid pour un autre dans cett condamnation... Si j'ai écrit c'est pour assurer personnellement la lutte pour mon ... acquittement:

Miklós Haraszti BK P15658 ouvrier dans un pays de l'Est

Miklós Haraszti Salaire aux pièces Ouvrier dans un pays de l'Est

C'est d'expérience que l'auteur nous décrit, par delà les proclamations officielles, la réalité du travail d'usine dans les pays de l'Est, telle que la vivent les ouvriers eux mêmes. Traduit du hongrois car



Claude Lefort Un homme en trop

Par l'un des principaire enimateurs de 'Socialisme ou Barbariele premier commentaires 'sur l'ensemble des trois volumes de l'Archinel. du Goulag:



F.N. Bernardi, J. Dissier, A. Dugrand, A. Panzani Les dossiers noirs du racisme dans le Midi de la France

Chaque jour s'allonge la liste des agressions radistes, souvent sanglantes, à Marseille et dans sa région en voici l'inquiétanti dossier. 208 pages 29 Ft.

LES PAYSANS, TAYLOR

ROBERT LINHART Robert Linhart Lénine, les paysans, Taylor

"Les deux problèmes gu examine Linhart, afin. d'apprécier la politique boichévique, sont celui de la paysannerie et celui de l'organisation : de l'industrie". François Chatelet Le Nouvel Observateur 176 mags 27 F. .

AMÉRIQUES

LA VISITE DE M. GISCARD D'ESTAING AUX ÉTATS-UNIS

ont règle eux-mêmes leurs pro-blèmes politiques. » A propos du Proche-Orient, M. Giscard d'Estaing rend hom-mage aux efforts de M. Kissinger et à sa stratégie du « pas à pas » qui « n'était pas sans mérite ». Mais, poursuit-il, « l'ai toujours ett que cela ve conduirait ens à

dit que cela ne conduirait pas à la paix au Proche-Orient, car cette région a besoin d'un accord

cette région a besoin d'un accord général de paix et, par nature, cet accord ne peut être négocié bilatéralement. Il exige la participation de pays qui ne sont pas actuellement représentés dans les pourpariers bilatéraux et une participation des Etats européens. Les circonstances actuelles, en participation accumpages enfecientes participation des enfects actuelles, en participation des enfects européens.

particulier la campagne présiden-tielle américaine, ne sont pas favorables à une nouvelle initia-tive. Mais une telle initiative pourrait être prise au début de l'année prochaine. Selon moi, 1977

seulement pour renforcer une situation de cessez-le-jeu ou de

DANS UNE « LETTRE A L'AMÉRIQUE »

Acceptez une Europe qui prenne ses propres décisions

écrit le président de la République der la démission du premier ministre Vasco Gonçalves, au Portugal, « Dire aux Portugais qui devrait être leur premier ministre allait contre mes principes et, en outre, à l'encontre du but poursuivi, dit-il. Il est apparu que favais raison, car les Portugais ont réglé eux-mêmes leurs problèmes politiques. »

L'hebdomadaire américain Time publie ce lundi 17 mai une « Lettre à l'Amérique » de M. Giscard d'Estaing En vokci le résumé par le bureau de l'Agence France

le bureau de l'Agence France Presse de New-York. Le président de la République déclare attendre des Riats-Unis, une fois sortis des « incertitudes de cette élection », qu'ils « accep-tent franchement l'effort entre-pris pour organiser l'Europe en une entité politique, amie et allée (de l'Amérique) mais ayant les pouvoirs de prendre ses proles pouvoirs de prendre ses propres décisions ». M. Giscard d'Estaing attend aussi des États-Unis dans les prochaines années :

● Le maintien de l'engagement à la défense du monde occidental.

« La vigilance, dit-il, est une condition de paix et de progrès vers la détente. Cela suppose aussi, naturellement, un effort national de la part des pays

• Une contribution active au rétablissement d'un ordre monéone contribution active au rétablissement d'un ordre monétaire et financier international, sans lequel la capacité de l'Occident à poursuivre ses progrès et à assurer ses responsabilités mondiales serait compromise.

● Une participation accrue au dialogue avec le tiers-monde. «L'institution d'un ordre mondial

«L'institution d'un ordre mondial plus juste et plus stable, estimet-il est le seul moyen possible d'éviter les conjrontations à l'échelle planétaire. »
Exposant, à la demande de l'hebdomadaire, ses vues sur l'histoire de l'Amérique, son avenir, ses vertus et ses détauts, le président Giscard d'Estating ne voit pas dans le « malaise » que viennent de vivre les Etats-Unis les signes d'un déclin. « Je ne doute pas, affirme-t-il, que l'Amérique signes d'un decim. « Je ne doute pas, affirme-t-il, que l'Amérique se rétablira rupidement des crises du Vietnam et du Watergate. Nous y avons tous intérêt. »
Le président de la République française fait l'éloge de cette Amérique qui est « pouvoir, espace, démocratie » et qui et a pouvoir, espace, démocratie » et qui et a pouvoir, espace, démocratie » et qui et a cer vette.

démocratie » et qui à ses yeux, signifie « entreprise, initiative, mouvement et aussi organisation

et efficacité». « Sous beaucoup d'aspects, dit-il, vous êtes restés une nation de pionniers, et voire

une nation de pionniers, et voire société conserve un dynamisme exceptionnel. »
«Comme tous les autres pays, poursuit le président Giscard d'Estaing. l'Amérique a aussi les défauts de ses qualités. La puissance suscite le désir de commander : il est plus rapide et plus sûr d'imposer, plutôt que de tenter de convaincre, même ses plus proches partenaires. »
Be référant à « la tendance cyclique au retratt, à l'isolement », constaitée aux Elais-Unis, le président de la cette attitude conduit à des accès de protectionnisme, à un certain refus de se conformer aux contraintes internationales, à la

certain rejui de se conjoinner dui contraintes internationales, à la notion presque inconsciente que la loi voite par le Congrès prend le pas sur les traités et autres a c a o r d s internationaux. Elle conduit aussi à ignorer les autres et ce qui se passe alleurs, à émetire des jugements hâtifs sur des situations complexes qui ne radaptent pas aux normes amé-ricaines. Il en est résulté que la diplomatie américaine a souvent tâtionné pour trouver un chemin entre un isolationnisme inspiré par le caractère continental du pays et un missionnarisme né de la tentation de définir le bien et le mal pour le reste du monde.»

Un « plan Marshall » pour l'Afrique?

Le Washington Post a publié, de son côté, dimanche 16 mai, une interview de M. Criscard d'Estaing. Le président de la République indique qu'il compte proposer aux États-Unis de contribuer à une version moderne d'un « plan Marshall pour l'Afrique ». Il estime aussi que « les rugements portés ces dernières semaines sur la vie politique dans d'autres pays ont été contraires au vui poursuiol en Burope », et rappelle que suivi en Burope », et rappelle que la France avait refusé de se joindre à une « initiative collec-tive », l'été dernier, pour deman-

premier groupe et 63 % du second estiment que la France

second estiment que al France est « un des premiers pays de moyenne importante ». 14 % des Américains du premier groupe et 27 % du

sance économique de la

France est supérieure à celle de la Grande-Bretagne; 29 % des premiers et 62 % des seconds estiment que sa puissance économique est su-

périeure à celle du Canada.

36 % des premiers et 60 % des seconds estiment que la France possède une technologie nucléaire de pointe; 53 % des premiers et 86 % des seconds estiment qu'elle possède une technologie aéro-

Enfin. 35 % des Améri-cains en général et 50 % du

groupe des dirigeants considèrent la France comme une

nautique de pointe.

L'IMAGE DE LA FRANCE

Le gouvernement français a demandé à l'institut amé-ricain Harris de poser deux fois les mêmes questions d'une part à un groupe de personnes représentatif du d'autre part à un groupe représentatif des seuls mi-lieux dirige ants (hommes d'affaires, fournalistes et mi-lieu politico-administratif). L'image de la France que se tement meilleure que celle du

8 % des Américains du pre-mier groupe ont visité la France et 57 % du second. 34 % des Américains en général jugent que la France a joué un rôle important dans Findépendance des Et at s-Unis; 76 % des Américains du second groupe sont de cet

25 % des Américains du

Corée du Nord

LE MINISTRE NORD-CO-REEN DE LA DEFENSE, le général Choi Hyung, a donné sa démission et a été remplacé par le général Oh Jin Woo,

par le general On Ju Woo, chef de l'état-major général de l'armée, a annonce samedi 15 mai Radio-Pyongyang Le général a renonce à ses fonc-tions pour des raisons de santé, a précisé la radio. Il a

été nommé vice-président du conseil suprême de défense.

Inde

■ M. ASHOK MERTA, président.

du parti du Congrès (d'op-position), qui avait été arrêté en juin 1976 après la décla-ration d'état d'urgence, a été remis en liberté. C'est la troisème personnalité liberté

A TRAVERS LE MONDE

LES COMMUNICATIONS
FERROWATRIES entre Salisbury et Unitali (à la trontière
du Mostambique) ne seront
plus assurés que de jour. Cette
décision a lité prise après une
opération lagicée le 15 mai par
des combatitants nationalistes des combattants nationalistes à 80 km de la frontière du Mosambique dans une région

depuis novembre après M. J.P. Narayan et Charan Singh. — (Reuter.)

Maröc DES COMMANDOS DE sauter des pylones amenant l'électricité à Bou-Craa et ont s' gravement endommagé les resecutate à Bou-riss et dis-gravement endommagé le-tapis roulent qui relie le-gisement de phosphate à la mer. Le quotidien El Eco de Canarias, publié à Les Palmas, qui rapporte cette informa-tion, précise que le transport du minerai se fait désormais, par des convois de camiens escortés par l'armée maro-caine. — (A.F.P.)

Pakistan

• LE GOUVERNEMENT PA-KISTANAIS & conchu un

marché de 28 millions de dol-lars pour l'achat aux Etats-Unis de fusées antichars de type Tow, a annoncé samedi 15 mai un porte-parole de l'ambassade américaine à Isla-mahad. — (Reuter.)

Rhodésie

considérée jusqu'alors comme à l'abri de la guérilla. L'intensification des combats, qui ont fait neut morts les 13 et 14 mai, s'entraîns la suppression de todies 168 gramptions du ser-vice militaire. — (Reuter.)

DES PLUIES TORRENTIEI-LES se sont abstitues, samedi 15 mai, sur plusieurs régions de la Tunisie, causant de graves dégâts matériels et faisant plusieurs victimes. Des routes ont été comésa et la routes ont été coupées, et le déraillement d'un train a fait onse blessés parmi les pas-sagers. — (UPI.)

sagers. — (UPI.)

LES JEUNES OPPOSANTS
tunisiens, qui faissient, à
Alger, une grève de la faim
(le Monde du 15 mai), ont
cessé, samedi 15 mai, leur
action. Ils entendaient manifester ainsi leur solidarité avec
les grèves décienchées ces
dérnières semaines par des
étudiants et des ouvriers en
Tunisie. — (A.P.P.)

Deux commentaires de la presse américaine

Washington Post (libéral) : plus proche de Jonhson que de Kennedy.

a Giscard anait bâti un capital sur sa relative jeunesse et son apparence dynamique, pour se jaire l'image d'un John Kennedy jrançais, dans les premiers jours de son mandat, qui jurent marqués par un siyle aéré et pragmatique. (...) Mais, aujourd'hui, avec un taux d'inflation annuel qui reste 'dans les environs de 10 % et un chômage qui avoisine le chiffre politiquement dangereux d'un million. Giscard apparait par moments plus proche de Lyndon Johnson, au moment où ce dernier était le plus assiégé, que de John Kennedy. Dans les deux dernières semaines, cependant, Giscard a à nouveau donné l'impression d'avoir une stratégie solitimes cohérente. « Giscard apait bâti un capital l'impression d'avoir une stratégie politique cohérente. »

New York Times (indépendant): nous nous connaissons moins que nous le pensons.

« ... Tout d'un coup, nous semblons d'une manière amiable nous inspirer mutvellement un ennui mortel. Peut-être est-ce parce que nous pensons que nous nous connaissons trop bien. La familiarité n'engendre pas le mépris, mais souvent le manque d'intérêt.

Pannée prochaine. Seion moi, 1977 devrait être l'année d'un règlement général au Proche-Orient. » A propos du Liban, M. Giscard d'Estaing déclare: « Nous ne sommes pas candidais pour envoyer des troupes. Si cela paraît utile à la consolidation de la sécurité au Liban, nous sommes prêts à apporter notre contribution. Mais il jaut qu'il y ait une autorité libanaise pour le demander. Nous n'avons aucune intention d'intervenir en tant que puissance étrangère pour rétablir militairement on ne sait quelle situation au Liban. Nous n'apporterions notre contribution qu'à la demande d'un régime libanais et seulement pour rénjorcer une a En réalité, nous ne nous connaissons pas aussi bien que nous le pensons, et nous n'avons donc aucune justification à la suffisance et à Pennui, en particulier quand les choses vont bien, ce qui n'a pas toujours été le cos au cours de cette image. ele cas au cours de cette longue amitié parfol. hérissée de pi-quants. Bienvenue, Monsieur le président Giscard d'Estaing. » (C. SULZBERGER.)



(Dessin de PLANTII.)

AVANT M. GISCARD D'ESTAING

Trois chefs d'État français sont allés en visite officielle aux Etats-Unis

Trois chefs d'Etat français Tross chefs a Etat français seulement se sont rendus en visite Officielle aux Etats-Unis avant M. Giscard d'Estaing: le général de Gaulle (qui y est allé deux fois), Vincent Auriol et Georges Pompidou:

● DU 22 AU 28 AOUT 1945, le général de Gaulle, qui n'était alors que le président du gouvernement provisoire de la République française, mais qui faisait fonction de chef d'État, a été reçu par le président Truman.

President 174man.

DU 28 MARS AU
AVRIL 1951, le président
Auriol a rendu, à trente-deux
ans de distance, la visite
effectuée en France par le
président fulson. La France
souhaitait recevoir une aide
accrite pour son combat en
indochine. A New-York, le
président avait eu droit à la
parade traditionnelle en voiture découverte sous la pluie
des confettis.

DU 22 AU 29 AVRIL 1960, le général de Gaulle a rendu la visite faite l'année précédente

à Paris par le général Eisen-houer. Son séjour a été domine sur le plan politique par la préparation de la conference « au sommet » (qui n'eu tpas lieu) de mai 1960 uvec M. Khrouchtchev.

● DU 23 FEVRIER AU 3 MARS 1970, Georges Pompidou est venu consacrer la grands réconcliation scellés un an plus tot à l'Elysée entre le président Nixon et le géné-ral de Gaulle. Mais la chaleur exceptionnelle de l'accuell accorde au chef de l'Etat accorde au chef de l'Etat français par le président Nixon n'avait pu effacer entièrement le malaise suscité auprès d'une partie de l'opinion américaine par la politique française au Proche-Orient. Une importante manifestation pro-israélieune s'est même déroulée devant l'hôtel Palmer House de Chicago, lors du diner offert au président et Mme Pompidou. Le président et Mixon, pour manifester a désapprobation, est alors venu, contrairement à l'usage, saluer le président français à New-York, au cours d'un dernier diner.

Le chef d'état-major de l'armée d'El Salvador est arrêté pour trafic d'armes à New-York...

New-York (A.F.P., Reuter, UPI). Le chef d'état-major de l'armée de la République d'El Salvador, le colon el Manuel Alfonso Rodriguez, âgé de quarante-huit ans, a été arrêté le samedi 15 mai près de New-York par la police fédérale pour avoir cherché à revendre à des membres de la pègre américaine des armes achetées par des intérêts salvadoriens », aux Etats-Unis pour une valeur de 2.5 millions de dollars (11.5 miltions de francs). Cinq autres personnes, deux citoyens d'El Saivador et trois Américains, ont été arrétées en même temps que le colonel Rodriguez. Tous encourrent une peine de cinq ans de prison et une amende de 10 millions de dollars. La caution de l'officier salvadorien a été fixée à 3 millions de dollars.

Seion le procureur fédéral. M. Robert Fiske, le colonel Rodriguez avait signé et envoyé au département d'Etat un faux certificat pour l'exportation de dix mille mitraillettes destinées à la défense nationale de son pays. En réalité, ces armes devaient être livrées à des acheteurs américains, — on Ignore pour l'instant, leur identité — par des traflouants. L'acte d'accusation précise que les parties s'étaient déjà rencontrées à plusieurs reprises pour discuter du prix de la première livraison d'armes, qui auralt été suivie d'autres - si l'affaire réussissait ». Les informations ont été obtenues par des agents du bureau des alcools, tabacs et armes à feu qui étaient parvenus à se faire passer pour des membres de la pègre et avalent enregistré des discussions entre les

Le 15 mai. des agents du département du Trésor, se présentant comme des hommes du milleu, ont pris contact avec les trafiquants dans un hôtel des environs de New-York, prétendument pour leur verser un acompte. C'est alors au'ils ont arrêté les six trafiquants.

Le colonei Rodriguez, qui dirige l'armée salvadorienne depuis 1972, n'était pas en mission officielle aux Etats-Unia tora de son arrestation. Il ne sau-rait donc bénéficier d'une immunité diplomatique.

A Washington, un ports-parole de l'ambassade d'El Salvador a démenti catégoriquement que son gouvernement alt été mêlé de près ou de loin à cette affaire. Il a sjouté qu'une enquête serait ouverte.

... ET LE CHEF DE LA POLICE DU GUATEMALA POUR VOL A L'ÉTALAGE A LOS ANGRES

Los Angeles (U.P.I.). — La directeur général de la police du Guatemala a été arrêté. le 14 mai, à Los Angeles, alors qu'il venaît de voier douzaine de mouchoire à l'étalage d'un grand magasin. Il a été condamné à 10 dollars d'amende et un an de mise à l'épreuve. Le policier avait sur lui 972 dollars au moment du

Argentine

LES DÉPOURLLES DE JUAN ET EVA PERON VONT ÊTRE REMISES A LEURS FAMRILES

Buenos-Aires (A.F.P., A.P.). Les dépouilles mortelles de l'ancien président argentin Juan Peron et de sa seconde épouse, Eva Duarte, seront retirées de la crypte de la résidence présidentielle de Olivos, située à 20 kilomètres au nord de Buenos-Aires, postr être remises à leurs familles, a annoncé, le 15 mai, le quotidien Claria. Cette décision aurait été prise pour decision annu ete prise pour permettre à l'actuel chef de l'Etat, le général Jorge Videla, de s'ins-talier à Olivos. Clarin croit savoir que les restes d'Eva Peron seront rendus à ses sœurs, tandis que ceux de Juan Peron pourraient être remis à l'ancienne présidente. Mme Isabel Peron, la veuve de Juan Peron, qui est actuellement en résidence surveillée, dans l'at-tente d'un procès pour détourne-ment de fonds publics. D'autre part, la conférence des

évêques argentins a adressé le 17 mai une lettre au président Videla pour lui demander d'« éviter les extès » de la répression. En particulier, les évêques se déclarent hostiles aux « détentions indiscriminées, à l'ignorance où les familles sont laissées sur le sort des détenus, et le rejus de permettre une assistance religieuse aux prisonniers ».

Admettant qu'il ne serait pas normal d'exiger actuellement le respect de tous les droits politirespect de tous les droits politiques, — alors que les militaires ont mis fin à une situation qui « a plongé la nation dans le désustre financier, la crise économique et un climat de violence politique », — la conférence épiscopale met également en garde les nouveaux dirigeants contre la poursuite incontrôlée de l'actuelle politique anti-inflationniste du ministre, M. Martinez de Hox.

JE SERAI UN NÉGOCIATEUR DUR AVEC L'U.R.S.S. déclare M. Carter

Washington (A.F.P.). — S'il est éin président des États-Unis, M. Jimmy Carter s'efforcera de maintenir des relations amicales avec l'Union soviétique, mais se montrera à son égard « un négociateur beaucoup plus dur » que la présente adminisplus dur » que la présente adminis-tration républicaine, indique le candidat à l'investiture dém dans un interview publice par l'hebdomadaire « U.S. News and World Report 2.

coopération de l'Union soviétions pour établir une paix permanente, mettre fin aux menaces sur la Corée du Sud et régler la problème du Proche-Orient. En même temps, il estime que les Etats-Unis ont trop cédé dans chaque négociation avec Moscou, que ce soit la conférence d'Helsinki, celle de Vladivostock ou les accords sur la limitation des

L'ancien gouverneur de Georgie promet également de ne pas négliger « nos alliés naturels et nos amis, comme ce fut le cas ces dernières années n.

Au Proche-Orient, M. Carter thercherait à rendre « sans équi-voque » l'engagement des Etats-Unis, à défendre l'existence d'Israë, tout en facilitant l'ouverture du dialogue entre l'Etat hébren et les

A son avis, α les intérêts légitimes des Palestiniens doivent être re-connus », mais il ne reconnaîtrait pas l'O.L.P. ou toute autre organisasation palestinienne « avant d'être convaincu qu'elle reconnaît le droit d'Israèl à vivre en paix ».

Dans le domaine de la défense, le président Carter réduirait le budget du Pentagone de 5 à 7 mil-liards de dollars en allégeant la bureaucratie et en se débarrassant d'un certain nombre de généraux et d'amiraux, selon lui inutiles.

Chili

UN BRITANNIQUE RÉVÈLE QU'IL A ÉTÉ CHARGÉ DE SURVEILLER LES OPPOSANTS AU GÉNÉRAL PINOCHET EXHÉS EN ANGLETERRE

Londres (A.F.P.). — Des millions de téléspectateurs britanniques ont entendu, le dimanche 16 mai, dans la soirée un Anglais raconter comment il avait été chargé, par l'ambassade du Chili à Londres, de participer, deux années durant, à diverses actions contre les réfuglés chiliens hostiles an régime du général Pinochet. Cet agent, présenté sous le nom d'emprunt de John Cooper, a affirmé avoir été payé par l'ambassade du Chili pour s'infiltrer dans les milieux de réfugiés chiliens et pour rassembler des informations sur les personnalités britanniques hostiles au régime chilien actuel.

britanniques hostiles au régime chillen actuel.

John Cooper a notamment précisé qu'il avait eu pour mission de photographier à Londres les manifestants devant l'ambassade du Chili et d'agir en agent provocateur pour discréditer, en Grande-Bretagne, les opposants au régime du général Pinochet.

Il a également été chargé, a-t-il dit. d'intimider les syndleats écossais hostiles à la livraison à la marine chilienne de frégates heitenneurs

ecossais hostiles à la livraison à la marine chilienne de frégates britanniques.

M. Cooper a indiqué qu'il avait décidé de rompre avec l'ambassade du Chili lorsqu'on lui proposa un revolver et des faux passeports pour des missions plus brutales contre des Chiliens rétugiés en Grande-Bretagne.

Au cours de la même émission, l'ambassadeur du Chili à Londres, l'amiral Raare Olsen, est intervenu pour démentir toute ingérence de l'ambassade chilienne e dans la vie volitique britanzique ou dans les activités politia dans la vie volitique britantique ou dans les activités politiques des exilés chiliens ». « Aucan membre de mon ambassade « a été mêlé à des activités clandetines en Grande-Bretagne », a déclaré l'amiral Olsen; qui a toutefois reconnu que M. Cooper avait été appointé durant deux ans par l'ambassade du Chill.

A DES CAPITALES

SPIC ALLS FAC MATTE ALATH, COM

The second second THE SPECIALES EAC.MATH 医加格 计二次码 [∤]≊⇔⊶. 55•

MATH MYS

A granter a new man OS-MATH

TELEPHONE 522-94-10 ou 334dans un site merveilleur. Abordure de Mediterranée. la Care face a Monte-Carlo:

lub Résidenc

eces House devery res 8:218t en 16 CONTRACTOR OF THE PERSON OF TH

a la compler de l'armée d'El Salvador tratic d'armes à New-York...

bres de la pègre et avaient enne gistre des discussions entre le négociateurs.

La 15 mai. des agents département du Trésor, se presentant comme des hommes de milieu, ont pris contact avec les trafiquants dans un hôtel de environs de New-York, préss driveur bont left Asizes in acompte. C'est alors qu'ils ou arrêté les six trafiquants.

Le colonel Rodriguez, dirige l'armée selvadorienne de puis 1972, n'était pas en mission officielle aux Etats-Unis lon de son arrestation. Il no sau rait donc beneficier d'une inm nité diplomatique.

A Washington, un porte-parde de l'ambassade d'El Salvador 1 démenti catégoriquement son gouvernement ait été talle de près ou de loin à cale affaire. Il a ajouté qu'une enquête serait ouverte.

... ET LE CHEF DE LA POLKT DU GUATEMALA POUR VOL A L'ÉTALAGE A LOS ANGELES

Los Angeles (U.P.I.). - In directeur général de la poliz de Gustemala a été arrêté le 14 mai, à Los Angeles, ala gu'il venait de voler in douzaine de mouchoire à l'és lage d'un grand magasin i été condamne à 10 doite d'amanda et un ar de mige: Pépreuve. Le politier avait 4 to 972 dollars au moment :

基 SERAI UN NEGOCIATE DUR AVEC L'U.R.S.L déclare M. Carter

Argentine

E BIN ET EN PROPE

WHILE IN THE

THE HATTE

ident arginalit architeratur de s'anconde fistana Rea Duante, at retirios de la compte de la lestes-productential la de Office. de 20 filiameteras an mord de la contracta de la contr

Washington (A.F.P.). - 92mi gafrident des Etats-Cais 4 im Caster s'efforcera de manimi amicales ave la dend a un negociatet and plus der n que la présent malles & l'investitut

M. Carter Juge indespende !

L'ancien gouverneur promet égulement de Le partie a moe allier partielt it ta consists ce fut le cas (es denie

chercherait à rendre : and fi-reque à l'engagement de l'e-lait à défendre l'existere sur faint am dessire : Proche-Ortes:. tent en facilirant forstent disioner entre l'Etat hebris 62 pays arabes.

des Palestintens destruit for frequencies a, mais il ne recomme pas l'OLE, ou toute autre constitution passion paiettaleme e attait for reseautre qu'elle terronnaire de d'instal à serve de l'instal à l A son avis, a les interits in

d'Israel à vivre en ;4.7 Dans le dumaire de la 165 le président Carrer restant ; Bares de dollars es comme d'un certain pombre

MEVELE OUTL A ETE CHARGE COPPERATES AU GENERAL PINOCHE

LOIN DES CAPITALES

Brésil : la Transamazonienne des illusions

'AUTOBUS s'arrête dans un nuage de pous sière au bord du fleuve Tapajos. Sur l'autre rive s'étale Itaituba, chef-lieu d'un des plus grands municipes du Brésil. La ville est faite de maisons basses, en bois pour la plupart. Quelques façades donnent sur le fleuve : le bureau de la maison Arara, avec son inscription énorme : < Ici, on achète l'or au meilleur prix >, le couvent, l'église, la salle des fêtes, un bar, un coiffeur, une boutique de « disques et revues », une « agence de voyages » et deux restaurants. Les autres disparaissent dans la poussière et la brume chaleur : à Italtuba, dans la journée, il fait 40° à l'ombre. Pas un souffle d'air. Il n'y fait bon que le soir, à partir de 18 heures. Quand la brise du crépuscule se lève, une autre vie commence; les gens se promènent sur la jetée : c'est le rite quotidien. Sinistres le jour, les boutiques, inondées de lumière, prennent, le soir, un

L'autobus qui traverse le Tapajos sur un bac transporte son lot de candidats à l'aventure amazonienne : un vieux maçon qui a laissé ses treize enfants à Vitoria, dans l'espoir de gagner ici au moins le double ; trois jeunes gens à la casquette blanche, jaune et verte — les couleurs nationales - portant l'inscription e Transamazonica - Grande Brasil ». D'autres ont des sacs sur lesquels on lit : « Colonisation : intégration. » Ils viennent chercher des emplois de chauffaux à Altamira. L'autobus les a conduits au long de la route transamazonienne, à travers des paysages monotones de lotissements numérotés et de brûlis qui n'en finissent pas de fumer : quatrevingts heures de voyage pour changer la vie.

Avec ses 2300 kilomètres d'Estreito à Humaita, la Transamazonienne devait être une « toie ouverte à la colonisation ». Elle devait permettre a l'exploitation de richesses jusqu'à présent inaccessibles >, comme le déclarait naguère le président Medici. Elle devait favoriser l'emploi de « la main-d'œuvre excédentaire des régions semiarides, grâce à un vigoureux plan de colonisation décisif pour l'intégration économique et sociale de la nation >. Une infrastructure avait été mise en place : l'Institut de réforme agraire (INCRA) et la Superintendance de développement de l'Amazonie avaient pris en charge la distribution des

ELAS!, sur les 1000 premiers kilomètres déjà achevés, jusqu'à Itaituba, l'aide à la colonisation a été très inégale. Les lotiscolonisation a été très inégale. Les lotis-

les cultures mai choisies... Aux yeux des paysans, l'INCRA s'est discréditée par la lenteur, l'incompétence de ses techniciens, l'injustice de la réparcition des terres. Souvent « expulsés » pour n'avoir pas a colonisé dans les règles », les premiers occupants attirés en ces lieux ont continué leur chemin et se sont enfoncés un peu plus loin dans la forêt. Le second tronçon, Italtuba-Humalta, long de 1 033 kilomètres, ne sert, pour le moment, qu'aux camions des compagnies privées installées dans la région. Ils mettent une douzaine de jours pour arriver jusqu'à Humalta. Dans cette zone, les réglements de compte, les expropriations des posseiros — ceux qui ont défriché — par les grileiros — ceux qui ont l'acte de propriété — ont lleu dans la plus grande discrétion. Les informations officielles, elles, font part de la « progression de la colonisation ». Ces deux dernières années, c'est, en effet, cette région qui a reçu le plus grand pourcentage d'investissements nationaux et etrangers en zone ruale.

🥆 RACE à la Transamazonienne et à la ruée vers l'or, Italtuba, la dernière ville reliée au Brésil officiel par la route, a complètement changé de physionomie en deux ans. Naguère, il n'y avant que queiques véhicules, ceux des services publics, deux mille huit cents habitants, plus d'électricité a partir de 9 heures du soir et pas de cinéma. Aujourd'hui, il y a plus de deux cents voitures - dont souvante taxis et douze mille habitants.

Une partie de la population vit du caoutchouc. Une autre, la plus importante, a été attirée par les garimpos, ces centres d'extraction de l'or, et par les multiples activités qui en dérivent. Et puls il y a eu les fonctionnaires, qui viennent de Santarem, de Bélem, de Sao-Paulo - cadres de l'INCRA, juristes - des courtiers, des gérants

Beaucoup d'animosité sépare tous ces gens. Mais ils ont en commun la volonté de sortir victorieux, c'est-à-dire riches. Ils savent que la lutte consiste à se méfier, à se défendre, a attaquer à temps et à éliminer au bon moment. Cela se note, à longueur de journée, à des attitudes, à des gestes, anodins et qui, pourtant, rendent la vie insupportable

Certains, ici, gagnent vite, et beaucoup. Au petit restaurant de la jetée, le plus médiocre menu est à 25 francs. Le Coca-Cola, qui vaut normalement

1 cruzeiro (0,35 franc) la bouteille, en vaut 4 sur la Transamazonienne, et 7 à Itaituba.

ANS cette ville où rien ne se passe, la criminalité inquiète les autorités : trente morts par mois en moyenne. La ville est le lieu géométrique de tensions explosives. Bien des colons, qui ont été expulsés des abords de la Transamazonienne, sont arrivés à Itaituba décidés à se défendre. Dans les garimpos, les conditions de vie et de travail sont telles que les révoltes sont fréquentes. En ville, se multiplient les règlements de compte individuels. Itaituba a été déclarée « zona de segurança », sous contrôle militaire. Le BIS (bataillon d'infanterie de la Selva) est installé à 2 kilomètres. C'est un centre d'entrainement intensif pour les opérations « en terrain di//icile ». Il contrôle les entrées et les sorties envoie des détachements dans les garimpos pour maintenir l'ordre, fait des patronilles sur la Transamazonienne pour vérifier l'identité des passagers des camions et des autobus.

En ville, trois soldats secondent le juge Almiro, en poste depuis quarante ans. Ses méthodes sont empiriques. Du vendredi soir au dimanche soir, Almiro est débordé. Les gens, qui, durant la semaine, se conchent tôt parce qu'ils se lèvent tot, passent leurs week-ends à boire. La chaleur aidant, les rancunes accumulées remontent, et l'on sort les revolvers. Quand sa prison est pleine. Almiro libère ceux qu'il estime les plus inoffensifs. Les militaires du BIS. eux. relachent peu.

« L'autre jour, raconte le gérant de l'hôtel, ils ont arrêté deux terroristes venus de Manaus, Içi, personne ne nous échappe. Ils ont été emmenés, de même qu'un de leurs amis, qui était à l'hôtel. précisement dans la chambre que vous occupez! » Peu après, on a appris que les deux terroristes avaient été abattus. Quant à l'ami, on n'en a plus entendu parler. Une jeep de l'armée est venue chercher sa valise. Personne n'est scandalisé, ni impressionné. La mort est pour tous un défi. Dans ce bout du monde, l'essentiel est d'être du bon

· INGT avions vont faire aujourd'hui, chacun, un ou deux voyages, selon la distance, vers les garimpos. Les pilotes travaillent de dix à douze heures par jour pour approvisionner les chercheurs d'or disséminés dans un rayon de 150 à 300 kilomètres à partir d'Itaituba : de une heure et demie à trois heures d' « avioneta ». Les principaux centres d'extraction se trouvent le long du fleuve Tapajos et de ses affluents,

Jamanxim, Crepori et Cururu. Aucum n'est accessible par voie terrestre. Certains le sont par le fleuve, mais il y faut des jours. Des soixante-trois garimpos de la région, vingt-deux ne sont desservis que par avion.

Zeca, qui travaillait dans un de ceux-là, nous explique qu'il lui a fallu plus de six mois d'économies forcenées pour payer le prix de son retour. Plusieurs de ses camarades qui avaient voulu s'enfuir par la forêt sont morts. «Le travail par lui-même était plutôt moins dur que ce que favais connu avant. On travaille par s jornada » à quatre. Avec une sorte de tamis. on lave la terre, et l'or peu à peu se détache. Le soir, chaque groupe apporte ce qu'il a ramassé au gérant, qui pèse et qui note. On divise en quatre et on doit alors passer au magasin pour déduire la somme ainsi gagnée de nos dettes. Ce qui reste est a nous. Le problème est que l'on dépense pratiquement tout ce que l'on gagne.» C'est aussi ce qui dit Zé Arara — à la tête aujourd'hui d'une des plus grosses fortunes de la région. Arrivé il y a dix ans du Maranh comme presque tous les garimpeiros, il n'a fait ce travail ou une seule année. Très vite, il a compris qu'il valait beaucoup mieux acheter et vendre l'or que le ramasser. Il a ainsi créé la première maison de commerce d'or d'Itaituba. celle-là même qui domine le fleuve, à côté du convent. Actuellement, il possède quelques milliers d'hectares. La compagnie de taxis aériens est à lui. Il a trois bureaux, il loue des chambres en ville, et il offre à sa femme des week-ends de shopping, à Manaus. Il possède dix centres d'extraction et en a deux en location. Il achète l'or des garimpeiros et leur vend tout ce dont ont besoin pour e survivre », comme il le dit

Ce que Zé Arara oublie de dire, c'est que les garimpeiros n'ont pas le droit à la parole : le gérant abat en toute impunité ceux qui osent proférer des critiques. Il y a, souvent, un prêtre mais pas de médecin, tout juste un dépôt de médicaments. Si — le cas est de plus en plus fréquent — les garimpeiros font venir leur famille, il n'y a rien de prévu pour elles. La mortalité y est très élevée, la sièvre y sévit, les piqures d'insectes y sont insoutenables. « Ceux qui ne meurent pas reviennent quand ils le peuvent. » nous disait un ancien chercheur devenu vendeur d'or. « Quant à moi, je ne voudrais pas que mes enfants sachent famais pas quoi je suis passé pour sortir de la misère.»

REGINE MELLAC.

Découvrez «les peu sucrés de Volvic» Buvez naturellement peu sucré,



découvrez Yin aux pamplemousses et Yin aux oranges. Légers et très désaltérants, sans produits artificiels, sans gaz, "les peu sucrés de Volvic" ont le goût frais et nature du fruit.

ents : Volvic B.P. 41 - 92340 Bouro-la-Reina - Tél. : 350-45-34

les 10 demiers jours avant le Bac seront déterminants s'it accepte d'être inscrit oux préparations SPECIALES BAC MATH. Mises au point par aprez, créateur de SOS-MATH, ces préparations intensive offrent aux terminales A B C D E les possibilités de concentration indispensables pour prétendre ou succès.

au 12 juin

les préparations SPÉCIALES BAC-MATH s'effectueront dans 4 centres à Paris, sur les bases suivantes : • méthodes rigoureuses • petits groupes • encadrement par équipes de professeurs confirmés • reprise des points essentiels des programmes MATH-PHYS-ECO avec réponse aux questions • exercices et problèmes d'examen contenant les pièges • formulation des astuces à connaître

ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT PRIVE SOS - MATH

TELEPHONE: 522-94-10 ou 326-30-75

dans un site merveilleux, en bordure de Méditerranée, le Cap Martin, face à Monte-Carlo:

Club Résidence

Une résidence "pleins services" pour y vivre un troi-sième âge dégagé de toutes

Outre tous les services pris en charge par le club, les résidents y ont a leur disposition: restaurant, bar, piscine, tennis, bibliothèque, salle de sport et de détente... et un parc d'un hectare et demi.

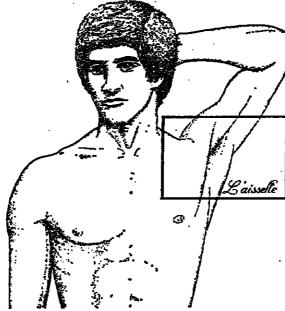
RENSEIGNEMENTS ET VENTE : SUI PIACE : CLUB RÉSIDENCE DRAGONNIÈRE. 16, avenue Paul-Doumer 08190 ROQUEBRUNE CAP MARTIN Tél.; (93) 35.42.07.

De grands studios, de vastes 2 pièces (tous avec terrasse et face à la mer) sont immédiatement disponibles. Pour devenir résident de LA DRAGONNIÈRE, 2 formules : l'achat en toute propriété, - l'acquisition du droit d'usage et d'habitation votre vie

à Paris ; LA PROVIDENCE LA.R.D.

durant

Sans alcool, sans parfum, les déodorants Kéops respectent ce que la nature a toujours protégé.



britée d'un côté par le bras, de l'autre par le buste, l'aisselle est une des parties du corps les plus fragiles.

Conséquence: l'aisselle est particulièrement sensible à tout ce qui peut constituer un risque d'irritation.

C'est pourquoi les déodorants Kéops ne contiennent aucun agent irritant.

Absence d'alcool, responsable des irritations qui peuvent être le point

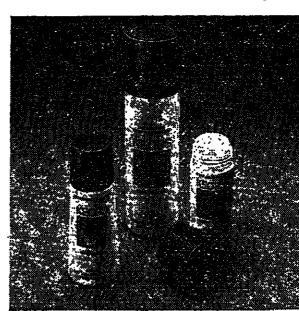
de départ des réactions allergiques. Absence d'essences parfumées et d'antiseptiques halogénés reconnus

comme irritants pour l'épiderme.

Les déodorants Kéops contiennent un nouveau principe qui supprime l'odeur de la transpiration sans bloquer cette fonction naturelle.

La gamme des déodorants Kéops comprend un atomiseur, un stick, un savon, un talc, et depuis peu, un déodorant à bille.

Elle est agréée par Prestipharm qui contrôle la qualité des produits de dermo-pharmacie.



Déodorants Kéops. Conçus sans éléments irritants.

A proximité du Bois de Boulogne. de l'Autoroute de l'Ouest et des périphériques Sud et Nord...

Des bureaux entièrement cloisonnés, bénéficiant de prestations de qualité et équipés de 15 lignes de téléphone...

> Dans un cadre agréable au "vrai ouest" de Paris. au prix de location de:

> > 350F +charges

750 m² (divisibles en 2 modules) 14 places de parking

(Possibilité de vente ou crédit/bail.)

Renseignements et documentation sur demande à:

FRANK ARTHUR 924-07-69

*******|EUROPE

La R.D.A., cinquième puissance

a Cela n'a pas toujours été faclis. Après 1945, les gens étaient sceptiques. Ils ne nous faisaient sucoup confiance. I faut bien le dire. L'avenir leur paraissail meertain Maintenant regardez, tout le monde construit chacun peut avoir sa maison individuelle C'est le signe que les gens se sentent en sécurité. Pour réuseur, il a jallu montrer un peu quelques risques »

Pour nous expliquer à sa façon l'évolution psychologique de la population de son village au cours maire de Dachwig a choist le cadre insolite de la piscine municipale. En dépit des sollicitations de notre accompagnateur. il a re-noncé à nous conduire dans son bureau de la mairie pour nous tenir l'exposé introductif », rituellement servi aux visiteurs dans les institutions officielles.

Il préfère être sur le terrain : meme les Spartakiades du Kreis-(canton), ces compétitions organisées chaque année dans tout le pays et qui ont fortement contribué à favoriser le sport de masse. En Allemagne de l'Est, presque chaque enfant d'âge scolaire pratique un sport en dehors de l'école en même temps qu'il s'initie à un travail manuel dans un club technique.

L'édile est particulièrement fier de sa piscine e de dimensions olympiques », précise-t-il. « C'est

tière. Nous avons écrit une lettre très polie à tous les habitants pour les inviter à venir, en tonction de leurs compétences, mettre la main à la pâte après leur travail. Et voilà le résultat. Nous avons simplement payé le maté-

On n'imagine pas le bénéfice qu'a retiré depuis trente ans l'économie est-allemande de ces travaux dits volontaires accomplis per la population de tout age. Ici des membres de la Jeunesse allemande libre (F.D.J.) fabriquent des pièces pour une usine de matériel de camping, là des proprié-taires de « datchas » aident à effectuer les travaux de voirle dans les chemins non encore aménagés menant à leurs villas. On pourrait tout le pays l'émulation et l'inci-

tation sont permanentes. Avant le neuvième congrès du SED, les appeis à la bonne réalisation du plan à l'augmentation de la productivité ont été plus que jamais pressants. Mais la propagande, veritablement envahissante à Berlin, est déjà plus discrète lei à la campagne. On est entre soi, à quoi bon faire de grandes proclamations idéologiques ? Chaque conseiller a «sa» rue et. une fois par mois, va s'informer auprès de ses électeurs. doute plus payant que tous les

Démographie et main-d'œuvre

Le nombre des habitants de Dachwig n'a pratiquement pas varié depuis des années. Le taux leurs, désespérément faible. En 1974 il se situalt pour l'ensemble

de trois enfants sont partout l'obtet de soins particuliers : semaine de quarante heures pour les mères salariées, attribution orioritaire de logements, crèches gratuites, etc. Ceiles de quatre enfants et plus - au nombre de seulement seize dans le village de Dachwig, nous indique le maire sont véritablement choyées.

Le gouvernement ne lésine pourtant pas sur les moyens pour encourager les citoyens à procréer tout couple agé de moins de vingt-cinq ans qui se marie a droit, pour se monter en mènage, à un crèdit d'Etat de cinq mille marks (au cours officiel le mark vaut 1.84 F) La naissance enfant entraîne non seulement l'octroi à la famille d'une prime de mille marks mais encore diminue la somme à rembourser. A la naissance du troisieme enfant, le crédit n'est plus remboursable.

La main-d'œuvre, problème crucial de la R.D.A., n'en reste pas moins toujours aussi rare. Les prévisions de l'emplot pour le district d'Erfurt dont dépend la commune de Dachwig. prévolent qu'un plancher sera atteint d'ici cinq ans pour ce qui est de la population active dans l'agriculture. Plus personne, paraît-il, ne veut quitter le village pour la ville. Il y aurait même quelques exemples de retour à la terre. C'est a notre vague nostalgique », nous dit M. Just avec un sourire. Le socialisme « rétro » en quelque

De cette évolution encore très timide témoigne, par exemple, la coopérative agricole de production végétale d'Andisleben, à un jet de pierre de Dachwig, « L'âge moyen des coopérateurs a atteint rusqu'à cinquante-quaire ans à une certaine époque, nous dit son président, M. Bachmann, qui a lui aussi l'insigne du SED à la boutonnière. Cela ne manquait pas de nous inquiéter. Qu'allions-nous devenir si le meillissement continuait? Fort heureusement, la tendance commence à se retourner et, aujourd'hui, la moyenne est de quarante-huit ans. > Maintenant. les jeunes arrivent : deux ou trois par an. nous dit-on...

Les joies du « volontariat »

Dans le bureau du directeur, les portraits de MM. Honecker, premier secrétaire du SED, et Stoph, président du Conseil d'Etat, sont accrochés au mur. Très souvent, dans les lieux officiels, un troisième visage vient s'adjoindre aux deux précédents, celui de M. Sin-dermann, chef du gouvernement Ainsi est manifesté le caractère collectif de la direction politique en Allemagne de l'Est. Le Capital de Karl Marx, en trois tomes trone en bonne place dans la modeste bibliothèque directoriale ainsi qu'un exemplaire de la Constitution de la R.D.A.

Le travail de la terre est aujourd'hui presque entièrement mécanisé. Au cours des cinq dernières années, la coopérative d'Andisleben a doublé sa production avec environ moitié moins de main-d'œuvre : six cents person8 000 hectares. C'est dire le gain de productivité. Les rendem moyens de cette exploitation, qui mauvaises de la région sont remarquables : 46,5 quintaux à l'hectare pour le blé (moyenne nationale : 43.3 quintaux à l'hectare en 1974). 450 quintaux pour la betterave à sucre (moyenne nationale : 296,9 quintaux en 1974).

De tels résultats n'auraient m être acquis, ici comme dans l'ensemble du navs sans une insertion très poussée des femmes dans le monde du travail Plus de 80 % de la population féminine en age de travailler est engagée dans la disleben n'echappe pas à la règle. « Ce n'est pas simplement une question d'argent, c'est aussi un plique M. Bachmann. Croyez-vous ou'avec mon salaire (environ aurait besoin d'être vendeuse dans un magasin du village? Non a qui ne travaille pas encourt le risque d'être mai considéré. Il s'attire des réflexions du genre: e Tiens, en vollà un qui se fait entretentr sur le dos de la collectivité ! »

Heures supplémentaires en se-

d'intérêt public le samedi ou le dimanche plan et contre-plan, concours bénévole pour rendre jolis s, émulation pour le 1er mai ou l'anniversaire de la République sans l'exploitation continuelle de cet esprit de compétition. la République démocratique alle mande se serait-elle hissée au cinquième rang des pulssances industrielles européennes ? Ce culte du travail est inculqué dès l'enfance : fille ou garçon, tout écolier doit savoir maîtriser une technique. On incite les jeunes à apprendre trois ou quatre métiers pour pouvoir s'adapter à l'évolution technologique. On exige d'eux nous dit an responsable de l'Office des questions de Jeuries disponibilité à s'engager personnellement pour ce pays, à renjorcer par leur travall son potentiel

économique ». De retour à Erfurt, dans la soirée, nous nous promenons sur l'Anger . un étrange silence règne sur la place d'où tout trafic automobile a été banni : ici, comme l'Est, le tramway est roi. Sur le terre-plein quelques adolescents en jean et aux cheveux longs attendent patiemment. Deux passants, parlant arabe, nous croisent. Sur un échafaudage monté le long des immeubles en réfection qui bordent la place, on a accroché une banderole : « Nous promettons d'avoir terminé notre travail pour le 7 octobre 1976.» Ce jour-là la R.D.A. fêtera son vingt-septième anniversaire

MANUEL LUCBERT.

Prochain article:

LE ROUGE ÉTAT PRUSSIEN

IMPORTANTE SOCIÉTÉ SUISSE

CESTION IMMOBILIÈRE ET FINANCIÈRE

recherche

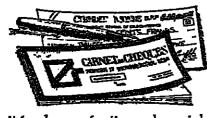
Conseillers Financiers DOUT vente NOUVEAU PRODUIT sans équivalence

■ GARANTIES IMMOBILIÈRES

TOTALES: REVENUS EN FRANCS

références manuscrité et photo à : TRISERVICE

Encore un ordinateur IBM 32 qui passe aux actes...

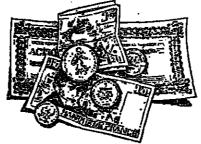


... dans une banque régionale

La Banque DUPUY DE PARSEVAL, une banque de dépôt privée avec son siège social à Sète et deux succursales, l'une à Montpellier, l'autre à Béziers. Au total, 45 agences et un effectif de 250 personnes. Ses

activités : les opérations de guichet, l'encaissement des chèques, la gestion des comptes-clients, les prêts habituels, le service des titres, etc.

Ses directeurs, André et Robert Dupuy, sont depuis longtemps convaincus du rôle important que peut jouer l'informatique dans le domaine bancaire, puisque le siège est déjà équipé depuis quatre ans d'un ordinateur IBM 3 modèle 10 qui assure l'ensemble des travaux du groupe. Mais, dans un souci de décentralisation, ils ont décidé d'équiper leurs succursales du petit ordinateur IBM 32. L'un d'eux est déjà installé à Montpellier où il fait office



de terminal "intelligent" traitant sur place certains problèmes, mais en liaison directe avec l'ordinateur du siège. Le 32 assure déjà le traitement de la comptabilité locale, la saisie des données en provenance des agences (avec le poste de saisie IBM 3742), la gestion du fichierclients avec mise à jour de leurs comptes, et à la demande, le calcul des plans d'épargne avec les échelles d'intérêts. Toutes les données comptables traitées par le 32 de Montpellier sont transmises à l'ordinateur central de Sète qui les conserve pour établir le bilan global de la Banque. Le 32 de la succursale de Béziers doit être prochainement installé.

Les améliorations dues au 32?... avant tout, un meilleur service à la clientèle : grande rapidité de traitement des documents, repérage facile des erreurs, sécurité et disponibilité immédiate des données traitées. Enfin, une meilleure organisation de la banque favorisant l'autonomie des succursales et le maintien d'une harmonisation à l'échelon central.

Si, comme la Banque DUPUY DE PARSEVAL, des centaines d'entreprises de tous secteurs et de toutes tailles ont déjà choisi le 32, ce n'est pas sans raisons. Ces raisons, nous voudrions vous les faire connaître. Contactez-nous et nous vous conseillerons sur l'art d'associer le 32 à la vie de vos affaires.

IBM - Division des Systèmes de Grande Diffusion :

Paris et région parisienne : M. LOCTIN



Prix de location mensuelle : à partir de 5 841 FTTC

Lifle (Amiens, Caen, Calais, Rouen, Valenciennes) - M. BOULET
250, Av de la République - BP. 3219 - 59019 LA MADELEINE. Tél : (20) 51.92.54

Lyon-Ecully (Annecy, Besançon, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, St-Etlenne, Valence) - M. DU FAYET DE LA TOUR - 21, Chemin de la Sauvegarde B.P. 13
69130 ECULLY. Tél : (78) 33.81.70 Marseille (Ajaccio, Avignon, Montpellier, Nice, Nimes, Perpignan, Toulon)
M. STERN - 2, Bd. de Gabès - 13295 MARSEILLE Cèdex 2. Tel : (91) 75.07.27 Nantes (Angers, Brest, Le Mans, Niort, Orléans, Rennes, Tours) M. VILLETTE - 114, Av. de la Libération - 44230 St-SEBASTIEN-SUR-LOIRE. Prix de vente: Strasbourg (Metz, Mulhouse, Nancy, Reims, Troyes)
à partir de 224 796 FTTC M. FRANCK - 16, Rue de Leicester - 67084 STRASBOURG Cèdes, Tel : (SS) 614815

Tour Septentrion, La Défense, 20, av. A. Prothin - 92081 COURBEVOIE, Tél : (1) 776.43.43 - poste 6.000

Bordeaux (Limoges, Pau, Toulouse) M. FERRE - 351, Bd. du Président Wilson - 33200 BORDEAUX. Tel : (56) 08.84.85

IBM 32 un petit ordinateur une grande expérience

DORL MARKE

Mile est is soul cadre p

ei sovietique ni

oreda a e≟r. CONTINUE EXAM COURT OF THE STATE OF THE STATE

THE RESERVE

A. Take

TEXT!

2 :5-175

COCIDENT For asiles of

THUM!

de la lace de lace de la lace de lace de la lace de la lace de lac The remaining of the serious of the

cont is the final of the final cont is the final Charles de la companie de la compani

incellet des tablitates de 18 grandplement pas depute des années le tana 18 les routes en comme atiieurs, elieuphrémen, faible. En 1974 à mainint pour l'estemble de la Blak à 184 a. Les familles de l'autre de la comme de l'autre de l'autre de la comme de l'autre de l'autre de la comme de l'autre de la comme de la comme de l'autre de la comme de la de trois aufants sont partosp (ob-jet de sonis partien lets Rousins de quarente beures gour les mètaire de logimenta, creches grataire de logimenta, creches grataire de logimenta, creches gracu quatre
s'adapter s'ada pourtains per les the mojerne pour creer tone couple age de mouse de trust-citis aux qui le marie à droit gest se mouler en mé-nage. À est crédit d'était de cinq milie marks (an cours official le ment. Postrol & in familie d'une rine de mile made mas encore diminist in somme à ren-bourter à la gilleman de inci-viente infinit, le gille pres plus

trucial de la Rillia. Wen reste racins locificas sunt caré-prévisions de l'emples pour district d'Arbert dont dé-et le commune de Dechwig. tight d'in cinq ans pour ce at est de la population active and Papricultura Plus personne. to be went quitter le riidistribute a nous dit Sign . as quelque

Contain Cools Ires Recognic of specific in the sp Company a attent Company rouse de con Company rouse de con Company qui a lui de Company qui a lui de Company qui a lui constitute of management pass of all the constitute of the sent contr materi, la len-

> THE ALLS Populario de la compania del la compania del la compania de la compania del la compania de la compania de la compania de la compania de la compania del la c

> > Tablifrence C. -: A 'A . Willer se seeduction Motas de 57. 136 ::2:55.54 Derser-

8 000 hectares. C'est die ! de productivité Les rantes de productivité Les rantes moyens de cette exploitate n'est sûrement pas une é mauvaises de la regin remarquables : 46,5 funt le ble de la regin le ble de la l'hectare pour le blé (tre nationale: 43.3 quintaura tere en 1974). 450 quintaura tere en 1974). 450 quintaura la betterave à Slicre le nationale : 296,9 quinta

De tels résultats n'amb être acquis, ici comme de semble du pays sans inc. tion très poussée des feme le monde du travail pie t de la population feminie de travailler est engage t production La cooperatie disleben n'échappe pas à le e Ce n'est per simplement Tiens, en volu

> d'intérêt public le sire dimanche, plan el sa concours benevole post ents villes et ves min folis », émulation par s on l'anniversity as 2 % que sans empires nuelle de cet espeti de :-la République de-quième mant de pages tribiles curristanting travall est in the same a תובר סט מעדקים יין יין incite les jeunes autres

mellement bout com on n**eer par** leur tracciniae De setour u Entirimbs ree, nous nous commo Bur is place the mode mobile a etc i.i. 12 יים מנונים מופום-ביים en jean et 2012 ettenden: patiental 2 sents parant and --Sent Sur un

le long die .mas.is 21 tion our berdent - 1-3secrocké une public prometions 2 frate: Ce jour-A . REA TE THE PROPERTY AND ADDRESS. MANUEL LICE

Prochain antile . LE ROUGE ETAT PROS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ SUISE CESTION IMMOSILE ET FINANCIÈM r::--:::2

Conseillers Find 100 NOUVEAU PRODU SONS ÉQUÍPCIONE

● GARANTE WEE 707415 • REVENUE DE <u>51, 3553</u>

TRISTINGS CH - 12 CONTENT

!talie

La C.E.E. est le seul cadre possible pour une Europe plusieurs dirigéants de Trente-deux anciens membres de la PIDE « ni soviétique ni américaine »

nous déclare M. Altiero Spinelli, candidat sur les listes électorales du P.C.I.

Rome. - C'est en quelques heures que s'est décidée l'inscription de M, Altiero Spinelli, viceprésident de la commission exécutive de la C.E.E., sur les listes électorales du parti communista italien pour les circonscriptions de Milan et de Rome. Les socialistes lui offraient la tête

La surprise a été d'autant pius grande que M. Altiero Spinelli et le parti communiste italien ont une histoire commune qui, pour avoir été interrompue voilà qua-rante ans, donne à cette décision une signification très particulière. Dirigeant des Jeunesses com-munistes en Piémont et en Lombardie, M. Altiero Spinelli fut en effet arrête, en 1927, à l'âge de vingt ans. Condamné à seize ans et huit mois de prison par un tribunal spécial, il devait bénéficier d'une libération condition-nelle en 1937. Mais le régime fasciste l'envoya en résidence forcée dans les colonies péniten-tiaires de Ponza et Ventotene. A ce moment. M. Spinelli rompit avec le parti communiste pour exprimer des désaccords que venaient de faire éclater les procès de Moscou. Il était expulsé pour « déviation petite - bour-geoise » et toutes relations étalent coupées entre lui et les membres du parti. Ce qui signifiait une

mise en quarantaine totale qu'il supporta pendant six ans. Au printemos 1941, il écrivit le Manifeste de Ventotene, premier programme d'une fédération européenne. Libéré en août 1943 après la chute de Mussolini, il milita dans la résistance, participa en France, en janvier 1945, à la pre-mière réunion des fédéralistes européens, puis se consacra en Italie à la direction du Mouvement fédéraliste. Proche des socialistes, M. Spinelli était propose, en 1970, par le gouvernement italien

comme membre de la Commission des Communautés européennes. a J'ai travaillé avec De Gasper et Pietro Nenni à élaborer la politique européenne de l'Italie. Ils n'ont pas reussi à me a récupé-rer », nous déclare-t-il. Je ne pense pas que les communistes puissent y parvenir. Je ne suis pas le moins du monde pris dans le jeu du P.C.I. Il a donné d'aüleurs aux indépendants inscrits sur sa liste des garanties complètes et la liberté de vote au Parlement. S'il est un domaine qu' ne m'expose à aucun risque d'être prisonnier des appareils du parti, c'est bien celui de la politique européenne.

» J'ai toujours pensé, continue M. Spinelli, et aujourd'hui plus que jamais, que la politique européenne est le seul ciment capable d'unit les Italiens au sens où l'on disait autrefois que la République unit. L'Europe à laquelle j'ai tra-vaille, c'est un instrument de transformation des structures so-ciales, pas de conservation, une Europe vue de gauche.

» Ce n'est pas moi qui ai changé, ce sont les communistes. En somme, ils sont devenus « spi-nelliens ». Leur évolution a commence vers 1968, après l'ajjaire de Prague, quand s'est posée pour eux la question de l'entrée au Parlement européen. Ils ont cherché des contacts, ils se sont informés. Pat alors revu Amendola, le compagnon de mon ado-lescence qui, en 1937, m'avait communiqué la nouvelle de mon expulsion du parti.

s Petit à petit, le P.C.I. a approfondi sa conception de la Communauté européenne. Elle rejoignait les préoccupations du la férie de la conception de la concep fédéralisme et elle s'est diffusée à travers tout le parti. Sur le plan humain, les vieilles blessures se sont refermées. Ma décision actuelle est dans la logique de toute mon existence. Le P.C.I. s'est convaincu qu'il n'y a pas de reconstruction économique possible si l'Italie n'est pas intégrée à l'Europe. Le cadre de la la Naples par son adjoint, Communauté est le seul à permettre cette Europe « ni sovié— des petites entreprises. On attend

De notre envoyé spécial

souvent Berlinguer. » Le P.C.I., d'autre part, a révisé beaucoup de ses concepts et désacralisé son histoire. Il a été un parti antidémocratique. Puis, dans l'histoire italienne récente, il s'est battu pour la démocratig et la liberté. La « force controlle de la liberté. La « force controlle de la liberté. cratte et la liberté s est corruptrice de la liberté s est grande, en effet, et le parti com-muniste a été amené à penser son action en termes de parti-cipation démocratique.

» Elu ou non député, je don-nerai ma démission de commis-saire. Mais je dirai clairement les responsabilités qui incombent à la Commission de Bruxelles et aux gouvernements des pays membres. Le problème italien se pose comme un problème euro-péen. Dès le lendemain des élec-tions, il faudra envisager une aide immédiate à l'Italie. Face aux répercussions psychologiques qu'aurait une avance de la gau-che dans son ensemble, faudra-t-il encourager une stratégie de « tension » comme l'ont jait Etats-Unis au commencement de la révolution portugaise? Ou, au contraire, miser sur toutes les mesures capables de bloquer la panique et les mouvements spécu-

capitale à la tête d'une majorité de gauche. M. Spinelli a décliné la proposition. Le P.C.I. lui fit alors une offre à laquelle il donna cette fois » L'Allemagne fédérale est seule

de liste de la municipalité de Rome, ce qui im-

pliquait la possibilité de devenir maire de la

en mesure d'apporter unes contri-bution importante. Mais, en pleine campagne électorale, elle aura bésoin d'une couverture euro-péenne. Au Portugal, également, c'est la décision de la Commission de Percelles uni apait conject tique ni américaine » dont a parlé de Bruxelles qui avait convert l'intervention f in a n c i è r e alle-mande. En juin et juillet, le pro-blème italien demandera une solution analogue.

3 A longue échéance, il s'agira

pour un gouvernement de gauche de mettre en place une politique de réformes structurelles. Les communistes ilatiens ont toujours prôné l'ouverture sur l'Europe et rejeté catégoriquement toute orientation vers l'autarcie, contrairement à certains éléments de la gauche classique. La coopération européenne est donc assurée. » En matière économique, la

uche italienne aura fort à faire, car elle devra remettre sur pied toutes les industries d'Elat, no-tamment en rectifiant certains investissements. Il jaudra résister à toutes les pressions, aussi bien à celles de la « bourgeoisie d'Etat » qu'à celles des divers syndicats. Pour qu'une telle expérience réussisse, et que la planification italienne s'inscripe dans le cadre européen l'argund des autorités de européen, l'appui des autorités de la Communauté est indispen-

JACQUES NOBECOURT.

Les partis politiques rivalisent peur présenter des «hommes nouveaux»

De notre correspondant

Rome, — Les partis politiques italiens mettent la dernière main aux listes de candidature pour les élections législatives du 20 juin. Dans cette course aux hommes a nouveaux », les surprises ne manquent pas. Après avoir réussi à annexer une dizaine de persona ameter inte traine de gauche, le parti communiste vient de s'ad-joindre un autre - indépendant » de poids : M. Altiero Spinelli, membre de la Commission européenne, qui briguera simultane-- comme la loi l'y autorise - l'un à Rome, l'autre à Milan.

A l'extrême droite, M. Giorgio Almirante préparait, lui aussi, une surprise : la candidature à Rome du général Vito Miceli, ancien chef des services secrets, sur une liste du Mouvement social italien. La nouvelle a été diversement accueillie au sein de cette forma-tion : comment ne pas se réjouir, en effet, de l'adhésion d'un en effet, de l'adhésion d'un homme aussi important, qui était très lié, jusqu'à ces dernières an-nées, à certains milieux démo-cratès-chrétiens? Mais camment ignorer, d'autre part, que le géné-ral Miceli, sorti de prison il y a quelques mois, est toujours pour-suivi pour complicité dans la ten-tative de coup d'Est de détative de coup d'Etat de dé-cembre 1970 ?

Au centre, c'est le parti répu-blicain qui a réussi à attirer le plus de personnalités connues, après avoir essuyé une grosse déception : le désistement de M. Giovanni Agnelli, président sortant du patronat. A défaut du P.D.C. de Fist les couleurs du parti di patronal A defait di parti seront défendues, à Côme, par sa sœur Suzanna; à Venise et à Turin par son successeur désigné à la tête de la Confindustria, M. Bruno Visentini; à Naples par son edicit.

encore, en revanche, la réponse de M. Guido Carlin, ancien gou-verneur de la Banque d'Italie.

La démocratie chrétienne n'avait qu'une seule surprise — mais de taille — à proposer aux électeurs : la candidature de M Umberto Agnelli, vice - président et administrateur délégué de Flat. Cette entrée en politique du frère cadet de la famille a rencontré de sérieuses difficultés, M. Carlo Donat Cattin, ministre de l'industrie et dirigeant démode de l'industrie et dirigeant démo-crate de gauche, s'est farouche-ment opposé à la candidature d'un Agnelli dans son collège électoral : « Ce sera lui ou moi a, a-t-il déclaré. Devant une telle menace, on a offert au vice-président de Fiat un poste de sénateur dans les Abruzzes plutôt une dans le Plémont Mais II e gue dans les Adruzzes pittot que dans le Piémont. Mais il a refusé net : « Ce sera à Turin ou rien. » La direction démocrate-chrétienne cherche depuis pluchrétienne cherche depuis plu-sieurs jours à d'émèler cet

Sur les listes du parti gouver-nementa! on note la candidature à Florence de M. Giorgio La Pira qui fut l'un des hommes les plus ouverts du monde catholique ita-lien. Agé de soixante-douze ans, l'ancien maire de la capitale toscane avait quitté le Parlement en 1968. Son retour peut s'expli-quer par la présence d'une per-sonnalité catholique de gauche, l'écrivain Mario Gozzini, sur les listes du P.C.

Au parti socialiste, à part le contre-amiral Falco Accame, d'allleurs peu connu du grand public, on ne trouve sucune candidature marquante par sa nouveauté M. De Martino est force de cons-tater que le parti communiste a davantage attiré les personnalités

ROBERT SOLÉ.

Espagne

GAUCHE SE DÉCLARENT SOLI-DAIRES DES MEMBRES DE LA COORDINATION DÉMOCRA-TIQUE INCARCÉRÉS.

Madrid (A.F.P., Reuter). — Les dirigeants du parti carliste, de l'Union social-démocrate espagnole et du parti socialiste ouvrier espagnol (P.B.O.E.) ont informé le samedi 15 mai, le président du produce d'orde authore d'orde de Modrid tribunal d'ordre public de Madrid qu'ils étalent également signa-taires du document constitutif de la Coordination démocratique, considérée comme filégale par le gouvernement.

Quatre des signataires du docu-ment, dont MM. Marcelino Cama-cho et Garcia Trevijano, sont, à ce titre, incarcérés depuis la fin mars et en instance de jugement. qu'il ne réviserait sa position à l'égard des quatre inculpés que lorsque les antres signataires du document se sersient fait

Le 13 mai dernier, M. Joaquim Le 13 mai dernier, M. Joaquim Ruiz-Gimenez, dirigeant de la Gauche démocratique, avait également déclaré être signataire du document. La Coordination démocratique regroupe treize partis politiques, dont le parti communiste et le P.S.O.E. On ignore pour l'instant la suite qui sera donnée à ces initiatives de solidarité. Selon certaines sources, le rige du tribunal d'ordre public juge du tribunal d'ordre public aurait signé une vingtaine d'ordres à comparaître, destinés à des personnalités de gauche soupçon-nées d'appartenir à la Coordina-

tion démocratique.

D'autre part, plusieurs dirigeants de l'opposition démocratique ont récemment suggéré au
roi Juan Carlos de rechercher un plébiscite populaire, afin de pou-voir introduire les réformes démovoir introduire les réformes démo-cratiques qu'empêche la vieille garde franquiste. Ils auraient, de même, demandé au roi de nommer à la présidence du gou-vernement un général bénéficiant du soutien de l'armée, à la place de M. Carlos Arias Navarro, afin d'imposer le passage institution-nel de l'Espagne à une démo-cratie de type occidental. cratie de type occidental. Ces suggestions ont été, particulier, formulées par MM. Gil Robles, dirigeant démocrate-chré-tien, et Garcia Lopez, leader social-démocrate, regus la semaine dernière par Juan Carlos.

• LE PRINCIPAL SUSPECT de la fusiliade de Montejurra, le dimanche 9 mai, s'est présenté à la garde civile et a été emprisonné à Pampelune, an-nonce un communiqué officiel. Le suspect, José Garcia, est lunettes noires et béret rouge vu sur plusieurs photos, tirant un coup de revolver sur Gimenez Santo, qui devait mourir de ses blessures. Un autre sus-pect, qui avait hébergé le prince Sixte Knrique, est éga-lement détenu et a été entendu par le juge d'instruction d'Es-tella, en Navarre. — (A.F.P.)

LA POLICE A EMPECHE, dimanche 16 mai, à Bilbao, une manifestation en faveur de la libération des détenus

politiques organisée par des comités d'action civique du Pays basque. La manifestation avait été interdite par le gou-verneur civil, mais des groupes verneur civil, mais des groupes se sont néanmoins rassemblés dans le centre de Bilbao où ils ont dressé des barrages. La police, qui avait reçu des renforts, est alors intervenue pour les disperser. — (A.P.)

Belgique

● IL NY A NI METRO, NI IL NY A NI METRO, NI TRAMWAYS, NI AUTOBUS en Belgique ce lundi 17 mai. Les quinze mille travailleurs du secteur ont déclenché une grève de vingt-quatre heures à l'appei du Front commun des ayndicats socialistes (F.G.T.B.) et chrétiens (C.S.C.). Portugal

sont encore détenus à Caxias

De notre correspondant

Lisbonne. — Ce lundi 17 mai devait s'ouvrir dans la capitale portugaise le procès de M. Jorge de Brito, administrateur de ban-que, accusé de trafic de capitaux. et le seul de toutes les personna-lités liées à la haute finance ar-rêtées depuis le 25 avril 1974, à etre détenu. D'autre part, à une seule ex-

D'autre part, à une seule ex-ception, les civils et les militaires arrêtés à la suite des événements du 28 septembre 1974, du 11 mars et du 25 novembre 1975 ont été libérés. La seule personne qui demeure en prison à ce titre attend de subir un examen psychiatri-

Les drapeaux blancs ont donc été hissés sur les toits de la pri-son de Peniche, vidée de ses occupants. En revanche, trente-deux

ex - fonctionnaires de l'ancienne police politique (PIDE) sont encore en prison à Caxies. Parmi eux figurent quatre directeurs de l'ex-police politique : MM. Silva Pais, Saceutti, Pereira de Carvalho et Porto Duarte. Parmi les anciens informateurs de la PIDE arrêtés au lendemain du 25 avril 1974, un seul demeure détenu à Caxias. En outre, mille deux cent dix-sept personnes inculpées pour des actes délictueux commis

comme agents de la PIDE sont en liberté sous caution. Pour les autorités portugaises, les agents de l'ex-PIDE ne sont pas des détaus « politiques ». Ils sont, en effet, accusés d'avoir commis des crimes contre les droits de l'homme.

Les procès des personnes lièes la PIDE trainent d'ailleurs depuis deux ans, faute d'un « droit révolutionnaire ». Cependant, une loi promulguée par le Conseil de la révolution fixe les peines qui seront applicables à tous les anciens collaborateurs directs de la PIDE. Ainsi seront soumis à des peines allant jusqu'à douze ans de prison tous les méde-cins qui, « dans leurs fonctions d'assistance aux prisonniers malades, ont pratiqué des violences physiques ou psychiques ou admi-nistré des substances capables de nistré des substances capables de modifier ou d'annuler la manifestation normale de la volonté des détenus ». Seront également condamnés les médecins « ayant journi des informations cliniques sur l'état psychique ou physique des prisonniers, permettant ainsi la continuation des actions de tor-bures ou de violences, ainsi que tures ou de violences, ainsi que ceux qui, n'ont pas dénoncé aux autorités les maladies provoquées par la torture ou la violence ».

— J. R.

Suisse

L'ETAT VEUT RENFORCER SES POUVOIRS D'INTERVENTION

De notre correspondant.)

Berne. — Malgré l'insuccès d'une première tentative il y a une année, les autorités helvéti-ques n'ant pas renoncé à obteques n'ant pas renonce à cote-nir des pouvoirs accrus pour mieux maitriser les fluctuations de la conjoncture. Ainsi, le dépar-tement fédéral de l'économie pu-blique a présenté, le 12 mai, à Berne, un nouveau projet d'arti-cle constitutionnel destiné à com-pattre sussi bien le chômage que battre aussi bien le chômage que l'inflation. Ce n'est que d'extrême justesse que le premier projet avait été rejeté lors de la consul-tation populaire du 2 mars 1975.

Légèrement différent du précédent, le nouveau projet tient no-tamment compte des résistances

qui s'étalent manifestées dans les milieux fédéralistes. Mais le but poursuivi reste le même : ren-forcer les pouvoirs d'interven-tion de l'Etat dans les domaines de la monnaie et du crédit, des finances publiques et des rela-tions économiques avec l'exté-rieur. Certes, la Suisse connaît actuellement un taux d'inflation actuellement im taux d'inflation d'à peine 3 % l'an, mais, comme l'a déclaré M. Ernst Brugger, chef du département fédéral de l'économie publique, « il s'agit d'une mesure préventive pour lutter le cas échéant contre de nouvelles poussées conjoncturelles ». C'est probablement dons le courant de probablement dans le courant de l'année prochaine que les citoyens heivétiques et les cantons seront appelés à se prononcer sur cette ré-vision constitutionnelle. — J.-C. B.





EUROPE

Irlande du Nord

Onze morts et cinquante-quatre blessés dans une série d'attentats

De notre correspondant

Paris

Montréal

Toronto.

Avec Air Canada.

vous pouvez

vraiment choisir

votre destination

au Canada.

En effet, Air Canada est la seule compagnie à desservir autant de villes au Canada : 31 exac-

tement. Avec Air Canada, vous pouvez partir à 11 h 15 de Paris-Charles-de-Gaulle; arriver à 12 h 40

pour une escale technique à Montréal; et être à 14 h 45 à Toronto, A pied-d'œuvre pour vos rendez-vous d'affaires.

(Winnipeg, Vancouver, Calgary, Edmonton), vous pouvez profiter du service Western Arrow

et gagner jusqu'à 4 h de voyage : il vous suffit de prendre un vol direct via Londres (par exemple : départ à 15 h de Charles-de-Gaulle; arrivée à Londres à 15 h, escale et arrivée à Vancouver à

Et n'oubliez pas que ce réseau de 31 desti-

Avec Air Canada, vous rattrapez le temps

Nous serions tellement contents de vous accueillir.

17 h 55).

qui passe.

nations est ouvert au fret.

Et si vous partez pour l'ouest du Canada

tuées et cinquante-quatre sées au cours d'une série d'at-ats, le week-end dernier, portant le nombre des morts de la province à cent vingt-cinq de-puis le début de 1976.

Dans le village frontalier de Belcoo (comté de Fermanagh), à l'ouest de l'Ulster, trois policiers l'ouest de l'Ulster, trois policiers de la Royal Ulster Constabulary (RUC) ont été tués par un engin piégé, et un quatrième grievement blessé. Plus tard, un sergent de la RUC a été tué dans une em-buscade sur une route de la frontière avec l'Eire à Warren-point, dans le comté de Down, et un autre dimanche sor à Belfast.

En représailles, cinq bars catholiques ont été attaqués par des activistes protestants. Dans le centre de Belfast, une bombe, placée à l'entrée d'un pub, a tué deux catholiques. Dans le petit village de Charlemont, comté d'Armagh, trois catholiques ont trouvé la mort dans une attaque similaire. D'autre part, six personnes ont été blessées dans une fusillade contre un pub du village.

Dans une déclaration, le secré-

taire d'Etat à l'Irlande du Nord.

M. Merlyn Rees, a affirmé:
« Maintenant, la police est en
première ligne. » Blen que l'IRA
provisoire n'ait pas renvendiqué
les attentats contre la RUC, il
semble qu'elle en soit responsable. Dans un de ses journaux,
elle promettait « un long et chaud
été » à la police nord-irlandaise
si cette dernière appliquait le
plan d' « ulstérisation » de
M. Rees. Celui-ci a l'intention de
confier progressivement la lutte
contre le terrorisme à la police
locale et aux territoriaux de
l'U.D.R. Déjà, plus de mille soldats britanniques ont été retirés
d'Ulster. Mais il est probable qu'il
n'y aura pas d'autres retraits à
court terme.
Cette nouvelle vague de vio-

Cette nouvelle vague de vio-lences survient après une période de calme, mise à profit par le leader du parti loyaliste Van-guard, M. William Craig, pour suggérer la reprise des discus-sions entre les partis politiques d'Irlande du Nord sur l'avenir constitutionnel de la province. A ce tifre, il a demandé audience au premier ministre, M. James au premier ministre, M. James Callaghan, et suggéré des élec-tions pour une troisième session de la Convention constitution-nelle dissoute le 5 mars dernier.

Grande-Bretagne

d'un organe exécutif en Écosse

De notre correspondant

Londres. — Après bien des ter-giversations, le leader conserva-teur, Mme Thatcher, a défini. samedi 15 mai, à Perth, au congrès des tories écossais, la politique conservatrice à propos

Les tories se prononcent for-mellement pour une assemblée écossaise élue au suffrage uni-versel, mais qui ne sera qu'une « succursale » du Parlement de Westminster, sans aucun organe exécutif. C'est un compromis boiteux visant à satisfaire les aspirations écossaises à l'autono-mie sans trahir l'attitude tradi-

mie sans trahir l'attitude traditionnellement « unioniste » du
parti conservateur.

Mme Thatcher s'est monkrée
suffisamment habile pour ne pas
provoquer de manifestations hostiles de la part des nombreux
conservateurs écossais qui restent
fermement opposés à toute espèce
de pouvoir régional. La veille,
cepèndant, M. Whitelaw, responsable des questions de dévolution
dans le cabinet fantôme, avait
affronté une véritable tempète en
défendant l'attitude des dirigeants
du parti.

Nombre de conservateurs considèrent la création d'une assem-blée écossaise comme le premier pas vers la désintégration du

Royaume-Uni. Après un débat-extrêmement houleux au congrès de Perth, le principe d'une telle assemblée avait néanmoins été approuvé vendredi par une faible

majorité. Les critiques de la politique officielle du parti tory ont de-mandé en vain un vote à bulletin secret. Ils ont fait remarquer que secret. Ils ont fait remarquer que le parti conservateur reproche aux syndicats de violer les règles élémentaires de la démocratie lorsqu'ils prennent leurs décisions à main levée. Ceux des tories qui mènent campagne sur le thème « Gardez la Grande-Bretagne unie» ont d'ailleurs noté que, dans le salle du congrès de Perth, les bras de nombreux « visiteurs et invités » avaient gonflé le nombre des votes.

des votes. La position adoptée par Mme Thatcher et la majorité du « cabinet jantôme » permet aux conservateurs de toutes mances de s'opposer désormais unanimement au projet du gouvernement ment au projet de guvernement travalliste qui prévoit, non seule-ment une assemblée écossaise, mais un embryon d'exécutif à Edimbourg. Il est vrai qu'un nombre substantiel de députés du Labour sont aussi hostiles que les tories à la dévolution de pouvoirs

JEAN WETZ.

UN DIPLOMATE SUD-AFRICAIN AURAIT TENTÉ

DE COMPROMETTRE UN HOMME POLITIQUE DE PREMIER PLAN

Selon le journal; le deuxième secrétaire de l'ambassade sud-afri-caine à Londres a rencontré à piusieurs reprises un jeune homme de vingt ans pour conclare l'affaire. Ni le nom du jeune homme ni celui nomme politique n'ont été

Pintérieur d'ouvrir une enquête sur les activités de l'Anglo American Corporation, impliquée, selon lui, dans une « conspiration sud-airicaine » contre des politiciens bri-

Union soviétique

Les conservateurs s'opposent à la création M. Brejnev ne se rendrait pas à Belgrade avant l'automne

De notre correspondant

Moscou. — M. Brejnev fera bien un voyage officiel en Yougoslavie, mais il est peu probable que ce soit avant l'automne. C'est ce qu'on laisse entendre dans les milieux bien informés de Moscou. après l'entrevue accordée vendredt 14 mai par le secrétaire général à M. Smole. l'ambassa deur de Yougoslavie en U.R.S.S. Cette rencontre avait relancé les Cette rencontre avait relancé les Cette rencontre avait relance les spéculations sur un prochain voyage de M. Breinev. Il est très rare en effet que le secrétaire général reçoive des ambassadeurs, et, jusqu'à présent, de telles entrevues ont toujours été consacrées à la préparation d'un voyage officiel officiel.

Le cas de M. Smole est un peu différent, explique-t-on : l'ambas-sadeur yodgoslave, qui est en poste depuis moins d'un an à Moscou, est membre du bureau politique de la Ligue des commupolitique de la Ligue des commu-nistes. C'est dire qu'il a un contact direct avec le maréchai Tito et qu'il peut aborder avec ses inter-locuteurs soviétiques le délicat problème des rapports entre par-tis. On pense d'alleurs que MM. Brejnev et Smole n'ont pas limité leurs entretiens de ven-dedi au morage de M. Brejney dredi au voyage de M. Brejnev, mais qu'ils ont aussi abordé certains problèmes de politique étrangère (en particulier la situation au Proche-Orient), ainsi que celui de la conférence des partis communistes européens.

On estime toujours, à Moscou. que cette conférence pourrait se réunir à Berlin-Est, soit vers la fin du mois de juin. soit au mois de juillet. Si les perspectives d'un

compromis n'étaient pas bonnes, ajoute-t-on, le bureau politique soviétique n'aurait pas pris le risque de publier vendredi un communique relativement opticommunique relativement optimiste approuvant le travail de la
délégation de Moscou à la dernière réunion de la commission
de rédaction du document qui doit
ètre adopté à l'issue de la conférence. C'est la première fois qu'un
tel communiqué est publié.
Si la conférence a lieu, il est
probable que M. Brejney s'y-rendra. Parmi les autres raisons qui
pourraient expliquer l'impossibilité pour le secrétaire général
de se rendre prochainement en

de se rendre prochainement en Yougoslavie, il faut citer le voyage officiel que doit faire, à partir du 8 juin, Mme Gandhi en U.R.S.S. et aussi la prochaine session du Soviet suprême, qui sera précédée, comme le veut la tradition par un plénum du tradition, par un plénum du comité central.

La dernière rencontre M. Brejnev et le marechal Tito eut lieu en novembre 1973, à Kiev. Depuis plusieurs incidents ont marqué les relations entre les deux pays (notamment à propos du rôle de l'armée rouge dans la libération de la Yougoslavie, des activités des éléments « kominformistes » yougoslaves, qui bénéfi-cient du soutien soviétique, et de la préparation de la conférence des partis communistes euro-péens). Mais Moscou a toujours pris soin de ne pas envenimer les choses, ayant sans doute à l'esprit la succession du maréchal

JACQUES AMALRIC.

Allemagne fédérale

Après les incidents de Francfort

... A la suite de la man

cours de laquelle policier a été gravement brîtié par un cocktail Molotov, la police s

meurire sur la personne du policier Le juge d'instruction a remis en

liberté, la samedi 15 mai, treiza des

personnes apprénendées sur simple coup de téléphone anonyme et qui,

la veille, avaient été presences au public comme les léaders du l'e insurrection »; la quatorzième, M. Gerhard Stecker, a été placée en détention préventive.

Les personnes présentées publi-quement comme des « assassins et

quement comme us à assassin et terroristes » ont l'intention de porter plainte contre M. Müller, président de la police de Franc-fort, et contre M. Werner, secrétaire d'Etat au ministère de la justice

de Hesse, président de la commission spéciale chargée d'enquêter sur les affrontements de la semaine der-

A Berlin-Ouest

PLUSIEURS MELLIERS

DE TEIMEZ GENZ

ONT ASSISTÉ AUX OBSEQUES

D'ULRIKE MEINHOF

(De notre envoyé spécial.)

avaient été présent

LE JUGE FAIT RELACHER TREIZE DES QUATORZE PERSONNES APPRÉHENDÉES :

nal libéral e The Guardian n a publié samedi 15 mai un article affirmant qu'un diplomate sud-africain en poste à Londres a cher-ché à obtenir un film « pornographique » sur lequel figurerait un homme politique britannique premier plan.

Cette affaire pourrait être rappro-chée des accusations d'homosexua-lité lancées contre M. Jeremy Thorpe, l'ancien chef du parti libéral, qui d'a apartheid » en Afrique du Sud. Lorsque les premières accusations contre le leader libéral ont été lancontre le leader libéral ont été lan-cées, au début de l'année. M. Harold Wilson, alors premier ministre, avait déclaré avoir les preuves que cette campagne avait pour origine les milieux sud-africains.

M. Harry Oppenheimer, président de l'Anglo American Corporation, groupe géant de l'industrie minière sud-africaine, a formellement démenti samedi solt à Londres que sa firme ait cherché à discréditer certains hommes politiques britan-niques hostiles à la politique d'a spartheid ».

La semaine dernière, un député travailliste, M. Paul Rose, avait de-mandé au ministre britannique de

AMI DE M. SAKHAROV

Le physicien Orlov a été interpellé

De notre correspondant

Moscou. — Le K.G.B. a arrêté, samedi 15 mai, pendant quelques heures, un scientifique fort actif dans la défense des droits civiques des Soviétiques. Il s'agit du pro-fesseur Iouri Orlov, membre corresseur louri Oriov, membre correspondant de l'Académie des
sciences d'Arménie, et ami très
proche du physicien Sakharov. Il
est reproché au physicien d'avoir
créé, il y a moins d'une semaine,
un comité chargé de vérifier si
l'URSS. respecte bien les dispocitimes ariques par l'acta fine! sitions prévues par l'acte final du «sommet» d'Helsinki.

Ce comité, qui serait surtout destiné à recueillir les plaintes éventuelles de Soviétiques, com-prend notamment, outre M. Orlov. la femme d'André Sakharov. le general Piotr Grigorenko, les écri-vains Alexandre Ginzbourg et Anatole Martchenko. Le K.G.B. Anatole Martchenko. Le K.G.B. a fait savoir à M. Orlov qu'en poursuivant ses activités il se rendait passible de poursuites judiciaires. Ancune accusation précise n'a été portée, mais des poursuites peuvent toujours être engagées en U.R.S.S. pour « diffiantion de l'Union soviétique ». M. Orlov a fait savoir peu après sa libération qu'il entendait poursuivre ses activités.

L'interpellation de M. Orlov a été annoncée en premier par l'agence Tass, qui accuse le scien-tifique d'a une nouvelle provoca-tion visant à compromettre le processus de la détente interna-tionale ». La dépêche de l'agence

Tass n'a été reprise ni dimanche ni lundi dans la presse sovie-tique. — J. A.

Au moment de la constitution de ce comité, l'agence Tass, jaisant l'analyse d'un ouvrage sur les perspectives de coopération européenne, écrivait : on ne doit pas, « à l'étape actuelle de la détente », brusquer la réalisation de « contacts humains, entre l'Est et l'Ouest, alors que les échanges scientifiques et techniques sont hautement souhaitables » En revanche, en ce qui concerne les contacts humains, « on voit apparaître souvent dans la presse occidentel des orila presse occidentale des exi-gences maximalistes, qui sont soit prématurées soit fruits de pure

prématurées soit fruits de pure imagination ».

L'ouvrage affirme que la condition « sine qua non » pour l'adoption de mesures envisagées au « sommet » d'Helsinkl » est que soient acceptées « des garanties universelles contre les atteintes et actes inamicaux éventuels dans le domaine politique et tuels dans le domaine politique et idéologique. De telles garanties doivent être mutuellement accepdoivent être mutuellement accep-tables et définies de manière à défendre les intérêts des Etats ». C'est seulement avec ces garun-ties que « tous les Etats » auront la certitude que « la voie des contacts humains » ne leur ap-portera « ni l'ingérence dans leurs affaires intérieures, ni la désor-ganisation de leur système juri-dique ».

ILA VIE PRIVÉE

ancien Cha

• LES RELATIONS MRENTS-ENFANTS

· LA SOCIÉTÉ DE NON-CONSONA

RECORDS, STATISTIC ET "SYSTÈME D"

DIPLOMATIE

LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Les Neuf ont fait des progrès de procédure

« Sans vouloir verser dans l'optimisme, je dois néanmoins reconnaître que nous avons réussi à jaire des progrès en ce qui concerne l'élection du Parlement européen, et nous avons réussi également à éviter l'enterrement du rapport Tindemans », a déclaré, samedi 15 mai, devant la presse, le président en exercice du conseil des Neuf, M. Gaston Thorn, président du gouvernement et ministre des affaires étrangères du Luxembourg, après les vingt-quatre heures de « conclave » des Neuf au château de Senningen, dans le grand duché.

Le progrès enregistre est cependate

duché.

Le progrès enregistré est cependant de pure procédure : une certaine volonté d'aboutir s'est manifestée entre les Neuf, qui ont décidé de reprendre la question fin mai et, si besoin est, en juin afin d'arriver à un résultat au conseil européen des 12 et 13 juillet. Sur le sujet épineux de la répartition nationale des stèges, trois projets seulement restent sur la table au lieu de huit précédemment : orécédemment : 1) Le projet de l'Assemblée

européenne, qui est un compromis tenant compte à la fois de la proportionnelle, des représenta-tions à l'égard de la population

de chaque Etat et de la nécessité d'une représentation suffisante des petits États ; 2) Le projet français, qui maindes petits Etats;

2) Le projet français, qui maintient la répartition actuelle des sièges de l'Assemblée européenne et sa variante allemande qui double les sièges de tous les pays, sauf ceux du Luxembourg;

3) Enfin un projet belge, qui est une autre forme de compromis : l'Assemblée conserverait pour moitié la répartition actuelle et pour l'autre moitié tiendrait intégralement compte de l'importance des populations.

La variante allemande du projet français 2 semblé marquer des points. L'Italie, en tout cas, qui à la dernière réunion du conseil européen avait vivement combattu le projet français, n'y ferait pas d'objections.

La seule autre question discutée par les Neuf a été le rapport l'indemans sur l'union européenne.

M. Thorn a déclaré à ce sujet : a Nous sommes enfin entrés dans le vif du sujet. Le seul étément important que nous ayons pu retentr c'est la procédure, c'est-à-dire que dorénavant, lors de chaque réunion des ministres des afjaires étrangères, nous consacrerons deux heures de nos travaux au rapport Tindemans. »

M. ROCKEFELLER: les relations germano - américaines sont meilleures que jamais.

(De notre correspondant.)

Bonn. — La manifestation organisée à la Paulus Kirche de Francfort le dimanche 16 mai, pour le deux centième anniversaire des Etats-Unis, a permis au chancelier Schmidt et au vics-président Rockefeller de célébrer l'amitié genrance américaire. l'amitie germano - américaine. « Les relations entre Bonn et Washington sont meilleures que jamais », a déclaré M. Rockefel-

jamais », a déclaré M. Rockefeller en quittant la R.F.A.

Devant de nombrenses personnalités, dont le président de la République fédérale, M. Walter Scheel, et M. John McCloy, premier haut commissaire américain en Allemagne après la guerre, le vice-président américain a dénoncé « la nouvelle et multiple jorme de l'impérialisme, composée d'un mélange de tsarisme et de marxisme avec des ingrédients colonialistes ».

En réponse, M. Helmut Schmidt

colonialistes ».

En réponse, M. Helmut Schmidt a insisté sur « l'identité des valeurs politiques et sociales » de la République fédérale et des Etats-Unis Après avoir remercié les Américains pour leur aide après la guerre, il a réclamé une coopération plus forte entre l'Europe et les Etats-Unis grâce à un accord plus étroit de leurs politiques.

Berlin. — Un peu moins d'une semaine après avoir été trouvée pendue dans sa cellule de la prison de Stuttgart - Stammheim, Urike Meinhof a été inhunée le semedi 15 mai au cimetière protestant de Berlin-Mariendorf, sans cérémonie religieuse, avec queiques fleurs. Plusieurs milliers de jeun es gens, dont beaucoup avaient le bas du visage masqué pour ne pas être reconnus plus tard par la police, se pressaient autour de la sœur d'Urike Meinhof, des familles des autres prisonniers du groupe, de leurs avocats. A l'issue de la cérémonie, queique sept mille personnes se sont dirigées vers le centre de Berlin, quadrille par un fort service d'ordre, sans provoquer d'invice d'ordre, sans provoquer d'in-cidents. « Nous avons échoué parce que

nous n'avons pat pu empêcher la mort d'Ulrike Meinhof, a affirmé Me Croissant, en exigeant l'aboi-tion de l'isolement et un statut de tion de l'isolement et un statut de prisonnier politique pour les détenus de la Fraction armée rouge. » En déclarant qu'il allait parier « en chrétien », Mr. Helmut Gollwitzer, professeur de théologie, ancien dirigeant de l' « Eglise confessante », qui refusa de collaborer avec Hitler, provoqua quelques remous. « Au-delà des désaccords qui me séparaient d'Urike Meinhof, dit-il, l'important, c'est la lutte pour la libération de l'homme de l'oppression et de l'exploitation. Sa vie et son combat nous interrogent sur ce

et de l'exploitation. Sa vie et son combat nous interrogent sur ce que nous avons négligé. Si elle-avait trouvé plus de gens prêts à combattre l'oppression, peut-être aurait-elle choisi une autre stratégie que celle de la haine et de la contre-haine?

AIR CANADA

Paris-9*: 24, bd des Capucines - Tél. 273.84.00 Lyon-2*: 63, rue du Pt E.-Herriot-Tél. 42.43.17

tinion soviétique

se rendrait pas à Belga

AMI DE M. SAKHAROV

drysicien Orloy a été interpelle

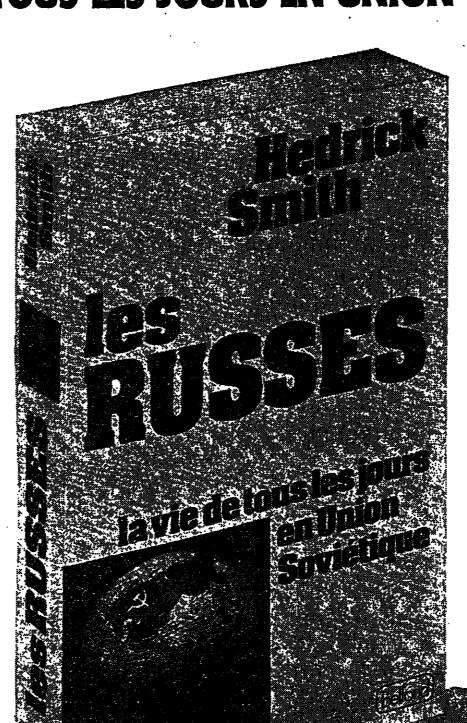
De notre correspondant

M. ROCKEFELLER : les felà

HEDRICK SMITH

ancien Chef du Bureau du New York Times à Moscou **Prix Pulitzer**

LA VIE DE TOUS LES JOURS EN UNION SOVIÉTIQUE



- LES COMMUNISTES ET LE "PARTI"
- INFORMATION ET CENSURE
- INTELLECTUELS MARGINAUX ET HOPITAUX PSYCHIATRIQUES
- LA TENTATION DE L'OCCIDENT

- LA VIE PRIVÉE
- LES RELATIONS **PARENTS-ENFANTS**
- LA SOCIÉTÉ **DE NON-CONSOMMATION**
- RECORDS, STATISTIQUES ET "SYSTÈME D"

le communisme "vécu": UN DOCUMENT PASSIONNANT ET OBJECTIF

Un fort volume de 512 pages : 49,00 F

Le parti socialiste s'est donc donné pour règle l'union de la gauche. Dans toutes les communes de France où il est présent, il va engager des conversations avec ses partenaires du programme commun. Dans les villes de plus de trente mille habitants, il va s'efforcer de faire mettre en place des listes d'union de la gauche. Bref. il n'y aura pas d'«union à la carte», a expliqué M. François Mitterrand, répondant aux reproches du parti communiste. Et le premier secrétaire du P.S. a refusé de se lier par avance les mains dans les négociations avec les communistes en n'excluant pas, contraire-

Samedi matin, 15 mai, les délè-gués socialistes siègent à huis clos en convention nationale. M. Pierre Mauroy présente le rapport de la direction (le Monde daté 18-17 mai). Le maire de Lille insiste sur la nécessité de ren-forcer la cohésion du parti socia-liste face aux responsabilités qui liste face aux responsabilités qui sont à présent les siennes. M. Pierre Guidoni, au nom du CERES (1), note que le P.S. se trouve devant une situation nouvelle. Il présente néanmoins quelques critiques sur le fonctionnement de la démocratie interne du parti et s'interroge sur la politique menée par la direction à propos du Portugal, de l'Europe et du problème du pouvoir et de l'Etat. Il conclut : « C'est dans l'esprit de l'union nécessaire que nous nous prononcerons sur le nous nous prononcerons sur le quitus. Nous nous abstiendrons en espérant que ce sera la dernière fois. »

M. Mitterrand insiste sur le fait

que le vote d'un quitus ne doit pas exprimer un désaccord avec la ligne adoptée lors du congrès de Pau, mais simplement sancde l'au, mais simplement sanc-tionner le fait de savoir si la direction a, ou non, respecté les décisions du parti. Le premier secrétaire insiste sur l'importance de ce vote, en soulignant au pas-sage que les fédérations qui refuseraient le quitus ne doivent pas trop compter sur son aide lors de futures campagnes électorales. En définitive, sopt fédérations s'abs-tiement, toutes animées par le CERES: Belfort, Marne, Haute-Marne, Meurthe et Moselle, Meuse, Paris, Haut-Rhin, Cinq refusent de prendre part au vote pour divers motifs, dont plusieurs tiennent à la situation interne de ces recerations. Il sagn de la Charente-Maritime, de l'Essonne, de la Loire, de la Savoie et du Val-d'Oise. Samedi après-midi, le congrès

s'ouvre sur un rapport de M. Roger Fajardie, membre du secrétariat national, qui présente la motion soumise aux délégués. On entend notamment, dans le cours de la discussion, MM Georges Sarre, membre du bureau exécutif, Christian Pierre (Paris), Fournier (Hauts-de-Seine), Wolf (Nord), Carassus (Pyrénées-Atlantiques), qui, au nom de la minorité, insistent sur le fait qu'au niveau municipal

M. CHEVENEMENT: savoir surmonter les clivages

Dimanche, on entend MM. Ba-chy (Ardennes), de Caumont (Calvados), Frécon (Loire), Chelle (Indre - et - Loire) et Colliard. M. Jean-Pierre Chevènement, député de Beifort, animateur du CERES, explique quant à lui que le but du congrès « n'est pas la victoire d'un courant sur l'autre ». « Il y a accord sur la règle et sur la procédure, déclare-t-il Nous la procédure, déclare-t-il. Nous ferons tout pour que la règle soit la règle. » Tout en notant que la droite exploite les divisions du P.S. et cherche à trier entre bons et mauvais socislistes, il sou-ligne: « L'union de la gauche, l'union du parti, c'est la même chose. L'union, nous la faisons sur l'union. Le parti doit se re-défint, savoir surmonter ses clidéfinir, savoir surmonter ses cli-vages, pour être à la hauteur des tâches historiques qui l'attentâches historiques qui l'atten-dent » En conclusion, il propose de jeter les bases d'une troisième famille de l'union de la gauche, pour donner à la gauche l'assise d'« un peuple rassemble sur l'idée d'une France socialiste ». Il évo-que à ce propos les gaullistes

de la Révolution culturelle

Association des Amities Franco-Chinoises

communiste, qui reproche aux so-

texte qui a donné lieu, depuis sa rédaction, à des interprétations

divergentes.

Du côté de la majorité interviennent notamment MM. Bichat (Yonne) et Benassayag (Paris), qui reprochent au CERES d'avoir fait disparaître au niveau du congrès l'amendement qu'il faisait défendre dans les sections.

M. Georges Filliand, député de la Drôme, souhaite que la réconciliation intervenue entre la majorité et la minorité ne dure pas que le temps d'un congrès.

MM. Mexandeau, député du Calvados, Benoist, député de la Nièvre, maire de Nevers, et Gilles Martinet, membre du secrétariat,

Nièvre, maire de Nevers, et Gilles Martinet, membre du secrétariat, interviennent à leur tour. Le dernier nommé réclame une plate-forme municipale commune négociée avec le parti communiste. Montent également à la tribune MM. Guillot (Gironde), Chaubard (Allier), Estève (Pyrénèes-Orientales), Geindre (Calvados), Etieane Weill-Raynal, ancien député, et Mmes Cécile Goldet (Paris), Denise Cacheux (Nord), Maryvonne Dussault. Ces dernières plaident en faveur d'une

nières plaident en faveur d'une meilleure représentation des

Garonne) reproche aux radicaux de gauche de se faire parfois

élire par la droite et réclame des

éclaircissements. M. Corigliano (Somme) demande de la souplesse dans l'application de la règle

saion laquelle le premier adjoint doit être du même parti que le maire. M. Adevah-Pœuf (Puy-de-Dôme) souligne que le P.S. va ouvrir la porte de milliers de

va ouvrir la porte de millers de mairies aux communistes sans qu'il y ait vraiment réciprocité. M. Pierre Joxe, député de Saône-et - Loire, précise qu'il n'a pas signé la lettre expliquant la mo-tion envoyée aux militants par la direction du P.S., bien que son nom figure au bas du document.

M. Sauvestre (Tarn-et-

de constater que, tous ensemble, nous avons trouvé la juste mesure pour conduire le parti socialiste vers de nouvelles victoires.» vers de nouvelles victoires.»

M. Mitterrand explique ensuite sur quels points doivent porter les négociations avec les communistes. Rappelant qu'à diverses occasions lè P.C.F. a refusé de voter des budgets présentés par les socialistes, il déciare : « Le particommuniste doit prendre l'engagement de la solidarité de gestion. Dans les villes où il le rejusera, nous rejuserons l'union. Je communice du reproche aux so-cialistes de pratiquer l'aunion à la carte ». « On n'a pas le droit, déclare-t-il, de nous opposer le premier tour de scrutin, puisque le P.S. ne choisit qu'une seule allance au deuxième tour : l'union de la gauche. » Après avoir jugé «insolite» que le congrès n'ait pas été saisi par la minorité des amendements que celle-ci a pro-posés dans les sections, le premier secretaire souligne comblen est légitime le désir du parti socia-liste de s'affirmer lui-même tout en développant l'union de la gauche. ue à ce propos les gaullistes gauche.

opposition.

« On ne doit pas oublier. noteM. Mitterrand note que, dès le t-il, que c'est seulement l'ajirma-

Le P.S. est unanime pour engager des négociations avec le P.C.F. en vue de constituer des listes d'union de la gauche leur échoir prochainement, cherchent à serrer De notre envoyé spécial les rangs, à surmonter les luttes de tendance. Mais il n'est pas sûr qu'à la base ce comportede ne pas se montrer suffisamment fermes et

ment à ce que demandaient certains membres de la minorité, l'éventuelle mise en place de municipalités socialistes homogènes

M. Mitterrand a affirmé qu'il veillerait personnellement à ce que l'union se réalise dans le plus grand nombre possible de commu-nes, mais en contrepartie il attend du P.C.F. des engagements fermes, en particulier sur la solidarité dans la gestion. Il n'est plus question que les élus communistes refusent de voter le budget des collectivités qu'ils gèrent en association avec le P.S. De même, les socialistes réclament d'être davantage associés aux responsabilités dans les communes où les communistes sont majoritaires.

En résumé, M. Mitterrand reste toujours aussi favorable à la pratique unitaire. Bien plus, il reproche au P.C.F. de la traduire au seul plan électoral et de ne pas la mettre en ceuvre dans les luttes quotidiennes. Mais le premier secrétaire reproche aussi à ses amis socialistes et communistes doivent apprendre à gouverner ensemble, et qui refusent toute exception à des listes d'union de la gauche, hormis les cas d'exigences exces-sives de la part des partenaires du P.S. MM. Delehedde (Pas-de-Calais) et Fuzier (Seine-Saint-Denis) défendent les positions de l'autre minorité: les anciens par-tisans de Guy Mollet. Ils expli-quent qu'on ne peut conserver un texte qui a donné lieu, depuis sa

tion stratégique, idéologique et militante du parti socialiste qui assurera la victoire de la gauche.

assurera la incroire de la gauche.
Trop de confusions sont répandues. Veut-on, à travers des considérations tactiques ou l'émotion
d'un moment, jermer la parenthèse et considérer que socialisme et communisme c'est la
même chose? Cela l'a été au
XIXº siècle. Marx et Engels
étaient des sociaux-démocrates, et
la distinction entre les deux ter-

etitient des socialis-temocrates, et la distinction entre les deux ter-mes ne date que de la révolution russe et du léntnisme. Nos efforts tendent à effacer cette différence,

tendent à effacer cette différence, mais pas en renonçant à être nous-mêmes. Le parti communiste, dans son évolution, reconnait d'ailleurs que nos anciens avaient raison. La liberté est un élément à intégrer tout autant que les autres dans la définition du socialisme. Nous n'en sommes pas cependant à l'identité idéologique. Nous allons négocier par-

gique. Nous allons négocier par-tout, mais je me refuse à consi-

dérer à l'avance les résultats. Les négociateurs ne seront pas liés par leur propre part, sans capa-cité de développer les atouts du

M. Mitterrand s'étonne alors qu'on se refuse le droit de placer le parti socialiste dans la meil-

le parti socialiste dans la meil-leure position. « N'imposez pas de règles impossibles, dit-il. Combien d'entre vous, désireux aujourd'hui de développer l'union, ne viendront-ils pas demain demander l'arbitrage du comilé

directeur à la suite d'exigences

jugées excessives de nos parte-naires? » Après avoir noté que le

report des voix socialistes devra s'opérer sur le parti communiste au deuxième tour et, si possible, mieux que lors des élections can-tonales, le premier secrétaire sou-

ligne néanmoins que la moitié des soixante-quinze nouveaux sièges de conseillers généraux enlevés

par le P.C.F. sont dus aux progrès du parti socialiste. Il poursuit :

« Il y a les droits du parti communiste et nous desons les

communiste et nous devons les respecter. Il y a les droits du parti socialiste et nous devons les remplir et les opposer, quand il le faut, au parti communiste. Le parti socialiste n'est pas en jachère. Il n'a pas à se confondre. L'union se négocie. Je comprends et fadmets la requête du parti communiste pour les villes de plus de trente mille habitants. Mais en deux mois il a changé d'avis pour les villes de moins de trente mille habitants et demande à présent des lisies d'union. Pourquoi? Par tactique. Cela nous arrive d'all-

tactique. Cela nous atrice d'ail-leurs à nous aussi. Je suis heureux

exigeants, de faire preuve de naïveté en cédant à la moindre pression communiste.

Les congressistes ont suivi M. Mitterrand, la minorité ne l'aisant plus aucune critique alors qu'elle avait engagé un débat sur l'inter-prétation de la motion et que, dans un certain nombre de départements, elle avait même fait voter un amendement limitant les possibilités d'exception à la constitution de listes d'union de la ganche. Les dirigeants nationaux du CERES, MM. Jean-Pierre Chevènement et Pierre Guidoni notamment, ont, à Dijon, fait preuve d'un remarquable esprit de conciliation, plaidant, eux aussi, comme M. Pierre Mauroy dans son rapport d'activité, en faveur de la cohésion et de l'unité du parti socialiste. Le CERES renonçait de ce fait à se compter.

Il ressort de cet épisode que l'ensemble des dirigeants socialistes, de plus en plus conscients des responsabilités nationales qui risquent de

rasse confince aux mittans, tetant entendu qu'un triple système d'arbitrage fonctionne au niveau des fédérations départementales, du comité directeur et d'une future convention natio-

d'une future convention natio-nale qui siègera au mois d'octo-bre. Au passage, M. Mitterrand remarque qu'au sein du parti socialiste on « se réclame jusqu'à l'excès, jusqu'à l'anarchie, du ré-tour à la base, qui permet surtout de revenir sur les décisions

Dans les villes de plus de trente mille habitants, le premier secrétaire estime qu'il faut tont faire pour parvenir à un accord avec les communistes, car il se-rait injuste de se faire élire avec

vous demande d'avoir beaucoup de fermeté sur le droit. » Et quelle est la part réservée au parti socialiste dans les muni-

cipalités communistes ? A Aulnavsous-Bois, chez Robert Ballanger, il reste de très honorables réfor-mateurs. L'union du peuple de France, est-ce sauter à pieds

riance, est-ce sauter a pieas joints par-dessus le parti socia-liste et les radicaux de gauche pour trouver quelqu'un d'autre? Mais qui? Il jaut en finir avec les socialistes qui, dans les municipalités communistes, sont réduits au rôle de chef du proiocole chargé de l'ordonnancement des pluntes

de l'ordonnancement des plantes

vertes. Nous ne sommes pas faits pour la figuration. Cela aussi doit

pour la figuration. Cela aussi doit ètre négocié. Je comprends les camarades qui refusent ce rôle. n Il faut parler clair et sans agressivité, avec le désir de régler

les problèmes. L'union de la gauche est une construction poli-tique difficile qui ne doit pas être

laissée à l'émotion d'un soir. » M. Mitterrand note alors qu'or

refuse aux socialistes les actions communes mais pas les postes sur les listes pour les élections muricipales. El se demande si l'union est vraiment cela. Il juge

enfin sage que, dans les villes à-forte densité urbaine, le premier adjoint soit du même parti que le maire. « Nous en discuterons le 21 mai », dit-il, faisant ailusion

à la prochaine rencontre « au

a la prochame remonate « uu sommet » des partis signataires du programme commun. M. Mitterrand conclut à propos de ces négociations : « Pour dire out, il faut pouvoir dire non. Que signi-

orises n.

out, muis je me rejuse a consi-érer à l'avance les résultats. Les légociateurs ne seront pas liés lar leur propre part, sans capa-lté de développer les atouts du D.S.»

M. Mitterrand traite ensuite du tion, consultez-moi, je l'ai écrit.»

M. MITTERRAND : le P.C. doit s'engager

à la solidarité de gestion

ment soit compris et admis. On sent en effet chez un certain nombre de militants socia-listes un réflexe de refus des états-majors de tendances et de leurs jeux tactiques. Déjà, à Paris, fief du CERES, s'est cree un groupe intitulé Alternative socialiste qui a pour ambition de permettre un débat échappant aux courants institutionnalisés. C'est un état aux courants institution de la maissi bien au sein de la majorité que de la minorité du P.S. Il reste à savoir si tout le monde à la base acceptera le fait qu'à Dijon les dirigeants du CERFS aient à nouveau entériné les règles fixées par M. Mitterrand. De la réaction des militants dépend en effet le caractère de la réconciliation intervenue. Est-elle solide et préfigure-t-elle un retour des minoritaires dans le secrétariat national du P.S. lors du congrès de 1977, ou ne s'agit-il que d'un épisode? THIERRY PFISTER.

la néjaste réforme du deurième cycle, les étudiants ne doirent pas laisser perdre une année universitaire, c'est-à-dire des examens valides. » Il invite également les socialistes à défendre l'indépendance de la magistrature et il dénonce « la chasse aux sorcières dans la fancion publique » chasse dans la fancion publique » chasse cas des communes de moins de deux mille cinq cents habitants, où une grande liberté doit être laissée, car, dans de nombreux cas, ni le P.C.F. ni le P.S. ne sont organisés. Il demande que l'on fasse confiance aux militants. dans la fonction publique », chasse qui, se'on lui, touche notamment les militants socialistes. Il repro-che aux sociaux-démocrates allemands de recourir, dans leur pays,

cats dejoueront ces manœuvres et qu'aux prochaines élections municipales, ils choisiront des administrateurs libres, responsa-bles, et non des olages de combi-naisons politiques. (...) Le parti socialiste s'enjerme avec le parti communiste. C'est une attitude partisane et sectaire. Après avoir tenté de couper le pays en deux, voict que le P.S. altié au P.C. voudrait couper les villes et les villages en blocs opposés. L'opposi-tion tente ainsi d'imposer une sorte de guerre de religion poli-tique qui nous fait remonter à plusieurs siècles en arrière. Il se cache derrière cette attitude du P.S. et du P.C. une manœuvre

politicienne. n Le président du Centre démocrate a encore affirmé : « La matrie est la maison commune, elle doit être ouverte à tous. Le conseil municipal doit donc être ouvert à toutes les tendances, des lors qu'elles sont unies sur une politique municipale, même si leurs options politiques sont dif-férentes au plan national. C'est cette volonté d'ouverture que nous recommandons aux formations de la majorité lorsqu'elles constitueront leurs listes:

Ouverture des listes aux représentants politiques de la ma-jorité mais aussi à des représen-tants d'autres tendances: » — Ouverture à des responsa-

● M. Roger Chinaud, président du groupe républicain indépen-dant de l'Assemblée nationale, a déclaré, dimanche 16 mai : a M. Mitterrand invite, sous la menace, ses partisans à rompre avec la sagesse en les forçant à l'unité avec les communistes. Il prend ainsi la grave responsabisemble la sagesse et le bon sens, d'organiser l'affrontement excessi/. b

faut pouvoir aire non. Que sumifie un oui qui ne suppose pas le
non? C'est un oui dans la
contrainte. »

Dans la seconde partie de son
intervention, le député de la
Nièvre traite de la situation politique générale. A propos des
grèves dans les universités, il
déclare : « Quelle que soit l'importance des problèmes posés par

à des pratiques analogues. Enfin, M. Mitterrand met en garde M. Chevènement contre ses appels aux gaullistes en expliquant qu'il s'agit d'un mouvement tourné vers le passé, qui a enfermé les Français sur un certain nombre d'idées du XIX° siècle ct qui a repliè la France sur elle-même

Centre d'études, de recherches et d'éducation socialists, constituant le minorité du P.S.

M. Lecanuet: une attitude partisane et sectaire

M. Jean Lecanuet qui avait réuni la presse dimanche après-midi 16 mai, au ministère de la justice, a déclaré, à propos des décisions du congrès extraordinaire du P.S.: « Le parti socialiste veut utiliser les municipales en rue des législatives, de même qu'il roudra utiliser les législatives pour tenter de remetire en causs la présidence de la République. Je suis convaincu que les Français déjoueront ces manœuvres et qu'aux prochaines élections le dit orial de l'Humanité du la maigne de de la rection d 17 mai, que la motion adoptée par le P.S. « ne réponde pas d'une manière nette » aux exigences unitaires, et « laisse place à des zones d'ambiguïté ». Il « Que peut signifier la formule « le meilleur accord possible », sinon qu'il y aura des exceptions à la règle ?

» En fait, la motion du congrès

socialiste ouvre largement la porte a des interpretations diverses de la règle. Elle rejette la propo-sition d'un accord national dans l'ensemble des communes, laissant aur instances fédérales dans les viiles de moins de trente mille habitants (c'est-à-dire la très grande majorité) la faculté de constituer des listes homogènes ou élargies et de rejuser l'union avec les communistes si les exigences de ces derniers sont jugées « excessives ».

» Ici encore la formule, par son imprécision, laisse le champ libre à diverses interprétations. Qu'est-ce qui sera jugé excessif? Le fait, par exemple, que les communistes demandent, comme ils le précisent dans leur lettre, que les listes de gauche soient constituées à la proportionnelle? On aimerait une réponse claire

toute alliance avec le centre et les partis de la majorité, les socia-listes veulent enlever un argulistes veulent enlever un argu-ment aux communistes. Mais en-introduisant la possibilité d'ex-ceptions à la règle de la liste commune. M. Mitterrand veut rassurer la frange la plus mo-dérée de son électorat et faire planer le doute, dans certaines villes comme Marseille où Lille, sur les intentions réelles de ses amis, » antis, »

 M. Eric Hintermann, secrétaire général de la Fédération des socialistes démocrates, estime que l'unanimité des décisions du congrès socialiste de Dijon prouve. que le courant réformiste jauressien, social-democrate, interdit au sein du P.S. depuis 1975, ne peut effectivement exister qu'en dehors de ce parti ».

départ, tous les socialistes ont été d'accord pour qu'à l'occasion des élections municipales il n'y ait d'alliances qu'à gauche. Il y voit un acquis important, pulsque, parmi les « donneurs de leçons d'aujourd'huí», certains il y a six ans, avaient voté l'inverse et refusé tout accord avec le P.C.F. Le premier secrétaire souligne que tout socialiste qui ne se plierait pas à cette règie serait exclu. Puis il récuse la critique du parti

24 Rue St-Victor Puris Va

Mo Maybert-Mutealite

Entrée:7f

un nouveau film sur la révolution dans l'enseignement en 20 H 30 Débat : la lutte actuelle Mutualité pour l'approfondissement

M. Stirn va rencontrer à Paris les représentants de toutes les tendances du T.F.A.I. cette session el devrait en prin-

Interroge lundi matin 17 mai sur l'évolution dans les territoires d'outre-mer, M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, a annoncé qu'il se rendrait en juillet à la Réunion. à Mayotte, aux Antilles et, peut-être, à Saint-Pierre-et-Miquelon, puis, en août, en Polynésie, en Nouvelle-Calédonie et aux Nouvelles-Hérrides. Il a fait le point de la struction Il a fait le point de la situation dans les termes sulvants :

SAINT-PIERRE-ET-MIQUE-LON: « Avant la fin de la session parlementaire doit intervenir le vote sur la départementalisation. Celui-ci ne devrait pas soulever de difficultés majeures. La commission des lois a d'ailleurs adopté le projet.»

MAYOTTE: a Le projet de départementalisation sera lui aussi voté au cours de la session parlementaire. Mayotte devient département français, mais l'article premier du projet laisse aux Mahorais un délai de réflexion

de quatre années leur permettant de reventr au statut de territoire d'outre-mer s'ils estiment la formule du département trop rigide.

WALLIS-ET-FUTUNA: « Les étus du territoire souhaitent, semble-t-il, discuter d'une éventuelle départementalisation. En distriction d'une éventière des partementalisation. semote-t-u, discuter à une even-tuelle départementalisation. En juin, je recevrai une délégation du territoire et nous étudierons ensemble les conditions dans les-quelles Wallis-et-Futuna pour-raient, le cas échéant, deventr département. En août, je verrai sur place s'il y a lieu de sou-mettre un projet dans ce sens à l'Assemblée territoriale. » NOUVELLE-CALEDONE: « Le gouvernement a proposé un pro-jet de révision du statut politique actuel. En ej/et, ce dernier est estimé anachronique par lous. Une nouvelle repartition des tâches sur le plan local et dans les rapports avec l'Etat est prête. Il s'agit notamment de créer un conscil régional. Le texte sera examiné en première lecture à

cette session el devrait en prin-cipe être voté au plus tard en octobre. Contrairement à cer-tains brutts, je tiens à affirmer qu'il n'est absolument pas ques-tion d'imposer aux Calédoniens le choix entre départementalisa-tion et l'indépendance.

tion et l'indépendance. »

POLYNESIE : « Il apparaît très difficile de trouver pour l'instant une formule de statut susceptible de satisfaire toutes les tendances politiques polynésicanes. Il n'y aura donc pas de projet de nouveau statut déposé à cette session, mais une « table ronde » aura lieu sur place en août à Papeete, à l'occasion de ma visite en Polynésie. »

NOUVELLES - HEBRIDES : « Les élections ont été annulées dans quatre circonscriptions. Je souhaite qu'après les élections partielles qui vont intervenir, notamment dans l'ile de Santo, l'assemblée territorale entre enfin en fonction pour la première fois. »

en fonction pour la première fois.»

TERRITOIRE FRANÇAIS DES AFARS ET DES ISSAS : «16 Commencerai, mardi 25 mai à Paris, une série de conversations avec les représentants de toutes avec les représentants de toutes les tendances politiques du territoire. Il s'agit d'entretiens importants, et qui engageront l'avent. Il jaudra que chacun jasse un réel ejfort, car il jaut à la jois écarter les risques de conflits extéricurs et les risques de luttes raciales internes. Il faudra donc aboutir à une certaine jornes d'union Je recevral une à une chaque jornation politique, et les discussions dureront plusieurs jours, voire plusieurs semaines. Si une entente se dégage, ces disjunts, voire plusieurs semantes si une entente se dégage, ces dis-cussions pourraient être suivies d'une table ronde. Pour l'instant, la France doit maintenir l'ordre public à Djibouti et faire en sorte

que son départ n'engendre aucun désordre intérieur ou extérieur...? Propos recueillis par PHILIPPE DECRAENE

dections municipe

, listes unitaires de l ps primaires aux légis and the world

A TO SHOW THE PARTY

2 . B. J. D

5 1 1 LE 45 MI

ne l'e

La Company Control

orana 🛬 🚓 🚓 10

The Contraction

Friedr prochainement, cherchent in Brings, à surmonter les luttes de leute de leute

set pas sur qu'à la base ce tent set compris et admis. On sent en set compris et admis. On sent en set en s

pes in de la majorité que ce la minorité pes sets de la savoir si tout le monde à la pest à savoir si tout le monde à la pest à nouveau entériné les des la minoritaire de la minoritaire de la minoritaire de la minoritaire de la minoritaire, la minoritair

intervente. Est-elle soli en retour des minoritairs, in mational du P.S. lors du mational du P.S. lors du mational du persone d'un épisone.

et d'éducation contre de la contre del contre de la contre del la contre de la contre de la contre del la contre d

et set sand et set

uni le prince dinancio spes-loi le fait un ministère de la action de distribute à propos des-cisions de congres extraordi-sire de la congres extraordi-sire de la congres de membrales le pent utiliser les municipales en passes

L ponding stilling ha législations o tenting de rematire en nause grésidence de la République mui comeinen que (la Fran-l dégouerant) est manaurres qu'ent prochaines fluctions electratis, ils chontreus des minimients. Hors, remainté

principles ils chosprent des incidiositations illes chapts de combiniosite illes particulations politiques (illes de combiniosite properties que le particulations s'appertus que le particulations et sectaire. Letes avoir pat de campar le pass en deux pat de campar le pass en deux pat de campar le pass en deux la campar de ratigion polique qui sous lact remonter à indicari sitériar en errière. Il se vice derrière cette attitude du Serier de per le campararre des campararre des campararres de campararres des campararres de campar

THIERRY PFUT

à des pratiques analogue

M. Mitterrard met m

M. Chevènement contre se

ant gaullistes er explinur
sagt d'un nouvement
rers le passe, out a ente
Prançais sur un certai
Ottées du XIV siècle

Français sur un centar d'idées du XIX Béck e réplié la Franço sur éle-

tégories prove constitution de la constitution de l

* L'HUMANITE » : ME

d'ambiguïlé.

Peditor.a.

17 mai, que
par le P.S.
d'une mau.

e Que su a is marinist sinon 4"....

. BE /2.7 A 488 1140

sittore d'un

jugees a com.

son impred.

2 1cl Car.

ed de Centre demo- habitante

dien de Course verse la habitanza dinome affirme e La grande per pli la maison com unne. constituer Afre annarie à tout te ou electronic annacipat dont donc être une les con-

ter Meter aux. ils le

ajeure :

Des listes unitaires de la majorité dans les villes

Des primaires aux législatives

Le premier comité central de l'U.D.R. convo-qué par M. Yves Guéna depuis son élection comme secrétaire général du mouvement, le 24 avril dernier, s'est réuni, samedi 15 mai, à Paris, en présence de M. Jacques Chirac. C'est essentiellement aux problèmes électoraux qu'on été consacrés les débats. L'unanimité s'est faite sans difficulté pour décider que la tactique à choisir devait être fonc-tion de la nature des scrutins. L'U.D.R. s'est nettement prononcée pour la constitution de listes uniques de la majorité pour les élections municipales, mais pour une plus large liberté de candidature, c'est-à-dire pour des élections primaires. los de la consultation législative. La règle de la liste unique a été formulée pour toutes les communes importantes — même pour certaines de celles qui ont moins de 30 000 habitants - et surtout pour Paris. A ce propos, les gaullistes souhaitent que très rapidement, la majoité fasse connaritre quels sont ses candidats «uniques» dans les circonscriptions de la capitale, que ceux-ci annoncent leur programme avec précision et surtout que soit publiquement désignée la personnalité qui devra occuper les tonctions de maire. Plusieurs grateurs se sont étonnés que le président de la République ait choisi M. Taittinger comme secrétaire d'Etat à l'intérieur dans le but - évident à leur yeur d'en faire un maire de Paris et qu'il permette, dans le même temps aux républicains indépendants et aux centristes de mener une campagne qui est tout

nu cours des débats, M. Michel
Debré a réclamé « une vraie lutte
contre les excès d'inflation, et
une politique globale et raisonnée
de répartition du revenu national ». Il s'est inquiété de
« l'abaissement du nouveir nali « l'abaissement du pouvoir poli-tique devant les minorités », et a tique devant les minorites », et a déclaré: « A quoi bon un chej de l'Etal, un Parlement et un gouvernement désignés démocratiquement pour exercer l'autorité, i des minorités, qui n'ont aucune base légitime, peuvent agir impunément ! »

L'ancien premier ministre a conclu : « L'opinion populaire conclu: « L'opinion populaire souffre de la hausse des priz, et elle commence à comprendre que l'excès d'inflation, à la longue, crée le sous-emploi et le chômage. L'opinion publique souhaite que le commandement politique s'exerce, et si, dans un premier temps, elle soutient les manifestations contre le pouvoir, très vite elle condamne le pouvoir qui ne sait pas se faire respecter lorsque le bien public est en cause. L'opinion populaire veut l'indépendance ne over public est en cause. L'opi-nion populaire veut l'indépendance nationale, et c'est rendre un mau-vais service à nos alliés que de leur laisser croire que nous pou-vons, sans danger, abandonner la défense de nos intérêts. La révolte viendra du peuple lui-même.

M. GUENA: nous sommes pour la réforme

« Aujourd'hui, trois points res-tent préoccupants : d'une part, la reprise ne s'accompagna d'une embauche suffisante d'autre part, on n'assiste pas à une vraie relance des investissements : c'est une question de confiance au plan de l'économie conjunce au plan de l'economie comme au plan de la politique; notre résolution peut aider à vaincre ces hésitations. Le troisème point délicat tient à la hausse des prir. Il faut, pour la conjurer, l'u c'i d'it é et courage.

» l'affirme que nous, U.D.R., nous sommes pour la réforme. Sans doute n'a-t-on pas suffi-samment expliqué au pays que les réformes ne sont pas une fin les réformes ne sont pas une fin-en soi, mais un moyen pour par-venir à un but. Le but, le prési-dent de la République l'a fixé, c'est de réconcilier les Français avec eux-mêmes en assurant dans ce pays plus de justice sociale, plus d'équité, plus d'égalité. C'est un grand et beau programme qui vant bien, de la part des privi-légies, quelques efforts. Ainsi se justifient et s'expliquent, par exemple, la réforme de l'entreexemple, la réjorme de l'entre-prise et la taxation des plus-values, dont le principe trouveru une bonne traduction grâce aux amendements de l'U.D.R. (...)

a Nous nous battrons aux élec-tions municipales en favorisant la constitution de listes d'union de la majorité partout, à Paris comme en province. Nous nous battrons aux législatives, comme je l'ai déjà annoncé, en nous affirmant dans chaque circons-cription. A chaque combat, sa tactique; pour chaque combat, nous avons choist la tactique la plus profitable à la majorité, a nous avons choist la tactique la plus profitable à la majorité. Par M. Couve de Murville est intervenu pour déclarer : « Ce que l'opinion sait parjaitement, d'instinct, de manière en quelque sorte physique, c'est la considération ou l'absence de considération que le monde extérieur marque à notre égard, et le pays y est, plus qu'à tout, sensible. Cela entre pour beaucoup dans le jugement qu'il rend à l'occasion entre pour ocaucins utilis de fu-gement qu'il rend à l'occasion des élections. La fierté nationale est un sentiment bien vivant qui ne se manifeste pas seulement dans les feux du ballon. Il ne suffit pas d'aller, comme beacrip, répélant à longueur de dis-cours indépendance, indépen-dance I sans se soucier de mettre derrière quelque chose de réel.

» Cela est vrai pour le pouvoir Cela l'est aussi pour l'opposition. Je ne suis pas heureux quand je pois un grand parti comme le parti socialiste, par des rencontres répétées avec des ambassa deurs etrangers, donner l'impression de les fatre juges et parties de sa politique et de ses alà la fois conduite en faveur de M. Dominati, secrétaire général des républicains indépendants. et contre l'U.D.R. Dans l'esprit des gaullistes, l'accord majoritaire pour les municipales conditionne les décisions qui seront prises pour les candidatures aux législatires.

L'U.D.R. va relancer son action à partir d'un certain nombre de thèmes qu'elle a toujours utilises et défendus, tels que l'indépendance nationale, le progrès économique, la lutte contre l'inflation, la justice sociale et l'autorité de l'Etat. Elle constate aujourd'hui avec dépit que ceux-ci sont repris par l'opposition, et elle en rend pour une part responsable le président de la République lui-même, dont elle regrette que l'autorité n'ait pas été plus constamment et plus jortement affirmée.

M. Chirac, qui n'a assisté qu'à une partie des travaux du comité central, est brièvement inter-venu pour souligner l'importance toute particulière des problèmes écologiques dans la compéti tion électorale. « On commence par l'écologie et on finit par l'autogestion », a-t-il estimé pour mieux inciter ses amis à militer eux aussi dans les groupes écologistes afin de les amezer à la majorité. D'autres tentatives seront conduites prochainement par l'U.D.R. pour récupérer d'autres « marginaux » dont le concours pourrait être bien précieux dans un ou deux ans.

ANDRÉ PASSERON.

mes les seuls à pouvoir retrouver les jorces populaires. Il jaut res-susciter le rassemblement du

Le conseil national du mouvement Génération sociale et libérale, à Nancy

Les jeunes giscardiens se veulent plus réformateurs que leurs aînés

De notre envoyé spécial

Selon les dirigeants, cette opération a été un succès. Elle a entrainé notamment un mouvement

Héritier des jeunes républicains indépendants d'avant l'élection présidentielle de 1974 et des comités de soutien au candidat Valéry Giscard d'Estaing, le mouvement Génération sociale et libérale avance, doucement mais surement, sur le chemin de la crédibilité politique. La réunion, à Nancy, de son quatrième conseil national a été marquée, comme les précédentes, par les proclamations d'intentions réformistes et les professions de foi en faveur du changement. Toutefois, le succès de la fête des jeunes giscardiens (qui avait rassemblé quelque trente mille participants en octobre 1975) et l'intérêt suscité par l'organisation des trois mille - carrefours pour Giscard -, au mois d'avril dernier, paraissent avoir donné plus d'assurance à G.S.L.

Les jeunes giscardiens ne sont peut être pas aussi nombreux qu'ils l'affirment (leurs diri-geants revendiquent trente-cinq mille adhé-

La quatrième réunion du consell rejours pour Giscard », organisés national de Génération sociale et le 24 avril dernier par G.S.L. libérale, mouvement de jeunes giscardiens né au lendemain de l'élection présidentielle de 1974, a eu lieu samedi 15 et dimanche 16 mai, à Nancy. quinze personnes au minimum) pour manifester leur soutien au cher de l'Etat.

La première journée a été consacrée à l'activité de la formation qui compte, selon son secrétaire général, M. Jean-Pierre Raffarin, trente-cinq mille membres. La principale décision annoncée est celle de transformer en structures permanentes du mouvement les « trois mille card'adhésions et l'idée s'est fait jour de créer, à partir de ces carre-fours, et surtout de ceux qui, sur place, les avaient organisés, une

rents) ni aussi autonomes qu'ils le souhaitent, mais cela ne les empêche pas de reprocher assez crûment à leurs aînés de la majorité et de la fédération des républicains indépen-dants — leur manque de militantisme et leur peu d'enthousiasme à l'égard de la réforme. Aussi prennent-ils le risque de créer des struc-tures « militantes de base » que pourraient leur envier un jour ces « adultes » qui ont tant de peine à faire démarrer leur grand parti « popu-laire ». Aussi revendiquent-ils avec insistance des places sur les listes municipales.

Ainsi se préparent-ils sans doute, comme tout parti de jeunes, quelques déconvenues et quelques frictions avec les états-majors de la majorité, tant est étroite leur marge de manœuvre et tant est encore modeste, tout de même, la somme de leurs moyens propres.

NOEL-JEAN BERGEROUX.

« structure cellulaire » permanente destinée à promouvoir l'activité militante.

Au cours de la même séance, M. Hugues Dewayrin, secrétaire général adjoint, a longuement défendu la politique de réforme du chef de l'Etat et, en particulier, le projet de taration des plus-va-lues Après avoir — sans le nom-mer — sévèrement critique M. Hector Bolland, député U.D.R., pour son entreprise de « rassempour son endreprise de « rassemblement des conservateurs »,
M. Dewayrin a déclairé : « Nous
nous battrons pour la réforme des
plus-values. Nous nous battrons
pour la réforme de l'entreprise.
Nous nous battrons pour le changement de la société française. »
La première partie de la matinée de dimanche a été consacrée
à la préparation des élections municipales. M. Henri Giscard d'Estaing a présenté le rapport sur taing a présenté le rapport sur cette question. Aux ambitions et aux exigences formulées par ceraux engenes formues par cer-tains participants, les dirigeants ont été, à plusieurs reprises, contraints de répondre par des conseils de modération : « Avant d'exiger, nous devons représenter quelque chose au niveau local (...), nous devons mériter les places que nous revendiquons (...) et ne pas être un mouvement de jeunes futurs nombles », a répondu M. Do-minique Bussereau, président de G.S.L., aux intervenants.

G.S.L., aux intervenants.
Après un débat sur la politique universitaire du mouvement, M. Dominique Fuminier a prèsenté la synthèse des « cahiers du changement » ouverts à l'occasion des carrefours du 24 avril. De cette synthèse — qui sera adressée au chef de l'Etat, — il ressort que les jeunes giscardiens se prononcent en particulier pour le relèvement des rémunérations du travail manuel, le développement de la formation permanente, de la formation permanente, l'accroissement des pouvoirs du médiateur, etc. La réforme de l'entreprise apparaît, dans ce document, comme une nécessité impliquant, d'une part, « une impiquant, quine part, « une melleure association du capital et du travall », d'autre part, « la révision des critères de représentativité des syndicats »; révision qui viserait à favoriser la « liberté d'action » de chacun et « le développement des syndicats autonomés internes qu'en entrembes nomes, internes aux entreprises, non ajfliés ». Le rapport de synthèse déclare notamment sur ce point : «Réajfirmer l'importance de la liberté du travail devrait conduire à interdire, dans les loits les riquests de grâns jaits, les piquets de grève. »

Sous le signe de l'arbre en fleurs

En présence de M. Michel Poniatowski, M. Dominique Bussereau a fait état, à son tour, de l'importance du rôle qu'auront à jouer les animateurs des « petites cellules giscardiennes de base » nées des « carrelours ». Il a souligne ensuite la volonté de G.S.L. de participer à la prépa-ration des élections municipales, ration des elections municipales, et il a amoncé que le mouve-ment des jeunes giscardiens ferait campagne « sous le signe de l'arbre en fleurs ». Il a déclaré : « Nous souhaitons que la majonous sounations que la majo-rité — dont nous sommes le seul mouvement de feunes ouvert à toutes les composantes — soit chaque jour plus multante et plus réformiste. (...) Nous souhai-tons très vivement que la majo-rité parlementaire vote sans ambligaté les composants pour sans ambligaté les composants pour sans

tons très vivement que la majorité parlementaire vote sans
ambiguité les deux projets essentiels que sont la réforme des
plus-volues et la réforme de
l'entreprise. »

M. Michel Poniatowski a prononcé un discours de clôture de
près d'une heure. Il a souligné, à
préopos des élections municipales,
a c'est là le premier champ d'action privilégiée qui s'offre à vous
pour soutenir le président de la
République, [c'est là] que vous
pouvez apprendre à servir ». Le
ministre de l'intérieur a alors promis de communiquer à M. Bussereau a une première liste de reau « une première liste de trente-cinq villes aujourd'hut aux mains des oppositions, villes qui peuvent être emportées par nous et nos alliés, et qui le seront ».

Publicité Dialoguet franco-allemands France-Culture - Goethe-Institut

« REGIONS ET LANDER »

Hans Filhinger, ministre-président du Land Bade-Wurtemberg Olivier Guichard

Mardi 18 mai, à 15 heures. Centre Culturel Allemand, 17 avenue d'Iéna, 16°.

Ce qui est bien pour une entreprise de 6.000 employés à Cleveland, ne l'est peut-être pas pour une de 300 à Limoges. n Nous nous battrons aux élec-

> La rentabilité d'un matériel dépend, entre autres, de son adéquation au type et à la taille de l'entreprise.

Chez Agfa-Gevaert, cela fait vingt-ding ans que nous étudions,

fabriquons et commercialisons des photocopieurs dans toute l'Europe. C'est dire que nous connaissons bien les entreprises européennes. Alors, à votre demande,

nous pouvons établir un diagnostic de votre poste reprographie et, si vous le désirez, un devis. De façon claire, simple.

Et tous nos appareils sont conçus en fonction des besoins réels d'entreprises comme la vôtre.

Photocopieurs Agfa-Gevaert. L'alternative européenne.

Pas de gadgets inutiles. Une capacité réaliste

de 3,000 à 30,000 copies par mois).

de façon à vous simplifier la vie-

consultez-nous,

92502 Rueil-Malmaison

Téléphone: 967.81.44

qui évite le sous-emploi (le X20, par exemple, est le photocopieur idéal

Agfa-Gevaert DEE 274, avenue Napoléon-Bonaparte

Nous pouvons même adapter notre système de facturation

La prochaine fois que se posera pour vous un problème de copies,

AGFA-GEVAERT

Cue les constitues of On Commer PE WEEK

les tendances a T.F.A. 28'4F3 - .

成权。 弘介-

POLITIQUE

Deux élections cantonales...

MM. Pierre Le Guen, mod. 2590 voix, ELU; Claude Gault, P.S., rédacteur en chef de l'heb-domadaire Témoignage chrêtten,

III s'agissait de pourvoir au rem-placement de Pierre Bran, sénateur apparenté U.D.R., récemment décédé, qui avait été réélu au premiet tour des élections cantonales de septem-bre 1973 avec 2 977 voix contre 635 à M. Chaimeigné et 611 à M. Baquet (P. S.).

Au premier tour, M. Ganit était arrivé en tête avec 1245 voix devant M. Richard Brun, ràd. de g., 1169; M. Pierre Le Guen, mod., 346; M. Cheminezu, mal. prês., 682, et M. Chalmeigné, P.C., 581.

Bien que M. Ganit ait bénéficié du désistement du candidat communiste et du candidat radical de gauche, li et du candidat radical de gauche, il n'obtient que 45,74 % des suffrages au second tour, alors que le total des voix obtenues par les représentants de la gauche au premier tour était de 54,73 %. Maigré 149 suffrages exprimés supplémentaires, il manque à M. Gault 813 suffrages qui s'étaient au premier tour portés sur les candidats de la gauche. Sans doute,

SEINE-ET-MARNE : canton du Châtelet-en-Brie (2° tour).
Inscr., 6914 ; vot., 4894 ; suffr.
expr., 4774.

MM. Pierre Le Guen mod du candidat de la majorité prési-dentielle, M. Chemineau.]

ILLE-ET-VILAINE : canton de Saint - Aubin - d'Aubigné (1er tour).

Inscr., 9516; vot., 6460; suffr. expr., 6242. MM. Lucien Besnard, sans étiq., 3189 voix, ELU; Henri Esnault, P.S., 1659; Mme Eliette Daurat, P.C., 1394.

Ill s'agissait de pourvoir au rem-placement d'Henri Canto, mod., ré-cemment décédé, qui avait été éiu au second tour des élections cantoau second tour des élections cantonaies de septembre 1973 avec
2 892 voix contre 1928 à M. Yves
Voinchet, sans étiq.; 1478 à
Mme Eliette Daurat, P. C.; 158 à
M. Hilaire Fournier, sans étiq. (qui
ne s'était pas présenté au premier
tour), sur 8 470 inscrits, 5 731 votants
et 5 649 suffrages exprimés. Au premier tour, Henri Caulo était arrivé
en tête avec 1668 voix devant
M. Voinchet, 1289; Mme Daurat,
1 061; MM. Jean-Marie Samson, sans
étiq., 726, et Pierre Chenevière, sans
étiq., 551, sur 8 371 inscrits, 5 406 votants et 5 295 suffrages exprimés.]

...et deux municipales

Inser., 5605; vot., 3118; suffr. expr., 3042.

Liste d'union de la gauche : MM. Sébastien Cansell, P.S., 1364 voix, et Christian Viry, P.C., 1217, ELUS; liste de défense des intérêts communaux: MM. Georges Moitry, 935 et Gérard Villière, 866; liste d'union et d'action communale : MM. Maurice Geny, 775, et Jean Kempnich, 793. et Jean Kempnich, 793.

[Il s'agissait de compléter le conseil municipal à la suite du décès du maire, André Debs, mod. mai, et de la démission, en 1973, de son pre-mier adjoint, M. Gérard Moltry. Au premier tour, les candidats de la gauche étaient arrivés en tête avec un total de 2244 voix, devançant ainsi les caudidats de la liste de défense des intérêts communaux, qui avaient totalisé 1637 voix; ceux de avaient totalisé 1637 voix; ceux de la liste d'union et d'action communale, présentée par une partie du conseil municipal (1184 voix), et ceux de la liste d'entente communale, majorité présidentielle (1041 voix). Cette dernière liste s'était retirée en faveur de la liste d'union et d'action communale.

En '1971, la liste conduite par autre André Debs, composée de 4 P.S., rité.]

MOSELLE: Wolppy (2° tour). 2 div. g. et 17 fav. mal., avait été éine au premier tour. Le conseil municipal compte désormals 1 P.C. et I P.S. supplémentaires.]

> VOSGES : Bruyères (1e tour). Inscr., 2417; vot., 1716; suffr.

expr., 1634. MM. Langlois, 717 volx, et Chatourelle, 637 (centristes); MM. Amet, 497, et François, 469 (soutenus par la municipalité); MM. Durand, 336 et Wirth, 300 (P.C.); MM. Parbot, 182, et Domon, 180 (sans étiq.). Il y a

[Il s'agit de compléter le conseil municipal à la suite de la démission pour raison de santé de M. Mercier (rad. g.) de ses fonctions de maire, mais qui a toutefois décidé maire, mais qui a touterois decide de conserver son mandat de conseil-ler municipal. Les sièges de deux conseiller décédés sont à pourroir. En 1971, la liste d'union conduite par M. Mercier, comprenant des socialistes, des radicaux de gauche et des modérés, l'avait emporté au premier tour sur une liste présentée par le parti communiste et sur une autre liste favorable à la majo-

L'ADMINISTRATION, LE POUVOIR ET L'OPPOSITION

M. Poniatowski: l'action de politisation du P.S.

ration sociale et libérale s'en est pris très vivement aux partis et aux leaders de l'opposition. Il a dénoncé « la duplicité et la jobardise des attaques au parti communiste » à propos de la distribution des « pois - de - vin ». Il a déclaré : « Que M. Georges Marchais se regarde d'abord dans la glace. Pai le regret de le dire, en ce qui concerne le parti communiste, ce ne sont pas des poisde-vin, dont il est question, mais des seaux de vin. Pai d'ailleurs l'intention d'aider M. Marchais dans sa recherche morale : je publierai, le moment venu, c'est-adire avant les élections municipublical, le moment venu, c'est-u-dire avant les élections munici-pales, des études sur les procédés et les méthodes financières em-ployées par le P.C.F. tant sur le plan municipal que sur le plan

Le ministre d'Etat a ensuite attaqué M. François Mitterrand, le qualifiant de « politicien errant de la vie politique française ». Puis il a évoque le débat sur

M. Michel Poniatowski, ministre de l'intérieur, intervenant dimanche matin 16 mai, à Nancy, devant le conseil national du mouvement Génération sociale et libérale s'en est unit très virgnent aux partis et l'actions législatives. Il a noté : « Il serait intéressant que M. Mitternad précise l'hypothèse qui est la sienne quand il déclare : est la sienne quand il déclare : l'attitude du chef de l'Etat en cas de victoire de la gauche aux élections législatives. Il a noté: « Il serait intéressant que M. Mitterrand précise l'hypothèse qui est la sienne quand il déclure: « La gauche detra respecter le » verdict de 1974. » Est-ce que cela voudrait dire que le président de la République resterait, selon lui, président de la République respecter dire que les oppositions respectement le choix de société fait en 1974, qui exclut formellement un programme commun collectiviste? Serait-il en mesure d'imposer sa loi aux communistes? » poser sa loi aux communistes? >

Les tyranneaux de bureaux

Enfin. le ministre d'Etat a posé une « dernière question » :
« M. Mitterrand approuve - t - il l'action de politisation de l'administration engagée par le partisocialiste ? », et a affirmé à ce sujet : « La grande tradition de l'administration française, plusieurs fois centenaire, s'appute sur le déroir de réserve qui garantit l'impartialité des fonctionnaires. Elle est actuellement menacée par les agissements d'une petite minorité politiquement engagée et qui tes agissements a'une petite mino-rité politiquement engagée et qui fait passer la politique avant la loi et le serrice d'un parti avant celui de l'Etat. (...) Peut-on admetire qu'au mépris de l'obli-gation de réserve imposée à tous par le statut général de la jonc-tion publique quelques a cent tion publique quelques a gents, quelques tyranneaux de bureaux, utilisent leur fonction, leur autoutilisent leur fonction, leur auto-rité et le pouvoir qui leur est délégué pour agir à des fins poli-tiques? C'est ce que la fédération de Paris du parti socialiste vient de leur demander expressément dans son bulletin de liaison G.S.E. national de la fonction publique du mois de mai, en les invitant à a briser le secret de l'adminis-p tration (...), dévoiler et critiquer p l'en gagement du pouvoir » l'engagement du pouvoir » actuel (...), mener la lutte à » l'intérieur et à l'extérieur de » l'administration».

M. Poniatowski a conclu son M. Poniatowski a conclu son discours en déclarant aux jeunes giscardiens : « Il y a une crise du capitalisme et du monde moderne, c'est vrai, mais le grand échec du vingtième siècle est défà, et sera de plus en plus, celui du socialisme et du marxisme. A votre génération de construire la voire génération de construire la troisième voie : celle d'une société de solidarité entre les hommes, mais aussi de liberté.»

M. MITTERRAND : les militants socialistes respectent les règles de la fonction publique.

Au cours de son intervention, dimanche 16 mai, à Dijon, devant le congrès du P.S., M. François Mitterrand a évoqué l'affaire Ceccaldi en expliquant que le déplacement du substitut que le déplacement du substitut mar-seillais ne peut a être réduit à une affaire locale mineure ». Puis il a élargi le débat aux pressions exercées sur les fonctionnaires en dénonçant cette forme de « vio-lence ». « Les militants socialistes, a-t-il ajouté, respecient les règles de la jonction publique. Je n'ai jamais reçu un dossier clandestin. Je n'en ai pas besoin. (...)

n Et n'existe-t-il pas des fonc-tionnaires détachés qui se sont faits les commis du parti poli-tique dominant? On pourrait en dresser la liste. Nous ne demandons pas qu'ils soient chassés de leur poste. Nous demandons qu'ils le réintègrent. »

M. LEROY : le refus de l'alternance.

A l'occasion de la Fête de Paris, organisée par le P.C.F., M. Roland Leroy, membre du secrétariat de cette formation, a déclaré di-manche 16 mai, en réponse aux attaques de M. Poniatowski : « Les prince Poniatowski a montré, une fois de plus, son mépris du suf-frage universel, son refus de l'al-ternance.

> El pourquoi ne pas souligner cette coîncidence qui fait que, le même jour, M. Lecanuet s'attaque aux magistrats et M. Poniatouski au parti communiste. A la vérité, les deux se déchainent contre la démocratie et la liberté. L'une comme l'autre sont indivisibles. C'est pourquoi les communistes protestent contre les atteintes à protestent contre les atteintes à l'indépendance de la magistra-ture.

RAPATRIÉS

La Conjédération des Fran-cais musulmans rapatriés d'Algé-rie et leurs amis a renouvelé sa-medi 15 mai son bureau national. M. Laradji, président de la C.F.M.R.A.A., étant toujours dé-tenu à Perpignan (où il a été ar-rété à la suite de l'enquête sur la tentative d'enlèvement du consul d'Algérie!, c'est son frère qui a été élu président Intérimaire. La Confédération demande à ses adhérents « de rester vigilants (...) et de ne pas tomber dans des manœuvres qui risquerdient de transposer leurs problèmes sur un plan politique ».

La gamme <u>unique</u> HP, c'est

Pour Hewlett-Packard, le service c'est d'abord le service après vente. Il ne suffit pas d'offrir une garantie d'un an, il faut surtout pouvoir réparer rapidement et efficacement les calculateurs pendant, et surtout après cette période...

Le service, c'est aussi une gamme complète d'accessoires standard ou optionnels: berceau de sécurité, batteries de réserve, etc. Quand vous recevez votre calculateur, le manuel d'utilisa tion est clair, illustré d'exemples et... en français. Le service, c'est encore les nombreux manuels d'applications et de programmes mis au point par Hewlett-Packard dans votre domaine d'activité.

Mais ce n'est pas seulement pour le service que les calculateurs de la gamme unique Hewlett-Packard sont utilisés par cinq lauréats du Prix Nobel, par les héros des plus grandes expéditions (Everest, Sahara), des plus célèbres courses (Transat) ou des plus fameux vols spatiaux (y compris le rendez-vous Apolio-Soyouz).

C'est aussi pour leur technologie. Hewlett-Packard a «inventé» le calculateur de poche programmable, scientifique et financier.

Tous ces calculateurs utilisent la

notation polonaise inverse, associée à une pile de quatre registres opérationnels. Cet avantage Hewlett-Packard vous permet d'introduire les données dans l'ordre où vous les rencontrez dans une expression mathématique, c'est-à-dire de gauche à droite. Les résultats intermédiaires sont automatiquement conservés dans les registres de la pile et automatiquement restitués des qu'ils redeviennent nécessair à l'enchaînement du calcul.

Des prix de 600 à 5000 F

La gamme unique: le HP-21, scientifique; le HP-22, financier et statistique; le HP-25, programmable, le HP-27, premier calculateur universel; le HP-55, programmable avec son chronomètre incorporé; le HP-65, premier calculateur programmable à cartes magnétiques ; le HP-80, financier ; et le HP-91, premier calculateur scientifique, statistique et portatif, doté d'une imprimante et fonctionnant sur batteries.

Enfin et surtout, la gamme des calculateurs Hewlett-Packard est unique par ses qualités d'esthétique et de finition, auxquelles vous serez sensibles dès que vous aurez le produit





HEWLETT PACKARD

Hewlett-Packard France, Z.I. de Courtabœuf, B.P. Nº 70, 91401 Orsay Cedex. Tél. 907 78.25.

Fonction Société Adresse

Si vous désirez faire plus ample connaissance avec l'un

Hewlett-Packard, ou renvoyez le coupon ci-dessous.

Bon à découper et à adresser à Hewlett-Packard France,

Je désire recevoir votre documentation complète

HP-21 | HP-22 | HP-25 | HP-27 | HP-55 |

Je désire recevoir la liste de vos distributeurs

Z.i. de Courtabœuf, B.P. nº 70,

HP-65 ☐ HP-80 ☐ HP-91 ☐

concernant:

91401 Orsay Cedex. Tél. 907 78.25.

de ces calculateurs, rendez-vous chez un distributeur agréé

es bure

Des saractures de sciérose.

CONTRACTOR ALASE 10.17%。此級複雜發展 The state of the state of

Résultate le travail en miett

The state of the s

Panier de cra**bes.** Land on a mail down son codes

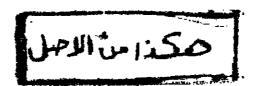
The same and the same of the s cattering to a stripte cont

vous

Cellule ou gheno?

Conta a pro la la matice. Le Control of the second

The state of the s



DANSTRATION LE POUVOIR ET L'OPPOSITIO

shie Laction de politisation du pe

Les tyranneaux de bureau

MEST CHARGETING tants socialisies con les règles de la latin

pan ique.

l'alternance.

Herman Miller s'explique :

Herman Miller, concepteur-designer de meubles aux Etats-Unis, est le créateur d'"Action Office", système qui, pour la première fois dans l'univers du meuble de bureau, repose sur l'étude du comportement et l'analyse des besoins de l'homme au travail.

"Les bureaux actuels dilapident l'espace que vous payez si cher".

20% d'espace gaspillé!

Souvent beaucoup plus. Parce que les meubles de bureau traditionnels sont conçus pour être posés sur le sol. Ils utilisent l'espace horizontal. Mais ils ignorent l'espace

Système Action Office: l'espace vertical.

Le système Action Office exploite de façon rationnelle l'espace au-dessus des plans de travail. Les éléments de classement permettent à l'individu de se mouvoir à l'aise en optimisant chacun

"Les bureaux actuels vous coûtent 90% de trop en réaménagements, quand votre société évolue".

Des structures de sclérose.

Séparations faussement "amovibles", meubles faussement "rationnels": les bureaux actuels se donnent l'alibi du modernisme pour dissimuler leur inadaptation fonctionnelle.

Système Action Office: les structures évolutives.

Dans le système Action Office, formes et matériaux ont été sélectionnés pour évoluer avec vous. Naturellement. Facilement. Si facilement qu'un seul homme suffit à transformer tout un étage.

"Les bureaux actuels négligent les besoins fondamentaux de l'homme au travail".

Résultat: le travail en miettes.

Besoin de concentration. Besoin de communication. Besoin de

L'individu frustré, par un cadre inadapté, émiette son temps. Et votre argent.

Système Action Office : le rapport Qualité/Temps.

Le centre de recherche Herman Miller a comme objectif de répondre à ces besoins fondamentaux de l'homme au travail. Psychologues, sociologues, et designers y consacrent leur temps et

Résultat: amélioration constante du rendement qualitatif et quantitatif.

"Les bureaux actuels rendent vos collaborateurs agressifs... Entre eux"."

Panier de crabes.

L'individu mal dans son cadre cultive des frustrations qui se traduisent par une agressivité négative : son énergie est détournée du travail productif, et dirigée contre ses collègues.

Système Action Office: le territoire privé.

Le système Action Office délimite, pour chacun de vos collaborateurs, un territoire d'action où il peut libérer son énergie en travail productif.

L'agressivité devient alors positive. Ceci se traduit par un dynamisme nouveau pour votre société.

"Les bureaux actuels vous offrent en prime l'absentéisme".

Cellule ou ghetto?

C'est à peu près l'alternative. Entre le bureau cerné de quatre murs, coupé du monde, et les vastes halls paysagés où chacun se sent exposé et vulnérable... Rien.

Mais un besoin presque physique de s'évader. A vos frais.

Système Action Office: un nouvel univers.

Intimité de la réflexion. Communications entre l'homme et entre les services dans l'entreprise.

Seul le système Action Office a été conçu pour répondre simultanément à ces deux besoins fondamentaux. Comment?

Herman Miller vous invite à vous en rendre compte par vous-

même. Du 17 au 21 mai, Semaine Porte Ouverte Action Office.





La 3º génération de bureau

F. Montaggioni, Directeur Général d'Herman Miller France et son équipe seront heureux de vous recevoir dans leurs nouveaux locaux, 59, avenue d'Iéna, 75016 Paris.

Société:

Désire recevoir:

☐ Une invitation personnelle à la semaine Porte Ouverte.

Un dossier documentaire sur le Système Action Office.

LES REMOUS AUTOUR DE LA MUTATION DU SUBSTITUT DE MARSEILLE

L' « affaire Ceccaldi » paraît être à un tournant. En effet, si M. Lecanuet maintient ses exigences de voir le substitut marseillais rejoindre son poste de procureur de la République à Hazebrouck, il l'a en même temps menacé de poursuites disciplinaires s'il ne s'y rendait pas. Cela semblerait impliquer que le ministre de la justice laisserait aux instances compétentes

le soin de juger de la gravité de la faute commise, étant précisé que de tels refus de pro-metion se produisent de temps à autre.

Si M. Lecanuet paraît ainsi s'engager sur la voie du compromis, il est probable que l'espèce d'union sacrée qui s'est formée durant la matinée de dimanche entre l'Union syndicale des magistrats et le Syndicat de la magistrature

n'est pas étrangère à ce que l'on peut aussi tenir pour une mesure d'apaisement. Ce relächement de la tension était d'autant

plus nécessaire que, sceptique à l'origine sur le caractère de sanction déguisée de la promo-tion de M. Ceccaldi, le président de l'U.S.M. se dit maintenant convaincu qu'on a voulu se < débarrasser » de son collègue.

Informé de la demande d'audience qui figure dans la motion finale votée par le Syndicat de la magistrature, le garde des sceaux n'en a pas rejeté le principe. Si celle-ci, comma cela paraîtrait légitime, devait être accordée très rapidement, elle pourrait mettre un terme à pen près acceptable à cet aspect particulier de l'affaire dite « des ententes pétrolières ».

M. Lecanuet : une grève serait « illégale »

MUTATION ET DISCIPLINE

d'Etat, garde des sceaux, a îngé «Mégale», dimanche 15 mai, a R.T.L., la grève qu'envisagent d'entreprendre les membres du d'entreprendre les membres du Syndicat de la magistrature, si des poursuites disciplinaires sont engagées contre M. Ceccaldi. M. Lecanuet a cependant indiqué qu'il « examinera » la demande d'audience présentée dimanche.

« Le substitut Ceccaldi serm

sanctionné, s'il ne rejoint pas son poste à Hazebrouck, a répété le garde des sceaux. Interrogés sur les récents pro-pos de MM. Mitterrand et Leroy

L'inamovibilité des magis-

tratamorionite des magis-trats du siège est un principe constitutionnel qui a pour conséquence que ces magis-trats ne peuvent sans leur

consentement recevoir d'af-fectation nouvelle, même en avancement (art. 4 du statut

Les magistrats du parquet

rente, en vertu du principe de hiérarchie auquel ils sont soumis : ils sont « places sous

la direction et le contrôle de leurs chefs hiërarchiques et sous l'autorité du garde des sceaux ministre de la justice » (art. 5 du statut).

La nomination une fols

publiée au Journal Officiel devient en principe exécu-toire. Un magistrat du par-quet peut-il s'y opposer?

Pour le ministre, la réponse est claire : le cas est consti-tutif d'une faute; les sanc-

tions s'imposent. Enumérées à l'article 45 du statut de la

magistrautre, elles peuvent aller de la simple réprimande, avec inscription au dossier, à

la révocation sans droit à

noncer, le garde des sceaux doit saistr la commission de discipline du parquet (présidée

sur l'affaire Ceccaldi, M. Lecanuet a déclaré : « M. Mitterrand oublie qu'il est ancien garde des sceaux. Quand un P.-D.G. est coupable, il est puni. Cela vient d'arriver. Il n'y a pas une justice différente pour les P.-D.G., les ouvriers, les paysans. Il y a une seule justice pour tous les Français. » « La chasse aux sorcières, a poursuivi M. Lecarnet, n'existe que dans l'imagination de M. Leroy, qui prête au gouvernement des intentions que son parti appliquerait, s'il était au pouvoir. (...) C'est du roman, de l'imagination, de la base politique à pouvoir.

par le procureur général de la Cour de cassation et compo-sée de trois magistrats du grade de l'intéressé et de trois magistrats de la Cour su-prême) qui dira s'il y a faute disciplinaire. Aucun délai ne peut lui être imposé pour faire connaître sa décision. Plusieurs étéments peuveni être retenus en faveur de la thèse de la « promotion-sanction ». Il a fallu, pour un certain nombre de postes vacants

tain nombre de postes vacants: (Hazebrouck l'est depuis dé-cembre 1975), publier une liste spéciale d'aptitude (I.O. du 25 jévrier). Seul l'attrait

d'un avancement inesperé pouvait, pensait-on, permet-

tre d'y nommer quelqu'un. On avait sans doute aupara-vait consulté les titulaires ins-

crits sur la liste « normale » du 1º janvier 1976. M. Cec-caldi était parmi eux. En second lieu, le décret 58-1277 du 22 décembre 1958

mentionne, dans son article 21

le cas des « magistrate qui ont refusé d'être nommés sax postes d'avancement vacants ».

N'est-ce pas prévoir, implici-tement, la consultation préd-lable, dont ne saurait tens lieu la feuille de desiderata derrière laquelle s'est, à plu-

RÉUNI EN CONGRÈS EXTRAORDINAIRE

Le Syndicat de la magistrature appellerait à la grève si des poursuites disciplinaires étaient engagées contre M. Ceccaldi

Deux cent cinquante magistrate sa sont rendus, dimanche 16 mal, au congrès extraordinaire qu'avait organise le Syndicat de la magistrature réponse aux déclarations de M. Lecanuet après que M. Etienne Ceccaldi, substitut du procureur de le République à Marseille, out fait connaître qu'il n'accepterait pas sa mutation comme procureur de la République à Hazebrouck. Ce congrès extraordinaire auquel assistalt M. André Braunschweig, président de l'Union syndicale des magistrats, s'il a pu à certains moments paraître un peu flou, a, en revanche, montré sa détermination de répondre vivement puleque, en fin de journée, alors qu'une partie des participants venus de province avalent cultté la réunion. une motion appelant à la grève, si des pourauîtes disciplinaires étalent engagées par le ministre, fut adoptée par 161 voix, 1 voix contre et

La motion disalt notamment : « A la suite des mutations autoritaires et manifestement étrangères à l'intérêt du service et devant la menace de poursuites disciplinaires ou de sanctions dont font l'obiet plusieurs magistrats, le Syndicat de la magistrature rappelle que ces mesures , constituent que l'aboutissement du processus de décradation constant de la liberté du juge qui, avant de revêtir la forme de mutation forcée, se traduit par la multiplication de poursuites disciplinaires et de sanctions déquisées. » .

Le Syndicat constate également que ces mesures « illustrent le caractère illusoire de la protection statutaire des magistrats qui reste

Intérieure à celle des tonctionnaires et vise plus à contrôler le juge qu'à

garantir sa liberté ». Il dénonce « la tentative de reprise en main de la magistrature qui conduit le pouvoir à tenter de priver et d'action, à le menacer d'éputation loppe dans la magistrature à l'image de ce qu'il est dans la nation Il constate que, « concurremment à volonté de créer une allégeance de la magistrature et plus largement de la fonction publique, le système fondes modifications - notari en matière de droit du travail et de droit économique -- destinées à empêcher que la loi soit applicable aux groupes socio-économiques le plus puissants . Il Craint que « la politique gouvernementele n'abou-tisse à une impossibilité pour le juge de rester un carant des libertés Individuelles, alors que, parallèlement, le gouvernement met en place un spositif juridique et policier qui, au nom de la sécurité, porte atteinte à ces libertés ».

M. A. BRAUNSCHWEIG : on veut s'en « débarrasser ».

Le matin, M. André Braunschweig, président de l'Union syndicale des magistrats, avait, en tant qu'invité, prit la parole devant le Syndical de la magistrature, ce qui pareît eans précédent. Le président de l'U.S.M. devalt notamment déclarer : Une fols encore, nous nous sommes rendu compte que nos deux organisations devalent être proches, pour ne pas dire unies, à un moment où les libertés de la magistrature sont en cause », déclaration qui provoqua des applaudissements s. Puis M. Braunschweig devait dire : « L'une des raisons de ma présence ici, c'est de m'informer. A l'heure actuelle, nous n'avons pas la droit de dire qu'il y avait sanction. Cependant, ce sens » (dans la matinée de lundi, M. Braunschweig devalt nous indi-quer qu'il était de plus en plus convaincu que l'on avait voulu « se débarrasser du magistrat marseillais dans la mesure où il aurait certai-nement fait des difficultés à reprendre à son compte les éventuelles réquisitions de non-lieu que lui transmettrait la chancellerie dans l'affaire des pétrollers -»).

Le président de l'U.S.M. devail encore être applaudi, lorsqu'il déciara : « C'est vrai que la magistrature n'a jamais été vraiment indépendente. L'inamovibilité n'est qu'un rempart Illusoire. C'est le mot que les gouvernants ont toujours eu à la bouche comme un alibi. »

Le secrétaire général du Syndica de la magistrature. M. Hubert Dalle, constante de contrôler la justice mais aussi de la confisquer ». Signalant « le passage insensible de la notion de sécurité des citoyens à celle de sécurité de l'Etat, sinon du unt », M. Dalle observa : « li faut réliéchir aux conséque de cette politique et aux risques de son élargissement, car la magistrature reprise en main de la justice prétigure la reprise en main de l'appareil administratif ». En conclusion, M. Dalle devalt affirmer que, « contrairement aux apparences, la statut de la magistrature est moins protecteur que le statut général de la fonction publique », car « plus un statut est flou et plus il est difficile de faire apparaître son détourne quiéter de l'extension de l'appel aux contractuels, personnel qui se trouve eitué en dehors des garantles légales.

● LES AUDITEURS DE JUS-TICE. — Réunis en congrès an-nuel le 15 mai à Bordeaux, les auditeurs de justice « rappellent que le ministère public, s'i reière statutairement du pouvoir évé-cutif, est d'abord un serviteur de la loi investi de pouvoirs qui en font un magistrat à part entière; constatent que M. Ceccaldi, chargé d'une affaire importante, se voit sanctionner par le biais d'une promotion qui constitue en jait une mesure disciplinaire dé-guisée. Celle-ci n'a d'autre cause que le rejus de ce magistrat de que le rejus de ce magis céder à des pressions ».

Y a-t-il encore une « affaire Ceccaldi » ?

talent de M. Lecanuet pour le compromis ? Paralssant envenimer le conflit en annonçant la prochaine salsine de la commission de discipline du parquet, pour juger le refus de M. Ceccaldi de reioladre son poste à Hazebrouck, le ministre de la justice esquisse l'issue du conflit dont il apparaissait jusqu'aiors qu'il ne pouvait prendre fin eans que l'un, au moins, des adversaires, perde gravement la face. D'une certaine manière, il n'y a pour ainsi dire, plus d'a affaire Ceccaldi » stricto

Il était à craindre que le ministre ne se refuse à tout recul. Tout lui permettait de donner trois jours à M. Ceccaldi pour rejoindre Hazebrouck, pour constater qu'il n'en faisait rien et prononcer, d'office, sa radiation de la magistrature par démission d'office. Ayant choisi une autre voie, il peut sauver toutes les mises, à commencer par la sienne.

On se trouve ramené à une situation doublement connue. Des refus de rejoindre un poste en avancement se produlsent tous les ans. Ils se règlent, discrètement, par une radiation du magistrat récalcitrant, pour quelques années, de la liste d'aptitude. Ensuite, ce n'est pas la première fois qu'un magistrat subit, par le fait de M. Lecanuet, des poursuites devant la commission de discipline du parquet. Elles sont le plus souvent apparues si dérisoires que le ministre lui-même ne s'est pas aventuré à modérées que lui suggérait la

Mais le ministre est, dans son propre kitérêt, bien inspiré d'avoir utilisé un chemin de traverse. D'abord parce que, si son détestable en équité. Nui, dans la magistrature au moins, ne peut croire à l'innocence d'une le soin, contrairement à la tra-

dition, de ne pas avertir l'inté-

cés. Pour les initiés, le renoncement à une tradition si bien assise était plus qu'une bourde, c'était un aveu. La commission de discipline ne pourra pas ne pas en tenir compte.

OUVERTURE DE

Un aveu si évident qu'il a conduit, on l'a vu dimanche au congrès extraordinaire du Synl'union des syndicats de madistrats. La mauvaise affaire tentée par M. Lecanuet, ou converte résultat certain : faire applaudir à plusieurs reprises - et vigoureusement - par le syndicat, M. André Braunschweig, président de l'Union syndicale des magistrats. Cela n'allalt pas précisément de sol. II у а впсоте реч.

Reste le principe de la grève, voté par le Syndicat de la macistrature, si des poursuites disciplinaires étalent engagées, et c'est le cas. Contraint de trouver un compromis, le ministre a, dans les faits, reculé. Ce serait peut-être lui refoumir des atouts que d'engager une grève dont le succès est aléatoire et dont la nécessité paraît moins évidente. Dans la mesure. évidemment, où la salsine de la commission implique que les positions respectives seront « gelées », que M. Ceccaldi ne sera pas contraint de quitter

Reste aussi le dossier des pétroliers, dont trop de magistrats croient qu'il n'est pas étranger à l' « affaire » Seion ce qui se décidera, poursuites ou non-lieu, pour les dirigeants inculpés d'ententes illicites, on jugera ei la promotion à Hazebrouck était une infustice sune bévue ou un détournement de

equality burns a file; to

er timizati in

. 01 2

Ct. L....

10

Beng et Sant 7et-

Simple of the figure

de larent

William tint forei.

the least to the l

er Jean-Barrate

The story

the factor of the state of the

Cette affaire Ceccaldi aura, en tout cas, contribué à empoisonner l'ambiance de la magistrature et, au-delà, en raison des de nombre de corps de l'Etat.

PHILIPPE BOUCHER.

quelle heure mon pour rentrer à Orly-Ouest? Consultez notre livre jaune.



Il présente les méilleurs horaires vers l'Allemagne, 12 vols directs et 25

correspondances quotidiennes. Entre Paris et Francfort, optez pour l'Alrous A 300. Le confort d'un avion européen à grande capacité qui peut accueillir 253 passagers dont 24 en

A Francfort, plaque tournante de notre réseau, Lufthansa vous conduit partout dans le monde.

N'oubliez pas de réserver votre retour. C'est une ligne très empruntée. Consultez votre agence de voyages ou l'un des bureaux Lufthansa.

Lufthansa

Lufthansa. Pour mieux yoyager.

LES RÉACTIONS

LE PRÉSIDENT DE L'U.S.M. : des menaces excessives.

Interrogé ce lundi 17 mai à Europe 1, M. André Braunschweig a estimé que les menaces de M. Lecanuet à l'encontre de M. Ceccaldi « sont excessives », et que ele garde des scenux drama-tise la situation ». M. Lecanuet avait, dimanche, menacé ce magistrat de sanctions disciplinaires s'il ne rejoignait pas son poste à

« En effet, a expliqué M. Braunschweig, lorsqu'un magistrat ne rejoint pas son poste, ce qui, sans être fréquent, se produtt de temps en temps, la sanction normale est qu'il soit radié de la liste d'apti-tude, et cela, pour peut-être deux

ou trois ans.»
« En conséquence, a-t-il conclu,

refus, puisse faire l'objet de sanc-tions plus graves. > En ce qui concerne l'éventualité

d'une grève des magistrats, M. Braunschweig a précisé : «Je ne puis répondre à cette ques-tion. Il s'agit d'un problème excessivement grave puisque, on le sait, la grève est interdite aux magis-

trats par leur statut.

> Je ne peux pas parler à brûlepourpoint au nom de mes collèques sur une question aussi
grave (...). Nos statuts interdisent la grève. Pour transgresser cette règle, il faudrait tout de même que tout cela sott pesé et forte-ment motivé.

L'ARTICLE 10 DU STATUT

Le préambule de la Constitution de 1946, auquel se réfère celui de la Constitution de 1958, prévoit que « le droit de grève s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementent ...

Pour les magistrats, ce droit est défini (depuis 1958 seule-ment) par le statut de la magistrature (ordonnance nº 58-1270 du 22 décembre 1958), dont l'article 10 dit : « Est Interdite toute action concertée de nature à arrêter ou entraver le fonctionnement des juridictions. ...

On peut remarquer que ce qui est Interdit aux magistrats ne l'est pas aux avocats, blen que l'effet d'une grève de la défense soit bien d'entraver le fonctionnement des tribunaux. On l'a vu.

La grève (« cessation concertée du travail », disent générale-ment les textes) est interdite à plusieurs catégories de fonctionnaires ou d'agents publics, notamment aux policiers (loi du 28 septembre 1948), aux C.R.S., aux agents des services exté-rieurs de l'administration pénitentiaire, à certains personnels de la navigation aérienne, etc.

LUSM. — L'Union syndicale des magistrats (USM.) estime, dans un communiqué publié samedi 15 mai, que la mutation de M. Etienne Ceccadi « met en lumière l'insuffisance de protection statutaire de l'ensemble du comme des liquies estimates de l'ensemble du comme des liquies. du corps judiciaire ».

Elle rappelle qu'elle a « dénoncé Elle l'appelle qu'elle a « dénoité depuis longtemps, et tout récemment encore, le système judiciaire actuel, qui place les membres du parquet sous la seule autorité discrétionnaire du pouvoir politique ». Elle affirme que « l'indépendance des magistrais ne sera assurée que par l'instauration de véritables garanties de carrière » « L'étape jondamentale, ajoute-elle, devra être la réforme const-elle, devra être la réforme constitutionnelle du conseil supérieur de la magistrature.

LU.S.M. déplore aussi « l'explo L'U.S.M. déplore aussi « l'exploi-tation politique qui a été faite » de l'affaire, « et se refuse pour l'instant à porter un jugement sur la réelle motipation d'une promo-tion qui, sur le plan formel, n'ap-parait pas critiquable ».

« Sans avoir à apprécier les raisons personnelles qui ont conduit le substitut de Marseille à refuser un poste d'avancement ». I'U.S.M. « tient cependant à fait observer qu'une telle attitude, loin d'être sans précédent, ne saurait en tout état de cause justifier les menaces exorbitantes de poursuites disciplinaires dont ce magistrat est l'objet ».

THE MARSEILLE

de la demande d'audience d'audience des la motion finale votée par le sarde des la magistrature, le garde des la magistrature. Le garde des la pos rejeté le principe. Si celle-ci, la parattrait légitime, devait être aux parattrait légitime, devait être aux parattrait les pourrait mettre du la parattrait de le pourrait mettre du la parattrait dite - des ententes pétrolière.

La La course une « affaire Ceccaldi,)

pas en tenir comple. Un aveu si evident qui congrès extraordinaire de \$

chart à chaindear que le mi-cré que par retont à tres recol.

As an industry the documents of the control of the

ing the enjoining the posts abstract the producent in this. He the regions, the

company per une recipion de management répatichment, pour quelquelle expétent de la liste d'aptitude. Camalie, ce a'ést pas la precipie lois qu'es magnérat subit, par le fait de M. Lecasur.

stort, par le fait de le Lecatur, des poinsuites destinit de com-recibie de dischible de parant. Elles sont le dischible de parant. Elles sont le dischible de parant. Elles sont le dischible de la lecature de dischible solt suit pas printers à dischible solt suit anothers bits modifiche que la supplimit la modifiche que la supplimit la modifiche.

Majo le pletate est, ders son propagi indich, bien jespish d'antie diffici sui chamie de tra-serue Crabost percé car, si con

distribution of Rights the clubs

n'allait pas précisément és t R y a encore peu.

Reste le principe de la pa voté par le Syndicat de la es-

Rasta duet. I mile . petrollors, dont out it trats crotent of the s firences A : - 172 % & ce qui se det tort tilt**ōu non-**5eu, cour es cominculares de la companie de la compa ugera si la como o es brouck était ons talles birte es un delumna :

-Coma affaire Terrar 25 ner lamblance ce cram a medicamenta an more. An are et ares punt production à l'incomme d'are axemples

ressé qu'elle allait être pront.
cée. Pour les mitiés, le nate
cement à une tradition y be
assise était plus qu'une blurs
tradit un aveu. La commun. c'était un aveu. La comme de discipline ne pour 3 pa :

dicat à la reconstituité funion des syndicals de machinals. La mauvaise affaire les par M. Lecanuet, ou come par lui après coup, sura su p Beni Leza;;3; Ceusa an applaudir à plusieurs man - et vigoureusement - 28 eyndicat, M. André Sage chweig, president de l'un eyndicale des magarists à

trature, si des poursuite de plinaires étalent engages : c'est le cas. Contraint de Wer un comprend la han a, dans les fair retain serait peut-tre % -tdes atouts oue person. greve dont le susses este toire et dont la recentre mains évidence. Dans la -ille evidemment. 12 3 (3274 5) Commission (75 528 52 positions restation eelgelées », que Millerre : sera pas common de la

tout cas, controls a find 2012/19:51 PA

PHILIPPE BOUCHE

LED RÉACTIONS

des menaces excess Ea c M. Braun

E...

a mer en CE CO.

45 TU 3

م المائلية المائلية المائلية

2:52:00

LUSH

la facili a

2 5232

623.7

magui e : *

cave, c'était accomplir un acte de salubrité publique en braquant les projecteurs de l'actualité sur le scandale pour obliger l'Etat à appliquer la loi. »

L'application de la loi, on pouvait effectivement en parler. Le vignoble corse, ravage par le phylloxera en 1926, ne s'était reconstitué qu'à partir des années 1961-1962, à la faveur de l'arrivée des rapatriés, passant de 7 000 à 30 000 hectares dans l'espace d'une dizaine d'années. Le législateur, qui avait accordé dans la France entière des autorisations de chaptaliser, puis les avait progressivement retirées au fur et à mesure ment retirées au fur et à mesure de la reconstitution du vignoble,

avait oublié la Corse.

Les Corses, il faut bien le rappeler, n'usaient guère de ce droit,
fabriquant peu de vin et le fabriquant pour eux, à partir de cépages nobles et riches. Les nouveaux arrivants plantèrent beau-coup de vigne, produisirent très vite des vins de qualité médiocre puisqu'il était permis de les enri-

ment concurrencer celle du Midi (1) La composition de la Cour de streté de l'Etat est la suivante : M. Pierra David, prhidérit, assisté de MM. Georges Ducasse et Benoît-Guyod (civils), le général Isuard et le colonel Levennu. En raison de la longueur prévue des débats, trois magistrats suppléants out été désignés : MM. Auguste Bavoux et Arnaud, le colonel Lesage.

L'OUVERTURE DU PROCÈS D'EDMOND SIMEONI DEVANT LA COUR DE SURETÉ DE L'ÉTAT

Le procès d'Edmond Simeoni, porte-parole de l'ex-Action pour la reconnaissance de la Corse (ARC), et de ses huit co-inculpés s'est ouvert, le lundi matin 17 mai, devant la Cour de sûreté de l'Etat, qui siège au Palais de jus-tice de Paris, dans les locaux de la cour

M. Edmond Simeoni est inculpé de prise de commandement d'une bande armée en vue de s'armer contre l'autorité de l'Etat, d'arrestations illégales et séquestrations de personnes et prises d'otages et de tentatives d'homicide volontaire sur des agents de la force publique dans l'exercice de leurs fonctions. Les huit autres autonomistes corses sont inculpés de participation à une bande armée contre l'auto-

Tous ces inculpés avaient occupé, les 21 et

22 août dernier, une cave vinicole, près d'Aléria, sur la côte orientale de la Corse. Deux gendarmes mobiles avaient été tués au cours de l'assant qui avait suivi cette occupation. Cinq minutes après le début de l'audience

celle-ci devait être brièvement suspendue. Seul M. Edmond Simeoni — le seul inculpé à être encore incarcéré — était alors présent. Les accusés libres ne pouvant, en effet, dans la bousculade, accéder à la salle d'audience, il fallut faire appel aux gendarmes mobiles pour

Un autre incident devait avoir lieu au moment de l'appel des témoins, lorsque Me Raymond Filippi demanda à la Cour de constater l'absence de M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat ministre de l'intérieur, cité par la délense. M. Dorwling-Carter, avocat général,

devait faire remarquer que la comparution du ministre de l'intérieur devait être régulièrement soumise à l'autorisation du conseil des ministres et que celui-ci devrait être appele à donner sa réponse lors de sa prochaine réunion. L'esentiel de la première audience a été

consacré à la lecture des actes de renvoi, à l'appel des témoins et à l'organisation des débats, prévus pour près de trois semaines.

Dans l'île, le première journée du procès est marquée par l'opération «Isola Morta» (ile morte). Quinze organisations politiques, syndicales et professionnelles ont lancé un

appel commun pour que ce 17 mai - englobe. dans une adhésion réfléchie et pesée, toute la population corse . Les mots d'ordre vont de l'arrêté de travail de principe à la grève de vingt-quatre heures.

Des feux symboliques ont été allumés, le dimanche soir 16 mai, à Corte, qui est considérée comme la capitale historique de la Corse, ainsi que dans plusieurs villages de l'intérieur. D'autre part, environ deux cents Corses se sont rassembles à Marseille, au pied de la basi-lique Notre-Dame de la Garde et ont lancé un appel à la « mobilisation ».

Pour sa part, M. Max Simeoni, frère de l'in-

culpé, a déclaré que le jugement de la Conr de sûreté de l'Etat aurait, en Corse, des conséquences « ou très bonnes ou très mauvaises ». Très bonnes si le verdict allait vers l'apaisement, très mauvaises si le tribunal rendait une condamnation. - Sur le plan des principes, a-t-il précisé, nous n'accepterons même pas un seul

Aléria, le 22 août 1975, à 16 h. 15

Ajaccio. — Le jeudi 21 août 1975 paraissait devoir être, en Corse, un jour d'été comme les autres pour les centaines de milliers d'esti-vants que l'on pouvait rencontrer où l'on poussa légitimement des où l'on poussa légitimement des hauts cris et où l'on obtint l'abrogation d'une législation de nature à favoriser certaines entreprises. Les petits viticulteurs insulaires, soucieux d'être admis aux appellations contrôlées, avaient d'ailleurs prêté main forte aux Méridionaux, faisant ressortir — comme devait l'établir un rapport officiel — on'avec du sucre et des cenosur les plages ou à la montagne. L'irruption du docteur Edmond Simeoni, alors porte-parole de l'ARC, et de sept hommes décides. dans une cave viticole apparte-nant à M. Henri Depeille, rapatrié d'Algérie, installé à proximité d'Alfria, devait pourtant en faire, pour de nombreux Corses, un jour qu'avec du sucre et des ceno-logues on produisait dans l'île autant de vin qu'avec 12 000 hec-tares de plantation.

Le scandale

Mais l'abrogation de la loi ne pouvait être une fin en sol. Trop d'intérêts, et des intérêts considé-

rables, étaient en jeu. On tournait le texte en continuant de chapta-

liser, en important d'Italie des moûts concentrés, et on fabriquait

même du vin sans raisin. Premier

scandale : celui des a chimistes du vin ». Il éclatait en février 1974.

Les fraudeurs ne devalent être condamnés qu'à la fin de 1975, et

ils sont actuellement en appel devant la cour de Bastia.

L'affaire des vins falsifiés rebondit, le 17 juillet 1975, à la suite du dépôt de bilan de COVIREP, société continentale qui commercialise une partie des vins insulaires. L'ARC explique

comment « les grands colons du

négoce n'ont pas voulu apparaître en première ligne, laissant le soin à COVIREP d'agir à leur place, servant ainsi d'écran et de couver-

servant ainsi d'écran et de couver-ture ». Mais le système de α cava-lerie financière » mis sur pied s'effondre avec le dépôt de bilan. Première conséquence: les pro-ducteurs ou vinificateurs corses qui ont reçu des effets de com-merce ne seront pas payés s'ils les ont conservés en portefeuille ou bien devront rembourser les ban-

bien devront rembourser les ban-

ques lorsqu'ils les ont présentés à l'escompte.

Le congrès que l'ARC tient à Corte le 17 août est marqué par une très importante déclara-

d'historique ».

Las de dénoncer les scandales du vin — vinification et commercialisation. — les autonomistes avaient décidé de passer à l'action avaient décidé de passer à l'action et de s'en expliquer. Pourquoi la cave Depeille? « Parce qu'Aléria est en plein centre d'une région à colonisation intense; parce que Depeille est au centre d'un scandale financier dans lequel sont également impliqués Infantès, Juncqua, Cuaz et Siégel. Un scandale que l'administration et les Juncqua, Cuaz et steget. Un scan-dale que l'administration et les banques s'emploient à étouffer au détriment des petits proprié-taires », déclare le docteur Si-

meoni.
Quel est l'objectif de l'ARC?
« La libération de Dominique
Capretti (ce militant avait eu
maille à partir avec la police à Maice o quelques fours avant le congrès de Corte), qu'on garde en prison alors que les escrocs sont en liberté; l'arrestation des escrocs et la saisie conservatotre de leurs biens; la redistribution sous forme communaulaire des

HUIT INCULPÉS

Hult inculpés comparaissent devant la Cour de súreté de l'Etat : Edmond Simeoni, quarante et un ans, docteur en médecine à Bastia ; Pierre Susini, agriculteur à Pruneill-di-Flumorbo; François Sieurani, trente-trols aus, agriculteur et conseller municipal de Cer-vione; Augustin Tirroloni, quarante-quatre ans, représen-tant en automobiles à Bastelica ; Jacques Fleschi, vingt-neuf ans, transporteur routier à Propriano, président du syndicat des transpresteur un syntate de processe porteurs routiers Strada Corsa; Jean-Jacques Paol, vingt-neur ans, électricien à Saint-André-de-Cotone; Jean-Louis Andreani, vingt-huit ans, employé de ban-que à Abrazia, et Alain Peraldi, vingt-neuf ans, employé de ban-que à Ghisonaccia.

Un inculpé est en faite : Marcel Lorenzoni, trente et un ans, entrepreneur de maçonnerie

Ces inculpés sont défendus par six avocats du barreau de Paris : Me Lucien Felli, Fran-tols Alfonsi, Jean Maggiani, Jean-Pierre Cesari, Pierre-Louis Warcantoni et Jean-Baptiste Siaggi; un avocat du barreau ie Marseille : Me Raymond Filippi, et quatre avocats du parreau de Bastia : Mes Marcel Sartoli, Charles Santoni, Vin-ent Spagnara et Jean Filippi.

2000 hectares et de leurs caves aux agriculteurs locaux les plus déjavorisés », explique encore Edmond Simeoni dans son ouvrage le Piège d'Aléria. « Occuper la cave, c'était accomplir un acte de

chir par simple adjonction de sucre et de colorants, se lancèrent à la conquête du marché national. La production corse vint rapide-

De notre correspondant

l'accent est mis sur « la politi-que agraire colonialiste de l'Etat français » et « l'effondrement français s et a l'effondrement d'une politique économiquement aberrante qui risque de ruiner ciuq cents à six cents petits et moyens viticulteurs et de servir d'althi à une nouvelle politique de récupération des terres à très bon compte, bien entendu, au détriment des Corses s.

Alèria, le jeudi 21 août. — 7 h. 15 : Edmond Simeoni et ses sept camarades occupent la

ses sept camarades occupent la cave, bâtie à l'écart de la route nationale. Ils sont a armés de fusils de chasse en vue d'illus-trer symboliquement la détermination de l'ARC de donner un tour plus grupe à ses mises en garde contre l'attitude systèma-tiquement négative des pouvoirs A 10 h. 30, Edmond Simeoni tient une conférence de presse,

affirmant que l'action n'est pas dirigée dans le sens d'une mo-dification des institutions, mais qu'il est seulement demandé jus-tice sur un point très particulier. Il annonce le programme des journées d'occupation : ré-union des socio-professionnels le vendredi 22 dans l'après-midi pour dégager une ligne d'action commune ; conférence de presse le samedi 23 à 10 heures, et grand meeting populaire le di-manche 24 à 10 heures. Le res-ponsable de l'opération précise ponsable de l'opération précise aux journalistes : « Nous ne resterons que trois jours. »
A 11 h. 30, une délégation de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (F.D.S.E.A.) est reçue par le préfet et demande, d'une manière pressante, la création d'une société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER), vieille revendication du syndicavieille revendication du syndica lisme agricole insulaire. Le préfet, M. Gabriel Gilly, répond : « A

Pheure actuelle, cela ne servirait à rien. » à 16 heures, la cave

Le vendredi 22 août, à l'aube, la cave est bouclée par un im-portant dispositif. officiellement, on annonce douze cents C.R.S. et gendarmes mobiles, qui ont été transportés par hélicoptères et par camions, et qui disposent d'auto-mitrailleuses blindées. A 6 heures, première sommation d'avoir à évacuer la cave. Elle est suivie d'un stratagème de prise d'otages par les occupants (deux militants de l'ARC), puis de prise réelle d'otages (quatre ouvriers nord-africains quatre ouvriers nord-africains quatre contractions de l'ARC). africains, qui seront remis en liberté avant l'assaut). Pour Edmond Simeoni et ses amis, qui

RETOUR EN MÉTROPOLE

Les deux représentants du gouvernement qui ont eu directement à connaître du drame d'Aléria, et qui ont été déchargés de leurs jonctions au lendemain de ces évênements tragiques, sont maintemant en poste en métropole. M. Gabriel Gilly, alors préjet de la Corse, a été nommé pré-jet du Haut-Rhin le 10 sep-tembre 1975; M. Jacques Guerin, alors sous-préfet de Bastia, est aujourd'hui sous-préfet de Thionville, en

sont maintenant au nombre d'une douzaine, il s'agit de gagner du

temps.
A 11 heures, le leader autono-A 11 heures, le leader autono-miste s'entretient avec le sous-préfet de Bastis, M. Jacques Guérin, qui dirige sur place les opérations de maintien de l'ordre. A 11 h. 30, le préfet Gilly déclare à Ajaccio : « Le sous-préjet a invité la bande armée à déposer les armes. En contrepartie d'une vérification d'identité, ils pour-

tion immédiate. La fustice suivra son cours. 3

Dans l'après - midi, Edmond
Simeoni s'entretien avec de
nombreux journalistes. Les socio-

Aléria. Le dispositif des forces de l'ordre reste en place, mais à distance plus grande que le matin. L'accès à la cave est libre; à l'extérieur, il y a beaucoup de curieux. A partir de 14 h. 30, les événements vont se précipiter. La délégation de socio-profession-nels venue apporter des éléments

de négociation au sous-préfet franchit normalement un barrage, mais est arrêtée au second. Un coup de feu éclate. Un blessé : M. Ange Poll, président du Centre départemental des jeunes serioritaires

L'assaui

A 16 heures, première sommation : « L'assaut va être donné. » A 16 h. 10, deuxième sommation.
A 16 h. 15, l'assaut, les grenades lacrymogènes et des coups de feu.
A 16 h. 20, Edmond Simeoni lacrymogenes et des coups de feu. A 16 h. 20, Edmond Simeoni hisse le drapeau blanc. Il demande une trêve pour permettre l'évacuation de M. Pierre Susini, l'un de ses camarades qui a en l'avant-pied droit arraché, « et mes dit il res viva grande les compande les compandes com pas, dit-il, par une grenade lacry-mogène ». Deux gendarmes.

magène ». Deux gendarmes, MM. Hugel et Giraud, sont mortellement blessés.

A 17 heures, le leader autonomiste se constitue prisonnier. Ses camarades quittent la cave dans des camions avec leurs armes. Un hélicoptère emporte Edmond Simeoni vers l'aéroport de Bastia, d'où il sera immédiatement transféré à Paris. La ferme est noyée dans un nuage de fumée. Huit hélicoptères déposent de nouveaux hélicoptères deposent de nouveaux renforts. Dans la nuit, la cave est incendiée et Bastia connaît

des heures de violence.

Deux déclarations parmi des milliers d'autres, qui vont être enregistrées pendant les jours et les company de les co

Simeoni : « Je deplore la mort des deux gendarmes comme je déplore nos blessés. Ils sont victimes de la totale intransigeance times de la totale intransigence du pouvoir désireux seulement de protéger les escrocs de la vinasse. Je me constitue prisonnier pour éviter une autre effusion de sang et assumet pleinement mes tes-ponsabilités.»

Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur : « Les responsables de l'ARC ont donc réussi leur dessein criminel en faisant couler le sang en Corse... Leur entreprise insensée corse... Leur entreprise insensee qui vise à rompre l'unité nationale ne saurait en aucun cas être
tolèrée. Elle déboucherait en
outre sur de graves désordres qui
compromettraient dangereusement
l'apenir de ce département francais auouel ont été et seront cais auquel ont été et seront consacrés d'importants efforts, » A Ajaccio, le préfet Gilly lance un appel à la raison, annonce que toutes les réformes néces-

saires seront menées à bien « et, pour commencer, la creation d'une SAFER », ajoutant qu'une meilleure répartition des terres est en effet indispensable, mais que seule la légalité peut l'obtenir. La FDS.B.A. commente : « Pourquoi a-t-il donc juliu que la création de la SAFER soit entachée de *30710* ? » Le retentissement des événe-

ments d'Aléria est considérable. Il va être plus encore amplifié le 27 août, lorsque, au lendemain d'un certain nombre d'interpellations, le conseil des ministres prononce la dissolution de l'ARC. A Bastia, l'arrivée de nouveaux renforts par la voie maritime et la dissolution du mouvement autonomiste créent un climat de ten-sion rarement connu. Dans la nuit, c'est l'émeute et le sang coule à nouveau : un mort, le C.R.S. Cassard : dix-huit blessés, C.R.S. Cassard; dix-huit blessés, dont dix hospitalisés. Plusieurs arrestations, des scènes de pillage, des plasticages. Une ville en état de siège pendant plusieurs heures. Le 28 août, tandis que la Cour de sûreté de l'Etat est saisie, la Corse a, pour la première fois denvis cont cité avec le première fois denvis cont cité de l'Etat est saisie. depuis cent cinq ans, un préfet corse, M. Jean Riolacci.

Choisissez votre salon de jardin, là où vous achetez vos meubles.



Mobilier de jardin pliant, en bois laqué blanc. Grande table 260 x 90, 1280 f. Composée d'une table rectangulaire, 140 x 90, 655 f, et d'une table ovale, 120 x 90, 625 f. Pouvant être utilisée seule ou comme allonge pour la table rectangulaire. Fauteuil, 4 positions, 370 f. En vente à l'exposition meubles de jardin.

Galeries Lafayette

Haussmann - Montpamasse - Belle Epine - Nice - La Part Dieu Lyon - Montpellier

ÉDUCATION

– Libres opinions----

Paris-X à la dérive

par CHRISTIAN BOURDON, DAMIEN DEFRABON et MICHEL DEROCOUR (*)

A grève est reconduite à une large majorité. > Combien de foie au terme d'assemblées générales tumultueuses, sans aucun caractère démocratique, les étudiants de l'U.E.R. de sciences juridiques de Paris-X-Nanterre ont-ils entendu cette simple affirmation, qui compromet de plus en plus dangereusement leur

Depuis quatorze semaines, les amphithéâtres connaissent une almosphère surchauffée, où règne tantôt une ambiance de fête foraine, tantôt celle d'une assemblée politique ; les chaises, les tables, s'enchevêtrant au pled des escaliers forment des barricades que rendent loscossibles les salles de T.D. (travaux dirigés). La vocation enseignante de l'Université se trouve remise en cause par l'introduction de la pseudo-politique.

L'année universitaire avant commencé le 3 novembre et les T.D. le 1° décembre, on ne peut nier la gravité de la situation. Quelle valeur accorder à une année universitaire de deux mois?

Face à la « grève générale » décienchée par des minorités, dont l'action est facilitée depuis 1968 par l'instauration de procédures électorales, les étudiants modérés firent preuve d'une profonde passivité. Profitant du désintéressement de la grande majorité, la toutepuissance du comité de grève s'affirmail. Le temps passe ; les esprits s'échauffent. On s'inquiète : le mois de juin approche et, par là même, la première session des examens. On voit alors un amphi bondé lors des assemblées générales (A.G.). Les étudiants modérés sont confrontés à deux parties : 1) le comité de grève, les gauchiste au sein d'A.G. de plus en plus houleuses; 2) l'administration de Nanterre et le corps enseignant sur un terrain indéterminé.

Quel dénouement souhaiter devant une telle situation reconnue par les modérés comme :

1) Position bloquée du comité de grêve : 2) Absence de la grande majorité des professeurs, qui ont disparu depuis de longues semaines, et qui se contentent d'afficher les plans de cours d'un second semestre qui n'a pas encore commencé; 3) impulsaance ou inconscience d'une administration, d'un président, qui adressent tardivement une lettre à tous les étudiants, qui déclare à la télévision qu'il ne faut pas les « brusquer », qui essais de contenter, lors d'une réunion d'information, tous les partis afin de ne pas prendre fermement position, qui, enfin, clame en A.G. par onne interposée qu'il ne faut pas s'inquiéter, qu'il faut garder toute conflance en l'administration (cette déclaration date du 10 mai). Que l'administration ne tente pas de « noyer le poisson » pour faire oublier les tristes réalités de désordre et de violence qui sont le lot quotidien des étudiants de Nanterre I

Dans ce climat d'incertitude, comment se fier à une administration qui laisse entendre que les examene auront lieu vers le 15 juin sans allègement de programme?

Après un désintéressement et un élan de lassitude, vient l'heure du désespoir que les modérés ont du mai à cacher. Désespoir des étudiants de première année, qui espéraient sans doute beaucoup de l'université, de ces études supérieures dont dépend leur avenir. Désespoir des étudiants de deuxième année, qui, si le diplôme d'études universitaires générales (DEUG) est délivré, auront un diplôme valable uniquement eur Nanterre. Désespoir des étudiants de troisième année, qui voient, comme chacun à l'horizon de leurs études, un diplôme sans veleur. Désespoir des étudiants de quatrième année, qui ne pourront envisager qu'un troisième cycle à Nanterre. Ce désespoir est d'autant plus violent qu'aucun dénouement ne semble se dessiner à l'heure actuelle.

Peut-on attendre un dénouement du comité de grève ? Il n'y a strictement aucun parallélleme entre les fins envisagées par le comité (examens en juin, voir les discussions du demier collectif de Lyon) et les moyens d'action qu'il se donne : la grève votée en A.G. d'une

facon totalement aptidémocratique. Peut-on attendre un dénouement engendré par le comité pour la reprise des cours? De nombreuses solutions ont été envisagées, telles que le vote par correspondance et, demièrement, le vote à semblent bien avoir été rejetées; mais pour quelles raisons? Elles apparaissent comme très eimples à une grande majorité d'étudiants : tout moyen d'action pleinement démocratique pourrait nuire au comité de grève qui se sent devenir largement minoritaire.

Peut-on attendre un dénouement de l'administration ou du président ? C'est sans doute à exclure si l'opportunisme continue de l'emporter sur la fermeté.

Paris-X constituera-t-il à nouveau la « lanterne rouge » de l'uni-

Le comité de grêve parle beaucoup de chômage, d'une « école de classe », mais il engendre directement de tels phénomènes. Et avec nos deux mois de cours, que sommes-nous, si ce n'est des « chômeurs potentiels » ? Alors, que faire?

calme, avec des programmes cegtes allégés, mais pas trop incomplets, afin de ne pas dévaloriser l'année universitaire et de ne pas se voir privés du fruit de leur travall. En outre, ils demandent : 1) La réapparition immédiate des enseignants afin que les cours,

Les modérés réclament un déroulement des examens dans le

dans le juste respect démocratique du droit au travail, reprennent le plus tôt possible; 2) La prolongation des cours jusqu'à la fin du mois de juin dans le but de justifier l'existence d'un eccond comestre;

3) Les sessions d'examens en septembre et en octobre. Ainsi, l'année 1975-1978 aura quelque espoir de se voir validée et consi-Mais, au-delà des graves problèmes qui entraînent Paris-X à la

dérive. le réforme de 1968. Instaurant la difficile autonomie des universités, ne doit-elle pas être remise en question ?

(*) Membres du Comité des étudiants modérés

 Fermeture des installations sportives de l'université Paris-Sud. — Faute de crédits, les centres sportifs des campus d'Orsay et de Châtenay-Malabry (trois ensembles sportifs et un centre equestre, sont fermés depuis jeudi 13 mai. L'importante diminution de l'allocation allouée par le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux saient ce sports (348 000 F contre 531 000 en sportives.

1975) a rendu impossible, selon le service universitaire des activités sportives de Paris-Sud, la gestion des centres, à défaut d'une « ral-longe » minimum de 245 000 F. Huit mille étudianis, quaire mille membres du personnel et vingt-cinq collectivités extérieures (sco-laires, entreprises, clubs) utili-saient ces diverses installations

La réforme du second cycle universitaire

Les anciennes filières seront maintenues précise une circulaire de M. Jean-Louis Quermonne

M. Jean-Louis Quermonne, directeur des enseignements supérieurs et de la recherche, vient de faire parvenir aux présidents d'université une nouvelle circulaire sur la réforme du second cycle, qui sera discutée au cours de la prochaine conférence des présidents, le 20 mai. Cette circulaire annonce que les forma-tions « fondamentales » existant actuellement dans les universités seront maintenues chaque l'ois que celles-ci le désirent. Elle

représente la première application de l'accord conclu entre Mme Saunier-Seïté, secrétaire d'Etat aux universités, et la commission permanente de la conférence des présidents, le 26 avril (« le Monde » du 28 avril). La circulaire du 25 février, qui prévoyait le « réexamen » de toutes les formations existantes, se trouve de ce fait annulée.

La circulaire prévoit que les filières existant actuellement sont
maintenues « de plein droit » jusqu'au 1° octobre 1979. Les habilitations actuelles ne sont retirées
qu'an fur et à mesure que les
nouvelles sont accordées. D'autre
part, les universités peuvent en
profiter pour « adapter librement »
ces formations, en modifiant jusqu'à 20 % des enseignements
dispensés.

La procédure d'habilitation est a procedure d'habilitation est « simplifiée » pour ces formations « fondamentales » : on vérifiera seulement que les demandes des universités correspondent blen à des « filières » existantes. L'exa-men préalable à l'habilitation sera effectué per des groupes d'ébude effectué par des groupes d'étude ad hoc correspondant à trois ad noc correspondant a trois groupes de formations fondamen-tales; disciplines juridiques et économiques; disciplines litté-raires et de sciences humaines; disciplines scientifiques.

Les membres de ces groupes se-ront choisis en priorité au sein du Consell national de l'enseigne-ment supérieur et de la recherche, du Comité consultatif des universités, du Comité national de la recherche scientifique et de la conférence des présidents d'université ou sur proposition de ces

nifilie à la Federation de l'edica-tion nationale), qui est très hos-tile à la réforme du deuxième cycle, « prend acte » dans un communiqué de cette circulaire : « Controirement à l'intention fondamentale du gouvernement, de-clare-t-il, c'est le redéploiement et l'amputation malthusienne de nombreuses formations qui sont en échec. » Toutefois, le SNE-Sup en ethec. Toutetois e satisfaction s'inquiète des « ambiguités » du texte sur la composition des « groupes d'études techniques » et sur leur rôle exact par rapport au confession

CNESER.

Pour la Fédération nationale des étudiants de France, a il n'y a plus de réforme »: la nouvelle circulaire a laisse aux présidents d'université la possibilité de reconduire ad vitam aeternam les formations existantes »; les groupes ad hoc ne comprendront plus ni étudiants ni représentants des groupes socio-professionnels, mais uniquement des enseignants. a Le Les habilitations seront pronon-cées par le secrétariat d'État aux universités, après avis du Conseil national de l'enseignement supé-le président de la République. »

Mme Saunier-Seité s'inquiète des incidents dans plusieurs universités de francs. Un moulage du Pen-seur de Rodin, qui avait été donné à la ville de Strasbourg en 1904, a notamment été grave-ment endommagé. A l'université de Bordeaux-L un incendie a ravagé dans la nuit du 14 au 15 mai une partie d'un amphithéâtre de l'U.E.R. de droit, où plusieurs cocktails Molotoy

Mme Alice Saunier-Selté, secrétaire d'Etat aux universités, qui intervenait, samedi 15 mai, à intervenait, samedi 15 mai, a Briey (Meurthe-et-Moselle), au cours de journées d'étades consacrées à l'histoire de cette cité, a notamment déclaré : « L'Université, por une tradition huit fois centenaire, a toujours été le rejuge contre les exactions. Elle conjond suiversible active et le rejuge de répuse. aufourd'hui cette notion de refuge-contre les exactions avec une notion de repaire pour les casseurs. Mais cette confusion est le fait de la generossit de la jeunesse et des intellectuels qui vivent à son contact. > Après avoir fait remarquer que « la générosité des universitaires ne doit pas les conduire à la destruction de l'Université », Mme Saunier-Seité, abordant la question des rapports entre les universités et les régions a affirmé : « On m'a reproché de régionaliser les universités. Mais régionaliser les universités. Mais ce que l'on me lançait comme une insulte était considéré par moi comme un compliment, car les universités resieront toujours universelles, mais elles le sont d'autant plus qu'elles n'ignoreront pas les réalités concrètes, humaines ultralles et aécomphiques nes, culturelles et géographiques des régions dans lesquelles elles sont implantées. >

Plusieurs incidents ont eu lieu en fin de semaine. A l'université en fin de semaine. A l'université des sciences humaines de Strasbourg-II), des étudiants ont pénétré par effraction dans plusieurs secrétariats d'instituts, vendredi 14 mai en fin de soirée, à l'issue d'une « tête » qui avait réuni deux cents personnes dans le hall (l'« aula ») du palais universitation deux unes parts avait suits de la la contrat de dans le hall (l'aula ») du palais universitaire, dont une porte avait été enfoncée. Les bureaux ont été fouillés sans ménagement et des documents administratifs ont été éparpillés ou brûlés. Une plainte pour vol a été déposée après la disparition d'une ronéo. Les autorités de l'université, qui ont rendu hommage aux enseignants et membres du personnel de serrendu hommage aux enseignants et membres du personnel de service présents toute la solrée pour
veiller à la sauvegarde des lieux,
maigré l'opposition des étudiants,
estiment que les dégâts (détériorations et vols) provoqués par les
incidents de ces dernières semaines dépasseraient au palais universitaire la centaine de millons

versitaire la centaine de millions

cinq rangs de sièges ont été at-teints par le feu, qui a aussi en-dommagé les peintures. Une en-mête est ouverte LE PRÉSIDENT DE LA FNEF

où plusieurs cocktails Molotov avaient été lancés. La chaire et

M. Thierry Granger, président de la Fédération nationale des étu-diants de France (FNEF, modérés), a déclaré, vendredi 14 mal, qu'a on venalt d'assassiner l'Université » et a lancé un appel aux parlementaires pour que soit organise un « débat de politique générale sur l'Université ».

on assassine l'Université.

Les dirigeants de la FNEF affir-ment que si 1963 a été une s explola situation actuelle peut stou b, in struction actuelle pout étre définie comme un a pourris-sement >. Ils estiment que Mme Saunier-Selté, secrétaire d'Etat aux universités, n'a pas tenu les promesses qu'elle leur avalt faites, notamment au cours de la conférence des associations étudiantes, jeudi 18 mars. Pour la FNEF, les concessions faites lundi 26 avril par Mme Saunier-Seité aux membres de la com-mission permanente de la conférence des présidents d'université (« le Monde » du 28 avril) « dénaturent l'esprit même de la réforme » et constituent e une victoire conservateurs, qu'ils solent de gauche on de droite », en empêchant a toute modernisation de l'ensei-

gnement supérieur ».

La FNEP propose notamment,
a pour résoudre la ctise universitaire », que soit mis en place un a régime modifié de passage des examens » sous la forme d'a une circulaire nationale ».

■ Le projesseur Jean-Marie Muller, chej du service de néphro-logie au CHU de Grenoble, est décède samedi 15 mai d'une crise cardiaque, au cours d'une sortie en montagne dans le massif du en montagne dans le massif du Valgaudemar (Hautes - Alpes). Agé de quarante-sept ans, il avait pratiqué le 14 avril 1969 la pre-mière greffe d'un rein effectuée à Grenoble.

« Toute la vérité sur la réforme Haby »

Le ministère de l'éducation vient de prendre une initiative que syndicats d'enseignants et fédérations de parents d'élèves auront quelque mérile à ne pas considérer comme une marque d'hostilité. Sous le titre Parents, c'est vous qui avez inspire la rélonne Haby, il publie, ces jours-cl, une brochure de douze pages format poche, rappelant les grandes liones de la loi votée l'été dernier par la Parlement. Tirée à cinq millions d'exemplaires, cette brochure sera envoyée aux lamilles dans les lnes qui viennent per les cheis d'établissement. Coût probable de l'opération : 460 000 F.

La formule n'est pas nouvelle. Les parents d'élèves ont reçu l'année dernière, par le même cenal, un dépliant intitulé Ouvrir à votre enfant les portes de la vie, expliquant les princirélorme. Aux membres de l'opposition qui s'inquiétaient du caractère = unitatéral = de cette initiative, le ministre de l'éducation avait exprimé son intention de recidiver.

Le souci d'informer est louable. Le ton utilisé par les auteurs

de cette nouvelle brochute laisse penser qu'il n'est pas le seul but visé. Au terme des quelques paragraphes qui prétendent apporter - toute la vérité sur la réforme Haby », les destinataires auront la surprise de découvrir cel appel pressant : - A ceux qui critiquent [cette] réforme - sou-

vent sans is connaître, -- vous

pouvez maintenant récondre. ..

A STATE OF THE STA

ي وي د هي جيود دعا

a many da **d**

24 to 18 to 18

Le ministère veut-il faire croire que les syndicals et les fédérations de perents qui se sont perchés pendant plusieurs mois sur le - descriptil - de la réforme, puis sur la loi, puis sur les décrets d'application, les ignorent vralment? Se sent-il à ce point isolé pour tenter de dresser — sans lésiner sur les deniers publics — dix millions de parents contre des organisations, qui, pour la plupart, n'ont jamais manifesté un enthousiasme débordant pour les projets de M. Haby?

La trontière est ténue entre l'information et la propagande, entre l'argumentation et la polèmique. Elle est cette fois nettement franchie. Est-ce bien adroit ?

CORRESPONDANCE

Nous avons recu de Mme Lu-Nous avons reçu de mme Lu-cienne Mouton, de Paris, copie d'une lettre qu'elle vient d'adres-ser au président de la République, et dont voict le texte:

Le 6 février 1973, ma fille de Le 6 février 1973, ma fille de treize ans sortait par la fenètre du C.E.S. Pailleron quelques minutes avant qu'il ne s'écroule. Hospitalisée pour brûlures du larynx, profondément choquée par la disparition tragique de vingt personnes, dont seize étaient des enfants, elle a appris ce jour-là que l'éducation nationale n'était pas assez riche pour construire des écoles solides. Le 8 mai 1976, il y a quatre

Le 8 mai 1976, il y a quatre jours, mon fils de dix-neuf ans sortait en catastrophe de la résidence B de l'Institut national des sciences appliquées de Villeurbanne, qui était la proie des flammes. Il y a absolument tout perdu. Il est vrai que les cloisons

Les écoles qui brûlent

en contreplaqué ne résistent pas longtemps aux flammes.

M. le président, j'ai comme M. le president, j'ai comme vous quatre enfants. Puis-je me permettre de vous poser deux questions: 1) Pourriez-vous m'indiquer un établissement scolaire où je pourrais inscrire mes enfants sans craindre jour après jour qu'on me téléphone pour m'annoncer qu'ils ont eu « la chargon e d'échapper à un incerchance » d'échapper à un incen-die ? 2) Dois-je conseiller à ma dernière fille de laisser de côte les mathématiques et le français. et de s'exercer plutôt à descendre en courant des escaliers enfumés et à sauter par les fenètres?

Je ne doute pas que vous vous préoccupez autant de la sécurité des jeunes Français que de l'état de conservation de la momie de Ramsès II et je vous prie d'agrér, monsieur le Président, l'expres-sion de mes sentiments angoissés.

RELIGION

LE PASTEUR COURTIAL : la vence n'est pas dissidente.

La faculté libre de théologie profestante d'Aix-en-Provence est en désaccord avec l'Eglise réformée de France, qui voit en elle une faculté dissidente (le Monde du 4 mai). Elle nous le fait savoir notamment en ces termes dans une lettre signée du pasteur P. Courthial :

« Nous nous déjendons cons-ciemment et publiquement d'être des « dissidents » ou des « sépa-ratistes » et entendons seulement avoir une vocation théologique spécifique dans la droite ligne au reste non achevée, des confessions de soi cecumeniques et ré-» Par ailleurs, même si mon

» Par ailleurs, même si mon ami Michel Bouttier, président de l'institut protestant de théologie, persiste à le croire, nous n'ajfirmons aucunement « être les seuls à incarner légitimement les Eglises réformées » et n'avons pas la ridicule et sotte prétention à nous « proclamer seuls fidèles à l'Evangue ». l'Evanaile ».

» La faculté d'Aix a élé établie dans l'autonomie par rapport à toute Eglise ou union d'Eglises, à côté de la faculté d'Etat de Strascote de la faculté d'Elat de Stras-bourg et de l'institut protestant de théologie de Paris-Montpellier, pour faire connaître et dévelop-per, comme le font d'autres facul-tés du monde entier, la théologie réformée normale, selon les confessions de foi de l'Eglise ancienne et de la Réformation, »

La secte Moon a annoncé récemment à New - York qu'elle avait acheté le New Yorker Hotel, un immeuble de quarante-deux étages comportant deux mille plèces, à la société hôtelière Hilton. L'hôtel, qui avait été fermé en 1972, servira de nouveau siège à la secte. — (A.F.P.)

UNE LETTRE faculté libre d'Aix-en-Pro- DE LA COMMUNION DE BOQUEN AUX SŒURS DE BETHLÊEM

« Ne rejoignez pas le camp des puissants »

La communion de Boouen ne prend toujours pas son parti de l'arrivée à l'abbaye des Sœurs de Bethléem, qui sont installées dans une caravane.

La communion voudrait essayer d'élever le débat au lieu de s'enliser dans des détails de procé-dure. C'est pourquoi elle vient d'adresser une lettre aux Sœurs de Bethléem, qui sont plus d'une centaine en France et dont la moitié sont des nouvelles recrues. "A travers les gestes que vous avez posés, que vous avez imposés, que vous avez imposés, y lit-on notamment, nous essayons de vous connaître, de vous comprendre. Nous découvrons un premier visage qui nous inquiete: vous vous êtes engagées dans l'histotre de Boquen comme dans une croisade, dans une attitude conquérante. Les moyens que tude conquerante. Les moyens que vous avez choisis sont des armes de guerre: le secret, l'offensive, l'occupation du terrain conquis. l'alliance tactique avec des forces conservatrices, dont vous dites qu' « elles verront bien plus tard » que nous ne sommes pas celles » qu'ils croient »... » Qu'ils croient »_

» Qu'ils croient »...
» Nous vous l'affirmons tout de suite : vous gagnerez cette bataille si vous avez décidé de la gagner quoi qu'il en coûte; il vous reste encore de multiples armes, et la muerre sointe n'est age notes guerre sainte n'est pas notre propos. Nous n'avons pas de forte-resse à défendre, mais un espoir à faire viore. Mais, par cette vic-loirs. toire, vous nous aurez profondé-ment troublé, car nous percesons la vie contemplative comme un la vie contemplative comme un acte prophétique qui annonce un acte prophétique qui annonce un autre monde qui n'est pas celui des puissants. Or vous aurez définitivement quitté le creuset fait de fragilité et de pauvreté dans lequel s'est forgée voire vie contemplative pour rejondre le camp des puissants.

» Mais peut-être nous trompons-nous, peut-être cette machine de guerre qui s'est mise en route n'a-t-elle été ni construite ni voulue par vous. Vous seules le savez. Nous l'apprendrons au travers des gestes que vous poserez.

Boquen, poursuit le texte, est

un a lieu de liberté », une a caisse de résonance fragile pour les interrogations de notre temps ». « Casser cette caisse de résonance, con le control de la c'est accenture le risque d'une coupure irrémédiable entre une Eglise qui s'enjerme dans son discours et des hommes qui inventent de nouveaux langages.»

CAP SUR LA TURQUIE SÉJOURS

A 3 h de vol de Paris, pont entre l'Europe et l'Asie, a Turquie vous offre son ensoleillement exceptionnel. ses nombreuses plages de sable fin et les vestiges de son passé fabuleux

BUREAU DE TOURISME ET D'INFORMATION 102, Champs-Elysées, 75008 Paris Tél. : 225.78.68 et 79.84 Transport aérien



Istambul : 8 jours... à partir de 1005 F Kusadasi : 8 jours... à partir de 1175 F TURQUIE EGEENNE Istambul, Bursa, Ephèse, Trole, Pergeme, et séjour à Kusadesi... 15 jours : 2 280 F CONNAISSANCE DE LA TURQUIE rbui, Bursa, Ankara, la Cappadoce, isi,|Pergame, Canakkale, Trola, etc. 15 jours 2 395 F TÜRQUIE D'ASIE

Découverte des régions
les plus belles et les plus sauvages
de Turquie... 15 jours 2580 F

CIRCUITS "SPÉCIAL JEUNES ";
Au pays des janissaires : 20 jours 1785 F

Turquie Occidentale : 20 jours 1850 F

Turquie d'Asie : 20 jours 2105 F

payscope international 6, rue de la Palx - 75002 Paris et dans les agences agréées Psyscope ville

Tél.: 261.50.02

code postal

INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE (I.S.C.) CONCOURS D'ENTRÉE 31 MAI, 1º et 2 JUIN

ouvert aux titulaires du Baccalauréat année de préparation aux grandes écoles commerciales

Centre de Paris: LS.C., 22, bd du-Port-de-Vauz, 17°.

Eprouves écrites

Centre de Lyon: Lycée du Parc.

Centre de Toulouse: Lycée Pierre-de-Fermat.

Contre de Lille: Chbre de Commerce et d'Industrie.

Data de cláture des inscriptions : 21 mai 1976

I.S.C., 22, bd du Fort-de-Vanz, Paris (17°) - Tel.: 270-34-89 et 34-81.

in la vésité sur la réforme Haby,

de cette nouvelle brochure leng de cette nouvelle prochure large penser qu'il n'est pag le su but visé. Au terme des quelque paragraphes qui prélendes apporter « toute la vérié sur la sur la destinate... rétorne Haby », les desinaies réforme nauy «, 150 desimaling aurorit la surprise de décom cet appel pressant : « A cett du cettainem (cette) réforme catidness [cette] lejoure and vent sans is connaitre. You pouvez maintenant répondre

Le ministère veut-il laire crore que les syndicats et les tédéts tions de parents qui se sont per chés pendant plusieurs mois se le - descriptif - de la rélorme io - descripui - de la relonne, puis sur la loi, puis sur la decreis d'application le ignorent vraiment? Se sent to ce point isolé pour tenter de dresser — sans léciner ou le deniers publics — dix milion de parents contre des organis dons, qui, pour la plupar, non jamais manifesie un entie. jamas manne de peur les per lets de M. Haby ?

La trontière est l'énue sme La monnere car renue time l'information et la propagate entre l'argumentation et la pol-mique. Elle est cette foir nepment franchie. Est-ce be

Les écoles qui brile

en contreplaque ne richer longtemps aux fiamme M. le president fia de gous quatre enfant Puss mindiquer un etan men-laire ou je peurras men-emfants sans eralide se-

es à sauter pur . . Graits

permettre de van por questions : jour qu'on ma m'annoncer chance « d'an-die ? 2) Dessire conse dernière file » (as-les mathématics » (as-et de s'avecter et de s'exercer putit à les

Je ne doute par que me préocrupes autant de la se-Bennses II et se venigenste monsteur le Prendering sion de mes centiment au

UNE LETTRE

AUX SŒURS DE BINE

■ Ne rejoignez p le camp des puissals

Bethiëem gu 🗀 une caravane. La commu

Cest

d'adres ::

motile aint die # A traber

essayons de equi compr STREET BUR COUNTY mquiele : ::::

dons l'instaire -dons une crou-tude compare tous cies cas de guerre ralua se le le l or deles ve the new ac : **ರಚ**ಿತ ಆರಂ.ಆ೧:

n rous area encure 🕮 Propos. No resse & Cà faire 🚟

laire, russi 🤄

[#1] de 14201

COT LA TRACTICA

camp des F-

a Mars Fe pons-now. chine de Ju

reuz -Hi route a le scree. New travers des ?

F2 (5) 3 * 1

ment tree? in the con

aes.

FLEGN

松門 组织线

Boquen, poursuit and posere: 1 UN ELLES de rejonance interrogations e Career Const cest accesses compare Soine du ser cours el des de nouveaux

Louis des Invalides.

Postaori-Baden jusqu'en novembre de la même année.

Il sert ensuite au Levant, en Afrique occidentale française, puis en Mauritanie en 1932. A la veille de la seconda guerre mondiale, il apparlient à un groupe nomade méhariste du Tchad et, en mars 1940, il commande le botalilon de renfort nº 4 à Brazzaville (Afrique équaloriale française). En 1941, avec le batallion de tirallieurs sénégalais du Tchad, il rejoini le général Leclerc et participe à la campagne du Fezzan Italien. Il deviendra, en janvier 1943, gouverneur militaire du Fezzan puls rafilie, à nouveau, la colonne Leclerc en [ulilet 1943, Avec le grade de colonei, il commande, en septembre 1943, la 1º brigade de la 1º division française libre avec laquelle il participa à toutes les campagnes contra l'envahisseur jusqu'au Rhin. En avril 1945, il commande la 4º brigade de cette même unité de la Françe libre.

Promu général de brigade, il est, en novembre 1946, à la disposition du ministre de la défense, Edmond Michelet. En juin 1947, il est commanden supérieur des troupes en Afrique équatoriale française et au Cameroun. En 1950, il commande la subdivision de Gabes (Tunisle) et les territoires du Sud et, en septembre 1952, il est à la disposition de M. Jean Letourneau, ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés.

Promu générat de division en 1955, il commande la division d'Alger en septembre de la même ennée.

Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès

à Corbonod (Ain), son pays natal, dans l'intimité familiale. Une messe sera célébrée à son in-tention le 5 juin, à 10 h, 30, en l'église Saint-Antoine-de-Padoue, 52 boulevard Lefebvre, Paris (15°).

 Mme Jacques Chaine,
 M. et Mme Nicolas Chaine,
 Mile Catherine Chaine,
 M. et Mme Gilles Chaine, M. et Mme Gilles Chaine,
M. Pascal Chaine,
M. Pascal Chaine,
M. et Mme Louis Chaine,
M. et Mme Raymond Isaac-Dognin
Le Père René Chaine s. j.
M. et Mme Bernard Isaac.
Sœur Rose-Marie de l'Assomption
M. et Mme Marc Révolle,
M. et Mme René Pahud,
M et Mme Bruno Chaine,
Mile Rose Eibal,
M. Jean Tavernier,
Mile Monique Tavernier,

ont la profonde douleur de part du décès de M. Jacques CHAINE, inspecteur des finances,

Chains s'était imposé au sein de la profession bançaire comme l'une des profession bancaire comme l'une des personnalités les plus marquantes de sa génération. La biographie de M. Chaine a paru dans le Monde du 15 mai.

Mme Jahn Halvorsen. M. et Mme K. Drotkowski, Paris, M. et Mme Uirik Duus, Norvège, M. et Mme Anders Halvorsen

ambassadeur de Norvège en France ancien combattant de Narvik, commandeur de l'ordre royal de Saint Olav, médaille commémorative de Franc

survenu à Paris, le 13 mai 1976, à l'âge de cinquante-neuf anu.
Un registre de condoléances seru ouvert à la résidence de l'ambassade, 34, rue François-1**, Paris (8*), le lundi 17 mai 1976, de 10 heures à lundi 17 mai 1976, de 10 heures à 12 heures, et de 15 heures à 18 heures, Un service religieux aura lieu le mardi 18 mai 1978, à 15 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides, Paris (7°). 34, rue François-I°r, 75008 Paris.

- L'ambassade royale de Norvèga
a la profonde douleur de faire part
du décès de
M. Jahn HALVORSEN.
ancien ambassadeur de Norvège
en Belgique et au Luzembourg.
ambassadeur de Norvège en France,
ancien combattant de Narvili.
commandeur de l'ordre royal
de Saint Oiav,
grand cordon de l'ordre de Léopold,
de l'ordre de la Couronne (Belgique).
des l'ordre du Mêrite
du Grand-Duché de Luxembourg.
Médaille commémorative de France
avec barrette Norvège,
survenu à Paris, lo 13 mai 1976. à
l'âgo de cinquante-neuf ans.
Un régistre de condoléances sera
ouvert à la residence de l'ambossade, 34, rue François-I*, Paris (8).
le lundi 17 mai 1976, de 10 heures a
12 heures et de 15 heures à 18 heures.
Un service relicieux aura lieu le
mardi 18 mai 1976, à 15 heures. en
l'ogilee Saint-Louis des Invalides,
Paris (7).
28, rue Bayard.
75008 Paris.

M. Paul Kahn, son époux, M. Paul Kahn, son époux.
Toute la famille, ses amis,
ont la douleur de faire part du
décès de

Mme Paul KAHN, survenu le 15 mai 1976 en sa pro-priété du Touquet-Paris-Place, mu-ole des sacrements de l'Egiac. Ses funérailles seront célébrées le mardi 18 mai en l'égiac Set les ses funeralles seront chiébrées le mardi 18 mai en l'église Sainte-Jeanne-d'Arc du Touquet-Paris-Plage, à 15 heures. Réunion à l'église du Touquet, à 14 h. 30.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité dans le caveau de famille au cimetière du Touquet-L'offrande Hendra lieu de condo-

Les Quatre de Mai, avenue Sanguet. 62 Le Touquet-Paris-Plage.

- Mme Jean Lebouf. M. et Mme Victor Nasr et leurs enfants. M. et Mme Michel Burier et leurs enfants, M. et Mme Jean-Paul Lebeuf et leurs enfants,
Mme Dominique Lebeuf et ses en-Mme Dominique Lebeuf et ses enfants.

MM. Philippe - Henri, Jacques-Louis et Xavier Lebeuf.

Mme Pierre Mégret, sa sœur,
Et sa famille, Castel de la Reille,
Halm. ses beaux-frères et bellessœurs,
Parents et alliée

Parents et alliés, ont la douleur de faire part du dèrès de M. Jean LEBEUF.

M. Jean LEBEUF,
inspecteur général
de l'agriculture E. R.,
vice-président de la Mutuelle
France-Outre-Mer,
chevalier de la Légion d'honneur,

surrenu en son domicile, le 14 mai 1976 dans sa soixante-et-onzième la cérémonie religieuse aura lieu le mardi 18 mai, à 16 henres, en l'église Saint-Vincent de Combela-Ville (77), suivie de l'inhumation dans le cayeau de famille au cimetière de Grégy-sur-Yerres (77).

8, rue du Capitalne-Facq, 92350 Le Plessis-Robinson

M. Joseph Lellouche,
M. et Mme Joseph Cozian, leurs
enfants et petits-enfants.
M. et Mme Raoul Albou,
Mme Max Albou, ses enfants et

: l'ingénieur général l'ingenieur general
du génie maritime
Albert LELLOUCHE,
grand-officier
de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918 avec palmes,
commandeur du Mérite maritime,

ancien membre
du consell économique et social,
surrenu le 13 mai 1978, à l'âge de
quatre-vingt-trois ans.
La levée du corps aura lleu à
16 heures, le mercredi 19 mai, à
l'hôpital militaire du Val-de-Grâce à
Paris, suivie de l'inburation à Paris, sulvie de l'inhumation, à 16 h. 30, au cimetière Saint-Vincent, rue Lucien-Gaulard, Paris-18°. La familie ne reçoit pas. Ni fleurs ni couronnes.

— Mme Jean De Montandon, Olivier et Françoise De Montandon.

Mme Louise Grapinet et ses enfants, M. et Mme Jean Grapinet,

enfants et petits-enfants, M. Joseph Lellouche,

petits-enfants,
M. et Mms Bernard Dassie,
Les familles Albou, Dana, Marchal, parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du
décès de

45. avenue de la Motte-Picquet, 75015 Paris.

ont la douleur de faire part du décès de décès de Mme Charles MONTANDON, née Cécile Grapinet, leur belle-mère, grand-mère, sœur, belle-sœur et tanto, survenu à Paris à l'âge de quatrevingts ans. Les obséques ont eu lieu, dans

Les ooseques opt en lieu, dans la plus stricte intimité, à Sarcey (Haute-Marne).

15, rue Louis-Philippe, s2200 Neully, 52 Sarcey (Haute-Marne).

2, place Jean-Baptiste-Clément, 75018 Paris.

— Mme Caston Said.

M. et Mme Jean Said et leurs enfants.
Le docteur et Mme Denis Sailer et leur fils.

M. et Mme André Sailer et leurs enfants.
ont le regret de faire part du décès de grand-père. survenu le 14 mai 1976, à Aix-

Remerciements

Ses enfants et toute leur famille, res touchés des nombreuses ma

ques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès du médéein général inspecteur André-Joseph LOTTE, remercient sincèrement toutes les personnes qui par leur présence et leurs messages se sont associées à leur douleur.

— Mile S. Anthelma (04100 Ma-nosque) demande à tous les amis du docteur Georges STEPHANOU-SEPET

Soutenances de thèses

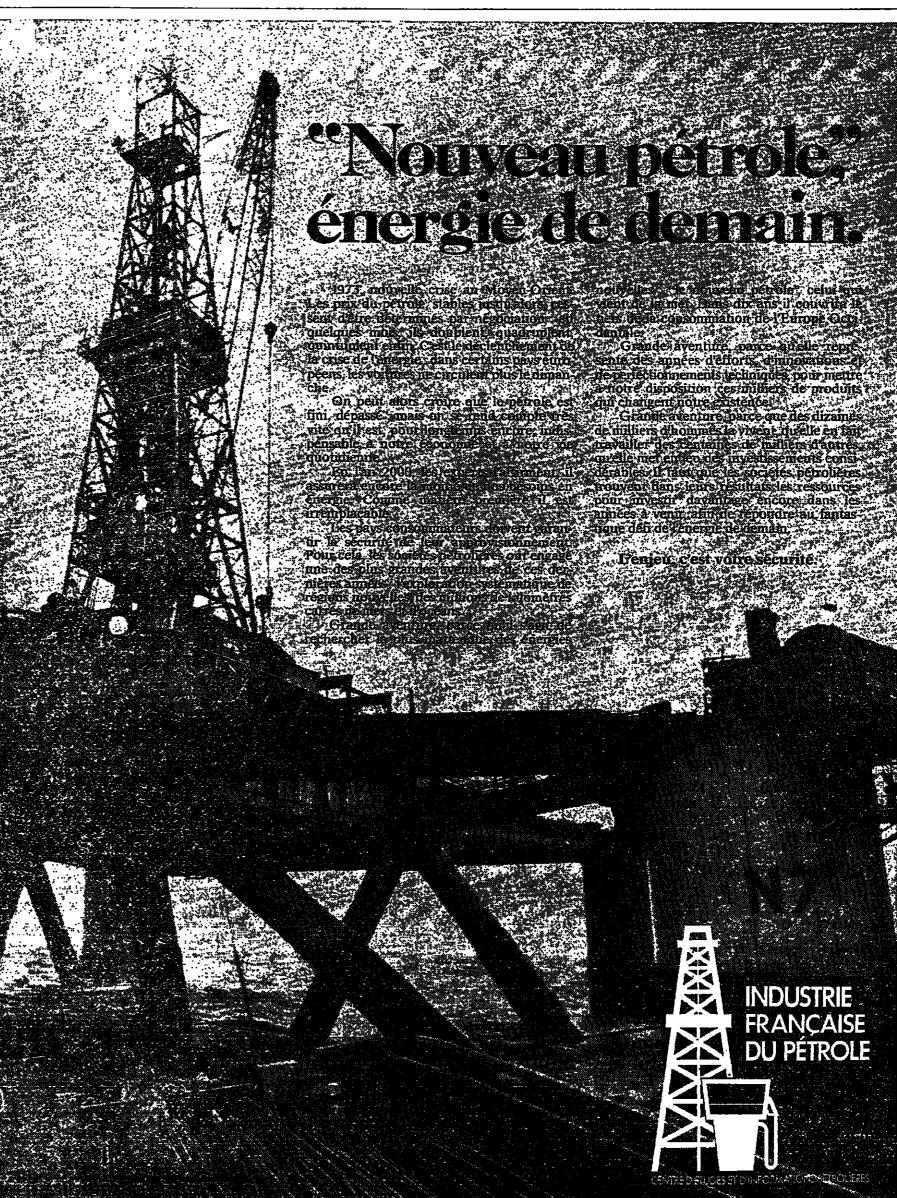
Dectorats d'Etat

Mardi 18 mai, à 9 heures, université de Paris-Sorbonne, salle des commizsions, Mile Geneviève Serlocten : « Quelques visages insolutes d'Orphée dans la littérature et dans l'art ».

Offices religieux -- Mme Henry de Mauduit et l'Amicale des anciens parachutistes S.A.S. et commandos de la France

libre, feront célébrer le mardi 18 mai, à 18 h. 30, en l'église Saint-Louis des Invalides, une messe à la mégouverneur Henry de MAUDUIT (E.R.).

SCHWEPPES Bitter Lemon Le Bitter Lemon original.



Général DELANGE

Mme Raymond Delange, et Mme Jean Hallaire et leurs M. et Mme Tres Doucet et leure enfants,

M. et Mme Yves Doucet et leurs enfants,
M. et Mme Pierre Thierry et leur nis.
M. et Mme André Gourdain, ont la douleur de vous faire part de la mort du général de carps d'armée Enymond DELANGE, grand-croix de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération, rosette de la Résistance, pieusement décédé au Val-do-Grâce, le 14 mai 1976, dans sa soixante-dix-neuvième année.
Les obséques auront lieu en l'église Saint-Louis des Invalides, mardi 18 mai, à 10 h. 30.
Ni fleurs ni couronnes.

Le grand chanceller, le conseil de l'ordre et les compagnons de la Libération, ont la grande douleur de faire part du décès, survenu le 14 mai 1978, à l'ûge de soixante-dix-neuf ans, du genéral de corps d'ormée Raymond DELANGE, grand-croix de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération, rosette de la Résistance.

Les obsèques auront lieu mardi 18 mai, à 10 h. 30, en l'église Saint-Louis des Invalides.

(Né le 22 janvier 1898 à Saint-Maixent-sur-Vie (Vendée). le général de corps d'armée Raymond Delange a apparienu à l'intanterie coloniale durant la première guerre mondiale. Porté disperu à Bier-mont (Oise) en juin 1918, il est, en fait, prisonnier des Allemands et interné à Postadt-Baden jusqu'en novembre de la même année.

--- Le docteur André Aubin, Michèle Aubin, Pierre et Catherine Aubin, ses en-

de
Mme Andrée AUBIN,
nèe Marguerite Griot,
survenu le 14 mai à son domicile.
Les obséques auront lieu le 18 mai,
Corboned (Alla) son pare natel

Mile Monique Tavernier, Mme Michel Teavernier, Mme Bruno Tavernier, nt la profonde douleur de faire

inspecteir des finances, président du Crédit l'onnais, officier de la Légion d'honneur. survenu tragiquement le 14 mai 1976, à l'âge de soixante et un ans Les obsèques se dérouleront uité-rieurement dans la plus stricte inti-

mité.

Le conseil d'administration.
La direction générale et l'ensemble du personnel du Crédit lyonnais.
ont la profonde douleur de faire part du décès de
M. Jacques CHAINE,
insuecteur des finances,
président du Crédit lyonnais,
ancien président de la Banque
française du commerce extérieur,
officier de la Légion d'honneur,
survenu dans des circonstances tragiques le 14 mai 1976.
Selon le désir de la famille, les
obsèques se dérouleront dans la plus
stricte intimité.
Né à Lyon en 1915, M. Jacques
Chaine est entré à l'inspection générale des finances en 1942. Il à été
détaché en 1947 à la Banque française du commerce actérieur où il
siliait accomplir la majeure partie de
Se carrière.

Sa carrière.

Nommé président du Crédit lyonnais en juillet 1974. M. Jacques
Chaine avait, grâce à sa compétence
et so nautorité, permis à l'établissement d'effectuer un rapide redressement. Par sa profonde connaissance
des problèmes économiques et financiera, sa grande rigueur intellectuelle, la finesse de son esprit et
ses qualités humaines, M. Jacques
Chaina gétait imposé au sein de la

Norvège, ont la profonde douleur de faire part du décès de M. Jahn HALVORSEN,

A L'HOTEL DROUOT SOCIÉTÉ

A DROUOT RIVE GAUCHE Gare d'Orsay - 7, qual Anatole-France

Mardi

EXPOSITION

S. 2 - Curicaltés.
S. 4 - Ivolres Art d'Extrêm
S. 6 - Obj. vitr. argent. s

VENTE

S. 11 - Mobilier XVIII^{*}.
S. 12 - Autograph., documents.
S. 14 - Antiquités haute curiosité
Art nègre.

HOTEL LUTETIA
Ventes 18 mai à 21 haures
Tableaux modernes.

VENTE A CHARTRES (28)

GALERIE DE CHARTES
DIMANCHE 23 MAI à 14 heures
TIMERES DE COLLECTION
France neufs sams charnière
Monaco et allemands.
Exp. sam. 22 - Dim. de 10 à 12 h.
DIMANCHE 30 MAI à 14 heures
SILEX TAILLES
Préhistoire des Etats-Unis
ART NEGRE
Exp. sam. 29 - Dim. de 10 à 12 h.
Ryp. M. Roudillon, Paris, 222-85-7
M* J. LELLEVER, com.-pris., 8, r.
Famin, CHARTESS - (37) 36-04-33.
Catalogues sur demande.

LES RAPATRIÉS DE JOUARRE

Que se passe-t-il au foyer de Jouarre (Seine-et-Marne) ? Quelques - uns des repatriés d'Indochine qui, depuis le mois de novembre dernier, y sont hébergés, ont en voyé, le 12 avril, à quaire ministères (alfaires étrangères, intérieur, travall, éducation) une sorte de supplique au ton inusité : - Nous avons l'honneur de solliciter de votre haule blenveillance... >

Ce texte envoyé simplement aux « ministères » sans plus de précision a sans doute été lu un peu rapidement. Il énumère des griefs dont certains sont d'ordre social et d'autres relèvent du droit commun.

Les rapatriés de Jouarre

— des families pour la plupart — ont, semble-t-il, des raisons de se plaindre. Leurs
enfants ne peuvent aller à
l'école. Quant à la majorité des

parents qui ne parient pas le français (lis ont acquis la nationalité française par mariage ou adoption), ils n'avalent encore pu, au 1er mai, assister au moindre cours.

lls se plaignent de vexations

multiples, individuelles ou collectives, qu'ils imputent à l'orresponsable de l'accuell : le comité d'entraide aux rapatriés. Ils n'ont pas accès au téléphone et il n'est pas possible de les appeler de l'extérieur. Ils ne sont pas convenablement informés de leurs droits. L'assistante sociale employée par le comité d'entraide ne leur est, disent-lis, d'aucun secours. La plupart ignorent que l'inscription à l'Agence nationale pour l'emploi ne sulfit pas pour evoir une chance de trouver du travail. Ils n'ont pas

la carte orange de circulation.

qui cherchent un emploi par eux-mêmes en dehors du circuit officiel le font souvent à l'insu des responsables du foyer per pe ur des représailles. Ils craignent qu'on leur supprime l'allocation de subsistance, en principe versée pendant un an. Déjá une quinzaine de rapatriés ont vu leur allocation coupée pour des motits variés.

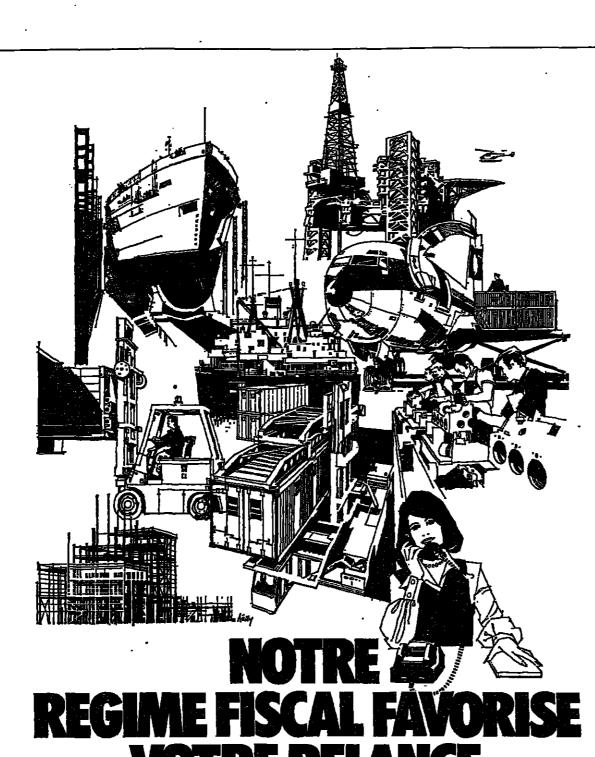
Il y a plus greve. Dans leur

L'atmosphère est telle que ceux

- supplique -, les repatriés accusent un responsable du toyer de trapper à la porte des jeunes filles et des jeunes femmes le soir (des noms sont cités) et d'abuser de leur situation de dépendance.

Le directeur du loyer, M. Soldati, lui-même ancien rapatrié, a refusé de nous recevoir : « Pas de Journalistes ici. »

O. P.-V.



Le régime fiscal de la République d'Irlande a pour objectif de permettre aux sociétés exportatrices de prendre rapidement pied sur les marchés extérieurs afin d'assurer leur croissance régulière. Aussi, avant d'entreprendre la construction d'une nouvelle usine, réfléchissez bien aux multiples avantages fiscaux que vous apporterait son implantation en Irlande.

Une expansion confinue
L'Irlande bénéficie depuis vingt ans d'un des
tanx de croissance industrielle les plus élovés
du Marché Commun.
L'attitude favorable à la libre entreprise manifestée tant par le gouvernement que par les
partis représentés an Parlement, en est la
principale raison.

principale ratson.

Un régime fiscal exceptionnel

Votre société sem exonérée de tout impôt sur les bénéfices réalisés à l'exportation jusqu'en 1990. Vous demeurez entièrement libre de rapatrier vos bénéfices et votre capital à tout

Des subventions d'investissement
L'État irlandais vous offrira jusqu'à 50 % du
montant de vos investissements en terrains,
constructions, machines et autres immobilisations. Vous n'autrez iten à rembourser, vous
ne devrez aucun intérêt et le gouvernement
vous laissera le contrôle absolu de votre

voits aisseta le comme asseta de vene entreprise.

Un marché monétaire vous permetira de bénéficier d'un financement bon marché. Cet avantage appréciable réduira d'autant la part de la mise de fond initiale dans votre inves-

Une handle de terrains Notre banque de terrains peut vous proposer une sélection d'emplacements industriels de premier plan ou même d'usines livrables clésen-mains et prêtes à accueillir immédiatement

votre entreprise.
Un personnel qualifié
Vous trouverez sur place le personnel compétent à tous les niveaux de qualification dont vous pourrez avoir besoin : ouvriers spécialisés, techniciens et cadres.
Les Irlandais bénélicient d'un niveau élevé de

Les Irlandais bénéficient d'un niveau élevé de formation et souhaitent vivement contribuer au développement de leur économie.

Des salaires raisonnables
Nos salaires et nos charges sociales comparativement plus faibles, abaisseront vos coûts de

production et accroîtront d'autant la compétitivité de vos produits à l'exportation. Des syndicats qui vous considèreut comme un partenaire Nos syndicats sont particulièrement concernés

par les créations d'emplois et leurs représentants sont extrémement "fair-play" dans les négociations. Une infrastrucinre industrielle Bien que notre économie se soit développée à un rythme extrèmement rapide, nous pensons qu'il nous reste encore du chemin à parcourir. C'est la raison pour laquelle notre puissance industrielle est résolument orientée vers

la majorité des emplois est assurée par le secteur industriel qui fournit par ailleurs, la plus grande part du Revenu National. L'Irlande constitue à ce jour une structure d'accueil efficace pour plus de 600 entreprises provenant de 19 pays et opérant ainsi sur de nombreux marchès mondiaux à partir de leurs usines irlandaises.

Un style de vie agréable
L'Irlande est un pays non pollué, parsemé de
magnifiques paysages dans lesquels se pratiquent de nombreux sports de plein-air.
Vos cadres apprécieront l'accueil chaleureux
du peuple irlandais qui saura leur faire partager
sa joie de vivre.

REPUBLIQUE D'IRLANDE UNE TERRE D'ACCUEIL POUR VOTRE ENTREPRISE

Une procédure accélérée et des formalités simplifiées vous garantissent la réduction des délais d'implantation d'une usine en Irlande. Votre société n'a affaire qu'à un seul interlocuteur ;

locuteur:
PLD.A. - Irlande (Office du Développement
Industriel) qui prend en charge l'ensemble des
problèmes que pose votre installation.
Pour plus d'information, n'hésitez pas à
contacter PLD.A. Irlande, 45, rue PierreCharron, 75008 Paris. - Téléphone 359,77.67
Tèlex: 6604 16.

EQUIPEMENT

L'ENVIRONNEMENT A LA MODE BRITANNIQUE

II. — Du flegme devant les aléas nucléaires

de notre envoyé spécial MARC AMBROISE-RENDU

Les Britanniques ont appliqué à la solution des problèmes d'environnement une méthode qui leur est chère, et qui consiste à ne pas en avoir « a priori ». Les rivières et le ciel anglais semblent s'en trouver bien. Le développement de l'in du strie nucléaire ne va-t-il pas remettre en cause cet empirisme? (« Le Monde » du 17 mai.)

Londres. — Procès, manifestations, bagarres, sabotages, émaillent depuis des années i « épopée » des centrales nucléaires aux Etats-Unis comme en France, en Allemagne fédérale comme au Japon.

En Grande-Bretagne, hormis les défilés de non-violents qui en 1960 prônaient le désarmement nucléaire sous la conduite du philosophe — et prix Nobel — Bertrand Russel, les choses se sont passées plus calmement. Il est vrai que le développement de Fatome civil y a été mené avec plus de discrétion. La formule a tout électrique tout nucléaire » q u i fut, il y a quelrues années, celle de l'E.D.F. ferait probablement sourire le président de son homologue britannique le Central Electricity Generating Board (C.E.G.B.), M. Arthur Hawkins. Pour les Britanniques, la puissance de l'atome n'a toujours été qu'une source d'énergie parmi d'autres.

La Grande-Bretagne est partie à peu près en même temps que les Etats-Unis et la France dans la course aux centrales, mais elle a cheminé différemment. Son premier programme à été lance en 1955. Il s'agissait de construire en quinze ans une dizaine de réacteurs Magnox fort semblables aux chaudières mises au point par le Commissariat à l'énergie atomique. Les Magnox brûlent de l'uranium naturel. sont « modérés » par du graphite, et leur chaleur est transportée par du gaz carbomique. Ce programme a été réalisé. De 1956 à 1971, onze centrales de taille croissante (de 200 à 1200 mégawatts en huit paliers) ont été branchées successivement sur le réseau. Les Magnox ne se sont pas révélées plus prodigues en radiations que les autres réacteurs commerciaux. Le personnel y reçoit à peine le dixième des doses maximales admissibles, c'est-à-dire 0.5 rem au lieu de 5 rem. Leur disponibilité est qualifiée d'excellente. Cependant, à Dungeness, sur le Pas-de-Calais, comme à Oldbury, non loin de Bristol. la corrosion a menacé les gaines de gaz carbonique. On a donc décidé de réduire la puissance des chaudières, l'une de 550 à 410 Mw, l'autre de 616 à 416 Mw.

Pas de contestation violente

Restalent les craintes concernant les rejets d'eau chaude. Sur ce plan, les Britanniques sont presque blasés. La plupart de leurs centrales à charbon et à fuel sont installées le long des rivières et celles-ci n'ont que de modestes débits. Il y a donc longtemps que l'horizon des îles Britanniques est ponctué de tours de refroidissement où l'eau circule en circuit fermé. Aujourd'hui, 3 % seulement de l'eau utilisée par les centrales classiques est tirée des rivières.

de l'eau utilisée par les centrales classiques est tirée des rivières.

Il y a longtemps aussi — depuis 1919! — que l'effet des rejets d'eau chaude est étudié. On sait où, quand et comment on peut lâcher sans danger un filet de bouillon tiède. Et, par chance, les eaux britanniques sont froides, soumises à de fortes marées et balayées de courants parfois violents. La pollution thermique est donc restée faible.

Si les installations pueléaires

Si les installations nucléaires paraissent peu agressives à l'égard de l'environnement, c'est aussi qu'elles sont de taille « raisonnable ». La plus grosse, celle de Wylfa, sur la mer d'Irlande, ne dépasse pas 1 180 Mw. Même pour les projets les plus ambitieux comme à Dungeness, la puissance totale des quatre réacteurs ne doit pas outrepasser 1 730 Mw. Or, par comparaison, l'ED.F. construit juste en face, à Gravelines, de l'autre côté du Channel, une centrale deux fois plus forte qui développera 3 600 Mw en 1980.

Les électricle us nucléaires

développera 3600 Mw en 1980...

Les électriciens nucléaires d'outre-Manche ont eu. d'autre part. l'habileté de se présenter dès le début comme des protecteurs de la nature. Autour des réacteurs de Dungeness s'étend une vaste sone qui a été classée en réserve ornithologique. On y a aménagé d'anciennes gravières inondées pour que les oiseaux migrateurs s'y sentent plus à l'aise.

Enfin chaque centrale avantée.

grateurs s'y sentent plus à l'aise.

Enfin, chaque centrale possède son comité de liaison avec le public. Y siègent, à côté des maires des communes voisines, les spécialistes extèrieurs à la centrale qui surveillent ses émissions radioactives, la qualité des eaux et l'environnement. On y examine chaque année les résultats des prélèvements faits autour des réacteurs et its sont rendus publics. Les centrales sont d'ailleurs largement ouvertes aux visiteurs. Certaines en reçoivent vingt mille par an.

Finalement. il n'y a jamais eu, lors du choix des sites, ni contestation violente ni même de référendum local.

Reste l'avenir, qui inquiète davantage les écologistes. Les réacteurs de la seconde génération actuellement en construction sont des Magnox a méllorés dits Advanced Gas Cool Reactors (AG.R.). Théoriquement, cinq centrales de taille moyenne (1250 MW) devraient être mises en service dans les deux ans qui viennent. En fait, nul ne sait quand elles fonctionneront car leur mise au point a été retardée par mille difficultés techniques. Un saut dans l'inconnu...

Pour la troislème génération, on hésitait entre les machines américaines à eau lègère ou une filière nationale dite Sicam Generating Heavy Water Reactor (SGHWR). Les Britanniques semblent avoir finalement choisi des réacteurs « made in England » qui équiperont deux centrales de 1 300 Mw chacune.

Là encore, c'est la prudence qui a prévalu : on ne force pas les cadences surtout depuis que la consommation d'électricité stagne.

Pas des pur-sang

Cela n'empêche pas de songer à la quatrième génération nucléaire, celle des fameux surgénérateurs. La Grande-Bretagne fait tourner deux prototypes : un de 14 Mw, un de 250 Mw, Arthur Hawkins, président du C.E.G.V. (l'E.D.F. d'outre-Manche), déclare à ce propos : « Nous croyons au nucléaire, mais en matière de réccteurs nous continuerons à chercher de solides chevaux de labour, non des pur-sang coûteux et fougueux.»

Autre réaction, intéressante, celle de Sir Brian Flowers, collaborateur de l'Atomic Energy Authority et président de la commission royale sur la pollution. Celle-ci a été chargée de donner un avis sur le sujet. Avant même d'avoir terminé son rapport, M. Flowers écrit à M. Wilson, alors premier ministre, « Nous ne sommes pas convaincus que les besoins én er gétiques du Royaume-Uni. dans les trente-cinq années qui viennent, exigent le recours massif au surgénérateur. » La commission donne son accord pour un prototype à condition qu'il soit « non commercial », installé loin des villes, qu'il possède ses propres installations de fabrication et de retraitement pour éviter tout transport de plutonium, qu'il soit gardé par la police et muni de toutes les protections possibles. Mais Sir Brian ajoute cette question : « L'argent qu'on va dépenser sur ce proteium ne va-t-il pas manquer pour développer d'autres énergies non polluantes? Nous le craignons. »

Autre débat : celui qui porte sur l'agrandissement de l'usine de Windscale. où l'on traite les combustibles irradiés. Les Britanniques sont tentés d'aller de l'avant, car les Japonais, qui ne possèdent pas cet équipement, proposent un contrat de 500 millions de livres à ceux qui leur permettront d'extraire le plutonium de leurs barreaux d'uranium brûlés. Mais l'opinion a conscience que ce travail de « chiffornier de l'atome » est le plus dangereux. On se souvient qu'en 1959 cette même usine de Windscale refetait en mer d'Irlande des effluents chargés de ruthénium, à raison de 2000 curies par mois. Les experts ne s'en souciaient guère, jusqu'au jour où l'on s'aperçui que le ruthénium se fixait sur une algue et s'y concentrait. Or cette algue, le porphyra, entre dans la composition d'un pain fort prisé par les Gallois. On dut mettre bon ordre à ces déversements intempestifs, mais la réputation de Windscale en est restée fortement entachée.

TZ:::::

۶ _{دورو}

fortement entachée.

Des journaux, des associations ont fait campagne contre le projet d'extension de l'usine. Au début de l'année, M. Tony Benn, ministre de l'énergle, le directeur de Windscale et les représentants des contestataires ont participé à une réunion d'information, où chacun, courtoisement, a exposé ses arguments, et où tous ont pu connaître les tenants et aboutissants du choix nucléaire. Le dossier a été ouvert; rien ne permet de préjuger quand et comment il sera clos.

Prochain article :

LE VOLONTARIAT AU SECOURS DE LA NATURE

PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE Aucun diplôme exigé

Aucun diplôme exigé
Aucune limite d'âge
Demandez le nouveau guide
gratuit numéro 685
ECOLE PREPARATOIRE
D'ADMINISTRATION
Ecole privée fondée en 1873
**Oumise au contrôle pédagogique
de l'Etat
1. rue des Petits - Champs.
75080 PARIB - CEDEX 62.

Ω.

EQUIPEME

Urquiola menc

S THE STATE OF STATE

Jong metres de la

DIA DES HABITAN

- ಕಾರ್ಯಕರ ಕಿಡಲಿ

la essociations « poil à grat

THE WAS TRANSPORTED TO THE PROPERTY OF THE PRO

Carlo of some start of the control o

The second of th

のでは、 のでは、

を持ち、 を持ち、 をはない。 をはなな。 をはなな。 をはなな。 をはなな。 をはな。 をはなな。 をはなな。 をはなな。 をはな。 をはな。 をはな。 をはなな。 をはなな。 をはなな。

TOTAL SAMP

CHELI CHAM

صكدان الاصل

pecial MARC AMBROISE-RENT and appli-

Finalement. Il n'7 à lâte. lors du choix de3 Sites n'e tation violente ni même de rendum local.

Reste l'avenir ou ra davantage les acologne réacteurs de la seconde par actuellement en constitute des Magnors au élitore Advanced Gas Cool Resultant de Contrales de talle par centrales de talle par centrales de talle par centrales de taile me centrales de taile me (1250 Mw) devraient être en service dans les deux e quand elles fonctionnem leur mise au point a été mande difficultes term par mille difficultes term un saut dans l'income.

Pour la troisième service de la central de la cen

Pour la troisième genéral. Pour la troisième genérale nésitait entre les machine ricaines à eau légère ou me nationale dite Steam Grantionale dite Steam Granties Britanniques aember finalement chossi des rêce anade in England's qui e ront deux centraies de l'ichacune.

Là encore, c'est is proper a prévalu : on ne form à cadences surtout d'apung consommation d'électrique

Pas des pur-san

Cela n'empeche par è à la quatrième somme ciènire, celle ces firman rateurs. La Grande Para 14 Mw. un de come Hawkins, president de Cl'EDF, de come de com tourner deux nucleary, ma labour, non c et lougueur.

CEGE),

diden (verb. dere ib rem n de 1 rem Leur dispon-tel qualitie d'excellente.

-- Autre rei donner un aver inème d'avoir port, M. Fier Son. 2.075 1777. - EXPLOS : :: qu'il soit de taile loin des Ses propres in cation et d

tonium, qu'il son police et mun se tections costing qu'on re de l'antidécelopse d'autorité

Windson. larant car possedent tammiques 355 percental liens de l'appendiens de l'appendien permattre On 22 popular and section of the sec 15 C +2 7117 experis Da jusqu'au que la Filland

LE VOLONTABIL AU SECOURS DE LA NATUSE

PREPARIZ : DIPLOME D'EXPERT COM

First Control of

215.5

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

QUALITÉ DE LA VIE

LA MARÉE NOIRE AU LARGE DE LA COROGNE

L'« Urquiola » menace de se briser

L'état de la mer a empêché, le dimanché 16 mai, de continuer les travaux de renflouement du pétrolier l'- Urquiola -, échoué sur la côte cantabrique au large de La Corogne, et responsable de la marée noire la plus importante après celle du «Torrey Canyon» («le

Monde » des 16 et 17 mail, La violence des vagues a favorisé l'apparition de gaz toxiques et rendu à nouveau dangereux tout travail sur le navire. On se demande maintenant si l'on pourra vider l'« Urquiola », avant qu'il ne se brise, du pétrole qu'il contient encore.

A cina mètres de la bombe flottante...

De notre envoyé spécial

La Corogne. - « Encore 5 mètres et nous éperannons la plus grosse bombe flottante du monde. - Le danger n'eniève pas son humour au petit capitalne grassouillet du garde-pêche. Machines coupées, la Salvora sur laquelle nous sommes embarques, tangue fortement, face à l'Urquiola, ce pétrolier espagnol échoué dans la bale de La Corogne. A l'avant du garde-péche, plusieurs experts s'empressent d'examiner l'énorme carcasse calcinée du tanker. Le silence se falt sur la Salvora. il y a moins de douze heures, l'Urquiola brûlait encore et on redoute qu'il y ait eu accumulation dangereuse de gaz dans plusieurs

de ses soutes. Depuis le port de La Corogne, en ce matin du samedi 15 mai, nous avons voqué sur une mer grume-La marée noire partout. Deux petits avions nous ont dépassés pour décrire un cercle au-dessus de

participation à la vie de la cité.

Les associations ont été « pro-

fondément déçues » par les alteques de certains députés de

la majorité lors du débat à

l'Assemblée nationale sur la

rélorme d'urbanisme et plus précisément per la limitation

lité publique du droit nouveau

de se porter partie civile devant

les tribunaux lorsqu'elles consta-

Sénat doit examiner la loi sur

l'urbanisme le mercredi 19 mai.

Aura-t-Il vis-à-vis des associa-

tions une position moins mé-

fiante que celle des députés?

Nous ne sommes pas un

danger pour la démocratie ». a

déclaré devant les journalistes

M. François Serrand, de la

Plate-forme des comités pari-

siens. - Au contraire. On re-

citovens pour la chose publique.

Aujourd'hui, un profond mouve-

ment d'opinion existe. Nous pro-

voquons la crainte, la suspicion,

l'Irritation des élus. Le malaise est aujourd'hui public. La viva-

ché des réactions prouve au

moins l'efficacité de notre

action et notre audience dans

le population... Coupée de ses

racines, la démocratie locale

n'est plus qu'une corporation de

notables. Sans lui contester le

pouvoir de décision, notre préoc-

cupation est de rechercher de nouveaux modes de relation

entre élus et associations. En

espérant que cessera cette mauvaise querelle. - « Habitants.

consommateurs, usagers, un

nouveau pouvoir est en mar-

che, selon M. Scherrer, de Lyon.

il montre le désir des usagers

de ne pas laisser à d'autres le

soin de gérer leur destin. - Nous

sommes dans la situation du

pouvoir politique avant 1784,

estime M. Scherrer, ou du pou-

voir syndical avant 1884. Aujourd'hul, il faut organiser le pouvoir

Pour ciaritier la situation, les

associations des grandes villes

ont préparé elles-mêmas un

projet de statut. « La démocratie ne joue pas, faute d'information.

estiment - elles. Les décisions

sont prises par les élus sur des

dossiers technocratiques, sans

Les essociations veulent

avoir le droit d'initiative pour

présenter aux services compé-

tents leurs suggestions et leurs

d'avoir « accès aux dossiers »

et d'être = consultées - sur les

études et les projets concer-

nant l'aménagement urbain, les

équipements soclo-culturels, etc.

La concertation et l'information

des usagers. -

A PROPOS DE... -

LA CONSULTATION DES HABITANTS

SUR L'URBANISME

Les associations « poil à gratter »

associations d'habitants de plusieurs grandes villes (Lyon,

Grenoble, Marseille, Nancy, Strasbourg, Orléans, Rouen et Paris) ont constitué un « carrefour national des comités de quartier » (1) et mis au point un projet de statut de la

d'urbanisme (article 34). Le et une secrétaire. Dans chaque

Réunis à Paris samedi 15 mai, les représentants des

blanche de détergent. Au loin, comme perdus au milieu de la bale. trols autres garde-pêche, équipés à la sauvelle de lances à incendie, s'achament aussi à projeter, un peu au petit bonheur la chance, des prodults qui feraient disparaître le mazoul dans les profondeurs.

Tâche impossible? Tout dépend des quantité perdues par l'Urquiola depuis l'incendie qui l'a ravagé mercredi 12 mai. Les experis que nous accompagnons sont là pour lenter de dresser un premier bilan. Sur leur demande, avec des précautions de chat, la Salvora contourne plusieurs fois longuement le pétroller, en le

Quel gâchis ! La proue plantée par leuse, couteur d'hulle de vidange. 20 pieds de fond disparait sous les vagues déferiantes, frangées d'écume graisseuse. Le pont n'est qu'enchel'Urquiola et foncer droit au ras en son milleu une pliure d'un bon des vagues en lêchant une traînée mètre de large, qui le fait piquer du

dens le quartier, l'arrondisse-

ment et - au sommet - (ville

ou agglomération) grace à des

locaux de réunion et d'exposi-

tion des projets et au sein de

L'exemple de Marseille a été

cité : quelque cent soixante

comités de quartier fonctionnent

grand secteur de la ville las

projets d'urbanisme sont pré-

sentés et discutés entre fonc-

tionnaires, élus et représentants

des habitants. A Lyon, la con-

certation est loin d'être aussi

poussée ,mais il y a une tren-

taine de comités de quartiers.

Les associations souhaitent

aussi a participer à la gestion -

des équipements et « contrô-

ler » la réalisation des projets.

Pour ce qui concerne le choix

des associations oul seront

reconnues comme - interlocu-

teurs valables », les associations, refusant de se limiter

elles-mêmes, ont énoncé quel-

ques critères très larges : asso-

ciations à but non lucratif et

d'intérêt général : réunions, acti-

vités déjà entreprises ; entin,

- rayonnement auprès du

public .. Rien à voir donc avec

la déclaration d'utilité publique

relenue par les députés (cette

distinction est très rare pour

les associations du cadre de

vie) ou même avec l'ancienneté

de cinq ans retenue dans le

Si les associations n'ont pas

voulu s'imposer à elles-mêmes des critères arbitraires, cela ne

signitie pas qu'elles retusent

toute sélection. Mais, dans la

pas d'être « institutionnalisées » et de participer aux prises de

elles veulent resier une sorte de - poil à gratter -, seion l'ex-

pression de M. Régis Neyret

(Lyon), elles souhaitent très nor-

tout le monde ».

la population -.

malement que l'on - entende

Les associations ne veulent

pas s'approprier la représenta-

tion de la population, qui appar-

tient aux élus », a déclaré

M. Serrand. Elles veulent seule-

Les élus seront-ils rassurés

par ce langage? Le débat au

Sénat montrera prochainement

si les maires tiennent tant que

cela au dialogue et à l'anime-

projet gouvernemental.

Certains sont très actits.

depuis 1971 ; la municipalité

issions extra - municipales.

nez et donne à redouter tôt ou tard un éclatement du bateau. L'arrière, cháteau ravagé, n'est plus qu'une grosse chose noiraire, accusant una gite de 35 degrés. L'incendie fut si violent que les flancs du tanker se sont transformés en tôle ondulée. Il s'en dégage encore une odeur âcre et le vent emporte sans cesse de pelites croûtes de peinture brûlée. L'hémorragie du mazout paraît stoppėe.

Après une demi-heure d'observation, le capitaine de la Salvora autorise un second garde-pêche à approcher. A bord de celui-ci une équipe spécialisée de Néerlandals, blonds et roses comme de tradition, qui doit tenter de grimper sur l'Urquiola. Une échelle de corde est jetée. Engoncés dans des combinal sons d'un jaune criard, trois hommes sont bientôt sur le pont du pétrolier. La matinée durant ils Si tout va bien, mardi 18 ou mercredi 19 mai, les experts auront terminé leurs investigations et arrêté le plan de récupération de l'Urquiole. Deux petits pétrollers devraient venir alors pomper le mazout restant.

Trente ou quatre-vingt mille tonnes ? De toute manière on n'ose imaginer les conséquences d'un échec de leur mission. Si, pris dans une tempête l'Urquiola se brisait... Que feraient les autorités publiques de Galice avec leurs deux malheude parde-pêche ? La côte française, dans ce cas, serait surement menacée. En attendant, ce sont les offres privées (et Intéressées) de ser-vices qui manquent le moins. Chaque marée amène à La Corogne son lot d'affairistes persuadés de détenir l'arme absolue contre la marée noire Poudre anglaise, mineral attemand qui liotte et absorbe le mêzout : L'odeur du pétrole a toujours attiré

PIERRE-MARIE DOUTRELANT.

20.FEV SUR LE HAUT DU PAVÉ

Les cyclistes out tenu le haut du pavé, samedi 15 mai dans l'après-midi à Paris et à Clermont-Petrand. Dans cette ville, la manifestation organisée par le comité écologique clermontois et le groupe d'alimentation biologique a commence par un pique-vique sur la place de Jaude. Puis les cyclistes, juchés sur des machines hété-roclites, ont distribué des tracts réclamant que le centre villes soit interdit aux

voltures. A Paris, près d'un millier de personnes ont participé à la troisième « ronde à velo » organisée par le Mouvement de défense de la bicyclette. Des Champs-Elysées à la République, en passant par la place de l'Opéra et les Grands Boulevards, les cyclistes, dont certains, les cyclistes, dont certains brandissalent des drapeaux verts, innçalent des siogans : « Des vélos, pas d'autos ». Ils demandalent de pouvoir circuler en sécurité dans les grandes agglomérations et voulaient faire prendre conscience à tous de l'intérêt de la bicyclette. Sous le solell, c'était chose facile.

TRANSPORTS

AIR FRANCE EN 1975 : progrès records sur le Proche-Orient.

Air France a transporté l'an dernier 8040577 passagers (+5,9%): 29% d'entre eux ont emprunté des lignes longs cour-riers. Le coefficient d'occupation des avions a été de 58,7 % (— 0,5 %). Le déficit d'exploitation de la compagnie nationale a été, en 1975, de l'ordre de 300 mil-

lions de francs. Les parts respectives des réseaux d'Amérique du Sud, d'Afrique du Nord et du Proche-Orient, ont augmenté, alors que, à l'inverse, celle des réseaux d'Amérique du Nord, d'Asle et d'Europe, ont di-minué. La palme de la croissance du trafic revient au secteur Pro-che-Orient, dont le nombre de passagers-kilomètres a augmenté de 56 % par rapport à l'année

Le trafic de fret d'Air France a connu, en 1975, un taux de progression très élevé (+ 15,8 %) par rapport à celui de l'ensemble des compagnies régulières (+ 1 %).

Septième transporteur de fret sur l'Atlantique Nord en 1974. Air France occupe maintenant la

Quand les chiffres parlent mieux que les mots il faut laisser la place aux chiffres.

15 avril 1976. Aménagement du Territoire : nouveau régime des aides à la décentralisation tertinire. Des mesures concrètes. Chiffrées, Décisives.

Décentralisation: par emploi créé.

Une prime à l'emploi est instituée, Elle concerne les activités de bureau. Son montant par emploi créé s'élève à :

20.000 F dans les régions prioritaires 10.000 F dans les autres régions à Pexchision du Bassin Parisien + 5.000 F de majoration si le siège social est transfèré ou déjà implanté en province

Cette prime est attribuée même en cas de location. Elle équivant alors à une franchise de loyer de 2 à 4 ans. Pour la première fois, les petits établissements en bénéficient. Il suffit en effet de créer 30 emplois (20 pour les sièges sociaux) pour se la voir accorder.

Les frais d'installation étant déjà moins élevés en province, le coût de création d'un emploi se trouve ainsi réduit de 50 % en moyenne par rapport à Paris.

Un compte que les chefs d'entreprise avisés vont faire. Sans oublier que la province d'aujourd'hui ne ressemble plus à celle d'hier. Qu'elle est désormais équipée. Qu'on y travaille mieux. Qu'on s'y loge bien et que la qualité de la vie y est réalité quotidienne.

L'Association Bureaux-Provinces offre aux chefs d'entreprise une documentation complète sur le nouveau. régime des aides et les capacités d'accueil des régions. Elle leur apporte une assistance technique. En un mot elle les aide à réussir leur décentralisation.

Une très bonne opération, tous comptes faits. **ASSOCIATION**

Nous vous aidons à réussir votre décentralisation.

39, RUE DE LA BIENFAISANCE - 75008 PARIS 522.86.20



DIRECTEUR MARKETING-VENTES

120:000 F

Une société française de produits para-pharmaceutiques (chiffre d'affaires 25 millions de francs), filiale d'un important groupe mondialement implanté, recherche pour Paris un Directeur du Marketing et des Ventes. Devant le Président-Directeur Général, il sera responsable de l'établissement de la politique commerciale et de son application. Son action portera plus spécialement sur l'implantation en clientèle (pharmacies et autres réseaux), la diversification des produits, l'animation de la force de vente (20 parte convient à un capitale de 20 que en mais représentants et chefs de vente). Ce poste convient à un candidat de 30 ans au moins, diplômé ESC ou de niveau équivalent, possédant en priorité une solide expérience des ventes sur le terrain (animation d'équipe, relations clients) ainsi que de la stratégie macie est nécessaire. L'expérience de la grande distribution serait un atout supplémen-taire. Une pratique courante de l'anglais est indispensable. La rémunération annuelle de départ sera négociée aux environs de 120.000 francs. Écrire à J.-P. CHABAUD à

CHEF DES VENTES

120,000 F

Filiale d'un puissant groupe international en expansion rapide, une société française (700 personnes, chiffre d'affaires 120 millions de francs) spécialisée dans la production, la transformation et la commercialisation d'embollages et autres articles synthé-tiques, recherche pour Paris un Chef des Ventes. Sous l'autorité du Directeur Commercial, il sera chargé de la réalisation des objectifs de ventes qu'il aura contribué à définir pour les agences de province. Responsable de la gestion commerciale, administrative et humaine de ces agences, il participera à l'orientation de la politique commerciale de la société. Le poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 32 ans, de formation commerciale supérieure, justifiant d'une solide expérience de l'animation d'un réseau de vente, de préférence dans l'industrie ou la grosse agriculture. Son dynamisme et ses qualités de meneur d'hommes seront déterminants. De fréquents déplacements sont à prévoir. La pratique de la langue anglaise serait un ctout supplémentaire pour l'évolution du candidat. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 120.000 francs. Les frais de voiture sont intégralement pris en charge par la société. Écrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2425M

INGÉNIEUR CONSEIL

100.000 F

HB CONSEIL, société de Conseillers de Direction intervenant auprès des cinquante premières entreprises françaises, recherche pour son Département « Produits », un lagénieur confirmé, responsable du développement de contrats à partir d'un porte-feuille de 2-3 importants clients. Après une période d'adaptation aux méthodes de l'analyse de la valeur et de créativité sur les produits, il aura à constituer et à animer, chez ses clients, une équipe chargée d'atteindre des objectifs centrés sur la valorisation des gammes existantes ou la conception de nouveaux produits ou services. Il devra très vite s'imposer comme Ingénieur Principal par ses qualités d'animateur et de ges-tionnaire de projets. Ce poste, qui exige une large autonomie d'action, convient à un jeune ingénieur diplôme d'une grande école, ayant acquis au moins 3 années d'expérience au sein d'une grande entreprise industrielle. Ses qualités personnelles doivent lui permettre de s'adapter rapidement à des situations variées et le rendre apie à des contacts aux plus haufs niveaux. Il aura à se déplacer fréquement sur tout le terri-toire français. L'intérêt et l'apitiude à traiter des problèmes humains ainsi que la connaissance de l'allemand constituent un atout supplémentaire de réussite. La rému-nération annuelle, de l'ordre de 100.000 francs au départ, sera liée au niveau de compétence atteint. Écrire à G. RAYNAUD à Paris.

ADJOINT DIRECTEUR TECHNIQUE

90,000 F

Applications nouvelles — Un Important groupe français leader sur son marché et spécialisé dans les biens d'équipement industriel liés aux hydrocarbures recherche, dans le cadre de sa diversification, l'Adjoint au Directeur Technique de l'une de ses divisions. Sous l'autorité du Directeur Technique et en étroite liaison avec le service commercial, il aura pour mission de développer (étude et réalisation) de nouvelles applications du matériel existant auprès d'une clientèle industrielle dont il sera le « correspondant technique ». Il aura donc la responsabilité de la définition du matériel (petits ensembles hydro-electromécaniques), de la préparation de l'offre technique correspondante, du planning des travaux et de la coordination avec l'atelier de montage de la division. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 32 ans minimum, diplômé d'une grande école d'ingénieurs (Arts et Métiers par exemple), possédant de solides connaissances en mécanique, hydraulique, électricité, acquises au sein d'un bureau d'études d'une société fabriquant du matériel de contrôle ou de mesure de liquides. La rémunération annuelle, de l'ordre de 90.000 francs, sera fonction de l'expérience acquise. Le paste est à pourvoir en très proche banlieue parisienne Nord. Écrire à J.-L. PARICHON à Paris. Réf. A/2422M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A. - 8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. 727-35-79

Ansteriore - Brandles - Copenhague - Francist - Little - Londres - Los Angeles - Lyon - Antiris - Allon - Kew York - Stockholm - Zurich

tion de la vie locale. MICHÈLE CHAMPENOIS. (1) Secrétariat, 24, rue Montgrand, 13006 Marsellle.

La région parisienne

les Pour aller plus vite hors

parisienne seront à l'honneur le 20 mai. M. Marcel Cavaillé, secrétaire d'Etat aux transports, inaugure ce jour-là le proion-gement de la ligne nº 13 (Champs-ElyséesClemenceau - Carrelour Pleyel) jusqu'à la basilique de Saint-Denis et la nouvelle desserte S.N.C.F. « Roissy-Rail », qui reliere, à partir du 30 mai, la gare du Nord à l'aéroport Charles-de-Gaulle.

Il s'agit, dans les deux cas, de l'amorce de lielsons ferrées nord-sud qui sont prévues par le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne.

LE MÉTRO A SAINT-DENIS

La ligne nº 13 va jusqu'à la basilique

Basilique-Hôtel-de-Ville --- c'est son nom — sera inzugurée le jeudi 20 mai. Ce prolongement de la ligne nº 13 (Champs-Elysées-Ciemenceau-Carrefour-Pleyel) marque l'extension en banlleue du réseau ferré et prépare la grande liaison régionale Nord-Sud.

Deux kilomètres de ligne souterraine deux stations, 200 millions de francs, trois ans de travaux. Le tracé etenu longe le boulevard Anatole-France, traverse la zone industrielle. passe sous le canal de Saint-Denis. Après le station Saint-Denis-Porte-de-Paris, installée sous la place de Paris, la ligne suit la rue de la Légion-

< TOUTES LES JOIES DE L'URBANISME »

A statiou Saint - Denis. Basilique - Hôtel-de-ville déhouchers sur un vaste quartier en rénovation. Depuis 1953, il est question de rajeuni: le vétuste centre de Saint-Denis, mais les vicissitudes administra-tives ont retardé de vingt ans l'aboutissement du projet. C'est en effet en 1972 que l'arrêté de

Les promoteurs de l'opération, la Société anonyme d'économie mirte d'équipement et d'aména-gement du territoire du département de la Seine-Saint-Denis SODEDAT 93) (société départe mentale créée sur l'initiative du conseil général) ont trouvé réunles dans cette rénovation a toutes les joies et toutes les difficultés de l'urbanisme » : la taille du projet tout d'abord, qui, avec 13 hectares et 1 909 lo-gements détruits, est un des plus importants d'Europe ; la complexité de l'opération en-suite, qui doit tenir compte de l'installation du métro et de l'existence d'un chantier de fouilles. D'autre part, la présence d'un monument historique classé comme la cathédrale oblige la société à présenter tous ses permis de construire au secrétariat d'état à la culture, car le site situé autour de la basilique est ment protégé.

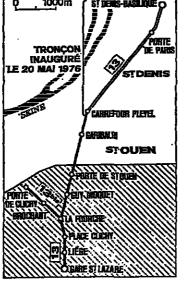
D'autre part, la rénovation se fait sur trois modes qui impo sent des procédures différentes de l'habitat insalu bre, réhabilitation des quartiers anciens et rénovation urbaine classique.

Le projet, qui doit compter à terme mille trois cents logements (dont la moitlé de H.L.M.), 49 000 mètres carrés de bureaux, 30 000 mètres carrés de commer ces et divers équipements, aura mobilisé une douzaine d'archi-tertes. Ceux-ci ont voulu sordir du contenu banal des rénovaau contenu banai des renova-tions habituelles : pas de centre commercial, mais des activités économiques disséminées com-prenant la réhabilitation de bou-Houes actuelles. Pas ou presqu pas de voitures dans ce sens réservé aux piétons, qui comptera une seule voie pour les

Qualité accrue des logement enfin, la surface des apparte-ments H.L.M. sera augmentée de 15 % par rapport aux nor seront édifiés avec des matériaux de grande qualité.

Ce projet a été approuvé par dix mille dionysiens, qui ont participé à une consultation cratique en mars. Les tra vaux commenceront en 1977, lis devraient être terminés dix ans plus tard. Le coût de l'opération s'élèvera à 160 millions de . -- M.-C. R.

de la basilique, dans un quartier en cours de rénovation, à la station Saint-Denis-Basilique-Hôtel-de-Ville. La première station : Porte-de-Paris, sera située sur un nœud de ndance: un parking d'intérêt régional de six cents places est instalié aux abords, ainsi qu'une vaste gare routière qui, sur 9 000 mètres carrés, accuellie onze terminus de lignes d'autobus. Le prolonnt du métro a en effet



et le report de leur terminus, situé jusqu'à présent Carrefour-Pleyel. La seconde station, Saint-Denis Regilione-Hétel-de-Ville, a été concue en fonction de son environnemen une bale vitrée permettra de voir la basilique, et les cadres publicitaires ont été remplacés par une décoration qui rappelle l'histoire de la ville.

Ces deux stations seront équipée lages et les sièges de couleur rappelleront les aménagements Champs Le matériel roulant vient d'être renouvelé, mais la ligne nº 13 recevra également, au mois de juin, le premier train d'une série nouvelle, plus confortable.

Les travaux de prolongement de la ligne nº 13 entrent dans le cadre de la liaison régionale Nord-Sud prévus pour la fin de l'année. Le 18 février 1975, la ligne nº 13 parvenalt jusqu'à la station Champs-Elysées - Clemenceau, ouvrant aux usagers la correscondance avec la llaison Est-Ouest (Vincennes-Neullly). Le demier mailion de l'ouvrage Champs-Elyséesen novembre 1976. La jonction des ilanes nº 13 et nº 14 (Invalides-Portede-Vanves) sera alors effective. Le prolongement de la ligne nº 14 jus-qu'à Châtillon-Montrouge portera à 17 kilomètres cette grande llaison régionale (Saint - Denis - Basilique Châtilion-Montrouge).

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

LE TRAIN A ROISSY

Presque au pied des avions

D'inauguration de l'aéroport Charles-de-Gaulle, la capi-tale sera rellée par le train, le 30 mai, à son aérogare principale comme le sont déjà Berlin, Franc-fort et Londres. Les passagers, mais aussi les employés de Roissyen-France et les banlieusards de Villepinte et de Sevran (Seine-Saint-Denis) verront leurs condi-tions de transport considérable-ment améliorées.

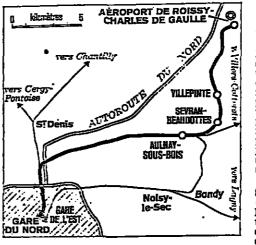
De 5 h. 30 à 23 heures, la des-De 5 h. 30 à 23 heures, la des-serte «Roissy rall» sera assurée tous les quarts d'heure par un train de quatre voitures qui quit-tera le quai n° 27 ou n° 28 de la gare du Nord. Le convoi franchira les 28 kilomètres qui séparent cette gare de l'aéroport Charles-de-Gaulle en vingt-cinq minutes auxquelles il convient d'ajouter cinq minutes de trajet en car entre la gare S.N.C.F. de Roissy et l'aérogare et l'aérogare

Ces trains directs seront ren-forcés par des convois omnibus, qui desserviront notamment les gares d'Aulnay-sous-Bois, de Sevran-Beaudottes et de Villepinte. La fréquence sera d'une rame tous les quarts d'heure aux heures de pointe et d'une rame toutes les demi-heures aux heures creuses. Pour faciliter aux personnels l'ac-cès de la plate-forme aéropor-tuaire, les lignes d'autobus desservant Roissy s'arrêteront à la nou-velle gare S.N.C.F. Il s'agit des lignes 350 et 351 de la R.A.T.P., de deux lignes des Transports rapides automobiles et de quatre lignes des Courriers de l'Ile-de-

France.

Le titre de transport de « Roissy

rail a est un billet combiné train-autocar qui permet à l'usager de se rendre de la gare du Nord à n'importe quel point de l'aeroport l'arroporte quel point de l'aeroport l'arroporte quel point de l'aeroport l'arroporte de l'aeroporte l'arroporte l'arroporte la la carte d'arroporte l'arroporte l'arroport sans augmentation de prix. La nouvelle ligne a nècess pour 8 francs (deuxième classe)



POURQUOI BOUDE-T-ON « ORLY RAIL»?

A desserte « Roissy rail » a été calquée sur la desserte depuis la fin de l'année 1972. Grace à cette relation, le passager aérien gagne en quarante minutes l'aéroport d'Orly, Moyennant 9 francs au départ des gares S.N.C.F. d'Orsay, de Saint-Michel et d'Austerlitz, il voyage en 1= classe jusqu'à la gare de Pont-de-Rungis, puis il emprunte un car qui l'amène aux aérogares d'Orly Ouest et Sud.

α Orly rail » n'a jamais connu la faveur du public. On dénom-brait 404 000 usagers en 1973, 400 000 en 1974 et 409 000 en 1975. trafic quotidien de 1108 voyageurs, alors que le seull de rentabilité avait été fixé à 5 000 voyageurs. « Orly rail » draine environ 3 % du trafic en provenance ou à destination d'Oriv. Comment s'expilque le relatif échec d'une formule qui offre l'avantage d'une parfaite ponctualité à la différence des cars d'Air France souvent bloqués dans les embouteillages de l'autoroute du Soleil ?

On peut d'abord estimer que la rupture de charge à Pont-deayant des bagages. La couleur sombre et le petit nombre des cars d' « Oriy rail » n'attire pas l'étranger qui débarque de l'avion et qui cherche le car pour a air terminal n. Maleré une importante campagne de publicité, l'aéroport de Paris et à modifier cette mauvalse image de marque.

Seul un prolongement à proximité des aérogares de la ligne S.N.C.F. remédierait à cette absence de transports en commun « fiables » et de grande capacité entre Orly et la capitale. Cet investissement sera-t-il un jour décidé par le gouvernement ? Rien encore ne permet de le prévoir. — Al. F.

breteile ferrée d'Aulnay à Roissy et celle des trois gares de Roissy, Sevran-Beau-dottes et Villepinte. L'ensemble de ces ouvrages représente ouvrages représente une dépense de plus de 400 millions de de 400 millions de francs supportée pour 50 % par le versement transport, pour 20 % par l'Aéroport de Paris et pour 10 % chacun par l'Etat, le District de la région parisienne et la S.N.C.F. Les études effectuées par l'Aéroport de Paris et la S.N.C.F.

laissent prévoir un trafic d'un million et demi de voyageurs en 1977, soit six cent mille passagers aériens et neuf cent mille employés. D'ici la fin du siècle, le trafic annuel de la ligne «Roissy rail» devrait at-teindre le chiffre de douze mil-

lions d'usagers. Certains passagers ne manqueront pas de critiquer la rupture de charge rendue nécessaire par la construction de la gare de Roissy en rase campagne. « Pourquoi, disent-ils, n'avoir pas prévu l'arrivée des trains à côté de l'aérogare n° 1? > A l'Aéropar de Paris, on fait d'abord valoir les 40 millions de francs de dépenses supplémentaires qui en auraient résulté.

Surtout, on rappelle que la gare S.N.C.F. de Roissy desservira aussi l'aérogare n° 2, dont les deux premiers éléments pourraient être mis en service en 1981 : « Nous travailons pour dix ans et pour quarante milions de passayers, déclarent les responsables. Il fallait donc implanter la gare ferroviaire au cœur de cette e ville » de trois mille hectares, dans l'unité centrale, dont elle est le premier élément. > Il est prévu de remplacer, dans l'encelnie de l'aéroport, les auto-cars par un moyen de transport hectométrique > lorsque ce type de transport sera définitivement au point et surtout lors-que les finances de l'aéroport de Paris seront suffisamment rétablies pour supporter le coût de systèmes ultra-modernes.

Le problème de la liaison entre les deux aéroports de Roissy et d'Orly est résolu. Après les projets d'Aérotrain ou de liaisons aériennes qui ont avorté pour des raisons financières, les pouvoirs publics se sont tournés vers l'interconnexion des réseaux R.A.T.P. et S.N.C.F. Grâce à cette solution technique, les trains S.N.C.F. en provenance de Roissy pourront, dans les années 80, poursuivre leur route entre la gare du Nord et la station de métro Châtelet. Ils emprunteront ensuite la ligne de Sceaux R.A.T.P. et une nou-velle voie ferrée qui aboutira à la gare S.N.C.F. de Pont-de-Run-gis. Le trajet demandera une cinquantaine de minutes.

ALAIN FAUJAS.

« Le Roi, la Sculpture et la Mort »

Le «musée» de l'histoire des monarques de France

royale, sujourd'hui cathédrale, de l'architecture gothique. est inséparable de celle des souverains qui depuis les Capétiens régnèrent sur la France et maloré bien des malheurs, ce haut lieu conserve sente une réunion de monun funéraires incomparables.

C'est sous l'Inspiration de sainte e, vers 475, qu'une église fut élevée sur les lleux mêmes où avalent été inhumés saint Denis martyr et ses compagnons. Jusqu'à le premier souverain enterré dans ce sanctuaire était Dagobert, mort en 638, mais lors des fouilles entreprises en 1958 dans le sous-soi de la basilique actuelle par M. Michei Fieury, on mit à jour une tombe princière contenant des objets d'una rare beauté, parmi lesquels un anneau siglilaire qui permit d'identifier le personnage enterré là. Il s'agissait de la reine Adégonde, seconde femme de Clotaire 15, morte vers 565-579.

Vers 630, Dagobert voulut donner à l'église Saint-Denis une spiendeur nouvelle. A la place du temple modeste élevé par sainte Geneviève, Il fit construire une basilique assez vaste dont il reste quelques troncons de colonnes et de chapiteaux. mais c'est à l'abbé Suger, ministre de Louis VI et de Louis VII qu'il appartint d'entreprendre la construction de la grande abbatiale dont il avait la charge. Crénefée comme une forteresse, flanquée de tours à la facade et au transept. l'église de Suger avec ses voûtes ogivales, son narthex,

à Rueil-Malmaison

LES HAUTS DE BUZENVAL

petit immeuble neuf de bureaux immédiatement

A VENDRE OU A LOUER

en totalité ou par niveau

(360 à 670 m² par niveau) + archives et parkings.

g. scic

PARIS > 33 av. du Maine 75015 Paris

Tél. 538 10 19 - 538 10 20

à prix exceptionnel 2900 m² sur 5 niveaux

tiale de Saint-Denis, sépulture bua grandement au développement gravement mutilée au dix-huitième

En 1219, on restaura la tour septentrionale de la façade que la foudre avait endommagée et entre 1231 et 1267, Pierre de Montereau sous l'impuision du jeune Louis IX et de sa mère, Blanche de Castille, s'attaqua à la reconstruction du transept et d'une nouvelle nel, plus larges et pius harmonieux, ainsi qu'à cation du portail méridional.

Les dimensions données au nouveau transept devalent s'expliquer par un désir manifeste, dès le début des travaux, d'installer des tombes les premières sépultures vinrent y prendre place. Selon un principe rigoureux : les dépouliles des souverains des deux premières races furent déposées au sud entre les plies de la croisée, les plus anciennes à l'ouest, les plus récentes à fragments d'autel, morceaux de pa l'est. Quant aux Capétiens ils furent olacés au nord. C'est Saint-Louis lui-même qui imposa cette disposition qui ne fut d'ailleurs pas respec-

Peu modifiée du quatorzième au

siècle par les bénédictins qui s'y étaient établis lis démoltrent les anciens bătiments conventueis de l'époque gothique et chargèrent Robert de Cotte d'en construire de nouveaux. C'est dans ces édifices de type classique que se trouve actuellement la maison d'éducation de la Légion d'honnèur

1793, et an

les moines de l'abbaye, l'église fut transformée en temple de la Raison. On arracha les plombs recouvrant les combles et on viola les sécultures royales dont les débris et les morceaux de statues furent répanroyales à l'intérieur de la croisée. dus sur le soi tandis que les effi-C'est en effet en 1263 et en 1264 que gles de bronze des souverains étalent envoyées à la fonte. Cependant, en 1795, Alexandre Lenoir, fondateur du Musée des monuments historiques, avait réclamé au nom de la Commission des arts, tout ce qui pouvait être sauvé : statues, vages et de mosaïques ainsi que les monuments de Dagobart, de Louis XII. de François F et d'Henri II, miraculeusement échappés du massacre, qui purent être transportés au musée

Du gothique au pastiche

verte à tous les vents, décarrelée, vidée de ses tombesux et de ses ents, elle ne dut son salut qu'à Napoléon. En 1813, les travaux de réfection étaient confiés à l'architecte Debret, qui devait se révéler incapable et même néfaste. Il nença per compromettre la solldité de l'édifice en faisant procéder à d'intempestifs travaux de ravalement après avoir décoré le sanctuaire de façon ridicule. Responsa-ble de l'écroulement de la tour Nord, Debret dut abandonner ses fonctions en 1845, et c'est Violiet-Le-Duc qui prit es succession. En dépit de quelques initiatives un peu hasardeuses, ce demier entreprit d'abord de consolider la basilique et ensuite de lui rendre son aspect médiéval tant et al bien que l'église actuelle présente un curieux mélange de gothique et de pastiche.

·Aorès Debret qui avait fabriqué de louiss plèces de faux tombeaux, Viollet la Duc, consellé par Gui-lhermy, satreprit de rétablir avec une rigueur scientifique les espultuume rigueur ecientifique les eépultu-res royales. C'est à lui que Saint-Denis dolt d'être devenu au dixneuvième siècle le musée de l'histoire des rois de France, mais c'es à ses successeurs que cet admirable sanctuaire doit d'être aujourdinui le plus prestigieux ensemble sculpture funéraire.

On travaitie toujours à Sant-Denis L'Etat, le district de la sé-gion partsienne, la ville et le décurtement participent au financem

Quant à l'église elle-même, ou- teuration architecturale mis en œuvre nas M. Donzet, architects en chef des monuments historiques.

> Les nombreux tombeaux qu'on peut voir actuellement et qui vont des mausolées de Clovis II et de Dagobert aux admirables monuments alssance que sont les ton bes de Louis XII et d'Anne de Bre-tagne, de François l'er et de Claude de France, de Henri il et de Catherine de Médicis dus aux ciseaux de Germain Pilon ou érigés par Philibert Delonne, en passant par ce qui reste des tombeaux des Bourbo sont tous présentés dans un ordre logique et de manière très harmonieuse. Enfin, pour ceux qu'une histoire approfondie de la basilique peuvent intéresser, ils pourront se reporter à l'ouvrage publié en juin 1975 sous le patronage du secréta riat d'Etat à la culture et le département de la Seine-Saint-Denis (1) qu'Alain Erlande-Brandenburg (2) a consacrée aux funérallies, cépultures

ANDRÉE JACOB.

(1) Le Roi, la Sculpture et la Mort, gisants et tombeaux de la basilique de Saint-Denis, par Alain Eriande-Brandenburg, Jean-Marie Jenn, publié avec le concours du conseil général de la Seine-Saint-Denis; archives départementales; builetin n° 3 juin 1975; 28 pages; illustr. photogr. (2) Alain Eriande Brandeberg; le Roi est mort; étude sur les funéralles, les aégultures et les tombeaux des rois de France jusqu'à is find un XIII° siècle. Bibliothèque de la Société française d'archéologie n° 7 (Arts et Métiers graphiques, Paris); 213 pages, illustr. photogr.

L'ÉTÉ AUGMENTE LES RISQUES DE DÉGRADATION DE VOS CHEVEUX C'EST LE MOMENT D'AGIR

Poussière, pollution, produits détergents ... les agents extérieurs qui altèrent ou affaiblissent votre chevelure ne dispersissent pus avec la belle saison. Au contraire, il s'y ajoute des effets climatiques : solell trou vif air trou ses actions solell trou vif air trou ses actions ajoute des effets climatiques : soleil trop vif, air trop sec, action du sel marin ... qui peuvent avoir des consequences irremédiables. C'est le moment de faire quelque chose pour prévenir la dégradation de vos cheveux. Faire quelque chose ... Mais quoi ?
Seul, un specialiste peut vous répondre.

répondre. Ce spécialiste, vous le trouverez à l'Institut Capillaire EUROCAP. il examinera l'état de vos cheveux

et de votre cuir che Il vous dira s'il peut faire quelque chose pour vos cheveux ou non. Il vous donnera des conseils précis d'hygiène capillaire. Le cas échéant, d'hygiène capillaire. Le cas échéant, il vous proposera un traitement approprié à votre chevelure. Le traitement, vous pourrez le suivre



l'avenir ce qu'il faut faire pour les

2. Néphonez ou écrisez. Nous vous donnerons un rendez-vous. l'Institut Capillaire EUROCAP est ouvert sans interruption de 11h à 20h, et le samedi de 10h à 17h.

EUROCAP® INSTITUTS CAPILLAIRES produits exclusifs EUROCAP pour l'hygiène capillaire

75001 PARIS - 4, rue de Castiglione - Tél: 260-38-84

voionté de ré

WATER ATTENDED

A ST SHOW SHOW HARLEST REPORT Y THE ME TO 119 P.794. 2024. 4 ALLES ARKINE 4 E34 STR. (##) Committee of the Committee 7947 PA 48 48 70 Cares of the Contract And in Market Property THE RESERVE

Same Agencies of the self-**电子 两种学 牙唇** nenga a matama THE THE PARTY e state as a ومعد الشناية وراسيها ---**等级的 第**级等 *** ES PARATAL SE NORTH BUILDING THE THE PERSON NAMED IN 经通行方法 电二定点

. . . 1.01 -

5.00

100 12

1900

1.54

or of

. . . --

is more

けールコート たくた 号 を練

The first section is a second section of the second

Transfer of the second

Post of the second seco

The state of the s

the Property of the Control of the C

N Day s

Spirit Read to the second seco

Sold for the second sec

A STATE OF THE STA

The second secon

A la constant of the latest of

See the second of the second o

Spine in the second sec

The state of the control of the cont

The second secon

A STATE OF THE STA

A STATE OF THE STA

Market States

Notice and

Box Ber 16 Trans

late ious azimuts

Marie Land

7.0

******* 蒙古林行 THE RESERVE #18/1 244 SW NAME OF

der par A SECTION OF STREET

و ۾ الاستفيانيون 中海 医乳腺糖 戊

1870:005-100 A

100

5000

The state of the s

اعلاك

hors les mun I Fagit, dans les deux cas, de l'amoio de la la la directeur d'américa directeur d'américa directeur d'américa directeur d'américa d'am per le schéme directeur d'aménagement et la région parisienne de la région parisienne

TAIN A ROISSY

i pied des avions

ess de pillet capables, train-r qui permet à l'imper de fire de la part de l'acropari de que print de l'acropari parte, d'acrossage des MILETER S

OHLY MEET? A communication of the communication of the configuration of the december of the configuration of the configuratio

of this property of the paper o

ront pas de critacier de me de charge rendie receire la construction Roissy en rair contains de geol, disent-is, montains de geol, disent-is, montains l'arrogere n' de Paris, en fait dans les 40 millions de ANTAICHE TESULE.

Sertout, on market S.N.C.F. c. gare S.N.C.F. Co Rose with a pursuit Tamento hectores, dons lath en dont elle est le prèva de l'incomme l'experime de l'incomme la partir l'incomme les finances de l'incomme l'incomme les finances de l'incomme l'incomme les finances de l'incomme l

are, often que le seuf de printifiel avait été the à 1000, pageurs, a Caly mil » éraits en present de traile de pageurs, a Caly relle de printifique de la contraction d'Orty, semant s'applique le relatif per d'instruction d'Orty, semant s'applique que affin s'applique d'instruction des compair d'instruction des compair d'instruction des compair de la follocation des parties de l'application de la follocation de l'application de publics se som: (

mat det lemite. Le content pales et le gold passion des et d' c'Oris sell a s'attire pas-itatique qui d'i ra eq u a de vien. Il qui l'illette le cat er a gis assessed a l'algest et imperiment, l'estimagne de philitiq belognes, de l'est, de l'attire point pas personne d'attire color marchise banque cinquantaine of maile - A2 V

ou 12 francs (première classe),

THE PART OU 12 francs (première claret)

The part de titulaires de la carte du carte de la region pe sienne et la Sar: Les études et tuées par l'Abac de Paris et la Sac

de Paris et la San laissent prétrir ; trafic d'un mille derni de vogae en 1971, soit ète ent mille passagers aériens a r eent mille employe. D'in la du siècle, le trafic annué e ligne « Roissy mille d'un siècle de chiefre de dans peindre le chiffre de dans Certains possagers ne me

penses supplementing -

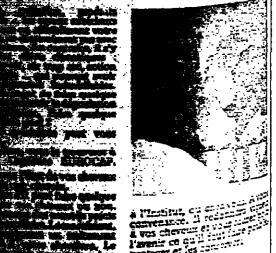
les deux premiers alemin raient être mu en en 1981 : c Nous consider diz aus et pour de passagers, de passagers, de passagers, de passagers, de la passagers, de la passagers, de passa de cette e talle de hectores, dans l'unit en

Paris seront sufficients to the base pour supporter a the analysis witness witness and n Le problème de la LASSE d'Orly est jes d'Aérotana de la maisons finances de la company de la ablics se sont tourned sig

et SNCF. Cruc technique, les protections des dans les leur route et la station les empriments de Scesux P is gare S.N.C.P. as Provided in the Community of the Comm

ALAIN FAUL

AUGMENTE LES RISQUES ENADATION DE VOS CHEVEUX LE MOMENT D'AGR



The Copy of Copy of Sand

PASTITUTS CAPILLAIRE

-4 rue de Cartiglione - Tél: 250-35-54

(*) Professeurs d'économie à l'RESEC.

10110 DE L'ÉCONOMIE

Velléité de changement ou volonté de réforme?

par FRÉDÉRIC JENNY et ANDRÉ-PAUL WEBER (*)

E programme des réformes économiques engagées par le gouvernement et le programme que suggère l'opposi-tion ont un point commun. Face à l'inégalité dans la distribution des responsabilités et des richesses, il convient per l'intermédiaire de différents instruments d'assurer une plus grande équité, et les élites politiques se posent donc le problème de la répartition. Si la question est centrale, on doit déplorer

le cadre étroit du débat dont elle fait l'obiet. Gouvernement et opposition, en centrant le débat sur le conflit opposant au sein de l'entreprise le capitaliste au travailleur, ignorent une dimension essentielle du problème ; réunis au sein de l'entreprise, le capitaliste et le travailleur peuvent affecter la répartition au détriment

Suscitant des monopoles de toute nature

l'administration se place dans la situation

où les processus de concertation consti-

tuent le point de passage obligé par l'inter-médiaire duquei il lui est possible d'étendre

le champ de ses responsabilités. Obnubliée

par son rôle apparent, elle mésestime la

faculté des entreprises, qu'elle entretient

dans une situation de dominance, à profiter

à son insu de la puissance qui leur est

conférée. Ironiquement, les industries les plus contrôlées, comme le pétrole, la phar-

macie, le verre, la sidérurgie, sont égale-

ment celles pour lesquelles les comporte-

fréquemment notés.

ments niusibles à la collectivité sont le plus

Si l'administration n'a pas intérêt à favo-

riser l'émergence de marchés concurren-

tionnaire veille de son côté à la défense de

son intérêt individuel. De ce point de vue,

notre système administratif se caractérise

par deux éléments essentiels rappelant la

stratégie de la répartition des marchés. Au

permet d'apprécier la performance des dif-

férents services, et systématiquement on a

préféré de nouvelles structures plutôt que

de remédier aux déficiences occasionnelle-

ment enrecistrées. Au plan individuel, le

système des corps, en figeant le champ des

responsabilités et des pouvoirs, protège les

(Lire la suite page 22.)

situations acquises par chacun

plan institutionnel, aucun mécanisme ne

Des institutions corporatistes

Envisagé sous son aspect trianquiaire, le problème de la répartition conduit alors à se poser la question de l'efficacité et de l'organisation de notre système productif. Au plan de l'efficacité, le gaspillage des ressources humaines et matérielles doit être évité afin que la base de la répartition soit la plus large possible. Au plan de l'organisation, un système décentralisé, qu'il repose sur la traditionnelle propriété privée das moyens de production, l'autogestion ou toute autre formule, ne conduira à l'efficacité que si prévaut une concurrence effective entre les unités économiques. Faute de concurrence effective, monopoles et cartels, en adoptant des mesures restrictives, limitent leur offre et diminuent le produit global; les facteurs de production qu'ils mettent en œuvre bénéficient alors, înégalement d'alileurs, de rémunérations artificiellement élevées, contrepartie d'une rareté relative de biens dont les consommateurs

Le problème du mode de régulation sur les marchés constitue, par consequent, une étape préalable essentielle au débat consacré à la répartition. Mais l'esprit corporatiste qui caractérise nos institutions et nos mentalités constitue un obstacle majeur au progrès économique en matière de répartition quelle que soit par allieurs la portée novatrice des propositions formulées.

En l'absence d'un cadre législatif approprié, le patronat, les syndicats, les admi-nistrations, ont, dans l'état actuel des choses, la faculté et la volonté de se soustraire à un régime de sanction qui assureralt la cohérence de leurs intérêts particuliers et de l'intérêt général. Par leurs organisations, les institutions en cause se prémunissent en permanence contre les risques associés aux changements que pourralent leur imposer les consommateurs. En ce qui concerne le patronat d'abord.

Il faut bien relever une certaine duplicité. D'une part, il souligne son attachement à la liberté d'entreprendre, pour satisfaire au mieux les besoins de la collectivité : d'autre part, les entreprises dotées d'un large pouvoir de marché érigent des barrières à l'entrée, excluent les concurrents, n'hésitent pas à utiliser leur puissance au détriment des consommateurs. De ce dernier point de vue, les entreprises les plus vantées, les plus puissantes, sont souvent les plus frauduleuses. Mais l'exercice du pouvoir de monopole trouve pour certains sa justification dans une politique salariale oui serait caractérisée pour les entreorises dominantes par une plus grande stabilité de l'emploi et une meilleure rémunération des estariée Vérifiée dans les faits la redistribution d'une partie de la manne acquise au profit d'un petit nombre de salarlés appartenant à des secteurs privilégiés et au détriment des consommateurs est arbitraire.

Cartel tous azimuts

De jeur côté, les syndicats de travailleurs, en ne dénonçant pas les comportements malthusians dans leur ensemble et en retenant à l'occasion des stratégles anti-concures, font le jeu de leurs clientèles, sans pour autant aller nécessairement dans travallleurs et des consommateurs. Les syndicats font certainement la procès du libéralisme, mais se gardent blen de critiques restrictives de telle ou telle entreorise, craignant sans doute d'affecter le sort de ceux de leurs clients qui en

Condamnant le fonctionnement de notre système économique et la gestion des entreprises, les syndicats ne jugent pas opportun de se placer sur le terrain de leurs comportements eur les marchés. De surcroît, pour asseoir leurs pouvoirs, ils ne dédaignent pas de proner la titularisation, d'exiger le monopole de l'embauche, de s'élever contre la concurrence des travailleurs étrangers, de e'opposer à toute réallocation des ressources. Méorisant dans leur ensemble la théorie néo-classique. Ils savent néanmoine sur le marché du travall adopter la stratégie

Confondant mythes et réalités, l'administration croit, quant à elle, d'autant mieux controler ses partenaires que ceux-cl sont structurés. La concentration des pouvoirs au sein des professions et des syndicats constitue le support indispensable lui permettant d'assurer avec plus d'ampleur la rôle de guide et d'arbitre qu'elle s'est fixé.

ENTRE AUTRES MESURES NOUVELLES

Les offres d'emploi seront diffusées plus rapidement NOUS DÉCLARE LE DIRECTEUR DE L'AGENCE NATIONALE

IRECTEUR de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) depuis juillet 1975, M. Guy Metals commente, dans l'interview ci-dessous qu'il a donnée au Monde, les mesures qui viennent d'être prises pour renforcer les services de cette institution, alors que plusieurs centaines de milliers de jeunes vont prochaînement rechercher un emploi : suppression expérimentale du pointage, diffusion

plus rapide des offres d'emploi, embauche de trois cent cinquante a g e n t s supplémentaires (1), création de nouvelles entennes et lancement par l'Agence de stages

(1) L'ANPE comptait 6193 agents fin 1974, 7160 fin 1975 (+ 987).

a Dans deux mois, une nouvelle vague de jeunes sortant de l'école va déferier sur l'Agence pour rechercher un emploi. Avant de vous demander quelles sont les mesures que vous allez prendre ou que vous avez déjà prises, le directeur de l'Agence que vous êtes depuis un an ne souffrirat-il pas d'un certain handicap dù à une circulaire dite Metais? L'automne dernier, sur la pression de parlementaires et l'invitation du gouvernement, vous avez, par cette circulaire, lancé une enquête par correspondance pour vérifier si certaines personnes inscrites à l'Agence étaient encore de vrais demandeurs.

 Vous évoquez la circulaire dite Metais. En effet, j'ai, au mois d'octobre dernier, demandé à l'ensemble de mes services de procéder à une vérification des demandeurs d'emploi qui n'étaient pas secourus. A une époque où l'Agence connaissait une surcharge de travail, cette opération avait pour objectif de s'assurer que ces personnes recherchaient toulours un emploi.

Quels ont été les résultats et quelles leçons en avez-vous tirées? Allez-vous renouveler de tels sondages ou utiliser d'autres moyens ?

- Cette enquête a été faite directement auprès des demandeurs d'emploi. oar correspondance, et avec des précautions certaines. Elle a conduit à supprimer de nos fichters quelque 36 000 demandes qui se sont révélées pour une raison ou pour une autre non fondées. Cetta enquête nous a permis de vérifier

qu'on pouvait instituer entre les demandeurs d'emplois et l'Agence une relation par correspondance qui, en définitive, permettrait de mieux suivre leur demande. En ce sens, elle est une contribution à l'amélioration du suivi des demandes d'emploi. A propos, je tiens à noter que le chiffre de 36 000 est à rapprocher du million de demandeurs d'emploi alors inscrits en fin de mois, ce qui fixe blen l'ordre de grandeur des « incertitudes » de nos fichiers en octo-

- Le délégué à l'emploi, M. Oheix, ayani récemment fait état devant la presse de la nécessité d'un certain contrôle des demandeurs, quelles mesures comptez-vous prendre ?

 Out, un contrôle des demandeurs est bien sûr nécessaire notamment quand ils sont secourus, c'est-à-dire lorsqu'ils perçoivent soit une aide publique, soit une allocation complémentaire de l'ASSEDIC, soit les deux à la fois. Le contrôle des demandeurs qui ne percoivent aucune aide et qui viennent se présenter à l'Agence uniquement pour chercher un emploi est d'une autre nature. Il s'agit là, en effet, de s'assurer simple-ment que nos demandeurs sont toujours effectivement à la recherche d'un emploi même si l'Agence met quelque temps à les satisfaire. Nous allons tenter une double expérience en tenant compte de la distinction que je viens de faire. Pour certains des demandeurs qui ne perçoivent aucune aide - il s'agit de ceux qui sont inscrits à l'Agence « spectacles » à Paris — nous avons, depuis quelque temps, mis en place un système

de suivi des demandeurs par correspon dance. Ce système nous est apparti comme très efficace et beaucoup moins contestable que le traditionnel a pointage ». Chaque quinzaine, tout demandeur d'emploi, au lieu de venir pointer à l'agence locale de l'ANPE doit confirmer par correspondance sa demande d'emploi ou indiquer, le cas échéant qu'il a trouvé du travail. Cette expérience va être étendue à deux régions — l'Alsace et le Limousin — à partir de l'été prochain.

> Propos recueillis par JEAN-PIERRÉ DUMONT. (Lire la suite page 24.)

BULLETIN

Les fausses fatalités

TES démentis répétés que l'événe L ment a apportés aux futurologues ne découragent pas ces demiers. qui ne semblent pas davantage redoi ter l'esprit de contradiction. Le Club de Rome, qui avait rencontré un succès considérable il y a quatre ana avec son ouvrage The limits of growth (si ma) tradult en français sous le titre : Hatte à la croissance), vient d'opérer un virege à 180 degrés. Dans une nouvelle étude, il reconnaît que la croissance économique sera à la tois possi-ble et nécessaire, à condition qu'elle soit mieux répartie, en particulier en laveur des pays du tiers ou du quart-

Herman Kahn, dont les prévisions sur la société post-industrielle, présentées un peu trop repidement comme les résuitats de travaux scientifiques, ont nagueur tout aussi approximative, élargit encore son horizon : les vingt-cina ans qui restent à courir avant la fin de ce siècle lui paraissent désormais un cadre tron étroit pour le déploiement de ses prophéties. Le livre publié aulourd'hui par l'institut Hudson, qu'il préside, s'intitule : Les deux cents prochaines années. Un scénario pour l'Amérique et e monde. Les vues à long ou très long terme ont ceci de bon, pour ceux don elles émanent, qu'on ne pourra pas les

Cela dit. les différentes études dont il vient d'être question sont intéressantes à plus d'un titre. Si on ne peut s'assurer de la justesse de leur conclu sion, on peut au moins examiner la raisonnement à travers lequel elles 3 sont parvenues. L'idée peut-être la plus importante à en tirer est qu'un certain par maints bons (et moins bons) esprits comme fatals, ne sont probablement pas

A commencer per la fatalité du sousdéveloppement. Herman Kahn talt remarquer, non sans raison, que le tormidable écart existant entre les nations riches et les nations pauvres peut dépropres à l'atténuer, sinon à le supprimer à la longue. Délà on voit des industries de plus en plus nombreuses se transporter sur les lieux où la main-d'œuvre est la moins chère, à telle enseigne qu'on s'est demandé si dans quinze ou vingt ans il y aura encore oiace pour une industrie automobile en

Une autre fatalité liée à la précédante

est la malnutrition. Mais l'inauffisance des ressources agricoles n'est-elle pas que d'abord au comportement des hommes ? Certains experts américains vont jusqu'à soutenir que la prétendue pênurie de denrées alimentaires est aurtout imputable aux gouvernements soviétique et chinois, incapables de promouvoir une production agricole adéquale, et obligés en conséquence d'importer de l'extérieur ce qu'ils pourraient techniquement produire chez eux. Argument de propagande ? Pas tout à fait. Le gaspiliage est en tout cas universel On estime que les chevaux, dont besucoup servent uniquement à fagrément consomment dans le monde plus de céréales que le peuple chinois. Que les vaches en mangent plus que tout le genre humain, alors qu'un bon tiers d'entre elles vivent en Afrique et en Asie où elles sont interdites pour la boucherle. On pourrait multiplier les exemples, qui montreralent à l'évidence que la rareté est d'abord et partout le tait d'une mauvalse adaptation des habitudes de l'homme à son milieu.

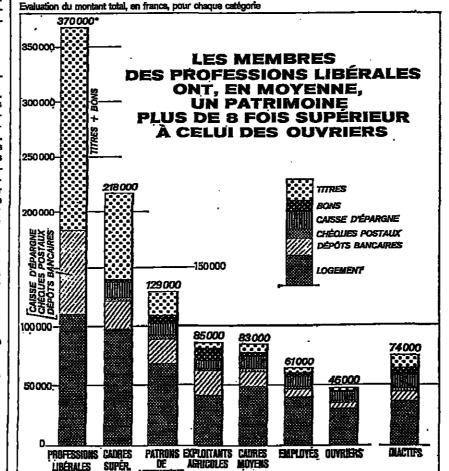
L'inégalité des fortunes en France est plus grande au'on ne le crovait

mais encore de 37 % du total. Elle

PRES un long et singulier silence sur les disparités de fortune entre Français, l'INSEE met les bouchées doubles pour rattraper son retard. Elle n'est pas la senle, le C.N.R.S. (1) et le Centre de recherche économique sur l'épargne poursuivant des travaux complémentaires, ainsi que divers chercheurs - et la SEDES - sous la direction du professeur André Babeau. Après les tâtonnements des dernières années, on a enfin le santiment de ponvoir déboucher bientôt sur une connaissance sérieuse des patrimoines de nos concitovens.

trer les disparités constatées. Les 5 % formules, de capitaux d'assurance-vie, d'actionnaires les plus importants contrôlée par le groupe des 5 % les possèdent à eux seuls 42 % du total plus fortunés est un peu plus faible, des actions détenues dans notre pays.

lités apparaissent sensiblement plus fortes qu'on ne le croyait et le rôle de l'héritage essentiel dans leur perpétuation. Quelques chiffres d'abord, pour illus- La proportion d'obligations, de bons sur



Le peut nombre de professionnels interrogés no permet pas une évaluation détailée des actifs financiers Source : Résultats de l'empitte de 1973, redressés à partir de domées d'origine institutionnelle.

LIBÉRALES SUPER. L'INDUSTRIE

n'est plus - si l'on peut dire - que de 35 % pour les comptes chèques et de 30 % pour les biens immobiliers.

Qui possède quoi ? Quel est l'éventail des fortunes

en France? Comment s'expliquent les disparités

actuelles et comment évoluent-elles? La dernière

enquête de l'INSEE (2) est loin de répondre à toutes

ces questions. Ses silences sont encore énormes. Du

moins donne-t-elle - pour la première fois - une

photographie d'ensemble de la situation, au lieu

d'analyser seulement — comme il y a trois ans (3) — le cas des salariés et des inactifs. Du coup, les inéga-

Neuf pour cent des ménages français possèdent environ 60 % des titres (actions et obligations) détenus dans notre pays, tandis que, à l'inverse, 60 % des ménages en possèdent seulement. 8 %. Disproportion que recoupe une autre statistique : les titres et bons possédés par les membres de profes libérales sont en movenne solvantequinze fois plus éleves que ceux détenus par les ouvriers et vingt fois supérieurs à ceux des cadres moyens. Que valent ces chiffres ? Ils ont

d'abord le grand mérite d'exister. C'est la première fois dans notre pays que peuvent être comparées les fortunes supposées des divers groupes sociaux Jusqu'ici, on ne possédait d'indications que sur le patrimoine des salarlés et des inactifs, 80 % sans donte de l'ensemble des ménages, mais ce qui excluait les catégories les plus fortunées (professions libérales, patrons de l'industrie) ainsi que les agriculteurs, les artisans et les commerçants. La lacune est maintenant comblée, ce qui a pour effet d'accroître d'un tiers l'éventail des fortunes jusqu'alors connu

Mais bien des « trous » demeurent dans l'enquête dont MM. L'Hardy et Turc présentent les conclusions. Les quatre principaux concernent :

1) La définition choisle du patrimoine familial. L'INSEE a jugé opportun d'éliminer, pour les entrepreneurs individuels, le capital qui peut être considéré comme constituant celui de leur entreprise plutôt que leur capital domestique

GILBERT MATHIEU.

(Lire la suite page 25.)

(1) Voir notamment Structure et Inégu-lité des patrimoines, par Dominique Strauss-Kahn, dans Consommation, n° 1, 1975 (Dunod).
(2) Economie et Statistique, nº 76 (mars

(3) Le Monde du 10 avril 1973; Economie et Statistique, nº 43 (mars 1973).

La C.E.E. fait-elle encore confiance aux forces du marché?

U fil de la crise qui continue à l'affecter durement, la Communauté européenne voit mis en pleine lumière un dévat fondamental, mais généralement latent au sein du Marché commun : le choix entre une politique visant au maintien des incertitudes marché et de la pression concurrentielle, et une politique qui se traduit par une concertation entre pou-voirs publics et pouvoirs privés. Ce qui est au cœur de

ce débat, c'est la difficulté, pour ne pas dire l'impossibilité, d'une option européenne entre, d'une pari, la contiance dans les forces du marché pour assurer une efficacité accrue au service de la collectivité et, d'autre part, le désir d'un contrôle direct portant sur le redé-plotement industriel, les restructurations, les localisations d'entreprises ou plus simplement la sauvegarde

l'article 86 par l'abus de position domi-

nante exercé contre les grossistes expor-

tateurs et importateurs, empêchés de s'approvisionner librement sur les marchés

extérieurs. Dans son arrêt de décembre

1975, et après trois ans de procédure, la

cour de justice de Luxembourg a infiligé

un grave démenti à la Commission : elle

a estimé qu'il n'y avait pas abus de position dominante, et elle a considéra-

blement réduit, voire supprimé, les amendes.

L'essentiel de l'argumentation consiste

constater que la manière dont le marché

du sucre était contrôlé, d'abord par chaque

Etat, puls au niveau communautaire par

une organisation commune des marchés.

ne laissait qu'une marge résiduelle très

faible pour le fonctionnement de la concur-rence et qu'il n'était pas possible d'être

sévere pour les comportements privés qui

ne faisaient qu'achever ce qu'avaient orga-

nisé les comportements publics. Les méca-

nismes de stabilisation du marché, mis en

place par la réglementation communau-

taire dans le cadre de la politique agri-

cole commune en vue de garantir un

certain revenu aux producteurs de bette-

raves et de canne à sucre, ont finalement

encouragé une concertation contraire au

de l'actuelle crise économique, une attitude

de plus en plus équivoque à l'égard du

processus concurrentiel au sein du Marché

commun s'est développée, non seulement

de la part des Etats et de leurs politiques

nationales, mais même au niveau des auto-

rités communautaires. Cette évolution appelle

processus concurrentiel comme moyen de

donner une réponse socialement acceptable

aux difficultés de cartains secteurs. Ces ilmi-

tes, liées à l'existence de fortes incertitudes,

d'exigences technologiques radicales ou de

coûts sociaux trop brutaux, montrent la

nécessité d'une politique industrielle com-

mune qui soit autre chose qu' « établir le

cadre dans lequel s'exercent les activités

des producteurs et le choix des consomma-

teurs - (3) : Il s'agit plutôt d'orienter l'acti-

vité industrielle, dans le contexte d'un

- projet commun de société -, vers des

objectifs sociaux préalablement fixés. La

nécessité d'une pensée européenne origi-

nale est, en la matière, encore plus pres-

Cela dit, il y a un réel danger que, à la

faveur de la crise et des pressions qu'eile

véhicule, un des principes organisateurs de

l'économie européenne, à savoir la concur-

rence, soit peu à peu réduit à la portion

congrue. Le renaissance des mesures pro-

tectionnistes et nationalistes, la réglementation privée et publique des marchés, ris-

quent de créer une sécurité l'ilusoire à court

terme, tout en empêchant ou en freinant les

mutations indispensables, l'adaptation aux

conditions technologiques internationales, la

Il suffit de songer à l'économie britanni-

que ou à l'évolution récente de l'économie

Italienne (4) pour se rendre compte que la

facture qu'il faudra payer à plus long terme

sera alors beaucoup plus lourde. Il dolt au

contraire être possible de sauvegarder les

mécanismes concurrentiels qui favorisent la

Dans cette perspective, les efforts de

concertation au niveau européen devraient

être conçus, non comme des ruptures, mais comme des « relais » de la politique de

concurrence. Ainsi les aides sectorielles et régionales ne devraient être acceptées, dans

le cadre communautaire, que dans la mesure

où une réorganisation peut être achevée dans un laps de temps raisonnable, après lequel le processus concurrentiel jouerait à nouveau. En l'absence d'une telle

possibilité, l'aide ne devrait être accordée

que pour organiser un repli dans l'ordre, au moindre coût social ; à défaut, on perpétus

des situations dont la charge peut devenir

telle qu'elle handicape les secteurs sains de l'économie. De même, les aides destin

aux secteurs de pointe devraient être

concues comme les movens d'une mise à

nivezu international où la concurrence est inévitable et non comme la volonté d'impo

au marché de gros projets planifiés autoritairement qui risquent d'être souvent ce que

les Anglo-Saxons appellent des - white

Si la Communauté ne résiste pas aux pres-

sions qui l'assaillent aujourd'hul, tant de

elephants -.

mobilité des ressources et le redépiole

industriel souhaité.

souplesse de l'adaptation.

Une mise en garde

Plus généralement, il ressort qu'à la faveur

maintien de la concurrence.

une sérieuse mise en garde.

que de concurrence, la Commission déclarait nettement : « La concurrence est le meilleur stimulant de l'activité économi en garantissant à ses participants la liberté d'action la plus large possible. » Plus précisément, le processus concurren-tiel facilité l'adaptation continue des struclutions des préférences et des techniques. C'est également un Instrument de lutte contra les facteurs d'inflation dans la meeure où, cous de nombreux aspects, celleel traduit des rigidités structurelles au changement; c'est aussi un instrument de réalisation d'un mellieur emploi qu'empéche le maintien de structures inadaptées. liées à une sous-utilisation du potentiel de travail et à une sous-rémunération des tra-

par ALEXIS JACQUEMIN (*)

Durant ces demières années, c'est eans doute la politique commune de concur-rence qui s'est révélée la plus dynamique, qu'il s'agissa des attaques contre les ententes ou de la condamnation des abus de position dominante. Une nouvelle étape pourrait être franchie très prochainement par l'adoption de la proposition de règlement sur le contrôle des concentrations d'entreorises. Cette proposition de la commission condamne les opérations de concentration susceptibles de faire obstacle à une concurrence effective au sein du Marché commun et prévoit notamment une obligation de notification préalable pour les opérations ayant un impact quan-titatif important.

Renaissance des politiques nationalistes

Mais déjà, à cette occasion, certains confiles ont surgi. Il est notamment apparu que la question la plus controversée au sein du conseil concernait les possibilités de compatibilité entre ce contrôle des concentrations et les politiques sociales, régionales et industrielles des Etats mem-

C'est bien ce que confirment les rapporte successifs de la Commission sur la politique de concurrence, où la place accordée à l'examen des restrictions de la concurrence provenant des pouvoirs publics nationaux grandit d'une année à l'autre, par rapport aux restrictions provo-

s par le secteur privé. On y constate que, ne pouvant plus protéger leurs économies industrielles par des systèmes douaniers, les Etats cont de plus en, plus tentés de soutenir autrement leurs entreprises. Ce soutien peut être direct. sous la forme d'aides sectorielles ou régionales explicites. Il peut être indirect, sous la forme de diverses réglementations qui sont apparemment destinées à protéger les citoyens en matière d'hygiène et de sécurité, à assurer des recettes fiscales ou à stabiliser les marchés, mais qui aboutissent en fait à la pénalisation des produits étrangers ou à leur exclusion, au cloisonnement des marchés publics et, plus généralement, au musellement de la liberté d'établissement. Songeons, par exemple, aux dispositions relatives à la composition, au condilionnement, à la conservation, au poids ou à l'innoculté des produits mis en vente. Ce Joue un rôle important dans des secteurs tels que les véhicules à moteur, le matériel agricole, les machines électriques, les produits alimentaires et charmaceutiques. Songeons aussi aux aldes nationales, discriminatoires à l'égard des entreprises étrangères, dans des domaines comme la construction navale, l'industrie textile, la construction aéronautique, l'industrie cinémato-

inlassablement, la Commission dénonce les abus que ces pratiques peuvent engendrer pour le bon fonctionnement du Marché commun et suggère les moyens de les rendre compatibles avec la sauvegarde du processus concurrentiel (1). Néanmoins, en son sein même, elle se

heurte à des difficultés qu'execerbent les retombées de la crise.

C'est ainsi que dans le secteur de l'acler la Commission s'est récemment prononcée en faveur de l'instauration de prix minimaux pour les produits sidérargiques à l'Intérleur du Marché commun, alors que les déléga-

tions de certains pays, notamment l'Allemagne et les Pays-Bas, estimaient qu'une telle mesure entraîneralt de graves distorsions des ministres n'a pas retenu cette propo-

Mais, simultanément, les industries eldérurgiques allemande, néerlandaise et le groupe belgo - luxembourgeois Arbed-Sidmar (à l'exclusion de la sidérurgie wallonne) ont décidé de créer un « groupement éconon que international - poursulvant un objectif de rationalisation, grace à la spécialisation et à la distribution en commun.

Cela amène M. Cousté à poser à la Commission des Communautés européenne la question écrite suivante (mars 1976) : La poids que constituerait un groupement représentant environ 45 % de la production communautaire d'acier ne rendralt-il pas vaines toutes précautions et toutes conditions dont la Commission assortir une éventuelle autori-

Plus fondamentalement, une tetle entité économique ne remet-elle pas en cause le principe même de la concurrence, tel qu'il a été posé par les signataires du traité de Paris ?

En matière énergétique, la Commission s'était longuement penchée sur le comportement des entreprises pétrolières dans la Communauté, durant la période 1973-1974. Dans son rapport, elle estime qu'il d'abus de position dominante relevant des

Néanmoins, un problème de « responsabilité et de pouvoir » se pose. Blen loin alora d'évoquer une surveillance stricte des comportements dans l'avenir, le porteparole de la Commission se prononce pour « un dialogue courageux » entre les compagnies auxquelles il reconnaît un rôle technique et la Communauté à laquelle revient le rôle politique.

A nouveau, ce n'est plus au modèle concurrentiel que l'on fait référence, mais à la concertation entre partenaires publics

Un dernier exemple peut être évoqué dans le secteur eucrier. En 1973, la Commission condamnait les principaux producteurs et vendeurs de sucre de la Communauté, qui avaient à la fois contrevenu à l'article 85 par leurs pratiques concertées destinées à maintenir la cloisonnement des marchés nationaux, et à

(*) Professeur à l'université de Louvain et professeur visiteur à l'université de Paris-Dauphine.

Velléité ou volonté?

(Suite de la page 21.)

Progressivement l'arbitre est devenu un partenaire comme les autres qui, consciemment ou de manière involontaire, ne peut plus remédier aux lacunes de noire sys-

tème sans remettre en cause son existence et sa propre légitimité. Face a un tel constat, on peut s'interroger sur la portée des réformes économiques ayant trait au système industriel engagées par le gouvernement ou suggérées

Le programme commun est-il si différent

de la politique gouvernementale?

chant essentiellement à des réformes susceptibles de modifier la répartition des richesses et des pouvoirs, comporte une grave lacune; nos dirigeants évitent de s'interroger sur la question de la performance de notre appareil industriel. Rejetant les bases d'une politique qui assurerait la cohérence de l'intérêt privé et de l'intérêt général, accroissant par des mesures marginales le nombre des bénéficiaires d'un système dégénéré, ignorant dans une large mesure des consommateurs, le gouvernement se montre conservateur.

De son côté, le programme commun proposé par la gauche souffre de lacunes analogues et n'est pas dénué d'ambiguilés. En prévoyant notamment la nationalisation de quelques entreprises et secteurs d'activités, les auteurs de ce document se placent sur un registre différent de celui qu'utilise le gouvernement. Mais, au fond des choses, si les réformes suggérées peuvent conduire à une révolution au plan blent pas devoir affecter les modes de comportement des principaux agents économiques. To ut en consacrant quelques lignes à la nécessité d'instaurer une saine compétition », le programme com-

mun prévoit que les entreorises nationalisées - fixeront les accords à passer avec les autres entreprises nationales et avec le secteur privé » ; en bref, le secteur public constituera le vecteur permettent « de développer le coopération » entre les unités économiques. Mais l'expérience nationale enseigne que les entreprises du secteur public n'hésitent pas à adopter des comportement antisociaux; par ailleurs, l'observation attentive de notre histoire récente laisse perplexe quant à la clairvovance des décideurs publics en matière d'alloca-

Si le programme commun de la gauche tout comme le train des réformes gouver-

nementales autorise une distribution des richesses plus équitable, on peut regretter que ni l'un ni l'autre ne traite des conditions par lesquelles le montant à répartir pourrait s'accroître. En définitive, le débat consacré à notre système productif est paradoxal. D'un côté, les avocats du système, se bercant d'illusions, croient défendre la libéralisme économique alors que par leurs pratiques ils en cautionnent une variante dégénérée : le corporatisme. En défendant le libéralisme au nom de principes qu'ils ne respectent pas, ils offrent des armes à leurs adversaires et prêtent le flanc à une critique sévère. D'un autre côté, les opposants au pouvoir en place, pensant condamner un mode de regulation, ne font que souligner les vices de son ersatz. De plus. ils suggèrent des solutions dont on peut craindre qu'elles ne soient affligées des mêmes imperiections; ce faisant, ils affaiblissent considérablement la portée de leurs critiques.

Au total, la légitimité de toute organisation économique qui omet de prendre en considération le sort de tous les partenaique déplorer la mentalité de nos élites. Au-delà des solutions partielles suggérées tant par l'opposition que par la majorité, la nécessaire prise en compte des consom mateurs exige la révision profonde de nos schémas de pensée et de nos habitudes. Sur ce plan, les programmes de réforme proposés font songer à la politique de ravalement des monuments historiques. Mais Il en est de la restauration de notre evstème économique comme du ponçage des façades ; pour utile qu'il soit, l'éclat risque d'être de faible durée, et, à défaut de remèdier aux causes profondes qui affectent la pierre, on prend le risque de déliter l'édi-FRÉDÉRIC JENNY

et ANDRÉ-PAUL WEBER,

Maintenant, vos pièces détachées sont à moins de 24 heures de tous vos clients.

Vos colis urgents de domicile à domicile en moins de 24 heures.

Hôtel Sheraton. Des boutiques, des restaurants, des jardins, entre votre chambre et Montparnasse...

"Le Montparnasse 25", une table gastronomique dans un décor des "années folles", "Le Corail", un bar feutré où il fait bon s'attarder, "La Ruche", un restaurant à service rapide et permanent (de 7 h. à 23 h.), des chambres vastes et silencieuses dominant Paris (équipées d'un bar, d'un téléphone direct, de chaînes couleur et de programmes de films sur TV), des salles de réceptions et de conférences, 2.500 places de parking.

Confort, calme, détente... Voilà ce que vous offre l'Hôtel Sheraton, au milieu de ses pelouses et jardins...

... en plein cœur de Montparnasse.

Pour réserver:



Maintenant. vos clients en rupture de stock seront approvisionnés en moins de 24 heures.

14% des foyers français emploient une femme de ménage...

Dans un tiers de ces foyers, la femme de ménage joue un rôle de prescripteur pour le choix des marques de produits d'entretien. Quand la SOFRES fait une étude de marché, elle sait découvrir toutes les clientèles cibles.

La Sofres, outil n°1 du marketing Michel Suquet - Sofres - 16-18, rue Barbès - 92128 Montrouge - Tél.: 657.13.00.

Vos colls urgents de domicile à domicile en moins de 24 heures.

l'extérieur qu'en son sein même, nous risquons d'assister à une incohérence grandissante entre la volonté de sauvegarder les vertus d'un système concurrentiel et celle de concerter le fonctionnement de l'économie, par vole publique et privée.

(1) Pour des développements, voir notre ouvrage Economie industrielle européenne, Dunod. 1975, chap. 3 et 8. (2) Cette conclusion contraste singuili-rement avec celle de J. Schvartz, rapporteur de la Commission française d'enquête paris-mentaire sur les sociétés pétrolières opérant en Prance (3) Voir R. Toulemon et J. Flory, Una olitique industrielle pour l'Europe, Pup, politique industrielle pour l'Europe, PUP, 1974, p. 17. (4) Yoir en ce sens R. Linda, « Un modèlle de développement avec relations asymé-triques », Mondes en développement, nº 11, 1975

UNE AUT

PONOMIE

· 全量/2/2/2014年 1 🕬 🕮 څې کا و معني د د angan ng mindahasanin The same of the sa

Commence of the Commence of th and the second mier an tasmer Saden

> The second second テート カリエ 97 **47 (本)連門** Service of Season of Particles 一字,《李明明》2年1月21日 (28) en la partia de destrois The state of the s The same of the same of . 279.01g (175g) 岩道 (7基) -

a later of the contract of THE TWO INTO CONTENTS OF The Half Berieffeld 不 · 人名伊里尔 医紧张性病 3000才 引動 配金 医協議 安

2 177 FRENZ 20 18 8

Εn



extraction France: A 11111 201742

47.5466.22 1501 37 08 90 Patrice 6 421 24 27 18 不远线壁

100

100 Marg El Canone do la France, automatica

1

Le man est-il si différent

de la companie de la

nementales autorise une distribution nementales autorise une distribution distrib superisme au nom de principes qu'il superisme pas, ils olfrent des arms des adversaires et prétent le flanc a registre sévère. D'un autre côté les or commandes au pouvoir en place, pensant cons au pouvoir en place, pensant cons au pouvoir en place, pensant cons au pouvoir en place pensant cons au

Au total, la légitimité de toute organ fon économique qui ome: de press.

considération le sort de tous les presses est douteuse, et l'on ne peut a ta me déplorar la mantairé de nos la mantaire de nos la tent per l'opposition que par la man la pacossaira prise en compie de la medaura exige la revision protente an scheme de pensée el de rat man Die ce plan, las programmes de ce proposes fort songer a to be dought. ideat des manuments - perces k If the wint de la restauration de nome tione économique comme du printe tacades pour utile qu'il se l'esped'être de faible durée, et, a direz de dier aix causes profesions and plant

se percant d'illusions, croient delende, indialisme économique siors que par la padding ils en cautionnen: une vere diges en deline au nom de principes en deline in Modralisme au nom de principes d'il. abuligner les vices de son ersaiz De N auguerant des solutions dont on z para imperiections: ce faisant, ils elait.

pierre, on prend le namue de ter-

FRÉDER!C JENNY et ANDRÉ-PAUL WESS

Maintenant. vos nièces détachées ont à mois de 24 heures de tous vos clients.

es restaurants. **s.entre votre ch**ambre

e New Transese 25", une table gastrone e dans decor des années folles I de bar fautré où il fait bon s'attardes. luche da restaurant à service rapide anent de 7 h à 23 h), des chameres set silentieuses dominant Paris (équipes har due teléphone direct, de chaire ur et de programmes de films sur TV alles de réceptions et de conférences. places de purtina

vois offie l'Hôtel Sheraton. 20 site peloties et jardins... L'inter de Montpamasse.





DE L'ÉCONOMIE

UNE AUTO-RÉFORME DE L'ENTREPRISE?

Ul n'a pas été décu par les travaux sur la rélorme de l'entreprise ? Des analyses traditionnelles, des compromis classiques : même les commentaires qui sont venus de toute part ne se sont guère révèlés plus originaux que le rapport Sudreau et les projets qui l'ont suivi. Or voici que paraît, à l'heure où le Parlement commence à examiner les textes gouvernementaux sur cette question, un livre qui dépasse tout ce qui a été présenté jusqu'ici. Comme cela arrive une riche moisson d'idées. Le style est inégal, le vocabulaire souvent ésotérique. Mais il y a là de quoi bouleverser bien des données et dépasser le problème politique qui empoisonne à la fois la vie de l'entreprise et sa réforme.

P. Bleton, J. Bounine, F. Dalle, M. Levy, B. Lussato, J. Plassard, J. de Rosnay, N. Thiery et A. de Vulpian se sont rencontrés dans le cadre de l'institut de l'entreprise. Et ils ont tenté une expérience : aborder les problèmes de l'entreprise par la méthode - systémique - moderne qui tient compte des enseignements les plus récents de la biologie, de la cybemétique, de la théorie de l'information et de la théorie des

Ce qui manque cruellement au rapport Sudreau

Partant d'un tel pied, leur jugement ne pouvait se faire attendre : «Le rapport Sudreau s'appule sur une analyse, un constat et des propositions détaillées rangées par catégories délinies a priori et parlois sans tenir compte des interdépendances entre les éléments propres à l'entreprise (ou externes à elle) et sur lesquels portent ces propositions, écrit J. de Rosnav. Le fait de rassembler les grands problèmes de l'entreprise per catégories en cherchant à être exhaustif na peut être d'une grande efficacité opérationnelle. Une vision dynamique d'un système qui est à la fois boucié sur lui-même et ouvert sur l'environnement, dans lequel non seulement les entre les hommes : voilà ce qui manque le plus cruellement à

Pour un système complexe, durer ne suffit pas. Il lui faut aussi s'adapter aux modifications qui interviennent dans le milleu dans lequel il est plongé. Sinon les agressions qu'il subit ne tardent pas à le désorganiser, puis à le détruire. C'est le cas pour l'entreprise. Longtemps forte par ses facultés d'adaptation, elle est en train de les perdre progressivement. Or quel remêde proposent les inspirateurs officiels de la réforme projetée : une Institutionnelisation. « Transformer l'entreprise en institution en codifiant tous ses processus, ce serait la détruire en tant qu'entreprise ou encore ce serait étouffer sous les règlements un organisme vivant qui ne vit de l'auto-réforme de l'entreprise (1).

Vollà une belle équipe de libéraux de l'ancien modèle, se dira-t-on. Qu'on y prenne garde : ceux qui dépassent les oppositions politiques du moment sont parfois plus dangereux que ceux qui les attisent. Et tel semble bien être le cas icl

L'enjeu dépasse l'entreprise. « Il est possible que l'évolution même de notre société vers plus de liberté ou plus d'autorité, vers des structures plus complexes ou plus simples soit affectée de façon décisive par l'éventuelle aggravation de la sciérose de l'entreprise ou, au contraire, par son éventuel révell ».

La co-organisation

Réfutant la cosurveillance comme la cogestion, nos auteurs cont pour la « co-organisation ». Pour eux, « les respons de gestion peuvent être déléguées, décentralisées, elles ne sauraient être partagées ». Le pouvoir d'organiser est l'essence du pouvoir dans l'entreprise : la démocratie industrielle commence à naître le jour où les travailleurs le partagent Mais cela suppose une décentralisation et une - démassification des structures de l'entreprise. Il faut substituer à la notion traditionnelle de pyramide hiérarchique du secret celle du noyau et de la périphérie en contact avec le monde extérieur.

L'évolution des moyens d'information rend possible une telle démarche au moment même où la complexité croissante des problèmes posés à l'entreprise rend cette orientation nécessaire. L'ordinateur miniaturisé, en particulier, peut être l'instrument de l'autonomie cellulaire et de la cohérence intercellulaire. Ainsi la décentralisation du plus grand nombre lisation plus rationnelle des décisions etralégiques, devrait-elle permettre d'aboutir à l'autogestion décentralisée ». Mais qu'on ne s'y trompe pas. Comme le dit B. Lussato : « Il faudralt être naif pour rêver à une égailté des postes, des responsabilités et des pouvoirs. Ceci explique que toutes les tentatives d'eutogestion d'entreprise d'une certaine taille alent abouti à un rétablissement brutai et déguisé de direction élitiste strictement hiérarchisée. »

L'autogestion décentratisée, c'est l'intelligence partagée à un échelon d'activitée de taille limitée. Or l' - intelligence partagée -, c'est, selon une expression de François Dalle, « le taylorisme à l'envers ». Comme le dit J.-P. Reynaud : - Taylor, très explicitement, s'est efforcé, en donnant à la direction le monopole de la « science », d'enlever aux salariés

La dichotomie entre l'organisation et l'exécution a été nulsible aussi blan à la cohérence et à l'efficacité des entreprises qu'aux travailleurs. Ceux-ci auraient tout à gagner à une approche nouvelle inspirée de l'idée d'une adaptation constante à l'environnement.

Comme le dit l'un des auteurs de ce livre : « li semble que les responsables syndicaux n'aient pas été plus attentils aux changements des hommes que les managers des entre-prises. » Si l'entreprise, à la surprise générale, s'auto-réformait...

JACQUELINE GRAPIN.

Dynamique de l'auto-réforme de l'entreprise. Editions Masson: 155 pages.

CORRESPONDANCE

Une lettre de M. Jean Poperen à propos du «dirigisme pétrolier» et des ententes

la suite de l'article publié dans la suite de l'article publié dans « le Monde de l'économie » du 11 mai 1976 « Le dirigisme petrolier de la France continuera-t-il à favoriser les grandes compagnies », nous avons reçu la lettre suivante de M. Jean Poperen, député du Rhône (P.S.), rapporteur de la commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale :

« Dans cet article, M. Quatrepoint narre les déboires de la société Picoty. Ce qu'il dit mérite un complément. En effet, que dit le rapport de la commission d'enquête parlementaire de M. Julien Schvartz sur les Ententes antérieures à 1971?

ces ententes avaient pour but de α redresser les prix » (c'est ainsi que les marchés administratifs étaient partagés entre les différentes sociétés afin de limiter au maximum les rabais de prix) et de faire respecter par tous — les huit grandes compagnies et les indépendants qui étalent « tolérés » dans les « tables » — les parts de marchés présupposées à partir des attributions d'autorisation d'importation. Si ces quotas n'étaient pas respectés, que se passait-il? Les compagnies qui avalent, grâce à des baisses de prix, dépassé leurs parts de marchés devalent racheter aux sociétés qui, de ce fait, n'avalent pas vendu autres de la compagnie de dut, de ce que la « table » leur accor-dait un volume de produits identique à celui correspondant au dépassement ; et ceci à un prix « sortie raffinerie » supé-rieur naturellement à celui des produits effectivement vendus.

» La différence entre e prix de sortie » La différence entre « prix de sortie raffinerie» et « prix de produit effectivement vemiu» était la « sanction » du non-respect de la « table ». De surcroît, si les récalcitrants ne faisaient pas amende honorable, les compagnies les coulaient. Ce fut l'affaire Bodourian. A la suite de la plainte de ce négociant (28 avril 1971), des investigations furent entreprises par la brigade des enquêtes économiques du ministère des finances, et. dès le mois de mai, les documents et, dès le mois de mai, les documents saisis ne laissaient aucun doute : des ententes délictueuses avaient eu lien ; ces ententes s'étendaient à l'ensemble du territoire; tout le processus de la mise en lumière des procédés employés par les compagnies s'amorçait. Allait-on voir la concurrence renaître?

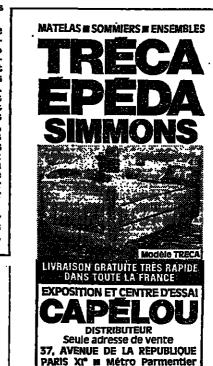
» Les compagnies venalent d'obtenir de l'administration un moyen plus « légal » pour maîtriser les indépendants.

En effet, et c'est là que l'article apporte un élément nouveau : « En 1971, ecrivions-nous, les pouvoirs publics ont
 appliqué, lors du renouvellement des
 contingents A 3, un traitement inégal. » Les autorisations ont été limitées pour » les indépendants. Elles ont été aug-» mentées très fortement pour les » grandes compagnies périodères. » Ainsi la Direction des carburants prend règle-mentairement le relais des mécanismes d'entente. La DICA rend « légaux » les mécanismes et les canadons primus per mécanismes et les sanctions prévus par les « tables » avant 1971.

» En 1971 et 1972, la DICA ne fait pas appliquer cette réglementation. L'ambiance créée par les trouvailles de la brigade nationale des enquêtes économiques ne s'y prête pas. Mais, en 1973, la crise permet d'utiliser enfin les possibilités ouvertes par les A3 de 1971 :

« La DICA contraint la société Picoty
» et ses consœurs à racheter aux raffi» neries le montant de leurs dépasse-» neries le montant de leurs depasse-» ments. » Bien plus, on complète ce dis-positif grâce à ce que l'on a appelé la « circulaire Charbonnel », qui fait de la chambre syndicale de la distribution des produits pétroliers (_) l'intermédiaire obligé entre les pouvoirs publics et l'ensemble des circuits de distribution.

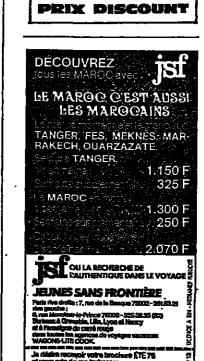
> L'administration avant pris le relais. faut-il penser que la commission tech-nique des ententes et des positions dominantes va déclarer qu'il n'y a pas eu d'entente depuis 1973?»





PARIS (10°)-M° REPUBLIQUE Une boucherie

Grande Surface»



345.21.62 + 346.00.28 38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

Colis urgents:

TAT.EXPRESS prend et livre à domicile. Sur un simple coup de fil. En moins de 24 heures.

Il y a 26 centres T.A.T. express en France. Avec une flotille de camionnettes-radio reliées en permanence à leur standard téléphonique. Entre les 26 centres, la flotte aérienne de T.A.T. Le résultat: un réseau national de livraison ultra-rapide des colis (jusqu'à 50 kilos), une facilité et une sécurité d'utilisation remarquables.



Vous téléphonez au centre TAT. express de votre ville



Une camionette T.A.T. express alertée par radio prend votre colis chez vous.



Un apparell T.A.T. transporte le colis



Une camionette T.A.T. express livre le colis à domicile

Les 26 centres T.A.T. express en France:

(58) 66.99.60 Agen (47) 54.65.82 Angers (56) 97.09.90 Bordeaux Clermont-Fd (73) 92.89.67 (96) 38,46,95 Lannion La Rochelle (46) 34.93.18

Le Havre Lille Limoges Lyon Marseille Metz

(35) 46.83.66 (20) 53.08.03 (55) 00.10.10 (78) 71.98.63 (91) 89.08.54 (87) 68.82.64

Montpellier Mulhouse Nancy **Nantes** Nice

(89) 67.49.56 (28) 20.33.55 (40) 75.93.09 (93) 83.82.40 687.22.82

(67) 58.86.10

Rouen Strasbourg Toulouse

(99) 50.74.17 Rennes (35) 75.11.55 Saint-Brieuc (96) 61.47.83 Saint-Nazaire (40) 22.38.05 (88) 98.87.87 (61) 49.31.68 (47) 54.65.82

Et dans toute la France, adressez-vous à votre transitaire habituel.

– C'est-à-dire que dans ces régions, les demandeurs d'emploi qui ne reçoivent aucune aide ne devront

plus se déplacer pour pointer C'est cela. Ils n'auront plus à pointer. En ce qui concerne les demandeurs secourus, le problème essentiel apparait être celui de quelques fraudeurs. C'està-dire de demandeurs qui bénéficient des aides sans pour autant justifier de droits. C'est surtout le travail noir qui est ici en cause. La seule solution efficace paraît être dans la mise en place de quelques équipes légères d'enquêteurs rmentés, qui pourront effectuer des contrôles ponetue

- De telles équipes n'existent pas encore?

- Non. Je vais donc en mettre en place dans chaque région dans les tout prochains mois.

— Le rôle de l'agence est cependant d'assurer l'orientation et le placement des chômeurs. Or, vos services rencontrent d'énormes difficultés pour remplir cette mission. Quelles sont les décisions que vous avez prises pour sails aire les demandeurs d'emplot et faire jace aux nouveaux qui vont se présenter dès juillet?

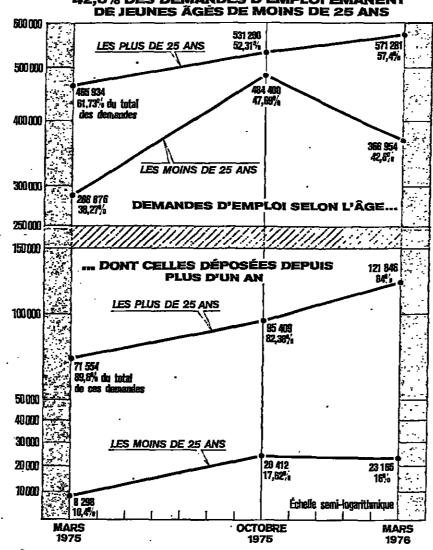
— A la rentrée 1976, la situation sera fondamentalement différente de celle de l'année dernière. Certes, nous allons toujours avoir à accueillir un nombre important de demandeurs, notamment de jeunes, à partir de la rentrée de septembre. De plus en plus les formations professionnelles sont de type scolaire, ce qui conduit à mettre sur le marché du travail la plupart des jeunes à la même période de l'année. Mais la reprise économique dolt entraîner et entraîne dès maintenant des offres nettement plus non:breuses et la tache qui nous incombe est de rapprocher les offres et les demandes. C'est pourquoi l'agence va mettre en place un certain nombre de dispositifs out devraient lui permettre tout d'abord de mieux accueillir les demandeurs et d'être nettement plus efficace. En premier lieu le gouverne-ment vient de nous donner des moyens supplémentaires : l'A.N.P.E. est autorisée à recruter, dans les prochaines semaines, trois cent cinquante agents. qui seront en priorité affectés à l'amélioration de l'accueil du demandeur, notamment dans un certain nombre d'agences particulièrement surchargées

— Les effectifs de l'agence et les moyens dont elle dispose sont-us suffisants pour conseiller les cho-

i rechercher un emploi, même dans des endroits éloignés de leur domi-

 Pour améliorer l'efficacité générale des procédures de rapprochement entre offre et demande, l'agence se dote progressivement de toute une panoplie

42,6% DES DEMANDES D'EMPLOI ÉMANENT



Les services de l'Agence nationale pour l'emploi, qui recueillent les offres et les demandes d'emploi — dont le graphique retrace l'évolution récente, — sont en mesure, depuis juillet 1975, de faire état des raisons pour lesquelles ces personnes s'inscrivent à

En mars 1976, 14,8 % des demandes nouvelles étaient dues à un licenciement écono-En mars 1976, 14,8 % des demandes nouvelles étaient dies à un litericiement écono-mique, 23,7 % à un licenclement pour un autre motif, 20,6 % à la suite d'une démission, 14,2 % en raison de la fin d'un contrat à durée déterminée, 4,4 % en raison d'une fin de mission temporaire, 19,5 % émanaient de personnes à la recherche d'un premier emploi, 9,2 % des demandes venaient de travailleurs qui, à la suite d'une pause, entendaient reprendre un activité rémunérée et 26 % pour des raisons diverses.

de moyens qui concourent tous à une meilleure insertion ou réinsertion dans

la vie professionnelle. Notre premier soucl est de blen utiliser les offres d'emploi qui sont déposées à l'agence. Bien les utiliser, c'est d'abord les faire connaître, et, pour cela, l'agence met en place en ce moment même des dispositifs modernes de transmission qui vont permettre aux agences d'échanger très rapidement les offres d'emploi.

" C'est ainsi que, pour Paris et sa proche banlieue, un réseau dit T.O.P. stransmission des offres de Paris) est en cours d'installation; il sera experimente au mois de juin, et pleinement opérationnel au mois de septembre. Ce dispositif consiste à relier par téléinformatique vingt-huit agences. Les employeurs pourront adresser leurs offres par téléphone, soit à l'une des agences locales de l'ANPE, soit à un centre d'offres d'emploi ». Les offres seront aussitôt diffusées aux vingt-huit

DIRECTEUR DE L'AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI – Ce dispositif sera-t-il étendu 4 d'autres regions?

> – Dans les mois qui sulvront, dixhuit autres aggiomerations seront dotees progressivement d'un dispositif comparable. Voici done un premier moyen pour améliorer l'exploitation des offres déposées. Un deuxième moyen consista à recourir d'une manière très pratique ia formation. Depuis quelques semaines, l'Agence peut sur son initiative jancer des actions, dites actions de

> > — Lancer elle-meme?

- Lancer elle-même. Elle ne dispense pas elle-mème les formations, mais c'est elle qui a l'inftiative de ces actions Leur caractéristique essentielle est de répondre à des offres qui ont été effectivement déposées dans une agence locale, mais qu'on ne peut satisfaire parce que les demandeurs qui accepteraient ces emplois n'ont pas toutes les qualifications requises.

Sections spécialisées pour cadres

- Y a-t-il dėjà eu des expé-

riences ? Une soixantaine d'opérations sont en cours de réalisation ou de lancement. Par ailleurs, pour misux traiter les problèmes spécifiques des cadres, l'ANPE. va mettre en place dans de grandes agglomérations un certain nombre de sections spécialisées. Elles seront chargées de sulvre les offres d'emploi de cadre et de rechercher les demandeurs qui sont le mieux à même de répondre a ces offres.

- Perez-vous cela séparément ou en liaison arec l'APEC (Association pour l'emploi des cadres!?

 Nous nous sommes engagés avec l'APEC dans un processus qui devrait conduire à une bonne collaboration entre les deux institutions. Nous avous arrèté avec l'APEC, qui est correspondante de l'agence, un certain nombre d'axes de collaboration précis. C'est ainsi par exemple qu'un dossier d'inscription commun à l'APEC et à l'ANPE est en cours de préparation de manière à faciliter, dans les deux organisations, l'accueil des demandeurs et à diminuer les tracasseries administratives. En outre, l'agence va mettre en place, en collaboration avec l'ONI, un service spècial à Paris de placement des Français à l'étranger tant pour faciliter les recherches des Français qui souhaitent mener à l'extérieur une expérience professionnelle que pour faciliter la tache des entreprises qui doivent exécuter des marchés hors de nos frontières.

- Les pouvoirs publics viennent de majorer pour les jeunes demandeurs la prime de movilité. Comme le Monde l'a annoncé, est-ce bien l'ANP.E. qui distribuera cette prime?

n'est pas apparu pleinement satisfaisant; en effet, l'agence n'assure que le placement sans prendre elle-même la décision d'accorder ou non la prime de mobilité et les indemnités de recherche d'emploi. Le gouvernement a donc décidé une réorganisation du système

d'octroi de ces primes. Il proposera au Parlement de transférer à l'agence le droit d'accorder ces aides de telle manière qu'elles facilitent plus directement le placement.

_ N est question, dans le VII* Plan, d'amener l'agence à s'occuper davantage du travail temporaire. Des initiatives vont-elles être prises prochainement?

- En ce qui concerne le travail temporaire, l'agence étudie effectivement, comme il est normal, de quelle manière pourrait être créé un secteur public de travail temporaire. En dépit d'abus souvent constatés, le travail temporaire correspond à certaines exigences d'une économie moderne et il est parfois demandé par des travailleurs. C'est dans cette perspective que se situe la réflexion menée actuellement à l'agence et qui pourrait déboucher sur des projets précis dans les prochains mois.

- Toutes ces initiatives impliquent un accroissement de travail pour le personnel de l'agence. Le recrument de trois cent cinquante agents est-il vraiment suffisant?

- Certes, malgré les renforts substantiels recus ces deux dernières années. l'importance des taches à assumer requiert du personnel un effort parfois anormal. Mais nous développons l'établissement de telle manière qu'il soit mieux à même de faire face à la situation de l'emploi. C'est ainsi que la perspective ouverte par le VIIº Plan est nette. Le service public de l'emploi fait l'objet d'un programme d'action prioritaire et un important développement des services de l'agence y est prèvu. Il devrait conduire à mettre en place d'icl à 1980 une agence locale pour quelque vingt-trois mille salariés au lieu d'une pour trente-deux mille actuellement. L'autorisation qui vient de nous être accordée d'embaucher dès maintenant trois cent cinquante agents supplémentaires va dans ce sens.

Propos recueillis par JEAN-PIERRE DUMONT.

DIRIGEANTS D'ENTREPRISE. DAS D'AUTODITE SANS FORMATION

Au C.J.D. (Centre des Jeunes Dirigeants) nous pratiquons l'autoformation. A la différence de tous les programmes de formation destinés aux dirigeants, le programme du C.J.D. est fait par des chefs d'entreprise. Pour des chefs d'entreprise. Il colle à la réalité car il répond au cahier des charges établi par les dirigeants eux-mêmes.

Cette formation sur mesure qui fait appel à l'expérience de tous comporte actuellement 4 thèmes forts : Leader et Responsable - Relations extérieures - Dialogue avec les syndicats - Groupes Auto-Diagnostic.

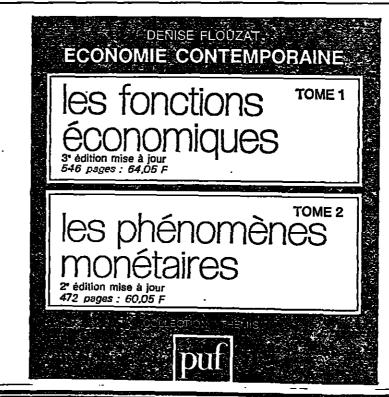
Leader et Responsable : cette session donne aux dirigeants les informations et les moyens pratiques pour améliorer leur compétence dans la conduite de réunions, le déroulement d'une interview, l'animation d'un groupe de travail, la négociation d'un plan de formation avec le Comité d'entreprise. Dialogue avec les syndicats: il permet aux chefs d'entreprise de se familiariser avec l'idéologie, la stratégie et la tactique des grandes centrales et d'aborder les problèmes légaux de la représentation du personnel et des syndicats dans l'entreprise.

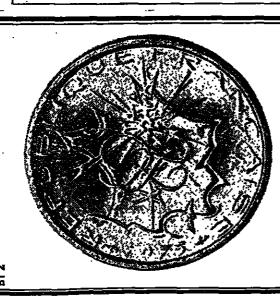
Groupe Auto-Diagnostic (GAD) : il fait appel à la richesse, à lacompétence qui existe dans le mouvement. Le chef d'entreprise qui veut faire le diagnostic de son entreprise réunit un groupe de dirigeants qui tous ensemble, vont faire une analyse objective et dégager les points forts et les points faibles de l'entreprise. Dans 90 villes de France, adhérer au C.J.D. c'est apporter son expérience aux autres membres mais c'est aussi acquérir l'expérience des milliers de chefs d'entreprise qui sont déjà membres Si vous voulez faire profiter de votre expérience ou si vous voulez acquérir celle des autres, adhérez au C.J.D.

SI VOUS CROYEZ A L'ENTREPRISE VENEZ NOUS REJOINDRE,



JEUNES PATRONS. 19 AVENUE GEORGE-V, 75008 PARIS. TEL. 225.91.71





Les nouveaux BONS DU TRES

à intérêt progressif

Taux actuariel brut annue

A votre choix • Intérêts versés à l'échéance lors du remboursement

Intérêts des trois premières années versés d'avance à la souscription.

Renseignez-vous sur chacune de ces formules auprès des comptables publics (Trésor et Poste) qui vous fourniront, sans engagement de votre part toutes les précisions que vous souhaitez obtenir.

STROMIE

property of the terminal of terminal of the t e organisation Service 18 i de de la de la decembra decembra de la decembra decembra de la d

> 4.49% e iya iya Harris Service P 2 1 2 80 a

> > 4.142

--200 ---

S 15 15 15 小 巨蜥蜴 1000 1000 **1000 1000 1000 1000** TENNY TO المتراج المدون يخشمه فقب شيدك 一种 经制度

ي خونود ing and a second

trans Conta

300 BW

2.0

. .

7.4

7.93

م**جداء** وا

12.00

partelogicity.

0.00

Dans les mois qui suivon haif autres agglomerations service progressivement d'un disocale trable. Voici donc un prenier améliorer l'exploitation de pour améliorer l'exploitation à déposées. Un deuxième moyen A recourir d'une maniere tris p 1 is formation. Depuis semaines, l'Agence peut sur son tive lancer des actions dites and

- Lancer elle-mene

Lancer elle-même. Mie ne te pes elle-même les formation c'est elle qui a l'initiative de ce : rest elle qui a i initiative de ce le l'acceptante le des offres qui ont étre trement déposées dans line à l'initiative de l'acceptante de l'a Heate, mais qu'on ne peut an parce que les demandears qui ac raient ces emplois n'on: pas la: qualifications requises.

calisées pour cadres

to the second of the second of

cont. phi segment on acon FAPRI Chimologicon in the Antonio Margara and un passession as devalt and hereit and i les fortes de consençation d principle of the principles. emision de marière à les desi describations. administratives. En va mettre un place, en tive FOME we service spe-

e placement des Français (aut pour facilités les 5 Français qui souhaitent riete une expérience proas pour facilities la tâche the new Sponstern manuscription of the policy publics with the second policy comments of the sec

rine de mobilità. Comme

cui distribuera cette ne actuallement on place hit philippost satisfai-

d'octroi de ces primes. Il prope Pariement de transferer à lacdroit d'accorder ces aine è manière qu'elles facilitent plu c ment le placement.

_ R est question & VIII Plan, Camerer l'agence per davantage al : cras imp. Des initiatives von prochainemen!

En ce qui concerne le mag. porsire, l'agence comme f est normal de que pourrait être cree un service pourrate ease class distance of travail temporatre. En estisouvent constates, correspond & certains engage économie moderne dans cette perspective que se réflexion menée asia anage et out pourrait descurer es précis dans la product

» — Tautes em 1919 — wa accrointement of the personnel d ment de troit : -**est-il** traiment :. - Certes, main. . . **(Bels recus ces della** Timportance des anormal Mais now blissement de telle miene à même colons : -**tion de l'emploi.** Cleat ..._.. meetire ouverte nette. Le service curl Polijet d'un promissi taire et un important services de l'action wall conducte _ mail vingi-trois mile pour trente-deux :::

taites ya dana ce ma Proper JEAN-PIERRE DIED

accordie d'embassion ...

trois cent cinquants ...

SE SLOUZAT

CONTEMPORAL

- Ce dispositif sera-t-d eta. d'autres régions à

2) S'agissant des biens immobiliers, l'INSER s'en est tenu au logement occupé par le propriétaire. Ce qui laisse non seulement les résidences secondaires mais aussi les immeubles de rapport et les appartements loués Le souci compréhensible des enquêteurs d'aller à l'essentiel aboutit, ici aussi, à l'élimination de biens non négligeables.

3) Le souci d'éviter les mentions mensongères a encore conduit à négliger l'or, les devises étrangères, les avoirs en numéraire détenus par les ménages, ainsi, évidemment, que les capitaux qu'ils pouvaient avor déposés à l'étran-

4) A toutes ces omissions volontaires des statisticiens s'ajoutent celles - involontaires - qui résultent des dissimulations opérées par les ménages enquêtés. L'étude repose en effet sur les déclarations de particuliers correspondant à un échantillonnage significatif : ces déclarations ont été redressées par l'INSEE, chaque fois que cela a pu se faire, en comparant les chiffres déclarés aux valeurs globales que donnent des biens concernés la comptabilité nationale ou des enquêtes spécialisées plus

détaillées. Ces quatre remarques conduisent à accueillir les chiffres livrés par l'INSEE avec circonspection. Une comparaison de cette enquête avec les travaux moins poussés qui avaient été publiés précédemment (4) permet de penser que les diverses omissions décidées cette fois écartent de l'étude près de 40 % du patrimoine total des Français : environ % pour l'or et les devises, quelque 20 % pour les biens immobiliers et

Ces omissions ont aussi pour effet de minorer, de l'avis des spécialistes, l'éventail des fortunes; car, s'il est vrai qu'une maisonnette héritée de ses parents par un ouvrier ou construite de ses mains pour ses vieux jours élève le montant de son patrimoine, la prise en compte des terres ou immeubles de rapport, de l'or, des fonds piacés à l'étranger, des biens liés à l'exercice de ia profession, majore infiniment plus le patrimoine des catégories sociales les plus fortunées. On peut donc considérer les indications qui vont suivre sur la fortune des Français à la fois comme un minimum et comme un reflet atténué des inégalités actuelles en la

Le portefeuille

Une première constatation s'impose : le fait d'avoir inclus dans la comparaison les patrimoines des non-salariés a élargi sensiblement l'éventail des fortunes entre groupes socio-professionnels. Alors que l'enquête précèdente de l'INSEE faisait apparaître un écart de 1 à 6 entre la fortune moyenne de l'ouvrier et celle du cadre supérieur écart double de celui que l'on constate entre les revenus annuels moyens de ces deux groupes, — la présente étude (menée en 1972) conclut à une disparité 1 à 6 entre la fortune moyenne de l'ouvrier et celui des membres des professions libérales (disparité inférieure à la réalité, d'ailleurs, pour les raisons indiquées précédemment).

Cet écart tient assez peu à la valeur du logement possédé; à ce stade, il n'est que de 1 à 3,6 entre groupes socio-professionnels extrêmes. La disparité globale constatée s'explique essentiellement par la très forte inégalité des portefeuilles de titres détenus : celui des membres des professions libérales est, en moyenne, soixante-quinze fols supérieur à celui des ouvriers et ouarantecinq fois à celui des employés. Cette différence a deux causes, qui cumulent leurs effets:

• Diffusion beaucoup plus grande des valeurs mobilières et des bons (bançaires, publics ou du Crédit agricole) parmi les classes aisées:

• Montant moyen sensiblement plus élevé du portefeuille personnel chez ces

Deux évaluations du phénomène sont d'ailleurs fournies par l'enquête : les membres des professions libérales et les cadres supérieurs en activité détiennent 39 % de la valeur totale des bons et titres possédés par des Français, alors qu'ils ne constituent que 6.7 % de la population totale; leur portefeuille représente donc pres de six fols leur « poids » démographique (à l'inverse, les ouvriers en activité détiennent, dans l'ensemble, un porteseuille sept fois inférieur a leur « poids » démographique : 4,6 % au lieu de 32,8 %). Seconde confirmation: les quatre cinquièmes des actions et obligations détenues en France appartienneut à un sixième seulement des ménages ; 60 % du total des valeurs mobilières sont même possédées par un Français seulement sur onze (9 %); alors qu'à l'inverse 80 % des ménages ne possèdent à eux tous que 20 % des valeurs détenues en France. Le phénomène de la pyramide inversée, qui traduit la concentration de la fortune, avait déjà été souligné dans ces colonnes ; il est confirmé, et apparaît même plus accentue qu'on le pensait jusqu'ici.

L'INÉGALITÉ **FORTUNES** FRANCE

(Suite de la page 21.)

DE L'ÉCONOMIE

Cela revient à ne pas tenir compte, pour les industriels, les artisans et les commerçants, des fonds de commerce, des locaux professionnels, de la partie du logement et des comptes chèques qui a un caractère professionnel; pour les agriculteurs, l'INSEE élimine pareillement les terres, les bâtiments de l'exploitation, le matériel agricole et le cheptel. Mises à l'écart considérables, on le voit.

16 % pour les terres de rapport.

Sur les autres élèments du patrimoine, les différences sont moindres. L'écart entre groupes socio-professionnels extrêmes n'est que de 1 à 5,6 pour les disponibilités bancaires (ou C.C.P.) et les livrets de caisse d'épargne. 🛘 dépasse cette moyenne pour les comptes bancaires, et lui est inférieur pour les chèques postaux ou les livrets de causse d'épargne. Ces disparités traduisent des préférences ou des habitudes, au demeurant bien connues : les ménages ruraux privilégient les comptes (et les bons) de

la «banque paysanne» qu'est à leurs yeux le Crédit agricole ; les non-salariés ont, dans neuf cas sur dix, un compte bancaire (contre six fois seulement pour les salariés et les inactifs); avec l'âge, la possession d'un appartement (souvent déjà acquis) compte moins que la recherche de titres, susceptibles d'assurer une plus-value avant la retraite ou un rendement fixe apres celle-ci... Ce qu'illustre clairement la comparaison des structures de natrimoine entre menages d'actifs et menages d'inactifs.

LE SOUCI DU REVENU FIXE EST PLUS IMPORTANT CHEZ LES INACTIFS

STRUCTURE DU PATRIMOINE EN POURCENTAGE DU TOTAL (*)

·		Ménages d'actifs		Ménages d'inactifs	
Logement principal Comptes bancaires ou C.C.P. Titres (actions, obligations)	54.1 16.2 16.3		49.6 12 15.3		
Bons (du Trésor, du Crédit agricole, des banques) Livrets de caisse d'épargne	3,3 10,1	13,4	8,4 14,7	23,1	

(*) Enquête de l'INSEE en 1973, redressée pour tenir compte des omissions.

Quelles que soient les préférences ou les traditions de chaque milieu. l'on retrouve toujours les deux caractéristiques principales de l'enquête :

1) UNE CONCENTRATION ASSEZ POUSSEE de la fortune des ménages, tradulte aussi bien par l'indice de GINI (5), calculé pour chaque type de bien, que par la part détenue, dans chaque domaine, par les 5 % de ménages les mieux lotis : elle est de 37 % à 42 % du total français pour les titres mobillers ou les capitaux d'assurance-vie, de 35 % pour les C.C.P., de 30 % pour l'immobilier (malgré l'omission des

(4) Lire notamment l'étude de Nicole ampion dans Consommation, n° 1 (1971). (5) Qui mesure l'écart de la réalité par rapport à une situation où le patrimoine serait réparti de façon égale entre tous. résidences secondaires et des immeubles de rapport), de 25 % pour les livrets d'épargne. Même chez les inactifs, où les inégalités sont moins fortes, les cadres supérieurs et les professions libérales détienment un portefeuille de valeurs plus que triple au total de celui qui correspondrait à leur nombre, alors qu'à l'inverse les ouvriers ne possèdent qu'un portefeuille pas même égal à la moitié de leur « poids » démographique. 2) DES COMPORTEMENTS D'EM-

PLOI DE L'EPARGNE CARACTERIS-TIQUES DU GROUPE SOCIO-PRO-FESSIONNEL : davantage de bons chez les anciens paysans, d'actions et d'obligations chez les ex-patrons, de livrets de caisse d'épargne chez les ouvriers, les employés et les cadres moyens

Comment ont évolué ces inégalités

les causes essentielles de la situation? La réponse à la première question reste, pour l'instant, incertaine.

Apparemment, la structure des patrimoines des salariés et des inactifs n'a guère varié entre 1966 et 1972 (la comparaison n'étant pas possible pour les travailleurs indépendants, puisque seule la dernière enquête a pris en compte leur situation). La marge d'incertitude actuelle sur les avoirs des Français est cependant telle qu'elle dépasse (pour les raisons déjà dites) l'ampleur des variations enregistrées. Aussi n'est-il pas certain que les changements constatés en six ans traduisent beaucoup plus qu'une différence de sensibilité de l'appareil enregistreur.

Sous cette réserve, on peut noter que, au cours des dernières années, la disparité globale entre niveaux de patrimoine a peu changé. La part de l'immo-bilier dans le total a légèrement diminué

56 % au lieu de 61 %), le prix des logements ayant monté moins vite pendant la période considérée que les revenus des Français. En revanche, la part des liquidités (comptes bancaires, C.C.P. livrets d'épargne) a progressé (28 % du total au lieu de 19 % six ans plus tôt) au détriment - en moyenne du portefeuille de titres ou de bons.

L'effort commerciai fait par les banques pour élargir leur clientèle a donc été payant, notamment auprès des jeunes et des petits salariés : en six ans. la proportion des Français de moins de vingt-cinq ans ayant un compte bancaire est passé de 9 % à 74 %, celle des ouvriers, de 15 à 64 %, celle des employés, de 20 à 70 %. C'est probablement une conséquence du fait que le seuil des paiements à régler par chèque a été moins relevé que les salaires touchés par les Français : un plus grand nombre d'entre eux ont ouvert un compte pour encalsser leur rémunération.

Le rôle de l'héritage

Quant aux causes des disparités et de l'évolution constatées, il convient pour l'instant de demeurer assez prudent à leur sujet. Les travaux économétriques entrepris depuis quelques années métitent d'être approfondis avant de tirer une conclusion définitive. Mais, dès à présent, il apparaît que les facteurs d'explication les plus im-portants tiennent à ce que l'INSEE appelle l'« acquis familial» : héritages. dons, acquis financier ou culturel

L'importance de la profession (revenus et facilités qu'elle procure) n'est pas non plus négligeable, mais, au vu des chiffres, nettement moins grande que la cause précédente. Enfin, les aléas de l'évolution économique générale, sans être tenus pour nuis, paraissent ne jouer, dans l'ensemble, qu'un rôle assez

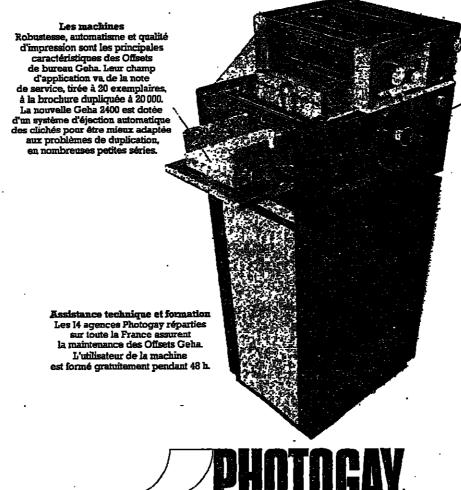
Il conviendra, à l'avenir, de préciser ces données et, à mesure que grandira la flabilité des chiffres obtenus (notamment par élimination des « trous » actuels dans la connaissance du patrices dernières années? Et peut-on, à moine des Français), de les chiffrer

Pour être acceptée par la nation, une politique des revenus ou des patrimoines, quelle qu'elle soit, doit reposer sur une connaissance peu contestée des ressources des citovens.

GILBERT MATHIEU.

M. Gilles LEVEILLE-NIZEROLLE. après avoir assuré la présidence de BOSTIK FRANCE, puis la Direction générale des Sociétés BOSTIK du sud-ouest européen, rejoint la Société Prossel International, en qualité de partenaire associé Prossei interna-tional déjà connu comme spécia-liste de la recherche des cadres supérieurs, étend, sous l'impu-sion de son Président-Directeur Général et Fondateur, Yves TRU-CHOT, le champ de son activité à tous les problèmes relatifs à la gestion des ressources





pour réaliser dans l'ordre logique es les opérations indispe à l'impression Offset.

Les périphériques Photogay-Offset c'est au gamme complète de clicheurs permettent de réaliser soi-même clichés produisant des imprimé de grande cualité

Offset de bureau: voyez un spécialiste

Photogay - B.P. 10 - 69120 Lyon/Vaulx-en-Velin Tél.: (78) 84-45-81

Maker et Poste) qui Vous que vous souhaite

NORD-PAS-DE-CALAIS

Un poulailler qui remet en question la politique avicole

A France va-t-elle instituer une limitation de la taille des ateliers de production agricole hors sol, autrement dit des porcheries et des poulatilers? Lors de la pre-mière phase de la conférence annuelle agrícole, le 13 mai, M. Christian Bonnet, ministre de l'agriculture, a retenu une proposition des professionnels qui sera soumise le 17 juin au premier ministre. Il s'agirait de limiter le nombre des porcs à l'engraissement à mille huit cents bêtes ou le nombre des truies reproductrices à cent vingt. Les poulaillers ne devraient pas contenir plus de trente mille poules pondeuses. Les élevages de jeunes bovins ne devraient pas produire plus de cent cinquante à deux cents taurillons ou cinq cents à six cents veaux par an.

Pour justifier ces propositions, qui seraient mises en application grâce à un contrôle de l'octroi du permis de construire et à la limitation des aides publiques, les professionnels font remarquer que le développement de la taille de ces ateliers de production implique un recours de plus en plus large au salariat et pose de difficiles problèmes pour la telitement des efficients. Avec afin d'assurer également le traitement des effluents. Aussi, afin d'assurer également

une maitrise de l'offre dans les secteurs avicole et porcin, souhaitent-ils que ce type de production soit réservé aux exploitants familiaux pour lesquels ces spéculations constituent un complément de revenu.

Ce problème n'est pas seulement théorique. Il s'est révélé avec le projet de création d'un poulailler de quatre cent cin-quante mille pondeuses, à Hondschoote, dans le Nord. Face aux vives réactions des professionnels, les pouvoirs publics s'efforcent de freiner le projet.

U ras même de la frontière qui serpente invisible au A milieu d'un paysage uniformément plat, vert, ponctué de maisons en briques, ridé par des rangs de peupliers, vollà le « couvoir de l'Etoile ». D'un côté de la route étroite qui mène en Belgique, trois ou quatre hangars alignés, longs et gris, sur des dalles de béton, où sont couvés les œufs et élevés les pous-sins. De l'autre, une malson cossue, flanquée de bâtiments plus fonctionnels : d'une part, les bureaux, de l'autre, les locaux de conditionnement et les garages. Derrière une aire goudronnée où stationnent des camions aux marques de l'entreprise.

Le tout dégage un petit air de déconfiture : volets tirés, arbres mal talliés, sacs et papiers qui trainent. Le « couvoir de l'Etoile » a été mis en règlement judiciaire en décembre 1974. Les poussins et poulettes se sont mal vendus, les aliments étaient trop chers, le « trou » financier dépassait 10 millions de francs. C'est une société de gérance libre qui fait fonctionner l'entreprise.

Apparemment, c'est l'histoire de la banqueroute malheureuse d'une famille : les Bollengière. Pourtant, c'est presque une affaire d'Etat qui se développe autour d'Hondschoote : le secré-taire d'Etat à l'agriculture, M. Pierre Méhaignerie, s'est rendu sur place, M. Christian Bonnet, le ministre, a été prié d'intervenir. M. Jean Tiberi, secrétaire d'Etat aux industries alimentrires, doit également faire le déplacement et le préfet a tenu le premier ministre informé. Quelques milliers d'aviculteurs du Nord, mais aussi de Bretagne et de Belgique, sont venus mani-fester, le 14 avril, sur la grand-place, entre l'hôtel de ville et la cathédrale, deux monuments de pur style gothique flamand.

Pourquoi cette effervescence? La société, dont le capital appartient à la famille Bollengière, a passé un concordat avec ses créanciers : les dettes pourront être apurées en dix ans. Toutefois, le « couvoir de l'Etoile » ne possède pas d'actif immobilier. Tous les bâtiments appartiement en propre à la famille, qui les loue à la société et qui n'a pas l'intention de « remettre des billes > dans l'affaire. Il fallait donc trouver un partenaire. Jacques Boilengière a pensé à la firme angiaise de Newark, East-wood Ltd. Le groupe britannique a tenté plusieurs fois de s'implanter sur le continent, notamment en Belgique. Sans résultat. C'est pour lui une bonne occasion, tout en faisant une belle affaire financière : Eastwood reprendrait à sa charge le règlement du concordat, mais deviendrait actionnaire majoritaire des couvoirs. Par un simple jeu d'écriture, l'opération ne coûterait finalement rien à la firme britannique.

Il y a cependant une difficulté : Eastwood ne s'intéresse pas particulièrement aux poussins et aux poulettes de ponte produits par le « couvoir de l'Etoile ». Sa spécialité, ce sont les œufs. Pour convaincre la société britannique, il fallait donc reconvertir les installations. Et surtout leur donner une taille internationale.

Jacques Bollengière a donc déposé un permis de construire pour sept ateliers de ponte d'une surface totale supérieure à I 000 mètres carrés, sur un terrain de 5 hectares jouxtant la frontière. L'ensemble pourrait abriter 450 000 pondeuses. C'est énorme. Le permis est accordé. L'enquête de commodo et incommodo ne relève rien d'anormal. L'administration départementale ne voit pas d'inconvénient à la réalisation du projet. L'objecțif régional est l'emploi : la création de ces poulaillers devrait permettre d'occuper soixante personnes à plein temps. Le maire d'Hondschoote y trouve des avantages : il y a sur la commune une centaine de pavillons neufs inhabités, ce serait une occasion de les remplir, sans parier des rentrées fiscales que cela assurerait à la commune. En outre, rien ne s'oppose à ce qu'une firme française soit renflouée par des capitaux britanniques. Jacques Bollengière pense donc que c'est la fin de ses difficultés.

Restent les aviculteurs. Curieusement, ils ne sont au courant de rien, alors que le projet est engagé depuis plus de quatre mois. Ni le permis de construire ni l'enquête sur les nuisances n'ont éveillé leur attention. Les services agricoles du département n'ont pas cru bon d'alerter les syndicats. C'est le préfet qui « a parlé » le premier au président de la fédération départementale

La nouvelle fait l'effet d'une bombe. Dans les milieux paysans du Nord d'abord, dans les organisations avicoles nationales ensuite. Pour les exploitants Eastwood est l'archétype du monstre exterminateur de la paysannerie familiale. Le gigantesque poulailler que cette société possède en Grande-Bretagne fonctionne comme une usine : les aliments y sont fabriqués avec des céréales canadiennes et du soja américain (210 000 tonnes par an); les poules, claustrées dans de longs hangars, pondent 750 millions d'œufs et déjectent 180 000 tonnes de lisier, dont la moitié est déshydratée pour mettre en valeur les protéines - matières azotées — qui seront réincorporées dans des aliments pour animaux et l'autre destinée à faire de l'humus ; les poules réformées sont transformées en pâtée pour chiens ou chats. L'ensemble est soumis à des normes sanitaires très strictes, pour ne pas être ravagé par les épizooties.

« Aller jusqu'au bout »

Que se passerait-il si un géant analogue était implanté à Hondschoote? Les agriculteurs font deux remarques prélimi-

● La récupération du lisier n'est pas possible en France. D'une part, il est interdit d'incorporer des fientes déshydratées aux aliments du bétail. D'autre part, le fumier de poule n'est pas utilisable sur les champs de pomme de terre — une produc-tion importante du Nord, — car il leur donne mauvais goût.

• Ensuite, les responsables syndicaux estiment qu'une telle

affaire déséquilibrerait gravement le marché de l'œuf. Après deux années de marasme, qui ont provoqué la faillite de nom-breux éleveurs, le marché se redresse depuis quelques mois, les cours atteignant un niveau relativement satisfaisant. Toutefois, l'équilibre entre l'offre et la demande reste précaire : la France, avec une production de 12 milliards d'œufs, est légèrement excédentaire (4 %). Il lui faut donc exporter. Les besoins globaux de la C.E.E. se trouvent satisfaits.

L'instaliation d'un poulailler géant à Hondschoote risquerait de bouleverser cette situation.

Avec les 450 000 pondeuses prévues dans la première tranche des opérations, il assurerait le tiers de la production du département et le cinquieme de celle de la région. A son stade final — trois millions de pondenses, — le poulailler devrait écouler ses produits dans toute la France et dans les autres pays membres de la C.E.E. Le projet met donc en cause toute

l'économie avicole de la Communauté. C'est la raison de la réaction particulièrement vive des producteurs, qui craignent d'être écrasés par ce concurrent. Quatrième région productive de France, le Nord ne compte actuellement que 2 600 000 poules en claustration. Le plus grand élevage français de ce type est installé actuellement en Bretagne avec 70 000 pondenses

Les plus modèrés parmi les responsables agricoles sont prêts à considérer que le projet aura des « retombées » économiques intéressantes pour la région. Toutefois, il leur est impossible de tenir ouvertement ce langage, car le syndicalisme avicole est divisé : en simplifiant, les « modernistes » de la C.F.A. (Confédération française de l'agriculture) et les traditionalistes du C.N.A.D.A. (Comité central d'association et de défense des agriculteurs). Tactiquement, la C.F.A. est contrainte d'adopter une attitude intransigeante pour ne pas être débordée par le

Les agriculteurs flamands, dont l'entétement et l'obstination sont legendaires, sont prêts « à aller jusqu'au bout ». C'est-à-dire empêcher la construction des poulaillers. Actuellement, le terrain de 5 hectares en bordure de la frontière belge a été labouré et ensemencé de lin. Certains pensent que c'est une manœuvre : au moment de la moisson, alors que tous les hommes seront occupés dans les champs, les travaux de construction commen-

A l'Etolle, Jacques Bollengière, Flamand, grand, blond, lourd, qui nous reçoit quelques minutes sur un pas de porte, assure que rien n'est fait. « Les gens parlent, affabulent. Je ne démens pas. Je vous dirai toute la vérité quand ce sera fini. J'ai déposé le permis de construire pour intéresser les Anglais à mon affaire, de telle façon qu'ils prennent en charge le concordat... Mais rien n'est conclu... Si les agriculteurs manifestent pour empêcher l'affaire de se réaliser, ils refuseront de signer, car ils ont les autorisations pour faire le même chez eux... Le projet ne porte que sur quatre cent mille pondeuses. C'est une unité viable... Les aliments ne viendront pas de l'étranger, ils seront fabriqués dans la région... Il n'est pas question d'installer trois millions de poulettes... Dites bien que ce projet, qui représente 10 millions d'investissements, est important pour la région. »

Pour lui, l'intervention des Britanniques est surtout l'occasion de se tirer d'un mauvais pas. Il admet que, s'il avait « 1 milliard ancien à investir, ce ne serait pas dans les œuis... ».

En attendant « toute la rérité », l'affaire devra se trancher au niveau politique. Un choix douloureux : faut-il, au nom de l'exploitation familiale, empêcher la création d'un poulailler géant par une société capitaliste? Est-il raisonnable de bloquer, sous la pression des exploitants, un projet qui aura vraisemblablement un effet d'entraînement pour l'économie régionale? Une solution ménageant la chèvre et le chou est-elle possible? Pour l'heure, les pouvoirs publics ont choisi la politique de l'autruche : le comité des investissements étrangers aurait ajourné sine die l'examen du dossier ; le comité départemental d'hyglène du Nord — qui devrait se prononcer le 21 avril — aussi. Et le ministère de l'agriculture fait étudier discrètement la possibilité de barrer l'affaire en appliquant la législation sur les cumuls.

ALAIN GIRAUDO.

Ecco vous propose des intérimaires Pas des bouche-trous.



En juin 1975, une grande usine de Fos-sur-Mer crée d'urgence une cellule administrative.

Le Directeur des Achats a besoin dans la journée du 7 de deux magasiniers, de deux comptables, d'une sténo-dactylo bilingue et de deux secrétaires facturières.

Le problème est posé à Monsieur Bonifacino, Directeur de l'Agence Ecco de Fos-sur-Mer. Comme nos 150 agents en France, il connaît parfaitement les entreprises de sa région.

Dans la journée, il fournit les sept intérimaires demandés.

Très vite, tous donnent satisfaction. Par leurs qualités professionnelles, et aussi parce qu'ils ont su se faire adopter par tous les services. Cinq d'entre eux sont engagés définitivement.

Ecco met à votre disposition du personnel intérimaire parfaitement adapté à votre entreprise. Ainsi, il est immédiatement opérationnel.

Des professionnels aussi qualifiés que ceux qu'ils remplacent. A Paris: 704.60.98, à Lyon: (78) 52.65.18.

* *** ******** gradinal state of the in the reserve - NA 10 mg - 1 1 Mgg ・ カーノデザガギキ 1. 人名西马姆马格尔基 444

a Posciini

an 50% \$165 4.5 4 miles 8.4.1 - 1 - Friday

्रा ५ सम्बद्धाः स्टब्रिक

and the last of

فاحزب والمراج

A STATE OF STREET STATE OF アンダー大統領人の東京 The section of the section of 多点性 医皮肤性畸形

to the second second

inge officelar 🙌 تناه ها هنين د چاپوسان Carta & Malariti 🍇 😘 テル・2上は、おとがらなり。10年。1988年 - 1

la Hort b

e mattie de la constant de la secteur de la constant de la constan

s sculement théorique. Il s'est riva con d'un poulailler de quatre cent de l'impoulailler de pouvoirs publis

Commentanté. C'est la raison de la commentanté. C'est la raison de la commentante des producteurs, qui craignent de commentante quatrième région productive de productive de la commentante del commentante del commentante del commentante del commentante de la commentante de la commentante del commentant

Breing avec 70 000 pondeuses.

Rectagns avec 70 000 pondeuses.

project and des a retombées » économique de la project par le syndicalisme article es impossible suitable de la cracio del cracio de la cracio de la

ther first and the Britain space of the state of the stat the president des contrataciones pour l'économie recontra le tion ménageant la chèvre et le chou est-elle possesse tre, les pouvoirs publics ent choisi la politique de centte des inventionments Grangers aurait n'ouve me à men de dossier : le comité départemental d'ayant me qui dossier : le processes le 21 avril - aussi fi le pries de l'agriculture fait étudier discrètement la partie mirer l'affaire en appliquent-la législation sur le mil

ALAIN GIRAUM

érmaires.

une stande tuble de Fos-sur-Mer Kuls administrative

Achela a besula dans la journée ers, de deux comptables, d'une et de deux secrétaires facturières nosta Monsieur Bonifacino. Ecus de Fus sur Mer.

is cartinaise, il connaît parfaitement

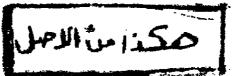
Il four et les sopt intérimaires

in consistaction. Par leurs qualités saluance qu'ils ont su se faire

distributivement.

de personnel intérimaire B mureprise. Letzibarel 7

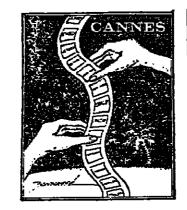
es are ceux 11**305 (78) 52.**65.18.



ARTS ET SPECTACLES

- - - LE MONDE — 18 mai 1976 — Page 27

Fertivals



D'Oshima à Pasolini

née, au Martinez, la télévision italienne enregistrait une émission consacrée à Nagisha Oshima et à l'équipe japonaise de « l'Empire des sens ». On ne parlait plus que de ce film. Il avait ouvert, samedi. la Quin-zaine des réalisateurs et, devant l'affluence, il avait falla donner une séance supplémentaire, à l'heure où les habitués, en tenue de soirée, du palais du Festival célébraient Viscontil D'autres séances allajent avoir lieu, dimanche et lundi. Beaucoup de bruit, brusquement. On voyait, en France, Oshima (« la Cérémonie ». « la Pendaison ») comme un cinéaste aux préoccupations politiques et sociales, et il a tenté une nouvelle investigation de la sexualité.

• «L'Empire des sens » est, en effet, l'histoire d'une serveuse d'auberge et de son patron, dévenu son amant liés par une dévorante passion sexuelle, et qui exécutent ensemble, dans des chambres aux cloisons mobiles à peine entr'ouvertes sur la vie réelle, une sorte de corrida sans cesse recommencée jusqu'à la mise à mort (acceptée par lui), avec mutilation. de l'homme par la femme.

C'est inspiré d'un fait divers qui provoqua une vive émotion au Japon, en 1936, mais Oshima n'en a nas tiré une représentation historique. Il a mis en scène avec une impressionnante rigueur géométrique (aucune de ces images glacees ne suscite le voyeurisme, ce serait plutôt un spectacle funebre) les fantasmes qui conduisent le couple à la transgression et à la destruc tion. Référence française déjà donnée ici : la littérature éroration d'Oshima : « L'espace choisi est bien celui de l'amour et de la mort et, pour moi. recouvre le Japon tout entier. Si, an départ, Sada et Kichizo semblent n'étre que des libertins, ils s'acheminent néanmoins vers une forme de sanctification, et j'espère que tout le monde le

• Forte impression dans le sens souhaité par l'auteur. Mais, de toute façon, les polémiques ne manqueront pas, comme chaque fois qu'un film recouvre d'ambitions artistiques le domaine de la sexualité aujourd'hui largement piétiné par les Sous-productions pornographi-

Producteur français d'Oshima (qu'il révéla grâce à son circuit de distribution), Anatole Dauman pense que l'aboutissement des efforts esthétiques du cinéaste japonais est de nature à prendre en défant les législateurs. «L'Empire des sens» n'a pas encore été « classé » par la commission de contrôle pour l'exploitation en France. Il va être un cas aussi embarrassant que « Salo », de Pasolini, dont la sortie est annoncée pour mercredi, enfin, mais dans une seule salle (« le Monde » daté 16-17 mai)...

6 Vu, dans in section Les yeux fertiles, un film allemand (R.F.A.) de Peter Stein et Botho Stanss : « les Estivants ». Exercice (réussi) de style tché-khovien sur une pièce de Gorki. Au début du siècle, en Russie, des bourgeois trainent leur ennii de vivre à la campagne en sachant qu'ils n'ont pas d'avenir. Mise en scène et interprétation théâtrale efficaces dans des décors naturels reflétant la fin d'une société.

JACQUES SICLIER.

La section régionale Languedoc-Roussilion de l'A.J.T. (Action pour le jeune théatre) a décidé, en accord avec le Centre dramatique national Tréteaux du Midi, de ne pas participer au Festival de Carcassonne. dont le budget - entièrement convert par la municipalité et le C.D.N. ne permet pas d'assurer les conditions d'un travaît professionnel. L'A.J.T. et le C.D.N. out décidé de tont mettre en œuvre pour obtenir le financement d'un festival de

Le dernier film de Visconti

(Suite de la première page.)

A la symphonie en or, rouge et noir, du salon aristocratique, succédalent dans des décors d'un raffinement extrême des symphonies en rose, en blanc, en ocre, en gris. De lents travellings nous falsaient découvrir les mille détails d'un amaublement suranné, des opalines, des torchères, des poufs capitonnés, des reliures précieuses, das cheminées baroques. Les villas campagnardes rivalisaient d'élégance avec les palais urbains. Les robes de Laura Antoneill étaient ravissanies. Il y avait des fleurs à profusion. La lumière était sublime...

Mais le film ? Mais Visconti ? Le film, hélas ! racontait une méchante histoire de mari coureur, de femme étourdiment infidèle, d'enfant adullerin, de jalousie forcenée, de haine, de crime et de suicide. Nous avions encore présents à la mémoire les adieux au monde du prince Salina, l'apocalypse des Damnés, et vollà nous lombions dans le plus atroca des mélodrames mondains.

Ce mélodrame, pourtant, Visconti l'a choisi. Parlant de d'Annunzio (qui tut un bon poète, mais un médiocre romancier et un détestable moraliste), écrivait : «L'erreur de beaucoup de gens est de contondre d'Annunzio et le « dannunzienisme ». D'Annunzio est une torge, une pépinière d'histoires pour le cinéma. Il concevait la vie de façon moderne. Dès son plus leune age il voulut faire sensation. Il était érotique au plus haut point. qui raconte non seulement la désagrégation d'une famille, mais également celle d'une certaine société et

Ainsi Visconti s'efforçait-il de reller son film à l'ensemble de son œuvre. Mais c'était se paver de mots. Il a eu beau, en effet, modifier la fin du livre et gommer le caractère nietzschéen du principal personnage, Il est resté pour l'essentiel prisonnier (et prisonnier volontaire) d'un récit dont il faut blen dire que la sottise et les outrances n'ont guère plus de significations psychologiques, sociologiques ou morales qu'une pièce de Porto-Riche ou un tableau de Bonnat.

Mieux vaut donc oublier le sujet de l'innocent, et ne retenir de cette étrange complicité entre l'auteur, de l'Enlant de volupté et le réalisateur du Guépard que l'occasion qu'elle a offerte à Visconti de réaliser une de ses plus somptueuses reconstitutions d'époque. Sur ce plan-là, du moins, nous sommes comblés. L'Innocent apothéose d'un dé Les trois autres films présentés au

cours du week-end retenaient l'attention à des titres divers.

Un soieli de Genèse se lève sur la Gritte et la Dent, de François Bel et Gérard Vienne (les auteurs du Territoire des autres). Dans la savane

et la forêt, les animaux sauvages Leur amours et leurs jeux, leurs appels, leurs caresses et, comme un leitmotiv qui rythme tout le film, leur quête d'une nourriture indispensable à la survie du cian. Les festins sangiante des grande carnassiere. Jes curées nocturnes autour du cadavre d'un zèbre ou d'un buffle, occuper une place importante (presque exces sive) dans le récit. C'est que, pa sa rigueur, son réalisme intransigeau son absence de commentaire (auque supplée une remarquable partition sonore de Michel Fano), ce film refuse aussi bien les compleisances des documentaires anthropo morphiques que le lyrisme des syn phonies visuelles. It he yeut s'attacher qu'à la réalité animale recherchée, retrouvée dans sa dignité et son innocence absolue. Et si ce mélange de cruauté et de tendresse. de coexistence paisible et d'affreuse tueries, de joie de vivre et de lentes agonies, nous inquiète et nous met mal à l'aise, c'est peut-être qu'il nous rappelle l'existence d'un ordre universel dont nous avons perdu le

Jean Rouch nous est revenu avec Babatu, les trois conseils, film nigé rien inspiré par le souvenir des combats légendaires que livrèrent, au milieu du siècle dernier, dans l'anclen pays Gurunsi, des leunes gens avides de gloire et de rapines. Tourné suivant les techniques du cinéma direct, le récit prend la forme d'une chanson de geste un peu cafouilleuse, mais délicieusement humoristique, qui accorde autant de place aux palabres qu'aux cavalcades, et qui, par sa bonne humeur et la sagesse de sa « morale », nous rend proche et amicale la mentalité africaine.

C'est un film attachant, grave et discret, que nous a envoyé Hongrie. L'héroine de Où étes-vous madame Dery ? est une comédienne du dix-neuvième slècle (elle a réellement existé) que le retour d'un mari, dont elle était depuis longtemps séparée, et certains événements de sa vie professionnelle incitent à réfléchir sur son mélier, sur l'avenir, sur la vieillesse, sur la fidélité qu'on se doit à sol-même...

'Le film est fait de fongues conver sations qui se déroulent le plus souvent presque à voix basse, dans la nénombre. La caméra s'arrête aur les visages comme al elle voulait enregistrer d'indicibles secrets. Les problèmes de Mme Dery (qu'incarne Maria Torocsiki n'ont rien de bier passionnant. Et pourtant, de ces scènes statiques, un charme naît, un envoûtement. Fugitivement, on pense à Tchékhov. S'il évite les pièges de l'esthétisme, Gyula Maar est certaine ment un réalisateur d'avenir.

JEAN DE BARONCELLI.

En bref

Théâtre

«La Mort blanche»

pagnie Jacques Voyet sont des ersonnages dont les silhouettes fluides, les visages graciles d'une beauté exotique très « glamour », suggèrent la décadence raffinée des civilisations mythiques. Elles racontent dans la Mort blanche les amours vampiriques d'une ieune fille et d'un

Elles évoluent, ondulantes, dans un océan noir - monde de silence, silence que soutigne mains tendres des manipulateurs qui enserrent délicatement, dangereusement jeurs cous. Elles ont des yeux brillants, chargés d'attente, des regards qui traduisent la paipitation des corps invisibles, immatériels. Escieves tyranniques, elles imposent les dimensions de leur univers et climat languissant. Les poupées et les hommes, unis par un érotisme pervers, d'une cruauté suave, échangent leurs désirs, leurs volontés.

Ce qui se passe entre une marionnette et son manipulateur frôle toujours le mystère, l'interdit. Ici. tout concourt à alourdir ce mystère, à le parer d'une préciosité vénéneuse, presque suffocante, mais irritante, parce qu'elle s'arrête à la grâce aquatique des mouvements lents. L'extrême cérébralité nie l'angoisse, la souffrance, le plaisir même. (ci. nous sommes entrainés vers la fascination morbide de l'esthétisme pur. La Mort blanche tend un miroir parfait où ne se reflète que l'absence. - C. G.

★ Théâtre d'Orsay, 20 h. 30.

Variétés

Programme fourre-tout, plus

Le rire à Bobino

hybride en apparenca que celul placé un peu pompeusement par Bobino sous le signe de la « nouvelle vegue du rire ». Seule Guyette Lyr - qui a falt son apparition il y a trois ans à la Vieille-Grille, et que l'on revoit ici trop brièvement - mérite vralment l'épithète avec un étonnant tempérament comique fait de gags visuels, de bavardage et de mutieme, soutenu par un remarquable sens du rythme, de l'enchaînement, et qui trouve son originalité dans une belle manière de partir dans le burlesque, l'irréalité, la foile, d'ins-

taller, par petites touches, une

émotion, un climat drôle et

poétique. Le reste du programme comprend plus simplement quelques numéros plaisants, comme celui de Michel Leeb (une bonne imitation de Jerry Lewis et de Jean Gabin), de Georges Deux, qui peut trouver sa propre vole comme imitaleur. et du ventriloque André Astor. Participent aussi à l'affiche Douby (plutôt exécrable). Jean Hébrard et les Michou Folles dont on ne voit pas très bien l'Intérêt artistique. On est bien loin ici des superbes numéros de travestis imitant en play-back les vedettes du show-business et supportés par le bagout,

l'esprit bateleur de Jean-Marie

Rivière. — C. F. ★ Bobino, 20 h. 30.

Rock

ERIC BURDON A L'OLYMPIA

Les réapparirions périodiques d'Eric Burdon consciquent de petits événements cant il est vrai que les chemins emprus tés par le chanteur depuis les Animal sont chaoriques, rumulmeux. En douze ans, Burdon a traverse de multiples expériences, des ivresses, des réves, a faix diverses recherches musicales et des pau ses, des retraites aussi.

Le dernier passage d'Eric Burdon l'Olympia, il y a quelques années, avait éte marqué par la tension et la violence de War, le groupe de Noirs américains avec qui il s'était associé après avoir forme et dissons de nombreuses formations. Samedi, les quatre musiciens (deux guitares, un orgue et les drams) cons-tituant le nouvel ensemble n'ensient que de simples accompagnateurs qui, laisses seuls, distillaient assez vite de l'ennui. Fort heureusement. Burdon souversinement tranquille, décontracté s'approchair du micro, possit sa voix très soul, chaleureuse et magnifiquement ample, plaintive et exacerbée, se donnair, comme tonjours, dans des blues qui apparaissaient tous alors comme au-tant de chel-d'oravres uniques, l'art vocal arreint depuis quelques années par Eric Burdon étant sussi incomparable que sa science du micro, que son feeling naturel et la densité physique qu'il parvient à donner à chaque chans

En ce sens, le spectacle de l'Olympia, samedi dernier, était un régal. Bien qu'Eric Burdon soit apparu un pen trop calme, trop posé, trop seul aussi, sem-ble-r-il. Signalons la très personnelle, la très belle version offerre par Burdon de One more cup of coifee, de Dylan. CLAUDE FLÉOUTER.

Concert/

Berio dirige l'Orchestre national laquelle le compositeur domine

A entendre au même concert -vendredi dernier, salle Pleyel — deux œuvres aussi différentes qu'Epiianie et le Concerto pour deux pianos, on a peine à croire que Luciano Berio puisse être l'auteur de l'une et de l'autre tant les esthétiques qu'elles proposent sont divergentes. Epifanie (achevée en 1963) se présente comme un cycle de trois prèces pour orchestre, auxquelles sont incorporés dans un ordre libre des morceaux avec voix sur des textes de Proust, Machado,

Joyce, Sanguinetti, Claude Simon et Brecht. La partition, d'une écriture complexe et dense sans étre jamais épaisse, abonde en détails d'un intérêt toujours re-nouvelé sans nuire à l'unité de l'ensemble, tandis que les rapports entre la voix et l'orchestre, de plus metieni pas d'oublier le caractère dramatique, voire désespéré, de l'ouvrage. Mais, avec une inter-prète aussi fidèle que Cathy Berberian, pourrait-il en être autre-

Dans le Concerto, au contraire la partie de piano, tenue avec brio et vivacité par Katia et Marielle Labèque, prolonge beaucoup plus sourent la pâte orchestrale qu'elle ne cherche à s'y opposer; les trémolos, les trilles et les bat-teries se répondent ou se superteries se repondent du se super-posent avec juste ce qu'il jaut de trails en ligne brisée pour que l'attention ne se relâche pas tout à jait : on sent là une réelle habileté à tirer le maximum d'un principe fondamental simple. Composé dix ans après Epifanie c'est sur ce point seulement que le Concerto pourrait marquer un progrès : pourlant, l'aisance avec

Sculpture

MORT DE JEAN CHAUVIN

Nous apprenons la mort, le

15 mai, du sculpteur Jean Chauvin II était âgé de quatrevingt-sept ans.

On sait peu de chose des débuts de ce sculpteur solitaire et marginal, né avant le siècle à Rochefort - sur - Mer, en 1829, et cui tut dans em domaine un des qui fut dans son domaine un des premiers représentants de l'abstraction. Il exposa très peu c'est seulement aurès Deuxième Guerre mondiale qu'on a pu se faire une idét d'ensemble de son œuvre, lors d'une exposi-tion à la galerie Maeght. Une œuvre marquée par le cubisme dont l'artiste a toujours gardé les exigences de rigueur géométri-ques, un sens de la mesure, une sévérité aussi, mais souvent transgressée. Chaque sculpture de Chauvin est un mélange de froid et de chaud. Des volumes lisses polis, parfaitement finis et sou vent symétriques, se dégage toute une symbolique sexuelle, toujours soulignée d'ailleurs par les titres des ceutres.

bois et du marbre, soucieux de perjection dans le déploiement des formes, avait exposé à la biennale de Venise en 1962. Les Cahiers d'Art de Christian Zervos lui avaient consacré une importante monographie en 1960. Plus récemment, la galerie Villand et Galannis avait présenté ses œuvres. Le Musée d'art moderne doit lui rendre hommage à la jin

Cet artisan incomparable du

Culture

LA FÊTE DE PARIS DU P.C.

Les arrondissements sous le pavillon de Baltard

La Fête de Paris du P.C.F., qui s'est déroulée samedi et dimanche à La Villette, a réuni, selon les responsables, cinquante mille

Sous les trois heclares de charpentes métalliques du pavillon de Baltard, chaque arrondissement présentait un stand où se métajent sandwichs, plats froids, buvettes, étaloges de vêtements, d'objets d'artisanat, poteries; avec ses feux et ses slogans politiques, ses témoignages et ses évocations des problèmes et de la vie des quartiers. Un imbroglio vivant et désordonné, animé par des groupes de chanteurs, de danseurs, de musiciens et de saltimbanques à un bout; par des shows de vedeties — Ferré, Stéphan Reggiani, Francis Lemarque, Oullapayun, Nicoletta, Francesca Solleville, Mouloudji à l'autre, sur la grande scène centrale, dominée par des grandes tolles de Miro, de Pignon, de Matta, d'Adami, de Kijno... Les petils aussi avaient leur espace avec un cirque, des marionneites, une grande fresque à peindre. Au théâtre, on annonçait un Brecht peu connu.

Ni l'affluence, ni l'atmosphère ne rappelaient — en cette première Fête de Puris — la Fête de l'a Huma ». Ce n'était pas le propos. Mais cette initiative prise dès le lendemain du XXII congrès, par la Fédération de Paris du P.C.F., n'a peut-être pas suscité tous les concours attendus.

Les spectacles se succèdent sans interruption sur la scène du Théâtre Présent. On a juste le temps de sortir dans la lu-mière, dans les bruits en charpie, et déjà on revient. Il fait beau dehors. Francis Lemarque chante plus loin, mais on revient, la salle est pleine.

Jean Bouchaud et Danièle Girard vont jeter pêle-mêle leur bric et broc, leur humour pince sans rire. Ils installent leurs panneaux de velours noir pendant que se termine le débat du Théâ-tre de la Planchette, qui vient de

son propos finit par ressembler à de l'indifférence, de sorte qu'on apprécie beaucoup plus la réussite

individuelle de la partition qu'on n'est touché par son contenu, au

demeurant un peu mince. Si l'on veut pourtant donner une justification à cette évolution

inquiétante, on la trouvera dans une simplification appréciable du

travail de l'orchestre : le Concerto ne pose guère de problèmes de mise en place tandis qu'Epifanie aurait nécessité le double de répé-

titions et peut-être un chef plus

efficace que le compositeur. Ce concert de l'Orchestre national de

France s'ouvrait avec Calmo,

brève page pour roix et treize instruments, écrite il y a deux ans

à la mémotre de Bruno Maderna, GÉRARD CONDÉ.

présenter Salomé et l'Autruche. L'autruche est un professeur plutôt compréhensif, compatissant, sans plus. Salomé est une élève. on ne la voit pas. On voit sa mère qui proteste, pleure, expli-que : elle ne veut pas que sa fille passe dans la classe dépotoir des enfants de la zone.

Avant Salome et l'Autruche, Avron- et Evrard, avec leurs masques, tracent des portraits bien rodés, ceux d'une humanité satisfaite, prisonnière de vocabulaires fonctionnels, sans âme : clochards, conférenciers, et ce titi d'Asnières qui essaie en vain, avec des bribes de mots approxi-matifs, de raconter ce qu'il res-

Le jeune Brecht

L'après-midi a commencé avec les élèves de Marcel Bluwal au Conservatoire. Ils jouent une pièce de Brecht inconnue en France — la première peut-étre, — le Coup de juet. « Le jeune — le Coup de filet. « Le jeune Brecht, grogne un spectateur, aucun intérêt. du surréalisme taré... » Il a du être surpris. Le coup de filet décrit, dans un langage très littéraire, une tranche de vie sordide chez de pauvres pêcheurs. Les acteurs ont distribué un avis : ils n'ont pas réalisé un spectacle, ils veulent seulement communiquer quelques aspects de leurs études. Ils sont modestes. Leur manière de démodestes. Leur manière de dé-truire le naturalisme par un jeu sec et net, leur manière de tenir compte de ce que deviendra Brecht pour braquer une lumière critique sur des relents d'idéa-lisme, de culpabilité chrétienne, c'est du très beau travail. — C.G.

loterie nationale

Mercredi 19 mai à 19 h. à L'EMPIRE

41, avenue de Wagram, Paris

TIRAGE DE LA

TRANCHE DES LILAS

Gros lot 2 MILLIONS

et 1er tirage du



GALA

avec

Jean DEHIX et ses marionnettes

Claude BOLLING et son show biz-band

DANIEL **GUICHARD**

Invitations gratuites à retirer à l'Empire 9

3 dernières Mardi 18 - Mercredi 19 Jeudi 20 mai à 21 h.

Le Misanthrope ou Regards sur la folie au siècle de Louis XIV

lise en scène de J.-P. Dougnac Brigitte Fossey, Jean-Marc Bory, C. Berge, F. Berset, M. Loran, A. Marcon, A. Bonneval, H. Saint, A. Ducios, J. Bellay.

> Théâtre de la Porte Saint-Martin «MAYFLOWER»

15 dernières

de la saison

PALAIS des CONGRÈS

Saile Bleue 2 DERNIÈRES ce soir et demain à 21 h. **MANITAS**

DE PLATA ET SES GITANS c Tout Manitas de Plata est là. Super-star il est resté cent pour cent Gitan, et le pèlerinage annuel aux Saintes-Baries lui importe

» Une vie prodigieuse que celle de ce petit Gitan qui devint ce génie de la musique que nous gente de la musique que noue connaissons. » Remo Forlani, R.T.L., jeadi 6 mai 1976. Location de 12 h. 30 à 19 heure et par téléphone : 758-22-63.

dux Thermes de Cluny >
(entrée bd Saint-Michel)
leudis 20 et 27 mai, à 20 h. 30
Laurence BOULAY, clavecin Jean MOUILLERE, violon Œuvres de BACH, HAENDEL, LECLAIR, COUPERIN Places: 20 P. - Ráduct.: 15 F. Loc. Musée: 633-53-69.

(Publicité)

THEATRE DE DIX-HEURES

15 dernières à 20 h. 15 de Jean-Paul SEVRES dans ALORS,

TU FAIS L'ARTISTE

« En toute liberté, le bull-

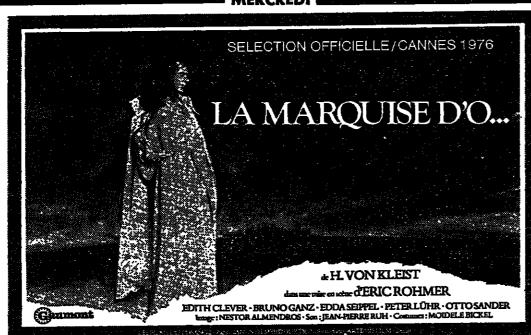
dozer de la contestation. > B. MABILLE.

Places 15 F - Lecation MON. 88-35

UGC MARBEUF - STUDIO MEDICIS - ST-LAZARE PASQUIER - BILBOQUET



MERCREDI -



VOTRE TABLE CE SOIR

	 -
LA COTRIADE 233-57-06	est le nom de la bouillabaisse bretonne. 18 F. Spéc. poss. et grill.
5, rue de la Lune, 2º. P. samdim.	Muscadet et Gros-Plant nantais dans un cadre de bistrot de pêcheurs.
BOFINGER 272-87-82	Dél., dinera, soupers. La plus ancienne et la plus belle Brasserie de
5, rue de la Bastille, 4°. F./dim.	Paris. Parking facile sur la place.
LE MALOUF 272-33-46 9, rue de la Bastille, 4º. Tl.jrs	Spéc. tunisiennes : méchoul 21, couscous 14, paells 18, brochettes 18, vins pays, dans un cadre élégant, confortable. Salons 6 à 40 couverts.
CHEZ MAURICE F./mer. 3, r. du Fg-St-Denis, 10°. 770-31-39.	FERME JUSQU'AU 15 SEPTEMBRE. Depuis 45 ans de Père en Fila. Gratin de langouste, homard à l'américaine, loup au fenouil flambé, rouget grillé, bouillabaisse 28 F. Afoil à la provençale. Banc d'Huitres du Maître Ecailler Jean Minot. Son muscadet et son Rosé de Prov.
LE CLOS DU MOULIN TLirs	M. DELRIEU reprend la tête du « Clos du Moulin ». Ruitres, Crustarés,
34 bis, r. des Pisutes, 14°. 539-31-31	Poissons, Gibiers, Vanaison. MENU spécial samedi et dimanche.

MERCREDI U.G.C. NORMANDIE/HELDER/U.G.C. ODEON/BRETAGNE Après "Il était une fois à Hollywood!" FRED ASTAIRE GENE KELLY DANS HOLLYWOOD... HOLLYWOOD Commentaire écrit par LEONARD GERSHE Musique additionnelle arrangée et dirigée par NELSON RIDDLE Nouvelles séquences réalisées par GENE KELLY Produit par SAUL CHAPLIN et DANIEL MELNICK METROCOLOR 👲 distribue par cinema international corporation 🕱

périphérie : VERSAILLES CYRANO / PORT-NOGENT ARTEL VILLENEUVE St GEORGES ARTEL/ENGHIEN FRANÇAIS/SARCELLES FLANADES

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées Opéra, 19 h. 30 : Nana (ballet). Comédie-Française, 20 h. 30 : la Nuit

Les autres salles

Biothéaire, 20 h. 30 : les Berceuses d'orage.
Comédie Canmardin, 21 h. 10 : Boeing-Boelog.
Gaité-Bontparnasse, 21 h. : Ne riez jamais d'une femme qui tombe.
Buchette, 20 n. 45 : la Cantatrice chauve; la Leçon.
Journées de Saint-Germain-des-Prés, parvis de l'église, 20 h. : Comme à la Foire de Saint-Germain-des-Prés; église, 21 h. : le Jugement de Don Juan.
Madeleine, 20 n. 30 : Peau de vache.

d'un fou Maison du Portugal, 26 h. : Guillver's

Les théâtres de banlieue Malakoff, Théâtre 71, 21 b. : Mé-moires secrets.

l.es cafés-théâtres

Au Bec fin, 21 h.: Nadine Mons;
22 h.: Hommes et Femmes; 24 h.:
Electric Chair.

Elancs-Manteaux, 20 h. 15 : Gruwmann; 21 h.: les Jeannes; 22 h. 15:
Bea Tristan et Pascal Auberson.

Café d'Edgar, 1, 20 h. 45 : Cha-cha
Cha-oink; 22 h. 30 : Offen Flash
Back. — II, 22 h. 15 : Prissons sur
le secteur.

Coupe-Chou. 20 h. 30 : Je n'imagine
pas ma vie demain: 21 h. 30 :
Não-Cid; 22 h. 30 : Jazz Show.

Le Fanai, 20 h. 30 : l'Orchestre;
22 h. 15 : Lady Module.

Petit Casino, 21 h. 30 : Montella.

Splendid, 21 h. 30 : le Pot de terre
contre le Pot de vin.

Le music-hall

Elysée-Moutmartre, 20 h. 45 : Histoire d'Osée. Olympia, 21 h. 30 : Michel Pugain et le Big Bazar.

de Plata.

Chapelle de la manufacture des Gobelins, 17 h.: R. Jacobs, hauteconire, et W. Christle, clavecin (musique italienne du dixseptième siècle).

ODEON 18 H 30 du 18 au 30 mai SURENA

pour 12 représentations exceptionnelles ·

Les salles municipales Nouveau Carté, 20 n Cirque à l'ancienne; 21 h.: Grand Ballet Zi h.: Grands Ballets d'Afrique noire.

Biothéâtre, 20 h. 30 : les Berceuses

Madeleine, 20 n. 30 : Pean de vache. Maison du Poète, 22 h. : le Journal

Malson du Fortugal, 26 h.: Guillver's Comeback.

Nouveautés. 21 h.: les Deux Vierges.
Plaisance, 20 h. 30 : l'Approche.
Poche-Montparasse, 20 h. 45 : les
Moutous de la nuit.
Théâtre Campague-Fremière, 20 h. 30 :
le Rictus de la haine; 22 h. 15 :
l'Orchestre.
Théâtre d'Edgar, 18 h.: la Chose.
Théâtre d'Edgar, 18 h.: la Chose.
Théâtre du Manitout. 20 h. 30 :
Arlequin poil par l'amour.

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : Et au bout du tunnel. y a le Deux-Aues, 21 h. : Serre-vis compris ! Dix-Heures, 22 h. : Valy, François, Georges et les autres.

Palais des congrès, 20 h. 45 : Manitas

Saint-laste-rasquier, 6 '158-153-153.

AVEC LE SANG DES AUTRES, film français de B Muel : La Cief, 5 '(337-90-90)

LES MAGICIENS, film français de C Chabro! : Marivaux, 2 '(742-53-90), Studio Galanda 5 '(333-72-71), Balzac, 8 '(359-52-70), Paramount-Gaité, 13 '(326-99-34), Paramount-Mailbot, 17 '(758-24-24), Images, 18 '(522-47-94), Paramount-Mailbot, 17 '(758-24-24), Images, 18 '(522-47-94), Paramount-Mailbot, 17 '(758-24-24), Images, 18 '(325-92-45), LE G A C Y, film américain de R. Arthur (v.o): Action-Christine, 6 '(325-85-78), VINCENT MIT L'ANE DANS UN PRE, film français de P Zucca: Artequia, 6 '(548-62-25), U. G. C. Marbeul, 8 '(225-47-19), Paramount-Opèra, 9 '(773-34-37), L'ENLEVEMENT, film américain (v.o.): Publicis St-Germain, 6 '(222-72-80), Publicis Champs-Elysèes, 8 '(720-76-22), (v.f.): Paramount-Opèra, 9 '(773-34-37), U. G. C.-Gobelina, 13 '(331-05-19), Paramount-Maillot, 17 '(758-24-24), Moulin-Bouge, 18 '(608-34-25) DRACULA ET SES FEMMES VAMPIRES, film américain de D Curtis (*) (v.o.): Balzac, 8 '(359-53-70), Jean-Cocteau, 5 '(033-47-62); (v.f.) Max-Inder, 9 '(770-40-04), Paramount-Opèra, 9 '(073-34-37), Paramount-Mootmartre, 18 '(506-34-25) A partir du la :

LE SIXIEME CONTINENT, film LE SIXIEME CONTINENT, film

A partir du 14 ;

LE SIXIEME CONTINENT, film américain de K. Connor (v.o) ;

Er mitage. 8° (359-15-71);

(v.l.) Res. 2° (236-83-93). U G C.-Gobelius, 13° (331-06-19). Magic - Convention, 15° (828-42-27), Miramar, 14° (328-41-02), Mistral. 14° (539-52-43).

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES > 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34 (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 17 mai

Pour tous renseignements concernant

l'ensemble des programmes ou des salles

Eglise des Blancs-Manteaux, 20 h. 20 : F. Chapelet, orgue (Araujo, Ca-bezon, de Heredia, Eruna, Caba-nilles, Bach).

Théatre de la Plaine, 20 h. 30 : Cl. Bernard, violon; G. Besnard, violoncelle; B. Cazaunan, coutre-basse; C. Eling-Bourgue, piano; D. Binder, alto (Martinu, Brahms, Rossini, Schubert). Théàtre Essaion, 20 h. 30 : Trio Ravei (Bolekdleu, Mendelssohn, Schumann).

Ravei (Bole Schumann). Théatre 13, 20 h. 43 ; B. Castel-Oki.
Rawitz, plano (Bach. Brahms, Pavillon de Paris, 20 h. ; David
Czerny, Chopin, Bartok).

Bowie.

Théatre de la Cité universitaire, 21 h. : la Chorale de la Cité uni-versitaire et la Chorale Arc-en-Ciel du Raincy (C. Orff : Carmina Ru-mat Burana).

Vidéo

Vidéostone, de 13 h. 30 à 1 h. 30 ; Festival d'Orange 75. Jass et bob

Théatre Mouffetard, 20 h. 30 : Utaru

cinémas

La cinémathèque

Centre culturel du Marais (278-66-65) : ts L j. à 20 h. 30 et 22 h. 30.

Les exclusivités

ADIEU MA JOLIE (A, v.o): U.G.C.Octon. 6° (325-71-08); Bisrritz, 8°
(723-69-23); v f. Gaumont-Richelieu, 2° (233-55-10). Montparnasse
83, 6° (544-14-27); Les Nation, 12°
(343-04-67), U.G.C.-Gobelius, 13°
(331-06-19); Murat, 16° (283-99-75);
Gaumont-Sud, 16° (331-51-16);
Cleby-Pathé, 18° (522-37-41).
UALPAGUEUR (Fr.): Rez, 2° (23683-93); Bretagne, 6° (222-57-97);
Normandie, 8° (359-41-18); Liberté,
12° (343-01-59); Royal-Passy, 16°
(527-41-16); Secrétin, 19° (20671-33).

71-33).

L'ANNES SAINTE (Fr.): Berlitz, 2° (742-80-33); Cluny-Palace, 5° (033-07-76); Ambassade, 8° (359-19-08); Gaumont - Sud. 14° (331-51-16); Montparnasse-Pathé, 14° (326-65-13); Cambronne, 15° (734-42-96); Victor-Hugo, 16° (727-49-75); Wepler, 18° (387-50-70); Gaumont-Gambetta, 20° (797-02-74)

Gambetta, 20° (797-02-74)
A NOUS LES PETITES ANGLAISES
(Ft.): Montparmasse 83, 6° (54414-27); Marignan, 8° (359-92-82);
Prançais, 9° (770-33-88); Fauvette,
13° (331-56-86); Liberté, 12° (34301-59).

LES FILMS HOUVEAUX

MEAN STREETS, film américain de M. Scorseze (r.o.): Studio Médicia, 5° (633-25-97). Billo-quet. 6° (222-87-23), U.G.C.-Marbeuf, 8° (225-47-19); (v.f.): Saint-Lazare-Pasquier, 8° (387-33-43). 35-43).

AVEC LE SANG DES AUTRES, film français de B Muel : La

APOCALYPSE 2824 (A. v.o.): Quinteste, 5° (033-35-40); Elysées-Liuroin, 8° (359-38-14), v.i.; Manéville, 9° (770-72-86); Fauvette, 13° (331-56-86); Clichy-Pathé, 18° (522-37-41); L'ARGEN'T DE POCEE (Fr.): daint-Germain-Huchette, 5° (533-87-59); Concorde, 8° (359-92-84); Saint-Lazaro-Pasquier, 8° (337-35-43); Grumout-Sud, 14° (331-51-16); Montparnasse-Pathé, 14° (326-95-13); Murat, 16° (286-99-75); Calypso, 17° (734-10-88); Montréal-Club, 18° (607-16-21)
COMMENT YU BONG DEPLACA LES MONTAGNES (Fr.): Saint-Séverin, 5° (033-50-91); Saint-André-des-Arta, 6° (328-48-18); Studio Git-le-Zœur, 6° (328-48-18); Studio Git-le-Zœur, 6° (328-48-18); Studio Git-le-Zœur, 6° (328-48-18); Calumont Rive-Gauche, 6° (548-26-36), Cambronne, 15° (734-42-96). Clichy-Pathé, 18° (522-37-41).
LA DERNIERE FEMME (Fr.) (**); Cracondont Rive-Gauche, 6° (548-26-36), Cambronne, 15° (734-42-96). Clichy-Pathé, 18° (522-37-41).
LA DERNIERE FEMME (Fr.) (**); Cracondont Rive-Gauche, 6° (548-26-36), Cambronne, 15° (734-43-96). Clichy-Pathé, 18° (522-37-41).
LA DERNIERE FEMME (Fr.) (**); Calichy-Pathé, 18° (522-37-41).
Calichy-Pathé, 18° (522-37-41). Collade, 8° (339-29-46). Français, 9° (770-33-88); Montparnasse-Pathé, 14° (326-65-13), Gaumont-Convention, 15· (528-42-27), Caravelle, 18° (387-50-70). Gaumont-Gambetta. 20° (797-02-74).

F COMME FAIRBANKS (Fr.): Impérial, 2º (742-72-52). Studio da la Harpe, 5º (633-34-83). Hautefeuille, 6º (633-79-38). Elysées-Lincoin, 8º (359-36-14). Concorde, 8º (359-92-84). Montparnasse-Pathé, 10º (326-65-13). Caumont-Convention, 15º (828-42-27). Mayfair. 16º (528-27-66). Clichy-Pathé. 18º (522-37-41).

37-41.

LA FEMME DU DIMANCHS (IL.

V.O.): Cluny-Ecoles, 5º (633-20-12),
Normandie, 8º (359-41-18). — V.I.:
Miramar, 14º (228-41-02). Jusqu'an

13 mai. A partir du 14: Bienvente-Montparnasse, 15º (544-25-02).

LES FLEURS DU MIEL (Fr.):
14-Juillet, 11º (337-90-81). Cincobs
Saint-Germain, 6º (633-10-82). Calyrso. 17º (754-10-68).

LA FLUTE ENGHANTEE (Suéd.

V.O.): Vendôme. 2º (073-97-53).

HISTOIRE D'UN PECHE (Pol., V.O.):
(*): Saint-Germain Village, 5º (633-87-58).

L'HOMME QUI VOULUT ETRE ROI
(A. V.O.): U.G.C. Odéon, 6º (325-71-08). Elysées-Cinema, 5º (534-25-02). Puzq. 20: U.G.C. Gobelina,
13º (331-68-19)(jusqu'au 13). Bienvende - Montparnasse, 15º (534-25-02). Plaza, 8º (073-74-55).

JAMAIS PLUS TOUJOURS (Fr.):
U.G.C. -Marbeuf. 6º (225-47-19).
JONATE AN LIVINGSTON LE
GOBLAND (A., V.O.): Luxembourg.
6º (633-97-77); Elysées-Point-Show, 8º (225-67-29)

LE JUGE ET L'ASSASSIN (Fr.):
Capri. 2º (568-11-69); Studio Alpha, 5º (033-39-47); Balzac, 8º (358-52-70): Persmount - Montparnasse, 15º (326-22-17).

L'HONNEUR PERDU DE KATEARINA BLUM (All, V.O.): Hautereuille, 6º (633-79-33); Luxembourg.
6º (633-97-77); Elysées-Point-Show, 8º (225-67-29); V.P.: Saint-LazarePasquier. 8º (387-35-43): 14-Juillet, 11º (137-80-81).

LUMIERE (Fr.): Bousparte, 6º (32612-12): Olympic, 14º (783-67-42).

MAMMA-ROMA (It., V.O.) Le Maraia, 4º (278-47-86), à partir de 16 h. 30, 4º (278-47-86). A partir de 16 h. 30, 4º (278-47-86). Cinoche Saint-German. 8º (633-10-82)

NOU'S NOU'S SOMMIS TANT AIMES
(11. v.O.) Quartier Latin. 5º (333-34-42).

LA MEILLEURE FACON DE MARBCHER (Fr.): Guintette, 5º (133-69-90): GaumontMadeleine, 8º (272-58-3); Studio Rivoli. 4º (272-58-3); Studio Parasse, 6º (225

du 13 au 21 mai 2 spectacles marionnettes

Jacques Voyet présentés par le Théâtre de l'Evénement 20 h 30

LA MORT BLANCHE mise en scène Jean Robin et Jacques Yeyel 22 h UNE MESSE POUR BARBE-BLEUE

à partir du 17 mai

PETITE SALLE **Chryssothémis** de Yannis Ritsos avec Catherine Sellers mise en scène Pierre Tabard

tous les sairs 20 h 30 sauf dimanche THEATRE D'ORSAY 7, quai Anatole-France - tél. 548.65.96 location théâtre - agences - Tuileries

SPECTAC

22 22 2 THE SERVICE OF

-100 A

CONTRACTOR OF THE PROPERTY OF できる知恵 登 **後年** RR市**機制** ではできません(第一次 1 - RT CE - でくき、でくま

1995年 - 121年 新海田県 1年 1997年 - 1975年 - 1987年 - 東京 1997年 - 1997年 - 1987年 - 1987

856 aventages réunis à Paris

Soundia 19. - 19. - - 19. - 19. 中国企业的企业。第5章 医25g

> in d No. de resta 多点的 1980年 1982 第二章

SPECTACLES

des programmes ou des salles POUSSE-POUSSE (Cam.): Jean Renoir. 9° (874-40-75).

LA PRIME (Soy, v.o.): La Clef, 5°
(337-90-90).

POLICE PYTHON 357 (Fr.): ClunyPalace, 5° (033-07-76); Martguan,
5° (358-92-82); Tempilers, 4° (27294-56): Conge-V, 8° (225-41-46);
Caméo, 9° (770-20-89); Mazévile,
9° (770-72-89); Gaumont-Sud, 14°
(331-51-16); Montparnasse - Pathó,
14° (226-65-12); Murra, 16° (228-9975); Clichy-Pathé, 13° (522-37-41).

LE SECRET DE LA VIE (Ang., v.o.)

LE SPARPPLUIES DE CHERBOURG
(**): Noctambules, 5° (033-42-34).

LE PARPPLUIES DE CHERBOURG
(**): Noctambules, 5° (033-42-34). PROMISE UNDOMATIONS SPECTACLES, material supres groupées) et 727.42.34 (3.14 neures à 21 heures, paut se dimanches et jours fériés) Ezndi 17 mai

Thestre de la Cité unirme. 21 h.: la Chorele de la Cité versitaire et la Chorele la Cité du Raincy (C. Off!

Jasz et pop Théatre Mouffetard, 23 & 30 ... Oki. Pavillon de Paris, 20 h ... Bowie.

enémas

O Bestard,

h h 20 1 Stio

COMME FAIRBANES (Pt.):
portal, 2º (742-72-52) studie,
Barpe, 5º (052-34-33). Harge
6º (633-73-23). Elysée-Luce
(359-36-14), Concorde, P.
62-64). Montparessas-Pala.
(228-65-15). Commost-Conc.
15º (828-42-27). Martian B.
27-65). Guent-Parka B.
27-61).

A FEMME DU DIMANO. Service Company of the Company of th A PENME DU DIMANCE LA FEMME DU DIMANER

VAD): Cleary-Erces, 5 (255-415-4)

Normandie, 8 (255-415-4)

Miramar, 14 (256-41-4) kr

13 mai. A partir 50 ii 1

14 Mailler, 17 (357-531) c

Salat-Germin, 6 (52-34)

LA FLUTE ENCHANTE 5

VAD): Ventum 1 (37-34)

LA FLUTE ENCHANTE 5

VAD): Ventum 1 (37-34)

(**) Salat-German (37-34)

LE PUEE ET L'Assession Capital Capital

LEONNELR PERM GER

54-65; E. 35-11: V.7 37-62; G.

(173-58-07) 04-671 (585-63-42)

LES FLUS MINTENIX BAN STREET, The emericals of M. Romand (F.) 1937 Single state of Control of C

1P (S7.5-1)
LOWIERE (F. B. 17.7)
MANNA - ROWA
4 (178-47-0)
LA MEILLEURE (A. 2.2)
CHER (F. B. 4.2)
MR.HARL A. B. 4.2
EFTEATABLE MEC TO STATE OF TALES thin: français do S Musi: LA-Clet; in (201-46-20) in macrocrapid, thin français do G Charles; Marienus, P 1742 Clette; Senito Culturio, p. 1010-12-14; Believ Culturio, MENTS PATER SET OF THE PARTY OF LES ŒUTS BEST HILLS

LES ŒUFS EDOURLES

EAUT 3°

MANUELLES

EAUTH 1°

L'OEDINATION DUS PONT

FUNFRIES

L'OEDINATION DUS PONT

EVENFRIES

L'OEDINATION DUS PONT

EVENFRIES

L'OEDINATION DUS PONT

EVENFRIES

L'OEDINATION DUS PONT

L'OEDINATION DUS PONT Tourist St. Company of the Company of the Poster of the Company of LE PRINT WAS STORY Paraged and 1517-35-3 AE PONT DE SINGE 1746-73-3 15401; Marie Marie Marie 154-25: 22-3

> du 15 cu 21 mai 2 speciacles maricanettes ĆΞ Jacques Voyet presentes par la Théatre de l'Eveneme LA MOST BLANCHE nsi il stri Michel Jean Robin at Jerisal UNE MESSE POUR EARSES

COPACA BAIGN BAIGN COLUMN COLU

à paris de la rei PETITE SALE Chryssothénis de Yannis Rinsos avec Catherine Selfe Pierre Tabard 1011 = 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 1010 | 10

THE THE DOES The state of the s location the day

(31:51-16): Montparnasse - Pathó, 14° (328-55-13): Murra, 16° (228-55-13): Murra, 16° (228-95-13): Clichy-Pathé, 13° (522-37-41). LE SECRET DE LA VIE (Ang., v.o.) (°): Noctambules, 5° (033-42-34). LE SOUPCON (1t., v.o.: 14-Juillet, 11° (377-00.81) 11° (357-90-81). A SPIRALE (Fr.): Quintette, 5°

(133-35-40).

LA SURPRISE DU CRIEF (Fr.):
Gaumont-Lumière, 3º (770-81-64);
Marignan, 8º (359-92-82);
Gaumont-Convention, 15º (828-42-27);
Les Nation, 12º (333-04-57).
(HE ROCKY PICTURE SHOW (A., 4.0.) (°): Luxembourg, 6º (833-97-77);
EIFJEES-POINT-Show, 8º (225-57-29).

A TERRE DE LA GRANDE PRO-MESSE (Pol., V.O.): Styx, 5° (633-

LA TERRE DE LA GRANDE PROMESSE (POL. V.O.): Styl. 5° (63308-40).

TOUT. TOUT DE SUITE. (A., v.O.):
Action Christine, 6° (325-85-78).

TUEUR D'ELITTE (A.) (v.D.): Peramount-Elyaéea, 8° (359-49-34);
vf.: Paramount-Opéra, 9° (07334-37), Capri, 2° (508-11-68).

UNE BIBLE ET UN FUSII. (A.) v.O.:
Danton, 6° (326-08-18), Napoléon
17° (230-41-61); vf. rex. 2° (23683-93). Miramar, 14° (326-41-02),
Mistral, 14° (539-52-43), Secrétan
19° (206-71-33).

UNE FEMME SOUS INFLUENCE (A.)
v.O.: Quintette, 5° (033-35-40),
Saint - Germain - Studio, 5° (03342-72), Gaumont-Champe-Elyséea,
8° (259-04-67); vf.: Montparnasse 83, 6° (544-14-27), GaumontOpéra, 9° (073-95-48)

VERS UN DESTIN INSOLITE SUR
LES FLOTS BLEUS DE L'ETE (it.)
(") v.O.: U.G.C. Odéon, 6° (32671-08), Blarritz, 8° (723-59-22). Cinémonde-Opéra, 9° (770-01-90), MagicConvention, 15° (328-20-64).

VOL AU-DESSUS D'UN NID DE
COUCOU IA.) (*) **O.: Bool'Mich',
5° (933-48-29), Paramount-Odéon, 6°
(325-59-83), Publicis-Champs-Elyséea, 8° (720-76-23), Paramount-Odéon, 6°
(325-59-83), Publicis-Champs-Elyséea, 8° (720-76-23), Paramount-Odéon, 6°
(732-34-37), Paramount-Opéra, 9°
(737-34-37), Paramount-Odéon, 6°
(738-24-24), Secrétan, 19° (20671-33)

LE VOYAGE DE NOCES (Fr.):
U.G.C. Odéon, 6° (725-71-68), Blart-

71-33) R VOYAGE DE NOCES (Fr.) : U.G.C.-Odéon, 6= (325-71-08), Blar-ritz, 8= (722-69-23).

Les grandes reprises

LES AMOURS D'UNE BLONDE (Tch., v.o.) : Studio de la Contres-carpe, 5° (325-78-37).

(Pr.) : Studio des Ursulines, 5° (033-39-19) : Mac-Mahon, 17° (380-

(033-39-19); Mac-Mahon, 17° (380-24-81).
QUAI DES ORFEVRES (Pr.): Actua-Champo, 5° (033-51-60).
LA TAVERNE DE LA JAMAIQUE (A., v o.): Le Marsis, 4° (278-47-86) à 14 h. 10 et 22 heures.
LES TEMPS MODERNES (A.): Champollion, 5° (033-81-60).
LES 39 MARCHES (A., v.o.): Studio Cujas, 5° (033-82-22).
THEOREME (It., v.o.) (°°): La Pacode, 7° (551-12-15).
VERA CRUZ (A., v.o.): Studio Bertrand, 7° (783-64-66) à 20 h. 30, gam. et dim. permanent

Les séances spéciales

Les séances spéciales

A CHEVAL SUB LE TIGRE (It, v.o.): Le Marais, 4 (278-47-86) à 16 h. et 20 h.

AMERICAN GRAPFITI (A. v.o.): Luxambourg, 6 (633-07-77) à 10 h., 12 h. et 24 h.

L'ASSASSIN MUSICIEN (Pr.): Le Seine, 5 (325-92-46) à 20 h. et 22 h 15.

L'AUTRE (A.) (**): Châtelet-Victoria, 1 ** (508-94-14) à 20 h. 40 et 22 h 15 (sam 24 h.)

CE GAMIN. LA (Pr.): Saint-Andrédes Arts, 6 (328-48-18) h. sp.

LES CHEMINS DE LA DROGUE (Pr.): Le Seine, 5 (325-92-46) à 12 h 23 h.

DELIVRANCE (A.) (**): La Clef, 5 (337-90-90) à 12 h et 24 h.

FOUS A DELIER (It., v.o.): Saint-Andrédes-Arts, 6 (328-48-18) L. st.

MAR. à 17 h. 15, 18 h. 35 et 22 h.

HAROLD ET MAUDE (A., v.o.): La Clef, 5 (337-90-90) à 12 h. et 24 h.

INDIA SONG (Pr.): Le Seine, 5 (325-92-46) à 12 h et 24 h.

NDIA SONG (Pr.): Le Seine, 5 (325-92-46) à 12 h. et 24 h.

NEDIA SONG (Pr.): Le Seine, 5 (325-92-46) à 12 h. et 24 h.

SEREMIAH JOHNSON (A., v.o.): La Clef, 5 (337-90-90) à 12 h. et 24 h.

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.): Luxembourg, 6 (633-97-77) à 10 h., 12 h. et 24 h.

SATYERICON (It., v.o.): Châtelet-Victoria, 1 = (508-94-14) à 14 h., 16 h 15 et 18 h. 30.

UNE FEMME MARIEE (Pr.): Saint-André-des-Arts, 6 (328-48-18) & 6 h. 15.

LE VOYAGE DES COMEDIENS (Gr., v.o.): Baint-André-des-Arts, 6 (326-48-18) & 6 h. 15.

U D. 15. LE VOYAGE DES COMEDIENS (Gr., V.O.) : Saint-André-des-Arts, 6: (326-48-18) V., S., D. à 12 h., 16 h. et 20 h.

M. LE TAC ET LA LOI SUR LA PUBLICITÉ DES BOISSONS ALCOOLIQUES

 M. Joël Le Tac, député U.D.R. de Paris, reproche à « certaines stations périphériques de radio » de diffuser, « à longueur de journée, de la publicité pour les alcools du cinquième groupe et pour les whiskies, malgré les interdictions jormelles édictées

par la loi ».

Dans une question écrite, fi demande au porte-parole du gou-vernement, chargé de l'informa-1) « S'il entre dans ses inten-

tions de rappeler à la SOFIRAD, holding d'État, les obligations que holding d'État, les obligations que lui impose la loi dans ce domaine.

2) a Si les représentants de l'Etat dans les conseils d'administration des sociétés de radio périphériques ont reçu des instructions particulières à ce sujet.

3) a Si le gouvernement entend metire un terme, en poursuivant systématiquement devant les triphyngur les outeurs des intractions.

bunaux les auteurs des infractions (La publicité des boissons alcoo-liques est régie par les dispositions du chapitre III, section 2, du code des débits de bolssons, qui se réfete à la classification de ces boissons en cinq groupes pour autoriser ou interdire la publicité selon certaines modalités ou sous toutes cest formes. C'est ainsi que la publicité est complètement interdite pour les boissons du cinquième groupe : apéritifs à base d'alcool, whisky, vodka, etc. Lorsque le délit est constaté, il appartient au parquet de poursuivre et aux tribunaux de prononcer à l'égard des auteurs les pelnes correctionnelles prévues par

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 17 MAI — Julia Kristeva s'exprime à la tribune libre de FR 3 à 19 h. 40.

MARDI 18 MAI — M. André Fosset, ministre de la qualité de la vie, parle de « La protection des eaux » au cours de R.M.C.-Choc, à 13 heures. — M. Gabriel Péronnet, secré-

taire d'Etat à la fonction publique et président du parti radical, est l'invité de Radio-Monte-Carlo à 18 h. 40.

— Le Centre Démocratie et Progrès s'exprime à la tribune libre de FR 3 à 19 h. 40.

CHAINE II : A2

22 h. 50, Journal.

INSTITUT

UNE NOUVELLE LISTE DE PRIX DE L'ACADÉMIE FRANCAISE

L'Académie française a poursuivi l'attribution de ses prix lit-téraires

● ANDRÉ-BARRE, Henri Coulet; • LOUIS-BARTHOU, Samivel; • ALICE - LOUIS - BARTHOU

Marthe de Fels;

DUMAREST, Chateaureynaud;
CHARLES-BLANC, Paul Ardouin

● CHARLES-BLANC, Paul Ardouin et Pierra Miquel;

● BORDIN, Bené Demoris;
● BROQUETTE-GONIN, Jean Bastaire, André Beauguitte, Solange Duflos, Serge Huet, notre collaborateur Olivier Merlin, Jean Monteaux, Louis Rey, Henry Bergasse, Jean Balcou, Raymond Oursel, Monique Pietre et Georges Roditi;
● CALMANN-LEVY, Jean Markale;
● CALMANN-LEVY, Jean Markale;
● CATENACCI, Michel Fleury, Alain Erlande-Brandenburg et Jean-Pierre Babelon;

Pierre Babelon;

• DURCHON - LOUVET, Gilbert Tanugi;
PAUL-FLAT, Jacques Brenner;
PAUL-FLAT, Jacques Brenner;

O DE JOUVENEL, Jean-Pierre Aumont, Victor Beyer, Pierre Boudot, Martial Chaulanges, Anna Hebert, Jean Hugo, Joseph Perard et Michel Serres;

• JULIEN DU BREUIL, Paul Gi-

esuer. **● LANGE**, Jacques Lacant:

LANGLOIS, Pland;
 LANGUE FRANÇAISE, Claude-

Ph. Bodinler, Jean Fanchetts et Umberto Campagnolo; TISSERAND, Bénigno Caceres, MAILLE - LATOUR - LANDRY, Frédéric Vitoux; • Mgr MARCEL, Enca Balmas et

acques Morel;

ALFRED-NEE, Yvan Gobry; SAINTOUR, Jean-Yves Do t Henri Benac;

• ANAIS-SEGALAS, Rose Fortas-

sier; ● J.-J.-WEISS. Michel Touchard

Un téléphone une secrétaire

Prix moyen mensuel: 200 F.

Une secrétaire qui vous rendra les mêmes services qu'une secré-taire particulière (notera les communications, prendra et annulera vos rendez-vous, réservera vos places de train et d'avion. etc.) mais qui vous coûtera dix fois moins cher.

Si vous avez besoin des services d'une secrétaire, si vous désirez que l'on puisse vous joindre à toute heure du jour, ou simple-I ment, si « vous attendez le téléphone », faltes appel à nos services, et...

...Appelez 604-16-10 ou documentation : STE NOUVELLE DE SERVICES, 24, RUE DE BILLANCOURT,

92100 BOULOGNE

NOM

..... Tél.: -----

Les femmes et le magister

Quels sont les obstacles que étroite de la création artistique ? Une femme architecte ou sculpteur, cinéaste ou écrivain, a-t-elle plus de mai à percer, à s'imposer, que son homologue mas-culin? Existe-1-il un mode d'expression spécifiquement féminin? Comment expliquer le petit nombre de temmes pelntres et compositeurs à une époque où le piano et l'aquarelle fai-salent partie de l'éducation des filles au même titre que la broderie? Cas questions, à mon avis, ou dépassées ou prématurées, ces questions-pièges, « Les visiteurs — les visiteuses plutôt – du dimanche », en débat-

taient sur FR3. ll y avait là Yannick Bellon, Claire Bretécher, Françoise Xénakis, d'autres encore. Il y avait egalement Eliane Victor, productrice de la série « Les femmes aussi », dont la présence faussalt, en l'élargissant, le débat. Et il y avait M. Cornelius Castoriadis, venu mettre, en sociologue, à l'instigation de Marie-Françoise Mascaro, un peu d'ordre dans tout cela.

A elles on demandait un témoignage, le récit d'une expé-rience; à lui de l'interpréter, d'en tirer une leçon, d'établir des distinctions. Et de nous raopeler, fort Inutilement - il en était l'exemple vivant, - la diftérence séculaire des rôles dé-volus à chacun et à chacune.

On croyalt voir la mère abbessa et ses ouallies la jour de la visite de l'archevêque : « Je voudrais, mademolselle Bretëchar, que vous racontiez comment vous vous êtes risquée dans le monde hostile et clos de la bande dessinée ? — Ben... En talsant des dessins et en les proposant aux directeurs de journaux. -- Et vous, mademolselle Xénakis, vous confessez prendre plaisir et même lierté aux soins du ménage. — Qu'estce que vous dites de cela, monseigneur? - li en disait ce que l'on doit en dire, et que Yannick Bellon disait aussi bien que lui. Il signalait ce qui sépare les beaux-arts des arts d'agrément. Et l'ouvrière de la bourgeoise. Et 1950 de 1975.

Très vite la discussion a dérapé, dévié. On a assimilé —

air connu — la créatrice à l'esthéticienne travalliant en milleu hospitalier, à l'intirmière dispensatrice de soins, soins du corps et soins de l'âme. On a évoqué la difficulté pour une temme astreinte à la double lournée d'affirmer et de développer, dans la bousculade des taches, l'originalité d'un talent. En oubliant pour finir, tant elle est véritablement artificielle. toute distinction de sexe, on e'est demandé combien de smicards avaient réussi à s'imposer sur le marché des lettres et des arts. A un moment, M. Castoriadis a suggéré que, en réclamant l'égalité, les temmes ris-qualent de perdre leur identité. Il n'a pas insisté. Il a eu raison. Ce n'était pas à lui de le faire. Et l'on s'étonnait de l'absence d'un des nombreux écrivains publiés par la Librairie des Femmes, qui se sont penchés sur cet épineux problème.

En refermant le bouton, on essavait d'imaginer. à la place de ces temmes, des Noirs, et à la place de cet homme, un

CLAUDE SARRAUTE.

LUNDI 17 MAI

CHAINE | : TF 1

20 h. 30 (R.), La caméra du lundi : « Niagara », de H. Hathaway (1953), avec M. Monroe, J. Cotten, J. Peters. C. Adams. Du côté des chutes du Niagara, une fille

suns scrupules monte une comédie pour se déberrasser de son mari par un erime par/ait. Un suspense bien construit et Mari-len Monroe en Jemme Jatale.

21 h. 55, Portrait : Les lieux de Mar-guerite Duras (deuxième partie). 22 h. 55, Jour-

20 h. 30. Jeu : La tête et les jambes ; 21 h. 55, Documentaire : Portrait de l'univers (La myco-logie), de J. Lallier et M. Tosello.

CHAINE III: FR 3 20 h. 30. Prestige du cinéma : « la Femme en bleu -, de M. Delville (1972), avec M. Piccoli, L. Massari, M. Aumont, S. Simon.

Un quadragénaire combié sacrifie son bonheur et sa vie à la recherche d'une jemme vêtue de bleu, tantôme qui lui est apparu dans la rue. Brillantes ambesques de mise en scène sur une histoire désenchantée. 22 h., Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h., Poésie; 20 h. 5, « Le Duc de Portiand », de Viniers de l'Isle-Adam, adaptation de S. Marville, réalisation 8. Horo-wicz; « Une voie de garage », de S. Grabinski, avec P. Deibon, M. Chevit, J. Toja; 21 h. 8, L'autre scone ou « les Vivants et les Dieux », par C. Metira et P. Nerno.

FRANCE-MUSIQUE

20 h., Concours International de guillare; 20 h. 30, En direct de l'église des Blancs-Manteaux : récital d'orgue F. Chapelet (musique portugalse et espagnole, œuvres de Bach); 22 h. 30, Dossiers musicaux, per M. Cadleu : Autour de Sylvano Bussottl; 24 h., La Clé : « 36 planos »; 1 h., Non écrites.

MARDI 18 MAI

CHAINE I : TF 1

De 12 h. 15 à 20 h., Programme ininterrompu, avec, à 13 h. 45, Restez donc avec nous.

20 h. 30, Varietés: Le grand dictionnaire de la chanson française.

A comme... Aznavour.

21 h. 25, Documentaire: Tziganes sans frontières (les Manouches): 22 h. 30, Emission littéraire: Pleine page, d'A. Bourin et P. Sipriot. Aves MM. Pierre Schoendoerijer (e le Crabe tambour »), Jean Mistler, de l'Académie française (e Bon Poids »), Jean d'Ormesson de l'Académie française (« Au revoir et merci», Jean-Louis Curtis (« l'Etape noble »), et Mme Suzanne Prou (« Miroir d'Edmée ».

23 h. 30, Journal.

CHAINE II: A2

De 14 h. 15 à 20 h., Programme ininterrompu, avec, à 17 h. 30. Fenêtre sur.

20 h. 20, D'accord, pas d'accord; 20 h. 40, Les dossiers de l'écran; Film: « Zeppelin», d'E. Pérfier (1970), avec M. York, E. Sommer.

En 1915, un jeuns iteutement écossais est emoyé en Allemagne — où vit une partie de sa jamille — pour s'emparer des plans du bellon dirigeable « Zeppelin». Fûm de guerre et d'espionnage bien enlevé, avec ejets spéciaux spectaculaires.

Vers 22 h., Débat : Les premiers monstres de l'air.

Aves le général Lissarrague (directeur du Musée de l'air), et MM. F. Barület (ancien patron du dirigeable « Méditerranés »), G. Noyère (ancien patro de dirigeable), Ch. Dollius (premier Français à avoir traversé l'Atlantique en dirigeable), M. Role (auteur de « l'Etrange Histoire des Zeppelius »). A. G. non Brandenvieu Zenoère. lins »), A.-G. von Brandenstein-Zeppelin, P. Balaskovic et J. Bouttes (chercheurs).

CHAINE III: FR3

20 h., Les jeux de 20 heures : ce soir à Nantes: 20 h. 30, westerns, films policiers, aventures: (R.) «le Trésor du pendu », de J. Sturges (1958) avec R. Taylor, R. Widmark.

Les démélés d'un bandit devenu shérif et de son ancien acoiyle qui veut lui faire avouer la cachetis du trésor qu'ils avaient volé ensemble. Un western au scénario psychologique.

21 h. 55, Journal. FRANCE-CULTURE 20 h., Poésie; 20 h. 45, Dialogues : Qu'est-ce que la sécurité? avec P. Virillo et D. Charvet; 21 h. 20, Musiques de notre temps, avec C. Shapira; 22 h. 35, La pelnture, et après, avec J. Kermarrec; 23 h., Poésie baroque trancaise.

FRANCE-MUSIQUE 18 h., En direct de l'Opéra de Paris : « Parsital » (Wagner), avec les chœurs et l'orchestre de l'Opéra ; direction Horst Stein, avec Nadine Denize, Theo Adams, J. Bastin, K. Moil ; présentation C. Chérezy ; 23 h. 30, France-Musique la nuit : Naissance des musiques eurasiennes, par J.-Cl. Eloy...

PRESSE

TROIS RÉSOLUTIONS A L'ASSEMBLÉE DE L'IPI

M. Olof Wahlgren, rédacteur en chef et directeur du Sydsvenska Dagbladet, de Malmö (Suède) a été éin président pour l'année 1976-1977 de l'Institut internatio-nal de la presse (IPI). La vingt-cinquième assemblée de l'IPI, réunie à Philadelphie, a adopté trois résolutions portant principalement sur les atteintes à la liberté de la

La première condamne notamment le gouvernement indien pour la difficulté d'obtenir une « information libre > dans ce pays, et critique l'expropriation de journaux par les gouvernements nigerian et péruvien. La deuxième préconise une

action plus étroite avec les organisations internationales concernées par les droits de l'homme, notamment Amnesty Internatio-nal et la Commission internationale des juristes. L'assemblée note avec satisfaction la libération de trente journalistes l'année der-nière, mais réclame la libération

de soixante-sept autres. La troisième, évoquant la confé-rence d'Helsinki, rappelle aux membres de l'IPI que les gouvernements concernés ne peuvent compter que sur l'expérience des rédacteurs en chef et propriétaires de journaux pour vérifier le degré d'application des déci-sions d'Helsinki.

Journée d'action des journalistes le vendredi 21 mai

L'Union nationale des syndi-cats de journalistes (S.N.J., C.F.D.T., C.G.T., F.O.) explique dans un communiqué les raisons de la journée nationale d'action des journalistes du 21 mai pro-chain.

« L'Union nationale des syndicals de journalistes (qui regroupe le S.N.J. autonome, la C.F.D.T., la C.G.T., F.O.) appelle tous les journalistes de toutes les jormes de presse (presse écrite, radio, télévision, agences), à faire grève vingt-quatre heures, le 21 mai. A cette occasion, ils organiseront à Paris un grand rassemblement à Paris un grand rassemblement où ils invitent le public à ventr discuter avec eux, de 14 heurs à 20 heures, à la Bourse du travail, 3, rue du Château-TEau. Des initiatives du même genre sont prévues pour le même jour dans d'autres villes.

» Pourquoi ce mouvement ? La situation réelle des journalistes est mal connue. Savez-vous que : > Sur les treize mille journalistes de France, un sur sept est au chômage (et touche d'ailleurs des allocations de chômage diminuées de 30 %);

» Alors qu'un Hersant peut dis-poser de 7 miliards d'anciens francs pour acheter le Figaro, le barème de début d'un journaliste varie de 1501 francs (hebdos ré- des citoyens. »

gionaux, à 2004 francs (quoti-diens parisiens) et les patrons re-fusent la revalorisation demandée

par les syndicats; » Dans certaines rédactions, des journalistes font régulièrement des semaines de cinquante à des semaines de cinquante à soizante heures de travail;

» En province, un rédacteur a détaché » seul en poste doit être disponible vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

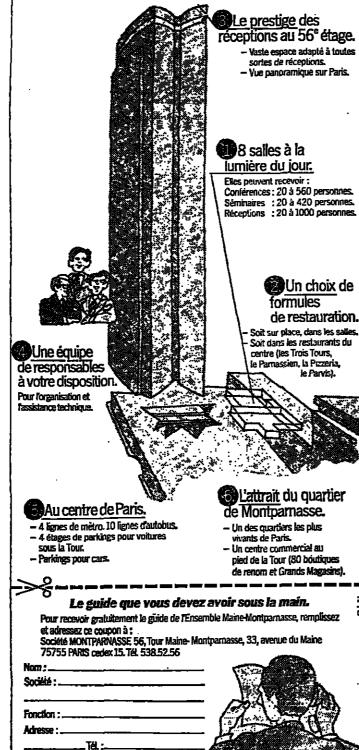
Le communiqué poursuit :

« Le patronat de la presse fait trainer la négociation de la

traîner la négociation de la convention collective depuis plus de cinq ans et refuse toute amés'oppose à la mise en place de commissions paritaires de l'emploi, pourtant acceptées par le CNPF. dans les autres branches. Il n'accepte pas qu'un journa-liste puisse refuser d'écrire des

» Les concentrations dans la presse, la mainmise de plus en plus lourde du pouvoir et des puissances d'argent, ont des conséquences néfastes non seuleconsequences neighbor sente-ment sur le sort des journalistes, mais aussi sur la liberté d'ex-pression, le pluralisme et le droit du public à l'information. » En luttant pour leurs reven-dications, les journalistes défen-des aussi des droits élémentaires

dent aussi des droits élémentaires



Réceptions, séminaires, congrès,

présentations à la Tour Montparnasse.

"Introuvables",

ces 6 avantages réunis à Paris!

OFFRES D'EMPLOI Offres d'emploi"Placards encadrés' minimum 15 lignes de hauteur DEMANDES D'EMPLOI CAPITAUX OU

PROPOSITIONS COMMERC.

La ligno La Figne T. 36,00 42,03 38,00 8,00 9,18

ANNONCES CLASSEES

matières plastiques?

de notre filiale française.

L'IMMOBILIER Achat-Vente-Location EXCLUSIVITES L'AGENDA DU MONDE

La ligne La tigne T.C. 30,35 37,36 26,00 32.00 25,00 29,19 (chaque mercredi et chaque vendredi)



emplois internationaux

emplois internationaux

engineering plastics

équipe dynamique de spécialistes en marketing (6 nationalités différentes) et à Evry, près de Paris se trouve le siège social

qui sera responsable sur le plan européen de la coordination

Il dirigera les opérations à partir d'Evry et sera membre de

Si vous êtes intéressés par des responsabilités à l'échelle européenne dans une société multinationale très dynamique et

General Electric Plastics BV

Pour ces deux postes, une bonne connaissance de la langue

desirez de plus amples informations, écrivez nous à:

General Electric Plastics B.V., Personnel Department

P.O.B. 117, Bergen op Zoom, Holland on téléphonez à Mme

de nos activités dans un secteur industriel particulier.

Cet homme, basé en Hollande, devra voyager à travers

développement pour la france

Avez-vous une expérience de la vente ou du marketing des

En Hollande, à notre siège européen, nous disposons d'une

Nous recherchons un coordinateur

du marketing européen

et un responsable du

notre équipe marketing européenne.

anglaise est indispensable.

Bouzom, Evry 077928

65,00

recherche pour société algérienne de travaux routiers, réalisant routes, autoroutes, aérodromes, grands travaux hydrauliques et aménagements de zones industrielles

ingénieurs

 Génie Civil spécialisé dans la conduite de gros chantiers de routes et terrassements Electromécanicien

entretien matériel travaux publics Calculateurs BA · Génie Civil et Béton, calcul BA, précontraint, connaissances génie civil (constructions métalliques, fondations, batiment, etc.) Exploitation de carrières

Méthodes et prix de revient
Etudes routières Une solide formation de base et une expérience professionnelle d'au moins 7 années, assureront à des candidats de valeur,

Il est offert :

• de bonnes conditions de séjour : - logement meublé,

une carrière très motivante.

sécurité sociale et retraite cadre

une rémunération élevée (nette d'impôt et transférable).

Les candidatures sont à adresser, sous référence correspondante, à EXPANSIAL, 6, rue Halévy, 75009 PARIS.

H+T BAU-COMPANY MBH

HERMANN STEINHAEUSER STRASSE 2A D-605 OFFENBACH AM MAIN recharchs pour son buresu à OFFENBACH :

1 INGÉNIEUR BATIMENT CONFIRMÉ

LE CANDIDAT, DE FORMATION A. et M. E.T.P. OU SIMILAIRE, DEVRA : avoir au moins 6 ans d'expérisnce de maitrise d'œuvre (Etudes et Réalisations), de préférence dans le construction, l'équipement et l'aména-gement d'ensembles immobiliers;

être pluridisciplinaire; - posséder un bon contact humain ; - faire preuve de dynamisme et d'autorité;

— avoir le sens des responsabilités. Il sera responsable d'un projet de construction de 2.000 logaments, devra être un bon coordinateur. Langue allemands parlée et écrita.

Avoir si possible expérience de l'Afrique du Nord. Langue anglaise souhaitée. BONNE REMUNERATION

I INGÉNIEUR CONFIRMÉ GRANDE ECOLE D'INGENIEUR, E.T.P., A. et M. OU SIMILAIRE.

Ayant une bonne connaissance technologique des matériaux de construction du bâtiment; maîtrice de la langue allemande (si possible technique) pariée, lue, écrite ;
 anglais souhaité ;

- expérience de l'Afrique du Nord appréciée. Envoyer curriculum vitte + lettre manuscrite à : H+T BAU COMPANY MEH

HREMANN STEINHAEUSER STRASSE 2A OFFENBACH AM MAIN.

ENTREPRISE RAZEL FRERES recherche pour sa

FILIALE ALGÉRIENNE

LE DIRECTEUR

D'UN IMPORTANT PARC DE MATÉRIEL

Le lieu de travail se situerait à Alger

ELLE EXIGE: - formation supérieure,

expérience,

- sérieuses références.

ELLE OFFRE:

- stabilité d'emploi,

salaire interessant.

logement àssuré,

 adhésion aux organismes sociaux français (caisse des cadres, chômage assurances etc...)

Envoyer C.V. à ENTREPRISE RAZEL FRÈRES Christ de Saclay B.P. 109 91403 ORSAY Cadax

CONSTRUCTEUR MACHINES-OUTILS recherche pour CHICAGO

le DIRECTEUR do sa filiale U.S.A. indispensable :

-- formation type Ingenieur;
-- expérience vente de biens d'équip et gestion centre de profit; -- bonne commansance de l'anglais.

Berire avec C.V. & PROFEL S.A. B.P. 165, 78004 VERSAULISS.

ATOM recrute INGENIEUR T.P.
Expérience génie civil,
adduction d'eau, route
INGENIEUR T.P. Tuyautorie, charpente. périence exigée 10 ans. Anglais indispensable. e chantier 2 a. Moyen-Orio rue du Faub. Poissonnié Paris 9 - 874-71-30

réf. 2114

ref. 2115

réf. 2123

réf. 2129

réf. 2130

réf. 2131

La Division Travaux Extérieurs d'un important fabricant de câbles téléphoniques longues distances recherche pour la MOXEN-ORIENT et l'AFRIQUE NOIRE

UN JEUNE INGÉMEUR (25 ans minimum)

UN COMBUCTEUR DE TRAVAUX (28 ans minimum)

ayant expériences de chantiers Outre-Mer, pour organisation, engineering et gestion de chantiers de génie civil. Formations de préférence Travaux Publica.

Adresser curriculum vitae et photos à nº 8825 « le Monde » Publ., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9°, qui transmettra.

GROUPE AGRO INDUSTRIES
AFRIQUE NOTRE
FRANCOPHONE

INGÉNIEUR ROUTIER ÉTUDES

Diplômé d'une grande école ayt quelques années d'expérience. Anglais ét/ou Espagnol apprécié. Les ingénieurs intéressés peuvent adresser leur candidature (C.V. +photo + salaire se réf. 602-105 L.T.P. . 27 bd Bonne-Nouvelle.

photo + salaire ss ref. 602--T.P., 31 bd Banne-Nouvel 75082 PARIS. - Cedex 02. POUR ETRANGER

DIRECTEUR PRODUCT. pour usine éléments étailiques prétabriqu en charpen métallique, tolerie etc.

Envoyer C.V. détaillé sous référ, 1232/Mi. A.M.P. 40, rue Olivier-de-Serres, 75015 PARIS qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE INGENIEURS CONSEILS

INGÉNIEURS DIPLOMÉS GÉNIE CIVIL

PORTUAIRES

ence poss, en pays arab me-Orient et Atrique Occ Anglais indispensable,

RESPONSABLE DE RECHERCHES AGRICOLES Pr importantes complex sucriers de canna au

CAMEROUN Les candidats doivent

posséder des références le domaine de l'ex-mentation agronomique de la canne à sucre. Références en PHYTOPATHOLOGIE

Env. C.V. photo ss no 1147 Réussir entretiens, intervie

Pour missions de toutes durées à l'étranger (Afrique Noire Francophone et Anglophone, Asie du Sad-Est, Amérique La-tine, Moyes-Orienti, Bur, d'Etu-des à Vocation internat., rech. INGÉNIEUR ROUTIER

ETUDES Diplôme d'une grande Ecole ayt quelques années d'expérience. Angleis et ou Espanol appréc. Les ingénieurs intéressés peuv. adres, leur candidature (CV + photo + salaire) sa réf. 602/104

LTP 21 BM BORRE NOUVELLE 73002 PARIS, and Internation

POUR OUTRE-MER

CONTROLEUR TRAVAUX ELECTRICIEN

pr surveill, chant, industr Env. C.V. détaillé en précisa disponibilité, sous référ. 1224/Mi A.M.P. 40, r. Olivier-de-Sarres 75015 PARIS qui transmetre. GENERAL MANAGER **EUROPE** INDUSTRIAL FILTRATION **PRODUCTS** Minimum age : 35

A well - known American corporation seeks

Applicants must be engineering graduates and should have a proven record of sound and successful MAR-KETING AND SALES EXPERIENCE, PREFERABLY IN INDUSTRIAL FILTRATION. ne general management experience and knowledge

The candidate selected will be located in AMSTERDAM. and will be in charge of all manufacturing and marksting operations in several European countries.

GFC Please write Ref. 437
Executive Search Consultants
103 rue de la Pompe 75116 Paris.

AFRICAN AIRLINES ASSOCIATION

recherche

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Le candidat retenu devra :

— être énergique, — être diplomate,

étre diplomate,
posséder un diplôme universitaire ou équivalent,
étre âgé da 32 ans minimum,
étre âgé da 32 ans minimum,
étre citoyen d'un Etat membre de l'O.U.A.,
avoir au moins ê ans d'expérience professionnelle ou militaire dont 5 ans au moins en rapport avec les transports aériens,
posséder une connaissance approfondie de l'industris du transport aérien et des organisations internationales s'y rattachant,
accepter de nombreux déplacements,
accepter d'habiter à Nairobi, siège de l'Association

Un salaire important et de nombreux avantages seront offerts au candidat correspondant au profii

Env. lettre manuscr. dét., C.V. et lettres de recom-mandation au plus tard avant le 30 MAI 1976, à ;

The Ag. Secretary General African Airlines Association P.O. Box 20116 NAIROBI

SOCIETE D'INSTRUMENTS SCIENTIFIQUES ET DE LABORATOIRE, basée à PARIS ET DE LABORATOIRE, basés à PARIS recherche pour son service ASSISTANCE TECHNIQUE EN ALGERIE.

JEUNE TECHNICIEN

NIVEAU B.T.S.

Connaissances et qualités requises :

• Electromécanique-Electronique.

• Bonnes élocution et présentation.

• Ponctualité.

• Auglais nécessaire.

VOITURE ET LOGEMENT FOURNIS.

Ecrire avec C.V. et prétentions N° T. 86.974 M.

REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Résumur, PARIS-2°.

emplois internationaux emplois internationaux

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



επρίοι εξοίοπουχ

Texas Instruments FRANCE cherche:

ingénieur de maintenance

ments et tri automatique de composants électroniques. Mise au point de programmes de maintenance et de diagnostics. La responsabilité d'un groupe de techniciens lui sera confiée après une période de formation.

Pour réparations et maintenance d'équipe-

FORMATION: Ingénieur électronicien Grande Ecole. EXPERIENCE : 1 à 2 ans d'expérience HARDWARE et SOFT-

WARE sur computeurs ou sur systèmes les EXIGENCES DU POSTE : bien connaître la programmation
 avoir des notions de mécanique générale

forte personnalité bonne connaissance de l'anglais. Poste à pourvoir à VILLENEUVE LOUBET. Pour faire acte de candidature, écrire avec C.V., prét. et date de disponibilité à Mme LE GUET, B.P. 05 - 06270 VILLENEUVE-LOUBET.

Filiale Groupe international matériel industriel cherche pour ses Usines en France

CHEF MÉTHODES

Ayant très sérieuse expérience en milieu industrial métallurgie ou fabrication en séries. Niveau Ingénieur.

CHEF ORDONNANCEMENT CENTRAL

des fabrications et des stocks - Niveau ingénieur Ces deux postes comportent des responsabilités importantes Lien de travail : 150 km au SUD de PARIS. Env. lettre man., C.V. et prét. sous numéro 57.510, Contesse P., 20, sv. Opéra, 25001 Paris, qui transm.





DISTRICT MANAGER

pour Région EST, CENTRE-EST, SUD-EST

Vous connaissez à fond le marché des Véhicules-Utilitaires grâce à vos années d'expérience dans le milieu du Poids

Lourd, Votre dynamisme et votre personnalité vous font rechercher les responsabilités et les contacts, Vous êtes disponible et acceptez la mobilité.

... Alors vous étes l'homme qu'il nous faut pour participer au développement en France du premier constructeur mondial de Véhicules Automobiles.

Adressez votre curriculum vitae détaillé à: **GENERAL MOTORS FRANCE**

Service du Personnel (YM) 5, bd Galliéni 92231 GENNEVILLIERS.

SÓCIETE FRANCAISE

Produits Alimentaires recherche pour ses Usines situées 100 Kms Nord de Paris Responsable

des Achats

30 ans minimum
cont le rôle sera d'assurer les négociations
avec les fournisseurs (en particulier pour les
achets de MATIERES PREMIERES et de
produits de CONDITIONNEMENT) et d'animer une cellule Appropries

rimer une cellule Approvisionnements de 5/6 personnes.

Ce poste demande une bonne formation générale et commerciale et une solide expérience des Achets, acquise de préférance dans une Société de Produits de grande Conspirmation.

Les dossiers de candidatures —indiquant rémunération actuelle — sous Réf.M.1168 à préciser sur l'enveloppe— seront traités confidentailement par

DEVELOPPEMENT 10 rue de la Paix, 75002 Paris.

emploiriegione

S PERMIT THE POST OF

Institut Pasteur

I' ATOUPE Européan de

PHARMACIE MICROBIOLOGISTE in the mergeren et genebuffig CO TELL TO STETSOUGHE

VAUDRET IL (27)

State of the same of PARIS et gandes Vales de Province

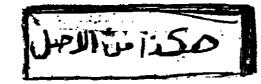
Jeunes cadres

(Hornes ರಾ Fernmen) de metre praique less Ces poses - Cess and the volcant Constitution of every life and Emoyer CV Commerce Ses B A O Tope second provide

immerie aéronaufique (Pyr.-Ad.) 420 personnes

MENEUR COMMERCIAL re-thermal

STATE OF THE PARTY The state of the s CONTRACTOR OF STREET, STREET,





A MANOERIER A SHAP Vente Location EXCLUSIVITES

LAGENDA DU MONDE

Texas Instruments

ingénieur de maintenance

Pena minarations et maintenance d'entire et tri automatique de com in point de programmes de main

La disponsabilità d'un groupe de technicale confise après une periode de formats Editor ATION : Beginner electronicien Grande Ecole

2 am d'expérience HARDWARE et 500 ENGENCES DU POSTE : nciismanaporq al arthanos n feotr des potions de macanique pira

forte personnalité boore connaissance de l'anglais. Poste & poureur & VILLENEUVE LOUS Poer Late acte de candidature, emire are for prot. et date de disponibilité a Mane LE Con

> Filiale Groupe international matériel industriel charle pour set Usines en Franc

BP.05 - 06270 VILLENEUVE LOUSE

CHEF METHODES

Avant tree sectories sured into a metallustic du fabrication en fa

ng and daile

ine -

法打铁

rotes 4

CHEF ORDONNANCEMEN CENTRAL

Ces deux postes comporter The de terrall : 150 km au sell Bur, hettre man. C.V. et :: Control P., 20, 41, Open.



DISTRICT MANAGE BOOK PAGION EST, CENTRE-EST, SUBE

Vous connaissez à fond le marche Véhiceles Utilitaires grâce à sai de d'apperience dans le maise de pos Votes dynamismo et votre respension vont foet mehercher les respensions et les contacts.

Your des disponible et accepts manuelle.

Alors wous étes l'nomme de Hous faut pour participal au fait loppement en France du president constructeur mondiai de Velicie Automobiles.

Advances worke curriculum vitae details CENERAL MOTORS FRANCE Service du Personne: (YM) Sergica du Personne: (YM)



10 rue de la Faix



emploir régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

SOCIETE IMPORTANTE

région de TARBES

recherche pour une unité de production

le responsable du service

Ingénieurs commerciaux. Comment acquérir une dimension européenne en s'installant en Province.

Nous sommes la première société de service informatique Européenne, et nous recherchons des hommes ambitieux pour assurer la continuité de notre expansion. Nous aimerions rencontrer des jeunes vendeurs ayant une ou deux années d'expérience, des vendeurs confirmés pour s'occuper de nos principaux clients

au niveau Direction Générale. Postes à pourvoir à Lyon, Grenoble, Annecy, Marseille, Toulouse. Téléphoner ou écrire à M. Alcaraz 46, rue La Boétie 75008 PARIS. Tél. 52217.09.

1º groupe Européen de service informatique de gestion.

Institut Pasteur

PRODUCTION

PHARMACIEN MICROBIOLOGISTE

en vue fabrication et contrôle de vaccins bactériens Séjour de 2 ans au MOYEN-ORIENT envisage après un stage d'un an à l'usine du VAUDREUIL (27)

- Bonnes connaissances d'Anglais;
 Age 30 ans minimum;
 Expérience industrielle souhaitée.
- Env. C.V. + photo su Département du Personnel, 28, rue du Docteur-Roux 75015 Paris.

BORDEAUX Important Etablissement Public

CHEF DU SERVICE ANIMATION INDUSTRIELLE

Il sera chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre des opérations individuelles et collectives tendant au développement de l'activité industrielle

tentant au terrorge de la région. Age minimum 32 ans. Formation supérieure. Connaissance du milieu industriel et spécialement des P.M.I. appréciée. Expériences gestion et activité bancaire très Imagination, dynamisme et sens de la négociation, goût du service public.

Adresser C.V. ± photo + rémunér. actuelle sous n° F. 8.488. HAVAS, 54, cours Chapeau-Rouge, 33.075 BORDEAUX, qui transmettra.

SANDVIK

DECENTRALISE A ORLEANS - LA SOURCE (45100) SON SIEGE SOCIAL

recherche

DU SERVICE PUBLICITÉ RELATIONS PUBLIQUES

SANDVIK S.A., filiale d'un important groupe international, fabriquant et distribuant des produits industriels, recherche son responsable de la publicité, des relations publiques et de l'information interne pour remplacer l'ancien titulaire du poste promu à de plus hautes fonctions, Il intervient comme expert auprès des départements opérationnels à qui il propose les actions publicitaires et promotionnelles compatibles avec le budget qu'il gère. Il en suit l'exécution et est seul responsable des contrats avec les prestataires de

Nous voyons à ce poste un professionnel de la publicité et des relations publiques parlant couramment l'anglais et ayant au moins cinq ans d'expé-rience des produits industriels. Le poste est à pourvoir à Oriéans-La Source. Adresser C.V. détaillé en précisant numéro du poste à pourvoir + photo à SANDVIK Service du personnel, 2, rue du Colombier 45000 ORLEANS. DISCRETION ASSURES.

Les candidats intéressés enver-ront leur C.V. détaillé avec indication de la rémunération actuelle, à n° 5.255 SIPEP 2, r. Choiseul, 2°, q.L. Recherche

Base: PARIS um à deux ans, puls LILLE.
Ce poste évolutif concerne un jeune Ingénieur ayant une expérience de 3 à 5 ans dans la Vente de Blens d'Equipements Industriels et introduit dans l'industrie de la Région Nord.
Anglais apprécié.

DIRECTEUR DE GESTION pr Entrepr. DECORATION & BREST, Téléph. : 523-55-94

SOCIÉTÉ

ÉQUIPEMENTS

INDUSTRIELS

ssiérage - Filtratio Enuration des gaz)

INGÉNIEUR

TECHNICO-COMMERCIAL

Ses fonctions couvriront tes les activités commerciales et administratives liées au développement en Région NORD d'un ensemble de Produits industr, de qualité.



jeunes cadres

(Hommes ou Femmes) diplômés Grandes Ecoles techniques - scientifiques ou gestion, désireux, après une formation adéquate, de faire une carrière commerciale qui leur permettra de mettre en pratique leurs connaissances.

Ces postes nécessitent une volonté de réussir, le goût des contacts et des responsabilités. Rémunération élevée liée aux résultats.

Envoyer CV détaillé et photo sous référence 5654 B à OFF organisation et publicité
2 RIEMARNGO 7500 BARS/OÙ TRANSMETTRA

Fonderie aéronautique (Pyr.-Atl.) 420 personnes

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Formation école ingénieurs ± gestion (LAE, C.P.A., etc.). Experience commercials dont exportation.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à : MESSIER - FONDERIE D'ARUDY - 84280 ARUDY.

PS Conseil

JEUNE RESPONSABLE **ÉTUDES ET MÉTHODES** 65.000 F

RICHARD LE DROFF, premier constructeur européen de chaminées d'Intérieur, recherche pour son usine d'Auneau (Eure et Loir) un Responsable Etudes et Méthodes. Dépendant du Directeur d'usine, il sura la responsabilité des études d'Industrialisation et du bureau des méthodes. En llaison avec la créstion, il préparera l'organisation du travail et les outillages pour les ateliers. Il sera également chargé des approvisionnements et assurera les contacts avec les fournisseurs. Ce poste convient à un candidat égé de 27 ans au moins, possédant un bon niveau de formation technique, mécanique de prelérence, ayant acquis une première experience des méthodes et/ou des études. Il sera blen familieries avec les systèmes d'établissement de prix de revient. La rémunération annuelle, fonction de l'expérience acquise, sera de l'ordre de 85.000 francs. Adresser C.V. sous Référence A 2421M · 2: PS CONSEIL

8, rue Bellini - 75782 Paris Cedex 16
Discrétion assurée



Nous sommes une Société française d'Au-dit et d'Experise Comptable de près de 400 personnes implemble deux 9 villes an France. Le développement de nus cantral de NANTES et de REMNES nous permet

5 COLLABORATEURS; CONFIRMES Responsables de missions de haut niveau, ils de-vrant passéder le dipléme d'Experties Comprable ou le Certificat Supérieur de Révision et avoir 3 ans d'expérience minimum en Cablost.

Possibilità d'Association à terme. Envoyer C.V. et prétentions sous référence HELIOS FRANCE è I.C.A. qui transmittre.

international Classified Advert

entretien mécanique QU'IL AURA A ORGANISER

Le candidat aura au moins 35 ans et assurera l'entratien préventif et le dépan-naga de machines spéciales, railes que presses, chaînes de montage, fours, etc. Ce poste conviendrait à un Technicien Supérieur ayant une bonne expérience en : — mécanique générale — hydraulique pneumatique
 τechnologie du vide.

Adresser lettre, C.V. détaillé et prétentjons à No 57285, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opére, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

GROUPE INDUSTRIEL LEADER DANS SA BRANCHE

POUR SA DIRECTION FINANCIERE **SPÉCIALISTE**

FISCALITÉ ET DROIT DES SOCIÉTÉS

Formation expertise ou administration appréciée. Certificat supérieur juridique et l'iscal ou équivalent. Résidence Basse-Normandie. Adresser lettre candid. C.V. et prétent. No 6949

P. LIGHAU S.A. 10, rue de Louvois, 75063 Paris Cedex 02, qui transm.

CHEF SERVICE ACHATS

CONSTRUCTIONS MECANIQUES REGION LA ROCHELLE

REGION LA ROCHELLE

La Société fabrique des moteurs diesels à hautes performances. Pour lui confiler la responsabilité des Achets et Appros, elle recherche un Ingénieur ou Cadre expérimenté en achets techniques: métallurgie et mécanique. Connaissances gestion informatisée et Analyse de la raleur souhaitées.

26 rueMarbeuf 75008 Paris vous adresser note d'information et dossier de Lossres candidature sur demande. Réf. 666M

IMPTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE **ORLÉANAISE**

CADRE COMPTABLE

Sa mission sera de :
— coordonner la comptabilité générale et analytique :

— participer à l'élaboration des budgets.

Ecrire avec C.V. et photo à no 57.788, Contesse Pl., 20, av. Opéra, Paris Ier qui transmet.

Recherchons

CADRES

30 ans minimum X - ENA - CENTRALE - HEC - ESSEC X - EMA - CENTRALE - HEC - ESSEC pour postes haute responsabilité au sein d'un étatmajor d'un groupe spécialisé de la promotion immobilière.

Ayunt au moins 5 ans d'expérience dans entreprise ou administration.

Résidence dans ville province (100 mn de PARIS par autoronte). Logement assuré.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 1475 à P. LICHAU S.A., 10, rue de Louvois, 75063 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

ROSSIGNOL S.A.

ATTACHÉ COMMERCIAL

pour développer les ventes de son département collectivités.

Age minimum 25 ans.

Poste exigeant dynamisme, esprit d'équipe et disponibilité pour déplacements fréquents mais de courte durée.

Nécessité habiter proximité LAVAL (53)

Adresser C.V. + photo et prétentions
à DIRECTION DU PERSONNEL 53150 MONTSURS

Centre d'Animation Culturelle d'Angoulème recherche

ADMINISTRATEUR

Envoyer C.V. et références à Président du C.A.C., Boîte postale 297, 16007 ANGOULEME Cedex.

portante · Société produit phytosanitaires recherche

DÉLÉGUÉS RÉGIONAUX

possédant une très solide for-mation agricole (niv. ingénieur ou technicien supérieur) et une attirance réeile pour les problèmes liés à la commer-cialisation. Les postes à pour-voir ampliquent une résidence en Champagne ou aux environs de Nancy.

GROUPE MINIER GROU.

IMPORTAN :
recherche
pour une de ses sociétés
exploit, un gisement d'oranjur
en Lazère

1 RESPONSABLE **ADMINISTRATIF**

La poste à pourvoir se situe dans la région de Languegne en Loxère.

Env. C.V. et prét. nº 64.967 B BLEU, 17, r. Lebel, 94300, Vincennes, qui transmettra. Expert-Comptable recherche

Vincennes, qui transmettra.

Expert-Comptable recherche
pour diverses villes de province collaborateur, expertscomptables commissaires inscrits, diplômés Grandes Ecoles
Commerciales ou expérience
approfondie du contrôle, pour
exécution missions censoriales.
Position cadre. Ecrire Ne 887 s/réf. 2.149 à P. LICHAU S.A.
a le Monde > Pub., 5, rue des
Italiens, 75427 P.A.R.I.S. (9-). Cedex 02, qui transmettra.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIEES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe la numéro de l'annonce les intéress

vérifier l'adresse, selos qu'il s'agit du

« Monde Publicité » ou d'une agence.

offres d'emploi



Importante Société Internationale

Ingénieur daffaires expérimenté

en Électricité Industrielle et Postes de Transformation (génie civil, charpentes métalliques, électricité haute, moyenne et basse

Profil souhaité:

 diplômé des Grandes Écoles d'Ingénieurs (spécialité électricité), • ayant plusieurs années d'expérience des affaires dans le millieu entreprise.

Le poste, rattaché au Chef du département, aura notamment pour vocation de coordonner, sur le plan national et entre les différents établissements régionaux, les activités, dans les disciplines

Le poste est à pourvoir en proche banileue OUEST.

Écrire avec C.V. photo (ret.) et prétentions s/réf. 347, à SWEERTS B.P. 269, 75424 PARIS CEDEX 09,



IMPORTANTE INSTITUTION FINANCIERE largement implantée sur le territoire recherche

ANIMATEUR DE HAUT NIVEAU

pour créer et promouvoir un ciub de plusieurs dizaines d'utilisateurs de matériels informatiques de même marque.

LA FONCTION COMPORTE:

O In aspect technique : recherche et diffusion de l'information, conception et organisation de la formation, animation de groupes de travail; O In aspect représentation à l'intérieur et à l'extérieur du groupe.

Compte tenu-de la qualité des interlocuteurs et de l'étendue des problèmes, les Candidats, de formation supérieure, devront avoir :

De très bonnes connaissances informatiques

De très bonnes connaissances informatiques acquises dans l'exercice de responsabilités au sein d'une Direction informatique;
Une grande aptitude et un goût certain pour les relations humaines;
De très bonnes qualités d'animateur, une bonne expression écrite et orale.
Une expérience boncaire serait souhaitée.
Age : 35 ans minimum.

Le poste, situé à Paris, nécessite de fréquents mais courts déplacements en province.

Env. lettre manus., C.V. détaillé, photo et prêt. à

INFORMATIQUE ET ENTREPRISE.

FIRME INDUSTRIELLE **D'IMPLANTATION** MONDIALE

Auditeurs

professionnels ayant déjà, au moins, 5 ans de pratique et un fort niveau de

réussité professionnelle. Préférence sera donnée aux candidats qui ont eu, par ailleurs, une expérience dans un poste opérationnel.

Adresser C.V. sous réf. RUDEL (à mentionner sur l'enveloppe) à



30 rue Vernet 75008 PARIS

IMPORTANTE SOCIETE DE CONSTRUCTIONS MECANIQUES (Grande banlieue NORD)

leader mondial dans se branche Nous recherchons INGENIEURS

FORMATION E.C.P., A.M., ENSI

ou équivalent qui veulent élargir leur compétence technique dans la fonction AVANT-ACHATS : recherche au niveau du Groupe de nouveaux

produits et de nouveaux fournisseurs

conviendrait même à débutants ; anglais

dans la fonction ETUDES APRES-VENTE : élaboration et suivi des méthodes aprèsvente et de la documentation technique ; expérience préalable bureau d'études ou après-vente appréciée ; anglais nécessaire.

Larges possibilités d'évolution au sein de notre Groupe International. Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et

photo à No 57.779 CONTESSE Publicité 20, av. Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01,

qui transmettra. The state of the s

La ligne La ligne T.C. ..36,00 42,03 OFFRES D'EMPLOI Offres d'emploi Placards encadrés 44,37 ninimum 15 lignes de hauteur 38,00 DEMANDES D'EMPLOI 00.8

65,00 75,89

ANNONCES CLASSEES

La ligne La ligne T.C. L'IMMOBILIER 30,**35** 37,36 Achat-Vante-Location 32.00 EXCLUSIVITES L'AGENDA DU MONDE 25,00 29.19 (chaque mercredi et chaque vendredi)

offres d'emploi

PROPOSITIONS COMMERC.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Witwin

DMPORTANTE SOCIETE ENGINEERING PETROCHIMIQUE PONT DE NEUILLY

INGÉNIEUR DE PROCÉDÉ

d'expérience minimum dans engineering -pétrochimie, diplâmé génis chimique al possible ENSPM. INGÉNIEUR CONFIRMÉ

Chaudionnerie-métallurgie, connaissant codes de calcul, fabrication, soudure.

en contrôle-instrumentation (pneumatique et élec-tronique), si possible diplômé école de BESANÇON ou équivalent. 10 ans d'expérience minimum. INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN CONFIRMÉ Expérience en ingualiations industrielles exigée. Diplômes appréciés.

TECHNICIEN LABORATOIRE ET ANALYSE

Formation DUT analyse physico-chimique (IUT-LANNION), pour mise au point méthodes d'analyses, spécifications matériel labo.

Envoyer C.V. détaillé au Service du Person 10, rue Jean-Jaurès - 92807 PUTEAUX.

JURISTE CONTRATS très expérimenté

Nous sommes un important groupe français de sociétés industrielles. Notre activité à l'exportation représente une part élevée de notre chiffre d'affaires et s'exerce notamment dans le cadre de contrats clés en main et d'opé-

Nous recherchons un candidat pour complèter notre équipe de juristes spécia-

Seule la candidature d'un juriste ayant de solides connaissances théoriques sanctionnées par un diplôme universitaire, possédant au moins 5 années de pratique dans ce domaine, ainsi que la maîtrise complète parlée et écrite de la

rations complexes.

langue anglaise pourra être retenue. Envoyer c.v. détaillé à M. DUSSIER 89, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris. IMPORTANTE SOCRETE DE DISTRIBUTION recherche pour son SERVICE EMPLOI

CADRE

Il sera particulièrement chargé d'assister le Directeur du Personnel d'un Département comprenant 20 cen-tres de distribution en province (1.700 personnes) :

EXPERIMENTE DANS L'EVALUATION, ORIENTATION DU PERSONNEL

Dans les problèmes d'évaluation du potentiel du personnel ouvrier, employé, de maîtrise et technicien.

 Dans l'orientation de ce personnel en fonction de ses aptitudes et des besoins du Département. Dans le ruivi du personnel ayant participé à des actions de formation.

Il sem donc associé à toutes les opérations de mutation et de promotion.

Ca poste s'adresse à des candidats connaissant bien les techniques d'évaluation des aptitudes humaines, et ayant une expérience minimum de 2 à 3 ans des milieux industriels, notamm, employé-ouvrier. Nombreux déplacements en province à prévoir.

Envoyer C.V. et prétentions sous référ. 348, à SWEERTS, B.P. 269, 75424 PARIS CEDEX qui tr.

L'ORÉAL

veut renforcer ses équipes de Marketing et d'Administration-Gestion pour soutenir-son développement en France et dans le monde, et recherche quelques jeunes cadres de grande qualité ayant la capacité de prendre à terme des responsabilités de Direction. Ils ont, de préférence, une formation supérieure, ils parlent au moins une langue étrangère et vivent une expérience opérationnelle depuis trois ans environ dans une entreprise de produits de grande consommation nationale ou internationale. L'exercice de responsabilités dans des postes de type chef de produit, chef des ventes, contrôleur de gestion, etc., leur a permis d'acquerir de réelles competences professionnelles. Une grande attention sera également apportée aux aptitudes et motivations des intéressés, en particulier à la faculté d'engagement personnel, à la capacité de prendre des initiatives et de les mener à bien.

L'Oréal sera très exigeant dans son choix, car la politique de la société est de développer la promotion interne et, dans ces conditions, il est nécessaire de s'assurer que les candidats aient de réelles chances de réussite dans un milieu compétitif. Il leur sera proposé, après un stage de familiarisation avec la vie de l'entreprise, de prendre de véritables responsabilités opérationnelles dans une des sociétés françaises à Paris. Ces responsabilités tiendront compte des aspirations des intéresses, de manière à permettre à chacun de donner rapidement sa vraie mesure. Une réussite dans cette première étape confirmera les perspectives d'évolution vers une fonction de Direction en France ou dans une filiale des 30 pays étrangers où le Groupe est implanté. Les candidatures sont à adresser à la Direction des Relations Humaines (annonce n° 25) - L'OREAL, 14, rue Royale, 75008 PARIS, qui s'engage à observer la plus

YAC CHAUVIN

MACHINES ET EQUIPEMENTS DE BUREAUX

PARIS et RÉGION PARISIENNE

AGENTS COMMERCIAUX

ROMMES ou FEMMES, CONFIRMES ou DEBUTANTS Perfectionnement assuré avant mise en coute.

Fixe et mini garanti (6 premiers mois), Possibilité de rémunération motivante et élevée.

Tél. (277-15-15 ou 887-21-79, poste 338), ou écrire, ou se présenter au Siège. 6-10, rus aux Ours, PARIS-3*. (Mêtro Etienne-Marcel), le mardi 18 mai 1976 à partir de 8 h. 30.

ENGLISH CHINA CLAYS

le plus important producteur

du monde de matières premières pour Céramique,

rechi, pour la vente de ses produits en France

Technico-Ccial

Ingénieurs Céramiste, ayant une expérience minimum 3 ans. Personnalité dynamique, et

basé à Paris. Salaire sulvant, compétences, voiture fournie,

Envoyer lettre manuscrite et C.V. à la filiale d'E.C.C. à PARIS - POCHIN - 22 bis, rue de Paradis 75010 PARIS.

anglais courant indispensable pour poste

frais voyages payes.

PUPITREUR

Série 370 IBM pour horaires décalés

NE PAS PREVOIR DE VACANCES

ASSISTANTS

Adr. C.V., manuscrit et prét. DRBIS-H.F., 26, av. Franklin Roosevett, 75008 PARIS

ESOP recherch Jeune femme
CHEF DEQUIPE
ou CHEF ENQUETEUR
quelq. années d'expér. profess.
Déplacem. fréq. en province.
Permis de conduire imperatif.
Env. C.V. : 92, av. d'Ivry (139).
Foyer Action Educative ch. éducatessr. Bac endg., min. 22 ans,
urgt. Ecr. ou tél. : Directeur,
21, rue Mederic, 92250 GaranneColombes — 781-12-15 - 12-60.

possédant DECS complet expér, exigée 1 à 2 ans de

ingénieurs matières plastiques

UN INGENIEUR DE DEVELOPPEMENT 16f. 2549/M. Rattache au Directeur General de la division, il exercera son actività dans l'asine de Normandie (100 kms de Paris, 450 personnes). Il participera à l'elaboration des recherches et essis et à la mise su point des produits nouveaux. Il apportant en outre une assistance technique au Directeur de l'usine. Ce posta convient à un legenieur chimiste de 30 ann minimum. Changissant bien les matières discritinat

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06



GROUPE EUROPÉEN

EXPORTATEUR D'ENSEMBLES INDUSTRIELS Nous concevons, fournissons et financons des installations industriblies et cherchons pour cette activité un :

INGÉNIEUR GÉNIE CHIMIQUE ou TRAVAUX PUBLICS

ayant les compétences suivantes :

Négociations à un niveau élevé;
 Financement à l'exportation;
 Etablissement et suivi des contrats;
 Expérience à l'étranger appréciée.

Langues : aliemand, anglais,

Envoyer C.V., photo et prétentions à :

KLÖCKNER INA FRANCE 31. RUE MARBEUF, 750Q6 PÄRIS

Importante Banque • BANLIEUS EST • Guipée de deux I.B.M. 145 et 158 OS/VS + TP crée un poste de

Chef d'Equipe

« DÉVELOPPEMENT »

Chargé de la création et du développement de programmes généraux concernant les traitements à l'aide de terminaux 3780, il assurer la coordination de l'ensemble de ces travaux dans un souici de méthodologie et de définition de standards d'utilisation. De formation supérieure, cet informaticles très expérimenté (5 ans environ) devra pouvoir s'imposer en matière de système et de télétraitement (CLCS.) dans une optique de réalisations d'applications.

Une rémunération de 100.000 F/sm constituerait une base de discussion.

Adjoint au Chef d'équipe

« DÉVELOPPEMENT »

Les postulants pourraient avoir l'un des profils suivants : Jeune Ingénieur d'environ 2 ans d'expérience sur des problèmes informatiques de même na-

sur des prolemes informatiques de meme ha-ture,
- ou possèder une expérience d'environ 2 à 3 ans de programmeur système (Assembleur O.S. et télétralitement),
- ou libéré de ses obligations militaires, titulaire d'une maîtrise d'informatique système, ayant réalisé un projet de fin d'études concret, aire acte de candidature sous la référence indiquée à Jean PORRACCHIA

CARRIERES INFORMATIONS
consoil en recrutement

de l'industrie automobile.

recherche pour sa Direction des Techniques et des Moyens de Fabrication, à Suresnes :

Responsable méthodes carrosserie-montage

Auprès du Chef des services méthodes carrosserie, il sera responsable des sections montage - peinture - sellerie et garnissage. Sous son autorité : l'animation, la coordination et la gestion de ces sections, les plannings, les plans d'investissements et les démarrages de

Ce poste, impliquant une large autonomie, conviendrait à un ingénieur (diplôme A.M., Centrale...) ayant dejà acquis une solide expérience des méthodes carrosserie dans l'industrie automobile de préférence.

Ingénieur études d'implantation

Dans le service méthodes carrosserie, il sera chargé d'études d'implantations d'ateliers de montage, et sera responsable de l'élaboration et du suivi des plannings et du budget de ces implantations. Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur possédant quelques années d'expérience industrielle, acquises si possible dans un service méthodes

Adresser C.V. sous ref. 105 au SERVICE INGENIEURS ET CADRES 8. quai Léon-Blum - 92152 Suresnes

120.000 +

Société de transports maritimes très dynamique (Paris - Madeleine, Saint-Lazare) recherche

Responsable administratif et comptable

justifiant d'une formation supérieure, d'une bonne expérience financière et de préférence d'une expérience des activités maritimes.

Le poste suppose l'aptitude à exercer des responsabilités et des fonctions de direction. L'Anglais serait très apprécié. Les candidatures seront traitées confidentiellement au plus

haut niveau. Il sera répondu à toutes.

Adr. CV man., photo et prétentions, ss réf. M 7573 LEPA-RECRUTEMENT 94, rue St-Lazare - 75009 Paris

ASSOCIATION PROFESSIONNELLE A VOCATION NATIONALE recherche pour PARIS

juriste contentieux

niveau doctorat en droit ou similaire pour une activité d'assistance juridique auprès des membres.

Poste autonome au sein d'une équipe dynamique.

Le traitement de départ annuel sera de 90.000 francs minimum.

Ecrire sous référence 10.645 M

plein emploi 156, Bd Haussmann 75008 PARIS.

La Direction de l'Action Sanitaire et Sociale des Hauts-de-Seine recrute : des puéricultrices diplômèes d'Etat, exerçant en crèches ou en P.M.I. Possibilités de logement et de rachait de bourse. S'adresser à la DASS des Hauts-de-Seine, syrice du personnel, 141, avenue Joliot-Curie, 92013 Nanterra. (Tél. 1781-41-41 poste 59-46.)
Société EL MARCH recherche CHARGÉ D'ETUDES Homme, format. I.E.P., E.S.C., Sc. ECO., quelques années expér. étabils. Contact facile.
Age opt. 25 ans environ.

Cadre administratif p e d r Société effectif 55, connaissances exigées : comptabilité, lois socia-les, Legement assuré, Adresser C.V. et prétentions à M. DELOT, 30, rue de la Mission 10000 TROYES

Etabl. public de rech. scien-tifiques Banlioue Guest demande pour diriger l'équipe technique chargée de la maintenance des installations de courants stab-lisés et de climatisation de son Centre de Calculs.

UN INGÉNIEUR

 \circ

Formation A.M., INSA ou Offi-cler mécaniclen de la Marine marchande. Adr. C.V. à IRIA, service du Personnel, B.P. nº S. 78150 LE CHESNAY

ALC: NO

ervices financiers

ecompeables

DENCORP

DE LA CIPCOTIGN SS ETKOES OF MINER CHALLES

्रेष क्षेत्र विकास करणा । स्रोतिक क्षेत्र स्टाल्क्स्यका स्टालक स्टालक्स्यका n den estado. No estado estado ية. من يعدادمر: و. عندادمر: و. ್ ಕ್ಷಮ್ಮ ವಿಶ್ವಹ್ಥಿ ಪ್ರಶ್ನ ಕ್ಷಮ್ಮ ಪ್ರಶ್ನೆ 17 m 142 m 21 To . 76

Former de 2455 W MIERIEUR SYSTEME mater ENSI INSA No Universitation

B BEEKEUF ARALYSTE

版 ARALYSTES PROGRAMMETHES Formation 107

· 斯里·

PREMAMAN State of the REDDUCTE 1999 - 1999 - 1999 - 1999 - 1999 - 1999 - 1999 - 1999 - 1999 - 1999 - 1999 - 1999 - 1999 - 1999 - 1999 - 1999

1 MALYSTE-PROGRAMMEUR Assembly to Page Management of the state of the The state of the s

Applied the property of the second first and displaying the se

PRODUCTION See and the second of the seco Part of Land Entranted

LETANTE SOCIETE DE DISTRIBUTION recherche

CADRE DESCRIPTION DU PERSONNEL

Personnel d'un Département comprenant de Directe Personnel d'un Département comprenant de les de distribution en province (1.700 personne Mile de carrier d'évaluation du potent de mairie de mairie de mairie e

There is a substantial of the personne of fonction de see personne of fonction de see personne of fonction de see personne de see personne

Proper amocié à toutes les opérations et manufacte de premotion.

Ce pour à treuse à des candidats connaisment tre proper de la connaisment de la connaisment et proper de la connaisment en proper de la connaisment de la connaisment

napascements en province a pretag **经被决赛** report C.V. et prétentions sous référ de l'Appendix R.P. 269, 75424 PARIS CEDET que p

- 10 mm

che prije at Chaction des Techniques et cygnade fabrication, à Suresnes :

nonsable méthodes usseme montage

the Chief class merricus méthodes carrosserie, il soro n gritoriti - i enimpe - sellene et garnassiga e blannings, les place d'investimentents et es sur

s. impliquent une large autonomie, commendia:

3 A.M. Centrale...) ayant déjà acque une soite e
2 Carossene dans l'industrie autorrable de p

mieur études d'implantation

service multiodes catterense if sets tharge delice to d'appoint de montage, et seré responsable de des primaries et de luctor de con implantations et de luctor de con implantations et concentrat à un journe ingénieur possètant de con individual de la journe ingénieur possètant de concentration proposes et possible clara un servicie de la luctor de servicie de la luctor de la luctor

CY. SOM WE TOO IN SERVICE INSERIEURS ET CADRE 8. ami tem Blum-92152 S. remes

120.000 ±

ité de transports maritimes très dynamique ris : Maduteine Saint-Lazare) recherche

Responsable **Estratif** et compta^{le}

of the topolog supérieure, d'une come

ide application in the present of the state of the state

1 nu St-Lazare - 75009 Paris

CLASSES ESPRESSIONALE

a promote integrals de dens toupt

والمسائل تتبيؤنا فسارع

1.45 The state of the s

10.645 M

La ligne T.C.

OFFRES D'EMPLOI Offres d'emploi Placards encadrés 36 00 42,03 minimum 15 linnes de hauteur 38,00 DEMANDES D'EMPLOI CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC. 65.00 75.89

ANNONCES CLASSEES

La ligna La ligne T.C. L'IMMOBILIER Achat-Vente-Location 26,00 **EXCLUSIVITES** 32,00 L'AGENDA DU MONDE 25,00 (chaque mercredi et chaque vendredi)

offres d'emploi

La SEGECE, spécialiste de la promotion des équipements commerciaux, cherche son

chef des services financiers et comptables

Rattaché au Secrétaire Général, il aura la responsabilité de toutes les fonctions comptables de la société : comptabilité générale, bilans, comptabilité analytique,

- Le candidat retenu, âgé au minimum de 30 ans, aura : un diplôme de comptabilite supérieure (expertise comptable ou au moins DECS) et une grande
- une expérience comptable à un niveau élevé, de préférence dans le domaine de l'immobilier
- des notions d'Informatique un goût pour l'organisation.

L'évolution à terme au sein de la Société ne posera pas de problèmes pour un candidat de valeur.

Envoyer votre dossier de candidature sous rél. 427, Service Recrutement, COMPAGNIE BANCAIRE, 25, avenue Kléber, 75116 PARIS.

compagnie bancaire

Filiale française groupe international (Composants électroniques)

ENGAGE:

RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT TÉLÉCOMMUNICATIONS

DE LA DIRECTION DES ÉTUDES COMMERCIALES

Cet INGENIEUR, ESE, TELECOM, 5 à 7 ans d'expé-rience dans un département technique de systèmes de télécommunications, aura la carge de grouper, analyser les informations relatives aux développe-ments techniques des équipements de télécommu-nication pour permettre d'en déduire leur inci-dence à moyen et à long terme sur la demande de composants. Il participe au choix des nouveaux produits et à la planification des fabrications en France et dans les autres usines du Groupe.

Ronne connaissance de l'anglais nécessaire. Lieu de travail : PARIS.

IMPORTANT GROUPE DE PRESSE

pour développer des applications nouvelles de photocomposition et de gestion ;

UN INGÉMEUR ANALYSTE Formation ENSI

UN INGÉNIEUR SYSTÈME Formation ENSI INSA ou Universitaire

DES ANALYSTES PROGRAMMEURS Formation IUT

Connaissances souhaitées : - Presse ou edition Materiel IBM Systeme Dos - VS CICS DLI Cobol ANS et assembleur

Adresser C.V. + lettre manuscrite + photo au n° 8829, e le Monde > Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 Paris-9°, q. tr.

PREMAMAN filiale de la REDOUTE recrute à Survilliers

1 ANALYSTE-PROGRAMMEUR ASSEMBLEUR et PL 1

Connaissance des systèmes de gestion de stocks

assurer la mise en place d'un IBM 370/115;
 réorganiser les chaînes existantes et les développer.

Envoyer C.V. manuscrit avec photo : PREMAMAN ZI de Posses-Saint-Witz - B.P. 8, 95170 Survilliers.

GROUPE PRIVE D'ASSURANCES offre à PARIS plusieurs postes de

REDACTEURS (TRICES) PRODUCTION

- · Incendie, risques industriels.
- Multirisques particuliers et professionnels.
- 2 à 3 aus d'expérience suffisent, ces postes ouvrent des possibilités d'évolution.

Adressar lettra de candidature avec C.V. et prêt., sous le numéro 1930 à : PURLICITES REUNIES, 112, boulevard Voltaire, 75011 PARIS, qui transm

offres d'emploi

BANQUE HERVET

cadre chargé des relations

Nous souhaitons intégrer à notre département financier un

avec les institutionnels

Il aura pour mission de promouvoir et de développer les relations d'affaires avec ce secteur.

Ce poste s'adresse à des candidats diplômés d'études supérieures, pouvant justifier de connaissances approfondies des marchés Actions et Obligations (France et Etranger) et d'une expérience de 4 à 5 ans.

La nature et le niveau des interventions impliquent également un tempérament commercial affirmé.

Adresser c.v. manuscrit, photo et prétentions à BANQUE HERVET, Direction du Personnel, 127, av. Charles-de-Gaulle, B.P. 154, 92201 NEUILLY-SUR-SEINE.

La connaissance de l'Anglais est vivement

Le Ministère de la Défense Direction Technique

des Armements terrestres recherche pour ses

SERVICES INDUSTRIELS INGÉNIEUR **APRÈS VENTE**

Formation de base en mécanique. Expérience de bureau de fabrication méconique très souhoitée.

 Expér. en mécanique automobile appréciée. Pour suivi technique et après-vente de matériela exportés. Poste comportant l'encadrement d'une petite équipe et des contacts fréquents avec les sociétés de vente et organismes représentant les

Adresser C.V. manuscrit et prétentions à l'Etablis-sement d'armement AMX - AFX, Service S.D.G., Route de la Minière, SATORY, 78013 VERSAILLES.

SOCIETE DE DISTRIBUTION EN GRANDES SURFACES (RACK - JOBBER)

— 5 dépôts régionaux — spécialisés dans les articles de quincaillerie, outiliage, électricité, radio, T.V., accessoires vélos recherche d'urgence

UN RESPONSABLE COMMERCIAL

qui sem chargé de la prospection et des contacts, au niveau des centrales d'achat et des chaînes de distribution, LE CANDIDAT DEVRA AVOIR :

- une expérience d'une disaine d'années;
- résider à Paris;
- pouvoir assurer de fréquents déplacements en province;
- avoir des connaissances dans la recher-

che des produits;

— être libre rapidement;

La rémunération sera de 100.000 F/an. Ce poste convient à un cadre de 30 ans minimum.

Adresser curriculum vitae avec photo (retournée) à COGIMA 253, rue de Crimée, 75019 PARIS.

ingēnieur

technico commercial de haut niveau — parlant anglais Responsable du Marché sidérurgie

Responsable du Marché sidérurgie mécanique au sein de la filiale française d'un groupe international du secteur industriel, sera chargé : e de la réalisation des budgets e de l'accomplissement des actions commerciales e de la réalisation et de la rentabilité des affaires négociées e de la pénétration de la Société dans ces marchés, aura : e une formation d'ingénieur e la connaissance du milieu sidérurgique (service énergie et ou fluides).

Adres. C.V. + lettre man. + photo + ALFA-LAVAL

62/70 rue Y. Tourgueneff 78380 Bougival

DIRECTEUR EXPORT

120 / 140.000+

Un très important groupement de producteurs du sec-teur agricole recherche son futur Directeur Commercial à l'Exportation (Pays Méditarranéers et Moyen Orient notamment). Ce poste sera confilé à un Cadre Commer-cial de haut niveau, 35 ans minimum, et possédant une expérience très complète et vécue des marchés à l'exportation (prespection, cénositions contratt créexportation (prospection, négociations, contrats, cré-lits ...). Cette expérience aura été acquise de préférence dans le secteur des matières premières alimentaires. Parfaite maltrise de la langue anglaise pariée et écrite

France 26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de Candidature sur demande. Réf. 667M.

offres d'emploi

3CO000

POUR SON CENTRE DE FORMATION

ANIMATEURS

3 A 5 ANS D'EXPÉRIENCE Dans Direction moyenne ou grande surface. Ou gestion d'un département ou groupe dans grande surface.

POUR ÉLABORER PROGRAMMES FORMATION - ANIMER DES STAGES Fréquents déplacements.

Ecrira avec C.V. et prétentions R. KELLER F.N.C.C. Maison de la Coopération 33, quai Le Gallo, 92-Boulogne

P.M.E.

spécialisée dans l'EQUIPEMENT AUTOMOBILE deuxième sur son marché en pleine expansion тесћетсће

CADRE COMMERCIAL

pour prendre la responsabilité des ventes dans HYPERS Bégion Parisienne.

- si vous êtes jeune et dynamique;
 si vous avez l'expérience de la vente aux Acheteurs du 5- rayon;
 une jormation supérieure de Commerce;
 si vous aimez l'action;
 si vous avez l'esprit d'initiative.
- NOUS VOUS OFFRONS :

la possibilité de devenir rapidement CHEF DES VENTES

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à M.A.P. - 149, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS.

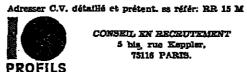
Importance Société d'Ingénieurs-Conseils

recherche

INGÉNIEUR très expérimenté en géotechnique spécialiste de

expérience Outre-Mer, pour direction des activités de la Société dans ce domaine et courte mission à l'étranger.

Poste basá à Paris.



5 bis rue Keppler.

Nous-avous su nous démerquer dans un marché difficile et continuairons à progrèssir gaice à nous politique marketing. Dans cette optique le

responsable marketing

que trotte recursirement unit un anticomissance rigor-notre Société en apportant une conneissance rigor-reuse du Markeding, tine formation supérieure, une expérience de 3 à 5 ans de Markeding dans une expérience de 3 à 5 ans de Markeding dans une expérience ce Société de pirod du Directeur Général vous établissez et suivez le plan du Directeur Général vous établisez et suivez le plan marketing, vous rassemblez les données du merché, vous charchez de nouveaux débouchés, en l'aison auec le commercial vous préparez et coordonnez les autients publicitaires et de promotions. Le fonction que nous offrons est large et évolutive. Noure Société est située en banlieue ouest. Réponse et discrétion autresse à the lettre man. + CV + photo + rêm. adressée se réf. 4985/B à Nime Bernié.

bernard julhiet psycom 93, avenue Charles de Gaulle 92200 Neoille

consultant

Pour assurer le développement de notre Département de Conseil en Gestion, Or-ganisation et Laformatique, Nois recherchons na nouveen CONSULTANT pour nos missions de bant giveau, Il devre possòder : * una formation supérieure, * une expérieure suprofundie des Systèmes de Sestion, * une expérience en informatique, * de boques complisationes en Comptabilité, * 3 à 4 ans de pratique en Entreprise st/ou en Cablast.

Enveyor C.V. et prétentions, sous rét. HELIOS FRANCE S.A. à I.C.A. qui transmettra. I.C.A. International Classified Advertisin

> IMPORTANTE SOCIÉTÉ PRODUITS ALIMENTAIRES **BANLIEUE OUEST**

recrute

dans le cadre de sa rapide expansion JEUNES DIPLOMÉS COMMERCIAUX

Ecole de Commerce, IU.T. - SUP. de CO ou formation équivalente. Possibilité de carrière service vente marketing (pour poste chargé de promotion).

Envoyer C.V. manuscrit ± photo sous nº 63.046 B à BLEU Publicité, 17, rue Lebel, 94300 VINCENNES qui transmettre.

offres d'emploi-

37,36

29,19

BANQUE **FORTE EXPANSION** recherche

GRADES

3 ans d'expérience minimum Adresser C.V. sous référence REID



(à mentionner sur l'enveloppe) à

GENERAL (ELECTRIC

COMMANDE NUMÉRIQUE

UN INGÉNIEUR **ELECTRONICIEN**

DESCRIPTION DU POSTE : 58 % : préparation et conduite d'un cours de formation sur la commande numérique de machines-outils,

40 % : support technique pour service commerc. Lieu de travail : proche Banlieue Sud Paris, Déplacem, peu nombreux en France métropolitaine.

- QUALIFICATIONS INDISPENSABLES : bonnes connaissances en électronique;
 aptitudes à l'enseignement;
 bonne maitrise de la langue angiaise.
- QUALIFICATIONS SOURALTEES : expérience dans la commande numérique de machines-outils;
- notions de mé notions de mécanique;
 connaissances de l'Italien. LA SOCIETE OFFRE :

Uns formation complète en Allemagne et aux Etate-Unis;
 un travail sur des équipements de technologie avancée;
 une intégration dans une équipe dynamique.

VENTILATION

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions au Service du Personnel; 42, AVENUE MONTAIGNE, 75008 PARIS.

CONDITIONNEMENT D'AIR

Société d'ingémente et de construction molésire, nous recherchons pour nos affaires à l'exportation un ingénieur spécialiste de ventilation et condition nement d'air.

Basé à Paris, il devra définir les systèmes de ventilation et de conditionnement d'air, spécifier les matériels correspondants et gérer les études d'execution. Une fonction donc de pilote d'affaires.

C'est un ingénieur diplômé ou un autodi-dacte ayant au moins cinq ans d'expérience acquise de préférence en ingénierie. Ectire à No 57601 Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedez 01, cui transmettra.

SOCIETE de CONSEILS et d'ENGINEERING recherche pour son développement en FRANCE et à l'ETRANGER

un ingénieur technico-commercial

Le candidat, ingénieur de formation (TP, AM, etc...) doit avoir une granda experience des problèmes du bâtiment et de commercialisation pour montage d'affaires et négociations de contrats au plus hant niveau.

Langue anglaise exig**ie.** Age minimum 35 ans. Envoyer C.V., photo, prétentions à No 57943 CONTESSE Publicité 20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

CENTRE DE FORMATION

SPÉCIALISTES

MARKETING SCIENCES HUMAINES

Ces postes à plein temps sont ouverts à des personnes de haut niveau (grandes écoles de gestion ou grandes écoles scientifiques avec for-nation complémentaire, Doctorat, M.B.A.), syant une expérience en formation et conseil.

ET DE CONSEIL EN GESTION recherche

FINANCE-CONTROLE DE GESTION

Les candidat, sont à adress. s. n° 8830 su « Monde » Publicité, δ_r rue des Italiens, 75427 Paris-9-, q. tr.

Prof.

UN MICENER

CHEF **COMPTABLE**

Expérimenté

Ayant déjà 5 ans de pratique bancaire au moins, avec établissement de bilans, situations de trésorerie... Adresser C.V. sous référence PREU (à mentionner sur l'enveloppe) à



EMPLOIS « CARRIERES 30 rue Vernet 75008 PARIS

BANLIEUE NORD Commissionnaire de Transport et Représentant d'Armateurs, Filiale Groupe Français très important

JEUNE JURISTE (Lic. D.E.S. Droit, option Droit Maritime on equiv.)

qui sera chargé, sous la dépendance directe du Directeur Général Adjoint de la Filiale, tonjointe-Directeur General Aujoint de la Finale, conjunierment des problèmes :

— JURIDIQUES (conseil, rédaction de contrats et préparation des dossiers contentiant);

— de PERSONNEL (200 personnes);

— des SERVICES GENERAUX (budgets, décisions

Ontre la formation précitée; le candidet aura, si possible, une expérience juridique de quelques aimées (2 sans environ) et la connaissance impé-rative de l'ausfais.

Adr. C.V. détaillé, photo et prétent. as no 2.138

31 Bid. BONNE NOUVELLE 75002 PARIS, qui transmettra

FMC EUROPE S.A.

Matériel d'équipement pour industries pétrolières

recherche

ANALYSTE PROGRAMMEUR GONFIRMÉ (E)

Ayant expérience GAP II - COBOL :

 Package de gestion industrielle BOMP + IRP;
 Multiprogrammation IBM 3; Anglais requis.

Poste à pourvoir immédiatement et directement rattaché au responsable du département.

Ectire à la Direction du Personnel Route des Clérimois - 89103 SENS CEDEX

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIOUE

recherche pour l'un de ses centres implanté proche benlieue NOED-QUEST

DES INGÉNIEURS

diplômés des grandes écoles à vocation électronique (ENST-ESE)

ur les activités suivantes : Four les activités suivantes::

1) Responsabilité de projets et réalisation dans des ensembles d'émission-réception;

2) Etude de systèmes de télécommunications (en particulier domaine télé-informatique) conduisant à la définition pais à l'étude :

— d'équipements modernes de traitement numérique du signal.

— d'automatisme de gestion (utilisation de technologies avancées : microprocessis).

Envoyer C.V., photo et prétentions à No 58.094 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-le, qui tr.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE RANLIEUE NORD IMMEDIATE

UN INGÉNIEUR DE SÉCURITÉ

28 ans minimum - Etudes université avec spécialisation sécurité ou ingénieur A.M.

Profil du poste : poste : programmation et gestion des actions de sécurité ; établissement des statistiques et analyses : établissement des comptes rendus CHE ; relations avec organismes extérieurs de

Doit counsitre parlaitement la réglementation en hygiène-sécurité.

Ecrire avec references et prétentions à N° 58.308, Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1° qui transm.

impertunte Bonque
BANLIEUE EST

équipée de deux IBM 145 et 158 OS/VS + TP
à réponse vocale

recherche **PROGRAMMEUR**

Le candidat que nons engageons sera particuliè-rement chargé, dans le; cadre de l'implantation de terminaux 3790, de la réalisation de programmes d'interrogation de fichier et d'acquisition de données. Cette fonction requiert une excellente pratique de l'Assembleur (éventuellement FLI) ainsi que du télétraltement/CICS. Nons attacherons besucoup plus d'importance à l'expérience concrète et à la potentialité qu'à un diplôme particulier.

Faire acte de candidature sous la référence 2013 14 à Jean PORRACCHIA



CARDIFAL BUSINESS ART C. K. consell on recrotomont

offres d'emploi

1 PROGRAMMEUR ASSEMBLEID

IBM 376/125 OS/VS

Alin. 7 an d'expérience.

S x 8 x 13, primes et intère
ment, restaurant d'entrepu

Env. C.V. et prêt. au Chet du personnel, B.P. 720.08, 75361 Paris Cedex

FIAT MATERIEL AGRICOLE recherche pour le 1er SEPTEMBRE

ANALYSTE COBOL - ANS sous OS/VS 1

Lieu de traveil : ETAMPES-91 Restaurant d'entreprise. , Nombreux avantages sociaux.

Envoyer C.V. et photo à la Direction du Personnel, B.P. 36 - 91150 ETAMPES.

SOCIETE DE SERVICES E CONSEILS EN INFORMATIO recherche

2 INGÉNIEURS INFORMATICIENS

l à 6 ans d'expérience de ces systèmes. Disponibles immédiatement les travail : BREME (R.F.A.) nnaissance de la langue allemande souhaitée.

dresser lettre manuscrite evec V. et prétentions s/réf RAND mentionner sur l'enveloppe) EAMPLOIS ET CARRIERES, rue Vernet, 75008 PARIS.

EXPRESS PHOTOGRAVURE 59, r. de la Goutte-d'Or, Aubervilliers

PHOTO HOIRE COMPLET bonnes références; connelssance TRAN GRADAR souhaitée; pr service de 13 h. 30 à 21 h. présenter ou tél. 833-31-33.

SOCIÉTÉ SEDIS Groupe PEUGEOT LEVALLOIS METRO ANATOLE-FRANCE recherche

pour service Exportation AGENT

ADMINISTRATIF rge expérience de dom paration correspondanc rification, transports... Angleis - Allemand parié, écrit.

dresser C.V. et prétent SEDIS 102, rue Danton, LEVALLOIS (92)

nseils en brevels d'Inventio ch. Ingésieur électronicle maiss, anglais et alleman périènce appréciée. Ecrir T 087 650 M REGIE-PRESSE SOCIETE LUWA
9000 Joinville-le-Pout
L. pour son Décarter
GENIE CRIMIQUE
1 Jeane INGENIEUR
(A.M. ou ENSAIS)

D'ADIONT
TECHNICO-COMMERCIAL
anctions :
relations avec la clientèle
coordination avec les preparation - des projets et suivi des affaires. Env. C.V. détaillé avec prét. à L.T.P. ss réf. 5139, 31, bd Bonne - Nouvelle. 75082 Paris CEDEX 02.

ESSONNE. Sté de Promotio SANDERS COMPTABLE

D. E. C. S. Adr. C.V., photo et prétent i S.P. SANDERS, 19, quel de l'Industrie, 91200 ATHIS-MONS

POUR SERVICE IMMOBILIER

EN EXPANSION RECH. COLLABORATRICE

AYANT CONNAISSANCES
APPROFONDIES
JURIDIQUES, ECONOMIQUES
ET FISCALES

Ecrire avec C.V. et photo à SERVICE RECRUTEMENT. LA PROVIDENCE 5, rue de la Victora, PARIS-P. Il sera répondu à buules lettres mentionnant de l'expérience dans l'immobilier.

ात्र THOMSON-BRANDY

ANALYSTE PROGRAMMEUR

PROGRAMMEUR
Expér. minim. 2 ans dams
assembleur mini-ordinateur
Pour application médicale
de l'informatique.

de travail provisotr prévu prochainement à Stains-93.

Avantages sociaux - Self-servica, 13º mols, base 40 heures. r. C.V. et prét. à C.G.R Service Personnel, B.P. 66, 92133 lasy-les-Moulineaux.

ÉLECTRONIQUE INGÉNIEURS T.C.

Composants actits et epto-électronique - Expérience : 5 ans.
- Anglais indispensable.
Téléphoner à EUROPAVIA
M. MEUNIER
666-21-10, pour rendez-vous.

offres d'emploi

societe suedoise — produits en bois prefinis — RECHERCHE POUR SA FILIALE EN FRANCE

CHEF DES VENTES

Fanction: Etre entièrement responsable de l'acti-vité commerciale: établir un planning marketing par produit, créer un réseau de distribution, fixer et gérer le hudget, être capable de former et animer une force de vente.

Ingénieur commercial ou diplôme d'una Profil: Ingénieur commerciale supérieure. Some école commerciale supérieure. Some expérience de la vente, de préférence dans le secteur matériaux de construent dans le secteur matériaux de construent. Trè-

BOUGIE

MARCHAL

USINE ASNIÈRES

pour le départemen QUALITE-ESSAIS

INGÉNIEUR

QUALITE

ÉLECTROMÉCANICIEN

Le candidat âgé d'environ 30 ans aura quelques années d'expérience.

Sureau INGENIEURS CONSEILS

DE COMPTABILITÉ

siège à NANTÈRRE

Vauillez adresser lettre manuscrite, photo + C.V. avant le 1er juin 1976 à la CHAMBRE DE COMMERCE SUÉDOISE 9, piace de la Madeleine, 75008 PARIS.

IMPORTANTE ASSOCIATION

DIRECTEUR (TRIE)
POUR UNE RESIDENCE
DE PERSONNES AGEES
à GENNEVILLIERS
(72 logerments)
Formation supérieure. Diplôma
assistant (1e) social (e) ou
CAPASE apprécié, Sens social
Queiques années expérience
collectivités indispens.
Logerment de fenction.

crire avec C.V. et präientions 58.289. Contesse Publicité 1, av. Opéra, Paris-les, qui tr

COLLABORATEUR DECS ou niveau pr dossik P.M.E. Référ. Cabinet south Libre rapidement. Permis conduirs. Tél. pour rendez-yous : 345-31-43. Cercle de la Librairie CATALOGRAPHE

35 ans min. Responsable controle reduction fiches bibliographiques. Formation perieure + C.A.F.B. ou D.S.F. Env. C.V. Service du Personne 117, bd St-Germain, 75006 Paris INGÉNIEUR Avec OST ou BTE. Experience
Mécanique et gestion indust.
Anglais courant. 90,000 F/an.
Ec. à SWEERTS B.P. 259, 7542.
Paris Codex 09 s/réf. 350 q. tr

Etablissement financier CHAMPS-ELYSEES rech. CHAMPS-ELYSEES rect.

PUPITREIRS

IBM 379/135/05/V5/

Horaire de travail : 15 à 23 h
5 x 8 x 13, primes et intéres,
restaurant d'entreprise.
Env. C.V. et prétent.
au Chef du Personnel, B.P.
720.08, 75361 Paris Cedex 08

IMPORTANTE **ORGANISATION**

C.G.E.E. ALSTHOM LEVALLOIS recherche:

INGÉNIEUR CHANTIER

HYULDILLUR CHRINITA CONDUCTEUR DE TRAVAUX Gde expérience EXPORTATION (anglais abligatoire arabe parie) pour responsabilité char-ti er équipement électrique 5.000 logements réalisables en 3 ans. Incorporation de circuits électriques d'appartements en systèmes pieuvres à bien comai-tre pour candicature valable. Disponibilité souhaitée :

Ecrire 13, rue Antonin-Ray 92309 LEVALLOIS (798-13-13 poste 545)

Pour CLAMART

ANALYSTE

CONFIRMÉ

NE PAS PREVOIR DE VACANCES

GLORIA S.A.

Guarrier Champs-Elysées
recherche
1-) Camarable 2- 6ch.
Confirm. Ayant exercé des
fonctions comptab, diversif.
2-) Comptable 2- 6ch.
pour comptablii, payes et
déclarations sociales.
3-) Alde-Comptable
pour comptabli, clients.
Ne pas hilliphoner, écrire :
GLORIA S.A. J.P. Ferrand,
14. rue de Bassano
75783 Paris Cedec 16

Service Technico-Commercial

JEUNES B.T.S.

JEUNLY P.1.3.
(Former, Commerciale excepte)
pour établissement offrant
brûleurs movemes et fortes
puissances.
Etablissement offrent
brûleurs Fours d'incinérations
de produits industriels.
Adresser C.V. manuscrit
ev. photo, à E.G.C.L. PILLARD,
124, avenue Francois-Arego
7200 NANTERRE
SOCIETÉ INDUSTRIELLE
REGION NORD DE PARIS
recherche
INDECTIFIED

DIRECTEUR

SOCIALE QUARTIER OPERA Probatoire D.E.C.S. 5 ANS EXPERIENCE Ecrire avec C.V., SAFEGE 76, rue des Suisses, 92000 NANTERRE RÉDACTEUR eau BAC, min. 2 em gestion administrations comptables, bonnes aptitudes

Fondation Curie Institut Radium Section Mádicale rue d'Ulm, Paris 5, rec INFIRMIÈRES D.E. DÉLÉGUÉE SOCIALE our service de jour ou de r au choix. Ecrire avec C.V ou se présenter Mine Bernar Surveillante générale Diplôme d'Elat assistante sociale, visites et enquêtes auprès retraîtés région parisienne, Perrois conduire. Avantages sociaux. Cantine. r. C.V. détaillé manuscrit Brossard, 3, r. Taitbo 75440 PARIS CEDEX 09.

MANIPULATRICE
Radio diagnostic
Ecrire avec C.V., ou se prés.
Mule Aurégan (poste 485) Sté Edition Centre Paris ch.
SECRETAIRE pour Direction
commerciale, réf. exigées, ay
minim. 10 a. expér. Ecr sous
n° 330.149 M RÉGIE-PRESSE,
85 b., r. Régumur, Paris-2° q. t. MANIPULATRICE Ecrire avec 'C.V. ou se prés Mile Soullier (poste 301)

2 PROGRAMMEURS-ASSEMBLEURS PL1

BOUGIE MARCHAL USINE ASNIÈRES

recherche pour son département QUALITE - ESSAIS INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

ÉLECTRICIEN Formation Sub-Elec ou égalvatent Le candidat égé de 30 ans environ aura une expérience de quelques années dans un service technique.

Dans le cadre de sa foncilo II assurera des relátions un niveau élevé evec lu eurvices correspondants de Industries de l'Automobile des Equipements Automobile des Equipements Automobile

Envoyer C.V. et prétent SCAMEA 200, av. des Grésillons 92602 ASNIÈRES

Nos esperances sont depassees, nous voici contraints pour satis-faire notra clientèle de recruter phisieurs COURTIERS (RES)

ynamique et possédant voltura. Possib. 6.000 à 10.000 F mens. Règion persienne et centre France. Tél. pour R.V. U.C.E. EDITIONS, M. ELBEZ. 986 - 68 - 49.

CRANFIELD INSTITUTE
OF TECHNOLOGY
LECTURER required to beach
French to postgradual a students;
to help run short courses for
industry and the public services;
and to develop MSc courses in
Department of European Lenguages and Institutions.

FINANCIER

FINANCIER

Enquiries to: Secretary (Application of Technology, Crandfiled Institute of Technology, Crandfiled Institute of Technology, Crandfiled Red tord, MK 43 OAL, England. Phose 0238-780111, ext. 412, or Drok Immobilier, recherche 17, r. Lebel, 94300 Vincennes, q.t. Telex ES972. Closing date 4 June.

représentation offres

tante Société Grossiste en Josfileri recherche

2 REPRÉSENTANTS EXCLUSIFS

pour Paris et Région Est. ellents vendeurs, même débutants, en jouli-

Commissions + frais de route. Minimum garanti essuré. Envoyer curriculum vitae + photo à n° T 087309 M REGIE-PRESSE, 25 bis, rue Régumur, PARIS (2°).

autos-vente

OLKSWAGEN:AUDI

FAIR PLAY AUTO

Concessionnaire. 17° Neuilly-Levallois

Specialiste automatique

LIVRAISON RAPIDE 88, 5d Pereire PARIS 17-768-26:10 / 27-20

13, rue de Kome, Paris VOITURES DIRECTION Peugeot 604 Cuir Lo. 76. 504 GL to. 76. 104 GL 75-76. 104 Coupe Z.S. 76. Tel. 205-94-42

R 5 TL 76 bles, 41.000 kms Excellent état. Tél. 803-52-60 foute la journée Mercredi 19-5, ou tous les soirs.

Part, vend DS 21 inj. PALAS 71 bon état peint neuve, int. coir. 60.000 km, 10.000 F. Tél. 822-31-97 le soir.

bateaux

A vendre comma neuf Chriscraft 55 pieds Flush Deck 1974 deor 425 CV GM Diesel visib. Antibe 425 CV GM Diesel visib. Antibe Tét. (73) 82-02-44 ou Ecr. nº 8313 * le Monde » Pub 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9*

transports

DEMENAGEMENTS ties distar i ces, travall soigné. Devis gratul MESSAGEOT. Tél. 366-50-6

CHOCOLATS WHISS
PRODUCT. TR. HTE QUALITE
rech. suite départs en retraite
REPRÉSENTANTS MC pour

reprend "clientèle existante ; confiseries, pătisser., épiceries fines sur Parts, 78, 91, 92, 93, 94, 95. Tél. de 10 à 20 h. pr R.-Vs. à 758-21-55. Pour ANIMER sur le TERRAIN une équipe de VENDEURS (SES)

cherchons : spécialistes confirmés. Ce poste de cadre peut dé cher sur une direction rég si capable.
Situation stable, bien rémun.
Voiture indispensable.
Ecr. av. C.V. à O.P.F., nº 1.918
2, r. de Sèze, Paris-9°, qui tr.

capitaux ou proposit. com.

Capitaux Import. disponib. apidemt, garantie hypothecaire a bancaire. Taux 12 a 15 % aimet, BUTANTIN. 874-96-43/45 Pour exploitation système breveté, nouveau et sans concur-rence, cherche personne dispo-sant capitaux mirim. 50.000 F. Quelques heures de travail par queiques neures de iravair par mois, taux de rendemant import. Ecrire sous réf. 3267 à -P. LICHAU S.A. 10, rue de Louvois, 73063 Parts Cedex 02 qui transmettra.

propositions diverses

Il sera chargé d'établir les programmes, d'en définir les moyens et les modalités d'application dans le cadre des objectifs généraux de l'entreprise. holographa chevronné, prote tur, grande école, échange to: Dans le cadre de sa foncti il assurera les relations à un niveau élevé avec les services correspondants des Industries de l'Automobile des Emultament

l)emande Envoyer C.V. et prétenti SCAMEA, 200, av. des Grésili 92602 Assières Traduct, franç, anglais traduc-teur américain, 526-15-88 le soir.

traductions

boxes-autos boxes-autos.

EXCELLENT PLACEMENT

ENSEMBLE OU SEPAREMENT 65 boxes fermés - 48 parkings couverts Très bonne rentabilité. A CLICEY-SUR-SEINE SOUS IMPORTANT CENTRE COMMERCIAL.

S.E.F.E.C., 38, bd de Courcelles, PARIS (174). 267-58-24 - 924-47-84.

A VENDRE

secrétaires

de direction

SCRETAIRE ADMINISTRATIVE ayant expér. et parfallement bilingue, recherchée par la Section britamique du Lycée international de Saint-Germain-en Laye. Position stable. Charged de l'administration de la section contacts a v e c parents, etc. Bonne stèno-dactyle et camalissance du système scolaire français essentiels. — 5 X 8 1/2 a. 2.500 - 3.500 F menseels.

Env. C.V. au Chef de Section Britannique, Lycée International, 78104 Saint-ermain-en-Laye.

<u>Secrétaires</u>

Nous nous occupons de Tou-RISME et LOISIRS. Recher-chons URGENT: 1 secrétaire trifingue: Fran-cals, Anglais, Allemand, Très bonnes références demandées. Se présenter mardi 18 mai, à CLUB NATURE 10. r. Pierre-Demours, Paris-Tre. Sté G.I.C., 27, rue Véron, 18, recherche SECRET, STENO-DACTYLO 1 ou 2 ans d'expérience.

P.A.X.

MERCEDES BENZ
RECENTES

Alercedes 250 SE 73 et 74,
Mercedes 250 SE 73, 74, 75,
Mercedes 250 CE 73,
Mercedes 250 CE 73,
Mercedes 250 CE 73,
Mercedes 250 et 240 Diesei 74,
50 VOITURES GARANTIES
37, rue Dulong - 267-49-76

123, rue de Rome, Paris (17VOITURES DIFFETTOM 1 ou 2 ans d'expérience. Tél. : 606-47-15. Sié Commerciale de moteurs
C.L.M., filiale Peugeot, ch.
SERFAIRE STENOCONFIRMEE
Trilingue ANGLAIS-ALLEMAND
Lieu de travail:
Proximité DEFENSE
ou gare LA GARENNE-BEZONS
Transport assuré par car Sié
Ecrire S/réf. 260, S.C.M.-C.L.M.,
B.P. 420, 92004 Nanterre Cédex

TAG-SERVICE SECRETAIRES Bilingues anglais Sérieuses références exigées, Tél., au 878-70-06. BANGUE PRIVER Affiliée à groupe important recherche pour la Direction de son département étranger

> SECRÉTAIRES. STÉNODACTYLO

Anglais lu, écrit, parié absolument couramment, a connaissance des langues candinavas serait appréciée mais non indispensable.

dr. C.V. à nº 7,748 PEAVIT PUBLICITE, 100, rue de Richeileu, Paris-2°, qui tr. Dactylo C a b i n e t juridique recherche Stérodactylo confirmée, dynami-que, libre de suite. Téléphone : 508-68-18 — 236-25-79.

travail

à domicile Demande 👤

Dactylo, IBM élec. sphère ch is bravaux dom. 236-13-73 Tous travaux dactylo, taris ri-duits si règuller, permanences téléph. forfait mensuel. Tél. 266-29-90

Secrétaire Direction Cadre Hau-tement qualifé. Sérieuses référ. Cherche situation stable. Actuellement col-laboratrice Cadre Supérieur. Di-rection Juridique Sténodactylo. Capable rédiger. Capacitaire en druit.

Ecr. no 2.233, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Parts-9«.

J. F. DIPL. DE RELATIONS INTERNATIONALES rech. empl. dans mutinationale ou société ayant service de relations inter-nationales. Libre rapidem. Ecr. no T 87.703 M. REGIE Presse, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

Collaborateur marchand de biens, 10 ens expér., recherche poste actif. Ecrire nº 583, Publi G.R., 27, r. Fg-Montmartre (9º)

Mast of Sc. Chem. Eng. (M.1.T.)
Ing. ENSCP exp. process, Inginpétroch. angl. cour.. rech. posts
corresp. à qualif. Dépl. et sél.
l'étrang. poss. Ecr. nº 41,569 M.
REGIE PRESSE
85 bis, r. Réaumur, Paris-2, q. br.

Jeune temme, 35 ans Secrétaire administrative, 15 a. « Propriété industrielle recherches, marques de tabrique » ch. situation stab. Ecr. n° 6.238, « le Monde » Pabl. 5, r. des Italiens, 7507 Paris-».

demandes d'emploi demandes d'emploi

CADRE SUPÉRIEUR H.E.C. Lic. Droit, 47 a gde exp. MARKETING et GESTION Anglais - Allemand

- 15 a. Dir. Com. impte Sté fabr.et vente prod. Ind. – Actuel. CONSKIL en GESTION, Groupe banca — actiei. Consent en Gestian d'entrep. (objectifs, stratégie, budgets, structures) et à suivre réalisation. Effic, organ. animat. d'hommes, négociateur. Cherche DIRÉCTION GENERALE moyenne entre. (C.A. 20 à 100 M.) ou de Sté import. DIRECT. DEPART. Règ. Paris ou ville universitaire NORD-EST

Ecr. No 41455 M. Régie-Presse 85 bis r. Réaumur (2º).

34 ans. D.E.S. SCIENCES ECO. Exp. études éco.; marketing; gestion cciate; anglals, arabe. Ecrire HENRI-BOURBON, 16, rue Vaudrezanne, PARIS-13°.

Pătissier français, 27 a., 12 a. de pratiq., sens de l'organis, et des responsab. Désire empl. à l'étrang. Libre sept. 1976. Ecr. à M. KAGZKIEVICZ Alain, Pátiss. RUMPELMAYER. 2765 SHIMO TSURUMA YAMATO SHI KANAGAWA - KEN JAPON.

Secrétaire professionnelle capacité en droit, cherche travail à domicile, 345-55-38 après 20 heures.

Il sera chargé de la définition et de la réalisation des pro-grammes d'Essals-

Proven skills in teaching of French, plus knowledge or expe-rience of French institution, essential. University Lecturer sa-lary scale.

DIRECTEUR D'USPNE - 32 ans Ing. ENSIA + Gestion C.P.G. + Angiais Expérience unité 350 salariés

ayant sens de l'organisation, du contact et du commandement, attaché aux résultats concrets dans un contexte humain vivant. propose sa collaboration pour assumer sabilités GESTION - PRODUCTION - SOCIAL

Ecrire no 2244 « LE MONDE » Publicité. 5, rue des Italiens 75427 - PARIS-9°

DIRECTEUR ADMINISTR. ET FINANGIER 31 ans : expérience française et anglo-saxonne en gestion, finance, marketing, administration gené-rale et commerciale, législation, informatique recherche poste de : DIRECTEUR GENERAL OU ADJOINT

ou fonction similaire dans P.M.) Ecrire sous numéro T 87.678 M à REGIE-PRESSE, 35 bis, rue Bésumur, 75002 PARIS,

CADRE superleur bătiment connaisa, travx à l'étranger, Antilles, Canade, Afrique du Nord, it ans, Direct, d'entraprise et B.E.T., rech. situat. France ou étranger dans entreprise B.E.T. ou Cabinet d'Architecte. Ecr. s/nº 087.901 M. REGIE PRESSE.
85 bis, rue Réaumur, PARIS-2x. Dame 40 ans, tr. experim., poss. grandes cumaissances agence matrimoniale. Excel. références, rech. posie collaboratrice ou direction. - Ecrire MAVAN, 14 ter. rue Mouzala, Paris-ip.

DIRECTEUR DE BANQUE

Département financier et grandes relations, émissions, bourse, gestion portefeuille et opérations financières.

Etudieruit toutes propositions. Ecrire nº 2.196, c LE MONDE > Publ., 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9°).

CADRE ADMINISTRATIF

- 32 ans - 10 ans expérience organisation de dif-férents dépôts et agences en P.M.B. (facturation, statistiques, valeur ajoutée...). Programmeur EULL-EMP - Démarrage de Service. Perfect. Organisation C.N.A.M. - I.E.S.T.O. Recherche poste à responsabilité Paris ou banlieue Eud-Est. Libre de suite. Ecrire sous le numéro 2.241, « la Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS-94.

HOMME 33 ans CADRE
FONCTION PERSONNEL
Psychologie industrielle
Notions anglais

4 a. exper, qualification des
postes de trav. (the lidrarc.)

4 a. responsable formation
cherche Poste
ADJOINT CHEF DU
PERSONNEL
Paris ou Banileus, Ecrire
no T 87-676 M, REGIE Press,
5 bis, r. Réaumur, Paris-2x, q. tr. Secrétaire Billingue Franç. Angi. Cherche emploi mi-temps 17. Mme PEYRAMAURE, 17, rue Lacrolx, Paris-17. - 627-33-18.

Voir la suite des demandes d'emploi en page 35

CADRE SUPERIEUR AUTODIDACTE - 49

DECTEL & EN DEDIT

See all the Albanda

d'emplai

BESPONSAS LE

MI TELE

.

B. Briveria

BER BERGERRY THE TANK AND M. Continued DE CENTER WEEK BOT

Section 1975

MANUEL CHARLES

Nous prions instamment nos da de de la contra la cont de répondre à toutes les lettres

will tegoirent et de restituer une merent et de restrante des les documents qui leur

recietoile de direction SCRETAIRE ADMINISTRAL

BUSINGUE, FECHETCHE PARTE

LINEAU PROCESSION OF STATE

LAYE. POSITION STABLE

CHARLES A VEC BARRE

CONTACTS A VEC BARRE

CALLE STATE OF STATE

CALLE STATE OF STATE

CALLE STATE OF STATE

CALLE STATE

CAL 7 6/309 M 1PARIS (2*).

FLAY AUTO

CHARLES BERZ

27.20

Inc. Spirite of the Control of the C

Env. C.V. au Chef de S. Britannique, Lycse interna-78164 Saint-ermain-orda autos vente GEN AUDI

<u>Secrétaires</u> NOUS NOUS OCCUDORS de la RISME et LOISIES de la Chons URGENT : 1 secrétaire triimps : cais, Anglais, Aliene triimps : cais, Anglais, Aliene de la commercial de

BERZ

CTOM

A SECURITY

A SECU Sie Commerciale de C.L.M. Iniale per SERRETARE STEMS
SERRETARE STEMS
CONFIRMEE
Trilingue MIGLAISALICA
Lieu de Irani
Provimire DEFENS
Transport assure Air Care
Ecrire Streft and Rament
B.P. 420, 92001 Rament Site College C TAG-SERVICE SECRETARES

Dactylo

Edit of the state of the state

المعادية المنافقة

Eilingues angue Sérieuses réferences en Tel. au 578-798 2 27 inj. PALAS 77 inj. PALAS 78 inj. PALAS Affilies a groups more recherts pour la Cirecton de Corparisment etrap cateaux SECRÉTAIRE Consche and Christrality
Fish Duck 1974 deux
Fish Duck 1974 deux
Fish Sugar Land Anthes

18 (19) \$151-4 de

18 (19) \$151-17 Anthes

18 (19) \$151-17 Anthes

18 (19) \$151-17 Anthes

19 (19) \$151-17 An STENODACTYLO Anglais lu, ema as-garo-ament comme La connactance cale-scandinaves serae as-mais non «Corre-

transports See and the See of Sec. 14. 36-50-66

autos boxes-autos

THEEDALH TIGHLIE A VENDRE ENSEMBLE OF SEPARATEST ACCEPTANT CENTRAL CONTRACTAL CON

Dem inde Sattyo (Bylesis) traesus (Sittle) Industrial Community of the Community of 28. 16 der Comptelles, PARTS (174). 225-06-06 - 681-11-56.

demandes demin randes d'emploi

THE SUPPLIEUR H.E.C.

A die op. Minister of Operior

Minister of the Control of Control de de la compania del compania de la compania del compania de la compania del compani (2) 10 Marie Branco (2)

> DIRECTEUR D'USINE - 32 aus Ing Mesta - Gretton C.245 - Antierror and de Forganistic dans un contest

CESTION - Property of the Charles we have a but have a

AN ADJOINT M & Marine PRISE.

DERECTEUR DE SANGUE Marine Former of The Control of the Budgets 1 1-10 mm

MISTRATIF Committee of S

THE PARTY

Voir la suite des demandes d'emplei La ligne La ligne T.C.

OFFRES D'EMPLOI Offres d'emploi "Placards encadrés" 36,00 minimum 15 lignes de hauteur DEMANDES D'EMPLOI 38,00 44,37 CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC. 65.00 75,89

ANNONCES CLASSEES

La figne La figne T.C. L'IMMOBILIER Achat-Vente-Location EXCLUSIVITES 32,00 37,36 L'AGENDA DU MONDE 25,00 29,19 (chaque mercredi et chaque vendredi)

maisons de

campagne

5 KM COURVILLE

Dass petit village, mais. camp. cvis., séj. 2 chbr. + 1 mans. s. d'ean, w.c. idin 653 mans. par. Px 160.000 F av 22.000 F Ag. de Courville 2 Courville-28 Fél (15 37) 23 90, m dim.

chalets

propriétés

VUE IMPRENABLE

SEVRES, Parc Salm-Cloud, 8 Pcas, culs, Cft. Parc 1.406 m. 1.700.000 F. Facil. 027-57-40.

GARCHES près le GOLF

Malson ancienne, récept. 5 ch. 3 bains. Jard. 2.400 m2. Prix 1.100.000 Ecr. serv. n° 45, B.P. M. DU MAZET 128, 75062 Paris CEDEX 02, qui transmettra.

terrains

ACHETE TERRAIN VIABIL.

A VDRE TERRAIN 12,000 m2 2.i. TRAPPES - Téi. 233-57-59 le matin.

Particulier cherche terrain à

louer pour caravane, rég. proche Paris. Tél. : 246-72-23 poste 379.

Vendez aux melli, conditions
FONCIAL 36 ans référence
expert, gratuite.
19, bd Malesherbes, 266-32-35

NICE, appt 100 m2, 4 p. pr. + cs. serv., tt cft, bel imm. p. de talle, ét. impec.. Cpt 30.00 f. rte mens. 1,500, 76-69 a. cccupé vend. DECOBERT. 262-26-66

Rech. APPT. PARIS or PAV. BANLIEUE proche en Vlager, Ilbre ou occupé. Sté GERARD, 5, bd Jules-Ferry (11°) 805-33-47

manoirs

Tres peau MANOIR 65 km Ouest MANOIR ndes réceptions, 7 chambre dépendances Parc 2 ba.

IMMOBÍLIAE

domaines:

VENDéE, tr. joile propr. amén. en haras, 30 boxes, 27 ha prair. et bols en lis. forêt domaniale, tout cft, piscine 15x6 m, tensis, ball-trap, possib, golf 8 ha. Ecr. FERRET, expert foncier, 98, rue de la République, 85.200 Fontenay-le-Comta.

châteaux

L'immobilier demandes d'emploi

DOCTEUR EN DROIT spécialiste Droit des Affaires

40 ans - 15 ans de bunque. — au ans - 15 ans de Bunque,
— Expérience approfondie problèmes juridiques, fiscaux, fisanciers. Sociétés et Immobilier.
— Habitude négociations au plus haut niveau.
— Intéressé par cituation haute qualification dans banque, assurances, immobilier.
— Références morales et professionnelles de premier ordre.

Libre de suite

Ecriro nº 2.231 « LE MONDE » Publicité, 5, rue des Italiens. 75427 PARIS (9°), qui transm.

CADRE SUPÉRIEUR **AUTODIDACTE - 49 ans**

 9 ans : Services techniques;
 8 ans : Services commerciaux;
 10 ans : Gestion, Direction,
 i'à niveau Direction Générale moyenne prise. Jusqu'à miveau ductions
entreprise.
Expérience complétée par cours et stages :
LC.G., C.N.A.M., CUCES, C.ESI...
Cherche
POSTE ACTIF ET A GRANDE RESPONSABILITE.
Etudiera toutes propositions.
Libre rapidemont.

- T. MONTE & Publ.

Ecrire nº 2.168, « LE MONDE » Publ., 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9°), qui transm.

Les fonctions personnel, organisation, formation sont les éléments indissociables de l'évolution d'une entreprise. Si vous, Directeur de Personnel, partagez cette opinion, je cherche auprès de vous un poste de

RESPONSABLE DE FORMATION 44 ans, 20 ans d'expérience des hommes, des organisations et des communications. Libre rapidem. Ecrire sous le numéro 41.593 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transm., on téléphoner au 926-80-89, le soir.

POUR TROUVER

Le CIDEM (Centre d'Informat.
sur l'amploi) vous propose
GUIDE COMPLET (231 pages)
Extraits du sommaire :
Le C.V. : rédacion avec
exemple, erreurs à éviter.
La graphotogie et ses pièges.
12 médecias pour trouver
l'emploi désiré : les « trucs »
et techniques appropriés.
Réussir entretiens, interviews.
Les bonnes réponses aux tasts.
Emplois les plus demandes.
Vos droits, iois et accords.
Pour informations, écr. CIDEM
6, sq. Monsigny, 78 Le Chesnay

MARKETING - EXPORT

CADRE 37 ANS

Partant anglais, experience internationale marketing et transport. Négocial. hauf niveau.

Recherche secte de presentable

Reciberche poste de responsain lité création, admation e développement réseau étrainser Libre de suite. Ecr. nº 2.23 « la Monde » Pub., 5. r. des Italiens, 75427 Paris-9° ARCHITECTE D'AFFAIRES
D.P.L.G. + I.A.E.

— 3 ans expér, Architecture;
— Anglais courant;
— Grand sens contacts humains;
ch. poste négociateur-concepteur,
Ecr., no 7.8768 7 M. Régie-Presse,
85 bis, r. Résumur, Paris-2», q. tr.

RESP. TEMPS-MÉTHODES Bonnet., corset., confec. : format. Cetih-Capelin, rech. sit. int. Ecr. n= 8,834 < le Monde > Pub.,

5, r. des Italiens, 75427, Parls-9-Cadre administratif specialise RECOUVREMENT DE CRÉANCES

ch. sit. temps partiel, 13×2.000. Ecr. nº 9.169 Centrale d'Annon-ces, 121, rue Réaumur, Paris-2. CADRE MARKETING EXPORT

4 ans expér. Ingénieur conseil et commerce international, par-faitement bilingue Anglais, conneissance Italien, rech. posie responsabilité basé PARIS. Ecr. n° 1.8772 M Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2° qui tr.

DIRECTEUR RELATIONS HUMAINES 45 a., Expér. approfond. de tous les aspects de la fonction. Réf. Industrie, tertiaire et service, recherche situation équival. Paris ou région paris. Ecrire v5 7.875 Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-les, c.t.

20, av. de l'Opéra, Paris-let, q.t.

CADRE 41 ans, enseignement
secondaire et technique
Angi., divers stage organiset,
et gest 17 a. exp. stés améric.
étude emball. et conditionnem.,
organiset. Industrielle. Product.
industriel engineering,
recherche pastes simil., préf.
dépts. 89, 21, 71 ou 58.
Ecr. N° 5.233 « le Monde » Pub.
5, r. des Italiens, 75/27 Paris-9.

ivoirien, lic. sc. éco., dipl. do 3º cycle av. thèse sur sujet fin, ch. poste dans sect. banc. fin ou adm. en COTE D'IVOIRE de préfer. ou autre pays. M. J. NOGBOU, B.P. 303. ABIDJAN, R.C.I.

J.F. 28 ans, DIPL SC. PO - MAITR. ANGL., bilingue, 4 an exp. tra., ch. situation rapport Ecr. no 2.213, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9« VOUS AVEZ BESOIN D'UNE

VERITABLE COLLABORA-TRICE POUR VOUS ASSISTER EFFICACEMENT DANS VOS RESPONSABILITES ? Vous êtes alors le chef que je cherche Trilingue angl.-allemand, 15 ans cherciae
Trilingue angl.-allemand, 15 ans expérience. Excell. présentation, goût des initiatives, dynamique, rapide, ambitieuse.

X. 42 ans, grande expérience organisation, recherche poste direction. Ecrire no 60.055, HAVAS CONTACT, 156, bd mann. - 75008 PARIS, CADRE COMMERCIAL

esponsable pendant 25 ans de Région parisienne plus 1 an ages perfectionnement, rech. sie similaire, necesion déplacements et mécalon J.H., 25 a., ficencié anglais BTS, TRADUCTEUR CCIAL ANGL. Bnes not. ESPAGN, ch. emplot. Etud. toutes propositions. Ecrire no 41,293 M., REGIE PRESSE, 8 bls, rue Réaumur, PARIS-2». 35 DIS, FUE REGUMER, PARIS-25.

J.H., 26 ans, célib., techniclen supér. en mécanique générale, anglais cour.. ch. empil, ou stage rémumèré. Ecrire AROUL, 1, bowl. Jourdan, 75014 PARIS.

J.F. IIc. en droit, sciences PO, expér. Foncier. 3.000 F mens. Ecr. nº T B7.74, Régle-Presse, Sb bls, rue Réaumur. PARIS-2. CHEF DE PUBLICITE, 36 ans. 15 ans. expérience agregates. + 15 ans expérience agence : régle, gestion budgets, études et plans média, fabrication, éditudes cherche POSTE agence ou an-nonceur. Libre de sulte. Ecrire : Gérard SOUVERAIN, 5, square Georges-Bizet, 93110 ROSNY-sous-BOIS,

Chef d'aleiler, 42 ans, dirigeant aiblier de construction et mécanique générale, accepterait situation Sud ou Sud-Ouest, même place à l'étranger (pays chauds) Ecrire : M. Charles GALVANE, H.L.M. qual Pasteur, 38200 VIENNE.

Professeur technique gestion
DECS 5 ans exp. enseignement
et formalion perm. recherche :
Collaboration avec école ou
organisation formation. Poste
responsabilité cu animation;
Insertion cabinet exp. compt.
lemps complet ou mi-temps.
Region Sud-Est (Grenoble). Eco14.64 M, à Régie Presse,
bis, rue Résumur, PARIS-2e.

Jeune femme, 35 ans,

Jrume femmre, 35 aus, bonne présentation habitude contacts clientèle, cherche situation dans la représentation commerciale. Préférence Paris au 78. Dispose volture. Ecr. nº 6239 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-90 persenteur commercial cellers. inspecteur commercial peinture hátim, introd. réseau distribu-tion, entrepr. ch. poste simil. av. resp. Ecr. nº 41.579 M Régle Presse 85 bls, r. Réaumur, 20 CAPRE 30 ANS
Diplômé des Hites Etudes Ciales, Docteur en gestion, expér. de haut niv. informatique, organisation, personnet et cctal, ch. poste à responsabilité rég. Sudstate à responsab

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Paris Rive gauche

Rive droite TROCADERO

APPART. GD STANDING
dans bel imm. Plerre de 7
TRIPLE-RECEPT. gde 5.
manger, 4 P. belle galerie,
3 s. bains, 2 cuis., 1 office.
2 wc, GRAND BALCON,
2 CHAMBRES 924-56-24,
be service 924-56-24, BD SUCHET. Etg. élevé 4 p. 100 M2 baic. CHBRE 9-, S/VERDURE CALME. Box, 633-23-17 - 577-33-38.

appartements vente

8, rue RAMPAL Dans bei immeuble 1911 Dats bet immediate 1911
entiferement résnové, ascensour,
chauf. central, interphone.
PPTAIRE BEAUX 2 P.
CUISINE, bains, wc. 44 m².
CHARME et SOLEIL.
Prix de 150 à 170,000 F. Facil.
Vis. lundi, mardi, jeudi 15-19 b.

Tél. le matin : 567-50-35. RAYHOUARD Imm. stand 65 m2 + chbro de serv., 4º él Jean FEUILLADE - 579-24-39.

YVI° HURAT DS IMMEUBLE TT CONFORT
P étage ASC-DESCENSEUR.
3 PIECES, cuisine, beins
CHFF. CENTRAL, CALME ET
SOLEIL EXCEPTIONNEL PRIX 310.000 F

Me voir, ce lour, 14 h à 18 h 173-175, BOUL. MURAT, c Têl. 723-96-05 Te Rue Joulfroy. - Gd 2 P., bel Imm., bourgeols ou profess. 205.000 F. 626-63-83.
PERFIRE BEL IMMEUBLE pierre de taille 4 P. 2 sant/aires, tout confort. Possib. prof. liberale. A P Pessib, prof. fiberale.

Px 480.000 F. Vernel, 526-01-50.

CHPS-ELYSEES - Prestigieux

5 pièces Superbe 165 m2

7 étage. Sofell, Park. 504-67-56. GAMBETTA - Agréable appart. Hv. dbie, 3 chbres, tt cft, Imm. récent. 4° s/rue et lardin. Prix 360.000 C.F. comp. 343-62-14

AU PIED DE LA BUTTE AVEC Z TERRASSES Partic, vd EXCEPTIONN. 7 P. en DUPLEX, 985,000 F ou 285,000 F + 8.614 F/mens. TEL. 255-46-65

BOHEAU

Rue dégagée, solell, caime, dbie liv., chbre, s. de bains, cuis., dressing. Tél. & élage, ascens. 420.000 F. - 720-72-30. MANTM PTOF TRES URGENT PPTAIRE YD STRIPLING 2 FT 3 DOES 113, rue Caulaincourt (18º) S/place lundi, mardi, 14-18 h. PLACE PERFIRE

Direct par propriétaire ds imm. piecre de f., chauff. centr., asc., Superbe fiv. + 2 chbres, bains, culs. Prof. libérale, - 723-853,

Très bon investissement
Dens bet imm. plerre de taille,
caractère, 6d 5TUDID 50 m2,
tout confort, gde cuisine, ode
saile de bains, - 260-38-15.
9° Rich, Drouot - 3/4 p. 65 m2,
5° ét., lét. orop, commerciale,
Calme, 725,000 F. 982-43-92,
805 S'MCENNES - Et. 68-96,
vue panoramique sur Bols Beau
sélour, sakon, balk, 2 ch.,
belle cuisine, vec, s, bns. Parko
sous-sol. 325,000 F. 344-71-97,
DAUMESNIL - Bel Appt, heij DAUMESNIL BEI Appt, Ma d'entrée, séi., salon, 3 ch., culs wc, s. bhs. ch. centr., asc., so 478,000 F - 345-82-72

VILLIERS - STUDIO
tout confort, 45 mg, 4° étage
loggia. poutres. Soleil. Cheminée
165.000 F - 578-26-35 MUETTE
Bel Appartement de qualité
25 m2. 3 récept., 4 chambres
3 sanitaires. Profession (libérale
BON ETAT - SOLEIL
633-29-17 - 577-38-38

SOUARE CLIGANANCOURT
6°, asc., balc. Soleil. Grand,
to fine the soleil of and,
tit cfr, chambre service. Impecc.
Exclusivité Etade ORDENER,
100 bis, rue Ordener, Paris-10° 28°, M° TELEGRAPHE - Part. cède 2 pièces, avec lardinet privatif sur verdure, Calme, 45 m2, H cft, ear, construction 1972, élat neuf. Jolle décoration.

· VOLTAIRE - Imm. récent clandg, bear 3 pces, pde culs., solell, d'ble exposition. Calent Tél., 3º ét., asc. 297,000 F. Lundi, 10 h à 18 h 39, 37, RUE PETION ST-AMBROISE - Imm. neof BEAU 3 P. cakme, encoleillé It cit, parke, têl., 4º élage, asc Prix total saus autres frais cés es main : 363,000 F. Lundi/mardi, de 10 à 18 h 30 4, SQUARE ST-IRENEE MARAIS - URGENT Part, vend Appl 4 pces 100 m2. Studio 40 m2. Chambre Individ. 15 m2 - Téléphone : 924-69-75

MONCEAU, direct. s/le PARC. 160 m2, èlèg. gd cft + studio service + gar. 2 voit, Pasteyer l'Antiquaire en Imm. 266-35-84 Service + gar. 2 voil. Pasteyer
l'Amituaglier en imm. 264-35-84
SUR AVENUE PARC, PASSY
près O.R.T.F. Catégorie
vraiment exceptionnelle.
CALME. Veste réception
+ selle à menger 50 m².
2 chembres. Office, cula., bains,
Piacards. Très bon éra?.
730.000 F. Gar, et chambre de
service en plus. 764-35-22

18. EXCEPTIONNEL SUR LA BUTTE Dans Immeuble luxueusement renové, asc., v.O., STUDHOS 29 et 34 mž, belle sé de baits, grande culsine, De 130,000 F à 164,000 F. Sur place samedi 15, de 19 h. 30 à 12 h. et de 14 à 19 h., 32, rue Berthe ou Tél. 720-30-63

BIR-HAKEIM ETALLAT. RAFFINEE CHBRES SUR VERDURE 5° PRES BD ST-GERMAIN Propriétaire vd dans bel imm. de caractère sur cour. Jardin, calme. Très BEAUX STUDIOS + ATELIERS en DUPLEX Refeit neuf. 723-38-38. PL DU PANTHÉON MÉME

7 pièces, 252 m2 tt conft end. MAC. 14-76, CAR, 02-83 79, rue ROUELLE, 2º ét. - Gd 2 pièces, Très récent. Soleil. Baic. + park. Mardi. 13 h 30-18 h

Baic. + park. Mardi. 13 h 30-18 h
7°, près Breteuii - imm. 1960.
PART à PART. Duplex 4 P.
90 m2 + baic. 20 m2 + terrès.
s/loi 5 m2 aménag. Tr. calme.
Ensol. Gd rangem. Cave. Tét.
LIBRE de SUITE - 740,000 F.
Tét. : 734-97-62 ou 672-15-35
LUXEMBOURG, avec vue, très
rare, 3° étage, bel hôtel 17°,
salon, saite à manger, atelier,
5 chambres. Solell. Très colmes
Standins. Charme mervellieux.
325-10-56

PRES QUAIS & ARRDT SUR PARC PRIVE CLASSE Elégant Duplex 5 p., 140 m2. Dans bel Hötel particuler 18 s. MICHEL et REYL: 245-90-00 R. DU DR-FINLAY - Luxueur 5 p., cuisine équipée, bains, ca binet tollette. Verdure. Calme 600.000 F - RESY : 577-29-29

600.000 F RESY: 577-29-29

PASTEUR BRETEUR
Liv. dole + 2 chbres. cuisine, balms, 100 m2, chbre de service, Ascenseur, Balc. 156-60-31

7° av. Charles-Fhoque!
Bei imm. pierre de taille, Rvg + s. à mang., 3 ch., entr., cuis., bains, chauff. Immeuble, téléph., 4° ét. asc. + chbre de service.

PASTEUR A SALEUR 125-32-71

PASTEUR, A SAISIR, 3 PCES, fout conft, tél., balc., calme. Soleil, Ursent, - 567-01-22

EMILE-ZOLA - 4º ét. ASCENS. 2 p. 45 m2, 215.000 - 326-08-94

5º - Splendide Strotle 40 m2 à saisir - 227-19-75

a saisur - 2017/17/2

7 RESIDENTIEL - COQUET

3 PCES IMM. LUXUEUX. Balc.
TEL. Cuisine équip. - 704-88-18
RUE VAVIN - Très beau Studio,
colme absolu. Entrée + (oile
pce av. C. cuis. + saile bains
+ wc. + débarr. Prix 120.000 F.
TELEPH. : 16 (32) 51-08-72

S/jard, Hôtel MATIGNON
3 P., CUS., brs, 4º 6t. sans esc.
Comme. Soleil. Verdure,
340.000 F Tél.: 924-40-92
MONTPARMASSE - Charmant
2 P., CUS. Bains, Baic. Soleil.
110.000 F - 633-29-83 VIO PROXIMITE ST-SULPICE SOLEIL - ODE. 42-70 8 P., 5 SANITAIRES, GD STDG. 250 m2 - 1.300,000 F 6º Praxim. LUXEMBOURG
Dans une résidence du XVIIII
en résovation, reste à vendre
quelques Appls de caractère et
de très grand standin

Dans u en réno quelques de frès grand standing STUDIO et 2 PIECES entièrement retails. Téléphoner pour reuselsmembais et visite tous les lours, sauf wrot-end et mercradi, de 10 à 12 h et de 14 à 17 h, RASPAIL Denfert, ODE, 95-10, 240 m2, 7 pièces, Etage élevé. Ascenseur. Soleil,

Pr. ODEON, 9d balc., terrasse 145 m2, finitions Acheteur, Der-sier ET., ASC. - ODE, 95-10 PLACEMENT XV-Stud., 11 cit. Tét. Imm. récent. 566-02-85

Région parisienne

BOULOGNE 115, RUE DE BELLEVUE Acderne 4 p. 75 m2, 1e étage. Terrasse, Parking. 350,000 f. 265-90-05. Mardî 14 à 17 h. CLAMART CALME, VER-DURE. Imm. récent, 4 D loggia, tèl. vaste 1 t confort lox. Prix 255.000 F. Mardi 14 17 h. 30 : 3, av. Marquerite-Renaudia, ou 337-27-50.

ST-MANDE Sur Bols Liv., 3 chbres, tt confort, 630.000 F. - 307-76-62.

BOURG-LA-REINE
RESIDENT, calme, près Mo
Tr. bei appart. 120 m2-1-gde loggia, sél. 46 m2, chemînde, 3 ch.,
bains, + cab. bülette. Excellent
état. Prix 600.00 F.
AGCE DU MARCHE - 661-05-05 Parc de Scazux, 200 m métro, 5 p. 90 m2, it ctt, kmm. 1965. Impecc. 375.000 F - 473-31-89 Près Lac Eushien - Part, vend da résidence calme, verd. 3/4 p., tt ctt, 82 m2, bakc, cave, box, Prix : 280.000 F - Tét. 243-79-61 BOULOGNE - Urgent, Particul. vend, imm. récent, 3/4 pces, tt ctt, décoré, 260.000 F - 825-66-47 VALLE DE CHEVREUSE
BURES-A/YVETTE - A vendre
ders un ensemble résidentiel,
prox. M-, Appt 3 p. 80 m2 + Idia
30. 40 m2. 780.000 F avec C.F. 761,
pr renseismenents heures ber. :
522-79-50, et apr. 20 h : 907-6531
Nacify, bd (1860m) (n) - Faati

Neutly, bd Châteas (pr.) - Beau 4/5 p., 128 m2 env., ft cf., 16., sol., verd., balc. Anleu, 264-27-55 Parc MAISON-LAFFITTE Petite résid. de riandins, dans 3,000 m² lardin clos, Apri de 120 m², séi. 30 m², ch. 17 m², 2 ch., s. de bains, s. d'eau, cuis. amén. Nombr. rans., cave, gar. Après 18 h : 460-35-60

Province

SAINT-TROPEZ
PRIX EXCEPTION. Credit 90 %
2 pces, terrasse, gar. 190.000 F
4 p., terrass., 2 gar., 385.000 F
720-81-57 et 89-18 (poste 31-32) 720-81-37 et es-is quoie sirac.
NICE-CIMIEZ - Lucueux 4 pièces, dernier étage, terrasse :
120 m2, eir conditionné Stéréo,
2 belus, 2 gerages. \$50,000 F
(frais réduits).
Galddon, 86, Maréchal - Joffre,
NICE (93) - \$7-65-29 constructions neuves

UNE CLÉ POUR VOUS LOGER **OU POUR INVESTIR** 525 25-25

Centre Nation: 371-11-74 - Centre Maine: 539-22-17 vous proposent :

30.000 appartements et pavilions neufs à l'achat,
 une documentation précise sur chaq, programme,
 une entretien personnelisé avec un spécialiste,
 des conseils juridiques, fiscaux et financiers

Sans aucun engagement de votre part. Service gratuit de la Compagnie Bancaire. INFORMATION LOGEMENT

CHAMP-DE-MARS ésidence FLOQUET-DETRIE

EXCEPTIONNEL 4 PIÈCES : 167 M2 Grago, VUE MAGNIFIQU LIVRAISON FIN 76 Tél.: 527-36-74

A PRIX NON REVISABLES V. - SAINT-MICHEL Studios et 2 plèces. Livrables 2º trimestre 1977

XIe - Mº NATION tudios, 2 et 3 pièces ; tudios 31 m2, 167,000 F. Livrables Mai 1976. XVe - DUPLEIX

Studettes + terrasse. Prix : 170.000 F. 2-3 et 5 plèces. Livrables 2º trimestre 1977. XVIII - Mº J.-JOFFRIN Chambres : 84,000 F; Studios : 123,500 F. Livraison 1er trimestre 1977.

IMMOBILIERE FRIEDLAND 41, av. Friedland - 225-93-69. locations

non meublées Offre.

Paris PARIS (134) Sans intermediaire Immeuble neuf, tout confort, face au métro Porte d'Ivry,

race au mero Porte c'IVIY, Studio, 34 m3, 620 à 680 F, charges 169 F, parking 118 F. 2 pièces, 45 m8, 750 à 800 F, charges 229 F, parking 118 F. 5 pièces, 88 m3, 1,319 à 1,386 F, charges 457 F, parking 118 F. S'adresser au régisseur, 52-84, boulevard Masséna. Téléphone : \$33-62-85. 9., SQUARE MONTHOLON (26, r. de Bellefond), limm. ref. nf, stud. et 2 p. à part. 500 F. D. BOURGEOIS. 292-62-16 174, place Péreire. Appartem. 320 m², belle récept. 5 étage, reprise justifiée. - 754-75-21. AGENCE S'ABSTENIR.

RUE SAINT-JACQUES Studios tt conft, 850 F mens + charges.82461-28. RUE DE BRETAGNE Très beau studio équipé, 4º ét. Ti confi. Envir. 35 m2. Mens. 1,060 F + charges, 824-61-20. RUE DE FLANDRE

RUE DE FLANDICE

3 Poes, culs. S, de bns. W.C.
Débarras. Cave, Chf. central
individuel. 72 m2. 3° étage.
Net mensuel 1.300 F. 824-61-29. 10' OPERA-SAINT-LAZARE
5 Poss, 10' m2. neuf, vue aur
Paris. Tél. 1.830, park incl. +
ch. Résid. Gambetta Courbevoie
la Défense. Visite 1-19' heures.
774-83-93.

Région parisienne 10 minutes Opéra, St-Lazare, Studio jamais occupé, 740 F, parking inclus + charges. Résidence Gambetta-Courbevoie-La Défense. Visites de 11 heures à 19 heures. 74-53-93.

MAISONS-LAFFITTE.
Dans le parc du château, grand 2 pièces, 1,025 T.T.C.
Voir sur place gardien, 43, av. Lebela ou téléphoner : 331-65-61.

FONTENAY-AUX-ROSES

1 P., cuiz. S. d'eau. W.C. Tr
conft. Snviron 26 m2. Mensuel
600 F + charges.
Besu 5 Pces, cuis. S. de bains.
W.-C., 110 m2, 3e ét. Mensuel
1.300 F + charges. 834-61-20.
ARCUEIL. 5' Me Lapies.
Très besu 4 Pces ctt. de lum.
moderne. Asc. Téléph. Park.
1.400 + charges. 164. le maila.
SEGECO,522-69-92.

Tél. S00-57-30.

Recherche PARIS 15», 7° arrott. pr bons clients, Appts thes surf. et immesubles. PAIEM. COMPT. Ecrire Jean FEUILLADE, 5, rue A.Bartholdi, 15° - T.: 579-39-27. DISPOSE PAIEMENT COMPT. CHEZ NOTAIRE, schille, urgent, direct. 2-3 pces, préf. 5°, 6°, 7°, 14°, 15°, 16°, 12°. - 873-23-55 Part. ch. Studio 2 pièces 45 m2 dans 'Paris. Agence s'abstenir, Ecr. no 6.237, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9«

appartem.

_ achat

appartements occupés

voi dans imm. rénové. Ascens. en cours 3 P. H cft. 387-14-63.

P. & P. ch. à partir 1-7 Pav. 6 P. Versailles, Buc ou envir. TEL: 448-14-38. Ch. Pavilion 6-8 Pces, quart. calma, région Creil, Chantilly,

locations meublées Demande paris

INTERNATIONAL HOUSE herche 2 à 6 Poes pou CADRES SUPERIEURS MEDECINS, DIPLOMATES. 551-42-66 - 556-17-49. immeubles

63, RUE DE GRENELLE Immeuble entier, 1.550 ms, 10 appls occup. + 11 appts lib. + 2 boutiques sur rue + ed local professionnel, 7.000.000 F. Teléph. : 278-33-23. Part. PUTEAUX CENTRE

iel. 506-64-18.

16° rue Jouwent. 17 appartem.
occupés + combles libres.
Surface totale 410 m2. Prix
720.000 F (très larges facilités).
278-39-56 et 57. Sur. VALEUR SURE
sur. Imm. Pierre de tallie.
speariemenis occupés 2 et pièces priocipales, 600.000 F
(irès larges facilités).
278-30-66 et 48-41.

hôtels-partic.

Immobilier |

(information): LOCATION SANS AGENCE par « PLURI-CONTACTS » OFFICE DES LOCATAIRES 18, r. la Michodière - M° Opéra 8, rue Ph. Dangeau, Versailles, Frais abons. 308 F. . . 742-78-32.

AU MAROC Pour tous consells immobiliers, visite à domicile sans engag. Vr M. MALARD, 44, bd de Paris, CASABLANCA.

CANTON DU VALAIS (Suisse) A vendre typique Châlet valaisan ancien. Ecrire sous chiffre P 36 a PUBLICITAS, CH 1951 Ston. PLACE PEREIRE, Cession ball, bel hötel particulier à asage ccial, 310 m², parf. ét., 3 lignes tél., 4 lignes fin 76, 107, 176,000 F annuel charges compr. Téléph. : 754-12-04 - 754-99-30. Vends Maison 20 Pces + dép., entreten., terrain env. 7.500 m²., calme, verdure. prox. station thermale de Savoje. Conv. à Collect. ou maison repos. Prix à débatira. Ecr. nº 2.191 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens. 75.07 Paris-9».

Téléph.: 754-12-04 - 754-99-30.

XVI° ETOILE
2.500 m2 Location
équipements de qualité.
BAL. 86-05 / 76-15.

Pptaire vd HOTEL PARTICUL.

Ilbre. 227 m2 de Bareaux,
4 lignes téléphoniques.

17° M° WAGRAM, Molineus.
TEL. 200-11-11

A vendre à la Défense à 400 m. du R.E.R. n étage de 730 m2 de bureaux ans petits opération de 7 ni-veaux. Capacité d'environ 3 personnes. Restaurant dens immeuble - 3 parkings, 22 li-gnes téléph. + Central. Prix très intéressant. Le Corvolsier : 225-30-60.

Particulier vend, Grasse, vilia récente 7 Pces, cuisine, 3 salles de bains, 5 wc, 2 garages couverts. Losement gardien. Piscine chauffée. Jardin de 6,000 m2. Calme. Très 100 cadre. Tél. (93) 82-02-44. Ecr. nº 8-812 e le Monde > Pub., 5, r. des Iteliens, 75427 Paris-Pe. WIL IMPREMABLE
Belle Propié, ed séi., cheminée.
Cuis. 5 chbres, it confi. gar.
S/3.000 m2 fer. Prix 495.000 F.
AVIS, 93. r. Saint-Louis, Evreux
T. (16-32) 39-29-16 même le dim.
Parlic. vd PROPRIETE MAUTVAR Ginasservis (33). Belle
maison provençale dans parc
1 ha. Beaux arbres. Livins
100 m2. Avec pourras, chemin.
Salon, 3 chbres. cuis. 5. de
bns. Dépendances, 2 garsges.
Prix 650.000 F. Vis. s/place.
Ecrire ou téi. : BOYER à
GINASSERVIS. Tél. 11. 1 à 20 BURX TS QUARTIERS Locations. SS PAS DE PORTE. AG. MAILLOT, SAINT-LAZARE 293-45-55 - 572-19-10

PROPRIÉTAIRE Love 1 ou plusieurs bureau refaits neuf. Tél. 758-12-46.

fonds de IDEAL INVESTISSEURS ndons appts occupés et mus bout, prix exceptionne Vu urgence, 567-81-22 commerce BEAUBOURG-Musée

Galerie d'art entièrement amèn. 130 m2. Cession bail 350.000 F. Fecil. poss. Loyer 1,500 F/mois. Tél. 277-37-92 à partir de 10 h. 30 12" YUE SUR SEINE Achète agence de voyages av. Ilcence A ou B, Centre de Paris. Ecrire nº T 87-31 M REGIE-PRESSE 85 bis rue Réeumur, Paris-2º

locations non meublées Demande

AU CEUR DU MARAIS près pi. des Vosges, Boui. Jolie boutique à cèder. Tél. 958-63-71 après 19 h. Région parisienne

ETUDE cherche pour CADRES 🗛 de décoletase-tournage 750 m² avec important matériel récent sit, sur terr. 2.00 m² avec grande villa.

Ecr. nº 8.838 « le Monde » Pub., 5. r. des Italiens, 75427 Paris-9». villas, pavillons thes bani. Loyer garanti 4.000 F max. 283-57-02.

COURBEVOIE Près Gare excelleste construction ti cft.
r.-de-ch., 1 et., salon, s. à m.,
s claires, garage de voitere,
+ grande dépendance 88 es,
terrain 380 es, 570,000 F.,
Clande ACHARD : 637-14-56.

L'ISLE-ADAM L'ISLE-ADAM

Dans parc résidentiel, Part.

vend Pavillon 100 m2 récent.

Ti confi + Jardin. Tétépi.

après 19 h. 469-23-16.

Prix iustifié : 310.000 F.

IF PERREUX

BORDURE MARNE
Site exception. Pavil. construc.
1955, séi. 2 chbres, cuis. bns.
Etat neuf. 5/55-50i av. garage.
Jardin. Prix: 280.000 F.
AG. REGNIER
254, av. Pierre-Brossolette
94 LE PERREUX. T. 324-17-61. Tél. 15 (37) 64-08-39 / 44-07-36

5T-CLOUD. Belle villa, séj. + 10 P., 2 bns. Décor. liboseux. 1.100.000 F. 825-96-39. CELLE-SAINT-CLOUD
Très beite maïson récente,
300 m2 habitables, lardin de
1.300 m2. Conft. Exceptionnel.
Prix [ustifié. 757-13-96. ZONE RESIDENTIBLLE 30 KM PARIS QUEST Autoroute et Gare. Malson neuve, 4 Pces, conft., standing, cuisine équipée, ladin boisé. GRAVEY 965-69-59.

PROVENCE ENTRE
RHONE ET ALPES
Petit château XII= et XVII=,
Entièrement rénové en 1974-1875,
Imbérieur par décorateur Parc
6.000, m2 av, gds arbres. Entièrcios de murs. Terrasse domin.
Ia plaine, 16 P.P. Nombreuses
sal de bs av. w.-c. Tout meublé.
Depend. Conviendr. pr Hébel,
Maison Repos, Clinique. Tél.
Communicat. aisées Air, Fer,
Route. Interm. s'abstenir. Ecr.
Sous nº 4.190 L.T.P., 31, boulev.
Bonne-Nouvelle, Paris-2» ou tél.
après 19 h. 30 au : 941-00-67. GRAVEY 95-69-95.

LAC D'ANNECY (Veyrier). Tr.
beile villa. Gd hall, Gd sélour.
5 chbres, 2 bns + F2 Indép.
Garage 2 voitur, parc 1.200 m2
aménag. Acc.s direct au lac.
Etat Impec. Prix : 900.000 F.
Ecr. no 350.298 M
REGIE PRESSE
AS Nis. r. Réaumour. Parls. 75002 Résidentiel. Proche Centre e R.E.R. Sur 900 m2 Jardin, paysagé. Construction caractère

forêts

Pr. forth RAMBOUILLET
30' CUEST, TRES SELLE
FORET 95 HA
gde valeur de situation, pos.
construire balle propriété
PACY-SUR-EURE VALDEUR
16 (32) 34-95-99
Chaignes Route Nationale 13.

villégiatures

CANNES, bord mer locations meublées. Ecr. DULIEU, 90, boul. Eugène-Gazagnaire. 90, boul. Eugène-Gazagnaire.

BAIE DE ST-TROPEZ

Liub de vacances du goif bleu
e stages sportits dirigés :
volla, ski oautique, plongée
sous-marine, judo, tennis de
table, volley-ball.

Jardin d'enlant de 2 a 7 ans,
Mini club de 7 à 12 ans.
Pension complete, forfait
par semaine et par personne à partir de 475 F.
B.P. 126, Beauvalton-sur-Aler
81126 Sainte-Maxime.
Tét. 16 (94) 96-05-90

locaux commerciaux locaux commerciaux

A VENDRE

Un bâtiment de bureaux complètement loué Prix de vente: U.S. —\$ 775.000

Bendement net 13.24 %.
Pour profiter des avantages d'impôts, il est possible d'acquérir la Société propriétaire du bâtiment en question sans frais supplémentaires Prière de s'adresser sous chiffre L 25-30 (66 à : PUBLICITAS, CH - 6300 Zug (SUISSE)

U. S. A.

Capital nécessaire : U.S. —\$ 200,000

en page 35

TE LETTER

77.44

military & C.

JEU A XIII

CARCASSONNE CHAMPION DE FRANCE

L'avènement de l'abnégation et de la méthode

De notre envoyé spécial

Toulouse. — Une longue cara-vane de voitures décorées aux couleurs jaune et noir de l'Asso-ciation sportive Carcassonne XIII ou vert et blanc du Footballou vert et blanc du Football-Club de Lézignan empruntant la même nationale 113 pour rallier le stade municipal de Toulouse; deux équipes accompagnées sur le terrain par leur fanfare et leurs majorettes; un chaud soleil pour illuminer la fête : il n'en fallait pas plus pour oublier les déboires de l'équipe nationale et redonner à cette finale audoise du championnat de France de deu à XIII son parfum du terroir. jeu à XIII son parfum du terroir.

A défaut d'assister à une grande partie, les douze mille specta-teurs de la finale se sont consolés avec la victoire de Carcassonne par 14 points à 6, puisqu'elle consacre un club exemplaire : consacre un club exemplaire; celui au passé le plus prestigieux (neuf titres de champion et huit victoires en Coupe de France), mais aussi à l'avenir le plus riche de promesses avec cette équipe dont la moyenne d'âge dépasse à peine vingt-trois ans.

Champion de France un an après une révolution de palais qui amena le départ du président, de l'entraîneur et de six joueurs internationaux remplacés au pied levé par des jeunes du club : l'aventaire de cette équipe carcas-sonnaise est assurément peu com-mune, même si elle récompense et illustre la nouvelle politique de formation imposée aux trei-zistes par la signature, en 1972, avec les quinzistes, d'un protocole d'accord qui interdit tout recru-tement abusif de part et d'autre.

Plus de vignerons

Même si les nouveaux éléments avaient déjà rodé leurs automa-tismes et leur cohésion depuis l'école de jeu à XIII de la Maison des jennes de Carcassonne puis au sein des équipes cadettes et juniors du club, la réussite spec-Juniors du Ciun, la réussite spec-taculaire de cette greffe peut laisser perplexe. Les contempo-rains de Puig Aubert ou de Gil-bert Benausse, qui portèrent at brillamment les couleurs jaune et noir dans les années 50, regretteront peut-être que cette regretteront peut-eire que cette victoire marque l'avénement de l'abnégation et de la méthode au détriment de la force et de l'improvisation. Après le football et son cousin germain, le rugby, le jeu à XIII donne à son tour dans la sérieur.

posés, c'est avant tout parce qu'ils ont su priver de ballon les trois-quarts de Lézignan en plaquant en neutralisant habilement leur en neutralisant habilement leur meneur de jeu, le troisième ligne Michel Maique. C'est aussi en démontrant que les plus beaux essais de trois-quarts, tels ceux réussis per Moya (20° et 66° mi-nute) ou par Bérail (50° minute), se préparent souvent par un obscur travall de sape et de fixa-tion au niveau des avants. tion au niveau des avants.

Mais si on ne voit plus sur les
terrains de jeu à XIII ces courses
folles de béliers au menton carré et à la poitrine bombée comme une commode Louis XV, char-

Si les Carcassonnais se sont im-

geant en force, un bras gardant le ballon et l'autre disposé en bouclier, c'est peut-être avant tout parce que cette race d'atta-quants est en voie de disparition.

Evoquant cette pénurie de grands gabarits, l'entraîneur de l'équipe de France, M. André Car-rère, nous expliquait qu'à son avis « un entraînement ou deux par semuine et un emploi séden-taire ne remplaceront jamais toute une vie au grand air à effectuer les durs travaux des champs ».

Sport du terroir catalan et lan-guedocien, le jeu à XIII se coupe de plus en plus de ses vraies ra-cines en généralisant dans ses clubs, surtout en cette période de crise viticole, cette forme de pro-motion sociale qui consiste à fa-voriser l'entrée dans une adminis-te de la company de la consiste de voriser l'entree dans une sommus-tration des meilleurs espoirs du club. Ainsi s'étonne-t-on à peine de ne plus trouver aujourd'hui de vignerons dans deux équipes qui fleurent aussi bon le corbières que Carcassonne et Lézignan.

Carcassonne et Lézignan.

Condamné à vivre en autarcie depuis la signature du protocole d'accord, le jeu à XIII, de par son implantation plus rurale qu'urbaine, ne peut adopter en France le professionnalisme comme en Angleterre ou en Australie. C'est dans son aptitude à concilier les maigres ressources de la majorité des clubs avec la nécessité d'un entraînement de plus en plus contraignant que le jeu à XIII détient pourtant la clé de son avenir.

GÉRARD ALBOUY.

ATHLÉTISME

TENNIS

Le Cubain Casanas devant Guy Drut.

Une cadette se révèle à Montigny.

Fibak gagne à Bournemouth.

Le recordman du monde du 110 mètres haies, Guy Drut,

a été devance, samedi à Formia (Italie), par le Cubain Alessandro

Casanas (1,85 mètre, vingt-deux ans), qui a réalisé l'excellent temps de 13 secondes 3. Un autre Cubain, blanc celui-là, Juan Torena (1,90 mètres, vingt et un ans), a gagné le 800 mètres en 1 minute 45 secondes 2, loin devant le peloton.

A Montigny-lès-Cormeilles, la Nordisie Véronique Renties (quinze ans) a enlevé le 800 mètres cadettes en 2 minutes 5 secondes 1, à une seconde du minimum pour Montréal.

L'U.R.S.S. élimine la R.F.A. en Coupe Davis

En zone européenne A de la Coupe Davis, l'U.R.S.S., repré-sentée par Meirevell et Kakoulia, a éliminé la R.F.A., qui ali-gnait Meller, Pinner et la paire Fassbender-Pohmann en double.

Le Polonais Wojtek Fibak (vingt-trois ans), nouvel espoir européen, a remporté le tournoi sur terre battue de Bourne-mouth en battant Manuel Orantès en finale (6-2, 7-9, 6-2, 6-2).

après avoir éliminé François Jauffret en demi-finale.

AUTOMOBILISME

AU GRAND PRIX DE BELGIQUE

Cinquième victoire consécutive pour Ferrari

Zolder. — Ferrari peut se prévaloir d'un résultat qu'aucun constructeur, en formule 1, n'avait encore obtenu : cinq victoires consé-cutives dans les cinq premiers Grand Prix disputés depuis le début de l'année. Victoires au Brésil, en Afrique du Sud, aux Etats-Unis, en Espagne et, enfin, le 16 mai, en Belgique. Quatre succès pour Niki Lauda, le champion du monde, qui est presque assuré, au tiers

de la saison, de conserver son titre, et un pour Clay Regazzoni. On peut, certes, émettre une réserve à propos du classement du Grand Prix d'Espagne, favorable à Ferrari et à Lauda, à la suite de la disqualification du vainqueur. James Hunt (Mac Laren), mais tout laisse a penser que si Lauda n'avait pas été très handi capé de jour-la par les séquelles d'un accident il n'aurait pas été battu par Hunt.

Au point où en sont les choses, Ferrari semble avoir toutes les chances de remporter grand prix sur grand prix la suprématie et la régularité de l'équipe italienne sont même telles qu'un grand chelem est du domaine du possible, encore qu'en sport automobile la part des impondérables rende cette éventualité bien vulnérable. A vrai dire, la question qui gagne en actualité, après le nouveau succès de Lauda en Belgique, est la suivante : quel pilote et quelle voiture peuvent batire, dans des conditions normales, les Ferrari ? La réponse n'a pas changé d'un grand prix à l'autre. Il y a l'équipe Mac Laren, les nouvelles Tyrrell à six roues, et la Ligier-Matra de Jacques Laffite.

A Zolder, les Mac Laren de

A Zolder, les Mac Laren de Hunt et de Mass étaient moins compétitives que précèdemment. C'est même Hunt, le vainqueur disqualifié du Grand Prix d'Espagne, qui a apporté la meilleure aide possible à Lauda et à Regazzoni en rendant tout dépassement pratiquement impossible pendant le premier quart de la course. Ce genre d'obstruction, pendant le premier quart de la course. Ce genre d'obstruction, qu'aucune réglementation ne peut

De notre envoyée spécial

écarter ou pénaliser, cu égard à la complexité des impressions et à l'absence d'un code pra-tique, nuit d'ailleurs au plus haut point au spectacle et à la régu-larité des épreuves automobile.

Hunt, auteur d'un bon temps aux essais, troisième au début de la course, était manifestement de la course, était manifestement plus lent que Depailler (Tyrrell à six roues), Laffite (Ligier Matra) et Scheckter (Tyrell à six roues (1). Il bloqua cependant assez longtemps ceux qui étalent à ses trousses pour favoriser l'échappée des deux Ferrari et enleva au Grand Prix de Belgique l'essentiel de son intérêt. En contrepartie, il y a blen eu, au plan du spectacle, tout le festival d'acrobaties auquel ont dû se livrer Depailler, Laffite et Scheckter pour le dépasser, mais on convlendra que c'est peu de chose compte tenu de l'enjeu réel de la course.

Hunt, qui ne sort pas grandi de cette affaire, est même allé audeià de l'obstruction caractérisée. Lorsque pour la énième fois, Jacques Laffite se porta à sa hauteur, prenant théoriquement l'avantage dans une zone de freinage, Hunt, pour éviter le dépassement, encastra ses roues dans les flancs de la Ligier-Matra, y laissant la nius nette des traces. laissant la plus nette des traces. Laffite échappa de justesse à l'accident, mais perdit quelques précieuses secondes dans l'échauffourée. Ce contretemps, plus l'obstruction dans les premiers tours, devait, en fin de compte. tours, devait, en fin de compte, empêcher Laffite de participer à la bagarre pour la première place. Après l'abandon de Patrick Depailler, moteur cassé — au trente-deuxième des soixante-dix tours — après que la Tyrrell à six roues eut encore prouvé ses grandes possibilités, Jacques Laffite demeurait le seul à pouvoir quand même inquièter les Ferrari. C'était une affaire entre monoplaces équipées de moteurs 12 cylindres (Ferrari et Matra) et c'était aussi la prede moteurs 12 cylindres (Perrari et Matra) et c'était aussi la pre-mière fois que les moteurs Ford Cosworth étaient relégués au deuxième plan dans une lutte entre deux types de volture.

Laffite à trois secondes

Depailler hors course, Laffite compait 15 secondes de retard sur Lauda et 8 sur Regazzoni. Il était bien installé à la troisième place, en aucune manière inquiété par Schnecker, qui avait enfin réussi, au prix de mille difficul-tés, à franchir l'obstacle Hunt, l'emplétheur de tourner en rond l'empêcheur de tourier en rond. Dans cette chasse aux Ferrari, on allait enfin pouvoir bien juger Jacques Laffite, dans la meilleure

situation possible, eu égard à la qualité des point de repère. qualité des point de repere.
Force est de reconnaître que Laifite s'en tira tout à son avantage.
Au fil des tours. l'avance de
Lauda et de Regazzoni diminua
et passa à 13 et 3 secondes.
Autant dire que Laffite avait
Regazzoni en point de mire ét
que la fin du Grand Prix de Belgique était pleine de promesses. que la fin du Grand Prix de Belgique était pleine de promessas.
C'est à ce moment-là qu'un autre
pilote. Mario Andretti (Lotus).
relégué pourtant à plusieurs
tours, gêna Laffite. Pour le dépasser, le pilote de la Ligier, dont
l'impatience était bien naturelle,
commit peut-être une petite faute
qui entraina un tête-à-queue. La
chasse aux Ferrari était terminée,
et Laffite, moins motiré, au dechasse aux rerran etau terminee, et Laffite, moins motivé, au demeurant fatigué, se contenta d'assurer sa troisième place. Le plus important était de conserver cette position qui hisse l'équipe Ligier au premier plan de la formule I.

La Tyrrell à six roues

Il semble que la période de rodage touche à sa fin et que chacun, chez Ligler, ait mis à profit les déboires du début de profit les déboires du début de saison pour mieux appréhender les difficultés de la formule 1. L'opinion de Jacques Laffite est, à cet égard, révélatrice: « On a tous cru, à tort, que gagner un grand prix était une chose relaticement facile. Je me rends compte à présent que nous étions trop optimistes. Moi, le phote, fai changé d'aris. Nous avons encre beaucoup à apprendre, mais nous sommes tur la bonne tole. Parce que nous sommes très intelligents, dit-il dans un éclat de rire. Chaque grand prix nous permet de mieux comprennous permet de mieux comprendre la course, et surtout de mieux nous comprendre, o

Sur le coup. la bagarre entre les Ferrari et la Ligier avait peut-être éclipsé les Tyrrell à six roues. Ce serait un oubli de ne pas noter que Jod. Scheckter a réussi à se classer quatrième avec cette voiture, dont l'originalité le dispute désormais à l'efficacité.

FRANÇOIS JANIN.

(1) Hunt devalt abandonner, trans-

CHAMPIONNAT DU MONDE DES CONDUCTEURS GRAND PRIX DE BELGIQUE GRAND PRIX DE BELGIQUE

1. Lauda (Ferrari); 2. Reganzoni
(Ferrari), à 3 sec.; 3. Laffite (LigierMatra), à 35 sec.; 4. Scheckter
(Tyrreil 6 roues), à 1 min. 31 sec.;
5. Jones (Surtees), à 1 tour; 6. Mass
(Mac Laren), etc.
Classement du championnat du
monde. — 1. Lauda, 42 pts; 2. Regazzoni, 13 pts; 3. Depailler, 10 pts;
4. Scheckter et Mass, 8 pts; 6. Lnffite, 7 pts, etc.

LES RÉSULTATS

A deux mois des Jeux olympiques, le Français Daniel Morelon a été detancé dans la finale du Grand Prix de Paris de titesse par le Fran-çais Aiez Pontel et par l'Italien Giorgio Rossi. Gréce è sa deuxième place derrière l'Allemend Thurau dans la demière

l'Alexandre desputée contre la montre, l'Espagnol José Pesarrodona a fina-tement gaçné la Tour d'Espagne de-cant ses compatriotes Luis Ocana et

INE AMÉLI

ETT-ETRE T

てなった ロン の変**な対象を非対応機**・ TES THET TO THE GIRES A L'ACCOM

-----., - -

32.55.25

i de la compa

A A CO

2011年代的工程,李维拉的大学等于 Company Same Serve Against

ा मा विकास १९६३ राज्य । क्रिय

STANDS & CONTRACT STATES SECTION (

on green in April 1999. The State of the State

コミンス 事務 が 後の 海岸 多数 子覧

1.1. 大声 电广播转序**系数**。在

37779

William with the second

The Dispersion of the Control of the

AND AND DEPTHE

in the second of

- 1-4- T 159 31

- Land to the state of

1 24 A

All State energy free

Tennen inei

140 5724 5. 中国为 (198**8**)

The Section Section The species of 大海 点

and the calculate The second

প্রতিক্র প্রতিক্রের **প্রতিক্রের**, ভারত

The state of the s THE A PERSON

· mineral se p

STANLAR WAS TRANS

The Atlanta

CHAMPIONNAT DE FRANCE
DE PREMIERE DIVISION
(Trente-quartième journée)
Paris-St-Germain b. *Nantes. 2-1
*Valenciennes et Nice. 0-0
*Avignon b. Reima. 1-0
*Nancy b. Bordeaux. 3-2
*Basila b. Meil. 3-2
*Strasbourg b. Marselle. 2-0
*Troyes b. Lille. 1-0
*Lyon et Names. 1-1
*Monnco et Lens. 1-1
Classement. - 1. Nice, 48 pts;
2. Nantes, Saint-Etienne. 31 m.) et
Sochaur, 47; 5. Reims et Nancy
(33 m.) 43; 7. Metz, 41; 8. Marselle, 40; 9. Bastia (33 m.), 39;
10. Nimes, Valenciennes (33 m.), 39;
10. Nimes, Valenciennes (33 m.), 39;
11. Lille, 35; 13. Paris-St-G., Bordeaux
(33 m.) et Lyon (33 m.), 34; 16.
Lens, 33; 17. Troyes, 32; 18. Monaco, 30; 19. Strasbourg, 25; 20. Avignon, 17,
DELINIEME DIVISION

En buttant Rouen sur son terrain par 4 buts à 0, l'équipe jéminine du Stade de Reims a conservé son titre

La Stella Sports de Saint-Maur et Strasbourg ont pris une option sur la qualification à la finale du championnat de France en gagnant res-pectivement à Dijon par 25 à 18 et à Metz par 19 à 18.

Hippisme

Le prix Bleussec disputé à Long-champ et retenu pour les paris couple gagnant et tiercé a été gagné par Count Down, suiri de Hill Point et de Noces de Saphir. La combinai-son gagnanie est 14-10-6.

Motocyclisme

TOUR DE FRANCE

1. Rişai (Honda), 63 h. 33 min.

49 sec. 9; 2. Vial (Kawasaki), 63 h.

34 min. 20 sec. 2; 3. Chomat (Kawasaki), 63 h. 43 min. 38 sec. 6; 4.

Geneletti (BMW), 63 h. 46 min.

10 sec. 5;

FAITS DIVERS

LE MEURTRE DU PRÉSIDENT DU CRÉDIT LYONNAIS

Le ministre de l'intérieur et la police croient à un acte terroriste

« L'assassinat de M. Jacques Chaine, président-directeur général du Crédit lyonnais, par le jeune anarchiste Jean Büski, est un acte de terrorisme, à l'exclusion de toute autre hypothèse », a déclaré, dans la matinée du dimanche 16 mai, M. Jean Ducret, directeur de la police judiciaire de Paris. Les policiers semblent donc ne vouloir retenir que l'explication politique du drame: le meurtre d'un capitaliste — le nom de M. Chaine aurait été fréquemment de M. Chaine aurait été fréquem-ment avancé, dans des publica-tions extrémistes, comme celui d'un symbole du patronat capita-liste — par un jeune anarchiste exalté.

Les policiers cherchent mainte-nant à savoir si Jean Bilski a agi seul et de quelle manière il s'est procuré l'arme du crime. s'est procuré l'arme du crime.

Pour le ministre de l'intérieur, le mobile politique du meurtre ne fait aucun doute. Pariant le 15 mai à Château-Thierry (Aisne).

M. Michel Ponlatowski a déclaré que le gouvernement allait mettre un terme « aux actions conduites par des groupes semi-anarchistes et semi-gauchistes », grâce à des « mesures nécessaires, appropriées », qui donneront « les mêmes résultats, tout aussi positifs » que ceux obtenus dans la lutte contre la criminalité.

Corroborant la thèse de la po-

lutte contre la criminalité.

Corroborant la thèse de la police et du ministère de l'intérieur, un correspondant a téléphone dimanche 16 mai à l'Agence France-Presse en se présentant comme membre d'un « groupe anonyme » auquel aurait appartenu Jean Bilski et « s'e/jorçant de semer le désordre et la mort,

n'ayant d'autre objectif que de dé-truire ceite société (...). Confron-tès à l'illusion des pouvoirs, quelle que soit leur couleur poli-tique, nous ne croyons plus en rien, a dit le mystèrieux corres-pondant. Nous détruirons tout. Vous aurez dès lundi matin de nos nouvelles.»

La Fédération anarchiste, en revanche, condamne « l'exploitation speciaculaire faite par les grands moyens d'information pour assimiler nos idées, notre mouvement et ses militants à une association de criminets. »

DEUX EXPLOSIONS ONT ENDOMMAGÉ LES LOCAUX ADMINISTRATIFS DE «L'AURORE»

Deux explosions ont causé d'im-portants dégâts matériels, landi 17 mai vers 3 h. 30 du matin, dans les locaux du journal « l'Aurore », rue de Richelleu, à Paris. Elles out en lieu à dix minutes d'intervalle, à gnelque matres l'aves de l'autre. quelques mètres l'une de l'autre, dans les bureaux de l'administration

dans les bureaux de l'administration du quotidien.

Les services de police se trou-vaient déjà dans les locaux sinis-trés quand le second engin explosa sans, par chance, blesser personne-Les dommages matériels attein-draient plusieurs centaines de milliers de francs.

[Le Monde ne peut que condamner de tels agissements qui déabonorent les causos que l'on prétend
soutenir.]

Avant la transformation de son magasin

Jean Eté, joaillier parisien vous offre toutes ses collections à des prix incroyables. Remises de 20 à 40%

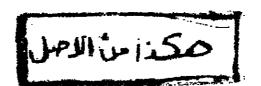
JEAN ETE

Sera heureux de vous accueillir à partir du 17 mai dans son magasin 70 Faubourg Saint-Honoré

Vente exceptionnelle autorisée sous le Nº 053 LD

avez-vou

Nouveau I



les banques question

INSTITUTION bancaire en France va-t-elle connai-tre son heure de vérité? La folle envolée qui suivit les mesures de libéralisation prises en 1966 par M. Michel Debré et qui fut marquée par un doublement du nombre des guichets entre 1987 et 1973, ainsi que par un gonflement spectaculaire des effectifs, a fait place à une progression très ralentie en valeur réelle, qui risque d'entraîner une révision profonde des objectifs et

Bien plus, les banques se trouvent exposées à leur tour aux critiques des consommateurs, qui entendent voir chiffrer à leur juste valeur les services rendus de part et d'autre, notamment pour l'utilisation des chèques et la rémunération de l'épargne. Enfin, comme toutes les autres institutions, leur vocation est remise en cause par l'opinion publique, qui leur reproche, pêle-mêle et sans nuances, les ponctions qu'elles opèrent sur l'écono-mie autant que leur présence, jugée excessive. Leur action est passée au double crible de l'efficacité et de l'adéquation au service public.

UNE AMÉLIORATION PEUT-ÊTRE TEMPORAIRE

coûteuse, un encodrement du crédit draconien blen que tardif, une extrème tension des taux d'intérêt.

LES RÉSULTATS

A deux mois des Jeux olympique le Français Danie: Soreion à consider du Grandaire de Paris de Triense par le la Compio Bossi.

Grâce à sa deuxième place deux de Carle de Carl

CHAMPIONNAT DE FRANCE

DE PREMIERE DIVISION
(Trente-quatrieme journer
Paris-St-Germain b. "Acoust"

"Valenciennes et Nice
"Bastis h Metr
"Troyes b. Lille
"Schaux et Saint-Etlenne
"Schaux et Saint-E

Dunkerque et France Dunkerque et France Pontainebleau et France Classement – France 2: Laval 55:

La Stella South
Attracheurg on:
The quantification of 1
The quantification of 1
The parties of 1
The parties

 H_{ij} , where

Classement. — 1 A. Red Stay 40 4. Teulon, 42 6. Martigues

Football

ficile, marquée à la fois 50 % en 1972 et à 40 % actuellepar une grève longue et ment. Une telle évolution ne manoue pas de se répercuter sur les

Enfin. les banquiers constatent ques années leurs frais généraux, chacun sait que l'établissement et la mise en œuvre des programmes ne s'effectuent pas sans trouble ni douleurs.

Une combativité émoussée par la crise

Aussi les syndicats, notamment la C.F.D.T., dénoncent-ils vigoureusement l'aggravation des conditions de travail, demandant à la fois une réduction des horaires et l'ouverture de négociations pour l'accroissement des effectifs. Ils estiment que le mécontentement est aussi vif qu'au début de 1974, avant le déclenchement de la plus longue grève que connut l'histoire de la banque française. Les syndicats revendiquent, en outre, une augmentation des salaires de 125 francs par mois et une amélioration des classifications. Ils se sont heurtés au refus de l'Association française des banques, or-ganisme patronal. La jeunesse re-lative du personnel dans les établissements — 50 % des employés ont moins de trente ans - réduit, en outre, les possibilités d'avance ment : d'autant que les promotions sur place, fréquemment accordées dans le passé, se font

Se dirige-t-on vers un conflit « dur » ? Si le malaise peut, dans certains cas, se montrer aussi profond qu'en 1974, la combativité des troupes n'est plus aussi forte : la crise est passée par-la.

FRANÇOIS RENARD.

LA TARIFICATION DES SERVICES

Une « première » fort discutée

possibilité d'opérer un prélèvement forfaitaire sur les comptes de leurs clients. La radio, la presse, s'en firent l'écho et, immédiatement, ce fut une belle levée de boucliers. De partout on dénonça l'apreté des banquiers qui « cubilant leurs promesses encore fraîches, se préparaient à rendre payant un service jusqu'à ce jour gratuit, celui des chèques ». Pour les revues de consommateurs, ce fut l'occasion de dénoncer l'attitude d'une profession qui, après avoir, pendant des années, multiplié les offres de services gratuits à grand renfort de publicité (« votre argent m'intéresse =), entendalent, en taxant les déposants ainsi recrutés, dégager des recettes supplémentaires. Peu après, les établissements rendaient publics, avec une certaine satisfaction, leurs résultats pour l'exercice 1975, qui faisaient ressortir une amélioration

très nette. œuvre d'une tarification des services bancaires, puisque cela s'appelle ainsi, qui aurait dû être annoncée officiellement à la vieille de l'été, avec l'approbation des pouvoirs publics, semble se heurter à quelques difficultés. La moindre n'est pas l'opposition farouche des caisses de Crédit agricole, tout en moins une bonne partie d'entre elles, qui, par la voix de M. Jacques Mayoux, alors directeur général de la caisse centrale, avait fait échouer une première tentative au début de 1975. L'argument principal des caisses est qu'il serait indécent, pour ne

courut avec insistance que supplémentaire à des déposants dont les banques étudialent la les avoirs sont déjà entamés par l'érosion monétaire et qu'il vaudrait mieux resserrer les écrous et améliorer la gestion.

Une prolifération abusive Pour leur justification, les promoteurs de la tarification des services bancaires font état d'une extraordinaire multiplication des écritures, dont l'essentiel est constitué par des chèques (près de 3 milliards par an à l'heure actuelle). Trois ménages sur quatre, si ce n'est davantage, ont ouvert un compte en banque sur lequel ils font virer teurs salaires. domicillent leurs dépenses courantes et effectuent une foule de palements. Sur ce dernier point, il n'est pas niable que la prolifération des chèques de faible montant constitue désormais un véritable abus, que la collectivité finit par payer tôt ou tard : le coût de la manipulation d'un

chèque (présentation, encaissement, relevé de compte) se situe entre 2 et 5 francs. suivant les opérations et les réseaux, ce qui représente une charge importante pour de petits palements, autrefois effectués en Un tel phénomène ne manque pas d'alourdir fâcheusement les comptes d'exploitation des banques, d'autant que la proportion des dépôts à vue non rémunérés diminue régulièrement

au profit des dépôts rémunérés (ac-

tuellement près de 60 % du total) et

que les soldes moyens à hauteur

de 55 % sont inférieurs à 3 000 francs.

Ce phénomène a été analysé très

froidement par les dirigeants du

raine qui l'ont jugé nocif et injuste puisqu'il finit par pénaliser plus ou moins lourdement les emprunteurs auxquels on fait supporter le supplément de charges. Pratiquant la verité des prix et approuvés par leurs sociétaires, ils ont mis en application, à l'automne 1974, un système de on le sait, les banquiers étudient deux formules (une troisième, celle consistant à vendre les camets de drait un vote au Parlement, dont le résultat serait pour le moins aléatoire).

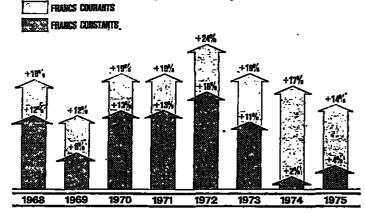
La première revient à opérer un prélèvement forfaltaire et périodique sur tous les comptes. Elle a, aux yeux des banquiers, le double mérite d'être simple et d'être appliquée par les chèques postaux depuis 1958 sur leurs sept millions de comptes (5 francs par an). A l'étranger, les établissements d'Allemagne fédérale prélèvent 1.50 DM à 2 DM par mois. En France, une taxe annuelle de 20 F à 30 F a été envisagée

La seconde formule, plus « sophistiquée - et inspirée de l'exemple américain, consiste à facturer chaque écriture, un abattement plus ou moios important étant pratiqué en tenant compte d'un certain nombre d'opérations gratultes et de l'importance du soide moyen du compte. La première formule a la faveur des pouvoirs publics qui la considèrent plus - démocratique -, bien qu'elle pèse également sur les gros et petits comptes. La seconde est à la fois la plus équitable, pulsqu'elle exonère les opérations indispensables et plus dissuasives à l'égard des tireurs abusits : elle a donc été choisie par le Crédit mutaxation est entrée dans les mœun sans trop de difficulté, après une longue campagne d'explication avec un certain succès seion les dirigeants, qui estiment que les objectifs recherchés ont été

(voir d'autre part). Une contrepartie inévitable Les autres banques, qui seront obligées de prendre une décisior commune pour des raisons de concurrence, prêtent une grande attention à cette « première ». Pour l'Instant, elles préféreraient adopter le prélèvement forfaitaire, blen que les banques populaires, par la voix de leur président, M. Malécot, alent déclaré qu'elles sulvraient ullérieurement l'exemple du Crédit mutuel d'Alsace et de Lorraine et de son

président, M. Théo Braun. Elles pèsent néanmoins le pour et le contre, sachant parfaitement qu'en contrepartle d'une telle mesure portant sur douze millions de comptes environ. l'opinion réciamera le retour à la rémunération des dépôts à vue, supprimée par M. Mi-chel Debré en 1966, et dont le rétabilssement alourdirait encore leurs comptes d'exploitation. La recherche de la vérité des prix et d'une réduction des frais par la taxation des comptes risqueraient alors de se présenter comme une arme à double tranchant. — F. R.

une forte hausse du coût des res- avec inquiétude que depuis quelsources et l'obligation de constituer auprès de l'Institut d'émis- essentiellement des dépenses de TAUX DE CROISSANCE DES CRÉDITS BANCAIRES A L'ÉCONOMIE (aux 31 décembre)



sions d'importantes réserves non leur situation s'améliorer très sensiblement en 1975.

se rer*ie* visions pour créances douteuses.

Un phénomène transitoire

Mais les banquiers les plus lucides estiment que ces résultats

tement à l'heure actuelle. Ensuite, la proportion des ressources non rémunérées dans le total des ressources des banques diminue lentement et sûrement : 18,5 % en 1975 contre 21 % en 1972. En ce qui concerne uniquement les dépôts, cette proportion.

rémunérées, les banques ont vu

L'encadrement du crédit n'a guère été contraignant en raison de la crise économique. La baisse des taux d'intérêt à court terme, plus rapidement pour le marché monétaire que pour les tarifs bancuires, a permis de reconstituer des marges commerciales fort entamées. Les résultats des bantent éloguemment rette reconstitution, avec parfois même des performances très flatteuses, en dépit d'un vif gonflement des pro-

favorables ne sont qu'un phénomène transitoire, alors que « les données permanentes de l'évolu-tion de leur rentabilité ont été défavorables s. Tout d'abord l'évolution des taux leur a été propice. La baisse des taux de base qui s'appliquent aux tarifs suit toujours avec un certain retard celle du marché monétaire qui règle plus ou moins le coût des ressources, et réciproquement. Ce phénomène, très rentable pour les banques en période de détente des taux, a joué pleinement au premier semestre 1975, un peu moins au second, et s'inverse len-

personnel, augmentent plus rapidement que leur chiffre d'affaires.

Un tableau tiré du capport annuel de la Compagnie bancaire montrait clairement que, depuis la pointe de 1972, le rythme de progression annuel des crédits distribués tend à décroître. Ce genre de courbe en ciseau se traduit tôt ou tard par une dégradation structurelle des comptes d'explottation.

> les frais généraux en s'efforcant de taxer des services jusqu'i présent gratuits, les chèques notamment. Il serait possible de cette façon de réduire leur prolifération et d'accroître les recettes des banques faute de pouvoir agir sur le volume de distribution de crédit en raison du maintien, très probable, d'un encadrement quan-

Tension sociale

La raientissement - et dans certains cas, l'arrêt — de la croissance après la folle expansion enregistrée depuis 1967, s'est traduit inévitablement par une aggravation des tensions sociales. Après le coup de semonce de 1974, les directions des banques ont pratiquement stoppé l'embauche : la progression des effectifs qui s'effectuait au rythme de 7 % par an entre 1967 et 1973 - ceux du Crédit Lyonnais ont doublé en sept ans - n'a atteint que 1,48 % en moyenne l'an dernier Le nombre des opérations a pourtant continué à croître ; dans certains établissements on a enregistré, cette année, une augmentation supérieure à 30 % pour les effets et les chèques traités. Le re-

cours accru à l'informatique doit

certes, permettre de faire face à

une vocation immobilière une banque...au service des banques

la henin cogefimo c'est

à travers un Réseau National de 90 Agences, la filiale opérationnelle de la Compagnie LA HENIN spécialisée dans le financement immobilier.

UN METIER:

LA HENIN-COGEFIMO. Etablissement spécialisé dans le financement immobilier a, depuis 15 ans, en liaison avec l'ensemble du système bancaire français, mis au point des techniques de :

- concours aux promoteurs pour la production de logements, crédits aux particuliers pour l'acquisition de logements,
- financement d'immeubles autres que d'habitation.
- LA HENIN-COGEFIMO, grâce au support technique du crédit différé,

peut relayer les Banques dans leurs préoccupations de transformation A HENIN et de gestion des crédits immobiliers de toute nature. 16, rue de la Ville l'Evêque - 75008 PARIS - Tél. 265.35.15

Vous avez une banque...



BANQUE VERNES ET COMMERCIALE DE PARIS

Nouveau Siège social: 52, Avenue Hoche - 75008 PARIS - Tél.: 260.35.51

avez-vous un banquier?

in accipies in secon de
n post secon apprimacion
influente de la fermate il
non de france la fermate de
cra, il fact, que gegrer un
i prin chair son chose relaten facili. Il me rendre
tra ardacht que nons choses
continuatre ma le paole,
change d'aute. Nons access
c beginnente ma le paole,
change d'aute. Nons access
c beginnente are la bonne.
Pares que nons acquestinatelliques, che il chara un
de rice. Chaque grand prix
perrent de mieux gemprenricurse, el surioni de mieux

t cuirse, et surfout de mieux

compressive. In the street control of the country of the Ligher available control of the Compressive of the country of the cou

distributione avec a distributione distribution di signification distribution dis

FEANCOIS JANIN.

ITS DIVERS ABLEME OU PRESIDENT DU CREDIT LYONNA mende de l'intérieur et la police crosed à un acte terrorisie

DEUX EXPLOSIONS

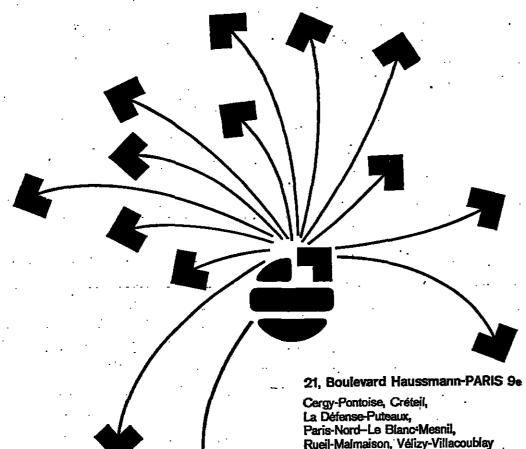
IR IOCAUX ACMINITAGE posterio les lecaux du . rus de Michille State of the second quelques metro da quatidien *\$(### 25)# 455 Ciga Mrau same par chieff. Les Louis designation of the state of the

BNP

Quand la 4°banque mondiale est française, chaque Français y trouve son compte.



BANQUE FRANÇAISE DU COMMERCE EXTERIEUR



Rueil-Malmaison, Vélizy-Villacoublay

Bayonne, Bordeaux, Dijon, Grenoble, Le Havre, Lille, Lyon, Marseille, Nancy, Nantes, Roubaix, Rouen, Su asbourg, Toulouse

Bangkok, Caracas, Djakarta Johannesburg, Kuala-Lumpur Melbourne, New York, Sao Paulo

OBJECTIF EXPORIATIO



L'ÉVOLUTION **DU TAUX D'INTÉRÊT**

L n'est guère possible, en ce moment, de rencontrer un banquier sans qu'aussitot vienne sur le tapis la question brûlante des taux d'intérêt. Sommes-nous à la veille d'une hausse, dans quel délai et avec quelle intensité? Le problème est d'une importance primordiale pour les milieux bancaires et financiers qui, selon la réponse, s'efforceront d'orienter leur politique dans tel ou tel sens et prendront les décisions en conséquence.

Très naturellement, dès que l'on aborde le domaine des taux et de leur évolution, les opinions sont divisées et souvent contradiotoires. Depuis quelques années, tant de prévisions se sont montrées fausses, des deux côtés de l'Atlantique, que la plupart des observateurs sont désormais enclins à une très grande

Comme on les compreud! Dans le grand jeu des taux d'intérêt, les données principales échappent de plus en plus aux joueurs, qui, devant se borner le plus souvent à subir, entendent limiter le plus possible l'importance de leurs mises. Dans le passé, les varia-tions des taux épousaient plus on moins les

Veillée d'armes avant la hausse?

N mars 1975, M. de Pouchier, président de la Compagnie bancaire, affirmait, devant nomistes et financiers : « Le balsse des taux est terminée : A Paris, le loyer de l'argent au trouva un peu au-dessus de 6 % à la fin de l'année. Plus modes-tement, M. Lévêque, alors viceprésident - directeur général du Crédit commercial de France, estimait un mois plus tard que la baisse des taux devrait se poursuivre en France, ce qu'elle fit.

- M. de Fouchier, que la « com-munauté financière » trouva un peu hardi, y compris au sein de sa propre -aison, avait une excuse : il revenait des Etats-Unis. où tout militait en faveur d'une nouvelle tension du loyer de l'argent. Banquiers, économistes, hommes politiques, voyant s'approcher la conjonction redoutable des appels du Trésor public et ceux des entreprises, étaient unanimes à prévoir une hausse des taux qui finalement, à l'exception d'un bret intermède en juin et juillet 1975, ne se produisit pas (se reporter à l'article « L'inconnue américaine »). L'erreur d'appréciation commise outre-Atlantique sur le démarrage et l'ampleur de la reprise économique fut telle qu'elle entraîna un décalage considérable dans l'évolution des taux, au grand dam des profes-sionnels de la prévision.

Une baisse très profitable

Comme l'indique le graphique ci-dessous, le loyer de l'argent au jour le jour, qui, à l'initiative de la Banque de France et dans le cadre de la politique gouvernementale de refroidissement, avait touché pendant l'été 1974 le sommet historique de 14.50 %, a connu une baisse rapide en 1975, reven at de 12 % à près de 6 %, soit son niveau de départ au

Parallèlement, le taux de base des banques, qui avait également atteint le niveau record de 12,40 % en juin 1974, fléchissait graduellement jusqu'à 8,60 % en décembre 1975. Mais ce fléchissement se produísait avec un certain décalage par rapport à celui du marché monétaire, et avec une moindre ampleur, de sorte que les comptes d'exploitation des banques, fort éprouvés l'année précédente, se regonflaient à vue d'œll pendant le premier semestre 1975. A l'inverse de ce qui se produisait au premier semestre 1974, surévalué depuis sa rentrée dans monétaire et dépôts à terme) diminua plus rapidement que les recettes provenant des emplois (crédits consentis à la clientèle). Ce phénomène permit à certains établissements de redresser leur situation, notamment le Crédit Lyonnais, qui a effacé la première perte de son histoire en portant l'essentiel de son effort sur l'abaissement du coût de ses ressources, au priz d'une faible augmentation de son volume d'affaires (il lui fallait bien réduire progressivement la part des emplois à taux fixe et à longue durée qui lui colitèrent si cher dans le

Bien que ce redressement ait été moins sensible au deuxième semestre, au for et à mesure que l'écart entre intérêts débiteurs et intérêts créditeurs se réduisait, l'exercice 1975 a pu, en dépit d'une sévère crise économique, être marqué d'une pierre blanche par la profession bancaire, la reconstitution des marges bénéficiaires ayant compensé le ralentissement prononcé du rythme de distribu-

L' « accident » du franc

pas trop mal non plus, du moins ce qui concernait le coût des ressources. Au cours de la seconde monétaire de Paris : les taux sur les échéances moyennes à longues six mois à un an, — qui n'avaient pas suivi dans sa baisse le loyer de l'argent an jour le iour et maintenaient avec lui un écart de 2 % au lieu du 1 % habituel accusaient un brusque recul. L'ensemble des opérateurs, qui s'accordaient auparavant à prévoir une remoutée des taux dans le courant de 1976, en liaison avec le développement de la reprise économique et les tensions inflationnistes correspondantes, lâchèrent pied subitement. En outre, l'évolution des taux américains, dont la hausse n'était pas au rendez-vous, les persuadait que le taux en 1976. Enfin, l'arrêt des émissions du Trésor français, qui avait a pompé » plus de 40 milliards de francs en six mois, pour financer le déficit budgétaire et facilité la relance, redonnait quel-

Las! le début` des attaques contre le franc, considéré comme

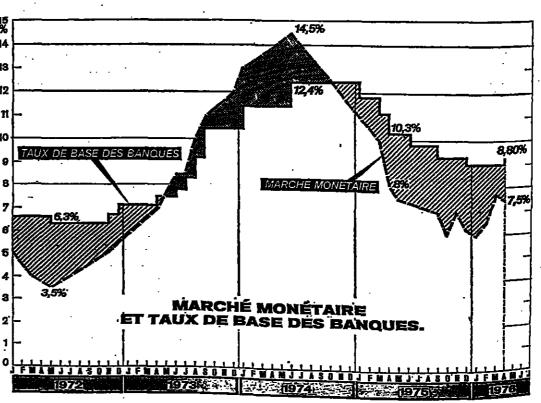
le coût des ressources (marché le « serpent » en justet 1975, remettait tout en question. La Banque de France utilisait immédia-tement l'arme des taux pour défendre notre monnaie. Graduellement, le loyer de l'argent au jour le jour s'élevait depuis le nid'année, l'escalade, toute relative, se réglant sur la cadence des pertes en devises et entrainant une tension correspondante sur

Une certaine nervosité

Ce furent 6 1/2 %, puis 7 %, séparant les accès de faiblesse du franc, jusqu'à sa sortie du « serpent » le 20 mars. Depuis cette date, la Banque de France mainsanté du franc, qui fait l'objet de pronostics souvent contradictolres : notons, au passage, que ces pronostics ont sensiblement varié depuis le début de l'année, passant d'un pessimisme franc à une prudence nourrie par l'expérience... Une certaine nervosité jour sur le marché monétaire de Paris, où les opérateurs s'inter-rogent sur l'évolution des taux dans le futur, supputant le degré d'inflation, et se posant des questions sur les intentions de la Banque de France, à supposer qu'elle en ait encore, tout au moins à moyen terme.

Les plus honnêtes d'entre eux se refusent à tout pronostic, mais l'ensemble de la profession bancaire s'accorde sur un point : les conditions très favorables qui ont régné en 1975, au lendemain de la tourmente de 1974, pourraient ne pas se reproduire tout à fait en 1976. Le coût des ressources a amorcé un début de remontée, le loyer de l'argent à terme s'est tendu, et les marges commerciales seraient susceptibles de s'en ressentir au cours du second semes-

Si l'on rapproche le graphique ci-dessous de l'évolution des résultats des banques, l'on s'aperçoit que les bénéfices des établissements sont très sensibles à l'écart entre leur taux de base et celui du marché monétaire, qui directement ou indirectement influe sur le coût de leurs ressources. Encore faut-il que le taux de base reste inférieur au lover de l'argent au jour le jour : lorsque l'inverse se produit, comme en



A BLESTION

Linconn

ile ses ses ses par

dorienter leur pout que cans tel ou les prendront les décisions en conséque.

Très naturellement, des que l'on about des taux et de leur évolution des taux et de seur évolution de seur de se opinions sont divisées et sourent contract de propositions sont divisées et sourent contract de proposition de de l'Atlantique, que la plupart des deur le tantes asuf désormais enclins à une très pa poères. Depois que que la plupart de la plupart des ales deut e mulance.

Commo on les comprend! Dans le brief des tanx d'intérêt, les données prince des tanx d'intérêt, les données prince de plus en plus aux jouens, le bourner le plus souvent 4 deviant se borner le plus souvent à le plus possible le plus plus le plus plus le plus

le e serpent » en juilet is.

mettait tout en question la

que de France utilisan in-

tement l'arme des tats

défendre notre monage et

lement, le lorer de la la

separant les : ::

Tience... Une . The H

commence has himself :

jour sur le mut le mont

Pages, ca les openies an

TOTAL SIE CALLES IN

S: Jr :

mes avant la hausse

desti sa pamber semestre 1974.

colt des reprierres (marché mission challage), à leure) diise 1974. surévalue depuis sa rente ninus substantinant que les ecettes naturants des propioss (seddin consenté) à la Mandie). défendre nouve de la simulation le principal de principal de control de control de la control de la

Him and an subsequenced all france jusque and the period of the period o remand de rythme de distribe prudence ton des crédits

i. - accident - du franc

data la faracción in in infe dinfallon, et .. 12222 pair tropi and non plus, the moins the second co qui sometiment le cult des res ce dat statement le court des ses du cas mosts a minimum. se refusent a dia come Pengentile of the state etire s'ampara, dur la Mil-la tourner . 2 no must be to Bernand ... Senter and an experience **ದ-ರೇ**ತಿಯಿರು ತಿಂ 1215 E23 gue 125 1 000 greats sometime answer. entre leur ture te reste sur le erat a par se

- c : Titoline

> TAIRE DES BANQUES.

EN QUESTION

d'expansion et de contraction provoquant alternativement l'augmentation ou la diminution des demandes de crédit Aujourd'hui, l'action régulatrice des autorités monétaires s'inscrit souvent à contretemps, accentuant la tension des taux lorsqu'il s'agit de freiner un emballement de la conjoncture ou, au contraire, suscitant une détente lorsqu'il s'agit de relancer les économies. Elle joue également son rôle traditionnel de défense des monnaies, et Dieu sait que cette défense doit être active par les temps qui courent! Plusieurs inconnues de taille apparaissent alors dans l'équation qui règle la formation des taux quelle sera l'évolution du marché des changes? A quel moment devient-il patent que l'expansion ou la récession s'installent véritablement, et dans quelle mesure l'inflation prend-elle un caractère dangereux au point de provoquer les interventions des banques centrales? Au surplus, ces dernières entendent garder le secret sur les modalités de leur action. C'est le cas, en particulier, des autorités monétaires americaines, dont la discrétion, qui confine an mystère, autorise toutes les spéculations. Or le rôle directeur joué par les taux américains n'est plus contesté par personne : lorsque les Etats-Unis éternuent, l'Europe s'enrhume... Le cours du dollar, on le sait, est fort sensible aux variations du taux de base (prime rate) des banques d'outre-Atlantique, et les gouvernements doivent en tenir le plus grand compte. Or l'amorce, puis le développement plus on moins rapide de la reprise économique, dans l'ensemble des pays occidentaux, font craindre un regain d'inflation, dont la récente remontée des prix des matières premières est peut-être le prodrome.

A Washington, les opinions divergent sur l'ampleur de ce regain, dont nul ne conteste pourtant la probabilité. C'est pourquoi l'ensemble des opérateurs, tout en tenant compte de leurs problèmes particuliers (inflation en Grande-Bretagne, en Italie, en Francel, gardent les yeux sixés sur les variations de ces fameux Federal Funds, instrument privilégié d'intervention et de régulation des taux internes américains, dont le maniement est l'apanage exclusif de l'énigmatique Arthur Burns, président de la Réserve fédérale des Etats-Unis et gardien vigilant de l'orthodoxie

L'inconnue américaine

ES taux d'intérêt à court de l'année », déclarait M. William Simon, secrétaire américain au Trésor, le 10 février... 1975, il y a donc quinze mois, alors que la reprise économique commençait à peine outre-Atlantique, le souci dominant des autorités gouvernementales et des milieux financiers était la possibilité d'une tension des taux à échéance plus ou moins rapprochée. Le secrétaire d'Etat, déposant devant le Sénat, estimalt que l'accroissement prévisible de la demande de crédits des entreprises, notamment dour compenser la hausse du prix du pétrole et les prochains emprunts de la Trésorerie (une soixantaine de mililards de dollars) pour financer le déficit budgétaire, allaient drainer près de 70 % des capitaux disponibles. • # est encore trop tôt, aloutait-il. Dour savoir exactement ce qui va se passer cette année, mais nous savons déjà que le gouvernement, ve acceparer une bonne partie du marché, et nous ne devons pas perdre de Vue que des emprunts excessits pourraient amener l'économie dans une situation encore plus mauvaise que maintenant. »

La surprise

Si l'on se référait aux schémas de ralsonnement habituels, M. Simon avait parlaitement raison de manifester de telles craintes. Les ponctions énormes du Trésor étalent susceptibles d'entrer en concurrence avec les appels au crédit que les entreprises devaient normalement lancer dès que la reprise s'affirmerait. Toutes les références au passé se montraient

Or le déroulement des faits donna tort à M. Simon et à beaucoup d'autres : les taux d'intérêt à court terme, notamment le « prime rate » des banques, allaient, pendant les quinze ers mois, descendre de 9 % à 6 1/2 % sans ou'une perspective de remontée se dessinăt vraiment avant ces demières semaines. Les raisons ? Elles sont très simples. Tout d'abord, la lenteur de la reprise de l'économie américaine et le déstockage intensif tout au long des circuits industriels et commerciaux rendirent inutile l'octroi de crédits supplémentaires aux entreprises, ce qui laissa le champ libre au Trésor. Ensuite, ces mêmes entreprises, au fur et à mesure que la reprise se à court terme et reconstituer leurs marges, comme en témolgne la contraction continue des crédits distribués par les principales banques new-vorkalses, qui ont diminué de 6 milliards de dollars en un peu plus

Enfin et surtout, la Réserve fédérale des Etats (le Fed), présidée par M. Arthur Burns, fit en sorte que

lative et contre l'inflation, sciemment provoqué une très forte haussa des taux, qui atteignirent un sommet historique pendant l'été 1974, le taux de base des banques (prime rate) passant, en dix-hult mois, de 6 % à 12 %. L'objectif ayant été atteint, et même au-delà, les autorités monétaires, dès l'automne 1974, relâchèrent les rênes afin de sortir l'économie américaine de son ma-

A partir de juin 1975, néanmoins. ayant constaté que la masse monétaire progressait depuis deux mois à un rythme annuel de quelque 10 % (solt le double des 5 % à 7 % qu'elles s'étaient fixés comme objectif, elles se montrèrent plus restrictives, et le taux de base remonta rapidement de 6 3/4 % à 8 %). Aussilöt, les avertissements pessimistes fusèrent de partout : allait-on revenir à une politique d'argent cher pour prévenir un retour en force de l'inflation ? Point du tout. Dès le début de septembre, la Réserve fédérale, voyant que la croissance de la masse monétaire reprenait un nythme considéré comme normal, injectait à nouveau des liquidités et faisait baisser les taux, démentant ainsi tous les pronostics, dont beaucoup donnaient comme certain un taux de base de 9 % au début de 1976.

La reprise : un fait acquis

Au seuil de l'été 1976, néanmoins, la situation a changé. La reprise de l'économie américaine est un fait gures en sont maintenant à calculer le rythme d'inflation qui en résultera et à émettre des pronostics souvent contradictoires. Tout récemment, la commission bancaire du Sénat américain a entendu sur ce sujet deux économistes dont les opinions sont parfaltement opposées. Selon le premier. M. Andrew Brimmer, ancien membre de la Réserve fédérale, - plusieurs facteurs sont en action, qui suggerent que le taux de l'in flation pourrait s'accélérer pendant le reste de l'année et même en 1977 ». Certes, l'indice des prix de détail n'augmente actuelleme un taux annuel inférieur à 3 %, observe M. Brimmer. - mais at-il ajouté. le taux de l'inflation struct dans ce pays se situe entre 5% et 6% =. Ce point de vue est fortement contesté par M. James O'Leary, viceprésident de la United Company de New-York : ce demier estime que l'accélération de l'inflation est peu probable, grâce au comportement prudent des consommateurs et des entreprises.

Les économistes de la City Bank sont de cet avis : dans leur Lettre

terme pourraient remonter En 1973 et 1974, le Fed, soucleux que les consommateurs sont les lo-aux Etats-Unis d'ici à la fin de lutter contre la demande spècu- comotives de la reprise mais ou l'il comotives de la reprise, mais qu'il n'y a pas ileu de redouter pour ausur le seuil d'une nouvelle apirale inflationniste. Pour eux, la hausse de 0,8 % des prix de gros enregistrée en avril n'est qu'un « ajustement » après une quasi-stabilité depuis l'automne 1975, et qu'il faut y voir seulement le reflet de « la vigueur de

ia reprise - (1). Tous, en revenche, s'accordent imer que l'on s'oriente vers un raffermissement modéré et progressif des taux d'intérêt le « prima rate -, actuellement de 6 1/2 %, devant retrouver d'icl à la fin de l'an-née un niveau de 7 1/2 % à 7 8/4 % (8 % pour le président de la Manufacturers Hanover). Ce sentiment semble être confirmé

par les récentes déclarations du pré-sident de la Réserve fédérale,

M. Arthur Burns, devant cette même commission bancaire du Sénat. « La tendance fondamentale des coûts et des prix reste clairement orientée à la hausse, a-t-li souligné. C'est pourquol il convient de maintenir la croissance de la masse monétaire dans des limites modérées. » Cette modération consiste en un abaissement d'un demi-point des limites supérieures fixées à la croissance de la masse monétaire (4 1/2 % à 7 %). Tout en estimant qu'il faudrait, en plusieurs années, ramener cette croissance à 1 % ou 2 %, M. Burns justifie sa décision, qualifiée de pas modeste et prudente -, par la de la monnale par l'économie. Bien que Wall Street ait, Initialement, interprété ces propos comme l'annonce d'une nouvelle tension monédent de tout pessimisme. Il est considéré comme normal que, avec raisonnable - du taux accompagn la reprise économique. Mais l'incer titude règne encore sur l'amplei réelle de cette hausse. La décision finale repose entre les mains de M. Burns, président de cet orgai-Indépendant qu'est la Réserve fédérale. Sans l'avouer, il se considère comme le seul gardier véritable de l'orthodoxie monétair aux Etats-Unis, à la grande fureur d'un Congrès peu soucieux d'être bridé dans sa politique et de se voir implicitement reprocher un certain

(1) N.D.L.R. — Il faut toutefois remarquar que pendant la darnière récession, de novembre 1973 à mai 1975, les prix de gros ont connu une progression annuelle de 16,4 %. Ce dérapage a été expliqué par la conjonction de pluséeurs facteurs exceptionnels: hausse du prix du pétrole, des matières premières et des céréales. Les experts le considérent comme un « phénomèns unique », mais la remontée des cours des matières premières a déjà commencé.

laxisme budgétaire.

ÉTATS-UNIS: TAUX DE BASE DES BANQUES (PRIME RATE)

Une formule originale

La banque par correspondance

A Banque de Paris et des Pays-Bas a imaginé de vendre ses services hancaires par correspondance à une catégorie de personnes aisées, qui bénéficient, à leur domicile domaine de la gestion de leurs revenus et de leur patrimoine. A ce jour, elle a recruté deux mille cinq cents clients, se répartissant pour moltié entre la région parisienne et la province La moyenne d'âge est de quarante-cino ans. les cadres supéeffectifs, et le revenu moyen est de 120 000 Fenviron. Il ne s'agit pas de personnes isolées ou physiquement incapables de se déplacer, mais de personnes qui choisissent délibérément ce mode de diffusion pour ménager leur temps.

L'objectif de Télébanque, c'est le nom de la formule, est de permettre à ceux qui le désirent de gérer leurs affaires personnelles chez eux, sans dérangement, la banque, de son côté, économisant les frais coûteux d'implantation de nouveaux quichets Outre un compte de chèques original, assorti, en plus des relevés trimestriels, la ventilation trimestrielle des dépenses par grandes catégories, la possibilité de retirer de l'argent liquide dans chaque bureau de poste avec des lettres-chèques mises à disposition, les clients de Télébanque peuvent demander un diagnostic financier de leur situation et de leur patrimoine, avec, naturellement, la possibilité de se faire

Cette formule, qui a débuté véritablement à la fin de 1974, marque une nouvelle étape dans la guerra des réseaux et la chasse aux dépôts : si le client ne vient pas à la banque, la banque ira au client.

- - - LE MONDE - 18 mai 1976 - Page 39

L'assistance de l'état-major de la Banque de Paris et des Pays-Bas grâce à **TELEBANQUE-PARIBAS** Première Banque Conseil à domicile

Le service TELEBANQUE-PARIBAS vous permet par exemple:

7. de poser des questions juridiques, fiscales, financières à notre service d'information qui résoudra rapidement tous vos problèmes.

2. de bénéficier d'un diagnostic financier personnel dans lequel vous trouverez l'analyse de votre patrimoine et des conseils adaptés à vos préoccupations.

3. de recevoir des propositions de placements, adaptées à votre cas.

4. de diposer d'informations financières sélectionnées sous forme de lettres et bulletins mensuels à diffusion restreinte.

5. de dialoguer avec un fondé de pouvoir choisi par vous, chargé de toutes vos relations avec TELEBANQUE.

6. d'avoir régulièrement la répartition de vos dépenses par catégories : maison, habillement, loisirs, etc.

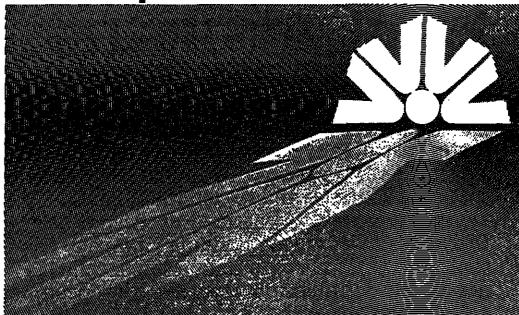
. de pouvoir retirer de l'argent liquide ou que vous soyez en France,

8. et d'autres services encore... que vous connaîtrez en nous envoyant sans engagement le coupon ci-dessous.

A retourner à Banque de Paris et des Pays-Bas Service TELEBANQUE 26, av. de l'Opéra 75001 PARIS

Nom	Prénom
Adresse	
Code postal	_Ville

Ce sigle est le symbole de notre expérience bancaire internationale.



Il est le symbole des EUROPARTENAIRES, association de quatre grandes banques européennes:

le Banco di Roma pour l'Italie, le Banco Hispano Americano pour l'Espagne, la Commerzbank pour l'Allemagne et le Crédit Lyonnais pour la France.

Notre expérience commune, notre connaissance approfondie des marchés nationaux, qui ont apporté une nouvelle dimension aux services bancaires internationaux, vous aideront à résoudre vos problèmes financiers.

Pour vos opérations avec les pays étrangers - où il est essentiel de trouver sur place un interlocuteur parfaitement qualifié - nos nombreux spécialistes vous assureront partout de la même compétence, de la même qualité

de service et de la même rapidité d'exécution.

Vous nous rencontrerez dans plus de 4.000 guichets en Europe et dans 60 pays du monde.

Nous avons derrière nous l'expérience et la puissance - 62 milliards de dollars de dépôts - avantages indiscutables dont nous pouvons vous faire bénéficier.

Consultez-nous. Nous avons des possibilités d'action à la mesure de votre volonté d'expansion.



En France

Banco di Roma. 15 rue de Choiseul, 75002 Paris. Tél. 742.56.80 Crédit Lyonnais. Siège Central: 19 Bd des Italiens, 75002 Paris. Tél. 295.70.00

BANCO DI ROMA - BANCO HISPANO AMERICANO - COMMERZBANK - CREDIT LYONNAIS

12,0 % 11,5 11,0 10,5 10,0 9,5 9,0 8,5 8,0 7,5 7,0 6,5

PARMI les services offerts par les banques, il en est un qui a toujours été apprécié, avec leurs casiers individuels. Depuis fort longtemps, les établissements ont tenu à offrir à leur clientèle des installations souvent impressionnantes, avec une cascade de systèmes de sécurité sou-vent très sophistiqués : portes puissamment blindées, sas télécommandés, double enceinte, etc. Ces installations coûtent fort cher, et les recettes tirées de la location des coffres aux particu-llers sont, le plus souvent, sans COIITES—IOTES cher, et les recettes tirées de la liers sont, le plus souvent, sans rapport avec leur prix de revient. Mais, pour les établissements, elles constituent un élément de prestige, et surtout leur per-mettent d'attirer ou de retenir les dépôts d'une clientèle souvent

La peur du vol

Pour les particuliers, la possi-bilité de louer un coffre dans une banque est d'autant plus appréciée que la Iréquence des vols devient impressionnante et que certains appartements sont « visités » plusieurs fois dans un laps de temps parfois assez court. On vient ainsi mettre en sûreté les objets de valeur auxquels on tient : bijoux, objets d'art, argenterie, tableaux. Au moment des vacances, nombreux sont les déposants qui partent en paix après s'être ainsi protégés par avance contre les monte-en-l'air du mois d'acût

UN BON *ARGUMENT* DE VENTE

S'IL EST COUTEUX

Une autre clientèle, fort importante, est constituée par les détenteurs de capitaux liquides ou semi-liquides. Dans les coffres dorment parfois des billets pas se signaler au fisc... ou à son conjoint, et le plus souvent de l'or, en pièces ou en lingots. De leur côté, les acheteurs de bons libéralement vendus sous la forme anonyme, sont soucleux de ne pas conserver à leur domicile des effets au porteur si facilement

Enfin, les coffres des banques sont utilisés pour garder en lieu sur des valeurs mobilières, actions ou obligations (de moins en moins), des documents ou des dossiers confidentiels. L'un de leurs attraits principaux n'est-il pas le secret, vis-à-vis du fisc. des tiers et parfois à l'égard des proches ? Muni de la clef presque toujours unique qui est délivrée avec le contrat de location, tout un chacun a l'impression de détenir une petite place forte contre toutes les agressions et toutes les indiscrétions. Ce sentiment est devenu si vii qu'actuellement, compte tenu précisément de l'augmentation très rapide des vols, les particuliers désireux d'ouvrir un compte donnent souvent préférence aux succulsales bancaires dotées d'une salle de coffres, Dans la panoplie du parfait petit banquier, un tel service constitue donc un bon argument de vente, même s'il coûte cher.

LES CARTES DE CRÉDIT

PRES un démarrage spectaculaire en 1968, les certes de crédit, tout en continuant leur progression en France, ne connaissent pas le développement spectaculaire auquel elles sont parvenues aux Elats-Unis, sans même parler de la Grande-Bretagne. Les avantages qu'elles comportent ne sont peut-être pas lugés suffisants par les particuliers dont certains, au surplus, redou-

tent toujours d'être poussés à la dépense par un tel mécanisme. Une part non négligeable des commerçants protestent contre le coût, jugé excessif, des commissions que prélèven! les banques sur les achats effectués. En revanche, ceux qui sont appelés à voyager Irequemment, en France ou à l'étranger, utilisent abondamment les cartes de crédit. C'est dire que la tormule, en dépit de sa commodité, rencontre encore certaines résistances, explicites ou implicites. Les banques promotrices ettendent pour la relancer d'avoir mis au point un système de contrôle par te:minaux, comme aux Etats-Unis, ce qui leur permettrait d'envisager une deuxième étace de croissance.

Un dialogue difficile entre commerçants et banquiers

L existe actuellement en France un peu moins de 1,5 million de cartes de crédit, dont 1.3 million pour le réseau carte bieue, 80 000 à 90 000 pour le réseau American Express, 80 000 pour celul du Diner's Club et un nombre indéterminé de cartes délivrées par certains grands magasins à leur usage

C'est peu, toutes choses égales d'edileurs, par rapport aux Etals-Unis, avec leurs 500 millions de cartes, dont plus de la moltié. Il est vrai, sont délivrées par le grand commerce intégré (17 millions pour le seul Sears Roebuck), sans compter les réseaux des pétroliers, des hôteliers, etc. Il est vral qu'outre-Atlantique l'utilisation des chèques est beaucoup moins courante qu'en Europe (30 milliards de chèques émis par an contre 3 milliards en France), et que la carte de crédit correspond à un besoin véritable. En Grande-Bretagne, plus da 6 milllons de cartes sont délivrées annuellement, tandis qu'elles sont totalement absentes en Allemagne fedérale, où ne circule que l'Eurochèque, garanti par carle spéciale. le marché métropolitain, les banques françaises recherchaient essentiellement un accroissement de teur clien-

tèle. Elles déstraient également remplacer progressivement le c h è q u e . dont l'usage devient abusil, par une monnaie scripturale plus facile à traiter mécanographiquement, to u t en obligeant les titulaires à maintenir sur leurs comptes à vue une provision suffisante. A cette fin, elles ont développé una série d'arguments destinés à séduire les particuliers : - La carte de crédit est le moyen de palement le plus pratique : faire

un chèque est une corvée : - Le contrôle des dépenses est facilité par la délivrance d'une facture pour chaque achat et l'envoi d'un relevé mensuel ;

- Le titulaire dispose d'un crédit gratuit, qui peut dépasser un mois (c'est appréciable au mois de décembre); — Il peut accédar aux distribu-

teurs de billets qui fonctionnent les jours non ouvrables; - Enfin, le titulaire n'est Jamals à court d'argent quand il voyage, quand

son chéquier est épuisé, etc. Comment expliquer, alors, que les particuliers se montrent encore relativement réticents ? Les uns ont peur, nous l'avons dit, de se trouver entrainés à des dépenses excessives sans le contrôle du chéquier (c'est souvent une vue de l'esprit car le même reproche a élé fail au chèque à ses débuts). Les autres, plus sûrement. répugnent à déranger leurs habitudes Ou même, ayant délà disposé d'une carte, la restituent après avoir conspas le cas, nous l'avons déjà relevé. des personnes qui voyagent beaucoup et font un usage intensil des

Les réticences des commercants

Vis-à-vis des commerçants, les banques ont fait miroiter les avantages suivants : - les achats des titulaires de carte sont canalisés vers les adhé-

- les palements sont accélérés; - les patements sont garantis à hauteur d'un certain montant ; - un crédit gratuit est consenti à leurs propres clients;

rents au réseau :

- l'existence de 43 millions de porteurs internationaux affillés à la carte bieue leur apporte une clientèle importante; - les erreurs de calsse sont rédui-

tes: - la carte de crédit est un ser-

vice supplémentaire offert à la clientèle. Bien que le chiffre d'affaires de la carte bisue, la plus répandue. augmente régulièrement (+ 30 % en 1972, + 38,6 % en 1973, + 48,6 % en 1974 et + 32 % en 1975), et que le réseau comprenne 60 000 commercants, la S.N.C.F., les compagnies aériennes et certaines grandes sur-laces, une vive opposition s'est des-sinée dès le départ, non contre la carte, mais contre son coût (commissions des banques et prélèvement forfaitaire de 1 F par facture). Le Conseil national du commerce (C.N.C.) a pris officiellement position en ce sens, imité par une part importante du gros commerce M. Pierre Halphen, président de la Chambre syndicale parisleme de l'habillement et membre du comité de direction du C.N.C., mène une croisade contre la carte en dénonçant le poids des trais de fonctionnement du système. qui peut atteindre 3 % des petites factures, pourcentage trop important peur les commerces à faible marge Il estime que le service apporté par la garantie sur les paiements (500 F avec la carte bieue) est trop onéreux, et le met en parallèle avec le reux, et le met en parallèle avec le système du chèque garanti avec la carte Eurochèques, sans frals pour le commerçant. Il assure enfin que le démarrage de la carte bleue en 1968, effectué, dit-il, sans l'avis des commerçants, a été lecilité par les lièces movens de presiere des légers moyens de pression . dont disposent souvent les banques, tout en concédant qu'une diminution de

née à 1 % par exemple, seralt de nature à vaincre bien des réticences. Les banques ne l'entendent pas de cette preille, car la fonctionne ment du système est encore coûteux, faute d'une extension suffisante . c'est l'histoire de la poule et de l'œut... Ajoutons que le problème des commissions prélevées par les distributeurs de cartes ne se pose guère pour le réseau Diner's Club et American Express, où les marges commerciales des affiliés permettent de supporter des prélèvements plus importants, grâce à l'apport de la clientèle étrangère Le syndicat de la restauration, néan moins, par la voix de M. Jacques François, son président tie Monde du 29 novembre 1975) s'élève contre l'ampleur de ces prélèvements (5 % à 7 %) : « La carte de crédit rend service au client, c'est lui qui devrait en supporter les trais. » Tout le débat est là, et ne saurait être tranché que par un développement des réseaux permettant un abaissement des coûls. C'est un peu la quadrature du cercle, à moins que les banques ne se décident, peut-être, à faire le premier pas.

LES PRINCIPES

ES cartes de crédit sont délivrées, avec plus ou moins de rigueur, aux clients - dont la moralité et la solvabilité bancaires sont jugées irréprochables ». Au prix d'une cotisation annuelle, elles permettent à leurs titulaires de régler leurs achals dans les points de vente qui adhèrent aux réseaux en signent une facture, les comptes du client étant débités en uno seule lois au cours du mois suivant. Les commercants affiliés sont réglés des le lendemain de l'achat par les organismes emetteurs sous déduction d'une commission variable, à e il faut alo ment une perception forfaitaire par facture. Le paiement de ces factures est garanti dens une proportion variable, sous réserve de la consultation préalable d'une « liste noire » par les commerçants. Les cartes permettent enfin, tout au moins celles délivrées par les banques, d'utiliser les distributeurs automatiques de billets, et de retirer de l'argent dans les agences des réseaux français et

TROIS FORMULES

LA CARTE BLEUE 1,3 million de cartes délivrées. Cotisation du titulaire : 45 F pour la carte domestique, 60 F pour la carte internationale. Commissions supportées par les 60 000 com-merçants affiliés : 1,5 % à 2% sur les achats, l F par facture. Garantie unitaire de 500 F par facture (dayantage dans certains cas). Possibilité d'utiliser les distributeurs automatiques de billets, de retirer de l'argent dans les 10 000 agences du réseau métropolitain (1000 F par période de sept jours) et dans les 180 000 guichets du réseau européen. Les banques adhérentes, au nombre de 89, representent une part très importante du système bancaire français. Restent en dehors, néanmoins, le Crédit agricole, les chèques postaux (qui com-mencent toutefois à installer des distributeurs automatiques avec une carte spéciale), ie Credit mutuel et les banques populaires (sauf la BRED, affiliée à la carte

The said with the said

december, les déj

on de Eure Ho

-Rein Louis Bi

The diagram account

le article priorientes

Courses de l'eurage

Complete les partes del

Series it qu'en délui

Rein and the View

Le 24 Mars

Le Compto

LA CARTE DE L'AMERI-CAN EXPRESS : 7 millions d'adhérents dans le monde, 80 000 à 90 000 en France. Cotisation principale de 100 F. Commissions supportées par les commerçants : 5 % à 7 %. Garantie assez élevée sur les palements. Très utilisée pour les déplacements à l'étranger. LA CARTE DU DINER'S CLUB: 3 millions d'adhérents dans le monde; 80 000 en France. Cotisation principale de 100 F. Commission supportée par les commer-çants 5 % à 7 %. Garantie assez élevée sur les palements. Très utilisée pour les déplacements à l'étranger.

Ebic, la communauté bancaire Européenne pour les affaires internationales

L'EBIC, (European Banks International) ce sont sept grandes banques européennes indépendantes avec 9800 agences:

Chacune possède sa personnalité juridique et nationale, mais, toutes ensemble, elles peuvent vous faire bénéficier de leur assistance sur les principaux marchés et de leurs services spécialisés dans les affaires internationales.

1. En Europe, la Banque Européenne de Crédit (BEC) à Bruxelles et l'European Banking Company (EBC) à Londres sont à même d'intervenir dans les financements internationaux des projets de grande envergure. (L'European Banking Company a également une agence à Chicago).

2. Aux Etats-Unis, L'European-American Banking Corporation a des bureaux à New York, Los Angeles et San Francisco.

L'European-American Bank & Trust Company a plus de 100 agences dans le périmètre de New-York.

3. Dans le Sud-Est Asiatique, l'European Asian Bank est présente sur les principales places commerciales et financières (Singapour, Hong-Kong, Manille, Jakarta, Kuala Lumpur et Karachi).

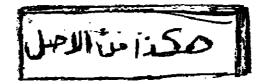
4. En Australie, l'Euro-Pacific Finance Corporation est installée à Melbourne et Sydney.

Pour entrer en relation avec ces organismes, il vous suffit de prendre contact avec l'une des 9800 agences des sept banques de l'EBIC.

En France, il y a 2600 agences de la Société Générale.

European Banks International

Amsterdam-Rotterdam Bank Banca Commerciale Italiana Creditanstalt-Bankverein Deutsche Bank Midland Bank Société Générale de Banque Société Générale



banquier

Augours d'être poussés à la dépense par la rescanisme. Une part non négligeable profestent contra la

Assettreit d'envisager une deuxième

protestent contre le commissions que commissions que paraconte protestent contre le course des commissions que prélé paraces sur les achais effectés au sont appelés à l'action de la contre benques sur les contais effectués. micha, caux que france ou à l'étrange. abondamment les cartes de créci, te que la formule, en dépir de la se rescontre encore certaines rése in applicates ou implicates. Les banques récastendent pour la manque. plicaes eu mainte pour la relater de l'elater de l'ela sis sur point un système de Coninie As at point un systeme de controle Haux, comme aux Etats-Unis. Ce qui Haux, comme aux Etats-Unis. Ce qui Haux, comme deuxième deuxième

> nature à vaincre bien des relocations les banques ne l'entendent de catte oreille, car le fontige ment du système est encore ; teux, faute d'une extension s sante . c'est l'histoire de la et de l'œut... Ajoutons que le r par les distributeurs de cale. se pose guere pour le réfédu lig Club et American Express of marges commerciales des ca Actions bins imboursule his Fapport de la chamble ster Le syndicat de la restauration e moles, par la von de la leg-François, son president the tydu 29 novembre 1975) s'eleve Fampleur de ces preferences service au client, c'est lu culos an supportor les trais - in differ est là, et na source enchi que par un developpene. mot permetten 2 31313hera da cercle, a mosa se Dengues no so desperates **À faire le** pramier sta

LES PRINCIPES

déligrees in 11 til. ಣಾಗಾ ರಾ clients - dont la maray e activabilità banca recisioni imborochables - - - leurs acrusti and express moler sulvent. Les di Milita sont region d' **main de** l'athan air a ta **nigrica éme**lleurs sous bus Quite comment of 12.053 lemette il faut a actur sereb loet au moint du la calle de l' ies banques dus 20 800 et de retirer de l'immanis agences dus rice viriante

TROIS FORMULES LA CALLES ELECT

elmann. rentes, 21 8:10:00 C les ching-

RGUEUR



Louis Arago, le mathématicien et Alphonse-Marie de Lamartine, le poète, membres du gouvernement qui créa le Comptoir des Entrepreneurs.

Le 24 Mars 1848, au nom du gouvernement révolutionnaire, les députés Albert, Arago, Crémieux, Dupont de l'Eure, Flocon, Garnier-Pagès, Lamartine, Ledru-Rollin, Louis Blanc, Marie, Marrast, Pagnerre, signent le décret accordant à l'industrie du bâtiment des crédits prioritaires pour entreprendre des travaux et donner de l'ouvrage aux citoyens. La brique remplace les pavés, et la truelle les baionnettes.

Le Comptoir des Entrepreneurs était né.

Ce n'était qu'un début.

Depuis - 2 millions de logements financés.

-La plus large gamme de prêts.

-Une implantation dans toute la France. -Le meilleur conseil, une décision rapide.

Prêts immobiliers CDE: pour construire,

acheter, restaurer un immeuble, une maison, un appartement, neuf ou ancien. 130 ans d'expérience: ça compte.

Prêts immobiliers

Paris, centre accueil-informations, 6, rue Volney, 75002, tel. 2603536. Versailles, 5, place Hoche, tel. 950.01.91. Pontoise, 20, place du Grand Martroy, tel. 464.13.65. Bayonne, Béziers, Bordeaux, Brest, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy, Nantes, Nice, Orléans, Reims, Rennes, Rouen, Toulouse, Tours Et partout en province, les Directions Départementales du Crédit Foncier de France.

L'EXPÉRIENCE DU CRÉDIT MUTUEL D'ALSACE, DE LORRAINE ET DE FRANCHE-COMTÉ

E dossier de la rémunération des services bancaires a été ouvert par d'Aisace et de Franche-Comté. présidée par M. Théo Braun, dès mois de Juin 1969 A cette époque, tout concourait à accélèrer et à amplifier un mouvement irrésistible caractérisé par l'extension rapide des opérations bancaires les plus diverses : Par la mise en ceuvre de la pensions et d'allocations famiilaies, règlements et prélèvements périodiques de quittances de loyer, d'eau, de gaz, d'électricité, de téléphone, etc. Surtout ou compte courant familial prenaît un essor extrêmement rapide, une véritable - explosion -, qui provoqualt une mutation en profondeur de l'activité et du fonctionnement des caisses, et, de collecteurs d'épargne traditionnels les transformalent en véritables banques de la famille et du particulier

Eduquer l'usager

Parmi les trois formules envide travail inter-banques, présidé per le secrétaire général de la Banque de France et réunissent l'ensemble de la profession : facturation des carnets de chèques, commission unique de tenue de compte, et commission modulée en fonction du solde moven créditeur du compte et du nombre d'opérations effectuées, les dirigeants mutualistes de l'Est, avaient, bien entendu, retenu la demière comme plus équitable et plus conforme à sentait l'avantage de l'incitation à la modération dans l'usage du compte et du chèque par rapport à une taxation plus aveugle, et avait le mérite de permettre une véritable éducation de l'usager.

Après avoir attendu deux ans dans l'espoir qu'une solution commune à l'ensemble du réseau pourrait voir le lour. la Fédération a pris la décision de mettre en place sa propre formule. Elle estimali que dans un organisme coopératif, plus peutêtre que dans un autre, s'impose l'obligation de veiller à une certaine équité dens la répartition des charges, le coût croissant de la gestion des sur les emprenteurs. Elle voulait pas, enfin. instituer par une « perticipation certains usagers à modérer leurs émissions de chèques et provoun relèvement global du saide créditeur moven.

La formule devait être simple à comprendre et à expliquer, équitable, efficace, c'est-à-dire incitative (en vue d'augmenter le solde), dissussive (à l'encontre d'un usage exagéré du chèque, soit 10 % à 20 % des comptes) et suffisamment souple pour s'adapter à des situations variées.

Une approche empirique, precharges, permit de retenir un coût moven indicatif de 2 F (maintenant 2,40 F par opération). Le coût moyen est donc facture de comptes courants, mais II est pratiqué un abattement global de 70 F par trimestre, correspondant te-cinq operations gratuites dans le même laps de temps et pour un solde nui. Chaque tranche de 160 F de solde créditeur moven à partir de 0 F donne droit à une opération gratuite

Outre qu'il favorise les petits comptes, cet abattement tient compte de plusieurs facteurs : toutes les opérations n'ont pas le même coût, certaines d'entre elles ne peuvent pas être facturées (prélèvement mensuel de l'impôt sur le revenu), ou peuvent difficilement l'être (virements de salaires, d'allocations et de pensions, virements permanents pou remboursement d'un prêt ou l'alimentation d'un plan d'épargne-logement, etc.).

Le bilan actuel de la mise en application de cette formule est le sulvant : près des trois quarts des comptes enregistrent moins de trente opérations par trimestre et le nombre moyen varie de vingt à vingt-deux. Seuls 6 % à 7 % des comptes effichent blus de solvante opérations et, en moyenne, 10 % à 12 % présentent un excédent de charges supérieur à l'abattement de 70 F.

Dana les calsses, dont les gérants étaient bien motivés et qui ont respecté les délais de mise en place, on a relevé : - Une progression du nombre

global des opérations fortement raientle sans qu'une diminution notaire des ouvertures de nouveaux comptes ou une augmentation sensible de ceux-ci sit été observée : - Une augmentation sensible

du solde moven créditeur depuis deux ans, contrairement à la ten-- Une augmentation sensible du produit des prestations de

services à raison de la partici-A court terme, les résultats ont été bons. A moyen terme, la Fédération estime qu'il faudra

constamment renouveler la eencomptes, et réduire progressive à la part des excédents de charges supportés par la banque.

Le Crédit agricole : à la recherche de la ruralité

'ORDINATEUR du Centre qu'île. A l'inverse, on pourrait d'études des techniques modernes (CETEM), qui est dirigé par le professeur André — initiateur des enquêtes d'opinion de l'INSEE - est en train de livrer, après une année d'enquêtes et une autre consacrée au dépouillement, les résultats d'une étude sur la définition de l'espace rural

Le définition de l'espace rural ? Tout le monde ne la connaît-il pas? « Le rural, c'est ce qui n'est pas urbain », indique l'Encyclopédie britannique. Pourquoi donc mobiliser durant vingt-austre mois une équipe d'enquêteurs, de mathématiciens et d'informaticiens pour « ficher » ce one tout le monde connaît intuitivement? C'est qu'intuition et réalité ne coıncident pas tout à fait, ce qui pose des problèmes à certains étabiissements, le Crédit agricole, par exemple

Certes, les caisses de la banque paysanne peuvent recevoir des lépôts dans toute la France. Mais elles ne peuvent pas prêter partout. Elles sont e enfermées » dans des frontières précises : « Sont considérées comme appartenant au milieu rural les commu-nes de moins de 5000 habilants agglomérés au chef-lieu, à l'exception des communes dont la population agglomérée en chej-lieu. 2001 et 5000 habitants et qui font partie d'agglomérations de plus de 50 000 habitants. 2 (Décret du 11 août 1971.) Toutefols, en zone de rénovation rurale et en zone de montagne, le champ d'intervention du Crédit agricole s'étend

chef-lieu. Au reste, la définition appliquée au Crédit agricole n'est pas la même ni pour l'INSKE, qui ne retient dans ses études que les aggiomérations inférieures à 2 000 habitants, ni pour le ministère de l'agriculture, dont la zone d'action s'étend tantôt aux villes de 50 000 habitants, tantôt à celles de 10 000, selon qu'il s'agit d'équipement ou de création d'emplois.

aux communes ayant de 5 001 à 49 999 habitants agglomérés au

Bref, la simplicité du critère démographique n'est qu'appa-rente. « Il est indéjendable », estime le professeur Piatier dans un rapport présenté à la Fédération nationale du Crédit agricole. D'autant qu'il conduit parfois à des situations absurdes : pourquoi déclarer urbaine une aggloméra-tion de 5 001 habitants alors qu'elle eût été rurale à 4 999 habi-

Des exemples. Baccarat, en Meurthe-et-Moseile : la popula-tion a dépassé 5 000 habitants, autrement dit n'était pas rurale. tant qu'une caserne de gendar-merie était maintenue sur son territoire. Saint-Tropez, dans le Var : ce haut lieu du tourisme méridional ne compte pas plus de 5 000 autochtones, ce qui autorise le Crédit agricole à prêter pour la construction d'un port et

citer des communes de quelque 10 000 habitants qui, du coup, ne peuvent bénéficier des prêts du Crédit agricole bien que leur activité soit essentiellement agricole : Pithiviers dans le Loiret, ou Romorantin dans le Loir-et-Cher.

Autre chose : lors de la réforme de 1971, il s'agissait d'éviter que l'évolution des structures agricoles, qui implique une réduction du nombre des agriculteurs, n'entraîne le dépérissement du milieu campagnard. Les possibilités d'intervention du Crédit agricole pour faciliter le maintien d'activité économique dans ces zones ont alors été étendues à des personnes vivant ou exercant une profession en milieu rural. Mais comment assurer cette mission lorsque statistiquement l'espace rural apprécié en fonction du niveau de la population rétrécit comme une peau de chagrin?

On a, en effet, constaté que les communes de moins de 2000 habitants ont tendance à se dépeupler alors que celles de plus de 2 000 habitants grossissent. D'un recensement à l'autre, un certain ment rurales sont classées urbaines : 248 en 1954, 468 en 1962, 1595 en 1968; il y en aurait 1600

Au reste, la définition actuelle de la ruralité met le Crédit agricole dans une situation paradoxale : il collecte deux tiers de ses ressources dans les milieux non agricoles et, en contrepartie, il ne peut leur consentir qu'un tièrs du volume de ses prêts (une large part de ceux-ci étant d'ailleurs consentie aux coopératives et aux industries alimentaires). Les dirigeants du Crédit font remarquer que les conditions de collecte de l'épargne contraignent à une certaine réciprocité de service : il s'agit, non seulement de verser un intérêt, mais encore d'offrir des prêts personnels ou des prêts au logement.

Un vêtement étriqué

En outre, la limitation du champ d'activité contraint le Crédit agricole à mettre une grande partie de sa collecte sur le marché financier. Les responsables de l'établissement considèrent qu'il s'agit là d'un détournement de l'épargne qui, norma-lement, devrait être réinvesti dans les campagnes et non procurer de l'argent au jour le jour aux autres banques.

Bref, la ruralité, taillée statistiquement, est un vêtement trop étroit aux entournures. En 1970, la commission de l'espace rural dn VI° Plan avait indiqué qu'a une ville, même importants, peut être son évolution est liée à celle de son environmement a.

C'est dans cet état d'esprit que la Fédération nationale du Crédit agricole (F.N.C.A.) a lancé en 1974 une enquête avec le concours

des caisses régionales de crédit agricole et du Centre d'études des techniques modernes. Sept tonnes de documents ont été collectées et traitées avec des modèles mathématiques sophistiqués prenant en compte la démographie, les équipements commerciaux, les services de santé, les moyens d'éducation. l'organisation des loisirs, les nuisances, les relations intercommunales... Toutes les communes de moins de vingt-deux

mille habitants ont été anal; sées. Premiers résultats, portant sur 51 départements : le nombre de communes qui échappent à l'espace rural défini par le décret du 11 août 1971 est relativement faible, 525 sur 19 651, soit 2,7 % de l'échantillon; en revanche. alors que, sur la base du recensement de 1970, 10 849 000 personnes (46 %) habitaient dans le périmètre de compétence du Crédit agricole, l'enquête permet désormais d'en dénombrer 14560000, soit 60 % de la population des cinquante et un départements

Deux revendications

Les résultats définitifs doivent être publiés incessamment. En les prenant en compte, ainsi que les indications données par le recensement de 1975, le Crédit agricole demande deux choses :

— Le relèvement de la barte démographique de 5 000 à 7 500 habitants pour tenir compte de la concentration de la population. Les experts du Crédit agricole estiment que sinon le champ d'action potentiel de sa distribution du crédit rétrécirait de 5 à

La mise sur l'orbite de la banque paysanne des communes à dominante rurale qui, selon les critères de l'enquête du CETEM. n'y gravitent pas à tort.

Ces deux revendications se recoupent largement. An total, quelque deux cents communes, représentant près d'un million de personnes, devraient venir grossir les terrains de chasse du Crédit agricole, soit une progression de 10 à 12 % des potentialités de prêt.

Ces revendications ne traduisent-elles pas une volonté de puissance sans commune mesure avec les besoins de financement de l'agriculture? C'est le grief traditionnel des banques à l'égard de leur encombrant concurrent du boulevard Pasteur. « Nous sommes les seuls à nous intéresser à cette catégorie d'emprunteurs », réplique M. Jean-Pierre Lafaurie, directeur de la Fédération du crédit agricole depuis quelques mois. « Nous aurions pu choisir une autre filière, celle de l'agroalimentaire, par exemple, pour effectuer nos prêts, c'est-à-dire financer tout ce qui touche de près ou de loin à l'agriculture : les fabricants de boutesses pour le vin, les transports de grains en wagons S.N.C.F., les firmes de

négoce céréalier international... et pourquoi pas Nestlé ou Unilever Mais nous avons estimé que cela proporuerait en permanence des conflits avec les autres circuits tinanciers. D'ailleurs, nous ne sommes das très drédatés au financement de telles entreprises. », précise M. Lafaurie En revanche, le Crédit agricole se sent de taille à affronter les risques du crédit aux artisans, commerçants, vétérinaires, vendeurs de matériel agricole, retraités qui s'installent dans un gros bourg.

a A l'exception des banques populaires, mais elles ne couvrent pas toute la France, nos concurrents ne s'intéressent pas à cette catégorie de clients », note le directeur de la Fédération. M. Jean Madec, qui est chargé des études économiques et financières à la F.N.C.A., souligne pour sa part : a C'est pour des raisons de cohérence opérationnelle que le Crédit agricole a apporté son concours à l'étude du projesseur Piatier. Ce faisant, il a conscience de contribuer à un travail d'intérêt général, car la masse des données recueülles permettra, en dehors même des opérations de financement propres au Crédit agricole (mais également pour celles-ci) d'élaborer de façon plus rationnelle des programmes opérationnels de développement régional et local, par exemple dans le cadre des contrats de pays. s

Reste à savoir quel accueil vont réserver les pouvoirs publics à ces propositions. Le ministère de l'agriculture ne devralt pas y faire d'objection, puisqu'il y gagnerait, lui aussi, une extension de champ de compétences. Toutefois, les territoires gagnés par la rue de Varenne ne pourraient l'être que sur ceux des autres : les services de l'équipement notamment. Il est difficile de préjuger leurs réactions.

De surcroit, la réforme de 1971 avait déjà provoqué un violent tir de barrage de la part de l'Association française des banques. Les mêmes causes provoquant les mêmes effets. Pour éviter une nouvelle vague de protestations de l'A.F.B., l'hypothèse d'un coup de barre favorable au secteur bancaire traditionnel

n'est pas à exclure. Enfin, l'élargissement de la rivalité pourrait être contesté de l'intérieur même de l'institution par certains dirigeants traditionnels de la banque paysanne. Le Crédit agricole est, en effet un établissement mutuel. C'est dire qu'il ne peut prêter qu'à ses sociétaires. En étendant son champ d'intervention, il s'ouvrirait davantage agriculteurs. Un bon nombre de paysans redoutent cette évolution. craignant de perdre le contrôle de l'institution. Le directeur de la Fédération pense, pour sa part, que l'entrée de non-agriculteurs resterait un phénomène de por-

ALAIN GIRAUDO.

Banque Européenne de lokyo s.a. paris

Fondée en 1968 Total du bilan : 2381 millions de francs au 31 décembre 1975

FINANCEMENT A MOYEN ET LONG TERME EN EURO-DEVISES PLACEMENT D'EURO-OBLIGATIONS



BANQUES PARTICIPANTES

- The Bank of Tokyo Ltd., - The Industrial Bank of Japan Ltd.,
- Bank of Tokyo Holding S.A.,
 The Long Term Credit Bank of Japan Ltd.,
- The Nippon Fudosan Bank Ltd.,
- The Kyowa Bank Ltd., - The Taiyo Kobe Bank Ltd.
- The Saitama Bank Ltd., The Hokkaido Takushoku Bank Ltd.
- Le total de l'actif des banques participantes dépasse 100 milliards de dollars

La première dans les affaires bancaires internationales depuis 1880

Bank of Tokyo, avec plus de 250 bureaux. représentants ou participations à travers le monde, est fière d'avoir un rôle à jouer dans le développement économique de la France.

BUREAUX À PARIS: 4-8, rue Sainte-Anne, Paris-1er Tel: 261-58-33 BANQUE EUROPÉENNE DE TOKYO S.A.: 4-8, rue Sainte-Anne, Paris-1er Tél: 261-58-55



SIÈGE SOCIAL: TOKYO, JAPON succursales au Japon 253 succursales à l'étranger au de plus de 4000 correspondants dans le monde



Société de Banque et d'Investissements

> Banque de Crédit à long et moyen terme

26 bd d'Italie - MONTE-CARLO Tél. (93) 30.56.46

g schools : la fusion Ell-Aq ROSE le couvernement à dossier pelli المحاصين والمناهب

STEEL STEEL

and the state of t THE RESERVE Carr of Marie ما يو چېدو ده خود

المنبعة المحاجبة والمحاجبة in was stand COLD CHARLES CONTRACTOR STATE ill ombakkente de dölkangen och puri och da ko TARLE TO THE SECOND

* 12 THE PART |

MOTS C

THE YEAR #22 ではまた。他の大連の行動をは THE REST DR. TO.

Marine State of the second sec

ques ou create aux criuzale en merçants, vétérinaires, rende, de matériel agricole, renale, de matériel dans un grace.

directeur de la Fédération M.

Madec, qui est charge des éx.

économiques et financière de les économiques et financière : FN.C.A., souligne pour sa le raisons de la raisons de

F.N.C.A., Soundaire pour sa R. & C'est pour des raisons de ou rence opérationnelle que le Cr.

rai, car la masse des ton

recueillies permettra, en is-

même des opérations de ince ment propres au Crédit and (mais également pour case

delaborer de laçon plus que nelle des programmes opener

neis de développement rome. local, par exemple dans le

réserver les poutoirs pur ces propositions to minuse Fagriculture ne devran faire d'objection, pung

Estinetair in: 3722 de sa

sion de champ de come.
Toutefols, les terratore de

per-la rue de Virente a la

relent l'être que ma

guires : les services :

ment notamment I ar a De sureron in them. svalt dějá pavince z c tir de barrero e :

l'Association francis ques Les min. . (229 ~ quant les manu estre. testations de CAPB des

AN SOCIOUS DATE IN THE

Enfin.

Protesieur ment de 222.

tabilissement mut : 15 m

gott ne paut tribit. S anticatres En destalla chemp d'intervention com-

primars redoutent erres

do Emstirution La Lagra-

mileral un phonomer aw

ALAIN GIRAUM

the Manager.

n'est ರಿಟ

des contrats de pais Reste à savoir quel active :

Canque de Crédit end et moyen terme

Halie - MONTE-CARLO **361 (93) 30.**56.46

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

ÉNERGIE

M. Schvartz: la fusion Elf-Aquitaine va obliger le gouvernement à rouvrir l'ensemble du « dossier pétrolier »

De notre correspondant

Metz. - Le docteur Julien Schvartz, député U.D.R. de Moselle et rapporteur de la commission d'enquête parlementaire sur les problèmes petrollers, estime, dans une interview accordée au · Républicain lorrain ·, en date du samedi 15 mai, que le gouvernement devra rouvrir le dossier pétrolier.

le seul élément qui va obliger le gouvernement à reprendre ce dossier.

gouvernment à reprenare ce dossier.

3 A l'heure actuelle, on s'achemine vers une restructuration du secteur pétrolier français. Depuis quelques mois, on évoque le ruchat par la S.N.P.A. (Société nationale des pétroles d'Aquitaine) des actifs de la société Elf-Erap, société d'Etat. Ce dossier, à mon avis, doit être soumis au Parlement en vertu de l'article 34 de la Constitution; parce qu'u y a transfert d'activité d'une société d'Etat vers une société privée et, d'autre part, parce qu'ul y a modification des objectifs qui ne correspondent plus du tout à ceux définis pour Elf-Erap.

3 Or, cette affaire se traite à

» Or, cetie affaire se traite à l'heure actuelle dans les cabinets ministèriels, malgré les avertisse-ments que fai adressès au gou-vernement, pour lui demander de se conformer à la Constitution. Le gouvernement, ou du moins le ministre de l'industrie et de la recherche, semble vouloir passer outre l'aris du Parlement et régler cette affaire sans décision parle-

a Si le dossier pétrolier est passé de l'économique au politique, s'il est devenu un dossier à scandale, c'est à mon avis parce qu'on n'a pas voulu ouvrir le débat économique sur l'ensemble de cette affaire en temps opportun. (...)
L'affaire des scandales n'est pas le seut été dit pétrolier reste sous l'enfaire des scandales n'est pas le seut d'État pétrolier reste sous le ceut étémande que le secteur d'État pétrolier reste sous le ceut étémande que le secteur d'État très strict et le ceut étémande que le secteur d'État très strict et et le ceut enfaire au sein même du gouvernement, le docteur Schvartz affirme : « Il a été dit que les conséquences de cette affaire au sein même du gouvernement, le docteur Schvartz affirme : « Il a été dit que les conséquences de cette affaire au sein même du gouvernement, le docteur Schvartz affirme : « Il a été dit que les conclusions de mon rapport sont très gaullistes. Je demande que le secteur d'État pétrolier reste sous un contrôle d'État très strict et qu'il ne se cartélise pas. Je reste donc dans la ligne gaulliste et fai le soutien des gaullistes (on l'a ru lors des élections au conseli supérieur du pétrole) sur une très grande partie des conclusions de grande partie des conclusions de mon rapport. Or fai l'impression que certains membres du gouvernement, dans le cadre de la société li béra le qui nous est annoncée, cherchent à libéraliser cette structure étatique mise en place lors de la création de la société d'Etat. 3

> OPEP: PROLONGATION DU GEL DU PRIX? — « Une forte tendance vers le gel des prix du pétrole jusqu'à la fin de cette année se manifeste actuellement », a déclaré, le 16 mai à la presse, M. Abdelante, le presse, M. Abdelante, le presse, M. Abdelante, le presse, ministra d'Etalante. le mai à la presse, M. Abdel-Aziz Hussein, ministre d'Etat koweitien pour les affaires de la présidence du conseil. Si M. Hussein n'a pas précisé la position de son pays sur ce sujet, il semble que le Koweit se soit plus ou moins aligné sur les vues de l'Arabie Saoudite, qui est favorable à une prolon-gation du gel.

AGRICULTURE

M. Marchais propose à M. Bonnet un débat télévisé sur la situation des viticulteurs

M. Pierre Lardinois, membre de la Commission européenne chargée de l'agriculture, a annoncé le 14 mai à Bruxelles que la Commission proposerait prochainement des mesures destinées à rendre les producteurs de lait responsables financièrement de leurs excédents. Parlant devant les membres de l'Association des producteurs d'aliments pour le les memnres de l'Association des producteurs d'aliments pour le bétail, M. Lardinois a affirmé que les surplus de poudre de lait dans le Marché commun qui dépassent actuellement le million de tonnes, risquaient de s'accroître cette année si la production de lait n'était pas adaptée à la consom-mation.

Montpellier. — Au terme d'un séjour de quarante-huit heures en Languedoc - Roussillon, où il a tenu des meetings à Perpiles au parc des expositions de gnan, Narbonne et Montpellier, d'es au parc des expositions de man, Narbonne et Montpellier, citer le slogan occitaniste : « Vollen viure al país », et il enchapeit : « Vollen viure al país », et il enchapeit : « Vollen viure al país », et il enchapeit : « Vollen viure al país », Montpellier, citer le slogan occi-taniste : « Volem viure al país », et il enchaînait : « Vouloir vivre et travailler dans a région, quoi de plus normal, quoi de plus naturel? »

L'essentiel de son long exposé social et économique était consacré aux problèmes viticoles. « M. Bonnet, a-t-il déclaré, préoccupé par la portée de notre délégation dans le Languedoc-Roussillon, vient de déclarer qu'il me mettait au défi d'exposer le dossier utitoile aux Français. En bien I je relève ce défi.

. Je suis prèt à un grand débat télévisé avec M. Bonnet, mais, si

cela peul être utile, je suis prêt à m'effacer pour ce débal afin de donner la parole, face au mi-nistre, aux représentants qualifiés de la viticulture. »

Si M. Marchais a commencé son

discours par une sorte d'approba-tion d'un thème occitaniste. Il n'a pas manqué de condamner ceux qui a élaborent des théories sur

un curieux autonomisme conqu comme un moyen de pousser l'intégration de notre pays dans la petite Europe ».

• EN ALLEMAGNE FEDERALE

LES PRODUCTEURS DE LAFT SERONT FINANCIÈREMENT RESPONSABLES DE LEURS EXCÉDENTS

mation.

« Nous avons déjà décidé des mesures destinées à utiliser les excédents existants, mais des changements de politique plus jondamentaux sont nécessaires ». a-t-il précisé, après avoir rejeté les critiques exprimées par les producteurs d'aliments pour le bétail contre les mesures en producieurs d'aiments poin le bétail contre les mesures euro-péennes les contraignant à incor-porer de la poudre de lait dans leurs produits. — (A.P.P., A.P.)

CONFLITS ET REVENDICATIONS

· · · LE MONDE — 18 mai 1976 — Page 43

Les travailleurs immigrés de deux fonderies dans l'Orne sont en grève

La grève d'une partie du personnel - pour l'essentiel des immigrés — de la Société des fonderies et ateliers de Randonnai ISFARI dans l'Orne, entreprise dirigée par le maire de la ville, M. André Metra, se poursuit depuis une semaine et s'est étendue samedi 15 mai à Pontchardon, qui dépend de la même société (le Monde daté des 16-17 mai).

L'entreprise de Randonnai em-ploie six cent cinquante salariés dont deux cent trente-sept ou-vriers marocains et une centaine de travailleurs portugais et turcs. Celle de Pontchardon n'emploie qu'une cinquantaine de travail-leurs immigrés,

leurs immigrés,

Les grévistes, qui réclament des augmentations de salaires, protestent contre les conditions de travall à la SFAR et surtout contre les conditions de vie qui sont les leurs à Handonnai : les travailleurs immigrés sont logés dans des baraquements où pullulent, disent-ils, rats et punaises.

Un foyer tout neuf, comprenant deux cent vingt places, existe Un foyer tout neuf, comprenant deux cent vingt places, existe bien dans cette commune de l'Orne; mais, par suite de « lenteurs administratives » contre lesqueilles s'élève M. André Métra, que nous avons joint samed au téléphone. l'aménagement intérieur tarde à êter réalisé.

térieur tarde à être réalisé.

La grève déclenchée à la SFAR par la base a été ensuite « relayée » par la C.G.T. Vendredi 14 mai, deux représentants de l'Association des Marocains en France, MM. Bouziane, secrétaire général, et El Mehdi, délégué, sont venus à Randonnai, mais, selon notre correspondant dans l'Orne, cette visite a été brève : la majorité des travailleurs immigrés ont refusé l'appui de cette association, afin « de ne pas politiser » leur mouvement de revendication. Pour M. André Métra, pourtant, EN ALLEMAGNE FEDERALE les prix industriels à la production ont augmenté de 0,9 % en avril, après ne s'être accrus que de 0,4 % en mars En un an, par rapport à avril 1975, la hausse est de 3,5 % (3,2 % en mars et 2,7 % en février). — (A.F.P.)

cette grève à la SFAR est « un coup monté, à caractère poli-tique ». Elle est l'œuvre d'une « poignée d'individus ». Au cours de la semaine, quelques incidents ont eu lien devant l'usine de Randonnal, et le directeur de la SFAR dénonce ever force une server de la SFAR. dénonce avec force une « entrape iniumissiole à la morte au tra-padi » Si les salariés français de l'entreprise suivent « plus ou moins » le mouvement de reven-dication, c'est, selon lui, « purce qu'ils oni peur ». Le maire de Ran-donnai a l'intention de faire une campagne « pour que l'on ne tolère plus ces conflits politiques et autres occupations d'usines ». Four ce qui concerne la SPAR. Il est résolu à « ne céder en rien » sur les revendications, « quitte à lermer les londeries ». lermer les fonderies».

Depuis le début de l'année, deux accidents mortels — un ouvrier français, brûlé vit, un ouvrier marocain décédé après une chute — se sont produits dans l'entreprise. M André Métra, qui s'attend « avec fataltsme » à être inculpé pour ces deux accidents, assure que les deux travailleurs ont surtout été victimes de leur imprudence. En l'in, vingt-quatre ouvriers étrangers de la SFAR ont été, au cours des dix-huit derniers mois, hospitalisés pour tuberculose. Le maire lisés pour tuberculose. Le maire de Randonnai affirme que la plupart de ces travailleurs étaient s déjà malades » à leur arrivée en

AUJOURD'HUI

MOTS CROISÉS P. T. T.

PROBLEME Nº 1459

I. Doit être tenu pour suspect quand il endort les gens avant de quand if endort les gens avant de faire des opérations. — II. Est parti pour toujours; Défaite prussienne. — III. Dont la charpente est apparente. — IV. Démonstratif; Points; Symbole chimique. — V. Ethèrée. — VI. Justement réclamé; Capitale étrangère. — VII. Se jette inlassablement dans la Seine. — VIII. Pastrès chaud; Morceau de bœuf; Pour un oui ou un non. — IX. Vraiment peu raisonnables. — X. Abréviation; Sans aucun motif. — XI. Cela se remarque.

- XI. Cela se remarque.

VERTICALEMENT

1. Peut être évité par de judi-1. Peut etre evite par de judicieux ménagements; Fait un travail dangereux. — 2. Ne mange
pas avec sa fourchette; Quelqu'un. — 3. Sacrifice librement
consenti; Prouver son intelligence. — 4. Où se réglaient des
affaires urgentes; Agissait selon
son bon plaisir; Prénom féminin.
— 5. Accord international. — 6.
Régions termérées. — 7. Est ma-Régions tempérées. — 7. Est ouvert ; Eut certainement le cafard parmi ses nombreux pensionnal-res ; Roulée. — 8. Prénom épelé ; Des points à l'horizon ; Indispensable pour parfois casser du su-cre. — 9. Anciennes réjouissancre. — 9. Anciennes rejouissan-ces; Un bon nombre de ses en-Solution du problème nº 1458

Hortzontalement

I Docteur. — II Amours; A.R. — III. Usuelle. — IV. Gap; Déité. — V. Epi; Sil. — VI Rarcté; Eu. — VII. Suer; Rare. — VIII. Eteintes. — IX. Suées. — X. Rit. — XI. Soupesées.

Verticalement Dangers; Ors. — 2. Om; 1. Dangers; Ors. — 2. Om, Atèle. — 8. Altières. — 9. Réé-4. Tus; Pères. — 5. Erudit; Iule. — 6. Usée; Erne. — 7. Lis 1; Atèe. — 8. Altières. — 9. Réélues ; Os. GUY BROUTY.

LA RECETTE PRINCIPALE S'EST TROMPÉE

Une erreur portant sur une centaine de milliers de francs ayant été commise à la recette principale de Paris, les P.T.T. communiquent : « Une erreur importante a été constatée à la recette principale des postes de la rue du Louvre à l'occasion d'un échange de bons du Trésor effec-Une erreur portant sur une credi 12 mai. Les personnes qui ont effectué des échanges cet après-midi du 12 mai sont priées de vérifier les bons qui leur ont été remis et de reprendre contact avec le bureau de poste.»

Visites et conférences

MARDI 18 MAI

VISITES GUIDEES ET PROMEMADES.— Caisse nationals des
monuments historiques, 14 h. 30,
25, boulevard de Vaugirard, Mane Ailez : « Opération Maine-Montparnasse ».— 15 h., 3, rus de la Tourdes-Dames, Mane Chapuls : « L'hôtel
de Mils Duchesnois et son décor ».
— 15 h., 17, qual d'Anjou,
Mane Saint-Girons : « L'hôtel de
Lauxun et Baudelaire ».
— 15 h., rus Saint-Louis-en-l'Ile :
« Les hôteis de l'ile Saint-Louis »
(A travers Paris).—— 15 h., mâtro
Mabillon : « Restaurations, vestiges
et curiosités à Saint-Germain-desPrés » (Connaissance d'ici et d'alileurs).—— 15 h., gare Saint-Lavare,
monument aux morts, dans le hall :
« Le poste d'aiguillage de la gare
Saint-Lazare » (Paris et son histoire).

CONFERENCE.—— 20 h. 30, 28, rus
Bergère, M. Serge Hutin : « Destin
et libre arbitre » (l'Homme et la
Connaissance).

Journal officiel

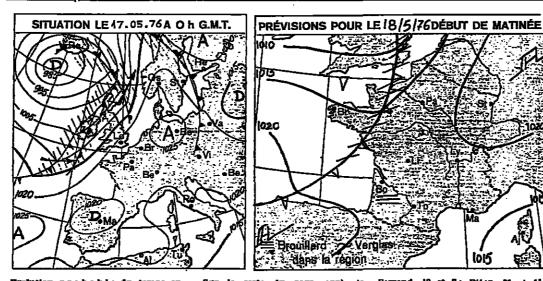
Sont publiés au Journal officiel DES DECRETS

 Modifiant le code du domaine de l'Etat et le décret n° 69-825 du 28 août 1969 portant déconcen-tration et unification des organismes consultatifs en matière d'opérations immobilières, d'archi-tecture et d'espaces protégés.

• Portant publication de la convention relative à l'établissement d'un système d'inscription des testaments.

• Instituant une aide aux frais d'élaboration des plans de développement et arrêté du 14 mai 1976 relatif au montant et aux conditions d'attribution de cette aide.

MÉTÉOROLOGIE



Précédé d'un léger affaiblissement

du champ de pressions, un front froid venant de l'Atlantique atteinfroid venant de l'Atlantique attein-dra notre pays.

Mardi 18 mai, ce front-froid don-ners, en début de journée, quelques pluies ou averses sur la Bretagne et le Cotentin. Progressant ensuite vers l'ést, il atteindra la Champa-gna. le Berry et les Charceuse au cours de la soirée. Après son pas-sage, des éclaireise apparaîtront dans un flux modéré de secteur ouest. Les tampératures seront en baisse.

vent ensoleillé et chaud, mais il deviendre un peu plus nungeux avec tendance orageuse sur l'Aquitaine. les Fyrénées et le Massif Central. Lundi 17 mai, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de l'021,4 millibars, soit 786,1 millimétres de mercure. Températures (le premier chiffre

remperatures (le premier chiffre indique le manimum enregistré au cours de la journée du 16 mai; le second, le minimum de la nuit du 16 au 17) · Ajaccio, 23 et 9 degrés; Riarritz, 19 et 10; Bordeaux, 21 et 7; Brest, 16 et 10; Caen, 19 et 5; Cherbourg, 17 et 6; Clermont-

Ferrand. 19 et 7; Dijon, 21 et 11;
Granchie. 20 et 7; Lille. 18 et 4;
Lyon. 21 et 8; Marseille. 28 et 15;
Nancy. 20 et 4; Nantes. 18 et 5;
Nice. 23 et 16; Paris - Le Bourget. 20
et 7; Pau, 21 et 8; Perpignan, 24
et 10; Bennes, 19 et 5; Strasbourg.
21 et 8; Tours. 20 et 7; Toulouse. 21
et 7; Pointe-à-Pitre. 27 et 20.
Températures relevées à l'étranger:
Alger, 22 et 9 degrés; Amsterdam,
18 et 3; Athènes, 25 et 20; Berlin,
20 et 9 Bonn. 20 et 5; Bruxelles, 19
et 9; Hes Canarles, 21 et 16;
Copenhague. 19 et 5; Genève. 21
et 9; Lisbonne. 19 et 10; Londres,
18 et 7; Madrid, 25 et 9; Moscou, 16
et 7; New-York, 18 et 14; Palmade-Majorque, 21 et 9; Rome, 22
et 11; Stockholm, 23 et 11.

tous groupes

LISTE ETABLIE PAR LE SECRETARIAT GENERAL

DE LA LOTERIE NATIONALE

Liste officielle DES SOMMES A

PAYER, TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

Color	TERM	NUME	GROUPES	SOMMES A PAYER	TERMI	et NUMEROS	GROUPES	SOMMES A PAYER
142 1572 1502 1500 2		63 45 72 1 51 7 31 8 71	21 groupe 2 21 groupe 2 2 autres group 21 groupe 4 2 autres group 21 groupe 2 2 autres group	F. 500 2 000 5 000 1 000 5 000 1 000 5 000 1 000		5 327 92 507 0 437	autres groupes groupe 3 autres groupes groupe 2 groupe 4 autres groupes	F. 5 500 1 500 5 000 1 000 5 000 10 000 1 000
3 tous groupes groupe 2 2 070 1 513 2 groupe 3 5 070 autres groupes 5 070 groupe 2 1 000 070 autres groupes 5 070 groupe 2 2 000 070 autres groupes 5 070 groupe 2 autres groupes 5 070 autres groupes 5 070 groupe 2 autres groupes 5 070 autres groupe 2 2 0 000 autres groupes 5 070 autres groupes 1 0 000 autres groupes 1 0 000 autres groupes 5 070 autres groupes 1 0 000 autres groupes 1 5 070 autres groupes 1 0 070 groupe 2 5 0 070 autres groupes 1 0 070 groupe 2 5 0 070 autres groupes 1 0 070 groupe 2 5 0 070 autres groupes 1 0 070 groupe 2 5 0 070 autres groupes 1 0 070 groupe 2 5 0 070 autres groupes 1 0 070 groupe 2 5 0 070 autres groupes 1 0 070 groupe 2 5 0 070 autres groupes 1 0 070 autres groupes 1 0 070 groupe 2 5 0 070 autres groupes 1 0 070 autres groupes 1 0 070 groupe 2 5 0 070 autres groupes 1 0 070 autres groupes 1 0 070 groupe 2 5 0 070 autres groupes 1 0 070 autres groupes 1 0 070 autres groupes 5 0 070 autres groupes 1 0 070 autres groupe 2 5 0 070 autres groupe 2 5 0 070 autres groupes 5 0 070 autres groupe 2 5 0 070 autres groupes 5 0 070 autres groupe 2 5 0 070 autres groupes 5 0 070 autres groupes 5 0 070 autres groupes 5 0 070 autres groupe 2 5 0 070 autres groupes 5 0 070 autres groupes 5 0 070 autres groupe 2 5 0 070 autres groupes 5 0 070 autres groupes 5 0 070 autres groupe 2 5 0 070 autres groupe 2 5 0 070 autres groupe 3 5 0 070 autres groupe 3 5 0 070 autres groupe 3 5 0 070 autres	2	03 14 45 72 92 50	12. tous groupes 12 tous groupes 12 groupe 2 12 groupe 2 12 groupe 3	500 500 2 000 5 000 100 000		078 45 728 2 178 5 618	tous groupes groupe 2 groupe 2 autres groupes groupe 4 autres groupes groupe 3	500 2 000 5 000 1 000 5 000 1 000 5 000
494 tous groupes groupe 2 2 000 2 92 504 groupe 2 5 000 1 894 groupe 2 10 000 2 94 709 groupe 2 2 070 2 970	3	45 72 1 51 61 36	3 groupe 2 3 groupe 3 autres group 3 groupe 2 autres group groupe 2 groupe 2	2 070 5 070 1 070 100 070 es 5 070 2 000 070	8	2 208 7 398 88 298	groupa 2 groupe 4 autres groupes groupe 4 autres groupes groupe 3 autres groupes groupa 4	5 000 10 000 1 000 10 000 1 000 100 000 5 000 100 000
55 tous groupes 500 555 tous groupes 500 555 tous groupes 500 555 tous groupes 500 555 tous groupes 500 500 groupe 2 2 000 groupe 2 5 000 autres groupes 1 000 92 505 groupe 2 5 000 92 500 groupe 2 10 000 92 500 groupe 2 10 000 autres groupes 1 000 92 500 groupe 2 10 000 92 500 groupe 2 10 000 68 700 groupe 1 100 000 autres groupes 5 000 100 groupe 2 10 000 100 100 100 100 100 100 100 10	4	45 72 92 50	4 groupe 2 4 groupe 2 4 groupe 2	2 000 5 000 10 000	9	289 45 729 4 709	tous groupes tous groupes groupe 2 groups 4	70 570 2 070 5 070
76 156 6 246 92 506 92 506 groupe 2 45 726 groupe 2 autres groupes 1 000	5	52 54 54 45 72 2 87	tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes groupe 2 groupe 4 autres groupi	150 500 500 2 000 5 000 8 1 000	0	45 720 2 010 2 790 92 500	groupe 2 groupe 1 autres groupes groupe 2 autres groupes groupe 2	2 000 5 000 1 000 5 000 1 000 5 000
	•	15 6 24 92 50	6 tous groupes 6 groupe 4 autres groupe 6 groupe 2 6 groupe 2	500 5 000 1 000 5 000 1 000 000	Ţ	68 700	autres groupes groupe 1 autres groupes	1 000 100 000 5 000

2 000

TIRAGE DU 15 MAI 1976
PROCHAIN TIRAGE
LE 19 MAI 1976
41 averuse de Wagram
à PARIS (17ème) - Empire SFP

La SEMA et l'O.F.E. organisent deux journées d'étude

« LE MARCHÉ DES BIENS INDUSTRIELS **AUX ÉTATS-UNIS »**

MARDI 25 MAI 1976, à 9 heures an PRÉ-CATELAN

avec la participation de

MM. DARDE, Secr. gén. Chbre de comm. françalse aux États-Unis A. JACOMET, D.G.A. Pechiney-Ugine-Kuhlmann J.-P. MARTY LAVAUZELLE, Avocat à la Cour D. MUKERJI, P.D.G. de MAC DONALD FRANCE J.-M. PALUEL-MARMONT, Dir. de PALUEL-MARMONT, EDIE S.A.

« LE MARCHÉ DES BIENS INDUSTRIELS DANS LES PAYS DE L'EST »

MARDI 15 JUIN 1976, à 9 heures au HILTON SUFFREN

MM. R.CURTI, Sec. Gén. de la Ch. de Com. franco-tchécoslovaque J. FEVRIER, Sec. Gén. de la Gde Commis. franco-soviétique
J.F. GALLAND, Dir. div. pétro-chimie - CREUSOT LOIRE ENT.
M. LATIL, Dir. Aff. Int. CREUSOT-LOIRE
S. MANCINI, Responsable des pays à commerce d'État - CNPF

INSCRIPTIONS PAR TÉLÉPHONE : Mme A. BERG : 657-13-0
COUPON RÉPONSE A ADRESSER A :
SEMA ENTREPRISES ET DEVELOPPEMENT, 15-20, rue Barbi 92128 MONTROUGE, à l'attention de Mme A. BERG, 657-13-09.
SOCIETE
ADRESSE
TEL
NOM ET QUALITE DU OU DES PARTICIPANTS

Intéressé par - JOURNEE ETATS-UNIS (750 F). - JOURNEE PAYS DE L'EST (750 F). - LES DEUX JOURNEES (1200 F).

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

vent d'ailleurs lorsqu'elle entend

banques se sont préoccupés de vérifler les soldes de leurs

comptes, devenant bien plus pru-

dents. Vollà de quoi satisfaire les

établissements qui protestaien ces derniers mois contre l'obliga-

tion d'avoir à payer automatique-ment les « petits chèques ». A vrai

dire, l'emission des « chèques en bois » ne les a jamais vraiment gênés, puisque, en définitive, ce

sont les bénéficiaires de tels chè-

ques qui sont lésés (commerçants,

pompistes, etc.). D'autre part, la

proportion de ces chèques par

rapport au total n'a guère varié

dans le temps : un pour mille en-

viron, soit trois millions l'an der-

nier (ce chiffre est très approxi-

matif) sur trois milliards de

Les plus satisfaits de l'évolution

actuelle seront sans doute les tri-

bunaux, engorgés par les procé-dures pour incidents de paiement

c'est, en effet, à la demande de la

justice, à la limite de ses capacités

de poursuites et de jugements, que

la nouvelle réglementation a vu le

SYNDICATS

EN DÉPIT DE SES « ILLUSIONS

RÉFORMISTES »

L'ÉVOLUTION DE LA C.F.D.T.

EST « TRÈS POSITIVE »

déclare M. Krasucki (C.G.T.)

Pour M. Henri Krasucki, secrétaire confèdéral de la C.G.T., l'évolution de la C.F.D.T. est a très positive » en dépit des d'illusions réformistes » qui la marquent « encore profondément ».

Dens une longue déployation in

Dans une longue déclaration-in-terview à la Vie ouvrière du 19

maj, M. Krasucki souligne les pro-

grès de l'unité d'action tout en affirmant que celle-ci « n'est pas

attimant que celle-ci « n'est pas un corset qui comprime ». Mais îl reconnait qu'« il y a des diffé-rences importantes dans les posi-tions de fond entre la C.G.T. et la C.F.D.T. ». « La C.F.D.T., estime-t-il, est encore très imprégnée de ses ori-gines, et les idées de la pluyart

des courants qui l'agitent font

qu'elle est encore projondément marquée par des conceptions, des illusions réjormistes et que sa dé-marche est encore bien souvent

marche est encore bien hésitante et fluctuante.

chèques émis.

menager ses clients).

CRÉDIT

Forte diminution des chèques sans provision depuis la nouvelle réglementation

Depuis le début de l'année, date que la banque fermera les yeux laquelle est entrée en vigueur sur un petit accroc accidentel en à laquelle est entrée en vigueur sur un petit accroc accidentel en une réglementation plus restric- fin de mois (ce qu'elle fait soutive, le nombre des chèques sans provision a très fortement diminué. Les banquiers sont unanimes à le constater ; certains commer-cants parlent même d'une chute dans la proportion de 5 à 1!

C'est au Ier janvier qu'ont été mises en application les disposi-tions conjuguées des lois du 3 janvier 1972 et du 3 janvier 1975. Tout chèque d'un montant égal ou inférieur à 100 F est payé, quoi qu'il arrive, par le banquier, que le compte du tireur soit approvisionné ou non. En revanche, les mesures sanctionnant l'émission de chèques sans provision ont été aggravées, à titre préventif comme à titre répressif. Au premier incident, le banquier avise le fautif qu'il dispose d'un délai de quinze jours pour règulariser son compte. En cas de récidive, moins d'un an après ce premier incident, le client de la banque est frappé d'une interdiction d'émettre des chèques pendant un an, et se voit contraint de restituer les carnets de chèques en sa possession. Si le client passe outre, et continue à émettre, il encourra les peines frappant l'escroquerie (un à cinq ans d'emprisonnement, 3 600 F à 36 000 F d'amende). Quel que soit le montant du chèque, et avec une procédure de recours simplifiée au bénéfice du porteur de chèque sans provision. Les banques sont de plus tenues pour responsables du défaut de décla-ration des incidents à la Banque

de France. Une menace des plus La très vive diminution des incidents révèle très clairement ce que l'on soupçonnaît déjà : l'immense majorité des chèques sans provision sont dus soit à la négligence, soit à l'imprudence, soit encore au sentiment très répandu

LE TRIBUNAL DE COM-MERCE DE RENNES a accor-dé, samedi 15 mai, à l'entre-prise de bâtiment Pouteau, dont le siège est à Laval (Mayenne), la suspension

(Mayenne), la suspension provisoire des poursuites pour cessation de paiemen.

Le groupe Pouteau, qui emploie mille sept cent vingtquatre salariés dans plusieurs départements de l'Ouest, travaille avec de nombreux soustraitants, et exécute d'importants marchès d'Etat. Le tribunal a confié l'administra-

tion du groupe à deux curateurs charges de l'informer des difi-cultes éventuelles éprouvées par les sous-traitants. par les (Corresp.)

 LA FOIRE INTERNATIONALE DE BORDRAUX (trojsième foire de France, après celles de Lyon et de Marselle) celles de Lyon et de Marselle)
ouvrira ses portes du 22 au
31 mai. Elle bénéficiera, cette
année, d'une très forte participation internationale (treize
pays et cinq cents firmes
étrangères. — (Corresp. part.)

(POBLICITE)

Office de la Mise en Valeur de la Vallée de la Medjerda et des Périmètres Publics Irrigués (O.M.V.V.M. et P.P.I.)

RÉPUBLIQUE TUNISIENNE

FAITS ET CHIFFRES

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Acquisition d'engins lourds et matériel nécessaires au fonctionnement des services d'exploitation et de maintenance du réseau d'irrigation desservant le périmètre de la Basse Vallée de la Medjerda.

L'Office de la Mise en Valeur de la Vallée de la Medjerda et des Périmètres Publics Irrigués (O.M.V.V.M. et P.P.I.), dont le siège social est sis au Bardo — Cité Bouchoucha — Tunisie, lance, dans le cadre du projet de réhabilitation du périmètre de la Basse Vallée de la Medjerda, un appel d'offres international pour l'acquisition d'engins lourds et matériel nécessaires au fonctionnement des services d'exploitation et de maintenance du réseau d'irrigation desservant le périmètre précité.

Ces fournitures sont financées partiellement à partir d'un prêt de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (B I.R.D.).

QUALIFICATION DU FOURNISSEUR

Seuls sont autorisés à participer à cet appel d'offres les fournisseurs des pays membres de la B.I.R.D. et de la Suisse.

OUVERTURE DES PLIS

La date de remise des offres et d'ouverture des plis de l'appel d'offres est fixée au 1° juillet 1976,

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Tous les renseignements complémentaires peuvent être obtenus à l'O.M.V.V.M. et P.P.I.

Les dossiers d'appel d'affres pourront être acquis contre paiement à l'O.M.V.V.M. et P.P.I. de 5 dinars

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

SOCIÉTÉ NATIONALE DES SEMOULERIES, MEUNERIES, FABRIQUES DE PATES ALIMENTAIRES ET COUSCOUS



6, BOULEYARD ZIROUT-YOUCEF - ALGER



AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

CONSTRUCTION DE SILOS DE CÉRÉALES

La S.N. S.E.M.P.A.C. lance un avis d'appel d'offres international en vue de la RÉALISATION D'UN RÉSEAU DE SILOS DE STOCKAGE DE CÉRÉALES D'UNE CAPACITÉ GLOBALE DE TRENTE MILLIONS (30.000.000) DE QUINTAUX RÉPARTI en 41 sites. La capacité de stockage unitaire varie de 50.000 tonnes à 140.000 tonnes.

L'appel d'offres porte sur les lots suivants :

- Lot nº 1 Génie civil, tous corps d'état ;
- Lot n° 2 Equipements mécaniques ;
- Lot nº 3 · Equipements électriques.

Les soumissionnaires intéressés peuvent retirer, à compter du 10 mai 1976, le cahier des charges contre la somme de 2.000 D.A. à la S.N. S.E.M.P.A.C. - Direction de Développement -6, boulevard ZIROUT-YOUCEF à ALGER.

Les offres, accompagnées de pièces réglementaires et références, doivent parvenir sous double enveloppe et plis cachetés portant la mention : « APPEL D'OFFRES - SILOS DE STOCKAGE - SOUMISSION A NE PAS OUVRIR ».

La date du dépôt des offres est fixée au lundi 6 septembre 1976, délai de rigueur.

Les activités de la DGZ continuent de prendre de l'ampleur. Amélioration considérable de la structure du bilan. Extraits du Bilan au 31 Décembre 1975 Encaisse et actit liquide Dù par des instituts de crédi Bons du Trèsor et Obligations iresor ne portant pas interet. Bors et obligations

DGZ, c'està-dire Deutsche Ginzentrale - Deutsche hommunationi - a connu une année 1975 invostèle Le bian total est
passe à DM 177 milliants fotont DM 125 milliants de crédets.

Fondée en 1918, DGZ se concertire d'une troph genéralcur le couverbre des bezoirs financiers spécifiques et à grandéchelle de findicirie des agences gouvernementales et des
pouvoirs publics en République Férérale d'Alfernagne, en Europe,
et dans le monde.

La banque ne disposant pas d'agences, son personnel est
en mesure de concerner lours ses ellons aux operations bancaet d'envergure dans le Sens le plus large. Pendant l'exercée analyzles demandes de crédit du secteur public ont été particulèrement
importantes et la banque a joue son nièe traditionement les
près internotionaux garants de la bonque se sont développés l'e
lavonablement, les cheris proniques téant des gouvernements en propères et des banques nationales. DGZ a été ament a gèror
plus de DM I millant de prés Dans le couvant de 1975 la bonque
a participé à un total da 179 émissions etrangères et placements
privis. L'approcument des actifiée internationales à épitement
suscité une augmentabion substantibile du chiffre d'allaires en
eurodevises et en deuses étrangères, dont DGZ (international S.A.
à Liciembourg - Salae à 1009 » a joue une part considérable.
Le volume de venta de bons au porteur a continue de
progresse et les opérations de bourse en obligations et en actions
and benéficial dans une mesure importante de l'amélioration
substantielle des conditions du marché.

17 629,7 Millions de DM 4602.8 440.5 11.861.2 48.9 398.1 265.0 13.2 17.629.7

Deutsche Girozentrale · Deutsche Kommunalbank·

La »petite« équipe aux grandes ressources

Carrier Commence

18 Contract of the Contract of le Federation de la 1 de se departir de sa n

> _{ंस्ट}ाड १८ औडीबी the same of the party

> > A 19 14 15 1 And the second

--- 211122 12. 18.00 \$ 18.00 12.10 \$1.00 \$ 19.00 12.10 \$1.00 \$1.00

Tentee par l'opposition

and the second second THE RESERVE THE S CARRY ALLESSON BOX 表示:"我们的**对我** trestation is affected by The real and a second e black lees , thinks

THE PROPERTY AND ADDRESS OF THE PERSON OF TH

PROPERTY S 100 1 10 40

15 P = 7 200 P

MITSES - STIESE MITSES - STIES

THE SET P CONT

TAISTE Tip 27 P 46: Y

MALON NOUNTH E

一句で 4 過剰 UNE LETTE

COCCERCION A

E ET SOCIALE

EASTS ET CHIFFRES

partitions accorin that is Pentreinterest Ponteau,
in a large as lo n
a seasoning pour Francisco de la constitución de

tion du groupe à deux curas-charges de l'informer de de cultes éventuelles éproux par les sous-transants.

LA FOIRE INTERNATION NALE DE BORDEAUX ON Sième foire de Prance de celles de Lyon et de Marko Ouvrira sea portes du 2 : 31 mai. Elle beneficiera les cipation internationale irre pays et cinq cents fire et année, d'une trasforie pays et cinq cents fire et cangières. — (Corresp. 2000)

REPUBLIQUE TUNISIENNE

Man de la Mise en Valeur de la Vallée de la Medjerd of the Perimetres Publics Irriques (O.M.V.Y.M. et P.P.I.)

AND PAPEL DUFFRES INTERNATIONAL

Accussition d'engins lourds et motériel néces ines au fanctionnement des services d'exploitation F de maintenance du réseau d'irrigation dessenun perimene de la Baise Vallée de la Medierdo L'Office de la Mise en Valeur de la Valle e la Medierdo et des Périmètres Publics Irrigue DMW.V.M. et P.P.1.), dant le siège social est à u Bondo - Cal Bouchoucho - Tunisie, lens ars le ceute du projet de rehabilitation du pin retre de la Rosse Vollée de la Medierde un agre offres international pour l'acquisition d'engine laure timatical racessoires ou fonctionnement det service exploitation et de maintenance du réseau d'impa on dessenant le périmètre précité.

Cas focusitures sont financees participants entir d'un prêt de la Bonque Internationale ateneconstruction et la Développement (B.13.3.)

QUALIFICATION DU FOURNISSEUR

Seuls sont autorisés à participer a ::: ::: cities les fournisseurs des pays memories à la LR.D. et de la Suisse

OUVERTURE DES PLIS

La date de romise des offres et d'ouverture in de l'appel d'affres est fixée qu' :

REMSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRE

Tous les remandaments compléments & TOMVVM et P.P. tes dossiers d'appel d'affres pourrent : ::: :::: ontre palement & FOMV.VM. et PP

ivités de la DGZ ntinuent de re**de l'ampl**eur. ien considérable astructure

Page 34 December 1975

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

ACTION SOCIALE

Face au refus du gouvernement d'autoriser l'ouverture de pharmacies mutualistes

La Fédération de la mutualité menace de se départir de sa neutralité politique

Vichy. — Le XXVIII° congrès de la Fédération nationale de la mutualité française s'est terminé dimanche 16 mai, à Vichy, dans un climat de fronde. Après avoir adopté à l'unanimité une résolution qui marque, sur certains points, un relatif glissement à gauche, les congressistes ont ponctué, souvent par des huées, deux fois par quelques applaudisse-ments, le message qu'un représentant du ministre du travail a lu nu nom de M. Michel Durafour, qui avait annulé sa visite.

Le refus du gouvernement d'autoriser pour l'instant l'ouverture de pharmacies mutualistes est à l'origine de cette annulation. Elle a amené

Huées, martèlement du sol par des centaines de pleds soudaine-ment agités, ont interrompu à quatre reprises, dans la salle ro-coco du théâtre du casino de Vichy, le message que M. Lebeau, conseiller technique du ministre du travail, a lu, dimanche 16 mai, au nom de M. Michel Durafour. Jamais les notables et chevronnés munulistes n'avaient franchi aussi mutualistes n'avaient franchi aussi clairement la barre de la cour-toisie et du « paci/isme » qui les caractérisent. A deux reprises, le président de la fédération, M. Borpresident de la rederation, a borveau, a dû faire appel au calme. En termes beaucoup plus feutrés que la veille, M. Borveau a renouvelé sa menace de faire pression sur les électeurs au cas où le gouvernement maintiendrait où le gouvernement maintiendrait son refus d'ouvrir des pharmacies mutualistes : « Les mutualistes, a-t-il déclaré devant l'envoyé du ministre, sauront bien, d'une jaçon ou d'une autre, faire entendre leur poix » Le jour précèdent, le président de la fédération avait annoncé qu'une lettre serait envoyée aux vingt millions d'adhérents pour leur demander de tenir compte, lors des de tenir compte, lors des prochaines élections, de l'attitude du gouvernement, si celui-ci per-

Le rapporteur général, M. Fran-cois, a alors insisté « sur l'indé-pendance et la liberté du mouve-

pendance et la liberté du mouve-ment mutualiste à l'égard de ses partenaires » et rappelé que la mutualité était a un lieu de ren-contre et non de confrontation ». M. Borveau lui-même a déclaré : « Nous ne sommes pas des reven-dicatifs et des contestataires. Nous demandons simplement l'ap-plication de la loi » « Mais la padiration de la loi a a Mais la naplication de la loi » « Mais la pa-tience, a-t-il ajouté, a atteint ses extrêmes limites. Le gouver-nement est responsable de l'évo-lution de la mutualité sur une voie qui est à l'opposé de ses traditions les plus projondes, voie qu'il lui est impossible de ne pas suivre jusqu'au bout. » Une telle évolution s'explique pon seulement, par l'opposition

non seulement par l'opposition du gouvernement aux pharmacies mutualistes, mais par les craintes qu'a la fédération de rencontrer d'autres obstacles dans le développement de toutes ses

Le Monde

5, rue des Italiens 75427 PARIS - CEDEX 09 C.C.P. 4207 - 23

ABONNEMENTS 3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FBANCE - D.O.M. - T.O.M. ex-COMMUNAUTE (sauf Algérie) 96 F 168 F 232 F 300 F

TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE 144 F 273 F 492 F 539 P

BTRANGER

I.— BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE

115 F 210 F 307 P 466 F

Par voie aérienne tarif sur demande

Les abounés qui paient per chèque postal (trois volets) vou-dronz bien joindre ce chèque à leur demands.

Changements d'adresse défi-nitifs ou provisoires (deux senaines ou plus), nos abonnés sont invités à formuler leur demands une semainé au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Venilles avoir l'obligeance de édiger tous les noms propres n caractères d'imprimerie.

Edité par la SARL, le Monde.

Ecques Farret, directeur de la mublication

du « Monde » 15, r. des Italiens

PARIS-IX®

Reproduction interdite de tous arti-cles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : nº 5/437.

OD.

1975

231 F 337 F 449 F

sistait dans son refus. Cette invi-tation implicite à voter contre la majorté devait nous être confir-mée dans les couloirs par des diri-geants de la fédération et ensuite

par M. Borveau lui-même.

« Le problème des pharmacies
muiualistes devient nettement un
problème politique parce que le
gouvernement l'a politisé, a-t-il déclaré. Il n'est pas question de dire à nos adhérents : « Vollà » comment il faut voter », mais de leur indiquer : « Vollà des » éléments d'apréciation dont vous nétéments d'aprecation aont vous n'avons pas la prétention de changer le vote de millions de mutualistes, nous pouvons penser que le changement de vote de quelque disaines de milliers d'adhérents peut avoir des effets que le changement de vote de prochains sur les résultats des prochains scrutins et, sur ce point, nous sommes décidés à aller de

l'avant. s Cette déclaration assez claire, qui fut faite à la presse, devait cependant être quelque peu attè-nuée le lendemain lors de la clô-ture du congrès.

Tentée par l'opposition

activités sociales : cliniques, cenactivités sociales : cliniques, centres d'optique, centres de soins, centres de ntaires de soins, centres de ntaires. Mais les applaudissements et les « bravos » qui ont souligné ces déclarations et chaque allusion aux pharmacies mutualistes ne peuvent masquer la gêne et aussi l'ambiguité de cette organisation qui est attachée à l'indépendance mais est de plus en plus tentée de passer dans l'opposition.

Déjà évident au congrès de

Déjà évident au congrès de 1973, le glissement lent et mesuré de la mutualité vers la gauche s'est confirmé à Vichy, et ce glissement ne porte pas uniquement sur les pharmacies mutualistes. Dans la résolution générale, les congressistes ont souhaité un développement des missions tradi-tionnelles de la mutualité, qui dépassent de loin l'action des pharmacies.
Selon cette résolution, « la mutualité doit augmenter sys-

tématiquement ses interventions dans le domaine de la prévoyance ains le domaine de la preougance findemnités journalières, rentes d'invalidité, prestations vieillesse, rentes aux vouves et orphelins) ». Elle doit aussi, selon le thème du congrès « Une mutualité pour notre temps », sadapter « aux besoins nouveaux et continuer de jouer un rôle pilote » dans le secteur des œuvres sociales en faveur des personnes âgées, des handicapés et des vacances, la mutualité devant être a le bastion du teritaire

Toujours dans cette résolution. le congrès a marqué très nette-ment son opposition au dépasse-ment des tarifs des médecins, réclamé le développement du

de cette menace venait d'une institution qui, pour la première fois dans son histoire, est prête à se départir de sa neutralité politique. «tiers payant» et la fixation des De notre envoyé spécial prestations de sécurité sociale au plus haut niveau. Ce qui est une critique indirecte du projet gou-vernemental d'harmonisation des

la F.N.M.F. a politiser son action. Son président, M. Borveau, a appelé les citoyens que

sont les vingt millions de mutualistes à tenir

compte - des atermoiements inadmissibles des

pouvoirs publics, qui bafouent les libertés », lors des élections prochaines, tant municipales que législatives. Il s'agissait d'une invitation

implicite — et non pas directe — contraire-ment à ce que laissait entendre le titre d'un article publié dans « le Monde » daté 16-17 mai

- à voter contre la majorité. Et congressistes

comme observateurs ont compris que le sens

systèmes d'assurance sur la base d'un régime minimum. Mais cette même résolution Mais cette même résolution marque sur quatre points au moins l'influence grandissante des courants les plus engagés, ceux notamment de la C.G.T. et de la C.F.D.T. La fédération s'est en effet prononcée « pour la nationalisation de la grande industrie pharmaceutique». Elle a réclamé « des droits nouveaux tels que le crédit d'heures pour les responsables mutualistes » et des formules d'assurance qui « devraient permettre un financement partiel par l'employeur».

par l'employeur ».

Elle a enfin distingué « les relations étroites que la mutualité doit avoir avec les organisations syndicales des salariés » du « dialogue permanent avec tous les partenaires sociaux » (organisa-tion de travailleurs indépendants et d'employeurs). Et les nouvelles huées qui sont montées à la seule évocation du nom de M. Ceyrac, président du C.N.P.F., confirme ce glissement à gauche de la mutualité

L'évolution reste mesurée, il est L'évolution reste mesurée, il est vrai. La mutualité est un monde très hétérogène où tous les courants politiques, syndicaux et confessionnels sont représentés et s'interdisent, en principe, de constituer des tendances. Et la modération n'a pas été absente de ce congrès parfois bouleux. S'il est vrai que l'abstention remarquée par M. Durajour a été vivement critiquée, la partie du message où le ministre du travail affirme qu'il se fera « au sein du message où le ministre du travail affirme qu'il se fera « au sein du gouvernement l'avocat de la cause des mutualistes pour s'efforcer de faire prévaloir les solutions les plus conformes à leur aspiration dans le respect des intérêts de chacun et de la liberté de tous a a été sport le mateire de la liberté de course le contract plusieure.

Comme le notalent plusieurs mutualistes, même la majorité silencieuse ne s'est guère manifestée au cours du congrès de Vichy mais elle demeure toujours très influente. Plusieurs diri-geants, dont M. Borveau, ont rappelé que le mouvement était pacifique et ouvert au dialogue Les éclats de Vichy et les multi-ples appels à la fermeté et « à la volonté absolue d'obtenir tout simplement la liberté de servir » constituent pour le gouvernement un sérvir surrissement

un sérieux avertissement.

La grande question est de savoir si la force et la faiblesse d'un mouvement qui regroupe des millions d'adhérents très divers et éparpillés dans dix mille socié-tés de base, péseront davantage que les quelques dizaines de mild'une grève en cas d'ouverture d'une pharmacie mutualiste.

JEAN-PIERRE DUMONT.

une lettre au premier ministre

Le président de la FNMF, a Le président de la F.N.M.F. a fait connaître, au cours du congrès de Vichy, la lettre qu'il a envoyée le 10 mai à M. Jacques Chirac, premier ministre. Il lui écrivait notamment : « Dans votre déclaration du 7 décembre dernier vous avez manifesté votre Jerme intention d'a ambiener scrumieusement les

manifesté voire jerme intention d'a appliquer scrupuleusement les » lois » et de ne pas accepter « qu'elles puissent être interpré-» tées ou transgressées en jonc-» tion de convictions personnelles » ou d'intérêts particuliers ». » La mutualité s'interroge au-leurébui que la paleur de accept

» La mutualité s'interroge aujourd'hui sur la valeur de ces
ajjirmations lorsqu'elle constate
que trois arrêts du Conseil
d'Etat an nulant, en application de la loi, les rejus opposés
par le ministre de la santé à l'ouverture de pharmactes mulualistes à Libourne, ClermontFerrand et Paris n'ont encore
été suivis, de propos délibéré,
d'aucune mesure d'application, et
ou'il en est de même d'un autre qu'il en est de même d'un autre arrêt condamnant l'Etat à des dommages-intéréis pour s'être op-posé illicitement à l'ouverture d'une autre pharmacie mutua-

» Nos interventions pressantes auprès de Mme le ministre de la santé et de vous-même se sont · heurtées à un silence inexpli-

» Nous avons eu tort de croire que la loi et les décisions du Conseil d'Etat devalent être toujours appliquées, même si elles étaient javorables à une insti-tution libérale et désintèressée comme la mutualité, avec ses

vinat millions d'adhérents, et contraraient les dirigeants d'une profession de lix-huit mille pra-ticiens, solidement arcboutés sur

ticiens, solidement arcboutés sur leurs privilèges corporatistes.

» Nous avons eu tort d'espérer, en entendant M. Michel Poniatouski, alors ministre de la santé, déclarer à notre congrès de Vütel, en 1973: « Le rejus de toute » création de pharmacie mutua-» liste ne trouve pas de justification réelle » et qu'il fallait « sortir de l'impasse ».

» Nous avons eu tort d'imaginer que nos propositions, très constructives et permettant d'organiser

tives et permettant d'organiser une coexistence harmonieuse entre les pharmacies mutualistes et les pharmacies d'officine, présentées à la « commission Bouffard », créée par le ministre pour préci-sément sortir de cette impasse, allaient être suivies d'un quel-conque effet. n Nous avons eu tort de croire Mme Simone Veil lorsqu'elle nous proposait, le 11 septembre 1975, de prendre une décision dans un délai d'un mois et de patienter encore jusqu'à interpention des arrêts du Conseil d'Etat, par res-

pect des préoccupations furidiques du ministre. n Il ne nous est plus possible maintenant de persévérer dans l'erreur. (...) Le gouvernement prendra donc la responsabilité, s'il persiste dans son attitude, d'engager la mutualité française dans une vote qui est à l'opposé de ses traditions les plus projondes, mais qu'il lui sera impossible de ne pas suivre jusqu'à son terme.

LOGEMENT

BILLET

L'inquiétude des promoteurs

Le logement social. ► Le thème choisi par la Fédération nationale des promoteursonstructeurs (F.N.P.C.) pour son congrès, à Deauville, les 13 et 14 mai, est révélateur de l'inquiétude des professionnels des logements construits par les promoteurs privés le sont, bon an ou mal an, avec faide de l'Etat. Mais il s'agit, pour la plupart, d'appartements destinés à une clientèle eux revenus moyens ou élevés, celle qui, précisément, bénéficis d'une alde qui teit cruellement détaut aux plus pauvres. La réforme du financement du logement que prépare le gouvernement (le Monde daté 16-17 mai) conservera-t-elle à ces candidats à l'accession à la propriété, sous quelque forme que ce solt, le bénéfice de prêts Inté-

L'idée que les organismes d'H.L.M. pourraient à la fois avoir compétence pour construire tous les types de logements et avoir seul accès à des financements privilégiés (grâce aux ressources des caisses d'épargne) pour le logement locatif complète la tolle de tond des préoccupations des promoteurs. Dans l'attente de mieux

connaître la nouvelle politique gouvernementale du logement, les promoteurs constructeurs en sont réduits aux conjectures et contraints de répéter leurs propositions et leurs revendications : financement Identiques pour les promoteurs privés et pout le secteur public, maintlen des aldes è la pierre, indexation de la nouvelle alde personnalisée au logement sur « l'évolution des revenus, des coûts de construction, des loyers et du coût de l'argent », simplification de la réglementation et des procédures de linancement, stabilisation des taux d'intérêt, assurance d'un non-désengagement » de l'Etat et période de transition auflisamment longue pour la mise en cèuvre de la nouvelle politique.

Cet ensemble de vœux ne fait pas l'unanimité des membres de la F.N.P.C. : l'existence d'une contestation — minoritaire, certes, mais déterminée - est elle aussi, un fait nouveau. Je sals que je passe pour un gauchiste, mais je trouve que nous avons le tort de ne

pas regarder nos erreurs avant de critiquer celles des autres. Il faut réviser nos positions. de facilité. Nous devons revoir nos structures et nos manières de penser, pratiquer des marges raisonnables et chercher dans la commercialisation rapide de nos programmes la rentabilisation de nos activités ». a pu déclarer M. Billard, P.-D.G. de Polycon (une société de promotion qui réalise dans la région parisienne et sur la Côte d'Azur environ cinq cents logements par an).

Selon lui, cette manière de voir est partagée par le cin-quième des membres de la F.N.P.C. L'expérience menée depuls vingt-cinq ans par le groupe M a l s o n familiale de Cambral (cinquante mille mai-sons individuelles) et par M. Le roy, son responsable, prouve qu'une telle politique est pos-

Alors ? Va-t-on voir se dévevée, un secteur - à prix cassés comme on a pu l'assurer dans la distribution, avec le dévelopsurface ? - J. D.

PUBLICITÉ

ROYAUME DU MAROC

Ministère du Commerce, de l'Industrie des Mines et de la Marine marchande

SOCIÉTÉ NATIONALE DE SIDÉRURGIE (SONASID)

AVIS INTERNATIONAL DE PRÉSÉLECTION

A – Première liste

La Société Nationale de Sidérurgie va procéder à la réalisation d'un complexe sidérurgique intégré qui sera construit dans la province de Nador, sur la côte méditerranéenne et atteindra dans une première phase une production de un million de tonnes d'acier liquide pour la fabrication de billettes, fil machine, ronds et profilés. L'entrée en service du complexe est prévue pour début 1980. Ce complexe étant divisé en plusieurs lots, l'adjudication "clef en maingénie civil exclus" de chaque lot se fera après consultation auprès d'entreprises présélectionnées.

Le présent avis concerne les lots suivants :

	<u>-</u>			
Rėf.	Lots	Production requise	Date d'appel d'offres	Date de mise en service
A1	Haut fourneau	3.000 t/jour environ 900.000 t/an avec machine à couler des gueuses et poches- tonneaux	1.9.76	Juin 1980
A2	Laminoir à fils ronds (bâtiments exclus)	Laminoir continu rapide à 2 lignes, production de 350.000 t/an.	1.9.76	Nov. 1979
А3	Laminoir à fers marchands (bâtiments exclus)	Laminoir continu capable de laminer sur 2 lignes, production 500.000 t/an.	1.9.76	Juillet 1980
A4	Aciérie à oxygène pur	2 convertisseurs de 100 t chacun	1.10.76	Juillet 1980
A5	Coulée continue	3 machines à 6 lignes capables chacune de couler des billettes de 115 et 127 de section	1.10.76	Juillet 1980

D'autres lots feront l'objet d'avis à paraître ultérieurement.

Le financement de ces équipements et services se fera selon les besoins à partir des sources suivantes: 1/ Fonds propres de la Sonasid.

2/ Crédits acheteurs disponibles dans certains pays étrangers et accordés par les institutions financières d'aide à l'exportation de ces pays. 3/ Crédits accordés par des Banques Internationales de Développement.

Les entreprises intéressées sont invitées à écrire à :

Monsieur le Directeur Général SOCIÉTÉ NATIONALE DE SIDÉRURGIE 16, rue Abou Inane RABAT - MAROC -Télex: 317.21M

avant le 31 Mai 1976 en précisant le numéro de référence du ou des lots qui les intéressent pour recevoir le dossier de présélection correspondant et un

Le questionnaire rempli et retourné dans les délais prescrits servira à l'établissement des listes des entreprises présélectionnées pour les consultations correspondantes.



EMPRUNT 10,20%

Mai 1976 de 1 milliard de francs

représenté par 1000 000 d'obligations d'une valeur nominale de 1000 francs

Prix d'émission: le pair soit F. 1000 par obligation

Date de jouissance : 30 avril 1976

Intérêt par obligation :

102 F payables le 30 avril de chaque année et pour la première fois le 30 avril 1977

Remboursement:

au pair le 30 avril 1991

Taux de rendement actuariel brut:

10,26%

ACTIF

Caisse, Instituts d'émission

Souscription

Les souscriptions sont reçues aux caisses désignées ci-après, dans la limite des titres disponibles chez chacune d'elles:

- Comptables du Trésor
- et des Postes et Télécommunications; Caisses d'Epargne;
- Caisse Nationale de l'Energie; Banques et tous intermédiaires
- agrées par la Banque de France.

LA CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE EST CHARGEE **DU SERVICE DE L'EMISSION**

1975

8.198.484.706

1.250,004

5.851.327

L'admission des obligations du présent emprunt à la cote officielle (Bourse de Paris) sera demandée.

Sous la présidence de M. Maurice Schumann, de l'Académie française, de M. le professeur Jean Wyart, de l'Académie des sciences, membres d'honneur de l'Institut international

d'honneur de l'Institut international de promotion et de presilge, et de Mme Gisèle Rutman, président de l'exécutif, sera remis à Imetal le Trophée international de l'industrie, le mardi 18 mai.

L'Institut international de promotion et de presilge a retenu Imetal pour le Trophée international de l'industrie, en considération des éléments suivants :

« Réussite exemplaire d'une restructuration dans le domaine de l'industrie minière et métallurgique, débouchant sur la coordination et le contrôle de trois importantes sociétés, dont l'origine est centenaire : Penarroya, Le Nickel-S.L.N. et Mokts.

Penarroya, Le Nickei - 5-L.n. et Mokta.

> Politique de diversification géographique et sectorielle qui s'est traduite par l'acquisition d'une participation majoritaire dans la société américaine Copperweid Corpora - tion. 3

L'assemblée générale ordinaire annuelle s'est tenue le 13 mai, sous la présidence de M. Guy Taitinger, président directeur général, assisté de M. Raymond Meynial et de M. Jean Barnaud comme scrutateurs. Elle a approuvé les comptes et le bilan de l'estreice 1975 qui, après amordissements et provisions, dont 29 436 674 F pour l'impôt sur les sociétés et 2 493 493 F pour intéressement du personnel aux fruits de l'expansion, font apparaitre un bénéfice net de 44 495 634 F (compte tenu de 9 048 864 F de plus-values immobilières), contre, pour l'exercice 1974, 31 333 056 F (compte tenu de 2 763 537 F de plus-values immobilières), contre, pour l'exercice 1974, 31 333 056 F (compte tenu de 2 763 537 F de plus-values immobilières). Il a été décidé de répartir un dividende de 11.50 F par action (contre 10 F Fan demiler), ce qui, avec l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal de 5,75 F), assurera un revenu global, par titre, de 17.25 F (contre 15 F). Représenté par le coupon n° 11, ce dividende sera mis en palement aux guichets de la banque à partir du 24 mai 1976. L'assemblée générale a renouvelé les mandats d'administrateur de MM. G. Mortis Dorrance Jr. et Claude Tirier pour six années, et les mandats d'administrateur de MM. G. Mortis Dorrance Jr. et Claude Tirier pour six années, et les mandats de censeur de MM. de Launoit, de Corgnol et de Fels pour une sannée. Elle a en outre autorisé le conseil d'administration à procéder, sur ses acules délibérations, à l'émission d'obligations jusqu'à concurreuce de 200 millions de france ou de la contre-valeur de cette somme en toutes autres monnelles ou unités de compte, décision destinée à remplacer la précédente autorisation, qui a été utilisée au début de 1976 pour sa totalité. M. Robert Dubost, ayant atteint la limite d'âge statutaire, a cessé res fonctions de directeur général. Au cours de la réunion tenue à l'issue de l'assemblée générale, le conseil d'administration lui a demandé de conserver celles de vice-président et de continuer d'assurer un certain nombre de miss BANQUE WORMS GIMIXTE

GROUPEMENT POUR LE FINANCEMENT DES SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE

Le «GIMIXTE» : contribué, depuis son origine, à financer 42 Sociétés d'Economie Mixte, réalisant des programmes d'intérêt géneral dans le domaine de l'aménagement urbain, de la construction, de la rénovation.

427.600.000 francs

d'emprunts lancés depuis 1975 ASSORTIS DE LA GARANTIE DES COLLECTIVITÉS LOCALES

12, rue de Castiglione, 75001 PARIS - Tél. : 260-38-54

UN GROUPEMENT SPÉCIALISÉ DANS LE FINAN-CEMENT A LONG TERME A LA DISPOSITION DES COLLECTIVITÉS LOCALES POUR LEURS SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE

Banque Rivaud

Les actionnaires de la Banque Riraud, société anonyme au capital de 90 millions de francs, se sont réunis au siège social en assemblée générale ordinaire, le 14 mai 1976, pour approuver les comptes de l'exer-cice 1975, qui font ressertir un béné-fice net de 6 257 251.55 F après amor-tissements et provisions.

L'assemblée a décidé la distribu-tion, après répartition privilégiée aux actions A d'un dividende de 6 F aux actions ayant joulssance du les jarrier 1975, auquel s'ajoute l'avoir fiscal de 3 F, soit une répar-tition globale de 9 F.

SEFIMEG

Les recettes de logers de la société se sont élevées, pour le premier trimestre 1976, à 18 949 000 P. Elles enregistrent une progression d'environ 14 % par rapport aux recettes correspondantes du premier trimestre de l'année précédente, qui séleviant à 16 625 000 P. Il s'y ajoute 568 000 F de primes à la construction et 541 000 F de produits accessoires, ce qui porte les recettes totales du trimestre à 20 058 000 F contre 18 068 000 F au premier trimestre 1975.

EN MOINS D'UNE HEURE

346,00,28 IMPRIMERE MINUTE 346.00.28 38, Av. Daumesnii (Gare de Lyon)



VOIX **EXPRESSION** parler avec aisance, se faire écouter, maitriser l'émotivité, convaincre, décider.

Tous renseignements: C.E.S.D.E.L. de 14 h. 30 à 19 h.

1975

JBAF

UNION DE **BANQUES ARABES ET FRANCAISES**

4, rue Ancelle, 92200 Neuilly-sur-Seine

BILAN AU 31/12/1975

Banques et entreprises non bancaires	1 1	1 1
admises au marché monétaire	4.903.383.710	6.832,485,582
Crédits à la clientèle-Portefeuille	519.823.941	627.476.109
Crédits à la clientèle - Compte débiteu	rs 134.978.246	81.632.016
Comptes de régularisation et divers	226.558.604	348.845.479
Débiteurs divers	4.365.813	4.723.299
Débiteurs par acceptations	89.337.584	174.125.474
Titres de placement	35.009.532	28.114.239
Titres de filiales et participations	67.987.589	69.832.504
Obligataires	-	30.000.000
D 1/1-2 mmil 4-2	<u> </u>]
	5.987.296.346	8.198.484.706
DAGOUT		
PASSIF	1 .1	}
Instituts d'émission, banques]]]
et entreprises non bancaires admises]]	}
au marché monétaire	5,303.513.209	6.924.177.400
Comptes d'entreprises et divers	135.708.795	347.436.198
Comptes de particuliers	1.644.693	2.329.775
Comptes de régularisation,	1 1	1
provisions et divers		
	270.543.883	428.804.211
Créditeurs divers	270.543.883 25.553.724	428.804.211 91.062.872
Créditeurs divers	25.553.724 89.337.584	91.062.872 174.125.474
• -	25.553.724 89.337.584 40.000.000	91.062.872
Créditeurs divers Acceptations à payer	25.553.724 89.337.584 40.000.000 6.618.164	91.062.872 174.125.474 100.000.000 8.488.369
Créditeurs divers Acceptations à payer Obligations convertibles en actions	25.553.724 89.337.584 40.000.000 6.618.164 4.376.294	91.062.872 174.125.474 100.000.000 8.488.369 12.060.407
Créditeurs divers Acceptations à payer Obligations convertibles en actions Réserves légales	25.553.724 89.337.584 40.000.000 6.618.164	91.062.872 174.125.474 100.000.000 8.488.369

5.987,296.346

L'Assemblée Générale Ordinaire de l'Union de Banques Arabes et Françaises - U.B.A.F. - réunie le 23 Avril 1976 au siège social, à Neulliy-sur-Seine, a approuvé à l'unanimité le bilan et les comptes de l'exercice arrêtés au 31.12.1975. Elle a arrêté le résultat de l'exercice au bénéfice net de FF. 18.702.050 contre FF. 12.477.292 pour l'exercice précédent et a décidé de distribuer un dividende global de FF. 9.166.800 contre FF. 7.150.000 pour l'exercice 1974. Conformément aux dispositions de l'alinéa 3 de l'article 22 des statuts, l'Assemblée Générale a renouvelé le mandat de Monsieur le Dr M.M. ABUSHADI, de l'Arab African Bank, représentée par Mr Suleiman AL-HADDAD et de la Banque Française du Commerce Extérieur, représentée par Mr Patrick HAIZET. Elle a pris note de la renonciation de Mr Jean SAINT-GEOURS et a décidé, sur proposition du Conseil d'Administration, la nomination de Mr Tanneguy de FEUILLHADE de CHAUVIN au poste d'administrateur devenu vacant.

PÉTROFINA

Extraits du rapport 1975

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Donnees rinancieres (1)	(en million	ıs de PB)
	_	_
Produit des ventes et outres revenus	176.548	193,411
Bénéfice et amortissements (2)	13.875	14.308
Bénéfice consolidé de Petrofina (2)	5.519	5.934
Immobilisations (nettes d'amortissements)	66.952	77.457
Droits, taxes et Impôts (2)	38.783	47.656
Données d'exploitation du Groupe	1974	1975
Production de pétrole brut (en milliers de tonnes)	3.449	5.485
de tonnes)	26.800	24,100
Vente de produits finis (en milliers de tonnes)	27,700	29,100
		2.730

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'année 1975 fut difficile sur les plan économique, monétaire et social. Malgré la récession, l'infiation a persisté de manière préoccupante.
L'industrie pétrollère a du faire face à de nombreuses difficultés, Elle n'a pu, notamment, par suite des mesures prises par certains gouvernements, répercuter que partiellement dans les prix de vente in hausse du prix des bruts et les hausses des coûts de raffinage, de production et de distribution, tandis qu'une réduction de la consommation a encore alourdi les charges. Cette situation a eu un effet défavorable sur les résultats des compagnies pétrollères.

compagnies pétrollères.

Dans ce contexte, les résultats de Petrofina peuvent être considérés comme satisfaisants. Le bénéfice consolidé s'élève à 5.431 milliards de francs (soit 488 F par action), en augmentation de 8,3 % par rapport au bénéfice de 1974, qui s'élevalt à 5.015 milliards de francs (423 F par action). Conformément à la pratique belge, les résultats publiés au compte de profits et pertes et au bilan comprennent dorénavant le précompte mobilier sur dividendes s'élevant pour les années 1975 et 1974 à 533 milliards de francs; ils deviennent donc 5.934 milliards de francs pour 1975, à comparer 5.519 milliards pour 1974. Etant donné le projet de loi limitant les divi-

Etant donné le projet de loi limitant les divi-dendes, la distribution proposée à l'Assemblée générale est maintenue au niveau de celle de 1875, soit 170 F par action, nets de précompte mobilier.

Par allieurs, eu égard aux perspectives favorables du Groups, il sera proposé à une assemblée géné-rale extraordinaire de distribuer, sans frais pour l'astionnaire, une action nouvelle, jouissance 1° janvier 1976, pour 20 actions anciennes, par capitalisation d'une partie des réserves antérieures,

C'est principalement le début d'une production substantielle en mer du Nord qui a influencé favorablement nos résultats. Ceux-ci ont été affectés cependant par la nouvelle législation fiscals créant en Norvège, comme en Grande-Bretagne, une taxe spéciale sur les revenus de la production pétrollère.

Le pipe-line reliant le champ d'Ekofiak à Teesside, en Angleterré, a été mis en service au mois d'octobre et la production de ce champ a atteint en fin d'année le niveau prévu de 15 millions de tonnes par an.

Le développement des autres champs de la région d'Ekofiak se poursuit activement.

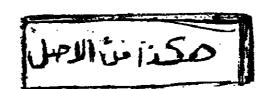
Par rapport à 1974, qui fut une année exceptionnelle. les résultats obtenus aux Etats-Unis ont diminué de manière sensible en raison notamment de la crise qui a profondément affecté la pétrochimie dans le monde entier. Ceux du Canada se sont améliorés.

La distribution a été déficitaire dans presque tous les pays d'Europe. En Belgique, les partes que nous avons subles au cours des deux dernières années ont été de l'ordre de 1 milliard de francs par sn.

Le chiffre d'affaires du Groupe s'est élevé à 193 milliards de francs, contre 177 milliards en 194. Par rapport à ces chiffres, le bénéfice consolidé représente respectivement 2,81 % et 2,84 %.

Les investissements réalisés en 1975 ont atteint 14.7 milliards de francs, De ce montant, 9 milliards ont été consacrés à l'exploration et à la production, dont 6,4 milliards ont été investis en mer du Nord.

Le rapport peut être obtenu en écrivant à FINA FRANCE S.A. 19, Rue du Général-Foy, 75008 PARIS



e 14 元明数。 MOUVELLES DE

MARSE DE PARIS -

14273

Habbanasassas Francisco

҈

H. H. Hampleyinamedia.

14 1147 <u>.</u>

ार्थाः । अस्य स्ट्राट् विकासम्बद्धाः

The state of the property of the party of th STATE AND

10 E

Late being the second s

précéd. cours

VALEURS

VALEURS

COURTS

| Cours | Dernier

précéd. cours

Backst

GIMIXTE

GROSPEMENT POUR LE FINANCEMENT DES SOCIÉTES D'ÉCONOMIE MIXTE

Chaix E d'contribué, depuis sen origine, à finan-de Sa di # 5 d'Explorate Mixte, réclisant des programs de l'aménagement utban, le dancine de l'aménagement utban, le la chaixataite, de la faction atton.

677 600.000 francs d'amprints lancés depuis 1975 ASSETTS DE LA GARANTIE DES COLLECTIVITÉS LOCALES

12 an de Centigline, 75001 PARIS - Tel. : 260-33-7

UN GROUPEMENT SPÉCIALISE DANS LE FINAN CEMENT & LONG TERME A LA DISPOSITION DE COLLECTIVITES LOCALES POUR LEURS SOCIETE D'ÉCONOMIE MIXTE

Berque Rivard

Les actionnaires de la Banque livant, establit macipius si expiral e 90 indicion de france, se soni funit att sign attiff es manifestate contradar. Il 19 mai 1958, our approvire les cumples de l'exerter 1978, gui fost reseauer in bine les net de 6 197 1975, parès amortisements et provinces.

L'assemblée a moiss la distribution, après répartitions privilégée un actions à d'un descionée de 8 mi actions à d'un descionée de 8 mi actions à d'un descionée de 8 mi actions de 1976, au que l'actions de 1976, au que le la la contradict de 1976, au que le la contradict de 1976, au que le 1976, au que le

SEFIMES

The receives he beyon the la modifie of anoth distribut pour le président et distribut le 1976. A 18 000 000 P. Alice distribut une programation d'entre de l'ambie président aux president de l'ambie présidents, qui affaire de l'ambie présidents, qui affaire 18 000 P de primer à le construction 1841 186 P de primer à le construction 1841 186 P de primer à le construction 1841 186 P de primer le construction 1846 000 P de la constructio Les receites de legers de la accidie

VOIX EXPRESSO e fare of de maitriet let ore contain of the

CV, TARIFS, ETC. ENORE EN MOINS D'UNE HEE

Etrang 3452g

BARTIMERS MINUTE 346 Mg. 38, Av. Daumesnii (Garede In

CENTRAL

raits du rapport 1975

76.546 13.676 3.510 14.50? 934 77.457 :.: 3 435

71000 FARIS

LES MARCHÉS FINANCIERS

Cours des principaux marchés du 14 mai 1976

MATIÈRES PREMIÈRES

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

METAUX. - Londres (en sterling) par tonne) : cuivre (Wirehars), comptant, 828 (858) : à trois mois, 855 (885.50); étain comptant, 4 100 (4 115); à trois mots, 4 210 (4 225); plomb, 268 (278); zinc, 421 (444) plome, 258 (278); zinc, 421 (444)

New-York (en cents par livre):

culvre (premier terme). 69,70

[71,601; aluminium (lingots), 44

(44); ferraulle, cours moyen (en vicints).

(44); fermille, cours moyen (en dollars par tonne), 85 (inchangé); imparia Chemicai...
mercure (par bouteille de 76 lbs), 130-135 (inchangé).

Singapour (en dollars des Détroits par picul de 133 lbs) : 1 137 (1 126)

West Driefontais... TEXTILES. - New-York (en cents ppr Hree): coton, juillet, 56,70 (65.35), octobre, 65,50 (65.80); taine suint, juillet, 176 (178,50), octobre, 177,70 (179).

Londres (en nouveaux pence par kilo): laine (peignée à sec), 198

(202); jute (en sterling par tonne), Pakistan, White grade C, 218 (207). Roubaix (en francs par kilo): laine, 22,30 (22,20). de 82 lbs) : jute, 485 (500). CAOUTCHOUC. - Londres (en nou

renur pence par kilo): R.S.S.
comptant, 49.50 (48). — Singapour
(en nouveaux cents des Détroits
par kilo): 205.75 (207.75). DENREES. - New-York (en cents par 1b) : cacao, juillel, 82 (86,10); septembre, 77 (81,25); sucre disp_ 13,90 (14,80); Juillet, 14,40 (15,30) — Londres (en livres par tonne) sucre, soût 187,50 (199); octobre

190,25 (202,50): café, juliet, 1426 (1455): septembre, 1427 (1453): cacao, juliet, 1046,50 (1044): septembre, 986 (984).

— Paris (en francs par quintal): cacco, juillet 975 (880); septembre, 894 (887); café, juillet, 1210 (1190); septembre, 1214 (1181); sucre (en france par tonne); juillet, 1640 (inchangé); soût,

1665 (1689).

LONDRES

Calme Peu d'affaires jundi à l'ouverture sur le marché de Londres, où la tendance s'oriente plutôt à la baisse. Plùchissement des industrielles et des pétroles. Recui des mines d'or.

VALEURS 14 E 17.5 28 1/4 28 1 4 375 ... 377 1;2 685 ... 685 1/2 442 ... 444 1 2 187 ... 133 333 ... 374 163 ... 154 245 ... 242 1 2 17 3/4 17 5.8 227 ... 226 ... 24 1/8 (°) En livres.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS CITROEN S.A. — Résultat net pour 1975 29,09 millions de francs contre une perte de 981,29 millions de francs en 1974 et un bénéfice net de 54,40 mullons de francs pour 1973.

UNIPOL. — Bénéfice net pour 1975 : 14,41 millions de francs contre 13,63 millions de francs. Dividende global inchangé à 9,75 F sur un capital augmenté d'environ 18 % en cours d'exercice.

CEREALES. — Chicago (en cents par boisseau) : blé, juillet, 363 (343,5); septembre, 370 (351); mais, juillet, 237,5 (278,5); septembre, 278 1/4

OR (onverture) (dollars) : 127 70 contre 127 70

FRANCAREP. — Le bénéfice net consolidé pour 1975 s'établit à envi-ron 5 millions de francs contre 3 millions de francs Dividende glo-bal inchangé · 3 F. bal inchangó · 3 F.

GENVRAIN. — En 1975, la société
a réalisé un bénéfice net de 8.08
millions de francs contre 1,70 milllon de francs. Ces chiffres ne sont
pas comparables, compte tenu de
la fusion avec la Parisienne, réalisée
en 1975. Dividende global : 7.50 F. PRESSES DE LA CITE. — Dividende global pour 1975 : 8,25 P contre 7,05 F.

BON MARCHE — En 1975, la société a réalisé un bénéfice net exceptionnel de 32.6 millions de francs (reprise de provision) Le résultat d'exploitation s'est chiffré à 4 millions de francs contre 2.2 millions de francs en 1974 (exercice de dix mois).

BAIL INVESTISSEMENT. — Ré-sultat pour 1975 : 33,75 millions de francs contre 29 millions de francs. Dividende : 16 F contre 14 F.

B. A. L. O.

(une nouvelle pour trois anciennes)
Vallis-Clausa. — Emission au pair ds 4 000 actions de 100 F (une pour Banco Popular Espanol S.A. —
1. Cotation en Bourse des 2015 220
actions de 500 pezetas créées en
rémunération de l'apport du Banco
Europeo de Negocios; 2. Astribution
gratuité et cotation éventuelle de
2 430 771 actions de 500 pesetas,
jouissance 16 juin 1976 (une pour
cinq).

Valeurs françaises .. 98,1 97,8 Valeurs étrangères .. 197,8 107,5

ilole illé (Actions et parts)

VALEURS

précéd. cours

VALEURS

Le BALO de ce lundi 17 mai publie notamment les insertions suivantes : Société centrals pour l'industrie. — Emission à 189 F et cotation de 52 555 actions nouvelles de 150 P nominal, jouissance les janvier 1976

Bayer Aktiengesellschaft. — Introduction sur le marché français et
admission à la Bourse de Paris
des DM 220 millions d'actions nouvelles, joulssance le juillet 1976,
devant permettre de réaliser l'offre de cession d'actions nouvelles
aux actionnaires, aux porteurs
d'obligations convertibles 1965 et
1969 et aux porteurs de warrants
attachés aux obligations émises en
1969 par Bayer International Finance N.V Damart-Serviposte. — Introduc-tion éventuelle à la Bourse de Paris des 514 200 actions représentant le capital.

Taux du marché monétaire Effets privés..... 7 | 2 % INDICES QUOTIDIENS (ENSEE. Base 100 : 31 déc 1975.) 13 mai 14 mai

C= DES AGENTS DE CHANGE (Base 100: 29 déc. 1961.) Indice général 73,4 73,3 COURS DU DOLLAR A TOKYO (6 5 | 17.5 dollar (en yens) | 298 625 | 298 85 DROITS DE SOUSCRIPTION

C07273

Paternelle (La)... Providence S.A... Revillen (Ny) Sade.... Santa-Fe..... .A.2 telesenes Soffe...... Sofinex..... | Pranter | 434 | 485 | 486 | 487 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | 488 | ... 189 62 80 115 116 120 85 182 128 129 222 222 4 65 30 4 656 42 10 42 t 394 394 125 50 125 50 164 181 30 60 30 78 75 1 196 50 106 50 53 89 53 50 133 133 HORS COTE Allment Essent. 44
Allmoroge. 176
Bannaia 235
Framaga Bel 85
Berthije-Saveto. 510
Cédis 884
(M) Chambourcy. 193
Campt. Modernes 218
Docks France 239
Economats Centr 363
Epargne. 280 61 51 355 183 20 C185 88 30 0 21 122 [21 5 305 C305 171 171 295 293 5 565 560 122 138 289 290 425 | Economats Centrary | 263 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 217 | 2 Chaet. Atlantique At. Ch. Loire France-Dunkertus 240 245 44 44 90 80 91 50 0 0 23 [21 50 [395 171 293 90 560 300 138 290 45 50 203 [10 123 280 SICAY isen-siste Purina.
Castlar.
Fernallies C.F.F.
Havas.
Lecatel.
C. Magnant.
Mevafer.
Publicis.
Sallier-Lebiana.
Waterwan S.A. Ent. Gares Frig. . . Indus. Maritime . May. gén. Paris. . (39 70 26: 1:5 10 Piac. | Institut.| 12727 56 262 118 Emis alaa frais lactus 41 55 /(| |89 |280 148 32 165 82 142 78 117 50 125 32 128 50 110 45 169 82 160 99 131 84 173 62 283 64 173 62 183 87 124 37 Actions Sélec. Aedificaudi
Agfimo
ALLTO
America-Valor
Assurances Plac
Bonrac-lavestiss
B.T.P. Valents
C.L.P.
Convertibles
Convertimo
Dronot lavest
Elysées-Valents
Epargos-Intor
Epargos-Intor
Epargos-Mobil
Epargos Valent
Epargos Valent - 64 50 64 8 87255. 00 Marge. 270 109 90 165 185 (8.) Ma. et Métal. 470 0478 8 122 182 (8.) Ma. et Métal. 470 0478 8 122 182 (8.) Ma. et Métal. 470 0478 8 122 182 (8.) Ma. et Métal. 470 0478 8 122 182 (6.) Mar. Noderlander Aussedat-Rey...
Darblay S.A...
Didot-Bettia...
imp. G. Lang...
(B.)Pap. Cascogna.
La Risie...
Rochette Cenpa... Bénédictine Bras. et Giac. int Cusenier Dist. Indochine. Dist. Réunies Ricolés-Zan 1488 285 388 30. 341 199 50 153 50 153 50 247 C.E.C.A. 5 1/2 % . Empreset Young . . Mat. Nederlanden . Phrenix Assuranc. Riculés-Zan Saint-Raphaëi Sogepai Union Brasseries 17 58 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | 165 | A. Thiery-Sigrand. Ben-Marché.... Mars Madagasc... Maurel et Prom... . 205 129 255 Bouring C.L.
Commerchank
Bowater
Gen. Brux. Lambert
Gen. Beiginne.
Latonia
Ralinco.
Rabeco.
Cavenham
Lyons (J.)
Goodyear
Pireill
LH.C. 205 202 48 40 46 50 180 100 52 50 52 05 62 68 Europ Accamel... Ind. P.(C.I.P.E.L.) Lampes..... Merlin-Gerio.... Bois Der. Océan. Borie......... Camp. Bernard... C.E.C.... Cerahati
Cincherts Vicat... Drag. Trav, Pals.

BOURSE DE PARIS — COMPTANT VALEURS 5 5 6 1 5 1 5 1 5 1 5 1 5 1 5 1 5 1 5 1				_										Forgerolie	118 60	[24 50			l	Bell Canada	230 _	233		126 25	123 3
VALEURS % % do non. compose priodd. cours pr	<u>-</u>	ROUD	CE.	DE	DADIC		1	A AA A	à i		_ COM	DTAN	IT	Herlicq		22B .	Cefilac	38 -	39	Hopeywell Inc		3 10 225	Rothschild-Exp Sélect-Croissance	257 57 521 60	245 Bi 497 9
VALEURS % dt course y	İ	POOK	JL	VL	PANIS -	_	4	1V9 P	41		- COM	IAN		Lambert Frères	52	62	Escaut-Mouse.	247	248	Otis Elevator	712	214	Sélection-Repd	129 18	123 2
VALEURS priedd. cours VALEURS priedd.			1 %	1 % du	I	Cours	Derolar		Cours	Dernier 1		Cours	Deroier	Origoy-Desyrpise		181	Guevenon (F. de),	ON ER	0 78 60	Sperry Rand Xerox Corp		948	Silvafrance	161 92	154 B
3 %	'	VALEURS	du nom.		VALEURS			VALEURS			VALBURS			Rougier	135	129 60	Sentile-Math	84 ~~		Arbed		432 18	Stivarente	150 99	144 1
2 S	_		<u> </u>	<u> </u>										Sabifères Seine.		151 18	Vincey-Bourget			Finsider		1 50	Sogepargne	273 03	260 B
3 % annut A-54 8 86 02 57 57 58 57 57 58 57 57 58 57 58 57 58 58 57 58 58 58 58 58 58 58 58 58 58 58 58 58	5	%	. 53 54	1 421	France (La)	367	367	Paris. Réescompt	415	415	OR IMPL FRANCE.	128 50	123	S.A.C.E.R Savoisianna	43 .	138	1				95 675	690	Soleil-Levestiss.	161 27	153 9
47/4-2/4 % 63 90 20 2 346 62 62 62 62 62 62 62 62 62	3 4	% amort. 45-54	68 86	2 361	Préservatrice S.A.	337		Séguanaise Basq.	248	248		107 58	107	Schwartz-Hauten	52 59 .	Č6	Kinta	028		Steel Cy of Can	1	141 9386	Unifonciar	279 81	267 !
Emp. N. Eg. 5] 65 104 50] 3 221 Alsacirea. Banque S75 67 68 102 59 721 Alsacirea. Banque Natz Parts S31 65 00 112 60	4 1	1/4-4 3/4 % 63	90 80	2 946			67R [Sté Cent. Banque	83 (83 68	lavest. et Gest.,	191	181	Unidel	158 60		Mokta	146	149 88	Blyvoor		25 54	Uni-Obligations	358 98	1306 7
Emp. 7 % 1973. 135 % 2 795 ELUF. 8 1/2 1950 10 2 1 216 5 418 12 126 5 418 12 126 5 418 12 126 5 418 12 126 5 42 195 ELUF. 8 1/2 1950 10 2 1 216 5 418 12 126 5 42 195 ELUF. 8 1/2 1950 10 2 1 216 5 418 12 126 5 42 195 ELUF. 9 1/2 1950 10 2 1 216 5 418 12 126 ELUF. parts 1958 10 2 1 2 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10	師	np. N. Eq. 5 65 ng.N.Eo. 6% 88	104 S0	3 201 3 721	Alsacien, Baonte	375									33	23	Amres S.	915	993	De Beers p cp		14 50	Unisic		
E.D.F. parts 1958 438 E.D.F. parts 1958	Em	np.N.Eq. 6% 67	96 20	5 721	(Lt) Bque Dupout. Banque Herret					112 60		1		Safic-Alcae	169	169 80	Herirat Si-Dania	:	155	Hartekeest	84 (8 9] ~~~~ ·= ·= ·	220 22	210 2
Color Cours Cours Dernier Figure Cours Cours Dernier Figure Cours Cours Cours Dernier Figure Cours Figure Cours Figure Cours Figure	Ė	D.F. 6 1/2 1950		6 411	Banque Mat. Paris	531	530						207 50 827	Cominhos	186		Lille-Bounières-C.	221 50	221	Middle Witwat	18 }	17		107 91 138 60	103 0
VALEURS Cours Proced. State Cours Co	ļ		7	. =.,	C.G.I.B	80 10	8D 30	Fonc. Châtd'Ean	570	670	Artois	93 50	90 30	S.M.A.C	126		Shell Française	202		Stillontein	10 6D	10 65	Croissance-Imm.	134 22	128 (
## ALEUROS précéd.	_		Cours	Derpier	Coffica	81	ı	Foot. Lyonnaise	638	63 8	C. Ronssel-Nebel	215 50	215		_ [,	1 1			West Rand	16 50	15 8 0	Euro-Croissauce	131 60	125 6
E.D.F. parts 1958 438	ľ	ALEURS		CONIZ	Creditel,	115	107 50	LOUVID	220	221	(my) Champex	148	148	Pathé-Cinéma	IDI	181	Carbens-Lor					141	Fructuler	134 45	128 3
E.D.F. parts 1959 432 Finestel 125 80 125 8	_	N.E. marte 10E0	499	420	(M) Crédit Mad., .	66	66	Reate foncière	610	684	Cofficier	104 20	106 10	Tour Eiffel	'# .	78 90	Finalens	42 30	41 50	Comince	188]	183 58	Mondiale Invest.	178 06)	169 B
Abelila-LG.A.R.D. 244 244 France-Ball. 244 244 France-Ball. 244 244 France-Ball. 244 244 France-Ball. 245 France-Ball. 246 France-Ball. 247 France-Ball. 248 France-Ball. 248 France-Ball. 248 France-Ball. 248 France-Ball. 248 France-Ball. 249 246 France-Ball. 248 248 France-Ball. 248 France-Ball. 248 France-Ball. 248 248 France-Ball. 248 248 France-Ball. 248	E.G	D.F. parts 1959	}	438	Finextel	125 80	128 50	Voitures à Paris	250	250 ID	Electro-Financ	286	226	 	_]		{(Ly) Gerland}	48 50	250	Minerals Reserre		11 55	Optima.	139 63	133 2
As.E. (Stè Ceutr.) 325 0 320 330 330 330 330 330 330 330 330 3	Ab	elita-LG.A.R.D.		427	France-Bail		244	Foscina	111	111 40	Saz et Eaux	370	371	Asplic. Mácza	115	112	Grande-Parelsse	285 94	276 94	Noranda Vieille Montague.		462	Sicavinimo	185 59	177 17
ASS. 67. Parts Vie 1160 1160	A.E	C.F. (Sté Ceatr.)	330	330	Immobali B.T.P		127	laumindo	122	121 10	Lebon et Cie	108	108	Ateliers G.S.P		4 20	Lorilleux-Lefranc			-			[S. I. Est]		
Epargae France 280 280 Interbail 161 10 151 10 151 10 151 10 151 10 151 10 151 10 151 10 151 10 151 10 152 88 146 0 France 152 88 146 0 France 152 88 146 0 France 152 147 58 Petrofina Council. 175 175 U.G.LM.O 117 50 118 0PS Parihas 96 10 87 60 C. M. P 296 295 Reti 147 58 Petrofina Council. 175 175 U.G.LM.O 177 50 118 0PS Parihas 96 10 87 60 C. M. P 296 295 Reti 147 58 Petrofina Council. 175 175 U.G.LM.O 188 107 U.G.LM.O 188 107 U.G.LM.O	Ce	ncorde	265						187	195	Cie Marecalus											150	Speinter	393 32	375 4
Foncière (Vie) 253 253 Locafinancière 145 50 Union Habit 152 50 152 30 Paris-Oriéans 24 24 De Dietrick 485 485 Ripolin-Georget 65 20 Shell Tr. (port.) 38 80 Cours précédent	For	ac. T. I.A.R.D	IOR		Interbail	161 10	181 10	UFIMEG	83 50 117 50	83 60	D.V.A.I.M	118		B. S. L		233	Quartz et Silice	43	44	Calf Oil Canada		157	Valorem		
	For	ocière (Vie)	263	263			145 50	Union Habit	152 50	152 30	Paris-Orléans		84	De Dietrick	485	485	Ripolin-Georget				<u> </u>				

— 5 % 1960.	. 102		Banque Werms C.G.(.B Cedetel	189 69 80 10 120	ED 30	Cie F. Stein Ro. Fonc. Châtd'E (M) S.O.F.L.P.	tn 570	121 670 105	Applic. Hydraul., Artois	. 93 58	827 90 30 305 50	Comiphos S.M.A.C	186 128		Omn. F. Pétr Sheli Prançaise	252	252 18	President Steys Stilfontein Vaal Reefc	6 48 10 60	46 10 C	Croissance-Imm.	136 60 130 134 22 120 278 37 265	13
VALEURS	Cours précéd.	Detailer	Cofica C.A.M.E Créditel Créd. gén. indust.	81 85 115	84 90 107 SD	Fonc. Lyonnaise Immob. Marseil Louvro. Midi	. 638 Je 323 220	538 917 221	C. Roassel-Nebel (Ny) Centrest (ny) Champex Charg. Réan. (p.).	215 50 139 50 148	2(5 137 50	Gammant Pathé-Cinéma Pathé-Marconi	LDI		Carbene-Lor Delalando S.A	92 270	92 278	West Rand Alcan Aloni Amax	16 50 139 1	15 60 E 141 E		131 60 125 318 63 304 134 45 125	64 12 36 10
Ch. France 3 % Abelila-LG.A.R.D. Abelila-LG.A.R.D. A.G.F. (Ste Centr.) ASS. Gr. Paris Vie Concorde Epargae France Fonc. T. I.A.R.D.	129 234 60 330 1168 265 280	427 238 380 168 276 280 107	(M) Crédit Med. Financière Sofa! Finexte! Fr. Cr. et 8. (Cie). Fr. Cr. et 8. (Cie). Fr. Mondal B. T. P. Immobal B. T. P. Immo	66 80 125 80 68 244 	65 209 128 50 69 244 35 50 C127 177 96 C138 161 10	Rente foncière. SINVIM. Voitures à Paris Cogift. Foncine. Gr. Fil. Constr. Immindo. Immindo. Immindo. Unimest. Cle Lyon Imm. UFIMEG. U.G. L.M. O.	610 172 250 127 111 118 60 122 88 50 107	684 171 80 250 10 125 111 48 118 50 121 10 85 196 83 60	Coffmer (Lt) Bev. R. Mord, Electro-Financ. Fin. Bretzgae. Saz et Egar. La Mure. La Mure. Lebon et Cie. (Ny) Lordex. Cie Marecaine. 0.Y.A.I.M. 0.PB Paribas.	104 20 155 285 55 10 370 45 29 106 30 110	124 288 65 18 371 45 18 108 129 30 110 87 60	Air-Industrie Applic. Mécas Arbei Airbei Ateliers G.S.P Av. Dass Brègnet. Bernard-Moteurs. B. S. L G. M. P.	105 20 115 125 47 10 208 43 20 283	78 90 105 20 115 130 4 20 215 42 233 295	Finalens FipP (Ly) Gerland Gévelot Grando-Paroisse Haltes E. et dér. Lordiezz-Lefranc Nevacel. Parcer Quartz et Silico. Reti	42 30 48 50 285 94	41 50 40 250 276 94 107 0159 94 20 295 44 147 58	Comings Finestreman Minerals Researe. Meranda Viellie Mostagne Am. Petrolina British Petroleum Culf Oli Canada Petrolina Canada	188 118 11 55 178 90 479	183 58 N 113 00 11 55 0 176 20 P 462 S 150 S	Mondiale Invest. Intiem	178 05 165 128 85 123 139 53 133 276 20 265 185 59 173 18 52 113 393 32 375 154 24 147	98 01 20 68 17 84 53 48
Feacière (Vie)	263	263]	Locafibancière	145 5D	145 50	Union Habit	. 152 50	152 30	Paris-Orléans	84 }	и !	De Dietrick	485	485	Ripolin-Seorget)		65 20	Shell Tr. (port.)		36 80 14	Cours précédent		
compiète dans	uos de	reiðres é	Mai qui nous est ditions, das erre gées le lepdemai	irs peu	vent dar	riois flewrer	N	A A	ARCI	ΗÉ		\ TE	RI	VI E	💻 · cetati	on des	rajeurs a	a décidé, à titre yant fait l'ebjet de eas plus garantir	transact	Ligos ectr	re 14 h. 15 et 14 h	. 30. Pour ci	ette
Compen VALEL	Pré	6d. Press	ler Dernier Compt.	Come	WA VA	LEURS Priesd	Premier I	Dernier (Compt. Compan-	VALEUR	Précé	d. Premier Dermies	Compt. premier	Соторея	VALEURS	cid. Pre	mier De	mier Compt. Com	w VA	LEURS	Prácád. Premier	Dernier Com	pt.

compi dans	èta dans nos les cours. Ell	dernià es sont	res édit	ioas, d	ds errenn Lodensio	dans ta	at parfols fly première édi	uret tigs.			AR	IC	HE	A	. 7	E	RI	VI E		etation d		ers ayant	fait l'eb	et de tra	permental, or acsactique est cactituda des	tre 14 b. 1	15 et 14 I	h. 30. Po	
Comper		Précéd. ciôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compen	VAIRIE	Précéd. clôtura		Dernier cours	Compt. premiar cours	Compan	VALEURS	Pricis. ciótura	Premier cours		Compt. premier cours	Compen- sation	VALEURS	Prácád. ciótura		Dernier	Compt. premier cours	Compen- setion	VALEURS	Prácád. clóture	Presider COMPE	Deraler COURTS	Compt. premier cours
550 1370 385	4,50 % 1975 C.M.E. 3 % Afrique Occ Air Diquide	1493 385 58	385 [9	1496 70 385 50		845 450 220 58	Cie Gie Eaux Eng. Matra. E, J. Lefebyte Esse S.A.F	484 20 208 62 70	269 10 61 50	454 50 209 10 61 50	209 (0 60 38	185 86	Olida-Caby. Opfi-Paribas.	171 85 .	171 29 86 49	171 20 86 50	170 fB 85 f8	730 1 21 640 1	E.T. fél. Elect. — (obl.) fél. Ericsson	742 . 22 28 695 .	780 .	122 20 710	*518 731 121 10 695	255 325 15 24	Gen. Electric Gen. Motors . Goldfields 🛨 Harm. Go.	329 90 15 40 22 75	338 28 15 35 22 58	(5 35 22 60	15 15 22 15
360 74 290 67 70	Als. Part. Ind Als. Seperm. Alsthon Auter P. Att.	368 76 70 270 87 71 85	270 67 60 71 10	79 Ju 279 67 IO 71 IO	76 80	181 250	Eurafrance Enrope Nº 1.	343		341		80 108 53	Paris-Prance. Peckelbreus. P.U.K Penarréya	84 50 187 98 51 50	84 188 50 50		83 38 102 . 50 50	225 T 250 - 195 U 295 - U	erres Rong. Thomson - Br. — (obl.) J.L.S	247 . 199 272 20		245 50 198 274 80	67 - 215 245 198 - 178 60	315 34 112 1220 153	Hosehst Akti. Imp. Chem Imperial Oil . 1.B.M	33 68 119 50 1218 170 30	33 20: (21 50	33 28 128 1205	33 122 1195
170 348 66 141 285	Applicat, gaz Aquitaine — certif ArjouPrion. Ass. Gr. Paris Ass. Cartessa	298 EA	153 30 334 66 134 280	153 38 834 50 65 134 283	334 64 70 132 10 283	393 176 66 71 123	Ferodo Fig. Parts PB Fig. Ug. Egr. Fraissiget. Fr. Pétroles.	178 50 64 50 78 122 18	64 58 70 123	181 84 15 70 123 20	410 177 39 84 50 78	255 405 107 70 275	Pernod-Ric., Pernod-Ric., Perrier., Pátroles B.P., Paugeot.,	415 113 80 80 285	81 280 (0	1 10 28 81 279	110 50 82 281	70 U 70 U 123 U	in, Fr. Bques I.T.A Isino" — (obl.) Pallogrec	7(70 (55 128 88 184 60	125 18 184 50	71 69 50 125 18 184 50	125 18 183 ·	128 279 - 6300 215 4 85	L.T.T. Meb. Oji Co. Hestić Norsk Hydro. Olivetti	276 6490 218 60 4 94	274 6390 218 4 92	274 6400 217 80 4 92	272 6410 216 18 4 83
225 170 88 170	Aux. Entrepr., Aux. Navig BabcFires. Bail-Equip Bail-Invest	94 20 (68	232 170 94 163 197	232 178 94 152 50	932 166 88 93 182 .	79 150 176	Galeries Lat. Gle d'entr Sie Fonderie	76 148 80	75 20	78 145 50 170 18		940 77 83 830 188	— (obl.). Pierre Amby P.L.M. Poclain Poliet et Ch.	#0 10 80 10 323	80 80 329	88 (8 322	78 48 78 50 315 18	295 J	/, Cliquot-P. /leipriz Imer. Tel Ing. Am. C Ingeld	268 47 58		438 . 689 . 266 38 17 15	265 10 17	58 71 295 69 32	Petrofina Philips	89 80 305 84 20	73 80 304 50	63 88 73 68 305 58	360
152 90 93 660 380	B.C. I Bazar HV Beghin-Say Bic Bonygues	149 50 97 50 98 10 674	140 98 28	140 98 20	149 99 50	191 220 335	Générale Occ Gr. Trav. Mar. Guyenne-Gas Hachette	177 50 220 388	176 229 380	176 221 50	172 58 .	85 90	Pompay P.M. Labigal.	88 98 50	88 93 50	88 99	83 98 50	172 A 245 E 385 E 268 E	stur. Mines 3. Ottomae JASF (Akt) Jayer Juffelsfeat.	174 252 294 80 257 20	174 80 251 295 50 258 50	174 80 251 50 236 20 258	(73 18 25! 295 50 253 40	220 26 53	Royal Dutch . Rio Tioto Zinc St-Helenz	223 50		216 10	C216 18 19 35
2019 2019 290 1380	Carretour — (Obl.). Casigo	598 1963 286 20 1365	800 1949 242 1357	602 1949 284 1357	1949 282 1357	168 189 828 430 93	Hutch, Mapa, Imetal Inst. Mérieux J. Borel Jut Jeumont Ind.	161 20 113 633 416 92 15	182 50 111 626 415 82	162 68 110 60 626 415 92	159 30 110 50 625 411 90 60	53 189 200 160 194	Présatal Presses Cité., Prétabail Si., Pricel Primagaz	155 58 136 19	50 98 198 300 50 158 188	50 80 198 801 50 158 188	51 198 301 50 155 50 189 90	14 0 (36 0 448 0 14 0 525 0	harter hase Manh. .F. Fr. Gan., le Beers (S.) lents. Bank	13 40 134 50 436 68 13 80 545	13 10 129 80 445 13 36 545	13 40 130 50 445 13 35 645	12 85 0132 28 437 13 35 545	368 36 550 42 14	Schlumberg Shell Tr. (S.) Siemens A.G. Sony Tanganyika	37 50 519 45 05 13 55	519 45 13 55	384 10 37 30 519 45	265 C 37 619 45 13 50
265 80 229 181 67		76 225 182 58 66 30	75 50 221 180 19 66	66 IO	221 180 65 (9	220 220 205	Kali Ste Tu., Kléber-Col., Lab. Bellon, Lafargo	214 201 to	58 58 216 200 50	218 200 50	219 200 28	68 418 470	Printemps Badar S.A — (obi.).		400 10	58 10 422 10 485 80	/	710 D 540 E 18 E 220 E	omé Mines. In Pent Nem. ast. Kodak . ast Rand ricsson	492 17 30 221	225 50	718 480 18 90 227	197 98 728 428 17 18 226 10	225 20 145 131 63	Unilever Union Cerp U. Min. 1/10 West Drief West Deep	19 95 144 55 136 60 56 30	19 85 144 58 135 80 56 68	19 60 144 50 135 80 58 50	135
146 128 185 127 1480	Chiers Chim. Rout Cim. Franc — (Oh).) C.L.T. Alcatel	145 125 106 124 50 1379	105 50 125 1373	125 1377	124 10 105 10 124 60 1383	280 345 1800 210 141	— (oblig.) La Hénia Legrand Locabali Locafrasce	384 1850 210 50 128 50	364 1830 212 128 20	364 1830 217 128 20	2/8 04 364 1830 215 40 128 28	585 88 123 860	Badiotech Raffin. (Fse). Paff. St-L Redoute	126) 648	126 648	95 28 125 50 648	123 50 648	289 F 78 F	exten Gerp ord Motor ree State	274 58 88 69 Valeurs	82 50 DONNA	275 81 80 WT LIED	A DES O	i Peratigi	West Hold Zambia Cop	I 69 Eurlemen	166 T	38 1	
56 510 240 110	Citroën Club Méditer C.M. Jodostr. Cofimeg Cofradel	55 491 235 59 114 286	493	52 30 485 230 114 296	54 10 498 226 40 114 20 233	270 910 3190 485	Locindus L'Oréal I— obj. conv. Lyonn. Estx.	949 3160	3160	947 3160	275 960 3135 604	95 200 435	Rhône-Poul. EgussUctaf. Rue Impérial Sacitor	95 18 199 50 430	95 60 193 433	96 196 80 433	438 85 78		pas ladiqu	é li y	2 65 0	statica :	cot	ertée de	eché. — Lors es la colonia	e dere	er coni	5 >.	
285 315 130	Cie Bancaire C.G.E. C. Estrepr.		6298 (0 310 120	302 311 120 75	298 10 310 118 50 73 60	37 1380 106	Mach. Bull. Mais Phénix Mar Wendel. Mar Ch. Rés	1333 105 50		1830	1829	130 520	Sagem Saint-Gehain. S.A.T Saulues Saunier-Duv.	130 50 53 139 50	538 I	557 131 50 535 142 117	588 139 40 540 141 30 112		HE OFFICIEI	. C4	DURS réc.	COURS 14:5	DES Bi écha de gré entre h	age 2 gré	MARCH Monnaies e		e Co		COURS 14/5
115 178 325 125	Cr. Com. Fr., — (Obt.) Créd. fonc. C.F. laun.	106 20 179 333 124	195 10 179 33a 124 40	105 10 179 329 124 40	105 10 178 20 338 123	1929 65 125 1310	Mat. Téléph M.E.C.I Mét. Norm Michello B.	1860 63 125 10 1267	62 40 121 1256	183 1 62 40 121 1260	874 8 20 120 268	172 77 112 105	Schneider SCOA	181 75 10 114 184 20	176 75 80 112 50 104	180 75 89 112 86 194 30	176 74 58 112 18 182 10	Canada Allemagni	\$ (\$ 1) \$cam. 1) (100 0M).	184		4 689 4 794 183 976	4 183	74 25	Or fin (kile e Or fin (kile e	n Hagat)	1927	io }is	150 1205
192 335 88 135 200	Créd. Indust. Créd. Nat C. Nord U.P. Creusot-Loire C.S.F.	123 341 88 85 145 90 199 10,	144 50	123 . 329 . 88 . 143 50 199	118 70 330 83 145 199 .	569 605 690 250 410	oslig Moët-Hea Mot. Leroy-S Moullaex Munny,	271	E01 851 270 60	500 851 278 6 0	542 501 844 278 10 484	250 298 258 122 99	S.I.A.S Sign. E. El S.I.L.I.C Simco S.I.M.H.O.R.	258 125 . 90 58		263 292 256 125 99 76		Banemark Espagne (Grande-Br Italie (1	(100 F) (100 krd). (100 pes.) etagnė (£ 1). 000 lives)		546 550 520	12 026 77 870 6 980 8 589 5 552	78 61 81	92 85	Pièce françal: Pièce françal: Pièce suisse Union latine Souverain	se (10 fr.) (20 fr.). (20 fr.).	17 20 !8	10 65 12 10 18	232 170 . 280 188 201 50
148 144 67	D.B.a.	56 .	145 143 10 55 90	142 55 90	142 29 143 56 90	163 24	Nat. Invest Navig. Mixte Nobel-Gozel. Nord Noovel. Gal	361 80 113 60 104 10 25	113 60 103 70 24 95	113 70 103 78 25	361 112 60 101 70 24 60	5(5	Sk. Rossignol Segerap Soppoer-All. Soez	78 40 525		1784 70 40 528 261	1794 71 20 525 255	Pays-Bas Portugal Suide (1	(100 k.) (100 fl.) (100 esc.) 05 krs) (00 fr.)	173	728	85 720 173 335 15 700 106 670 188 125	86 173 15 106	25	Pièce de 20 Pièce de 10 Pièce de 5 Pièce de 50 Pièce de 10	dollars. dollars. dollars. pesos	95 41 32	19 17 12 .	956 499 785 .

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. AFRIQUE — NIGÉRIA : sept personn impliquées dans le complot de février ont été exécutées.
- 2. ASIE - INDE : la pressa comment avec prudence l'accord conclu entre New - Delhi et Isla-
- 2 3. PROCHE-ORIENT Une jeune fille est tuée en israélieas.
- 4-5, AMERIQUES
- ÉTATS-UNIS : « Je seroi un négociateur avec I'U.R.S.S. », déclare M. Carter. - LOIN DES CAPITALES . BRÉSIL : la Transu
- 6 à 8. EUROPE - ITALIE : a La C.E.E est le seul cadre possible pour une Europe – ni soviétique ni américaina », nous déclare M. Alterio Spinelli.
- 18 à 12. POLITIQUE La préparation des élections
- La polémique sur l'obligation de réserve chez les fonction-14 - 15, JUSTICE
- Les suites de l'affaire Ceccaldi et le congrès extraor-dinaire du Syndicat de la magistrature.
 - Ouverture du procès Simeon devant la Cour de sûreté de 16. EDUCATION
- Une nouvelle circulaire sur la réforme du deuxième cycle 18-19. EQUIPEMENT ET REGIONS
- . L'environnement à la mode britannique = (II), par Marc
- 20. LA RÉGION PARISIENNE Les nouvelles dessertes Saint-Denis en métro, Roissy en train.
- LE MONDE DE L'ÉCONOMIE PAGES 21 A 26
- «Les offres d'emploi seront diffusées plus rapidement», nous déclare le directeur de l'Agence nationale. L'inégalité des fortunes en France est plus grande qu'on ne le croyait.
- LES BANQUES EN QUESTION
- PAGES 37 A 42
- 27 à 29. ARTS ET SPECTACLES CONCERTS : Berio dirige
 - l'Orchestre national. CULTURE : le congrès des cinéastes soviétiques.
 - JEU A XIII : Carca
- champion de France.
- 43 à 45. LA VIE ECONGMIQUE
- ET SOCIALE LOGEMENT : l'inquiétude de
- ACTION SOCIALE : k congrès de la Fédération de
- LIRE EGALEMENT RADIO-TELEVISION (27) Annonces classées (30 à 35); Aujourd'hui (43); Carnet (17); « Journal officiel » (43); Lovarie nationale (43); Météordogie (43); Mote croisés (43); Bourse (47).

Le numéro du «Monde daté 15 mai 1976 a été tiré à 520 978 exemplaires.



Satins et chintz imprimes. Motifs de style, floraux, cachemires, géométriques, contemporains, etc. importations directes de sus américains, anglais

suédois et italiens, une multitude de dessins et de coloris originaux.

jes prix: de 12 Fà 87 F le mêtre

36. CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

F G A B C D

Toiles de lin, de coton. L'ORGANISATION D'ENSEIGNEMENT DES LANGUES

LA PLUS REPANDUE EN EUROPE **YOUS PROPOSE** LE RECYCLAGE LINGUISTIQUE 'ENSIF POUR ADULTES **100 LEÇONS EN 2 OU 3 SEMAINES**

ANGLAIS • ALLEMAND • FRANÇAIS ETC...

Journées entières -lunches compris- avec le professeur - méthode active, directe et personnalisée. SUR JUIN/JUILLET/AOUT: TARIF SPECIAL VACANCES Toute l'année das cours individuels sont organisés à l'Ecole ou dans les locaux de vetre Société.

NUNGUA - 180 Centres d'anseignement dans le monde entier : Grande-Bretogne -Allemagne - Shisse - Espagne - Itulie et 14 autres payt-© Séjours vacances/recyclage en Grando-Bretogne : demandez-nous la documentation détailiée.

A Lacq

Reprise des négociations entre la direction et les syndicats

De nos correspondants

de les amener au niveau norma

fisant pour faire fonctionner les installations dans les conditions nor-

males de sécurité. Ces opérations de remise en ordre ne pourront en aucun cas subir d'interruption jus-

qu'à ce que le débit normal du else

En Iran

SEIZE TUÉS

AU COURS D'ACCROCHAGES

ENTRE POLICIERS

ET « TERRORISTES »

Téhéran (A.F.P.). - Bouze « ter-

roristes » et quatre policiers ont été tués ces derniers jours au cours

de quatre accrochages distincts à

l'Iran, annonce un bret communiqué publié dimanche 16 mal.

Onze des « terroristes » auralent

été tués dimanche matin lors de

trois opérations de police dans di-vers quartiers de la capitale, Dans

chacun des cas, selon la version offi-cielle, la police a cerné la retraite

des a terroristes ». Cenx-ci auralent

été tués après avoir ouvert le feu

sur les forces de l'ordre. Quatre

policiers, dont un colonel, ont trouvé la mort, ajoute le communiqué. Des

armes, dont trois mitrafflettes ont

D'autre part, un autre e terro-riste » aurait été tué à une date

non précisée ces derniers jours. à

Masshad, dans le nord-est du pays.

t.Meyssignac

FABRIQUE - RESTAURE DECORE - INSTALLE

Copinerie ébénisterie

Menbles - Boiseries

Rangements - Eléments

Menbles-lits

Sièges et Canapés Lits Classiques

Canapés-lits

Tentures murales

Rideaux - Décors de fenêtres

toes travaux

⊈Styles et contemporain≇

ATELES-EGIDES
BUREAU DETUDES
DANS NOS IMMEDILES 2500 HIGH

PARIS 12- BASTILLE

¥ 🛣 343-96-31 <u>≥ Lignes</u> 🖥

દેશના કાલકાલકાલકાલકાલકાલકાલ

ENSEIGNEMENT

PARKING DESSINS - PROJETS - DEVIS

teran et dans le nord-est de

ment ait été atteint.

Le direction précise qu'il ne s'agit nullement de remettre en cause le droit de grève dans l'entreprise. Le directeur général adjoint de la Le directeur général adjoint de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine, à Lacq, a reçu, lundi matin 17 mai, les organisations syndicales C.G.T., C.F.D.T., F.O., dont les membres sont en grève depuis mardi dernier (« le Monde » daté 16-17 mai) mais qu'elle démontre la volonté de remettre en route les installa-tions pour l'alimentation des industries et des foyers domestiques. Lundi, de nombreuses entreprises de daté 16-17 mai). Samedi, la direction de la S.N.P.A. la région Aquitaine ont dû se mettre

avait diffusé un communiqué pour annoncer : « La procédure en vue de prononcer des sanctions pouvant aller jusqu'au licenciement sera engagée des lundi, dans le cadre du en a chômage technique ».
Dimanche, une a négociationmarathon n de huit heures
entre la direction de la S.N.P.A. et les syndicats n'avait rien donné. Le seul accord qui soit intervenu est le principe de la rencentre de ce statut des mineurs n. Cette mesure concerne cent cinquante grévistes environ. La direction de la S.N.P.A. lundi, qui devrait permettre d'aborder le problème de fond, celui de la restructuration de la S.N.P.A. dans le cadre de la fusion Elf-Aquitaine. a ajouté : « Nous sommes préts à remettre en exploitation les gise-ments de gaz lundi 17 mai, en vue de production dans les meilleurs déisis, à condition de pouvoir dis-poser sûrement des effectifs de quert qui se déclareront non gré-vistes et qui seront en nombre sui-

MORT DE L'ÉCRIVAIN YVES RÉGNIER

Nous apprenons la mort, surve-nue le 11 mai, de l'écrivain Yves Régnler. [Né en 1914 à Alger, lié à la Médi-

[Né en 1914 à Alger, lié à la Méditerrande et à ses mythes par son enfance passée en Afrique du Nord, et plus tard par sa carrière de diplomate — il avait été attaché culturel au Liban. en Egypte, à Athènes, — Yves Règnier était un écrivain de grands qualité et de petite audience. Il avait été remarqué en 1857 pour le Royaume de Benou, qui avait obtenn le Prix des critiques. Plusieurs romans poétiques et d'uns magie secrète avaient suivi : le Souvire, les Voyages, les Ombres (Grasset), la Mein sur l'épaule (Gallimard, 1961), la Barreite (Gallimard, 1961), la Barreite (Gallimard, 1961), la Surreite (Gallimard, 1961), la propant avec un long silence, Yves Régnier, qui avait pris sa retraite depuis plusieurs années pour raison de santé, venait de publier ches Gellimard un recuell de courte récits, presque des poèmes en prose : Paysages de l'immobilité.]

M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., a jugé « injustifiées » les attaques du P.C.F. concernant le financement de certains partis politiques. Il a déclaré : « Ce n'est pas nous, U.D.R., qui avons fait construire une magnifique maison de parti au milieu de Paris. Ce n'est pas nous qui entretenons une armée de permanents, de « révolution-naires appointés », comme disait Lenine. Nous sommes plus mo-destes que le P.C.F. Alors M. Marchais peut balayer devant sa porte au lieu de nous chercher

Le 25 mai à la télévision

M. GISCARD D'ESTAING

M. Giscard d'Estaing prononcera une allocution radiotélévisée le mardi 25 mai. Il parlera des conséquences de la reprise économique et de l'ac-tion de réforme qui sera menée en 1977 pour améliorer le sort des personnes ágées. Ce sera la deuxième allocution du chef de l'Etat cette année, la première ayant en lieu le 24 mars. Le président de la République a répondu d'autre part à trois interviews portant sur la construction européenne (le 31 mars sur TF 1), la réforme de l'entreprise (le 13 swil sur Autenne 2), la défeus (le 5 mai sur TF 1) et tenu une e réunion de presse » le 22 avril, retransmise par la première et la denxième chaîne de télévision.

M. CHIRAC PARTICIPERA JEUDI AU CONGRÈS DES JEUNES AGRICULTEURS

n Une société avec des paysans tel sera le thème du quinzlèm congrès du Centre national des jeu nes agriculteurs (C.N.J.A.), qui doit se tenir les 19 et 20 mai à Bordeaux se tenir les débats sur la politique agricole — qui « s'effiloche », d'après les auteurs du rapport préparatoire, MM. Désiré Devienne (Nord) et Joseph Torrent (Haute-Loire), — ce congrès sera marqué par le renou vellement de l'état-major de la cen

Langa doit quitter la présidence frappé par la limite d'âge (trente-cinq ans). Le bureau présente pour sa succession 3L Eugene Schaeffer (Bas-Rhin), secrétaire général depuis 1973. M. Torrent est caudidat au

secrétariat général.

Le premier ministre, M. Jacques
Chirac, prononceta jeudi un discours
lors de la séance de clôture.

- En Espagne, le toit d'une église d'Almeria s'est effondré au manche soir, tuant six personnes et en blessant quatorze autres.
- Deux alpinistes britanniques, a sergents J.H. Stekes et M. 2. Lane, sont arrivés au sommet de l'Everest, dimanche 16 mai annonce le ministère népalais des affaires étrangères. Agés de trente ans, ces deux alpinistes font partie d'une expédition

préférez le BOEING 747

l'avion le plus moderne, le confort le plus.

exceptionnel, les horaires les plus pratiques

152. Champs-Elysées 75008 Paris Tél.: 225.77.92 - 359.31.82

A PARIS :

Rive Droite:

Rive Gauche: ·5 rue du.

75013 PARIS 587.13.78

Champ-de-l'Alouett

.75017 PARIS .924.89.72 - 622.45.85

et toutes Agences de Voyages

Les mardis et samedis : départ PARIS ORLY SUD 16 h 45, arrivée NEW YORK JFK 18 h 45

Pakistan International

PARLERA DES « CONSÉQUENCES DE LA REPRISE ÉCONOMIQUE »

népalo-britannique. New York

LA TERRE A TREMBLÉ dans plusieurs parties du monde

en ITALIE. — Des « rèpliques » du violent séisme du 6 mai se sont encore fait sentir pendant le week-end dans la règion d'Udine. Le nombre des victimes atteindrait neuf cent dix-huit morts et plus de mille cinq cents blessés hospitalisés. Mais les sauveteurs recharchent encore les veteurs recherchent encore les corps de plusieurs centaines de disparus. Quant aux dégâts matériels, ils ont été estimés provi-soirement à quelque 730 milliards

de francs.

Un hélicoptère canadien, qui participait aux opérations de sauvetage, s'est écrasé au sol : le pilote a été tué.

En Yougoslavie, une femme

blessée par le tremblement de terre du 6 mai a succombé à ses blessures. Dans ce pays, le séisme avait blessé trente et une per-sonnes et falt environ deux mille six cents sans-abri.

O EN U.R.S.S., un violent séisme, de magnitude probable-ment supérieure à 7, s'est produit ment supérieure à 7, s'est produit ce lundi matin 17 mai, en Ouzhé-kistan soviétique, à quelque 500 kilomètres à l'ouest de Tach-kent. La région de l'épicentre est très peu habitée. mais d'après Radio - Moscou, le tremble-ment de terre aurait fait c des dégâts sérieux en un certain nombre d'emirdis.

nombre d'endroits ». ● AU PEROU. — Un tremble-ment de terre s'est produit, le 15 mai, dans les Andes péruviennes : cinq personnes ont été tuées et dix biessées dans la petite ville d'Ayacucho, située à 350 kilomètres au sud-est de

● AU CANADA ET AUX ETATS-UNIS. — La côte Pacifi-que du Canad. et des Etats-Unis. proche de l'île de Vancouver, a été ébraniée, le 16 mai, par une

légère secousse : on ne signale ni victime ni dégâts.

• EN GRANDE-BRETAGNE - Une legère secousse s'est fait sentir le 13 mai dans les Middiands. Quelques maisons au-raient été un peu endommagées à Stoke-on-Trent.

• AU JAPON. — Un petit tremblement de terre a été res-senti le 1½ mai dans la banlieue nord de Tokyo. On n'a signalé ni victime ni dégâts.

Les secours aux sinistrés du Frioul

■ L'Association France - Italia lance un appel en faveur des vic-times du seisme du 6 mai. Envoyer les dons au compte spécial voyer les gons au compte spécial ouvers à la Banco di Roma (France), 15, rue de Choiseu, 75001 Paris, en précisant « sinis-très de Vénétie ».

D'autre part, les manifestations cui devaient marquer, les 22 et 23 mai, à Venise, sous la pré-sidence de M. Gaston Palewski. la fin des restaurations de l'église de la Salute sont reportées à une date ultérieure.

- C'Association française pour le conseil des communautés d'Europe reçoit les dons en faveur des sinistrés du Frioul. Un compte spécial a été ouvert à cet effet : C.C.P. 1706 K, Paris.
- La Croix-Rouge française service des recherches) reçoit désormais les demandes de recherches de personnes habitant le Frioul. Seules pourront être prises en considération les démandes émanant de proches parents. S'adresser, 17, rue Quentin-Bauchart, 75008 Paris.

ECOLE DE DIRECTION D'ENTREPRISES DE PARIS Etablissement privé d'enseignement technique supérieur

PREPARATION AUX DIPLOMES D'ETAT GESTION - COMPTABILITÉ - MARKETING

une annonce sans texte...

... parce qu'un projet pédagogique sérieux ne se définit pas en quelques mots

130, rue de Clignancourt, 75018 PARIS

252.27.27 Documentation gratuite sur demande

je ne veux pas fronzer idiot, je vais en Tunisie au FESTIVAL DE TABARKA.



A Tabarka, on change les vacances. Tabarka, ce n'est pas un club, c'est la vie et la fête d'un vral village de pêcheurs tunisiens. Le festival de Tabarka vous offrira cet été en même temps que les plus grandes vedettes Internationales une foule de spectacles tunisiens dont vous ne soupçonniez même pas l'existence. Il vous restera bien du temps

pour les virées en mer, les balades à pled, à chaval ou à vêlo dans les forêts des Kroumirs... et même pour bronzer idiot sur la

Extrait du programme du 4º festival Vous ourez à choisir chaque soir parmi 3 ou 4 spectodes différents. DES VEDETTES : Ketth Jarrett . Art Blakey.

Gerry Muligan, Jo James, Milt Buckner, Modime Le Forestier, Henri Tochon, Anne Sylvestre, Pago libanez ...

DU CINEMA : 150 films dont un festival , / Lakdar Hamma...

DU THEATRE ET DES BALLETS : Troupe radionale tunisienne, le Grand Magic Circus, Troupe du Kef, il Piccolo, Tayeb Scadiki, Ibn Rachia, Powder Theater... DES CONCERTS : foil: et musique clossique.



DES ATELERS : poteria, tissage, danse, photo... DES SPORTS : équitation, vole...

UN FESTIVAL ENFANTS : UNE UNIVERSITE D'ETE : Introduction à la divisiosion orobe et cours intensifs de langue orobe. 2 semaines PARIS/PARIS: 1278 F. Départs de Lyon, Touriques et Marsellie. Avion, transfert, logement, spectacles et ateliers compris

Crandes PACANCES 1, rue du Louvre, Poris 1et (métro Louvre) TéL : 260.34.35

et dans toutes les agences de VOYAGE CONSEIL (CREDIT AGRICOLE) En Belgique : Top Travel, 29 A rue du Lombeird, 1000 Bruttelles, tél. 512.60.15 En Suisse : Yoyage Any Box 506, 1002 Leusanne, tél. 021.20.48.45 En collaboration avec l'Office National du Tourisme Tunisien

Je désire recevoir le programme du festival de Tabarka

la libre la gauche l

Verifice Promisees

- Cartifical . 4.5 美 美

ang kata 🚱 🐺 🚟 Salar Salar State S 3.54 (3**6**) (3**4) 经报** 1,00% A DE**SE MARKET** 医大块性 軍軍機

Section Section 1985 The state of the s THE PROPERTY OF THE PARTY OF TH

THE WINDS WAR IN THE STREET

Lead France Colore 2017 Tes France Communication THE RESERVE THE PROPERTY OF TH -一个一个一个一个 计多位字数 计处理 矮 基 推进地 幫

or a comprehensive and the second ** *** *** ****

AU JOUR EE. AYK

و در تعاد

≥ to 1 - -

τα.

ф.

DE MICHER Committee Catherine · Committee has **不能能 性 被 物值** . はは、155点性性性性 coorden is des se では、他の対象を対象を表現 TENER BUTCHER finder biller Berger TINGS OF ANY ME 27 A 200 年
Charles Stranger & THE STREET STREET Trutt alle att statet a A ST WAS TASK! ** to the fact that the same of the - Name Transfer to Tours P The Part of Lines The Contracts ELTHARD CH

STATE OF

STATE OF THE